{BnF

gallica
BIBLIOTHÈQUE
NUMÉRIQUE

Mallet, Ernest. Registre des délibérations municipales de la ville de Pontoise : 1608-1683. 1899-1919.

1/ Les contenus accessibles sur le site Gallica sont pour la plupart des reproductions numériques d'oeuvres tombées dans le domaine public provenant des collections de la BnF.Leur réutilisation s'inscrit dans le cadre de la loi n°78-753 du 17 juillet 1978 :
*La réutilisation non commerciale de ces contenus est libre et gratuite dans le respect de la législation en vigueur et notamment du maintien de la mention de source.
*La réutilisation commerciale de ces contenus est payante et fait l'objet d'une licence. Est entendue par réutilisation commerciale la revente de contenus sous forme de produits élaborés ou de fourniture de service.

Cliquer ici pour accéder aux tarifs et à la licence

2/ Les contenus de Gallica sont la propriété de la BnF au sens de l'article L.2112-1 du code général de la propriété des personnes publiques.

3/ Quelques contenus sont soumis à un régime de réutilisation particulier. Il s'agit :

*des reproductions de documents protégés par un droit d'auteur appartenant à un tiers. Ces documents ne peuvent être réutilisés, sauf dans le cadre de la copie privée, sans l'autorisation préalable du titulaire des droits.
*des reproductions de documents conservés dans les bibliothèques ou autres institutions partenaires. Ceux-ci sont signalés par la mention Source gallica.BnF.fr / Bibliothèque municipale de ... (ou autre partenaire). L'utilisateur est invité à s'informer auprès de ces bibliothèques de leurs conditions de réutilisation.

4/ Gallica constitue une base de données, dont la BnF est le producteur, protégée au sens des articles L341-1 et suivants du code de la propriété intellectuelle.

5/ Les présentes conditions d'utilisation des contenus de Gallica sont régies par la loi française. En cas de réutilisation prévue dans un autre pays, il appartient à chaque utilisateur de vérifier la conformité de son projet avec le droit de ce pays.

6/ L'utilisateur s'engage à respecter les présentes conditions d'utilisation ainsi que la législation en vigueur, notamment en matière de propriété intellectuelle. En cas de non respect de ces dispositions, il est notamment passible d'une amende prévue par la loi du 17 juillet 1978.

7/ Pour obtenir un document de Gallica en haute définition, contacter reutilisation@bnf.fr.

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

Ypacab: 1603 - 1661)

BIBLIOTHÈQUE
P. LAINÉ

BIBLIOTHÈQUE
P. LAINÉ

DOCUMENTS ÉDITÉS PAR LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE DU VEXIN

REGISTRE
DES
DÉLIBÉRATIONS MUNICIPALES
DE LA
VILLE DE PONTOISE
(1608-1683)

PUBLIÉ SOUS LES AUSPICES DU CONSEIL MUNICIPAL DE PONTOISE

Par M. ERNEST MALLET

DOCTEUR EN DROIT, AVOUÉ
MEMBRE DU CONSEIL MUNICIPAL DE PONTOISE, SECRÉTAIRE RÉDACTEUR DE LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE DU VEXIN
OFFICIER DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

PREMIER FASCICULE
RÈGNES D'HENRI IV ET LOUIS XIII

PONTOISE
BUREAUX DE LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE
1899

REGISTRE

DES

DÉLIBÉRATIONS MUNICIPALES

DE LA

VILLE DE PONTOISE

DOCUMENTS ÉDITÉS PAR LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE DU VEXIN

REGISTRE

DES

DÉLIBÉRATIONS MUNICIPALES

DE LA

VILLE DE PONTOISE

(1608-1683)

PUBLIÉ SOUS LES AUSPICES DU CONSEIL MUNICIPAL DE PONTOISE

Par M. ERNEST MALLET

DOCTEUR EN DROIT, AVOUÉ
MEMBRE DU CONSEIL MUNICIPAL DE PONTOISE, SECRÉTAIRE RÉDACTEUR DE LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE DU VEXIN
OFFICIER DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

PREMIER FASCICULE

RÈGNES D'HENRI IV ET LOUIS XIII

PONTOISE

BUREAUX DE LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE

1899

INTRODUCTION

PARMI les documents importants que possèdent les archives municipales de Pontoise, figure un registre in-folio qui est constitué par l'adjonction successive de cahiers de papier primitivement non timbré, mais qui, à partir de 1680, ont été, conformément aux ordonnances, fournis par la direction de la Généralité, en grand papier à *2 sols pour feuille.*

La première partie, qui s'arrête au 1er décembre 1679, comportait 260 feuillets.

Malheureusement un certain nombre de feuillets liminaires ont presque entièrement disparu, littéralement rongés par le frottement et le recroquevillement des marges.

Les délibérations se continuent de 1680 au 13 juillet 1683 et sont suivies de l'extrait d'un arrêt du Conseil d'État du 13 janvier 1680 : le tout occupe 30 feuillets suivis de 5 feuillets blancs.

La fin du registre, sur le papier primitif, comporte la « *Déclaration des rentes et autres droictz apartenans à la ville de Pontoise avecq inventaire des nouveaux tiltres d'icelles, les antiens estant au coffre de lad. ville pour y avoir recours sy besoing est.* »

Cette dernière partie du registre comporte 31 feuillets. Sur le dernier se trouve au verso cette mention : *Inventorié le 4 avril 1787,* signée *de Monthiers,* avec paraphe.

Il existait encore une dizaine de feuillets qui, dès 1787, étaient évidemment à l'état de chiffon auquel ils sont malheureusement réduits.

Ils ont contenu des fragments d'un inventaire de titres et de papiers contenus dans les coffres de la ville.

Les cahiers composant le registre étaient primitivement rattachés par des ficelles à une reliure mobile en cuir gauffré, ayant formé la couverture d'un livre dont l'intérieur avait été enlevé. Cette enveloppe avait été complétée par des pattes en cuir grossier destinées à maintenir le registre fermé.

Cette reliure factice a presque entièrement disparu par les ravages du temps.

Il était grand temps d'opérer le sauvetage de ce précieux recueil de documents historiques.

Grâce au concours de l'Administration municipale et de la Société du Vexin nous avons pu en entreprendre la publication.

Nous la commençons avec les délibérations proprement dites, dont la première en date est de la fin de juillet 1608.

Le manuscrit débute par la copie d'une ordonnance de François Ier concernant la police des places. Cette ordonnance, donnée à Angoulême le 1er juillet 1526, a été collationnée par deux notaires de Pontoise, Tricot et Lanquier, à la date du 30 juillet 1526 ; elle est suivie d'un règlement du Conseil du Roi rendu le 14 juillet 1525 et collationné par les notaires pontoisiens Tricot et Roffet, le 26 juillet 1526.

Ces documents étant connus, il nous a paru inutile de les reproduire.

Vient ensuite un *Catalogue* des syndics élus par les assemblées municipales de 1600 à 1660.

Nous le reproduisons à la suite de cette introduction.

Le présent fascicule contient les délibérations prises sous les règnes de Henri IV et Louis XIII, pendant une période qui représente à peu près la moitié de celle que comprend le registre tout entier.

Sans vouloir entreprendre une étude sur l'organisation municipale du XVIIe siècle et les attributions des corps électifs de cette époque, il nous

paraît intéressant pour le lecteur de fournir les principales indications contenues dans les délibérations qui vont suivre.

Organisation municipale. — Ces délibérations ne nous offrent rien d'absolument précis sur l'organisation municipale de Pontoise.

Nous y voyons toutefois que la ville est administrée par un conseil élu composé d'un syndic dit syndic des habitants et de deux échevins. (V. p. 57, 82 et 103.)

Le syndic a la première et principale direction des affaires; les échevins ne peuvent délibérer sans lui, mais échevins et syndic sont égaux entre eux en dignité et autorité : les décisions doivent être prises en commun (v. p. 57 et 58). A la différence de ce qui se passe sous notre législation actuelle où le maire a seul l'autorité et prend seul des arrêtés, ces décisions émanent des *syndic et échevins* qui constituent *le corps de ville*, nous dirions aujourd'hui la *municipalité*. C'est à la requête des syndic et échevins que sont convoquées les assemblées; ce sont eux qui en fixent et déterminent l'ordre du jour, qui y font les propositions; ce sont eux également qui ont la garde de la cité, pourvoient à sa défense et exercent au besoin les réquisitions de guerre.

Ils sont responsables pécuniairement de leur gestion.

A côté d'eux est l'*argentier* qui fait l'office de receveur municipal, mais ce receveur municipal est souvent obligé d'avancer à la ville les fonds nécessaires pour payer les dépenses.

Les échevins et syndic sont élus pour trois ans, en une assemblée générale des habitants qui se tient en l'auditoire royal. (V. p. 103).

Très probablement l'argentier était nommé de la même façon.

Les assemblées étaient de deux sortes : les unes étaient *particulières*, les autres *générales*.

Les assemblées particulières comprenaient de notables bourgeois désignés sous le nom de *pairs et conseillers de ville*. Leurs fonctions étaient obligatoires : ils étaient tenus de siéger et répondre à la convocation des syndic et échevins sous peine d'amende et, s'il y avait lieu, de dommages-intérêts (v. p. 82). Il ne paraît pas toutefois qu'on ait été très rigoureux à cet égard. Ces assemblées formaient à proprement parler le *Conseil municipal*.

Dans les assemblées générales siégeaient, indépendamment des pairs et conseillers, d'anciens pairs et conseillers, de notables bourgeois. — Ces assemblées étaient convoquées au son de la cloche.

Quelles étaient les conditions requises pour faire partie de ces assemblées générales? Nos procès-verbaux ne le disent pas : mais raisonnant par

analogie d'après l'organisation municipale bien connue de certaines villes, on doit penser qu'il fallait être chef de famille *(chef d'hostel)* et payer une taille adéquate à cette qualité.

C'était évidemment ces assemblées générales qui élisaient les membres du corps de ville, les conseillers et pairs, l'argentier, les collecteurs des tailles et qui décidaient des affaires les plus importantes.

Responsables pécuniairement de leur administration, les échevins et syndic avaient intérêt à prendre aussi souvent que possible l'avis de ces assemblées, à voir approuver les mesures qu'ils proposaient, recevoir d'elles les autorisations nécessaires, et mettre ainsi leur responsabilité à l'abri.

Les assemblées, tant particulières que générales, se tenaient sous la présidence du lieutenant civil et criminel du bailli de Senlis, siégeant à Pontoise, en présence de l'avocat et procureur du roi.

L'assemblée étant en nombre suffisant, les syndic et échevins exposaient l'objet de la réunion, sollicitaient l'autorisation de faire tels ou tels actes; la délibération suivait; puis le président recueillait les voix, approuvait la décision prise, autorisait les syndic et échevins à prendre les mesures dont il s'agissait. Le plus souvent le président signait seul le procès-verbal. Souvent il oubliait de signer, et une fois même il lui est arrivé de signer un procès-verbal qui n'aurait pas dû être rédigé (v. p. 50).

Le lecteur remarquera le laconisme des procès-verbaux qui contrastent singulièrement avec la longueur démesurée des délibérations de certains de nos Conseils municipaux où sont dites beaucoup de choses inutiles qui n'éclairent pas le débat. Il suffisait à l'amour propre des conseillers du XVII^e^ siècle qu'on sût uniquement l'objet de leur délibération et le résultat obtenu : cependant la compétence de ces assemblées de ville n'était pas de moindre importance.

Compétence des assemblées. — Cette compétence est telle qu'on peut se demander si nos législateurs modernes, qui parlent de décentralisation, ne feraient pas œuvre sage en s'inspirant un peu, même beaucoup, des idées du passé. Ou nous nous trompons fort, ou nous attendrons longtemps encore, si toutefois elle arrive jamais, une loi qui donne à une ville comme Pontoise une liberté aussi étendue que celle dont elle jouissait sous Henri IV et Louis XIII.

S'agit-il d'acheter ou d'aliéner un immeuble (v. p. 34 et 39), même une rue devenue inutile (v. p. 20), d'emprunter, d'établir des taxes spéciales sur les habitants, de recevoir des dons et legs, d'engager une instance ou y défendre en première instance ou en appel (v. p. 98), de transiger même un procès? (v. p. 35) Une simple délibération de l'assemblée, suivie

de l'autorisation conforme du lieutenant civil et criminel, président, habilite les syndic et échevins à passer l'acte. S'agit-il d'autoriser la création d'une école privée (v. p. 8), de fonder un bureau de bienfaisance, organiser son fonctionnement (v. p. 19), et imposer aux églises et communautés locales des taxes obligatoires destinées à lui créer des ressources? (v. p. 40) Les mêmes formalités suffisent. La nomination du principal et des professeurs du Collège, les agrandissements et améliorations qui peuvent être apportés aux bâtiments sont faits dans les mêmes conditions.

Disons à ce propos que le Collège a des revenus propres et est administré, d'une façon particulière, sous le contrôle et la surveillance de la Municipalité.

L'autorisation du lieutenant, sur l'avis conforme de l'assemblée de ville, permet enfin aux syndic et échevins de transiger avec l'archevêque de Rouen sur les intérêts religieux de la ville et d'obtenir du Parlement un arrêt homologuant la transaction (v. p. 51). On s'adresse toutefois au gouvernement pour obtenir l'autorisation de percevoir des droits d'octroi sur les vins et marchandises qui passent sous le pont de Pontoise (v. p. 38), entrent et se consomment en ville ou pour établir un impôt destiné au paiement du reliquat de compte dû aux échevins. Certains procès-verbaux permettront au lecteur de constater quelques-unes des difficultés de l'application de l'impôt sur le revenu (v. p. 3).

Les intérêts de la ville paraissaient suffisamment sauvegardés, si l'on songe qu'outre la responsabilité réelle des échevins et syndic, le lieutenant, présidant l'assemblée, les officiers de justice et tous les membres du conseil étaient des pontoisiens de vieille roche et les premiers intéressés, étant les plus imposés, au bien général.

Intéressant au point de vue de l'histoire générale, le manuscrit dont nous commençons la publication, vient apporter à notre histoire locale des éléments précieux. On voit la ville essayer avec peine de remettre quelqu'ordre dans ses finances à la suite des guerres de la Ligue, le mal qu'éprouvent l'argentier et les échevins de se faire payer le reliquat de leur compte, de trouver des fonds pour faire face aux nécessités de la ville. Pour surcroît de malheur, la ville est menacée dans sa sécurité, des troupes armées (v. p. 11) qui n'ont aucune commission du roi circulent dans la campagne : il faut faire bonne garde ! En 1615 on charge le syndic et un bourgeois de se rendre à Paris pour chercher des piques et des corselets.

La peste fait son apparition. Tous rivalisent de zèle et de dévouement

pour soulager les malades ; les échevins s'occupent de loger les pestiférés, de leur procurer les soins moraux et matériels que réclame leur état : un médecin et un prêtre sont spécialement chargés de donner en cette circonstance, à ceux qui souffrent, le concours de leur ministère ; puis ce sont les charges énormes qui résultent pour la ville de l'obligation de nourrir la garnison. On a recours à tous les moyens pour s'exonérer de cette charge.

Certains procès-verbaux nous donnent des détails intéressants sur le fonctionnement des services publics, le culte, les travaux de voirie, les finances (impôts et octroi), le domaine de Pontoise et l'alimentation.

Le lecteur verra comment se termine, le 2 juin 1640, une grève de bouchers à Pontoise (v. p. 88).

Ces quelques indications permettent d'apprécier l'importance de notre manuscrit.

Du reste, le but que nous avons voulu atteindre par cette publication a été surtout de sauver d'une ruine commencée un document qui peut fournir à l'historien un renseignement précieux, lui donner une date précise, porter la lumière sur un détail obscur du tableau de la vie locale, et à certains moments éclairer celle-ci d'un jour nouveau.

A d'autres le soin de pénétrer dans les détails, de faire l'analyse des procès-verbaux, d'en composer la synthèse et de dégager les enseignements qu'elle comporte.

E. MALLET.



Catalogue des personnes [1]. . . . . sindics des habittens de. . . . le commencement que le present. . . . . quy fust en l'année 1600.

I. — Premierement Me Jean Langlois procureur..... la charge de sindic trois ans les années 1600, 1601, 1602 et 1603.

II. — Jean Maistre, marchant bourgeois a este esleu es annee 1604, 1605, 1606.

III. — Me Charles Pannesay advocat a este eslu sindic es 1607, 1608, 1609.

IV. — Me Thomas Duvivier procureur a este esleu sindic es annee 1610, 1611, 1612.

V. — Me Gabriel Vatherye greffier du baillige de cette ville a este esleu sindic es année 1613, 1614, 1615.

VI. — Me André Lecousturier nottaire roial a Pontoise a este esleu sindic es annee 1616, 1617, 1618.

VII. — Me Simon Lefebure advocat aud. ponthoise a este esleu es année 1619, 1620, 1621 et 1622.

VIII. — Me Jehan Langloix procureur a este esleu pour la seconde fois es annee 1623, 1624, 1625 et 1626.

IX. — ..... Honnoré advocat a este esleu sindic es (*annees* 1627), 1628, 1629.

(1) Nous remplaçons par des points les parties de feuillets qui ont disparu avec le temps.

X. — .... Thiboust advocat aud. pontoise a este... es annee 1630, 1631, 1632.

XI. — Me Gabriel Duboys procureur aud. pontoise a este esleu sindic es annee 1633, 1634, 1635.

XII. — Me Jehan Guerin greffier de la marechaussee de ponthoise a este esleu sindic es annees 1636, 1637, 1638.

XIII. — Me Nicolas Lecousturier, adjoint aux enquestes pour le roy a ponthoise a este esleu syndic pour les années 1639, 1640, 1641.

XIV. — Me Sebastien Gruel procureur ès sieges royaux de cette ville de ponthoise a este esleu scindic de ladicte ville le vingtroisiesme jour de mars mil six cent quarante deux pour le temps de trois ans qui expireront a pareil jour mil six cens quarante cinq.

XV. — Me François Cousturier commissaire du roy lieutenant es eaux et forests de ponthoise a este eslu scindic apres les annes faictes par Me Sebastien Gruel et jusque au 27 may 1648 que Me Nicolas Guerdon luy a succede.

XVI. — Me Nicolas Guesdon procureur a ponthoise a este eslu scindic le vingt neufviesme jour de may mil six cens quarante huict pour le temps de trois ans qui finiront a pareil jour de l'annee mil six cens cinquante et un.

XVII. — Me Pierre Dagneaux nottaire royal en la ville et chastellenie de ponthoise a este esleu scindic le cinq juillet 1651.

XVIII. — Me Thomas Duvyvier procureur a ponthoise a este eslu procureur scindic de cested. ville le jeudy troisiesme aoust mil six c cinquante quatre.

XIX. — Me Guillaume Dubois advocat aud. pontoise a este esleu scindic en lannee 1657 au mois d'aoust et finis ses trois années de charge au 17e jour d'aout 1660.

REGISTRE

DES

DÉLIBÉRATIONS MUNICIPALES

DE LA

VILLE DE PONTOISE

(1608-1683)

I

Autorisation aux Échevins de composer avec le Seigneur de Gouzangrez

(Juillet 1608)

L'an mil six cens huict le mardy vingt..... julliet neuf heures du matin pardevant nous Gabriel (Demonthiers) escuier seingneur de sainct martin lieutenant civil et criminel pour le roy du Bailliage de Senlis au siege de ponthoise en lassemblee... dudit jour faicte en la chambre du conseil des ancians conseilliers..... et notables bourgois de la ville nous a esté remonstré en la presence de ladvocat et procureur du roy en ladicte ville par

honorables hommes maistres Michel du Val advocat et Ananias de S[t] Denis controolleur au magazin a sel eschevins de ladicte ville et honorable homme maistre Charles Pannesay advocat et procureur sindic dicelle ville de ponthoise comme ils sont pousivis en la court des Aydes a Paris par noble homme Oudart de Soubzlefour seingneur de Gouzagres pour le payement de la quantité de ..... muidz de bled fourment a raison de dix livres tournois pour chacun septier audict de Desoubzlefour appartenant, qui auroient este prins par le commandement des eschevins et habitans de ladicte ville de ponthoise en l'annee mil cinq cens quatre vingt et neuf pour ayder a fournir tant a la nouriture des soldatz estant en garnison que au payement des quarantes cinq mille escus a quoy le roy de sa liberalite auroict modere la somme de soixante mille escus promis au feu roy par composition faicte lors de la redition de ladicte ville en ladicte annee quatre vingtz et neuf pour le rachapt de leurs vies et biens et que le dict proces est appoincté en droict que ledict sieur de Gousangré estoict sur le poinct et en terme de le faire juger qu'ils auroint prie ledict sieur de Gousangre de differer et superseder de poursuivre le jugement dudict proces qu'il valloict mieulx sortir a lamiable que dattandre l'evenement doubteux d'un arrest, joinct qu'il estoict cottizé aux quarantecinq mille escus et ce qu'il demandoict a ladicte ville desduction de sa cotte montant a cent soixante escus pour en deliberer et conferer par le conseil de ladicte ville Et que ledict sieur Desoubzlefour sans vouloir demeurer d'acort de sa coste a tout le moins quelle fust si haulte auroict demande la somme de douze cent livres desduction faicte de sadicte pretendue cotte pour sortir d'affaire et de proces d'avec ladicte ville mesmes de tous despens dommages et inthérestz par luy pretendus — Et pour ce que tette affaire est d'importance et que cy apres rien ne leur ensoict impute Ils nous auroint requis à ce quil nous pleust declaré sur ladvis quilz ont supplié leur estre donné par le corps desdictz conseilliers et bourgois a ce presens si lon trouvoict bon que lon soutint et poursuivit ledit proces ou bien a quelle somme de deniers lon composeroict avec ledict sieur de Gousangré pour sopir et se redimer dudit proces et frais diceluy despans dommages et interest quilz s'enpouroient ensuivir et sur ce quil seroict resolu et adviser Il nous pleust les auctorizer, — Nous apres avoir ouy les anciens conseilliers et bourgois mesme ledict advocat du roy pour le procureur dudict sieur en son consentement disons que veu le consentement desdictz habitans et suyvant iceluy que lesdictz eschevins et procureur sindic seront auctorises et de faict les auctorisons pour composer et transiger avec ledict sieur de Gousangré desduction de sa cotte à telle somme de deniers quilz adviseront pour demeurer quittes vers lesdict sieur de Gousangré de la quantité du bled fourmant prins par ladicte ville ensemble de tous proces dommages et interestz que ledict sieur de Gouzangré eust peu demander et prétandre.

DEMONTHIERS.

II

Arrangement avec Robert Cossart, ancien Receveur de la Ville

(14 Octobre 1609)

Du mercredy quatorziesme jour doctobre mil six cent neuf en la Chambre du Conseil.

Entre Robert Cossart demandeur en redition de compte present garni de Me Jehan Langlois son procureur et de conseil contre les eschevins de la ville et M. Charles Pannesay procureur sindic present garni de procureur et de conseil — parties oyes et sur ce prins ladvis des antians conseilliers de ville estant cejourdhuy assemblez *(en la chambre du conseil)* avons ordonne que ce qui sera *deub pour* l'exit, closture et arrest des deniers *(provenant des)* nouvelles impositions par luy perseus..... du conseil destat du vingt-troisieme septembre mil six cent huict sera prinse sur les deniers audict Cossart alloués en reprinses par les chapitre trois et subsequent jusques au dixiesme inclust et comprins jusques à la concurence de son deub et le surplus sera recouvert par lesd. eschevins a laquelle fin sera présenté reqte au roy pour obtenir si faire se peut pour le recouvrement desd. deniers touchés et reprints soubz le nom desd. eschevins aux frais de la chose et a la dilligence dud. Cossart le tout pour soppir les differends et debat formes sur lesd. chapitre de reprinses entre lesdits eschevins et ledit Cossart et protestations d'appeler faict par lesdits eschevins et Cossart ce fut faict en chambre du Conseil les an et jour que dessus.

Demonthiers.

III

(a). — *Transaction avec Nicolas le Mercier (Architecte du Roi) au sujet de la cote de ses tailles*

(30 Juillet 1610)

L'an mil six cens dix le vendredy trentiesme jour de Julliet environ onze heures du matin pardevant nous Gabriel Demonthiers escuier sieur de Saint Martin Lieutenant du bailly de Senlis à Ponthoise en l'assemblée ledit jour faicte en la Chambre du Conseil des Antiens officiers et conseillers de lad. ville nous a esté remonstré en la presence du procureur du roi nostre sire aud. Ponthoise comparant par ladv. dud. Seigr par hon. homes Me Michel Duval

et Me Ananias de Saint Denis echevin de lad. ville et Thomas Duvyvier, procureur sindic quils sont en proces contre Nicolas le Mercier opposant à l'assiette des tailles lequel soustient quil est domicilié au village de Mousseaux près Meaux et que la il est assis aux tailles et que partant de, na peu estre comprins es celles de Ponthoise parce quil ne doibt paier tailles en deux lieux et de fait a fait aparoir de sa cotte aud. Mousseaux et mesme pretend obtenir ung estat d'exemption chez le roy nostre sire et en tous cas parce quil dit estre sur taxer en ceste ville il a fait offre verballement auxd. echevins de se departir de son opposition mesmes renoncer aux exemptions quil pouroit ci après obtenir et continuer a paier taille les années subsequentes sil plaist aux habitans le recepvoir a quelque composition et sommes raisonnables et de fait offre la somme de soixante livres pour toutes tailles et deniers du roy par chacun an et paier celles esquelles il a été cotizé jusque à huy. Ce que lesdits lechevins ont dit ne pouvoir accorder sans ladvis des antiens habitans et eschevins de ville et de leur consentement ou de Monsieur le procureur du roy et sans nostre auctorité.

Surquoy aurions oy ledit procureur du roy comparant par ladvocat de sad. majesté et même les antiens de la ville qui auroient esté dadvis que lesd. eschevins fussent auctorizés par nous à accorder avec led. Le Mercier à la somme de soixante quinze livres par an pour toutes les années à venir et à la charge de paier ceste année ce dont il a esté cotté et renoncera à toutes oppositions et exemptions et ou ledit Le Mercier ne veuille accepter l'offre cidessus soustenir le proces encommencé a quoy faire et accorder avons auctorisé et auctorisons lesdits eschevins et syndic.

(b). — *Décision relative aux cotes irrécouvrables par suite d'exemptions*

Ce fait lesd. eschevins ont encore *proposé* quils sont assignés ès la Court des Aydes à la requeste de Jehan Moreau et ses consorts collecteurs des tailles en l'an VIc neuf pour les rembourser des inutiles non valleurs et mortes paies et mesme de la somme en quoy estoit taxé Me Pierre Bonfons qui a esté declaré exempt par arrest de la Cour des Aydes ; et que neantmoings en ceste ville de Ponthoise na esté accoustume de reassoir aulcuns inutiles ; et craignent l'evenement et conséquences dud. procès mesme pour ladvenir supplient lesd. antiens et conseillers de ville de leur donner sur ce advis et consentement mesme le procureur du roy, ce quils désirent en estre fait pour scavoir s'ils soustiendront led. procès et la dessoivre desd. prétendus inutiles qui seroient chose de grands fraits à cause de la multitude des exempts de la ville. A quoi led. procureur du roy comparant comme dessus et lesd. antiens ont dit quils sont dadvis que lesd. eschevins traitent et composent avec led. Moreau et ses consors à la somme de soixante livres, et où ils ne s'en veuillent contenter de soustenir le procès conformément à quoy partant avons auctorisé et auctorisons lesd. eschevins.

(c). — *Accord avec les héritiers d'Augustin Trotin au sujet de la contribution de 45,000 écus*

Ce fait lesd. eschevins ont encore proposé quils sont poursuivis en la Court des Aides à la requeste d'un nommé Verdun ayant droit et transport des héritiers ou ayant cause Augustin Trotin pour le paiement de la somme de trois cens livres tournois quil dit led. Augustin Trotin avoir advancé de plus oultre se que ce a quoy debvoir il sest trouvé cottizé par le reglement des quarante cinq mil escus promis au feu roy Henri troizième, requerant les eschevins leur estre donné advis sur ce fait mesme sur ce qu'aussi ledit Verdun a fait appele la veufve et heritier Nicolas Fournier pour exhiher les comptes de ce quil a este charge de recepvoir et amasser lesd. quarante cinq mil escus, a quoi lesd. antiens ont dit que pour le fait desd. quarante cinq mil escus et ce qui sen dépend et mesme des comptes, y a arrest du privé conseil par lequel lad. Court des Aydes est interdite de cognoistre desd. XLV^{m} escus et de ce qui en depend et desd. comptes, led. arrest donné des en auparavant que lesd. apresent eschevins et syndic feussent en charge, et que suyvant ce partant ils se debvoient ad ce pourvoir aud. Conseil. Suyvant quoy avons ordonné que lesd. eschevins et syndic pour le fait de ladite instance feront dilligence de se pourvoir pour le fait que dit est aud. conseil du roy. Faict et donne les an et jour que dessus.

DEMONTHIERS.

IV

(a). — *Procès avec le fermier d'un impôt extraordinaire sur la vente du vin à Pontoise*

(14 Février 1611)

L'AN mil six cens unze le lundy quatorziesme jour de febvrier environ dix heures du matin par devant nous Gabriel Demonthiers.....
En lassemblée.....

Nous a este remonstré en la personne des advocats et procureurs du roy nostre sire aud. lieu par hon. hoes M^{es} Regné Le Tellier et André Cossart eschevins de la ville et Thomas Duvyvier proc. syndic quil y a cy devant eu, huict ou neuf ans sont, procès intenté contre hon. hoe M^{e} David Aubery et Robert Cossart pour lors eschevins et M^{e} Jehan Langlois sindic au Conseil privé du roy a la requeste de David Seguin fermier de l'escu pour muids de vin qui seroit consommé aud. Ponthoise; depuis le I^{er} jour d'octobre MV^{C} IIII^{XX} XIX jusques au dernier jour aud. mois seize cent en suyvant, touchant les dommages et interests

quil pretend que lesd. eschevins tant en lad. qualite qu'en leur nom privé pour avoir esté empesché en la terce partie dud. droit par iceux eschevins auquel proces tant a esté procedde quil a esté cy devant prest a juger et mesme distribue es mains de M. de Gourgues, maistre des requestes, et depuis le premier jour de janvier 1611 dernier esté retiré par led. Seguin et fait distribuer es mains de M. de Lucmajour, maistre des requestes qui le voulloit précipitamment juge sans ouïr lesd. eschevins ni sans leur donner communication du procès quils ont à la fin retiré de leurs mains après plusieurs poursuites par eux faictes et requestes présentes au conseil de peur de surprinse et affin destre auctorizés pour poursuivre et reprendre le procès au lieu desd. Aubery, Cossart et Langlois ou d'adviser ce qui sera nécessaire faire pour le soulagement des habitans de la ville, requerant sur ce ladvis desditz antiens habitans de lad. ville et eschevins et leurs conseils et de Monsieur le procureur du roy et nostred. auctorité.

Sur quoy avons ordonné oï le procureur du roy garni de l'adv. dudit seigr ensemble lesdits antiens et eschevins de la ville que les apresents eschevins et syndics seront et les avons auctorisés et auctorisons à prendre le procès fait et cause pour lesd. Aubery, Cossart et Langlois contre led. Seguin et poursuivre led. procès a present pendant au Conseil du roi jusques en deffinitive sauf a eulx accorder aud. Seguin a se pourvoir si bon luy semble contre ceux quil pretend lui estre redevables...

DEMONTHIERS.

(b). — *Réclamation de la dame d'Osny au sujet de grains pris dans son grenier de Pontoise pendant le siège de 1589*

Cè fait lesd. eschevins, nous ont remonstré quil y a procès contre eux intenté aux requestes du palais a la requeste de la dame de Ony (1) héritière de damoiselle Dupertis pour le paiement de quatre vingt neuf septiers de bled quelle pretend lui estre deubz et avoir été prins en un grenier a elle apartenant aud. ponthoise en lan MV^{c} IIII^{xx} IX et porté au magasin de lad. ville et mesme tourné en deduction des XLV^{m} escus promis au feu roy Henri troisiesme, requerant advis leur estre donné sur ce fait. A quoy lesd. antiens et procureur du roy ont dit que l'estat dont elle se vante nest suffisant et que celui qui a donné acquit desd. grains et reçu, qui est Duhamel nen a compte ou bien que son estat nest passé ni allé en la chambre, et partant que lesd. eschevins doibvent deffendre et soustenir le proces pour les raisons susdites.

A quoy faire, veu led. consentement et oy le procureur du roy garni comme dessus avons lesd. eschevins auctorizé et auctorizons. — Fait ledit XIV^{e} fevrier mil six cent onze.

DEMONTHIERS.

(1) Osny.

V

La ville de Pontoise réclame sa séparation d'avec celle de Gisors pour l'établissement du rôle des tailles

(14 Mars 1611)

CEJOURD'HUY quatorziesme jour de mars mil six cent onze après midy par devant nous Gabriel Demonthiers, escuier sieur de Saint Martin, lieutenant civil et criminel pour le roy nostre sire en la ville et chastellenie de Ponthoise, en l'assemblée etc....

Nous a este remonstre *(par les eschevins et syndic)*.. que cy devant et des le seiziesme jour de mars seize cent quatre les habitans de la ville ont obtenu arrest au conseil privé du roi nostre sire contre les esleus et habitans de Gisors par lequel est ordonne que lesd. habitans auront ligne séparée qui leur sera envoié par les tresoriers de France en Normandie en procédant aux departement des tailles, de laquelle sera fait mention en la commission qui sera envoyé aux esleus de Gisors sans que lesd. esleus puissent comme ils ont acoustume surcharger lesd. habitans de Ponthoise ; et que auparavant ce faire, information sera faicte sur les lieux de la commodite ou incommodite par les s^rs^ de Beaurepaire et de Menucourt commissaires deputes pour cest effet par sa Majesté, et que neanmoings led. arrest, et faulte den avoir poursuivi l'execution, bien que donné au proffit desd. habitans demeure illusoire; requerant que lesd. antiens et conseilliers ayent à donner advis sils doibvent estre auctorizé pour en poursuivre l'execution, mesme d'estre advoués de prendre lettres pour prendre et lever la somme de douze ou quinze cens livres pour subvenir aux frais qu'il conviendra faire.

Sur quoy adherant à la requeste desd. eschevins, sur ce oy le procureur du roy avons prins et reçu ladvis desd. antiens conseillers lesquels ont esté et sont dadvis que lesd. eschevins soient advoués et auctorizés de poursuivre entièrement l'execution dud. arrest au conseil et partout où il appartiendra, et que pour lesd. deniers que lad. levee soit faicte, les habitans convoqués et assemblés à son de cloche préalablement pour donner leur advis,

Veu lequel advis et led. procureur du roy consentant advons lesd. eschevins auctorizé et auctorizons par ces presentes de poursuivre entierement l'execution dud. arrest partout où il apartiendra et pour lad. levée que lassemblée généralle sera faicte à son de cloche à la dilligence desd. eschevins pour, lesd. habitans ouïs ordonné ce que de raison ; et des à present lesd. habitans ou conseillers ont esleu pour la poursuite et l'execution dud. arrest, pour assister led. procureur syndic des personnes de Mathieu Chéron, M^e^ Jehan Langlois et Jehan Marguerite (?).

DEMONTHIERS.

VI

Autorisation donnée à Marguerite Marie et autres de vivre en communauté et de tenir une école pour les petites filles

(14 Mars 1611)

Ce faict, lesdits eschevins et procureur syndic nous ont remonstre que certaine requeste nous ayant esté présentée par Marguerite Marie, Nicole Pelletier, Jehanne Bouer et Françoise Raisin et austres filles tenant eschole de filles à Ponthoise, par laquelle elles remonstrent que douze ans sont ou environ elles se sont assemblées pour servir à Dieu et vaquer à l'instruction des petites filles, quelles auroient toujours continué ledit exercice depuis le susdit temps de douze ans, quelles ont continué ledit exercice par ladvis et permission de Mgr larchevesque de Rouen, et quelles desirent vivre en communauté et de posséder ce quelles ont en commun, ce quelles ne peuvent faire et continuer sans permission et consentement diceux eschevins.

Laquelle requeste nous aurions ordonné estre communiqué au procureur du roi et ausd. eschevins lesquels après avoir veu ladite requeste ont déclaré quils ne peuvent donner aucun consentement que au prealable ils ne soient advoués par les habitans de ladite ville, attendu laffaire dont est question, nous requérant et ausdits habitants de donner ledit advis sur ladicte requeste. Lesquels habitans ensemble ledict procureur du roy a ce present, après avoir oy lecture de ladite requeste ont este et sont dadvis que pour le bien et instruction des petits enfans *signament* (1) des jeunes filles, il est très nécessaire pour les retenir en la congnoissance, crainte et amour de Dieu, mesme pour leur faire aprendre à lire et escripre et autres petits exercices de mesnage, et que lesdites filles soffrent de continuer en ladite vocation, et puisquil a pleu a Mondit Seigneur larchevesque de Rouen dy donner son consentement, que lesdits eschevins en tant que à eux est et faire le peuvent, pour et au nom desd. habitans, soient auctorisé de consentir et accorder l'intherinement de leur requeste.

Sur quoy veu ledit advis et aux considerations ci dessus avons auctorisé et auctorisons lesdits eschevins de prester, en tant que a eux est et faire le peuvent ledit consentement et inthérinement de ladite requeste, dont, et dud. consentement lesdits eschevins nous ont requis acte à eux octroyé.

DEMONTHIERS.

(1) Particulièrement.

VII

Autorisation de transiger avec Madame d'Osny. — Confirmation de l'élection des assesseurs du syndic chargé de suivre le procès contre la ville de Gisors au sujet de la taille et adjonction d'un nouvel assesseur.

(24 Avril 1613)

CEJOURD'HUY vingtquatriesme jour dapvril seize cent treize en l'assemblée faite en la chambre du conseil pardevant nous Gabriel Demonthiers escuier sieur de Saint Martin lieutenant pour le roy nostre sire du bailly de Senlis au siège de Ponthoise, en la présence des advocats et procureur du roy nostre sire aud. lieu les antiens officiers et conseillers dicelle présents nous a esté remonstré par les eschevins Mes Regné le Tellier et André Cossart, eschevins de la dite ville et Thomas Duvyvier procureur sindic d'icelle quilz sont poursuivis aux requestes du palais au Paris à la requète de la dame dOny (1) pour le paiement de quatre vingt neuf septiers bled quelle prétend lui avoir esté prinses ou à damelle Duplessis sa mère en lan MVC IIIIXX IX et mises au magasin de ceste ville et tournés en l'acquit des debtes dicelle, et quils ont deffendu jusques a present, que le proces est preste à juger, requerant avant ce faire estre auctorises pour poursuivre ou acorder avec ladite dame. Sur quoy adherans à la requete desd. eschevins et sur ce oy le procureur du roy nostre sire aud. lieu garni de ladvocat dudit seigneur et prins ladvis des officiers et conseillers dicelle illec présens qui ont esté dadvis que lesdits eschevins soient auctorizes pour conposer et chevir ámiablement avec ladite dame avons ordonne que lesdits eschevins soient et demeureront auctorizes pour faire ladite composition avec ladite dame sils voient que bon soit sinon poursuivre le proces incommencé.

Ce faict lesdits eschevins nous ont remontre que cydevant pour la poursuite du proces de Gisors Me P. Langlois, Mathieu Cheron et Jehan Maistre avoient esté eleus pour assister le sindic nous suppliant leur donner encore quelques autres avec eux pour ce faire. Sur quoy prins ladvis des susdits, avoir confirme et confirmons leslection cydessus faicte des personnes desd. Cheron Maistre et Langlois et pour les assister avoir ordonné que Me Michel Duval demeurera. Dont les eschevins ont requis acte à eux octroie.

DEMONTHIERS.

(1) Voir plus haut.

VIII

Autorisation d'accepter une proposition de la Trésorerie de Rouen au sujet de la taille et des difficultés avec Gisors pour le même objet

(2 Octobre 1613)

CEJOURD'HUY second jour d'octobre mil six cent treize en l'assemblée faicte ..... pardevant nous Gabriel Demonthiers *(suivent ses titres habituels)* les eschevins *(les mêmes que précédemment)* nous ont remonstre que suyvant ce qui auroit esté ordonne en la derniere assemblée et le commandement de Mgr le chancelier iceluy Duvyvier *(syndic)* se seroit transporte lors de la teneure des estats derniers en la ville de Rouen au bureau de Mrs les Trésoriers ou après plusieurs propositions, leur auroyt esté promis douze ou quinze cents livres de diminution sur le compte principal de la grand taille de ladite ville à condition quilz ne s'aideroient de l'arrest donné en 604 entre lesdits habitans et les habitans esleus de Gisors, portant ordonnance d'avoir ligue séparée desdits tresoriers, et a condition toutefois quil y auroit accord et traicte avec ceux dudit Gisors, par lequel iceux habitans de Ponthoise ne pourroient estre haulsez ny diminués qu'au marc la livre à prendre sur la ligue qui seroit donné audit ponthoise ceste année prochaine six cent quatorze sur la diminution susdite; suppliant donner advis sur ladite proposition pour scavoir, s'elle est profitable ou dommageable à ladicte ville.

Sur quoy oy le procureur du roy garni de ladvocat dud. Seigneur et les antiens officiers et conseillers de la ville qui ont été dadvis que on lon face diminution de douze ou quinze cents livres auxd. habitans lannée prochaine sur le compte principal de la grand taille que lesdits eschevins doibvent estre auctorizes à passer avec les habitans et esleus de Gisors un concordat aux conditions susdites. Avons les dits eschevins et procureur sindic auctorize *(reproduction des termes de la requête).*

DEMONTHIERS.

IX

Lettres du Roi qui prévient les habitants de Pontoise qu'il y a des troupes dans la campagne qui n'ont aucune commission de lui : il les invite à faire bonne garde.

(17 Avril 1614)

Cejourd'huy dix septieme apvril mil six cent treize (1) en l'assemblée faicte au son de la cloche par devant nous Gabriel Demonthiers escuier, sieur de Saint-Martin, lieutenant de Ponthoise, conseiller du roy.

Me Robert Charton, Pierre Dancongné, eschevins de ladicte ville et Gabriel Vatherie, procureur sindicq desditz habitans nous auroit montre en ladicte assemblee et presente au peuple trois lettres assavoir deux de Sa Majeste l'une adressante aux eschevins de ladite ville l'autre adressante à Mgr le Cardinal de Joyeuse gouverneur de Ponthoise ; et l'autre de Mgr le Cardinal adressante à Monsieur le lieutenant de Ponthoise desquelles trois lettres a esté fait lecture en la présence desdits eschevins et de tout le peuple laudience tenant desquelles la teneur sensuit :

« De par le roy

« Chers et bien amés, nous sommes advertis quil y a des troupes à la campagne sans commission ny adresse de nous lesquels au préjudice de notre service et du repos et tranquilitte de nos subjects pourroient entreprendre sur le passage de nostre ville de Ponthoise. A ces causes nous vous mandons et ordonnons que suivant ce que vous a esté cydevant escrit et commandé, vous aiez a continuer de veiller et faire sy bonne garde que vous ne puissiez estre surpris, sans permettre a aulcunnes trouppes soit grande ou petite de cheval ou de pied dentrer ny passer dans nostre dite ville, sy elles ne vous font apparoir de notre commandement exprès par lettres patentes ou closes ou passeports de nous. Et a ce ne faictes faulte, car tel est nostre plaisir.

« Donne a Paris le 13e jour dapvril 1614.

« Signe : Louys et au bas de Lomenye. »

« Mon Cousin,

« Sachant quil y a des trouppes par la campagne qui nont ny adveu ni commission de moy lesquelles pourroient au prejudice de mon service soultz

(1) Quatorze.

prétexte de passage dans ma ville de ponthoise semparer dycelle je vous faictz ceste lettre pour vous prier davoir soing que les habitans de madicte ville se tiennent sur leur garde pour prevenir ce que pourroit arriver par le passage susdit contre mon autoritté et service, et ne permettre que aulcunnes trouppes qu'elles quelles soient, passent ny entrent dans madicte ville, si elles ne vous font apparoir du commandement quelles en auront soit par mes lettres patentes ou closes ou par mes passeports. — J'escriptz le même commandement aux habitans de madicte ville pour lexecuter de leur part, a quoy vous aurez soing quils satisfacent, et me reposant sur vous je prie Dieu quil vous ayt mon cousin en sa sainte garde.

« Escriptz a Paris le 13e jour dapvril 1614.

« Signe : Louys et plus bas de Lomenye. »

« Monsieur le Lieutenant

« Il se parla hier au conseil du roy de pourvoir a la surete des places qui sont près de Paris et pour cest effect dy envoyer des Compagnies pour les garder. Je verrai de faire ce quil me sera possible pour empecher qu'on nen envoie point à Ponthoise affin que les habitans soient descharges de lincommoditté et de la despense quils en pourroient souffrir, cest pourquoy vous verrez de vous assembler avec les eschevins pour donner ordre à ce quil sera de lassurance de vostre ville, et pour faire bonne garde de jour et de nuict. Je vous envoirez bientost ung gentilhomme qui aura charge de faire pour cela ce qui sera nécessaire. Quoy tendant, je me recommande a vos bonnes graces et prie Dieu quil vous veuille, Monsieur le Lieutenant, maintenir en sa sainte garde.

« De Paris ce 15e avril 1614. — Signé enfin le Cardinal de Joyeuse. Et plus bas est escrit : Monsieur le Lieutenant, Depuy vous avoir escrit je receu une lettre du roy pour mesme effect, ensemble une pour les eschevins de Ponthoise, que je vous envoye, affin que vous aiez occasion dautant plus de vous bien garder et faire ce qui est du commandement de Sa Majesté. »

« De par le roy,

« Chers et bien aymés, les occasions cessant par lesquelles nous vous avons cydevant faict commandement de vous tenir sur vos gardes en nostre ville de Ponthoise leffect en doit aussy cesser. Cest pourquoy nous vous en avons voullu advertir par ceste lettre, affin que scachant notre volonté estre que les choses demeurent doresnavant au mesme estat et ordre quelles estoient, premier que nous vous eussions faict ledit commandement, vous ne manquiez de vous y conformer, et aussy que vous aiez soing que les barcz et basteaux de passage

qui ont esté menez près de nostre ditte ville et ostés des lieux où ils servoient y soient restablis, en sorte que nos subjects n'en recoivent plus dincommoditte, et soient pour ce regard comme pour le reste en la mesme liberte qu'auparavant. Ny faicte doncq faulte, car tel est nostre plaisir.

« Donné à Paris le dernier jour de may 1614.

« Signé : Louys, et plus bas de Lomenye. »

La présente lettre envoyée le second jour de juin 1614.

Demonthiers.

X

Autorisation donnée aux eschevins d'aller à Paris consulter leur procureur pour arrêter des poursuites exercées contre eux au sujet de la contribution de guerre de 45,000 écus.

(14 Juillet 1614)

Cejourdhui quatorzieme jour de julliet six cent quatorze en lassemblee faicte en la Chambre du conseil par devant nous Gabriel Demonthiers en la présence des advocats, procureur du roy et des antiens officiers et conseillers dicelle, M^es^ Robin Charton et Pierre dancongnée eschevins de ladite ville et M^e^ Gabriel Vatherye, sindicz dicelle lesquels nous ont dict et remonstré qu'il y a eeu deux huissiers de la Chambre des comptes à Paris lesquels en vertu dune commission de prise de corps donnée par lesdits sieurs de la Chambre, daté du 7^e^ juillet 614, à lencontre des eschevins, syndic et argentier de ladicte ville faulte de compter et presenter le compte des quarante cinq mille escus. A laquelle assemblee a ete advisé et arreste qu'il falloit aller à Paris pour presenter une requete à celle fin d'avoir quelque délai pour compter ledit compte et pour ce faire a este depputté Monsieur le lieutenant et le syndic de lad. ville.

Et ledict jour a este aussy remonstre par lesditz eschevins que largentier de ceste ville auroit esté contrainct par corps de payer la somme de soixante et unze escus deux thiers, par Cordier huissier en ladicte Chambre pour le paiement des espices du compte ci devant rendu par ladicte ville pour les deniers quavait touchez feu M^e^ Jacques Terrier cy devant receveur de ladite ville.

Sur quoy oy sur ce le procureur du roy, officiers et conseillers de lad. ville qui ont este d'advis que lon se transportera en la ville de Paris pour parler à Monsieur Allen procureur *(avoué)* de ladicte ville lequel avait promis que

moyennant la somme de 71 livres qui lui ont ete cy devant bailléz par Cossard et Le Tellier cy devant eschevins de faire cesser ceste poursuitte, et sur la response dudit Allen avons lesdits eschevins à présent auctorize de paier ladite somme de 71 escus quarante sols pour esvitter grands frais et a cest effect avons permis aud. Vatherye syndic de faire toute dilligence et poursuitte.

DEMONTHIERS.

XI

Difficultés avec la ville de Senlis au sujet de l'élection d'un député du Tiers-État aux États-Généraux. — Autorisation de suivre ou d'intervenir dans toutes instances à cet égard.

(16 Août 1614)

CEJOURDHUY XVI[e] aoust mil six cens quatorze en lassemblee faicte en la chambre du Conseil par devant Gilles Cossart licentié es loix conseiller du roy lieutenant particullier assesseur criminel de Mons[r] le lieutenant de Ponthoise, pour le depport faict par ledit lieutenant, sont comparuz les eschevins et procureur sindicq de ceste ville lesquelz en la presence du procureur du roy et des antiens et plus notables bourgeois de ceste ville, nous ont dict quilz ont este advertiz que le procureur du roy et eschevins de la ville de Senlis seront efforcéz et efforcent par tous moyens de faire renverser leslection qui a esté faicte de la personne de M. le lieutenant de ceste ville de Ponthoise pour assister a la convocation des Estatz generaux de ce royaulme ordonnez par le roy pour le tiers estat du baillage de Senlis, par ce que ceux de Senlis prétendent que les depputez doibvent estre prix de ladicte ville, quoy que ce soit, sefforcent ayant ja tiré des depputés pour leglize et pour la noblesse du millieu d'eulx, ils sefforcent encore de faire depputes le lieutenant general de leur ville chose qui importe aux aultres villes et notament a celle-cy de Ponthoise, de laquelle le deppute du thiers estat a ete prix et esleu, qui est ledit sieur le lieutenant de Ponthoise es mains duquel ilz ont mis les cayers et memoires, requérant et sommant lesdits eschevins et procureur syndicq que les presens habitans et bourgeois de ville déclarent et donne leur advis et ce quils entendent estre sur ce faict. Tous lesquelz presens ont faict response dune commune voix que ledict faict inporte a lhonneur et bien de ceste ville et quilz sont tous dadvis que lesditz eschevins et procureur sindicq interviennent au proces avecq ledit sieur lieutenant, selon et ainsy quilz adviseront et quant besoing sera. Sur quoy avons lesditz eschevins et sindicq auctorizzé et les auctorizons pour intervenir au procès, pour ce meu et à mouvoir, soit en la cour de parlement à Paris ou au conseil avecq ledit lieutenant. Dont acte.

COSSART.

XII

Injonction de remettre aux échevins et syndic les pièces justificatives du compte des 45,000 écus (contribution de guerre)

(30 Août 1614)

CEJOURDHUY trentiesme daout mil six cens quatorze, en l'assemblée..... par devant nous Gabriel Dumonthiers, escuier sieur de Saint Martin, conseiller du roy, lieutenant civil et criminel du bailli de Senlis à Ponthoise..... les eschevins..... nous ont dict quilz sont poursuivys, mesme condamnés par emprisonnement de leurs personnes a rendre compte en la Chambre des comptes à Paris dans la quinzaine du xxiie aoust dernier pour la somme de quarante cinq mille escus qui ont été cydevant promis et baillés au feu roy Henri troizième que Dieu abselve, et jugement donné desdits sieurs des comptes par lequel ils sont condemnéz, et daultant que lesdits eschevins nont aulcuns papiers concernant la justification dudit payment faict et quilz nont trouvé aulcuns vallables dans les coffres de ladicte ville et quils sont advertis que Me Jean Langloix cydevant sindicq de ladicte ville en a plusieurs en sa pocession tant comme sindicq que comme naguere greffier en l'eslection dudit Ponthoise. Et ouy sur ce ledit Langloix ad ce present, lequel a dict en avoir aulcuns en sa pocession, partye desquelz il a dict avoir esté mis en ses mains par Jehan Legros fils de feu Jehan Legros naguere argentier et receveur de ladicte ville, lequel Legros solicitte à la restitution diceux. Sur quoy ouy les antiens conseillers et bourgeois de ladicte ville avons ordonne que les eschevins et sindicq mettront tous et ungs chacuns les papiers justifiant ledit compte estant a rendre, entre les mains de Allain procureur de ladicte ville en la Chambre, pour par luy estre ledit estat et compte faict, dresse et presente en ladicte chambre à la plus grande dilligence que faire se pourra. A laquelle fin avons enjoinct, et en ce faisant condemnons ledit Langloix a mettre es mains desdicts eschevins et sindicq tous et ungs chacuns les pièces et acquitz justifiant de ce, quy en quoy faisant seront et demeureront déchargés envers lesditz Langloix et Legros et tous aultres. Dont acte.

DEMONTHIERS.

XIII

Autorisation d'intervenir dans une instance engagée contre un particulier à raison de la perception d'un droit contesté sur le vin

(14 Novembre 1614)

Cejourd'huy XIIII[e] jour de novembre mil six cent quatorze..... les eschevins nous ont dict quilz ont esté advertis quun nommé Chefdeville demeurant à Beaumont sur oise, lequel en vertu d'une commission de Messieurs les trésoriers de France et soydisant fermiers de quelque droict quil pretend faire lever sur chacun muid de vin venant en ceste ville, lequel auroit faict procedder par voye de saisie sur quelques vins venan de ceste ville, entr'autres sur le vin appartenan à la femme d'Anthoine Mesnilt dont il luy demande grands deniers, mesme lui auroit faict donné assignation par devant lesdits tresoriers, chose qui inporte beaucoup a tout le publicq, requerant et sommant lesditz eschevins et sindicq que les presents habitans et bourgeois de ville declarent ce quilz entendent estre sur ce faict. Tous lesquelz presents ont dict et faict responce dune commune voix que le faict inporte grandement a toutte la ville et au publicq et quilz sont tous dadvis que lesditz eschevins et sindicq interviennent a lassignation qui a esté donné à ladicte femme Mesnilt et quilz demeureront auctorizés pour ce faire. Sur quoy avons lesdictz eschevins et sindicq auctorisé.....

Demonthiers.

XIV

Autorisation donnée aux échevins d'aller prendre conseil à Paris au sujet de l'exemption des tailles accordée à des particuliers et de transiger avec M. de Vauver sur un procès pendant entre lui et la ville de Pontoise devant le Parlement.

(23 Janvier 1615)

Lan mil six cens quinze le vendredy XXIII[e] janvier du mattin par devant nous..... sont comparus..... les eschevins..... lesquels..... nous ont dict que plusieurs des habitans dudit Ponthoise se sont faict exempte et déchargés de la contribution des tailles et impositions. Aulcuns l'auroient

ainsy obtenu et par arretz donne à leur proffit de nos seigneurs de la Court des Aydes à Paris tels jugés avec eulx et leurs predecesseurs, que depuis ce seroit ensuivy ledict de sa Majesté donne à Paris au mois de juing six cens quatorze receu et publie en ladicte Court des Aydes le xx^e^ décembre audict an sur le faict du reiglement et retranchement des tailles, par lesdits eschevins représenté, ou ilz ce congnoist quelques difficultés, et pour ce que lesdites commissions pour lassiette dicelle, est arrivé assoieur et collecteur eslu pour la presente année, il est de besoing de donner advis auxdictz assoieurs au comportement de leur assiette, pour la difficulté en lesgard de ses prétendus exempts, adce que atendu lesdits exemptions arrests et edicts il leur soit donne advis et instruction de ce quils ont à faire et comme ils se doibvent eux comportéz à cest effect.

En outre quilz sont advertis quil y a procès indécis en la Court du parlement entre lesdits eschevins de Ponthoise et Jacques Dauvergne escuier sieur de Vauver heritier par benefice dinventaire de feu Jehan Dauvergne vivant escuier sieur des Grandz Buissons son père, dependant de l'acquit que ledict deffunct estoit tenu de faire pour ladicte ville de quelques rentes constituées par ladicte ville pendant lhostilité des guerres en l'année v^c^ IIII^xx^ IX ou environ ce temps, et sur lempeschement que ledit Dauvergne audict nom a faict faire auxdits eschevins de toucher et recepvoir les deniers restant à distribuer, provenant de la vente faicte par décès à la poursuitte et diligence de leurs predecesseurs eschevins, par faulte dudict acquit, de maison et lieux size audict Ponthoise qui fuct audit deffunct Dauvergne, scize à Ponthoise rue de la Servoise ou pend pour enseigne le Grand Goddet, pour ce et mesme moyen leur donner advis de ce quils ont a faire pour cest effect.

Sur ce ouye lesditz habitans et procureur du roy et par leur advis, en lesgard desditz prétendus exempts, lesdits eschevins sont auctorisés et deument les auctorisons et a eux enjoinct de eulx transporter en la ville de Paris pour amplement consulter et délibérer avec conseil par le faict lesdits pretendus exempts, tant sur la consideration de ladite exemption que sur ledict eedict et de en rapporter ample consultation par escript, pour ce faict eux comporter au faict de lassiette desdites tailles, selon ledict advis qui leur en sera faict et donné, pour par lesditz assoyeurs eux comporter au faict dicelles selon qu'il sera advisé par lesdits eschevins.

Lesquelz eschevins par mesmes moyens par ladvis et consentement que dessus ont esté les avons auctorisés et auctorisons de contracter et passciser avec ledit sieur de Vauver pour raison de ce que dict est cy dessus selon quilz adviseront bon estre a faire par raison. Dont acte.

DEMONTHIERS.

XV

(a). — *Autorisation d'employer les fonds libres au paiement des épices et frais afférents au procès soutenu pour la Contribution de guerre*

(27 Mars 1615)

CEJOURDHUY vendredy XXVII[e] jour de mars mil six cens quinze du mattin en lassemblée faicte en la chambre du Conseil par devant nous Gabriel Demonthiers escuier seigneur de S[t]-Martin conseiller du roy lieutenant civil et criminel du bailly de Senlis en la ville et chastellenye de Ponthoise sont comparuz les eschevins lesquelz en la presence (1) des antiens conseillers et notables bourgeois dicelle ville nous ont dit et remonstré que depuys naguere ilz ont esté contraintz par plusieurs foys et sur commandements faictz à la requeste du procureur general en la chambre des comptes à Paris par plusieurs huissiers en ladicte chambre, affin de presenter lestat et compte des quarante cinq mil escuz promis au feu roy Henry troiziesme que Dieu absolve ; et pour y satisfaire et obeir faict faire et dresser par M[e] Allan procureur de la ville en ladicte chambre l'estat et compte pour raison de ce tant en recepte quen mises ; a lexamen et closture duquel compte a esté depuys nagueres procceddé, voir depuys quinze jours enca, par nosditz sieurs et examiné, qui pour leurs droitz despices se sont taxéz cinq cens livres oultre les droitz et sallaires dudict sieur Allan procureur davoir dressé et compose ledict compte et pour ce avoir faict aultres vaccations a ce requises et nécessaires. Requerans lesdictz eschevins leur estre sur ce donné advis pour faciliter ledict payement joinct que ledit Allan pretend luy en estre deub et luy sera taxé plus de troys cens livres oultre les aultres fraiz par luy faictz pour y parvenir et ceux faictz par lesditz eschevins et sindicq pour y parvenir. Remonstrant au surplus par lesdits eschevins quil y a esmains de Monsieur Regné le tellier commis des consignations quelques sommes de deniers montans à cinq cens livres ou environ provenus de la vente et adjudication par décret faict de la maison et lieu qui fut a feu Jehan Dauvergne vivant escuier sieur des Grand Buissons size rue de la Servoize ou pend pour enseigne le grand Godet, saisye et criee a la requeste des predecesseurs eschevins creantiers en la succession dudict deffunct ; plus quil y a esmains de Marye Cossart veufve de feu Nicolas Fournier vivant receveur des restes desditz quarante-cinq mil escuz, quelques aultres sommes de deniers du reliqua du compte par elle rendu, lequel reliqua ilz ont entendu se monter à la somme

(1) Les mots « du procureur du roy » ont été effacés.

de quatre cens livres ou environ. Requerans lesditz eschevins estre auctorizés à recevoir et toucher lesdictes deniers cydessus pour estre employés et convertis au payement que dessus. Lequel procureur du roy ad ce présent, conseillers et notables bourgeois aussy ad ce presentz ont tous dict concordablement qu'ils sont dadvis que lesdits eschevins soient et demeurent auctorizés a toucher et recevoir lesdicts deniers pour estre employés et convertis a leffect que dessus, d'aultant que l'affaire importe grandement au bien et repos de la ville et du publicq.

Sur quoy ayant esgard à ladicte requeste et remonstrance desdictz eschevins, et entendu ledict advis avons lesdicts eschevins auctorizez et les auctorizons pour toucher et recevoir les deniers deubs tant par ledit Le Tellier que par ladicte veuve Fournier, pour estre iceux employez au payement tant desdicts espices fraiz et sallaires dudict Allan procureur que aultres fraiz susdicts et qui en deppendent, a quoy faire et fournir lesdicts eschevins pourront contraindre tant ledict Le Tellier, veuve Fournier que tous aultres quil apartiendra.

DEMONTHIERS.

(b). — *Institution d'un bureau des pauvres municipal*

Et le mesme jour lieu et heure que dessus lesdictz eschevins nous ont aussy remonstré quil ny a aulcun bureau des pauvres estably ny commissaire pour icelluy, requerant mesme avecq ledict sieur procureur du roy estre a ce pourveu avecq ladvis des antiens conseillers et bourgeois de ville illecq assembléz. Lesquelz tous présentz ont tous este dadvis quil est besoing convenable et necessaire estre faict et estably ung bureau des pauvres, choisir et eslire deux hommes gens de bien pour en régir et gouverner le maniement et administration.

Sur quoy veu ledict advis et sur ce oy ledict procureur du roy, avons ordonné quil sera presentement estably ung bureau des pauvres, et esleu deux commissaires pour faire la charge maniement et administration diceluy. Et suivant ce, tous les presentz ont esleu en ycelle charge les personnes de Me Ananyas de St Denis controlleur au grenier à seel de ladicte ville et Me Pierre Duvyvier procureur à Ponthoise, naguère eschevin de ladicte ville qui ont volontairement achepter ladicte charge et a eux enjoinct de se comporter fidellement au debvoir dicelle ; ce quils ont promis faire. Et en ce faisant leur enjoingnons de faire venir tous les deniers rentes qui sont deubs par les particulliers et poursuivre ceux qui ont receu leur rachapt et sort princippal des rentes, sy aulcunnes ont este racheptées, a peyne d'en respondre de leurs propres et privéz noms par faulte de leurs deniers et negligence et leur sera baillé auxdicts de St Denis et Duvyvier coppye de notre ordonnance à la dilligence des eschevins, qui sera signée par led. sindicq. Dont acte.

DEMONTHIERS.

(c). — *Abandon au Cardinal de Joyeuse, seigneur engagiste de Ponthoise de la rue du Bicherelle*

Et ledict jour lieu et heure que dessus lesdictz eschevins nous ont dict et remonstré que Monseigneur lillustrissime et reverendissime Cardinal duc de Joyeuse a presente requeste ad ce qui luy soit permis de prendre une petitte rue qui dessend pour aller au port du bicherelle du coste de la maison par luy acquise des religieuses prieure et sœurs de lhostel Dieu de Ponthoise pour joindre avecq ladicte maison et deux mazures aussy par luy acquises joingnans ladicte rue, qui furent a Andre Moreau et Berthelot Vacher, et pour ce faire clore ladicte rue par devant, et boucher ladicte porte du bicherelle comme elle a esté le plus du temps et speciallement durant les guerres. Laquelle requeste nous aurions ordonné estre communiquée au procureur du roy et auxdicts eschevins qui auroient faict faire la presente assemblee pour en deliberer avecq ledit procureur du roy et antiens bourgeois et conseillers de ville ad ce presens. Lesquels après avoir conféré ensemblement du contenu en ladicte requestre et ouy le rapport desdits eschevins et procureur syndicq qui ont dict que ledict sieur Cardinal, auparavant son deppartement, leur a par paroles expresses recommandé de bailler ladicte rue et faire boucher ladicte porte, ont tous lesdicts antiens conseillers de ville esté dadvis d'accorder audict sieur Cardinal quil puisse prendre ladicte rue du bicherelle pour icelle joindre avec ladicte maison et mazures par luy acquises, clorre ladicte rue par devant et boucher ladicte porte du bicherelle ; et pour ce faire que nous transporterions sur les lieux pour donner allignement du coste du rempart, affin de le laisser de largeur competante pour la deffence de ladicte ville. Suyvant lequel advis lesditz eschevins ont consenty lintherinement de ladicte requeste dudict sieur Cardinal ensemble ledict procureur du roy ad ce present. Dont acte.

DEMONTHIERS.

Une lacune se trouve ici dans le registre : on peut l'évaluer à six feuillets perdus

XVI

Fragment d'une délibération relative au compte de la veuve Nicolas Fournier

(*V.* XV (*a*) ci-dessus)

Sans date

Pièce justificative de la remise desdictz quinze mille (*escuz*).... une copie collationnee a l'original faisant mantion (*que*) le roy a modere ladicte somme de soixsante mille escuz à quarante cinq mille escuz et un placet signé du roy pour avoir lettre d'égallement et d'assiette desditz quarante cinq mille escuz et quelque autres pieces faisant mention seullement desdictz quarante cinq mille escuz que ledict sieur de Maupeou me trouve assez suffizantes pour la justification dudict chapitre de reprise; pour raison de quoy et pour faire passer et allouer ledict chapitre seroit besoin de presanter un placet au roy, iceluy prealablement communicque a Monsieur de Ville roy, pour sur son advis obtenir de nouveau par son ayde et faveur du roy, don desditz quinse mille escuz, mesme y enploier la faveur de Monsieur le chancelier sur la priere qui luy en sera faicte de la part de la ville et sur ledict placet respondu poursuivre l'expedition des lettres patantes dudict don et toutes choses néces-saires pour ce regard.

Ausy que d'alieurs la veufve Nicolas Fournier est à presant poursuivie en execution d'arest donne par la Chambre des comptes, et ce à la requeste du procureur general du roy en ladicte Chambre pour presanter en icelle son estat et compte des deniers que ledict feu Fournier son mary a manie et receu du reste desdictz quarante cinq mille escuz, et quilz estoient poursuivis par ladicte veufve afin de lacquicter de poursuite contre elle faicte par ladicte chambre des comptes et de toute perte despens dommages et intherestz. Et pour ce que telle affaire estoit dimportance et que cy après rien ne leur en feust imputé ilz nous auroient requis a ce quel nous pleust declare sur l'advis quilz ont supplié leur estre donné par le corps desditz conseilliers et bourgeois a ce presans, si l'on trouvoict bon que l'on poursuivra afin audict Conseil destat la verification closture et affinement dudict compte y ja presanté et pres-qu'entierement verifie ou bien si l'on quicteroict le conseil destat pour presanter ledict compte en ladicte chambre des comptes (*et sur*) ce qui seroit advizé et resolu il nous pleust les aucthoriser. Sur quoy nous faisant droict sur ladicte

requeste oy sur ce le procureur du roy assisté de ladvocat dudit sieur en son consentement et requisitoire disons que veu le consantement desdithz habitans et suivant iceluy lesdits eschevins et procureur sindic poursuivront et continueront audict Conseil destat la verification de lestat et compte par eux ja presanté pour le corps de ladicte ville et quilz se retireront en toute diligence vers le roy pour luy presanter un placet qui sera communique a Monsieur de Ville roy lequel, ensamble Monsieur le chancelier, seront priez de la part de la ville de nous assister de leur ayde et faveur pour obtenir de nouvel du roy don desditz quinze mille escus sur ladicte somme de soixsante mille escuz, pour ce faict poursuivre en toute diligence lexpedition des lettres patantes dudict don et ce qui sera besoin pour l'obtenttion d'iceluy pour servir à la verification et allocation dudict chapitre de reprinse, de quoy faire tout ce que dessus les avons authorizés et authorizons. Et sur ce que lesdictz eschevins et procureur sindic ont a l'instant remonstre quil estoit de besoin a leffaict que desus elire et nommer quelques ungs de la Compagnie icy assamblee pour aller vers le roy mesme pour parler et prier lesdictz sieurs Chancelier et de Ville roy pour estre assiste de leur ayde et faveur, la Compagnie a esleu et nommé ledict sieur lieutenant Me Jehan Langloys avec Me Charles Pannesay procureur sindic pour prier lesdictz sieurs Chancelier et de Villeroy presanter le placet et parler au roy.

DEMONTHIERS.

XVII

(a). — *Les échevins demandent deux cents piques et corselets pour veiller à la sûreté de la ville* (1)

(18 Septembre 1615)

CEJOURDHUY dix huitiesme septembre mil six cent quinze en assemblee faicte en la chambre de ville sont comparuz les eschevins de ceste lesquelz en la presence des cappitaines et anciens bourgeois de ceste ville nous ont dict et remonstré que pour la conservation de la ville en lobeissance de Sa Majesté il estoit besoing et necessaire d'avoir jusque au nombre de deux cens picques et quelques corceletz completz pour la deffence de la ville et que Monsieur le premier président leur a envoye lettre cejourdhuy laquelle a esté veue et leue en la présence des dessusditz. Tous lesquelz ont dict quilz ont advoué et advouent les eschevins d'envoyer Me Gabriel Vatherye procureur sindicq a Paris, acompagne de Mathieu Chéron bourgeois, et a ce faire les ont depputtez pour obtenir du roy ou de ses officiers ladicte quantité de picques

(1) Cette délibération commence le feuillet 38 du registre, ce qui permet de constater une nouvelle lacune d'environ six feuillets.

et quelques corceletz, et pour y parvenir saddresser audict sieur premier president. Suivant lequel advis et adveu nous avons enjoinct audict Vatherye sindicq et Cheron de monter presentement a cheval et faire suivant ladveu et charge cy dessus.

(b). — *Arrivée des deux cents piques et de vingt-quatre corselets pris à l'arsenal de Paris*

Et le landemain dix neuviesme dudit mois cen seroient venuz et arrivez lesdictz Vatherye et Cheron, lesquelz auroient faict apporter en la maison et magazin de ville ladicte quantité de deux cens picques et vingt quatre corceletz completz qui y ont esté depposéz et dechargez pour servir a la protection et deffense de la ville, et pour le service de sa majesté, lesquels corceletz et picques ledict Vatherie sindicq nous a dict luy avoir esté baillez et delivrez et par compte en lhostel et arcenacq de Paris suivant ladveu et adresse qui luy a esté donné tant par Mons[r] de Liancourt gouverneur de Paris que par ledict sieur premier president et dont ledict Vatherye sindicq auroit baille aux officiers dudict arsenacq son recepissé de les rendre touttes fois et quantes que la ville en seroit requise comme pour les propres deniers et affaires de sa majeste ; a tout ce que dessus présens ladvocat du roy pour labsence de M[r] le procureur du roy, et de tout ce que dessus lesdits eschevins nous ont requis acte a eux octroyé et a eux enjoinct den bailler descharge et acquit audit Vatherye sindicq.

DEMONTHIERS.

(c). — *Remise de trente-six piques et de six corselets à Robert Cossart*

Et le vingt deuxiesme septembre ensuyvant a esté baillé et delivré a Robert Cossart cappitaine en chef au quartier de Pont, a Gaultier Maistre lieutenant et à Michel Descartes, enseigne la quantité de trente six picques et six corceletz completz suivant le mandement et adveu de lautre part, lesquelz nous promettons rendre quand requis en serons.

Faict ce 22[e] sept. an 1615.

COSSART, G. MAISTRE, DESCARTES. (1)

En marge est écrit :

Le 15 aoust 1616, M[e] Cossard capitaine du pont a rendu lesdits six corceletz completz et trente deux picques faisant partie des trente six ; les quatre restant perdus et rompus pour le service de la ville, ainsi qu'il a dict, le tout remis en lhostel de la ville et portant descharge.

(1) Ces trois signatures ont été biffées.

(d). — *Remise des trente-six piques à Mathieu Cheron*

Et ledict jour au 22e septembre audict an nous Mathieu Cheron cappitaine en chef en la porte dEnnery Jehan Maistre lieutenant et Me Fiacre Terrier enseigne confessons que les eschevins de ceste ville nous ont ce jourdhuy baille et delivré à chacun douze picques et deux corceletz completz revenant le tout a trente six picques et six corseletz, lesquels nous promettons rendre quand requis en serons.

M. Cheron, F. Terrier, J. Maistre. (1)

En marge est écrit :

Le 28e juillet 1616 lesditz sieurs Mathieu Cheron capitaine, Maistre lieutenant et Terrier enseigne ont rendu lesdits six corceletz et trente deux picques, les quatre autres perdus et rompus pour le service de la ville, le tout remis en lhostel de la ville et magazin de ville et pour pouvoir estre déchargés. — M. Chéron, J. Maistre.

(e). — *Remise de trente-six piques à Gilles Cossart*

Et ledict jour 22e septembre ensuyvant nous, Mre Gilles Cossart, cappitaine en chef en la porte de Bart et Mre Ananyas de St Denis, lieutenant et Mre Guillaume Bredoulle, enseigne, confessons que les eschevins de ceste ville nous ont cejourdhui baillé et delivré à chacun douze picques et deux corceletz revenant le tout à trente six picques et six corceletz completz lesquels nous promettons rendre quand requis en serons.

Cossart, A. de St Denis, G. Bredoulle. (2)

En marge est écrit :

Le 21e mai 1616 Mr Cossart, capitaine a rendu lesdits corseletz et trente deux picques, de sorte quil reste quatre picques des trente six desquelz ils sont chargez par le présent escript lesquelz quatre piques ledict Cossard a promis representer ou paier la valleur dicelles quand requis en sera, et a ce moyen a este le present escript rayé.

Cossart.

Cette note marginale et la signature ont été biffées sur le registre.

(1) Les signatures ont été biffées.

(2) Les signatures ont été biffées.

XVIII

Reçus divers pour fournitures d'armes

(a). — Le 21e septembre 1615 je Nicolas Souvoye sergent de bande au quartier de la porte d'Ennery confesse quil ma este baillé unne picque par messieurs les eschevins de Ponthoize laquelle je promets leur rendre quand requis sera.

SOUVOYE.

(b). — Ledict jour 21e septembre audict an mr le lieutenant et gouverneur de ceste ville a pris dans le magazin de ceste ville deux corseletz completz et quatre picques, lesquelles il promet rendre.

DEMONTHIERS.

(c). — Ledict jour 21e septembre audict an je procureur sindicq confesse avoir pris dans le magazin de ceste ville ung corselet complet avecq deux picques que je promet rendre.

VATHERIE.

Plus ledict jour pris unne aultre.

(d). — Ledict jour 21e septembre audict an Charles Andrieu, procureur apris une picque dans le magazin de ceste ville, laquelle il promet rendre ou payer la valleur au pris quelle seroit apretiee.

ANDRIEU.

(e). — Ledict jour 21e septembre audict an Nicolas de Flichy a pris unne picque dans le magazin de ceste ville laquelle il promet rendre ou payer un escu.

DE FLICHY.

(f). — Mre Claude Duboys le jeune a pris dans lhostel de ville une picque laquelle il promet rendre. Faict ledict jour et an que dessus (1).

DUBOYS.

(g). — Baltazard Dagneaux marchant a pris une picque dans le magazin de ceste ville laquelle il promet rendre et représenter. Faict ce 21e septembre 1615.

DAGNEAULX.

(h). — Jehan Charles mre du pont de Ponthoise a pris une picque dans le magazin de Ponthoize laquelle il promet rendre. Faict ce 21e septembre 1615.

J. CHARLES.

(1) Cette reconnaissance a été biffée.

(i). — Nous Nicolas Deslions prevost vicontal en garde de la ville et chastelnie de Ponthoise confessons avoir pris au magazin dudict Ponthoise deux picques lesquels prometons rendre. Faict le 21e septembre 1615.

Deslyons.

(j). — David Touzet a pris une picque ledict jour 21 septembre 1615 laquelle il prometz rendre.

D. Touzet.

(k). — Nicolas Mesnier a pris une picque ledict jour 21 sept. laquelle il prometz rendre.

Mesnier.

(l). — Jehan Sevestre tonnelier a pris une picque laquelle il prometz rendre aux gouverneurs de Ponthoise. Faict ce 26 sept. 1615.

Sevestre. (1)

(m). — Nous ypolite Lefebure grenetier au grenier a scel de Ponthoise confessons avoir pris deulx picques que prometons rendre. Faict ce 27e septembre 1615.

Lefebure. (2)

(n). — Moy Guillaume Robin, huissier au chastelet de Paris confessons avoir pris au magazin des conseillers et des eschevins une picque que je prometz représenter. Fait ce 28 septembre 1615.

G. Robin.

(o). — Je Oudard Piollet capora au quertier de la porte du pong recognois avoir prins au magazin une picque que promets rendre. Faict ce 28e septembre 1615. (3)

(p). — Je Anthoine Cocquesel soubsigné confesse que les eschevins de la ville m'ont baillé une picque laquelle je prometz leur rendre. Faict ce 28e septembre 1615.

Cocquescel.

(q). — Prins et recue par moy soubsigné escuier sieur de Belleville confesse avoir recue de l'hostel de ville une picque que promets rendre. Faict ce 10e octobre 1615.

J. de Foy.

(r). — Jay pris une picque que promets rendre. Faict le 20e octobre 1615.

T. Jeannier.

(s). — Le deuxième octobre 1616 a esté baillé à Jean Mesnot sergent de la porte du pont quinze picques et six corselets dont il na baillé recepicé.

(1) Cette signature a été biffée.
(2) Cette signature a été biffée.
(3) Pas de signature.

XIX

(27 Janvier 1620)

(a). — *Transaction avec l'Argentier de la Ville*

Du xxvii^e janvier mil six et vingt

En l'assemblee des anciens eschevins et habitans tenue devant nous Gabriel Demonthiers escuier seigneur de S^t Martin conseiller du roy lieutenant civil et criminel du bailly de Senlis en la ville et chastellenie de Pontoise en la présence de ladvocat du roy et procureur du roy en la chambre du Conseil a este proposé par les eschevins que leur a este mitz entre mains par Ambroise Cloppin cy devant argentier et receveur des deniers comunaux de ladicte ville, certain arrest donné par appointé du consentement des naguères eschevins au proufict dudict Cloppin portant condemnation de mil neuf cent soixante et quatorze livres treize solz un denier, faisant partie et reste de deux mil neuf cent deux livres quinze solz sept deniers contenus en certain exécutoire de la chambre des comptes du xiii octobre vi^c xix et ledict arrest du 5^e juing vi^c xix ensemble de l'intérest de ladicte somme contenue audict arrest depuis le xv janvier vi^c xix jusques à lactuel et entier paiement, en conséquence duquel arrest ledict Cloppin poursuict des mandatz, ce quilz ont jugé ne debvoir estre faict, au moins pour linterest, sans adveu du present Conseil et assemblée, dautant que ledict arrest leur semble grandement préiudiciable au bien public et de trop grande ouverture et conséquence de choses non encore pratiquées joinct les proufictz et droictz atribuez a ladicte charge de receveur des deniers comunaux honneurs et privilèges que lon y reçoit : Sur quoy du consentement dudict Cloppin estant en la Compagnie a esté accordé sans tyrer à conséquence que pour tous interest que pourroit prétendre ledict Cloppin, escheus ou à eschoir, quil sera paié de lannée escheue le xv^e du present mois seullement et des despends. A cet effect sont lesditz eschevins remonstrantz a nouz pour authoriser delivrer mandat a largentier : Au surplus que lesdictz eschevins diligenteront le plustôt que faire ce pourra les lettres patentes nécessaires pour la levée desditz deniers, et de plus sur la remonstrance desdictz eschevins a esté arresté que doresnavant nulz eschevins pourront passer telz appoinctez ni accordez aux argentiers interets de leur reliqua.

Demonthiers.

(b). — *Autorisation donnée aux échevins d'acheter des maisons convenables pour le prêtre et le médecin des pestiférés*

Secondement sur la remonstrance faicte par les susdictz eschevins du mauvais logement qu'ont reçu le prestre et chirurgien des Pestéz pendant les maladies précédentez a esté arresté que lesdictz eschevins sont advouez de trouver et acheter quelques maisons commodes pour leur logement et a telle et meilleure condition quilz adviseront.

(c). — *Ordre d'ouvrir l'hôpital aux pestiférés*

Tiercement et en consequence des necessitez des pauvres pestéz ordonne que suyvant ladvis et conseil privé qu'avenant ladicte maladie de peste en ceste ville ou fausbourgs, sera faict ouverture de lhospital maison et lieu a ce destiné ; ou cas que ladicte ouverture soit refusé et qu'en ce regard nos jugementz cy devant donnés seront sans retardement executez selon leur forme et teneur.

(d). — *Proposition d'intervention dans un procès pendant au Conseil du Roi concernant les collecteurs de Gouzangrez et l'élu de Pontoise*

Quartrement sur les propositions faictes du procez indéciz au conseil du roy entre un nommé Lebossu de Gousangré et les collecteurs dudict lieu, et leslu de ceste ville, intervenu et receu partie en la cause contre un appellé David huissier en la Chambre des Comptes de Rouen a esté arresté que sy la Court des Aydes de Rouen et procureur general en icelle, veuillent faire ressortir les appellations de leslu de ceste ville à Rouen, que lesditz eschevins interviendront au procès pour lempescher et sefforceront y faire joindre le procureur general en la Court des Aydes à Paris.

(e). — *Autorisation de faire toutes démarches utiles pour établir les Jésuites dans le Collège de Pontoise*

En dernier lieu sur les difficultez et retardements de laffaire recommencée par le college et establissement des pesres Jesuistes en iceluy sont lesditz eschevins aucthorizés de solliciter le plus fermement et asciduement qui ilz adviseront et pourront faire a ce que lesditz pères Jesuistes soient establis audict collège pour linstruction de la jeunesse, a cet fin ce pourveoir vers le roy pour obtenir lettres de sa Majesté.

DEMONTHIERS.

XX

(24 Juillet 1620)

(a). — *Autorisation de congédier et remercier le Principal et les Régents du Collège*

Du vendredy XXIIII^e^ juillet VI^c^ vingt

En lassemblée faicte de messieurs le lieutenant, assesseurs, prevost, advocat et procureur du roy, eschevins anciens conseillers de ceste ville de Ponthoise a esté remontré par les eschevins quilz ont receu advis de plusieurs habitans de cette ville du mauvais ordre quil y a au college et seminaire dudict lieu, a quoy ils desireroient estre donné ordre et remede; sur quoy par ladvis et délibération de toutz les asistans a esté arresté que le principal et regentz estantz audict collège seront remerciez et congediez par lesdictz eschevins.

(b.) — *Autorisation d'échanger un bois appartenant au Collège*

A esté remontre par lesdictz eschevins quilz sont et ont esté par plusieurs fois importunez par Monseigneur le chancelier de laccomoder et luy bailler et delaisser par eschange un bois appartenant au college dudict Ponthoise assis au terrouer de Jenicourt appelle le bois de Houssemagne contenant trente arpentz ou environ y comprins deux arpents demy de terre ou environ tenant audict bois. Après avoir receu et prins ladvis de toutz les asistans, ordonné a esté que lesdictz eschevins seront et lez avons authorisez a contracter avecque mondict seigneur le chancellier, et a cet fin luy délaisser par eschange ledict bois et en contreschange prendre de luy terres labourables ou autre fond.

DEMONTHIERS.

XXI

(28 Janvier 1622)

(a). — *Diminution du fermage des terres du Collège*

Du vendredy vingt huitième janvier mil six cens et vingt et deux

En lassemblee tenue devant nous Gabriel Demonthiers escuier seigneur de saint martin conseiller du roy et lieutenant du bailly de Senlis a ponthoise en la chambre de ville a la requeste des eschevins de ladicte ville et en la presence du procureur et advocat du roy anciens eschevins et

conseillers de ville, sur la remontrance faicte par lesdictz eschevins que un nommé Charles Charton demeurant à Jenicourt fermier des terres sizes audict Jenicourt appartenantz au College dudict ponthoise auroict presenté requeste afin dobtenir quelque diminution de son bail tant du passé que pour l'advenir et temps qui reste a expirer diceluy, causé sur ce que la quantité de blés quel paie est excessive, la stérilité advenue depuis trois ans enca et dailleurs quil y a quantité de terres dependantz de ladite ferme qui ne ce labourent pas pour estre de nul valleur, sinon ou à faute dobtenir diminution quil luy fut permitz d'abandonner lesdictz terres au proufict dudict College en lestat present quelles sont de present et dont les unes sont chargées de bled les autres prestes pour estre semées en avoines et aucunes dycelles jachèrer et labourer mesmes fumer pour la préparation des despouilles prochaines, a condition aussy qu'en ce faisant il demeureroit quitte de ce quil peu et pourra debvoir audict College d'autres charges de ladicte ferme tant pour le passe que pour ladvenir. Prins ladvis des eschevins en la forme et maniere accoutumee, declaré est que ledict Charton continuera la jouissance de son bail pour le temps qui reste a expirer et fournira de caution quen quoy faisant jouira de la diminution de ung muid de bled pour chacun au tant pour le temps qui restera a expirer dessusdict que pour l'annee derniere escheue au jour saint martin dhyver dernier passé et aussy pour l'annee precedente, le tout en baillant par ledict Charton bonne et suffisante caution.

(b). — *Bail d'entretien des Fontaines publiques*

Sur pareille remontrance faicte que pour le regard des fontaines de ladicte ville conduictez par Nicolas Auray Il ce despensoit journellement grands deniers pour lentretennement dicelles, requerantz lesdictz eschevins que pour eviter ausdictz fraictz ils furent aucthorizes pour chevir et composer avecque ledictz Auray à certain prix d'argent pour chacun an moiennant lequel ledict Auray sobligeroit luy et son filz solidairement a lentretennement desdictez fontaines sans que lon soit tenu faire aultres despenses sinon que de paier le prix accordé et outre de fournir tout le plomb quil conviendra emploier ausdictez fontaines a tel prix et condition quils adviseront bon estre et jusque a luy faire offre de deux cens cinquante livres par chacun an, a condition que pour ledict prix accordé ledict Auray sera tenu a lentretennement entier desdictes fontaines et faire en sorte quilz fluent toutes sans que lesdictz eschevins soientz tenus daucuns fraictz ni de fournir aucuns deniers ni matriaux sinon le plomb quil conviendra emploier ausdictez fontaines lorsquil sera besoin de travailler, auquel bail le filz dudict Auray sobligera solidairement avecque luy.

DEMONTHIERS.

XXII

(15 Avril 1622)

Transaction sur procès entre la Ville et Guillaume Bredouille, capitaine du charroi, à raison de la saisie de ses biens pour les collecteurs de l'impôt.

Du vendredi XV avril VI^c^ XXII

Sur le rapport et remontrance faictes par les eschevins du proces pendant et indeciz en la court des aydes a paris entre Guillaume Bredouille capitaine du charoy opposan a la saisie faicte de ces biens par les collecteurs de ladicte ville d'une part, lesdictz eschevins inthymes d'autre part, ouy par la bouche desdictz eschevins les raisons desduictez par les pieces du proces, ladvis mesme receu de l'advocat et conseil consulté en la ville de paris : lassemblee a este d'advis que lesdictz eschevins moiennent et appoinctent par arretz avecque ledict Bredouille pour eviter la condemnation des despends dommages et interestz. Ainsy arreste devant nous ledict jour et an.

Demonthiers.

XXIII

(21 Octobre 1622)

(a). — *Les échevins s'opposent à la construction d'un pont de bois sur l'Oise par le seigneur de Neuville*

Du vendredy XXI doctobre au dict an

Sur la remonstrance faicte par les eschevins de la ville quilz ont eu adviz dun dessein faict par monsieur maistre Innocent de la grange conseiller du roy en sa court de parlement seigneur de neufville pour faire bastir et construire un pont de bois sur la rivière d'oyse audict villaige de neufville distant dune petite lieue de ceste ville, des incommodites preiudice inconveniens quil peut causer en ceste ville tant en temps de guerre quen paix, la conference faicte par lesdictz eschevins avecque ledict sieur de neufville adviz et plainctes faictes tant a monseigneur le chancellier, prevost des marchans et eschevins de la ville de paris de ladicte entreprinze, a estee arreste et conclu que lesdictz eschevins sont et soient auctorizes en cas de continuation dudict dessein de sopposer a ladicte confection, a cet effect mesme de eux se pourveoir et presenter requeste au roy et a son conseil pour soustenir jusques a arrest ladicte opposition.

(b). — *Les échevins sont autorisés à transiger sur le paiement des épices dues par l'argentier de la ville à la Chambre des Comptes*

Pareillement sur la remonstrance faicte par iceulx eschevins des commandementz qui leur sont journellement faictz voires mesmes des contrainctes et saisies faictes sur largentier de ladicte ville par les huissiers de la Chambre des comptes tant pour le paiemen des espices interestz dicelles que levee des souffrance du compte rendu par feu maistre Jehan Terrier vivant receveur des deniers doctroys et patrimoniaux de ceste ville, que pour les courses et voyages que font lesdictz huissiers il ny a annee quil nen sont paies vingt ou trente livrés qui vont a pure perte, croyant lesdictz eschevins ne pouvoir arrester lesdictez cources quen paiant lesdictz espices, le surplus qui est pour les souffrances ne pouvant a leur advis les regarder. Lassemblee a este dadvis et a arresté que les eschevins tacheront de composer laffaire mesme delivrer mandat a largentier jusques a la somme de deux cens trente livres pour le paiment desdictez espices sy tant est quilz puissent par ce moien parer et sexempter desdictez contrainctez.

DEMONTHIERS.

XXIV

(2 Mars 1623)

(a). — *Les échevins sont autorisés à s'opposer à l'exécution de l'ordonnance du cardinal de Larochefaucault faisant défense à la prieure et aux religieuses de l'Hôtel-Dieu de recevoir de pestiférés.*

Du second jour de mars mil six cens et vingt trois

SUR autre remonstrance faicte devant nous en la chambre du conseil par les eschevins de ceste ville en la presence de ladvocat du roy anciens eschevins et conseillers de ville quilz avoientz este depuis peu asignez en la court du parlement a la requeste de la prieure et religieuses de lhostel dieu dudict ponthoise pour proceder sur la verification et interinement quilz demandent leur estre faict de certaine lettre quilz dientz avoir obtenu de monseigneur le cardinal de la rochefoucault grand ausmonier de france portant deffence a elles de plus retirer en leurdicte maison et hostel dieu les malades pestiferez tant de ladicte ville et fausbourgs et autres endroictz le cas advenant que lon soict visite de ladicte maladie, supliant estre meurement delibere de ceste affaire comme estant de grande importance a ladicte ville. Apres avoir conferé et prins ladvis des asistans ordonne est que lesdictz eschevins seront et demeureront authorizés pour soustenir ledict proces et a leffet d'empescher formellement linterinement desdictez lettres, mesme de former appel comme dabuz sil y eschet de lordonnance faicte et rendue par ledict sieur cardinal.

(b). — *Les échevins sont autorisés à emprunter 2700 livres pour acheter une maison destinée à l'agrandissement du collège.*

Sur autre remonstrance faicte par les mesmes eschevins et scindic disantz quilz auroientz receu advis quil y auroict une maison a vendre en ceste ville tenant au college dudict ponthoise demeuree de la succession de madame de Cury grande et spacieuse et grandemen commode pour laucgmentation dudict college requerant partant quilz fussent authorizes pour achepter icelle et a prix le plus raisonnable quilz pourront et jusques au prix de deux mil sept cens livres et attendu quil ny a aucuns deniers contents audict college pour faire ledict achapt quilz fussent aussy authorizes de prendre argent et interest pour faire ledict achapt : surquoy apres avoir prins ladvis de la compagnie avons lesdictz eschevins et scindic avecque les prevostz gouverneurs et commissaires diceluy college authorize et authorizons a faire achapt de ladicte maison et lieu et a tel prix quilz adviseront pour le mieulx et jusques au prix de deux mil sept cens livres, et a ceste fin permitz a eux de prendre argent et interest et a la prinse y obliger toutz les biens et revenuz dudict college.

DEMONTHIERS.

XXV

(20 Juin 1625)

(a). — *Les échevins refusent de ratifier l'acquisition d'une maison que les prévôts du collège avaient faite sans leur consentement.*

En lassemblée faicte devant nous Gabriel Demonthiers escuyer conseiller du roy lieutenant civil et criminel de monsieur le Bailly de Senlis a ponthoize en la chambre du conseil de lad. ville des antians conseillers dycelle en la présence des advocat et procureur de sa majesté sur la remonstrance faicte par les eschevins que les prevostz du college sont poursuiviz par Jehan le clerc pour veoir declarer sur eulx executoir ung contract dacquisition faict par les precedans prevostz dune maison proche le bicherel qui fut mellon Thevenet et auparavan Robert Sacq espée que lesditz prevostz auroient achepte et non entierement payer esperant que les peres Jesuistes residans en ceste ville sen dussent servir pour y faire le college dud. ponthoise duquel lon leur vouloit donner la conduite a este arreste que daultant que lesditz precedans prevostz ont pris lad. maison et dycelle passe contract sans advis des eschevins lors en charge que lesd. prevostz seront desavouez davoir faict et passé le contract dacquisition de lad. maison au proffit dud. college.

(b). — *Aliénation de deux maisons et d'un pré appartenant à la ville. L'une des maisons avait été acquise pour loger le prêtre et le chirurgien des pestiférés.*

A este aussy arreste que la maison cy devant acquis pour loger le prebstre et chirurgian des pestiferez assize au bas du pothuis sera vendu au plus offrans et dernier encherisseur en la maniere accoustumee atandu que led. prebstre et chirurgian ne veulent plus habiter la maison lesquelz lesd. eschevins ont este contrainctz loger aillieurs comme aussi iceulx eschevins sont octorisez de vendre le pré de la ville cy devant acquis de feu Jacques Cuvernon assiz hors le pothuis proche la riviere nestant led. pré nullement commode pour y bastir ung lieu pour ceulx de la contagion sera aussi vendu la maison donne par Me Andre esgret advocat a lad. ville assize aud. ponthoise ru de la coustellery pour les deniers en provenans estre employez a l'effet de la donation dud. esgret et quant aulx terres aussi par luy donnees en sera differe la vente de trois mois pendan lesquelz seront neantmoins mises affiches pour scavoir si la vente en sera bonne pour le proffit de la ville.

(c). — *Les échevins sont autorisés à défendre à une nouvelle instance introduite par le seigneur de Neufville au sujet de la construction du pont de Neufville.*

Quant à la nouvelle instance poursuivi au conseil des fianances par Me monsr Innocent de la grange conseiller en parlement seigneur de neufville en vertu dun brevet du roy pour la construction dun pont de bois que led. sieur de la grange veut faire aud. neufville au prejudice dun arrest contre luy contradictoirement donne aud. conseil le xxvi mars mil vic vingt quatre au proffit des habitans dud. ponthoise de messieurs du chappitre de nre dame de paris et des marchans voitureurs par eau sur la riviere doize du pays de picardie par le moien duquel pont led. sieur de la grange preten destourner dud. ponthoize le passage ordinaire de Rouan a paris tous lesd. antians conseillers de ville ensemble les officiers dycelle presens en lad. assemblee ont este dadvis de defandre contre lad. instance dud. sieur de neufville et empescher la construction dud. pont par tous moiens comme grandement prejudiciable non seulement a lad. ville de ponthoise et tout le pays des environs qui seront ruine mais aussi au service de sa magesté qui ne se sert que dudict passage de ponthoise en temps de guerre et moindres troubles qui survienne en son royaulme pour aller et venir de normandie en france joint aussi que si led. pont de bois se faisoit aud. neufville les charges du domaine dud. ponthoise qui sont grandes ne se pouroient plus acquicter au moien de la diminution qui se feroit des droitz de peages qui se persoivent aud. ponthoise qui servent a acquiter la

plus part des charges dud. domaine et partant lesd. eschevins sont octorisez de defandre contre la poursuite dud. sieur de neufville mesmes daller suplyer sa mageste que si cest son plaisir pour la chasse davoir un pont sur la riviere doise comme led. sieur de neufville le donne a entendre par led. brevet de faire faire led. pont a Conflans ou au passage de fin doise qui sont sens fois plus commodes que celuy dud. neufville ou il ny a que vignes au dela et en desa de la riviere et de tres dificille abors.

(d). — *Les échevins sont autorisés à suivre aux Requêtes du Palais, l'instance qu'y ont engagée les chanoines de Saint Mellon au sujet de la taxe de peste.*

Sera aussi poursuiviz aulx req[tes] du palais linstance que les chanoines et et chapitre m[r] s[t] mellon y ont faict renvoyer touchan la taxe faicte pour subvenir aulx pauvres malades de la contagion. Ce fut faict et arreste en la chambre du conseil de lad. ville les an et jour desusdictz le vingtiesme juin mil vi[c] vingt cinq.

DEMONTHIERS.

XXVI

(5 Décembre 1625)

(a). — *Les échevins sont autorisés à transiger avec M. d'Hallincourt au sujet de la rente perçue par la ville sur le domaine de Pontoise pour l'entretien de ses chaussées.*

En lassemblee faicte devant nous Gabriel Demonthiers escuyer conseiller du roy lieutenant civil et criminel de monsieur le Bailly de Senlis a Ponthoise en la chambre du conseil de lad. ville des antians habitans et conseillers de ville en la presence de M[e] Pierre Dusault nostre lieutenant sur la remonstrance faicte par M[e] Michel Duval advocat des eschevins de lad. ville asiste de M[e] Jehan Langlois procureur scindic desd. habitans et de Jehan le Tellier argentier de lad. ville que lesd. eschevins et leurs predecesseurs ont este plusieurs fois contrainctz et executez a la requeste de M[e] Louis Arnault recepveur general des restes de la chambre des comptes pour le payement de quinze annees de huit vingtz douze livres dix solz parisis de rente que lad. ville a droict de prendre par chacun an sur le domaine dud. ponthoise pour lentretenement des pavez et chaussés lesd. années escheues le jour S[t] Jehan mil vi[c] neuf assavoir neuf annees du temps de la recepte de M[e] Edme Regnault et six annees du temps de M[e] Gabriel Vatherie quilz ont este recepveurs dud.

domaine, Lesquelles quinze annees payees a deffunct Jehan Soret Gabriel Brument Jacques Blondel et aultres argentiers de lad. ville auroient este passes aulx comptes desd. Regnault et Vatherie en leur regard et neantmoings tenuz en soufrance sur lesd. habitans jusques ad ce quilz eussent justifie des droitz quilz ont de prendre lesd. VIIIxx l. x s. p., Ce que iceulx habitans ayant justifie a lad. chambre seroit intervenu arrest du III juin mil VIc XXIIII par lequel lesd. soufrances auroient este deschargies et en consequance lesd. habitans remis en leurs droitz de percepvoir par chacun an lesdits VIIIxx XII l. x s. p. et de faict ledict argentier depuis en charge en a receu la premiere annee escheue le jour St Jehan mil VIx vingt cinq mais quant aulx quinze années precedantes depuis depuis le jour St Jehan mil VIc neuf jusques a pareil jour mil VIc XXIIII elles sont encore tenues en soufrance par les comptes renduz par Jehan de Romequin et Simon le Vasseur recepveur dud. domaine qui les ont payees aulx seigneurs usuffruictiers dudict ponthoise ou gens pour eulx lesquelles soufrances ne se peuvent restablir sans le consentement desdictz habitans requerans par lesdictz eschevins en estre delibere par lesd. couseillers de ville, — Surquoy oui le raport desditz eschevins qui en ont confere avecq monseigneur dhallincourt usuffruictier et gouverneur dudict ponthoise lequel a consenty que lad. ville jouisse comme elle faisoit dud. droit de VIIIxx XII l. x s. p. pour ladvenir a commancer du jour St Jehan mil VIc XXIIII a la charge que luy et ceulx qui ont receu ledict droict pendant lesditz quinze années finies led. jour en demeureront quites et descharges. Lesquels habitans antians conseillers de ville ont este dadvis que lesd. eschevins consentent lad. descharge aulx conditions cy dessus pourveu que led. seigr dhallincourt et recepveur dud. domaine facent restablir lesdites soufrances a leurs frais et despens sans que lesd. habitans en puissent estre recherches en aulcune fasson que se soit et a faulte de ce faire pourront iceulx habitans repeter lesd. quinze annees desd. VIIIxx XII l. x s. parisis.

(b). — *Il est décidé que les anciens conseillers de ville se réuniront le premier vendredi de chaque mois.*

A este aussi arreste que doresnavan lesd. antians conseilliers de ville se trouveront a la Chambre du conseil tous les premiers vendredis des mois pour deliberer des affaires de ladicte ville. Faict ce cinquiesme jour de decembre mil VIc vingt et cinq.

DEMONTHIERS.

XXVII

(6 Février 1626)

Du vendredy sixiesme febvrier mil vi^{c} vingt six

(a). — *Les échevins refusent un emplacement proposé par la prieure de l'Hôtel-Dieu près du cimetière de cet établissement pour loger les malades de la peste.*

En l'assemblée faicte devant nous Gabriel Demonthiers escuyer seigneur de S^{t} Martin cons^{er} du roy lieutenant civil et criminel de monsieur le bailly de Senlis a ponthoise en la chambre du conseil de lad. ville des antians habitans et cons^{ers} de ville en la presance de M^{es} Nicollas Deslyons prevost en garde de M^{e} Charles de Machy prevost maire et M^{e} Gilles Cossart advocat du roy aud. ponthoise M^{e} Mathieu L'esconbart esleu, les eschevins de lad. ville ont remonstre que la dame de lhostel Dieu parle dacorder les diferens que l'on a contre elle offre faire bastir un lieu pour les mallades de la contagion pres le cimethiere dud. hostel dieu qui est hors le pont de la ville les nourir et alimenter en leur baillant les questes qui se font aulx esglises pour les pestiferez. Sur quoy a este conclud que led. lieu nest propre ny commode pour metre les malades de la contagion et quant aulx questes qui se font par les paroisses les deniers en sont destinez pour les pauvres gens qui sont soubsonnez de la peste qui ne peuvent gangner leur vie et non pas pour les pauvres de peste qui doibvent estre nourriz et logez aud. hostel dieu. Et partant a esté arresté que lad. dame sera poursuivie pour satisfaire a larrest de la court qui doibt estre execute selon sa forme et teneur.

(b). — *Vente de l'Isle de la ville dont le prix est destiné au logement des pestiférés*

Lesd. eschevins sont octorizez de vendre lisle de la ville pour les deniers en provenans estre employez au logement de ceulx qui sont soubsonnez de la contagion.

(c). — *André Esgret est maintenu au role des tailles mais en est exonéré pour l'année.*

A este aussi arreste que M^{e} Andre Esgret ne delaissera destre cottize au rolle de la taille comme presants mais que sa cotte ne sera demandee a cause du don quil a faict à la ville pour le logement des pestiferez.

(d). — *Il est décidé que la ville soutiendra devant la Cour des aides un procès intenté contre les collecteurs qui ont été élus en pleine assemblée de ville.*

Que les causes dapel pendantes a la court des aydes contre Fiacre Therier et Claude Roussel appellant seront defandues atandu quilz ont este esleuz collecteurs en plaine assemblée de ville.

(e). — *Les échevins sont autorisés à s'adresser au Conseil privé du roi à l'effet d'obtenir un arrêt qui interdise au gouvernement de Normandie de faire payer à Pontoise et à la chatellenie qui dépendent de l'Ile de France et non de la Normandie, les impôts et redevances annuels qui sont payés au gouverneur de cette dernière province.*

Qu'il sera obtenu arrest au conseil prive du roy pour empescher que ceulx de Normandie fassent payer ausd. ponthoize et a la chastellenye les deniers qui se doivent par chacun an au gouverneur de la province ny aultres denyers qui se levent pour les affaires dud. pays comme nestant ceulx dud. ponthoise de lad. province ains du gouvernement de L'isle de france.

(f). — *Autorisation de solliciter du Conseil du roi le renouvellement de la perception des octrois sur les vins et marchandises qui passent sous le pont et entrent dans la ville.*

Et sera faict poursuite au conseil pour renouveler l'antian octroy acorde a ceulx de ponthoise des deniers sur les vins et aultres marchandises passant soubz le pont et entrans dans lad. ville declarez es titres de chartres donnees au plessis les tours le dixiesme octobre mil quatre cent soixante et dix neuf faict et delibere en lad. chambre du conseil les an et jour dessusd.

DEMONTHIERS.

XXVIII

(3 Avril 1626)

(a). — *Institution d'un bureau des pauvres ; élection de deux prévôts, d'un receveur et d'un distributeur.*

CE jordhuy trois jour dapvril mil VI^c^ vingt six en lassemblee faicte devant nous Gabriel Demonthiers escuyer seigneur de saint martin cons^er^ du roy lieutenant civil et criminel de M^r^ le bailly de Senlis a ponthoise en la chambre du conseil de lad. ville en lassemblee des antiens

cons^ers de ville sur la proposition des eschevins a este arreste quil sera faict un bureau des pauvres en lad. ville et faulxbourgs pour distribuer les aumosnes, dons, lez pieulx et rentes par ladministraon de deulx prevostz et dun recepveur et distributeur lesquelz pour cest effet ont este esleus des personnes de noble homme M^es Nicollas Deslions seigneur de Theuville et Gabriel Lefebure bourgeois de lad. ville pour prevostz desd. pauvres et pour recepveur et distributeur M^e Francoys Duval procureur aud. ponthoize a ce presens qui ont faict le sermen de vacquer bien et deuent au debvoir de lad. charge au soulagement des pauvres et du public et ce pour le temps et espasse de trois ans quilz demeureront ausd. charges lesquels tiendront leur bureau tous les premiers vendredis des mois une heure de relevee au lieu qui sera par eulx choisi ou se pouront trouver lesd. eschevins et procur. scindic de lad. ville et que les debteurs des rentes et droitz afferans ausd. pauvres seront poursuiviz par lesd. prevostz et faict registres desd. rentes et droitz et sera le present establissement publie au prosne des paroisses de cette ville et les marguilliez tenuz daporter les questes desd. pauvres aud. bureau.

(b). — *Autorisation de transiger avec Nicolas Soret ancien argentier de la ville pour son reliquat de compte.*

A este arrecte que lesd. eschevins sont octorisez daccorder aveq Nicollas Soret nagueres recepveur et argentier de lad. ville pour les dix huit cens tans de livres qui luy sont deulz par lissue de ses comptes assavoir trois cens livres qui luy seront payez au jour de pacques prochain et cinq cens livres dudit jour de pacques en un an que lon comptera mil vi^c vingt sept et cinquante livres de rente a payer chacun an led. jour de pacques jusques au parfait payement a commencer du jour de pacques prochain.

DEMONTHIERS.

XXIX

(26 Février 1627)

Adjudication des terres et maisons données à la ville par André Esgret, avocat, religieux capucin, et dépôt du prix entre les mains de Gabriel Chevallier, argentier de la Ville.

CE jourdhuy vendredi vingt sixiesme jour de febvrier mil six cens vingt sept en lassemblee des antiens conseillers de ville devant nous Gabriel Demonthiers conseiller du roy lieutenant de bailly de Senlis au siege de ponthoize en la presence du procureur du roi de ladicte ville sur la proposition et remonstrance faictes par les eschevins et sindic de ladicte ville quilz

auroient fait adjuger en nostre siege la maison terres et heritages cydevant donnes à la communaulte de ladicte ville par maistre André Esgret advocat relligieux capucin profez au couvent de la ville du Mans, et que a present Ydevert Demazière adjudicataire desdictes terres poursuit lesditz eschevins pour faire la délivrance des deniers du prix de ladicte acjudication ad ce quil soit delibere sur la reception desd. deniers et entre les mains desquelles personnes lesditz deniers seront mis et deposez a esté ordonne prins ladvis des assistans que lesditz deniers provenans de ladicte adjudication desdictes terres et heritages deubs par ledict Demazière adjudicataire ensemble les deniers provenans du prix de ladicte maison qui ont esté touches par maistre Jehan Langlois lors procureur scindic de ladicte ville de maistre Sebastien le liepvre adjudicataire de ladicte maison seront bailles et mis es mains d'honorable homme Gabriel Chevallier recepveur et argentier de ladicte ville pour estre par luy lesditz deniers gardez et desposez jusques a ce que lon aye treuve lieu propre a achepter au prouffit de ladicte ville a leffet et intention dudit sieur Esgret portes par les lettres de ladicte donation.

DEMONTHIERS.

XXX

(16 Juin 1627)

Intervention du clergé dans la constitution du Bureau des Pauvres par l'Élection de deux prévôts ecclésiastiques et la taxe imposée aux paroisses et communautés.

CE jourd'huy seiziesme jour de juing mil VI C vingt sept en assemblee faicte devant nous Gabriel Demonthiers escuyer sieur de s[t] martin conseiller du roy lieutenant du bailly de Senlis au siège de ponthoise en la chambre du conseil des antiens conseillers de ville, de Monsieur le Grand vicaire et chanoine de leglise S[t] Mellon cures des paroisses et en la presence de messieurs les advocat et procureur du roy, sur la proposition faicte par les eschevins et sindic de lad. ville pour lentretenement du bureau establi pour la nourriture des pauvres et establissement plus ample, prins ladvis des assistantz a este arreste quil sera procedé a leslection de deux eclesiastiques pour prevostz audit bureau des pauvres avec M[res] Nicolas Deslyons prevost en garde et Gabriel Lefebure bourgeois cy devant esleuz prevostz et M[re] François Duval pour receveur dud. bureau par ladvis desquelz eclesiastiques ont este esleuz les personnes de monsieur Le Grand vicaire et monsieur Soret cure de léglise nostre dame lesquelz ont accepte lad. charge et pour le lieu pour tenir led. bureau se tiendra le premier vendredy de chacung mois une heure de relevee a la chambre de la confrairie aux clercs ; les resolutions desquels bureaux pour

le fait des distributions des deniers aux pauvres seront faictes et ordonnées par lesd. prevostz seulz et ou il arrive cas dimportance et assemblees extraordinaires se pourvoiront devers nous pour convoquer assemblees generales, lesquelz prevostz seront esleuz de trois ans en trois ans la veille du jour st jehan baptiste. A cest effest sera par nous procedé aux taxes et contributions que doibvent faire les eglizes et communaultés et en procedant auxdites taxes en la présence des dessusditz avons taxe scavoir le colege et seminaire de ponthoise a la somme de quinze livres tz par mois ;

La confrairie aux clercs a la somme de vingt livres par mois ;

Leglise et fabrique St Maclou a la somme de dix livres par mois ;

Leglise et fabrique St pierre a la somme de six livres par mois ;

Leglise Not. dame a la somme de huict livres par mois ;

Leglise St Andre a soixante solz par mois.

Au payement desquelles sommes seront les receveurs desditz eglizes et communaultes contraintz par toutes voies deues et raisonnables nonobstant opposition ou appellations quelsconques et sans préjudice dicelles, du jour st jehan babtiste jusque au XXIII jour doctobre prochain et ce par advance, es mains de me françois duval nomme receveur aud. bureau, sauf a augmenter ou diminuer lesd. taxes si faire se doibt.

DEMONTHIERS.

XXXI

(2 Novembre 1628)

La ville de Pontoise célèbre la prise de la Rochelle : elle prescrit ae chanter un Te Deum *à Saint-Maclou, faire une grande procession et allumer un feu de joie au-devant l'Hôtel-de-Ville.*

L'AN mil six cens vingt huict le jeudi segond jour de novembre trois heures de relevee, en lassemblee de ville faicte devant nous Gabriel Demonthiers escuier seigneur de St Martin conseiller du roy lieutenant du Bailly de Senlis a ponthoize, en la chambre du Conseil lieu accoustumé à tenir les assemblees de ville audit lieu, en laquelle seroint comparus les advocat et procureur du roy audit Ponthoize et en la presence de Mes Nicollas Deslions prevost en garde et Charles Demachy prevost maire dudit Ponthoize qui auroint esté appelés et convoques par lesditz eschevins et sindic dudit ponthoize, mesme auroint aussi fait appeles et convoques les doien chanoines et chapitre de St Mellon et qui y soint comparus par Mes Anthoine Rigolet doien dudit St Mellon et Louys Borderau l'un des antiens chanoines dudit St Mellon

Me Christophe Souvoie presbtre curé de St maclou, Guillaume Poupal aussi presbtre curé de St Andre et Mellon Soret aussi presbtre cure de leglise de Nostre dame tous présentz en ladicte assemblee comme pareillement tous les antiens conseillers de ville lesditz eschevins et sindic auroint remonstre quils avoint receu advis et este certifiez par le sindic de ladite ville de ponthoize de la reduction de la ville de la Rochelle en lobeissance du roy, lequel ilz avoint pour cest effet envoie en la ville de paris, ce qui auroit este cause qu'ils auroint faict convoque la presente assemblee pour adviser quel action de grace on rendroit a Dieu d'une si singuliere reduction et bien arive a la france comme estant ladicte ville important au service de Sa Majeste et de tout le royaulme, et que lesditz susnommes presentz eussent a deliberer et donner leur advis de ce que la ville debvroit faire pour une si grande recongnoissance, tous lesquels desusnommes habitants dicelle ville rendans leur deliberation ont esté et sont dadvis quun *Te Deum* soit champté en leglise St Maclou dudit ponthoize mesme fait procession generalle le dimanche suivant cinquiesme jour du present mois et an, et que en ladicte procession soint portez les chasses des corps sainctz qui reposent en ladicte eglise St Mellon et aultres paroisses de ladicte ville, et que pour cest effet les presbtres et ecclesiastiques seroint revestus de chappes pour honorer et accompaigner lesditz corps sainctz comme il est accoustume en telles solennictez et que la station de ladite procession soit faicte en ladicte eglise St Maclou et ce pour remercier Dieu de ladicte heureuse reduction et le prier de conserver sa maieste en toute santé et prosperité et luy faire la grace de reduire tous ses subiestz rebelles en son obeissance et que après ce que dessus, il soit faict un feu de joie public devant lauditoire roial dudict ponthoize avec acclamation du peuple et resioussance.

Sur quoy veu ledit advis et deliberation des presentz desusnommez et sur ce ouy le procureur du roy, avons ausd. eschevins et procureur du roy donne acte de ladicte deliberation et resolution et ordonne que pour rendre grace a Dieu de l'heureuse reduction de ladicte ville de la Rochelle il sera champté un *Te Deum* en l'eglise de St Maclou, mesme sera fait procession generalle en ladicte ville en laquelle seront portés les corps saintz de St Mellon qui reposent en ladicte eglise et aultres de ladicte ville, procession en laquelle tous les ecclesiastiques qui sy presenteront porteront chappes pour honorer Dieu et ses sainctz et que les jurez mestiers de ladicte ville seront tenus porter torches et flambeaux pour honorer les corps sainctz et que ladicte procession sera publiee de par le roy a son de trompe et cris public, et que après ladicte procession sera fait un feu de joie public devant l'hostel de ville dudit ponthoize et pour cest effect fourniront et donneront ordre lesditz eschevins a tout ce quil conviendra pour ce faire.

Demonthiers.

XXXII

(12 Janvier 1629)

(a). — *Mandement du roi d'envoyer à Nantes 50 paires d'habits et 50 paires de soulliers pour l'armée de La Rochelle*

L'an mil six cens vingt neuf le vendredi dousiesme jour de Janvier en lassemblee de ville faicte devant nous Gabriel demonthiers escuier seigneur de s[t] martin conseiller du roy lieutenant du bailly de senlis a ponthoize, en la chambre de ville, en la présence des officiers antiens conseillers dicelle les eschevins et scindic de ladicte ville ont presente une lettres missive au dos de laquelle sont escris ces motz, a nos chers et bien amez les officiers de la justice eschevins et habitans de nostre ville de ponthoize fermes du cachet portantz les armes du roy sur le dos, dont la teneur ensuit

De par le roy

« Chers et bien amez nous vous avons cy devant par nos lettres chargee du xxviii[e] octobre mil six cens vingt sept mandé de faire faire et envoier en nostre armee devant la rochelle cinquente paires d'habitz pour servire aux soldas dicelle, a quoy nayant satisfait nous vous faisons ceste recherge pour vous mander et ordonner comme nous faisons tres expressement d'envoier a toute diligence lesditz habitz au nombre et selon quilz vous ont este prescripz par presdictes lettres a nostre ville de nante et les faire mettre es mains des maire et eschevins dicelle pour estre par eux et selon lordre quilz en ont de nous envoier en icelle de la rochelle et delivrez aux soldas des regimenz que nous y avons establis en garnison a quoy vous ne feres faulte car tel est mon plaisir. Donne a paris le vingt sixiesme jour de decembre signe Louys et plus bas de lomesni. »

Apres la lecture faicte desdictes lettres et nous avoir este aussi represente les premieres lettres de sa maiesté receus de lan passe a este arresté et ordonne quil sera obei et satisfait a la volonte et mandement du roy et a cest effet sont lesditz eschevins et sindic auctorisez de faire achapt de cinquente paires d'habitz et de cinquente paires de souliers de la qualité portee par lesditz mandemens, et pour les habitz et souliers envoier et faire tenir aux maire et eschevins de la ville de nante le plus promptement que faire ce pourra et pour ce faire donner mandement a largentier de ladicte ville pour paier et desbourcer les sommes de deniers quil conviendra tant pour lachapt que fraiz denvoy et port diceulx, qui luy seront alloues aux comptes quil rendra devant messieurs de la chambre des comptes a paris.

(b). — *Préparatifs pour la réception à Pontoise du cardinal de Richelieu*

Et oultres lesditz eschevins et sindic ont remonstré quilz avoint eu advis que monseigneur le cardinal de richelieu estoit en volonté de venir en ceste ville de ponthoize ad ce quilz sont advise de luy rendre les honneurs deubs a sa qualité.

Sur quoy a esté aresté quil seroit fait preparatifz pour faire reception audit seigneur le plus magnifiquement que faire ce pourra, et pour cest effet les eschevins et sindic sont autorisez de preparer un dais de damas rouge cramoisi et faire tous aultres frais quil conviendra a cest effet et le plus promptement que faire ce pourra.

(c). — *Transaction avec Le Tellier, ancien argentier de la ville pour le paiement d'un reliquat de compte*

Ont aussi lesditz eschevins et sindic fait remonstrance que Jhean le tellier bourgeois de ponthoize cy devant argentier de ladicte ville auroit fait proceder par arrest et saisie entre les mains des grenetiers du magasin a seel de ponthoize les deniers doctroy mesme entre les mains des debiteurs de ladicte ville les deniers patrimoniaux qui sont deubs et escheront cy apres et ce en vertu dun executoire de la chambre des comptes pour la somme de deux mil six cens trente deux livres six sols a luy deubs pour relliqua de son compte rendu en ladicte chambre ainssi quil est apparu par les exploitz desdictes saisies, ce qui a esté aussi recongneu par ledit le tellier present, lequel ouy et de son consentement a este arresté que ledit le tellier donnerait mainlevee desdictes saisies dont en sera fait jugement qui sera signifie aux debiteurs de ladicte ville, en luy paiant par ledit chevallier comptant a present argentier la somme de quatre cens trente deux livres six solz et a la charge de luy paier interestz du surplus a luy deub lequel surplus luy sera paie dans un an, sauf a repeter sur les habitans de ladicte ville lesdictz deniers par lever qui en sera faicte desditz deniers qui seront paies audit le tellier et luy resteront deubs mesme les deniers quil conviendra pour lachapt et envoy desditz habitz et souliers mandez estre envoies en la ville de nante.

(Sans signature).

XXXIII

(6 Septembre 1630)

(a). — *La ville demande terme et délai pour payer un reliquat de compte à l'argentier*

L'an mil six centz trante le vandredy sixiesme jour de septembre en lassemblee faicte en la chambre de ville ou presidoit monsieur le Lieutenant de ponthoise en la presance des advocat et procureur du roy. Sur la remontrance faitte par les eschevins et syndic que la ville etoit debitrice par lexit du compte randu par m^e^ Gabriel Chevallier de cinq mil deux cens dix livres huict solz trois deniers. Et que la ville estoit en grande necessite; a este arreste que ledict Chevallier sera paye et en tous evenemens poursuivi de recepvoir la somme de douze cents livres es jours de s^t^ Rhemy et de s^t^ Martin prochain et que pour le surplus pour donner terme de deux ans sans que pendant lesditz deux ans la ville luy payera aucun interetz attendu lez grandes affaires dont elle est chargee.

(b). — *Une expertise est ordonnée concernant le déplacement du lit du canal de la ville*

Et quant a la remonstrance aussy faitte par lesditz eschevins pour le fait du canal de la ville quil convient destourne par le commandement de la royne mere du roy et mandemen de Monsieur le garde sceaulx en sorte que le couvent des religieuses carmelines nen soit incomodé pour les mauvaises odeurs qui en sortent. A esté arresté que ledit s^r^ Lieutenant sera prie de se transporter avec les eschevins syndic et expert massons ouvriers et gens a ce conoissants qui delibereront de la facon et du lieu dudict destroie et en mettrons leur advis par escript qui sera rapporte en la chambre et assemblee pour deliberer et arrester ce que de raison.

(c). — *Une indemnité de 1,000 livres est accordée par le roi aux Carmélites pour le susdit déplacement*

Et sur ce que m^re^ Simon Charton et m^e^ Gabriel Honoré ont remonstre quilz avoint signe une quittance de mil livres donnees par le roy a estre du destour cy dessus et pour y estre anploier et que neantmoins ilz ne lons receu ains les religieuses carmelines, et este arreste que la prieure et religieuses carmelines capitulairement convoquees en assemblee seront priees de reconnoistre quellez ont touche ladite somme sans que lesditz charton et honore en aient touche aucune chose ou quilz en aient baille quittance ce qui sera aussy reconnu par les eschevins par le mesme acte. Lequel acte sera baille en mains dudict Charton ou lun deux pour leur descharge.

(d). — *Une enquête est ordonnée sur la négligence qu'on a remarquée dans l'enseignement donné au Collège*

Et sur la remonstrance qui a esté faitte par les mesmes eschevins du grand desordre qui est au college que les enfans le plus souvent nont point de leçons, sont laisses en liberte et ne sont astraintz suivant les reigles douïr le catechisme de faire les confessions de leurs pechés, A este arreste que ledit s^r^ Lieutenant sera prie de s'y transporter avec ladvocat et procureur du roy eschevins et sindic les commissairz dudict college mandés pour le principal et regentz ouys y pourvoir promptement ainsy que de raison.

DEMONTHIERS.

XXXIV

(8 Octobre 1630)

Proposition de transaction avec l'archevêque de Rouen au sujet du grand vicariat de Pontoise

L'AN mil six cents trante le mardy huictiesme jour doctobre, en lassemblee convoquee en la chambre de ville ou presidoit monsieur le lieutenant de ponthoize en la presance des advocat et procureur du roy. Sur la remonstrance faicte par les eschevins et syndic de ladicte ville, que le jour de dimanche dernier, sur les pourparlé qu'ilz auroint eu avec le s^r^ archevesque de Rouen primat de Normandie touchant le proces et differands meu entre ledict s^r^ archevesque et les habitans de la ville pour le fait du vicariat officialité et archidiaconé annexes et dependances pendans et indecis en la cour du parlemen a paris ; ledict s^r^ archevesque temoignan le desir quil avoit de contanter la ville et de trancher à lamiable, leur auroit dit qu'ilz essaie a mettre leurs pretentions par memoire qui seroit porté par le sieur de Beaupré à M^e^ Andre Duval docteur en la faculté de Theologie et quil en passeroit voluntiers par ladvis dudict s^r^ Duval. Requerants sur ce lesd eschevins et sindic ladvis et adveu de lassemblee. A esté arreste que pour trancher et sopir ledict proces a lamiable si faire se peust, lesditz eschevins et sindic bailleront audict s^r^ de Beaupré les articles par eulx signés qui ensuivent pour estre par lui randus audict M^e^ Andre Duval.

Premièrement, que le grand vicaire de ponthoise et vexin le francois sera remis et logé en lhostel vulgairemens appelé le vicariat ou par le passé et de toutte memoire dhomes les grands vicairez precedants ont fait leur residance et sejour ordinaire. Oultre que lantien sceau sera remis et restabli fors que au lieu des armes de feu monseigneur de Bourbon seront gravés celles dudict s^r^ Archevesque au mesme costé et place et au bas diceluy sceau.

Que la chapelle dicte de S^te^ Marie enclause dans le pourpris dudict manoir vicariat demeurera annexee audict vicariat officialite et archidiacone de ladicte ville et cinq villages lesquelles choses seront unies et inséparables.

De plus seront les sannes et synodes generaulx continues par chacun an aux jours et lieux accoustumes de ladicte ville sans que lesdictz synodes puissent estre transferes ni celebrez ailleurs qu'en iceulx lieux dudict ponthoise accoustumes.

Que le grand vicaire de ponthoise et Vexin le francois sera seul et unique sans que ledict s^r^ archevesque en puisse metre ni commettre plusieurs dans ladicte ville pays du vexin le francois et ressort du parlement de paris, ny quil en puisse mettre au lieu et pays de Mortagne, ains les appellations de lofficialite dudict Mortagne resortiront comme ilz ont tousjours fait cy devant et font encore des a present devant ledict Grand vicaire et official de ponthoise et pays du Vexin, comme estant ledict Mortagne du parlement de Paris.

Oultre qu'aucun des grands vicaires de Rouen ne pourra estendre aucunement son pouvoir en quelque facon que ce soit tout pour le fait et collation des benefices qu'aultrement dans le destroit dudict vicariat et Vexin le francois.

De tous lesquels articles cy dessus sera dresse transaction laquelle par apres sera homologuee en parlement, ou bien passe arrest par appointé sur ouy le procureur général de roy au chois dudict s^r^ archevesque.

Et ou ledict s^r^ archevesque de Rouen ne voulust passer et accorder lesdicts articles susdits lesdicts eschevins et syndic demeureront comme ilz ont jà este cy devand vallablement authorises pour poursuivre contre ledict seigneur leurs appellations, et faire tout ce qu'ilz jugeront et adviseront a propos et raisonnable, jusques en larrest deffinitif de ladicte cour. Dont acte.

DEMONTHIERS.

XXXV

(25 Octobre 1630)

Délibération sur le même sujet que précédemment. L'archevêque de Rouen accepte la transaction, sauf sur un point où il soulève une question de forme.

Et le vandredy vingtcinquiesme dudit moys et an en lassemblee rappellee a leffect que dessus. Lesdits eschevins et syndic aiants rapporté quilz avoint presenté lesditz articles conformemen a ce qui avoit este cy devand arreste : lesquelz veus et examines par ledit s^r^ archevesque de Rouen leur auroit fait entendre quil estoit tout prest de satisfaire au contenu diceulx, au moins du premier, second, troiziesme, quatriesme et dernier (parce qu'en lesgard du cinquiesme il nen estoit question au proces dentre les parties) mais

quil désiroit que l'on y procedast par forme (de) requeste, laquelle luy estant presentée par lesditz escbevins et syndic, seroit incontinent par luy accordee et entherinee, pour puis apres du consentemen des parties estre homologuee en la cour de parlamen ouy monsieur le procureur general du Roy : hors laquelle forme il nentendoit traitter. Laffaire mise en deliberation, a esté arresté pour trancher proces et veu mesmes qu'il nimporte a ladicte ville par quelle voye elle recouvre ce que ledict archevesque a voullu sur elle usurpee, pourveu quil soit restably en son premier estat, que lesdits eschevins et syndic sont et demeurerons authorises et advoues pour presenter audit s^r archevesque les articles susdits par forme de requeste, sans néanmoins faire mention dudit cinquiesme article qui sera reserve en aultre temps ou il soit rien fait et attente par ledit archevesque au prejudice diceluy. En laquelle requeste neantmoins sera fait briefve mention des proces et differands aultrefois meuz entre le feu s^r de La Saulcoye grand vicaire de ponthoise et Messieurs Charles de Bourbon archevesque de Rouen, pour raison des mesmes choses porteez par lesdits articles et dez arres du Conseil sur ce intervenus, pour ladite requeste par ledit s^r archevesque respondue et accordee, estre puis apres homologuee en la cour de parlement a paris sur ce ouy Monsieur le procureur general du roy. Larrest de laquelle homologation seront tenus lesdits eschevins apporter es archives de ladicte ville, pour y avoir rccours et sen servir quand besoing sera. Dont acte.

DEMONTHIERS.

XXXVI

(3 Décembre 1631)

(a). — *Le procureur syndic soulève un incident au sujet de la présence à l'assemblee de Mathieu L'Escombart, élu. — Ajournement de la discussion.*

L AN mil six cens trente et un le mercredi troisiesme jour de decembre en lassemblée faicte en la chambre de ville devant nous Gabriel Demonthiers lieutenant du bailly a ponthoise, est comparu M^e Anthoine Thiboust procureur sindic de ladicte ville et habitans lequel nous auroit remontraie quil estoit chargé des antiens conseillers de ville dempescher que Mathieu Lescombart esleu pour le roy audit ponthoise present en ladicte chambre quil eut aucune seance en lassemblee de ville, veu que aucuns de ses predécesseurs esleus nont eu aucune seance en ladicte assemblee, laquelle requeste a este advouee par les antiens conseillers de la presente assemblee et de faire poursuitte par ledit sindic contre M^e Mathieu Lescombart, duquel adveu nous audit sindic (avons) donne acte, ledit lescombart a empesché leffet de ladicte requeste et soustenue

que ses predecesseurs audit office depuis qaurente ans en ca ont tousiours esté mandez en ladicte chambre et assisté en toutes les assemblees generalles et particulieres en ladicte ville, laquelle pocession et jouissance ledit lescombart avoit continue et dit que depuis six ans en ca qu'il est pourveu de son office il a tousiours este mandé ausdictes assemblees et en seance en icelles après les juges ordinaires, en laquelle seance il entend estre maintenu et ou il y soit trouble fera et dira ce quil appartiendra, ledit sindic a soustenu au contraire que ledit lescombart ne peut pretendre aucune pocession de ladicte seance, et de fait que pendant que Me Simon Charton et Toussaint Terrier estoint en charge sur ce que ledit lescombart ladicte seance il auroit este empesche de ce faire par lesdit charton et Terrier; ledit lescombart a dit que le fait allegue desditz charton et terrier nest a propos attendu que ce qui auroit esté allor s fait par ledit charton auroit esté en haine de ce lon nommé Guy Vion son beaufrere auroit este esleu en lassemblee publique collecteur des tailles et par luy ordonné sur la nomination des habitants et neanmoins dit que quelques temps après il auroit esté mandé en ladicte chambre par lesdicts charton et terrier et encorres consequtivement par lesdits Aubry et Caruel apresent eschevins et partant persiste.

Les ratures aprouves en la premiere page.

L'ESCOMBART. THIBOULT.

Et par le procureur du roy a esté dit quil requiert en estre plus amplement deliberé et cependant quil soit procedé a la déliberation des affaires concernant la ville pour lesquelles la presente assemblee a este convoquee le tout sans prejudice aux droitz et proces desdites parties.

C. FOURNYER.

Sur quoy apres avoir ouy le procureur du roy les parties se pourvoiront au parlement a quinsaine pour estre veus sur leurs différans ainssi que de raison et cependant affin que les affaires de ladicte ville ne retardent sera presentement procedé a la delibération des affaires dicelle ainssi quil est accoustumé sans prejudice aux droictz et procès des parties.

(b). — *Les échevins se plaignent d'avoir été calomniés par l'argentier dans un exploit qui leur a été signifié. Il est convenu qu'on supprimera l'original et les copies de l'exploit.*

Et depuis et ledit jour troisiesme jour et an que desus nous auroit esté remonstré par lesditz eschevins de ladicte ville que le saisiesme octobre dernier passe Henry Petit argentier de ladicte ville leur auroit fait signifier par de

Gueingue sergent mesme laissé coppie de certaine signification qui luy auroit este faicte par Me Anthoine Thyboust procureur sindic de ladicte ville, laquelle estoit plaine diniures et calomnies contre lhonneur et reputation desditz eschevins requerant Me David Aubry et Pasquier Caruel eschevins que lecture feut faicte de ladicte signification et que apres icelle entendue la compaignie eut a leur en faires raison et justice sur icelles et quilz estoint prestz de se justifier des calomnies y contenues de laquelle lecture auroit estee faicte en presence de ladicte compaignie ladvis a este affin quil n'en feust a ladvenir fait aucune mention de ladicte signification laquelle ilz n'ont peu approuver; quelle feut raporter ensemble loriginal dicelle par ledit Me Anthoine Thiboust sindic et ledit Petit argentier pour les coppies ensemble loriginal estre mis entre nos mains. Veu lequel advis ensemble ouy ledit Thyboust et Petit argentier avons ordonné quils raporteront loriginal de ladicte signification et coppies pour estre mis entre nos mains et a ceste fin sen purgeront par serment affin quil nen soit plus parlé a ladvenir et deuement supprime.

DEMONTHIERS.

On lit en note :

Cest acte dernier a este redigé contre le resultat de l'assemblee, ayant esté par icelle arresté quil nen seroit escript aucunes choses, et que le differend en demeureroit simplement oublie. En ceci on a surpris la religion de Monsieur le Lieutenant partant cest acte doit demeurer sans credit et sans authorité.

(c). — *Il est enjoint aux échevins de communiquer au procureur du roy les affaires qui doivent être mises en délibération avant la convocation des Assemblées.*

Et a linstant et ledit jour et heure Me Charles Cossart advocat du roy audit Ponthoize nous auroit este remonstre et a ladicte assemblee que les eschevins et sindic de ladicte ville negligeoint de luy communiquer les affaires de ladicte ville estant apraister aux assemblees qui se convoquent ce qui est nécessaires et sont tenues de ce faire auparavant la convocation dicelle affin que meurement et pour le deub de sa charge il puisse adviser a ce qui en doibt estre delibere et en conferer avec le procureur du roy ce quil a requis estre ainssi ordonne, luy qui est obligé pour le deub de sa charge de porter la parole du resultat et delibération entre luy et ledit procureur du roy et ce avant que faire aucune poursuittes. Sur quoy prins ladvis des assistans avoir ordonne que doresnavant avant que lesditz eschevins convoquent par nostre permission les antiens officiers et conseillers de ville que lesditz eschevins et sindic seront tenus d'advertir ledit advocat et procureur du roy du subjet de l'assemblee affin quilz conferent ensemble sur ce qui sera a deliberer en icelle assemblee.

DEMONTHIERS.

XXXVI

(15 Novembre 1630. — 31 Mars 1631)

Homologation d'une transaction sur procès intervenue entre la ville de Pontoise et l'archevêque de Rouen, au sujet du Grand-Vicariat

Extraict des registres du Parlement (1)

Entre les eschevins, sindicq et habitans de Pontoise demandeurs en requeste par eux presentée a lad. cour le troisiesme jour de decembre mil six cens trente, tendante à ce que certain escrit faict entre eux et le sieur deffendeur cy apres nommé le quinziesme novembre et dernier sur proces et differens qu'ils avoient l'un à l'encontre de l'autre, en cette cour soit Emologué et en ce faisant gardé, observé et executté et a cette fin registré au greffe d'icelle pour y avoir recours quand besoin sera d'une part et messire François de Harlay archevesque de Rouen primat de Normandie deffendeur d'une part appointé est, Oüy le procureur general du roy que la cour du consentement dud. sieur archevesque et desd. eschevins a Emologué et Emologue led. escript du quinziesme novembre mil six cens trente dernier, inceré en fin des presentes a ordonné et ordonne que led. escript sera par eux gardé et observé selon sa forme et teneur. Ensuit le contenu aud. escrit.

A Monseigneur l'Illustrissime et Reverendissime Archevesque de Rouen nostre prelat et pasteur, vous Remonstrent humblement les eschevins sindicq et habitans de la ville de Pontoise que comme par cy devant par les lettres de provision du grand vicariat de Pontoise en Vexin le François par vous conferé a Me Jacque Jacquart a present grand vicaire vous vous fussiez reservé entierement le manoir appellé vulgairement le Vicariat estant en lad. ville laissant par ce moien le grand vicaire sans logement et apres avoir mesme par vous faict changer le sceau antien dud. vicariat et permis le demembrement de la chapelle estant dans led. manoir, le tout au grand preiudice des droits, privileges, honneurs, prerogatives acquis de toute antienneté par les arrests du grand conseil avec messire Charles de Bourbon archevesque de Rouen l'un de vos predecesseurs, proces se seroit meü entre vous et lesd. habitans pour raison de ce qui est encore pendant et indecis par devant nos seigneurs de la cour de parlement de Paris, lequel proces lesd. habitans desireroient trop mieux retrancher et terminer avec vous a l'amiable et sous une douce reconsiliation, vous, Monseigneur qui este leur prelat et pasteur que d'entrer plus avant dans les aigreurs d'une fascheuse proceddure, ce qui sera donc plus facille d'effectuer;

(1) Cette copie est transcrite dans le registre à la suite de la délibération du 3 déc. 1631, dont elle est séparée par une demi-page laissée en blanc.

or il vous plaise, mond. seigneur, consentir et accorder auxd. habitans les choses qui Ensuivent :

1. — Premierement que le grand vicaire de Pontoise et du païs le Vexin le François aura son logement a l'advenir audit Pontoise en vostre hostel appellé vulgairement le Vicariat ou par le passé et de touttes memoires d'hommes les grands vicaires ses predecesseurs ont faict leur residance ;

2. — Que l'antien sceau sera remis et restably fors touttes fois qu'au lieu des armes de feu monseigneur de Bourbon, graver les vostres au mesme costé et plaee ;

3. — Que lad. chappelle estant dans le pourpris de vostredit hostel appellé comme dit est, le vicariat, demeurera a perpetuité annexée aud. vicariat comme elle a esté cy devant ;

4. — Que les sinodes seront tenus et continuez par chacun an aux jours et lieux accoustumez ;

5. — Oultre ce qu'auccun des grands vicaires de mond. seigneur et officiaux de Roüen ne pouront estendre aucunement leur pouvoir en quelque façon que se soit tant pour le faict de la collation des benefices qu'aucun acte de jurisdiction ou autremen dans le destroict dud. vicariat dud. Pontoise et du Vexin le François et de toutes les choses et accords susd. donner une declaration que aagreerez estre publiée et Emologuée tant en la cour de parlement de Paris qu'en touttes lesd. jurisdictions et lieux ou besoin sera ou lesd. habitans adviseront bon estre a faire ; c'est ce dont, Monseigneur, lesd. eschevins, scindicq et habitans vous supplient et se departent du proces quils ont pendant en lad. cour que partant demeurera assoupy et terminé et continuront l'honneur respect et debvoir qu'ils vous doivent signé enfin Aubry, Caruel et Thiboust et plus bas est aussi escript :

Nous François Archevesque de Roüen primat de Normandie avons accordé auxd. eschevins scindicq et habitans de lad. ville de Pontoise tout le contenu en la presente requeste pour par eux des ce present et a l'advenir jouir et user du contenu es cinq articles de la presente que nous entendons et voulons estre Emologuée partout ou besoin sera pour foy de quoy nous avons signé la presente de nostre main et faict coutresigner par nostre secretaire ordinaire et apposer le cachet de nos armes a Paris le quinziesme novembre mil six cens trente signé François archevesque de Roüen et plus bas par mond. seigneur l'Illustrissime et reverendissime Dailly etc.

Scellée du cachet des armes dud. seigneur faict en parlement le trente et un et dernier jour de may mil six cens trente et un collation signé Enfin Dumergue, avec paraphe.

Enregistré au baillage le second may mil six cens trente et un. Chevallier greffier.

Suivent sur le registre quatre pages et demie laissées en blanc.

XXXVII

La peste fait sa réapparition. L'Assemblée de ville se préoccupe de mettre un prêtre à la disposition des malades, chargé de les assister et de leur administrer les Saints Sacrements.

(12 Mai 1633)

Lan mil six cens trente trois le mercredy douziesme jour de may en lassemblaye faicte pardevant nous Gabriel Demonthiers escuier seigneur de S[t] Martin lieutenant de pontoise en la presence des officiers de ceste dicte ville advocat et procureur du roy conseilliers et paires de ville en encores en la presence de M. Legrant vicquaire dudit pontoise M[e] Philippe Panessay presbtre et lun des chanoines de leglise de S[t] Mellon M[e] Mellon Soret presbtre lun des curés de S[t] Maclou et M[e] Pierre Fraguier presbtre curé de léglise de S[t] Andre de Pontoise le tout convocquez par les eschevins et sindic de cette dicte ville.

Lesquelz nous auroientz dict et remonstre que despuis peu il ont este advertis qu'en cette dicte ville et faubourgtz il y a des personnes frappees de la maladye contagion et que de jour en jour le mal vast pululant et augmentent les personnes qui en sont attrappees meurent sens confaission et administration des s[t] sacremens daultant que le presbtre qui avoit acoustume duser de cette charitté a assister les malades est decedde et despuis le temptz de son decedz il ne sest presente aulcuns presbtres ny religieux pour exercer cette piesté cest pourquoy pour eviter a la perte des ames il est de besoin et est de necessite de promptement y remedier.

Ceste affaires ayant este mise en deliberation et appres plusieurs advis verballement proposes a este arreste et resolu par lassemblaye que Monsieur Legrant vicquaire prendra la peine sur loffre par luy presentement faicte de voir Messieurs les reverendz perres capucins scavoir deux silz ont pour agreable de faire la charitté de lun dentre eux pour assister les malades de la contagion de cette ville pour leur administrer les s[ts] sacrements ou a leur refus se retirer vers les maisons des reverendz peres cordelliers Jésuiste ou mathurins et en cas de refus choisir un presbtre secullier qui sera porte de charite a semploier a faire lad. office Lesquelz prometterontz et sobligerontz sy tost quil y aura aulcun habitten malade de la contagion quil sexposerontz sans retardation sy tost que lon leur en donnera advis pour les assister et administrer les s[ts] sacremens et pour ce faire donnerontz assurence a perpetuite dentrer au premier advis semonce quil leur sera donné et faicte par Messieurs les eschevins le tout sans toutes fois prejudicier aux previlleges et droictz de la ville confirmez par arrest de la Cour de parlement contre les dames religieuses prieure de lhostel dieu de

cette ville par lequel elle sont condamné de donner un prestre pour assister lesd. malades de la contagion et ce a ces despens en consideration des osmones et liberalites faicte et exercee en lad. maison pour subvenir aux affliges dycelle.

(Sans signature).

XXXVIII

La peste augmente : elle vient de se déclarer dans trois maisons. Il est à craindre que la ville ne soit totalement infectée, faute d'avoir un local où l'on puisse transporter les malades. Les dames de l'Hôtel-Dieu, s'obstinant, malgré les arrêts du Parlement, à refuser l'entrée du lieu destiné à la réception et au pansement des malades, l'Assemblée décide que le lieutenant, assisté des gens du roi, des échevins et syndic, enjoindront à la prieure et aux religieuses d'avoir à obéir aux décisions de la justice.

(17 Mai 1633)

Lan mil six cent trente trois le mardi xvii[e] jour de may deux heures de rellevee a lensemble convoquee faicte en la chambre de ville ou prezidoit Mons[r] le lieutenant de ponthoize et ce en la presence de ladvocat et procureur du roy, sur la requeste faicte par les eschevins et sindicq de la ville de ponthoize qui nous auroient dict et remonstre que depuis la derniere assemblee du xiiii[e] (1) de ce present mois et cy dessus transcripte que la maladye contagieuse est grandement augmentee si grandement a ce jourdhuy mattin que trois maisons ont este atrapee de lad. maladye et que de jour en jour il y a crainte quelle ne saugmente et que tout le mal procedde fault davoir ung lieu ou lon puisse faire transporter les persones qui en sont frappees et quil ny a aultre lieu plus propre et afecte et destine pour la reception et pensement desditz malades que lhostel dieu de ponthoize ou il y a ung hospital distaint et separé du grand hospital pour la reception des malades de ladite contagion, ainsy quil a este juge et confirme par les arrestz de la Court qui en sont intervenus apres avoir veu noz tiltres et possessions immemoriaux ; que le retart ny vault rien et que cest mettre la ville au denger, et veu les sommations et interpellations faictes tant par vous Monsieur le lieutenant en la compagnie de M[rs] les gens du roy et de nous eschevins et syndicq et encores nouvelles sommations a esté faictes par Jollivet sergent ledict jour xiiii[e] et que partant le salut du peuple estant la chose principale a quoy il falloit travailler, requerant

(1) Il y a ici une erreur matérielle : la dernière Assemblée est du 12 mai et non pas du 14.

donc advis pour vous Monsieur et de toulte laddite ensemblee ce qui estoit affaire touchant ladicte execution desdits arretz.

A este delibere que ledict s^r le lieutenant se transportera de rechef dabondant avec MM. les advocat et procureur du roy, eschevins et sindicq, vers la personne de lad. dame prieure et relligieuses de l'hostel dieu lesquelles seront sommes et interpellé pour la derniere fois dobeir et obtemperer aux arrestz de la Court par lesquelz ladicte dame est condamnee a recepvoir en lhospital des pestiferes les malades de lad. maladye qui sont en la ville et de fournir de deux relligieuses et presbtres seculiers, et en cas de refus dobeir ausdicts arrestz de faire en sort quil y soit obey par lad. dame et relligieuses, faire ce quil conviendra pour evitter lexecution desdicts arrestz. Fait en presence de noble home M^e Gilles Cossart prevost en garde de ponthoize, Charles de Machy prevost maire de ponthoize, honorable home M^e Charles Pennesay advocat, Gabriel Lefebure bourgeois, M^e Hypolite Lefebure grenetier, M^e Gabriel Honoré advocat, Nicolas Soret, Jehan Letellier, Pasquier Caruel bourgeois, M^e Gabriel Chevallier, et Jehan Petit bourgeois.

Ont signé : Demonthiers, Cossart, Demachy, Cossart, Fournyer, Pannesay ancien eschevin, Lefebure, Lefebure, Denoie, N. Soret, Tellier, P. Caruel, Chevallier, Je. Petit, Duval, Lanquier, Duboys sindicq, Legros.

XXXIX

Nomination et installation de François Leroux comme Principal du Collège

(16 Sept. — 4 et 14 Nov. 1633)

L'an mil six cens trente trois le XVI^e septembre en lassemblee convoquee par les eschevins et sindic de Pontoise en la chambre de ville ou présidoit M. le lieutenant de pontoise en la presence des advocatz et procureur du roi officiers de la ville et entiens conseilliers dicelle.

Sur la remonstrance faicte par lesd. eschevins et sindic que le college dudict pontoise estoit ung mois y a et plus sans principal quil estoit necessaire dy pourvoir ad ce quil pleut a la compagnie den deliberer.

A este areste et delibéré que ledict s^r lieutenant seroit prié de se transporter avecq ledict Duval lun desd. eschevins assistes aussy de lung des prevotz du college a paris vers M^r Andre Duval professeur du roy en theologie et docteur de Sorbonne et vers M^r Jacque Charton chanoine et penitencier en l'Église notre Dame dud. paris et docteur de Sorbonne pour les prier de nous donner et choissir une personne capable pour faire lad. charge de principal et auquel sera donne la direction des regens portiers et escoliers et admettre ou

despoceder lesdictz regens et portiers de les faire monter ou descendre de classe de faire observer du mieux quy luy sera posible les status et reiglemens dudict college la disposition et observation desquelles status et reiglemens sera laissee a la bonne prudence et conduicte dudict principal avecq toute la disipline dudict college et auquel prinsipal sera donne les clesz gaiges que lesd. eschevins adviseront avec luy.

Et le IIII^e^ jour de novembre aud. an en lasemblee tenue comme dessus led. s^r^ lieutenant et led. Duval eschevin auroit raporté avoir este assiste dud. M^e^ Nicolas Charton prevost du college expres à Paris vers lesd. s^rs^ Duval et Charton docteurs les prier de nous donner et choisir une personne capable pour principal aud. college tels quilz adviseront trop mieux ce quilz auroint promis et den eslire au plutost Ensuitte de quoy ilz auroient mande quilz auroient jette loeil sur le nomme M^r^ François Leroux presbtre bachellier en theologie de la faculté de Paris demeurant au college de Lisieux tres capable pour faire lad. charge et dont ilz auroient certiffier la compagnie et requis lesd. eschevins den estre delibere.

Sur ce a este advise que led. s^r^ lieutenant seroit prie de se transporter derechef avecq lun de ses eschevins pour prier led. s^r^ Leroux daccepter lad. charge et de traiter avecq luy tant de son logement que gages aussy quilz adviseroint suivant ce quil auroit este cydevant delibéré.

Suivant laquelle deliberation led. sieur lieutenant assisté dud. Charton se seroient derechef transporter vers lesd. sieurs Duval et Charton, docteurs et dud. Leroux pour arester et traicter avecq led. Roux de lad. charge de principal ce quilz aurointz faict en la presence desdictz s^rs^ Duval et Charton docteurs et pour le traicté ils auroint retenu led. Leroux pour principal aud. college et direction des regens portier et escoliers suivant la deliberation cy dessus a la charge de luy donner la somme de cinq cens cinquante livres par an le loger aud. college es chambre et lieux de dessus la chapelle ou soulloit se tenir ses predecesseurs avecq le jardin quy sera entretenu par un jardinier aux despens du college et a luy donner jour pour faire le service a lundy prochin quatorziesme novembre mil six cens trente trois.

Et ledict jour quatorziesme novembre aud. an devant nous lieutenant susnomme en la presence des advocat et procureur du roy officiers et aulcuns conseilliers de ville lesdictz eschevins nous auroint presente led. M. François Leroux presbtre bachellier en theologie en la fagulté de Paris ad ce present poursuivant la deliberation cy dessus de faire le serment de se bien comporter en la charge de principal aud. college pour avoir la direction sur les regens portier et escoliers dadmettre ou renvoier lesd. regens ou portier de faire monter ou descendre de clase de faire observer du mieux quy luy sera posible les status et reiglemens dud. college quy se lisent annuellement lors de la visite diceluy, la disposition et observance desquels status et reiglemens ont este lessée a la bonne prudence et bonne conduite dud. sieur Leroux avecq toute la disipline

du college ce quil a jure et promis faire et auquel s^r^ Leroux sera donne par chacun *(an)* la some de cinq cens cinquante livres paiable de quartier en quartier par le recepveur du college par bureau ainsy quil est acoustume avecq le logement des chambres et lieux de dessus la chapelle ce que souloit tenir le principal precedent avecq le grand jardin entretenu par un jardinier de sa fason par an aux frais dud. college. faict les an et jour susdictz.

(Sans signature).

XL

(3 Octobre 1633)

L'assemblée est d'avis que les échevins et le syndic sont égaux entr'eux et que la qualification de premier échevin prise par l'un des échevins ne peut être admise sans préjudice à l'autorité de ses autres collègues.

L'an mil six cens trente trois le lundy troisiesme jour doctobre neuf heures du mattin en lassemblee convocquée en la chambre de ville ou presidoit Gabriel Demonthiers escuier sig^r^ de S^t^ Martin conseillier du roy nre sire lieutenant du bailly de senlis au siege de pontoise en la présence des prevostz en garde et maire dud. pontoise et ladvocat et procureur du roy et des enciens officiers pairs et conseilliers de ville, sur la remonstrance faicte par Gabriel Duboys procureur sindic d. lad. du procedde de m^e^ François Duval lun des eschevins dicelle ville lequel sur loccasion de quelques differans meus pour raison de la collecte des tailles de la presente annee, devolue par appel d. leslu particullier d. lad. ville en la cour des aydes a Paris auroit despuis quelques jours baille requeste a lad. cour tendant a reiglement tant contre led. Duboys que contre M^e^ Jehan Lanquier son colegue contenant en substence que ledict Duboys et Lenquier lauroyent beaucoup offence et meprise pour avoir a son discors et sans lui conferer faict sonner la cloche et procedder a leslexion de quelques collecteurs luy qui est le premier eschevin de lad. ville ce que led. Lanquier ne setoit peu arroger non plus que led. Duboys quy na aulcune voix deliberatifve avec les eschevins aux affaires de la ville estant sa charge den executer simplement les mandemens et resolutions pour raison de quoy et pour prevenir les emotions et tumulte quy pouroient suivre telz proces il auroit par lad. requeste tant contre led. Lanquier que Duboys conclud aux fins que deffence leur fussent faictes de plus user de telles voies et pour lavoir faict au mepris et desavange dud. Duval premier eschevin, ils fussent chacun en leur regard condamner en quarentes livres damende applicquable aux pauvres de lhostel Dieu de ponthoise duquel procedez ainsy faict par led. Duval se disent lesd. Lanquier et Duboys beaucoup et sans cause offencez tant parce que lexpositif de lad. requeste nestoit veritable nayent rien faict en lad. collecte sans

en avoir adverty led. Duval parce que par cette requeste il sarrogoit une qualite nouvelle et quanditte en lad. ville ou telle deffance deschevins navoit oncq este recue par cequ'il ny eust jamais de premier eschevin, mais sont les deux esgaultz en qualite mesme au desadventage particullier dudict Duboys sindic quil vouloit priver de laucthorité attribuée a sa charge exposant que le sindic na aulcune voix deliberatifve avec lesd. eschevins differand quy ne fust aussy james advise en lad. ville ou le sindic nest point sindic deschevins mais sindic de tous les habittans ayant la premiere et principalle direction des affaires la deliberation desquelles ne se peult faire sans luy et partant esgal en credit et en auctorite avec lesdictz eschevins de faict que cette charge de temptz immemorial navoit este remplie que de personnes lettres les plus honorable et les plus califfiez de lad. ville auroient pour cest effaict lesd. Lanquier Duboys requis lassemblee de leur pourvoir sur ces iniures ainsy que de raison. Laffaire mise en deliberation a esté arrestée par cette qualitte de premier eschevin prise par led. Duval par lexpositif de lad. requeste ne sera soufferte telle destinction nayant jamais este recue entre les eschevins et sindic de lad. ville lesquelz ne faisent qu'un corpz ne doibvent se prevalloir les uns au pardessus les aultres ains mutuellement lesdictz eschevins avec le sindic dun commun accord et pouvoir esgal doibvent traicter les affaires quy surviennent et conspirer a meme intherest scavoir celluy du public sans que lesdictz eschevins ou aulcun deux puissent faire aulcune deliberation ny respondre aulcune requeste ny faire aulcuns aultres actes consernant leurs charges sinon conjoinctement avec le sindic portant que led. Duval sera somme et interpellé de par lad. assemblee de soy departir et desister de lad. instance et requeste pour vivre a ladvenir avec led. Lanquier et Duboys ses colegues en bonne intelligence et concorde sans pouvoir par eux rien entreprendre sans l'avoir deliberé et resolu aisanblement par ce que de telles divisions la chose publicque ne pouvoit que souffrir et s'empirer. Et ou de ce faire led. Duval soit refusant lun ou deux de la compagnie serontz deputes pour intervenir en lad. instance au nom de tous les habittans de lad. ville pour desadvouer la requeste presentee a la cour par led. Duval et au surplus requerir et supplier lad. court den renvoier dinstance par devant le conseil de lad. ville pour y estre les parties reigléz ainsi que de raison Et au regard de linstance pendente par devant nos seigneurs de la cour des aydes entre les trois nouveaux et cinq aultres collecteurs des tailles de lad. ville il a este areste que les habittans de lad. ville ne presteront aulcun intherest dedans les differant ains le laisseront debattre et terminer entre lesd. entiens et nouveaux collecteurs sans que lad. ville cy interesse aulcunement.

Et quant aux remonstrances faictes par ladvocat et procureur du roy que pour éviter a telles desordres ilz ont intherest qua ladvenir aulcune ensemblée ne soit convoquée sans leur deliberation, a este aussi arresté que les assemblée de lad. ville de ponthoise tant particulieres que generales ne pouroient estre convoquée quen la maniere acoustumée par les eschevins et gens du roy soubz la permission du magistrat.

Et a linstant led. Duval et Duboys ont este advertis par la compagnie de la presente deliberation et se sont veus a cest effaict.

DEMOMTHIERS,
par le deceds de notre predecesseur.

Suivent neuf pages laissées en blanc.

Sur la dixième page, on lit un commencement de procès-verbal ainsi conçu :

L'an mil six cens trente trois le lundy quatorziesme jour de novembre neuf heure du mattin a l'assemblée faict par devant nous Gabriel.....

Suivent huit autres pages laissées en blanc.

XLI

(14 Juillet 1634)

(a). — *Difficultés avec les élus de Gisors, qui émettent la prétention de procéder à l'assiette de la taille de Pontoise. — Les échevins reçoivent mandat de résister à cette prétention.*

L'AN mil six cens trente quatre le vendredy quatorziesme jour de julliet apres midy en l'assemblé faict en la chambre de ville faict assemblee et convoquée par les eschevins et sindic dudit ponthoise ou presidoit Charles de Monthiers escuyer lieutenant de ponthoise en la presence des prevostz en garde et maire dud. ponthoise des advocatz et procureur du roy de lad. ville et antiens conseiller et perre de ville.

Sur la remonstranse faict par les eschevins et sindic de lad. ville dud. ponthoise quilz ont este advertis que les presidant et esleus de Gisors poursuyvent au conseil prive du roy pour obtenir en consequence de ledict et declaration du roy, arrestz pour proceder par eux a lassiette des tailles avec les asseieurs et collecteurs dudit ponthoise et faire casse larrestz par lesd. eschevins obtenu à la court des Aydes de Paris affin que nous eussions a en deliberer.

A este arreste et delibere que lesd. eschevins et sindic ont este et dabondant auctorise dempescher les pretentions desd. eslus de Gisors et faire en telle sorte que larrestz obtenu en lad. court des Aydes par les eschevins de ponthoise cy apres transcript soict execute et observe et faire en telle sorte que lesd. esleus de Gisors ne puisse rien enticiper sur les privileges et auctorite de lad. ville et eslection dud. ponthoise.

Item a este deliberé que les deux articles de la commission envoye par les esleus de Gisors pour lever sur les habitans de ponthoise en datte du XXVIII[e] juint de la presente annee montant la premiere onze cent quatre vingt treize livres quatre solz et la seconde montant a treize cens soixante seize livres saize sols ne seront point assiz ny impose avec les autres sommes contenues en lad. commission daultant que icelle article et taxe sont prejudiciable a lad. ville et

partant a este delibere que lesd. eschevins et sindic formeront opposition a lad. taxe et execution de lad. commission a l'esgard desd. deux articles cy dessus.

Item sur la remonstrance faict par lesd. eschevins que le jour dhier lesleu de ponthoise auroit donne jugement par lequel il auroit condamne les collecteurs esleus pour ceste presente annee de faire lassiette avec la collecte qui est au prejudice et contre larrestz obtenu comme dict est de la court des Aydes.

A este arreste et delibere que sans avoir esgard aud. jugement rendu par led. esleu que larrest donne au proffict desdits eschevins par nos dictz sieurs de la court des aydes sera execute de point en point et lesd. eschevins de bailler telz adveu acquis et indamnités auxd. asseieurs esleus cest presente annee pour le faict de lad. assiette ainsy quilz adviseront bon estre et a ceste fin ont este auctorizes.

(b). — *Saisie des deniers de l'octroi opérée par Petit, ancien argentier. — Les échevins sont autorisés à en poursuivre la mainlevée.*

Item sur la remontrance faict touchant la saisie des deniers de loctroy et patrimonneaux a la requeste dud. Me Jehan Petit naguere argentier.

A este arreste que les eschevins poursuivront la mainlevee desd. deniers saisys et feront telle offre aud. Petit de payer linterest ainsy quils adviseront bon estre et a ceste fin ont este auctorisez.

Ont signé : Demonthiers, Demachy, Cossart, Fournyer, Duboys, Chevallier, Canuel, Tellier, Honoré, N. Soret.

XLII

(23 Juillet 1634)

Suite des difficultés avec les élus de Gisors au sujet de l'assiette et de la perception des impôts. — Extrait d'un arrêt de la Cour des aides du 16 juin 1634.

L'an mil six cent trente quatre le dimanche vingt troisiesme jour de julliet huict heures du matin en lassemblee faicte en la chambre de ville de ponthoise convoquee par les eschevins et scindic dud. lieu pardevant nous Charles Demonthiers escuier seigneur de St Martin conseiller du roy nostre sire lieutenant civil et criminel de monseigneur le bailly de Senlis au siege de Bailliage ville et chastellenie de ponthoise Et en la personne de quelques officiers dud. lieu et de ladvocat du roy et de plusieurs conseillers et peres de ville, lesd. eschevins et scindic nous auroyent dit et remonstré qu'en consequance de l'innovation et entreprise de juridiction, que les president et esleus de Gisors

vouloyent faire sur la cour et jurisdiction de la ville chastellenerie et eslection specifie par lacte precedant de lad. assemblee faicte pardevant nous le troisiesme jour de juin dernier (1) lesd. eschevins et scindic auroyent obtenu arest de nosseigneurs de la court des aydes à Paris par lequel deffences auroyent esté faictes auxd. esleus de Gisors de rien innover d'entreprendre aucune court et jurisdiction dans la ville et eslection dud. ponthoise, sur les poenes portees par led. arest lequel arest auroit esté signifié auxd. esleus et en suitte duquel arest iceux esleus de Gisors se seroyent pourveus, sur requeste presentee au roy et a nosseigneurs de son conseil et sur icelle obtenu arest du sixiesme de ce present mois portant en substance qu'en execution de l'arrest de lannee XVI C vingt sept ils prendroyent congnoissance des nobles exemps et privilegies de lad. ville et eslection de ponthoise le tout par forme de provision sans que pour ce lesleu particulier de ponthoise en peult prendre aucune congnoissance, lequel arest ils auroyent faict signifier ausd. eschevins par Jumel sergent et lesquels eschevins auroyent faict protestation de se pourveoir par opposition contre iceluy arest attendu qu'il avoit este subreptifvement obtenu et au preiudice de lad. protestation iceux esleus non comptans de vouloir executer ce qui est mandé par led. arest ils se veullent immisser a faire l'assiette des tailles dud. pontoise et vilages d'icelle eslection et cottizer les exemps et de faict ils ont le jour d'hier par Jumel sergent faict signifier ausdictz asseieurs et collecteurs de lad. ville de ponthoise pour cette presente annee ensemble ceux de l'eslection d'apporter vers eux les roolles d'icelle ville et des paroisses de lad. Eslection pour sur iceux et en la presence desd. Esleus asseoir et imposer les exemps dudit ponthoise pour apres faire l'assiette des contribuables encores que par l'arrest par eux obtenu quil n'en soit aucunement parlé, ce qui porte grand préiudice aux droictz et privileges de lad. ville et eslection et que si telle innovation estoit permise et tolleree il ne faudroit plus d'eslection aud. ponthoise. C'est pourquoy lesd. eschevins nous ont requis que nous eussions a en delibérer.

Surquoy prins ladvis de tous les notables de lad. ville cy dessus,

A esté arresté et délibéré qu'en ce qui regarde les notables et privilegiez de lad. ville et chastellenie et eslection dudit ponthoise qu'auparavant quilz (2) de former opposition a lexecution des arestz du conseil du roy en lannee XVI C XXVII et du sixiesme de ce present mois que lesd. eschevins scindic ou l'un d'eux se transporteront en la ville de paris pour consulter et prendre advis avec deux fameux advocatz sy lesd. eschevins sont bien fondez et recepvable de se joindre avec l'esleu de ponthoise pour ensemblement se pourveoir par devant nosd. seigneurs du conseil en rapport desd. arestz obtenus par lesd. esleus de Gizors de nosdictz seigneurs du conseil a lencontre de lesleu particulier dud. ponthoise en ce qui regarde non seullement la congnoissance des

(1) Le procès-verbal de cette assemblée n'a pas été transcrit sur le registre.

(2) Le mot *quilz* écrit sur le registre est ici inutile ou correspond à une autre tournure de phrase que le rédacteur n'a pas employée.

nobles et priviliegez et que sy par ladvis desd. advocatz il se trouve que lesd. eschevins et scindic soyent bien fondez de se joindre avec led. esleu en rapport desd. deux arestz et de former opposition sur iceux lesd. eschevins et scindic sont advouez et authorisez advons et authorisons de se joindre avec led. esleu de ponthoise pour former telle opposition et presenter telle requeste a nosd. seigneurs du conseil ou autre ainsi quils adviseront bon estre a condition toutefois que led. esleu de ponthoise en fera les frais et poursuittes seul et a ses despens.

Et pour ce qui regarde le surplus de l'entreprise que lesd. esleus de Gizors veullent s'immiscer de faire dasseoir et imposer les exemps dudit ponthoise et eslections qui sont cassez par l'eedict et declaration du roy a esté aussy arresté que lesdictz eschevins et scindic pouront former telle empeschement et oppositions quils jugeront et adviseront estre de faire et pour ce se joindre avec led. esleu de ponthoise pour ensemblement se pourveoir par devant nosd. seigneurs du conseil ou autres lieux ainsy quils adviseront aussy estre a faire le tout a commungs fraictz d'entre led. esleu et lad. ville. Et qu'en attendant lesd. eschevins feront empeschement aux assayeurs et collecteurs dudict ponthoise de recongnoistre lesd. eslus de Gizors ny de permettre qu'en leur presence il soit faict aucune acte de cour et de jurisdiction par lesd. esleus et que lesd. assayeurs fassent aucune assiette portent les roolles de lad. ville devant lesd. esleus de Gizors pour asseoir par eux et en la presence desd. assayeurs les pretendus exemps et autres cotisables esd. tailles en quelque sorte et maniere que ce soit et pour ce lesd. eschevins et scindic dacquitter et indamniser lesd. assayeurs et collecteurs de levenement quils en pouvoyent encourir tant en principal dommages et interestz faute d'avoir par lesdictz asseieurs porté les roolles de la taille de lad. ville et estre presens a lassiette et impositions quils veullent faire des pretendus exemps et habitans de lad. ville de laquelle deliberation et advis cy dessus lesd. eschevins et scindic nous ont requis acte a eux octroyé ces presentes pour leur servir et valoir en temps et lieu ce que de raison.

DEMONTHIERS.

Extraict des registres de la Cour des aydes

Veu par la cour la requeste a elle presentée par les eschevins scindic et habitans de la ville chastellenie et eslection de ponthoise contenant que combien que de tout temps immemorial ils soyent du ressort et jurisdiction de l'esleu particulier antien dud. ponthoise pour ce qui regarde le faict des aydes et tailles et par appel en la cour et mesme du bureau des finances de la generalité d'entre seyne et yonne et que du regne du roy charles sixiesme sur la remontrance a lui faicte par les nobles et bourgeois du pais le vexin le françois de ce que soubz pretexte quils avoyent este donnez en ayde au duche de normandye ceux de la province les vouloyent comprendre en toutes les levees quy se faisoyent en ville et rendre iceux subiectz a lad. province Sad. Magesté

entre autres choses auroit par ses lettres patentes donnees a Melun le XXIe juin mil trois cens quatre vingt deux accordé quils payeroyent comme francois et sans quils fussent tenus d'obeir et respondre aucunement aux esleus et commis dud. duché de normandie tellement quils sont tousiours demeurez en cette paisible pocession et neantmoings les president lieutenant et eslues de Gizors qui sont de la province de normandie du resort de cette cour soubz pretexte de leedit faict par le roy au mois de janvier verifié en lad. cour se fondant sur les XLIIII, XLV, XLVI et XLVIII articles dud. eedict sur le reiglement des tailles qui porte que les assayeurs des paroisses se transporteront a jour certain et prefix en la ville ou le bureau des eslections est estably pour proceder a lassiette des tailles ou soubz le nom du substitud du procureur general en lad. eslection de Gizors faict donner des assignations a plusieurs assayeurs et collecteurs de lad. ville et eslection de ponthoise en parlant à la femme d'un nommé Cuvernon l'un des assayeurs collecteurs les auroyent assignez a comparoir pardevant eux en lad. ville de Gizors trouvé au bourg de Marines distant dud. ponthoize de quatre lieues ou lesd. assayeurs et collecteurs n'ont aucun domicille ains en la ville de ponthoise et ce pour en leur personne procedder a l'assiette desd. tailles et a cette fin representer les roolles des tailles des annees precedantes quj est un attentat faict par lesd. eslus de Gizors sur la jurisdiction de lesleu de ponthoise et authorité de la cour et attendu que de tout temps les bourgeois et habitans de lad. chastellenie et eslection dud. ponthoise ont esté tenus pour francois et comme tels ne doivent respondre aux esleus et commis du duché de Normandie et ne doibvent pour le faict des aydes et finances respondre en premiere jurisdiction que pardevant lesleu antien de lad. ville de ponthoise et par appel en la cour, que les assignations (1) aussy donnees aux assayeurs et collecteurs des tailles de lad. ville et eslection de ponthoise mesmes hors leur demeure et domicille a comparoir en lad. ville de Gizors ne sont que vexations contre l'authorité de lad. cour requerant quil plust a lad. cour descharger lesd. assayeurs et collecteurs des assignations a eux donnees a comparoir aud. Gizors a la requeste du substitud du procureur general aud. lieu faire deffences ausd. president lieutenant et eslus dud. Gizors de prendre aucune congnoissance pour le faict des aydes et tailles en lestendue de lad. eslection de ponthoise a poenne de nulité cassation de procedure et de quatre mil livres damande, contre chacun des contrevenans et a tous huissiers ou sergens de faire aucuns exploictz pour raison de ce sur pareilles poennes et de suspention de leurs charges et en cas de contestation ordonner que executoire sera delivre contre les contrevenans de lad. somme de quatre mil livres damande et permis aux supplians de les faire arrester et emprisonner en vertu du present arest que les huissiers et sergens qui ont donné lesd. assignations hors le resort de lad. cour seront assignez a comparoir en personnes en lad. cour pour respondre sur les conclusions que led. procureur général voudra contre eux prendre, et en ce faisant maintenir et garder les supplians en la

(1) Le texte porte par erreur matérielle *assayeurs*.

pocession de leurs privileges et exemptions droictz et franchises, dont ils ont acoustumé jouir, et ce pendant affin que les deniers de Sa Magesté ne soyent retardez, que les assiettes et levees diceux se feront en lad. ville de ponthoise en la maniere acoustume jusques a ce que par la cour en ait autrement esté ordonné et en oultre eniondre audit esleu et substitud de tenir la main a lexecution dud. arest a poene d'en respondre en leur privé nom veu aussy les lettres patentes du roy charles sixiesme susdattees, lexploit d'assignation donne ausd. assayeurs a comparoir pardevant lesd. eslus de Gizors conclusions du procureur general tout consideré La Cour ayant esgard a lad. requeste a deschargé et descharge les supplians assayeurs et collecteurs des paroisses de l'eslection particuliere de ponthoise des assignations a eux donnees pardevant les presidant lieutenant et eslus de l'eslection de Gizors, Ce faisant a faict et faict inhibition et deffences ausd. presidant lieutenant et eslus de Gizors de prendre aucune congnoissance pour le faict des aydes et tailles en lestendue de lad. eslection particuliere de ponthoise a poene de nulité cassation de procedure et de mil livres damende, et a tous huissiers sergens de faire aucuns exploictz pour raison de ce sur pareille poenes et de suspention de leurs charges et ce pendant par maniere de provision sans preiudice des droictz des parties au principal et que les deniers de sa maiesté ne soyent retardez a ordonné et ordonne quil sera incessamment proceddé a l'assiette et impositions et collecte des tailles des paroisses de lad. eslection particuliere de ponthoise en la maniere acoustumee, jusques a ce que autrement par la cour en ayt esté ordonné a enioinct et enioinct au substitud du procureur general du roy en lad. eslection particuliere de ponthoise de tenir la main a lexecution du present arest a poene d'en respondre en son privé nom, et outre ordonne lad. cour que le present arest sera executé sur son extraict prononcé le treiziesme jour de juin mil six cens trente quatre. Signé Bouché.

Deux lignes de la fin du texte précédent occupent le haut d'une page dont le recto est laissé en blanc de même que le verso de cette page. Manque ensuite un feuillet qui a été arraché.

XLIII

(24 Novembre 1634)

(a). — *Jean Petit, ancien argentier, ayant assigné la ville en paiement du reliquat de son compte, les échevins demandent de faire un arrangement avec lui.*

L'an mil six cens trente quatre le vingt quatriesme jour de novembre avent midy en lassemblaye convocqué en la chambre du Conseil de la ville de pontoise pardevant nous Charles Demonthiers escuier sieur de S[t] Martin lieutenent de lad. ville de pontoise en la presence des advocat et procureur du roy notre sire aud. pontoise et des entiens pairs et conseilliers dicelle.

Sur la remonstrance faicte par les eschevins et sindic des habittens dud. pontoise sur la requeste desquelz la convocquation auroit este faicte ou ilz nous auroient dict et remonstre quil luy avoit plusieurs affaires dimportance dont il convenoit et estoit necessaire de remedier La premiere desquelles estoit que le nomme Me Jean Petit nagueres argentier et recepveur des deniers communs et doctroy de cette ville les auroit faict assigner pardevant noz signeurs de la court des aydes de paris aux fins de luy paier la somme de deux mil deux cens tant de livres avec les intherestz dicelle jusque a lactuel paiement quy luy sont deubt par le relicat du compte par luy rendu pardevant noz signeurs de la chambre des comptes de paris et quil estoit de besoin pour trancher le cours dun grant proces dyremedier.

(b). — *Les Ursulines demandent la concession d'une fontaine dans leur couvent.*

Item la maires religieuse et superieure et couvent des Ursulines de lad. ville auroient presente reqte ad ce quy leur fust concedde et accorde dedans leur couvent une fontaine prise et tirée de celle de lad. ville pour l'usage non seullement desdictes religieuses et domesticques mais aussy pour les petites filles dicelle ville et fauxbourgs quy sont par lesd. religieuses instruictes gratuitement en la crainte de dieu a lire escripre et autres exercices a elles convenables affin que lad. compagnie eut a donner leurs advis.

(c). — *Étienne Cornu, messager de la ville, réclame contre l'augmentation de ses impôts et demande à ne payer que ce qu'il payait précédemment, à raison des services qu'il rend à la ville.*

Item Estienne Cornu messager ordinaire de cette ville auroit presente reqte par laquelle il expose que de tout temptz au moings despuis quil auroit este recu messager de lad. ville il auroit este seullement impose du corps principal de la taille dud. pontoise a douse deniers tz en consideration des services quil a tousjours rendus et continue de faire pour lad. ville en lad. charge de messager ayent este conserve en lad. coste sens aulcune augmentation sy non que lennée presente que les assaieurs de cette dicte ville lauroit impose à la some de quatre livres dix huict solz tz du corps principal et des aultres tailles a lequipolent sans aulcun subject nayent discontinue le service quil faict continuellement en lad. vîlle et sans aulcun proffit sinon que sept livres dix solz pour ces gaiges ordinaires, cause pourquoy il auroit requis estre descharge desd. cottes et remis en la sommé en quoy il estoit impose au precedent ycelle en lannee trente quatre.

(d). — *Les médecins demandent à payer une somme minime d'impôts par abonnement et à ne pas être choisis comme répartiteurs de l'impôt, à raison des services qu'ils rendent chaque jour aux pauvres et au public.*

Item les medecins de la ville dud. pontoise auroit faict convenir pardevant mons[r] leslu dud. lieu lesd. eschevins et sindic pour voir dire et ordonner que lesd. medecins seront doresnavant mis et imposez a une somme de deniers fort modicque aux tailles de cette dicte ville sans que par appres ils puissent estre augmentez par les assayeurs dud. pontoise au moien du grant bien quilz font et exercent journellement anvers les pauvres malades et public dicelle ville et quilz offrent encores faire gratis lorsque lad. ville sera affligée de la maladye contagieuse comme aussy ilz ne pouront estre eslus et choisis pour faire lassiette et collecte de la taille dud. pontoise.

(e). — *Les échevins et syndic sont menacés d'être élus répartiteurs de l'impôt, ce qui constituerait pour eux une déchéance!*

Item nous auroit dict et remonstre par lesd. eschevins et sindic que de tout temps et de memoire dhomme que les personnes qui estoient honorez appelez et esluz aux charges de cette dicte ville de pontoise avoient appres leur temptz faict este exemptz des charges publiques dicelle ville comme dassaieur et collecteur comme estant les charges deschevin et sindic premieres en honneur que tous les autres, or neanmoins encores que lesd. charges soit de paine et de travail dedans le temptz de lexercice de leur charge naient aultres choses pour recompance que l'honneur islz sont advertis et ont eu advis que certins habittens de cette dicte ville par jalousie et envie de ce que ilz nont pas este appelez et esluz aux charges deschevinat et sindicat ou par quelque aultres innimosite et comme partubateurs de la chose publique menacent journellement quilz mettront et esliront les eschevins et sindic a faire lassiette et collecte de la taille et quilz ne se soucient point du corps de villes ayent leslu pour eux ce quy est au grant prejudice et previlege de ceux qui ont este en charge estant de besoin dy prevoir et remedier.

(f). — *Les Jésuites demandent à acquérir une place vague située près la porte du Bucherel et attenant à leur jardin derrière leur maison.*

Item lesd. eschevins et sindic nous auroient remonstre que proche la porte du bicheret il y a une place vague delaissée sans aulcune habittation et est proche et atenant le jardin de derriere la maison des reverentz paires Jesuittes laquelle place lesd. paires Jesuites desireroient fort en estre accomodez pour

agrandir leur lieu attendu mesme quelle est comme dict est inutille et appartient à cette ville priant lesd. paires Jesuites que la compagnie voullut leur en accommoder pour faire batir et construire ce quil jugeront et adviseront bon estre.

(g). — *Les échevins ont présenté requête au Conseil d'État à l'effet d'obtenir que l'Élu de Gisors établisse à Pontoise un bureau de recette des impôts ; ils proposent d'indemniser l'Élu des frais de l'employé qui tiendrait le bureau.*

Item nous a este remonstre par les desusd. eschevins que longtemptz y a quilz auroient presente req^te^ au roy nostre sire et a noz sign^rs^ de son conseil destat et prive affin quil luy pleult dordonner que le nomme m^e^ françois Lempreul recepveur des tailles de Gisors seroit tenu destablir en cette dicte ville un bureau pour recepvoir les deniers des tailles quy se levent annuellement sur les contribuables de cette ville et des paroisses de lad. elexion ensuitte de laquelle req^te^ il auroit este ordonne que led. Lampreul seroit appelle aux fins dicelle et appres plusieurs contestations et debatz les parties auroient este appointez au conseil et auparavant que icelluy faire juger lesd. eschevins et sindic auroient eu advis par conseil de faire offre aud. Lempreul de limdamniser du commis quil mesteroit en cette dicte ville de le paier aux frais des habittans de cette dicte elexion laquelle offre ilz ne desirent faire sens estre auctorizes de lad. compagnie.

Cest pourquoy lesd. eschevins et sindic nous ont prie de voulloir avec lad. compagnie resoudre et deliberer sur le contenu des sept chefs et articles cy dessus.

Surquoy laffaire ayent este mis en deliberation et sur ce oui messieurs les gens du roy a este resolu.

(a). — *Les échevins sont autorisés à s'entendre avec Jean Petit et à passer d'accord un arrêt.*

En ce quy concerne le premier chef que lesd. eschevins et sindic sont aucthorizez de passer tel arrest au proffit dud. petit tant pour le prinsipal que intherestz dicelluy ensemble pour les despens ainsy quil adviseront bon estre.

(b). — *La concession d'une fontaine est accordée aux Ursulines ; le tuyau de cette fontaine aura la grosseur d'un petit pois.*

Item sur le second chef a este arreste que ausd. religieuses superieure et couvent sera baille et donne une fontaine quy sera prise et tiree du gros tuyau

de lad. ville qui passe devant la maison quy fust à la veuve Nicolas Real appartenant aud. couvent et conduicte a droicte ligne et du mesme pied par un canal que lesd. religieuse seront tenues faire faire despuis led. gros tuyau de la fontaine de lad. ville jusque dedans led. couvent de la grosseur dun petit poix et pour ce faire serontz tenues lesdictes religieuses faire foullier soulz la rue pour y faire une voulte et arcadde par lendroict ou passera la branche de lad. fontaine conceddée dune telle longueur et largeur quy sera necessaire et faire en sorte que le public nen soit aulcunement incomode mesme de faire un regard au pied du mur de lad. arcadde dedans la maison desd. religieuses quy fermera a clefz pour le service de lad. ville auquel lieu et regard y aura un robinet quelles seront tenues faire faire le tout aux despens desd. religieuses et dentretenir par elles tous lesd. lieux laquelle clef sera baillée et demeurera aux (religieuses) [1] pour aller et venir audict regard par ladicte maison mesme de souffrir la visitation dedans leur couvent de ladicte fontaine.

(c). — *La requête du messager est admise : on réglemente ses voyages à Paris.*

Et pour le regard du messager a este arreste quil sera mis en sa premiere cotte de douze deniers du corptz principal de la taille des autres a lequipolent pendent le temps quy sera messager de cette dicte ville a la charge toutes fois de faire deux voiages par chacune semaine de pontoise a paris scavoir le lundy et le vendredy ainsi quil est accoustume avec un coche lequel il sera tenu de tenir bien et dument clos et couvert que les personnes quy y vont dedans nen puissent souffrir aulcun incomodite et sera tenu de partir dud. pontoise despuis le jour de s^{t} Remy jusques a pasque a unze heure du mattin precises et despuis pasque jusques au jour s^{t} Remy a neuf heures precises du mattin.

(d). — *La requête des médecins est rejetée ; les échevins feront toutefois en sorte qu'ils ne soient pas nommés répartiteurs de l'impôt.*

Et en ce quy conserne les medecins de cette ville a este areste quil ne sera baille aulcun consentement pour la bonnement et diminution des tailles dont il ont presente req^{te} sinon que ou cas que lun desd. medecins ou tous ensemble fussent esluz et nommez pour faire lassiette ou collecte des tailles de cette dicte ville lesdictz eschevins et sindic sont auctorisez delempescher et faire en sorte quilz en soient descharges.

(e). — *Dans le cas où les échevins et syndic seraient élus répartiteurs et collecteurs de l'impôt, ils sont autorisés à s'y opposer par toutes voies de droit, aux frais de la Ville.*

Et au regard de la remonstrance faicte par lesd. eschevins et sindic

(1) Le mot a disparu par suite d'une déchirure du papier.

touchant lassiette et collecte des personnes quy sont journellement menace de mettre les personnes quy sont esleuez aux qualitez dechevenat et sindicat de les faire ceullir (1) la taille a este areste que lors qu'on procederat devant lesleu de pontoise ou aultres pour faire des assaieurs et collecteurs et arrivant que le menus peuple nomma quelqun quy ait faict la charge et fonction deschevin et sindic de lempescher formellement et remonstre aud. eslu et aultres le privillege de tout temptz immemorial des personnes quy ont este en telle charge et quil sont examptz de plus faire telles fonctions comme estant chose ridicule appres avoir passe aux charges dhonneur et de paines et ou il soit passe oultre appres lesdictes remonstrances cydessus par led. esleu ou aultres den former appel relevé icelluy ou bessoin sera prendre led. eslu appartie ou aultre et faire en telle sorte que celluy ou ceux quy seront nommez en soient deschargez et pour cefaire sont lesdictz eschevins et sindic aucthorisez den faire lesdictes poursuittes aux despens de ceste dicte ville.

(f). — *La Ville fait don aux Jésuites de la place vague de la porte du Bicherel, à la charge par eux d'indemniser tous réclamants.*

Comme aussy lesdictz eschevins et sindic sont advoues et auctorisez de passer tel contract quilz adviseront bon estre au proffit des reverens peres jesuistes pour la place vague cy dessus declaraiee laquelle place lad. ville leurfaict don a condition toutes fois que lesd. peres seront tenus dindamniser le public et les particulliers sy aulcuns sen plaignent.

(g). — *Les échevins sont autorisés à offrir à l'élu de Gisors de payer l'employé qui tiendrait en son nom à Pontoise le bureau de recette de Pontoise.*

Et pour ce quy conserne le bureau a este aussy delibere et arreste quil sera faict offre au recepveur des tailles de Gisors de paier un commis quy sera par luy mis en ceste dicte ville pour recepvoir les deniers des tailles quy se levent par chacunne annee tout en cestte dicte ville qu'election particulliere dud. pontoise ainsy quil sera advise par lesd. eschevins et sindic avec le recepveur dud. Gisors pour parvenir a avoir un bureau pour faciliter et descharger lesdictz collecteurs de plus porter les deniers des tailles a Gisors et pour ce faire seront auctorisez faict comme dessus.

DEMONTHIERS.

Comme à la suite du précédent procès-verbal, deux lignes et deux mots de la fin du texte occupent le haut d'une page dont le surplus est laissé en blanc, de même que le verso de cette page.

(1) Ceuillir, recueillir.

XLIV

(3o Juillet 1635)

(a). — *Difficultés entre les officiers du grenier à sel, les collecteurs des tailles et les échevins au sujet de la taille. — Les officiers du grenier à sel s'en prétendent exempts.*

L'an mil six cens trante cinq le trantiesme jour de julliet en lassemblaye convocque en la chambre de ville pardevant nous charles Demonthiers escuier s[r] de S[t] Martin lieutenant de pontoise ou estoient presentz aulcuns officiers dicelle ville de ladvocat du roy daulcuns conseilliers et pairs de ville tous appellez et convocquez a la req[te] des eschevins et sindic des habittens dud. pontoise pour resouldre et donner leurs advis sur les affaires nouvellement survenues cy appres transcripte.

Lesquels nous auroientz dict et remonstre que les grenitiers controolleurs et officiers du guernier a scel de cette dicte ville ce pretendent examptz des tailles et impositions de cette dicte ville pour raison de quoy ilz auroientz faict signiffier auxdictz eschevins et sindic assaieurs et collecteurs pour cette presente année de cette dicte ville leurs privilleges et exemptions a eux attribuée par une declaration du roy nostre sire mesme auroit faict assigner les desusdictzs au conseil prive du roy aux fins que deffances fussent faicte de les cottiser sur les rolles ensuitte de quoy pour daventage vexier les sudictz eschevins et sindic iceux assaieurs et collecteurs auroient sommé les susdictes poursuites faicte par lesd. officiers du sel ausd. eschevins et sindic et a eux donne assignation pardevant leslu de pontoise et sont journellement iceux collecteurs de grande poursuittes sans aulcune relache au prejudice des prieres et remonstrances que lesd. eschevins ont faict aud. eslu et collecteur de superseder lesd. poursuittes jusques a temptz quilz ayent pris advis de ce quil doibvent faire pour les acquiter nonobstant toutes lesquelles prieres ledict eslu ne laissent pas de donner heure a heure de jour en jour dudictz jugemens au proffit desd. collecteurs a lencontre desd. eschevins le tout par fabveur a cause aulcuns desd. collecteurs sont de ces parens et a cause du grand proffit qu'il y faict le tout au prejudice et frais des habittens de cette dicte ville.

(b). — *Plainte contre l'élu de Pontoise qu'on accuse de partialité et de malversations.*

Et en second lieu nous auroient aussy dict et remonstre quilz recepvoient journellement des plaintes quy leurs estoient faicts par plusieurs habittens de cette dicte ville a lencontre dud. eslu particullier dud. ponthoise des extortions que led. eslu fesoit en sa charge a lencontre desd. habittens tant de cette dicte

ville quelexion dont led. eslu fromentoit pour les faire plaider sur des oppositions en sur taux et malversations quy leur feroit faire par personnes par luy interposez leur promettant de les descharger des sommes en quoy ilz auroient este taxez et cottisez par les assaieurs des paroises de son elexion et pour parvenir a son desin sans vider les parties sommairement et conformement aux ordonnances arrest et reiglemens de noz signeurs de la court des aydes il appointe tous lesdictes instances et proces quoy que petitz en droict ensuitte desquelz appoinctemens et convient avec les parties dont il veult faire plaisir il leur donne des inventions comme ilz se doibvent gouverner pour parvenir a leur descharge, et par se moien ils deschargent les personnes quy ont plus beau moien de paier les tailles et impositions par le moien des grandes et excescives sommes quil tire et extorcque desdictz particulliers condannans lesd. eschevins aux despens lors quil sont en cause ce quy est au grand prejudice des habittens et eschevins sans pourtant quelque fois il nont eu advis des instances en sur taux lesquelles descharges il ne feroit pourtant nestoit lesperance du gain dont il proufite et oultre ce que dessus lorsquon proceddent a leslection dassaieurs et collecteurs et quil a rendu son jugement que les personnes esluz subiront la charge il retracte par appres les jugemenz ce faict presenter req[te] par les personnes esluz affin destre deschargez ce quil faict tirant deux pour les descharger plusieurs deniers comme six huict dix ou douze escu le plus quil peult et par ce moien il faict une pupigniere de proces daultant que les personnes quy sont esluz en la place des particulliers deschargez et forment par ce moien des appellations des jugemens de decharge et congnoissent par led. eslu que lesdictz jugemens cy ilz estoient relevez pardevant noz dictz sig[rs] de la court des aydes quil ont pouvoir estre reprimande il leur faict donner advis par aulcunes personnes par luy interposez quilz ayent a se retirer vers luy et former opposition a lad. elesction les faire renoncer a leurs appellations et par ce moien converty led. appel en oppocition et leur promettant aussy de les descharger en telle facon quil faict mille sortes de petitz procillions quy vont a la ruine des habittans de cette exlection et particullierement des eschevins et habitens de cette ville a cause quil sont subiectz de soubtenir les jugemens quil rend contre les personnes esluz quilz deschargent en lad. ville et faulbours de pontoise ensemble des procez dopposition en surtaux dont lesd. eschevins et sindic demeurent seulz partie en cause sucombant quelques fois a des grandz despens devant quilz ayent quelque fois congniu du merite les instances et procez estant par ce moyen grandement necessaire de remedier a ce que dessus et pour ce prient den deliberer.

(a). — *Sur le premier point, les échevins devront consulter un ou deux avocats du Conseil du Parlement au sujet de l'exemption de la taille alléguée par les officiers du grenier à sel et se défendre contre les prétentions des collecteurs.*

Les affaires cy dessus mise en deliberation avec la compagnie a este

areste pour ce quy conserne le premier chef que lon consultera un ou deux advocatz du conseil ou plusieurs aultres du parlement ainsy quil sera advise par lesd. eschevins et sindic sur les moiens quy peuvent empescher lexemption prestendue par lesd. grenitiers et officiers de la gabelle ou du moing sil ne sen trouve aulcuns pour se sauver de lad. exemption scavoir comme on se doibt comporter pour le reget des cottes desd. officiers sur les contribuables des paroisse du resort desd. greniers a scel et gabaille de pontoise ainsy quil est mande par larret du conseil destat donne le tiers jour de julliet mil six cens trente cinq se quy fera led. reject quy baillera la commission pour en faire levée et sy le recepveur des tailles dud. pontoise peut contraindre lesd. assaieurs et collecteurs a paier les cottes desd. officiers attendu que le reject sen fera a la premiere assiette quy est a presumer lannee 1635.

Et quant a la poursuitte desd. assaieurs et collecteurs contre lesd. eschevins et sindic devant led. eslu de pontoise affin dacquit de la poursuitte desd. grenitiers a este resolu que lesdictz eschevins declaireront auxdictz assaieurs et collecteurs quilz ayait a emploier sy bon leur semble larticle 53 de ledict de janvier de lannee 1634 consernant le reiglement des tailles ensemble ce quy est porte par larest du conseil du tiers jour de ce present mois et an par lequel il est dict que les officiers du grenier a scel serontz raiez sur les rolles des tailles et leur taux et deniers rendus et iceux taux rejectes a la premiere assiete et que lesd. assaieurs et collecteurs ayent a ce deffandre de ced. chef daultant que lesd. eschevins et sindic ne sont leurs garentz en se regard.

(b). — *Sur le second point, les échevins et syndic sont autorisés à interjeter appel des jugements rendus par l'élu et même de prendre celui-ci à partie.*

Et sur le second chef a este aussy areste que lesd. eschevins et sindic formerontz appel des sentences extraordinaire rendus par led. eslu au proffit desd. assaieurs et collecteurs a lencontre desd. eschevins et sindic mesme de prandre a partie led. esleu en son propre et prive non tant pour se regard que pour toutes les aultres affaires tant communes que particulliere et lui faire faire son proces pour tout ce que dessus mesme affin quil soit tenu doresnavent dobserver les edictz et ordonnance du roy nostre sire arrest et raiglements de nosdictz sig[r] de la court des aydes de paris et pour faire ce que dessus sont lesdictz eschevins et sindic auctorisez.

DEMONTHIERS.

Suivent une page moins trois lignes et un feuillet laissés en blanc.

XLV

(14 Mars 1636)

(a). — *Aucun habitant ne s'étant présenté pour élire les collecteurs des tailles, les échevins vont se trouver dans la nécessité d'en nommer d'office.*

L'an mil six cens trente six le vendredy quatorzeiesme jour de mars en l'assemblee convoquee en la chambre du conseil de la ville de ponthoise pardevant nous Charles de Montiers escuier sieur de sainct Martin lieutenant du bailly de senlis en lad. ville de ponthoise, ou estoient present me Charles de Machy prevost maire de lad. ville, ladvocat du roy dicelle et plusieurs conseilliers eschevins et paires de ville tous appellez et convocquez a la reqte des eschevins et scindicq des habitans de ladicte ville de ponthoise estans de present en charge pour resouldre et donner leurs advis sur les affaires de lad. ville, lesquels nous aurions dict et remonstré quils avoient faict sonner la cloche pour faire des asseieurs et collecteurs pardevant lesleu de lad. ville en lauditoire royal dud. lieu ainsy quil est accoustume faire en pareil cas, ou estoit comparu aulcuns habitans de lad. ville pour donner leur voies pour eslire et faire lesd. asseeurs et collecteurs et neantmoing le procureur du roy en lad. ellection auroict conclud contre lesd. eschevins qûe a default par les habitans de lad. ville de nommer et eslire aucuns asseeurs et collecteurs ceste presente annee que lesd. eschevins fusent condamnez a en nommer, ce que lesd. eschevins nauroient voullu faire que auparavant il nen fut pris advis et delibere.

(b). — *Que faire à l'égard des prétendus exempts?*

Item aussy de donner advis sur ceulx de ladicte ville de ponthoise qui ce disent et pretendent estre exemptz sy ils seront cottisez aux roolles des tailles de ladicte ville sans avoir esgard a leur exemptions.

(a). — *Sur le premier point, il est décidé que les habitants vont être convoqués de nouveau : si personne ne se présente pour voter, les échevins nommeront d'office des répartiteurs.*

Les affaires cy dessus mises en deliberation avec la compagnie il a este arreste pour ce quy conserne pour faire des asseeurs collecteurs en lad. ville que la cloche sera de rechef sonne pour assembler les habitans de lad. ville, Et ou il ne se trouve aulcuns habitans pour nommer en sera nomme par lesd. eschevins suivant le memoire trouve au greffe de lad. ellection pour ce faire demeureront lesd. eschevins auctorisez.

(b). — *Sur le second point, les échevins devront s'informer près des villes voisines de leur manière de procéder en pareil cas.*

Et en lesgard des exemps sera informer des villes circonvoisines comme ils en est et ce pendant aù cas que lassiette ce face avant ladvis desd. villes seront lesd. exemps imposez au rolles des tailles de lad. ville Et pour ce faire lesd. eschevins auctorisez. faict les an et jour que dessus.

DEMONTHIERS.

XLVI

(9 Mai 1636)

(a). — *Tentative d'assassinat sur deux échevins, rue de la Coutellerie. — L'assemblée est consultée sur le procès à faire à l'assassin.*

L AN mil six cens trente six le vendredy neuviesme may en l'assemblee convocquee en la chambre de lhostel de ville de ponthoise pardevant nous pierre Lantier commissaire du roy lieutenant asseceur du bailly de Senlis au siege de ponthoise ou estoient presens m^e^ charles de machy prevost maire de lad. ville ladvocat et procureur du roy dicele et plusieurs conseillers eschevins et paires de ville tous appellez et convocquez a la req^te^ de m^e^ nicolas charton advocat et bonaventure soret eschevins et le saindicq des habitans de lad. ville de ponthoise estant de present en charge pour resoudre et donner leur advis sur les affaires de lad. ville lesquelz nous auroient dict et remonstre que cejourdhier apres avoir faict sonner la cloche pour faire eslection de deux asseurs collecteurs des tailles de lad. ville et estant lesd. eschevins dans la rue de la coustellerie dud. ponthoise esperant par eulx sen aller a leurs maisons seroict venu ausdictz eschevins ung nomme guillaume gobert lequel sans subiect ny occasion de guet apend et propos delibere auroict donné ung coupt de cousteau audict charton et non comptent de ce continuant sa mauvaise vollunté ce seroict efforcé encor de donner ung aultre coup de cousteau audict soret ce quil eust faict neust esté quil ne seroit fuy et sauvé dans une maison de lad. rue et pour raison duquel coupt de cousteau led. charton est en danger de sa personne au lit mallade et entre les mains des chirurgiens, pour faire le proces audict gobert lesdictz eschevins nauroient voullu faire que auparavant ils nen feust pris advis et delibere en lad. assemblee.

(b). — *La Ville est considérablement endettée. — Quel moyen employer pour porter remède à cet état de chose?*

Item aussy donner advis sur ce que lad. ville de ponthoise doibt de grandes sommes de deniers ce que lon pourra faire pour le soulagement et acquict dicelle.

(a). — *On décide qu'un procès sera intenté contre l'assassin.*

Les affaires cydessus mises en deliberation en lad. compagnie il a este arrecte pour ce qui concerne lacte commis par led. Gobert que le proces luy sera faict et par faict a la req^te^ desd. eschevins et scindicq pardevant tel juge competant quil appartiendra, et pour ce faire demeureront lesdictz eschevins et saindicq auctorisez.

(b).— *Les échevins sont autorisés à emprunter 6,000 livres au denier 20 pour racheter les rentes au denier 12 que doit la Ville.*

Et en lesgard de ce que lad. ville est grandement obberer de debtes il est permis ausd. eschevins et saindicq de lad. ville de prendre la somme de six mil livres tz a rente au denier vingt, pour rachepter les rentes au denier douze que lad. ville doibt, et pour ce faire lesdictz et saindicq demeureront aussy auctorisez faict les an et jour que dessus.

(Sans signature).

XLVII

(19 Mai 1637)

Les officiers du grenier à sel et ceux de la justice ordinaire qui se prétendent exempts des tailles sont provisionnellement inscrits aux rôles ; cependant la Ville désigne des délégués qui devront se rendre à Senlis, Compiègne, Noyon, Chauny, Mantes et autres villes circonvoisines à l'effet de s'informer de l'usage suivi en pareille matière.

L'an mil six cens trente six le lundy dix neufviesme jour de may en lassemblee convocquee en la Chambre et auditoire royal de ponthoise pardevant M^e^ Charles Demonthiers escuyer sieur de Saint Martin conseiller du roy lieutenant general du bailly de Senlis au siege de ponthoise ou estoient presens plusieurs conseillers antiens eschevins et paires de ville et plusieurs habittans tous appellez et convocquez par le mesager ordinaire de lad. ville a la requeste des eschevins et scindicq de ladicte ville estans de present en charge pour resouldre et donner leurs advis sur les affaires de ladicte ville lesquelz auroient dit et remonstré que les asseieurs et collecteurs des tailles de ladicte ville de ponthoise pour la presente annee leurs demandoit ung adveu de leurs part pour lesdictz habittans de metre et cottizer aux roolles des tailles de ladicte ville les personnes qui ce disent et pretendent estre exemps desdictes tailles qui sont les officiers du grenier à scel et les juges et officiers de la justice ordinaire au moyen de la finance quilz pretendent

avoir paiez a sa majesté pour jouir de ladicte exemption, lesquelz eschevins et scindicq nauroient voullu donner aulcun adveu et pouvoir ausdictz asseieurs et collecteurs que au paravant il nen fut advise et delibere en ladicte assemblee tant affin de nestre reputez refrattaires a la vollonté du roy que pour ne prejudicier a linterest des habittans de ladicte ville dudict ponthoise.

Les affaires cy dèssus mises en deliberation en ladicte compagnie et suivant ladvis dicelle a este resollu et arreste que ledict procureur scindicq accompagne de Nicolas Turpin marchand Me Sebastien Gruel procureur et Michel Villot marchand ce transporteront es ville de Senlis Compiengne Noion Chauny Mantes et aultres villes circonvoisines pour sinformer du lisance quil ont fait touchant lesdictes exemptions et ce dans peu de jours en rapporteront certifficat et actes valables et par provision seront lesdictz exemptz assis et cottisez es roolles des tailles de ceste ville lannee presente et pour ce faire demeureront lesdictz eschevins et scindicq auctorizez mesmes au cas quilz fussent cy apres poursuivis par lesdictz pretendus exemps tant de lordinaire que extraordinaire au conseil ou aultrement sera par eulx fait offre de rembourser la finance par eux paiez a sa majesté pour ladicte exemption et sera advisé de quelz deniers et en quelle facon sera fait ledict rembour fait les an et jours que dessus.

DEMONTHIERS.

XLVIII

(29 Septembre 1636)

M. Antoine Davert, vicaire de Saint-Maclou, est nommé prêtre des malades, des pestiférés et de ceux en danger de mort moyennant une indemnité de cent livres par an.

L'AN mil six cens trente six le (1) jour de septembre avant midy en lassemblee convocquee en la chambre du Conseil de la ville de ponthoise pardevant Me Charles de Monthiers escuier sr de St Martin conseiller du roy lieutenant du bailly de Senlys au siege de ponthoise en la presence des officiers (2) advocat et procureur du roy de ladicte ville et des antiens et pairs et conseilliers dicelle.

Sur la remonstrance faite par les eschevins et sindic de lad. ville et sur leur reqte la convocation auroict este faicte, de ce que depuis quelques annees le nomme Me Guillaume le compte vicaire presbtre de lad. ville, presbtre confesseur des mallades et pestes de lad. ville et faulxbourgs seroict deceddé et que de present il est necessaire pour secourir les mallades et ceux qui sont dedans le danger pour leur administrer les sts sacrementz de leglise, d'en

(1) L'indication du quantième est ici laissée en blanc mais il est indiqué par la délibération suivante.

(2) Le mot *officiers* a été surchargé.

nommer et choisir ung propre pour faire lad. charge aux gages et proffictz accoustumez.

L'affaire mise en deliberation a este arresté que Me Anthoine de Ver presbtre a present vicaire de leglize Mr Saint Maclou dud. ponthoise nommé et choisy par la Compagnie sera prie par lesd. eschevins et sindic de faire lad. charge de presbtre des mallades de pestes et ceux du danger pour leur administrer les sts sacrementz de leglize aux gages accoustumes qui sont de cent livres tz pour chacun an, et de deux cens livres lors quil y aura des mallades et quil entra en exercice — Mesme seront Messieurs les cures de lad. paroisse pries de souffrir et permettre que led. de Ver fasse ladicte charge et de ce laisser neantmoings vicaire de lad. paroisse faict les an et jour que dessus.

Et le jour Saint Michel vingt neufviesme septembre mil six cens trente six sur la priere faicte par lesd. eschevins et sindic envers led. sr du Ver presbtre vicaire St Maclou daccepter la charge de presbtre desd. mallades de peste et de ceux qui sont en danger pour leur administrer les sainctz sacrementz de leglize, auroict led. sr du Ver accepté lad. charge du consentement de Messieurs les cures et marguilliers de lad. paroisse a condition de luy paier par chacun an la somme de cent livres tz pendant la vye dud. sr du Ver et lors quil entrera sera en exercice luy sera baillé deux cens livres tz même luy sera baillé ung cent de cotteretz et ung cent de fagots en entrant en exercice pour une foix seullement et prendra le logement avec le chirurgien en la maison du cloct de Montiavoult appartenant a lad. ville ou en quelque aultre lieu propre qui sera advise lesquelz gages lesdictz sieurs eschevins luy seront paies par largentier et receveur de lad. ville, ce quy a esté ainsy accordé entre eux et ont signe faict lesd. an et jours que dessus.

(Sans signature).

Suivent deux pages laissées en blanc.

XLIX

(6 Novembre 1636)

La Ville reçoit l'ordre du roy de pourvoir à la subsistance d'un régiment qui vient tenir garnison à Pontoise.

L'an mil six cens trente six le dimanche sixiesme jour de novembre en lassemblee convocquee en la chambre du Conseil de la ville de ponthoize pardevant nous Charles Demonthiers escuier seigneur de St Martin conseiller du roy lieutenant du bailly de Senlis au siege dudict ponthoize en la

presance des officiers advocat et procureur du roy de lad. ville et des antiens pairs et conseillers dicelle.

Sur la remonstrance faicte par les eschevins et sindic de lad. ville de ce quils auroient receu une lettre de cachet de sa maiesté addressans aux maires et eschevins manans et habitans de la ville de ponthoize, nous requerans ouverture estre faicte dicelle en la presence de la compagnie ce qui auroit este presentement faict par la lecture dycelle auroit recogneu l'intention de sa maiesté estre de recevoir en lad. ville le regiment danneveulx pour y tenir garnison et fournir aux presans et effectifs la subsistance a raison de quatre sols pour chacun soldat par jour oultre le pain de munition quil leur sera dellivre par les munitionnaires de picardie et rapportans quittance vallable avecq ung controolle exact et fidelle de tout ce qui aura esté fourny par lesd. habitans pour lad. subsistance ladicte despance sera desduitte et rabattue aux habitans de lad. ville sur le dernier quartier des tailles de la presente annee ledict mandemant donne a Amiens le vingt septiesme octobre mil six cens trente six, signe Louis plus batz Suble comme aussi nous auroient lesd. eschevins presente lordre donne par le roy aud. regiment danneveulx par eux revu des cappittaines dudict regimant portant ordonnance aud. regiment de sacheminer en toute diligence a ponthoise pour y tenir garnison et y demeurer jusque a nouvel ordre auquel lieu sera fourny aux presents et effectifs quatre sols par jour pour chacun soldat par les habitans de lad. ville et des paroisses deppandantes de leslection dicelle oultre le pain de munition que sa maiesté leur a ordonne estre dellivre par les munitionnaires de son armee de picardie, lad. ordonnance donnee à Amiens le susdict vingt septiesme octobre mil six cens trente six signé Louis plus batz Sable et a coste Cassette des armes du roy. Ce faict lesd. eschevins nous auroient requis donner advis sur le contenu cy dessus. Laffaire mise en deliberation, a este resolu et arreste que les asseieurs collecteurs de ladicte ville de ponthoise fourniront ausdictz eschevins presentement jusque a la somme de mil livres pour estre lad. somme emploiee aux soldaz dud. regiment conformement au mandemant et ordonnance de sa maiesté susdatte et encore telle aultre somme qui sera necessaire pour les soldatz dud. regimant qui sera desduitte aux asseieurs sur le dernier quartier des tailles de lad. ville pour plus aisemant recouvrer lesd. sommes desd. asseieurs et collecteurs seront lesd. eschevins auctorisés de leurs prester acquit et indamnité vers le receveur des tailles de Gisors ou led. receveur voulust leur contester le paiement desdictes sommes pour faire la distribution desd. deniers ausd. soldatz a quatre sols a chacun par jour la compagnie a nommé et convenu les personnes de honorables hommes Jean le Tellier et Jean Petit paire et conseiller de ville a ce presens qui ont accepte lad. charge pour lesd. eschevins randu lordre au cappitaine dud. regimant.

DEMONTHIERS.

L

(1er Décembre 1636)

Les échevins sont autorisés à recevoir des collecteurs des tailles une somme de trois mille livres tournois pour satisfaire à une réquisition du marquis de Brézé, tenant garnison à Pontoise, et de prendre toutes mesures utiles pour répartir cet impôt entre les habitants de la Ville.

L'an mil vic trente six le premier jour de decembre lassemblee convoquee en la chambre du conseil de lauditoire royal de ponthoise pardevant nous Charles de Monthiers conseiller du roy lieutenant general du bailly de Senlis au siege de ponthoise ou estoient presens Me Charles de Machy prevost maire de lad. ville Me Charles Cossart advocat du roy en lad. ville Me David Aubry lieutenant asseseur dud. sr prevost maire Me Mathieu Lescombart esleu en ladite ville Me Gille Cossart Gabriel Le febvre Me Jehan Langlois, Me Charles Pennesey, advocat, Me Gabriel Honoré advocat, Nicolas Soret Jehan Petit Pasquier Caruel Me Guillaume May advocat Me Gabriel Chevallier Me François du Val Me Gabriel du Bois, tous pairs et conseillers de ville et antiens officiers dicelle a este ressolu et arreste que les eschevins et scindic de lad. ville seront et dement auctorisez de prendre et recevoir des collecteurs de lad. ville pour la presente annee la somme de trois mil livres tz pour paier une requisition de M. le marquis de Brezé estant de present loge en garnison en lad. ville suivant les lettres du roy du xix novembre dernier pour leur subsistance et a raison de quatre solz ensemble le pain de munition sy besoin est qui doibt estre paier par sa Maiesté suivant un mandement par raison de quoy tous les dessusnommes ont promis et ce sont obligez lun pour lautre et ung seul pour le tout sans division ni discussion dacquiter et indamgniser lesd. eschevins et scindic chacun en leur propre et prive nom au premier et simple commandement et interpellation et sans aultre forme de justice et les mesures urgentes que lesd. eschevins et scindic prendroient y estant constraints soit en leur nom prive soit en lad. quallite ainsy que lesd. collecteurs ont descidez deulx et paieront sans et avec eulx faict les an et jour que dessus laquelle somme de trois mil livres lesd. eschevins et scindic seront tenuz faire leur dilligence de faire asseoir promptement tant sur les habitans de lad. ville que des contribuables dicelle, et lesd. sieurs ont mis es mains de Jehan le Tellier et Jeham Petit commissaires depputez d'en faire la distribution. Faict les an et jour que dessus.

Suivent les signatures de : Demonthiers, Demachy, Lescombart, D. Aubry, Cossart, Pannesay, Chevallier, N. Soret, Honoré, J. Duboy, J. Petit, Duboys, P. Caruel, Langlois.

Suit une page laissée en blanc.

LI [1]

(26 Janvier 1637)

(a). — *Les échevins reçoivent l'ordre de payer au roi, à titre d'emprunt, la somme de 35,000 livres tournois qui seront remboursables de deux mois en deux mois à partir de fin février 1637 et de répartir le paiement de cette somme à titre d'impôt sur tous les habitants sans exception. Il est décidé que le syndic de la Ville, accompagné de l'argentier, se transporteront dans des villes voisines à l'effet de se renseigner sur la conduite qu'elles tiennent en pareille occurrence.*

L an mil six cens trente sept le lundy vingt sixiesme jour de janvier une heure de rellevee a lassemblee convocquee en la chambre de ville de ponthoise pardevant nous Charles de Monthiers escuier sieur de S[t] Martin conseiller du roy lieutenant général du bailly de Senlis au siège de ponthoise, a la req[te] des eschevins et scindic de lad. ville ou estoict presens aucuns des antiens pairs et conseillers dicelle sur la proposition faicte par lesd. eschevins quilz ont receu letres pattentes du roy dattées du XVIII[e] jour de decembre mil VI[c] trente six portant mandement a eulx faict dassseoir incontinent et promptement sur les habitans de lad. ville et faulx bourgs dicelle esclesiastiques nobles et toutes autres personnes exempz et non exempz previllegiez et non previllegiez la somme de trente cinq mil livres tz par forme demprun paiable de deux mois en deux mois dont le premier terme eschera au dernier jour de febvrier prochain et sans aulcunes nouvellement et faire paier icelle somme a peine d'en respondre en leur propre et privez noms affin que la compagnie advise a ce qui seroict affaire pour lexecution dud. mandement et service de sa Majesté suivant la déclaration du XVIII décembre dernier attache esd. lettres soulz le contrescel de sa chancellerie avec extraict de la taxe de lad. somme faict au Conseil destat de sad. Majesté, le tout leu et monstré en lad. compagnie a este arreste par la deliberation de lad. assemblè que le scindicq de lad. ville accompagne de largentier dicelle ce transporteront promptement aux villes voisines comme Meulen, Mante, Gisors, Beauvais, Compiegne, Senlis et Meaulx ou aulcunes dicelles pour scavoir comme ilz ce comportent sur pareilles affaires pour apres adviser a ce pourvoir au conseil du roy pour remonstrer la chargè de la ville pour les garnisons et aultres pauvretez et necessitez de lad. ville et limpossibilité du paiement de lad. somme mesme obtenir quelques descharges et diminution cy faire ce doibt.

(1) Cette délibération est reproduite deux fois sur le registre d'une façon identique, sauf quelques mots sans importance. La première n'est pas signée.

(b). — *Il est impossible de continuer à payer la subsistance du régiment de M. de Brézé ; les collecteurs des tailles n'ont plus de fonds et il y a peu d'espoir d'obtenir des paroisses voisines le paiement de leur participation. — L'Assemblée décide qu'il y a lieu d'exercer des poursuites contre les collecteurs et les paroisses.*

Et sur la remonstrance desdictz eschevins que inposible est de pouvoir continuer le paiement de la subsistance deue par chacun jour au regiment du sieur marquis de brézé estant en garnison audict ponthoise deux mois sont a cause quilz nont poinct de deniers pour ce faire et ne scavent ou en prendre attendu que les collecteurs des deniers inposez pour ladicte subsistance disent que inposible leur est de coeuillir par chacun jour la somme qui peult estre deue aussy par jour a ladicte garnison a cause quilz ne trouvent riens en la plus part des maisons des cottisez et non moien dadvancer ce qui peult estre deub de reste par leurs roolles qui se monstre a plus de six mil livres comme aussy quil y a peu desperance destre paie par les parroisses dud. ponthoise des sommes esquelles ils sont cottisez pour le remboursement de ce qui a este paie et advance par lesdictz eschevins a ladicte garnison et fournissement pour ce qui est a ladvenir a cause de la pauvrete desd. parroisses ruines par les passages des gens de guerre et quils prengnent tous ou la plus part resollution de nen rien paier et denpescher et resister aux porteurs des commissions et contrainctes contre eulx delivree par lesleu de ponthoise pour ce que dessus, a joindre que aulcunes desdictes paroisses ont obtenu deffences particullieres de la Cour des Aydes a paris de les contraindre entre autres Herouville et Auvers desquels lieux aucuns des habitans sont retenuz prisonniers en prison dudict ponthoise pour raison de ladicte contribution et partant remonstrent que largent nest pas comptant tant desdictz collecteurs de ponthoise que desdictes paroisses de lellection et requis lassemblee de leur donner des moiens pour avoir de largent pour subvenir a ladicte garnison plus prompt et aysez que ceulx ci-dessus leur declarant quilz ny peuvent plus subvenir et quil sera deub le jour de demain dix jours de subsistance qui ce monte a plus de xvii ^{c} l. tz. Outre ce ont remonstre que les officiers du grenier a scel dudict ponthoise ne veullent payer leur cottes aulcunement comme pretendant exemps par la finance par eux paie au roy pour lexemption des tailles affin quil ne soict impute faulte ausd. eschevins faulte de paiement de ce qui ne pourroict arriver, ladicte affaire mise en deliberation a este resolu et arresté que lon continuera tant a poursuivre lesd. collecteurs de ponthoise que les paroisses de ladicte ellection et lesdictz pretenduz exemps par toutes veoyes ensemble lesd. paroisses dauvers et Herouville, et sur ce que lesdictz eschevins ont somme et interpellé ladicte assemblee de leur bailler daultres moiens plus suffisans pour subvenir a ce que dessus, a este dict quilz ne peuvent bailler aultre advis quand a present dont est de ce que dessus lesd. eschevins nous ont requis et demande acte a eulx octroye.

(c). — *On décide que sommation sera faite aux pairs et conseillers de la Ville de venir aux Assemblées quand ils y seront convoqués et ce sous peine d'amende et de dommages-intérêts.*

Et sur les remonstrances faicte a lad. assemblee que cestoict pour la troisiesme fois quilz avoient este convocquez pour les choses cy dessus declarez sans quil soict comparu aultres personnes aux deux premieres convocations lune faicte le jourdhier et laultre a jourdhuy matin pour mesme subiect sinon que troix ou quatre au plus des pairs et conseillers dicelle et que daultres fois ilz ont este apareilles peines et remises et requis que injonctions leurs fut faictes de ce trouver promptement a lheure de lassemblee et convocation qui leur sera dicte affin de subvenir aux affaires de ladicte ville.

Avons enjoinct aud. presens et a tous aultres pairs et conseillers de lad. ville de ce presenter ausdictes asssemblees a lheure qui leur sera donnee pour adviser sur les affaires de ladicte ville apeine damende arbitraire et de dommages et interestz desdictz eschevins et sindic et habitans de ladicte ville. dont acte. DEMONTHIERS.

Suit en note sans signature :

Noble homme Me Gabriel de st denis conseiller du roy et controolleur au grenier et magasin a scel de ponthoise honorable homme Me Robert Cossart commissaire des tailles ont esté esleuz eschevins le vendredy cinquiesme jour de febvrier mil six cens trente huict pour trois annees scavoir trente huict trente neuf et quarante.

LII

(19 Février 1638)

Les échevins sont autorisés à émettre un emprunt pour payer les dettes de la Ville et faire face aux autres dépenses urgentes nécessitées par des procès en cours ; ils devront poursuivre le paiement du droit de courte pinte et mettre un droit d'octroi sur le bois qui entre et se consomme en ville, ainsi que sur les cotrets et fagots, sauf à obtenir l'autorisation du roi si besoin est. Ils devront poursuivre, en outre, devant le Conseil privé du roi la décharge du quatrième quartier d'un emprunt précédent.

L'AN mil six cens trente huict le dix neufviesme febvrier en lassemblee convocquee en la chambre du conseil de la ville de ponthoise pardevant nous Charles de Monthiers conseiller du roy lieutenant du bailly de Senlis au siège de ponthoise, a la requeste des eschevins et sindic de ladicte ville ou estoient presens Me Pierre Lantier lieutenant asseseur au bailliage le prevost en garde, le prevost maire de lad. ville, ladvocat ou procureur du roy dudict lieu et plusieurs aultres antiens et pairs et conseillers de ville.

Sur la remonstrance faite par lesdictz eschevins quilz avoient este appellez en ladicte charge depuis peu de temps et que ladicte ville est grandement paouvre et obbere de grandes debtes envers plusieurs personnes mesmes quil y a plusieurs proces a poursuivre tant devant lesleu particulier dudict ponthoise court des aydes et parlement a paris, que au privé conseil du roy lesquelles poursuittes lesdictz eschevins et sindic ne peuvent faire sy ilz nont deniers en leurs mains cest pourquoy il est besoing et necessaire dadviser et trouver le moien pour retrouver deniers pour faire lesdictes poursuictes desdictz proces mesmes de poursuivre la descharge du dernier quartier de lemprunt demande par le sieur danniray.

Les affaires cy dessus mise en deliberation a este ressolu et arreste que lesdictz eschevins et sindic demeureront auctorisez de prendre a rente la somme de six mil livres tz pour estre employee et convertye au rachapt et amortissement de trois cens livres tz de rente au denier douze que ladicte ville doibt a plusieurs particulliers et le reste de ladicte somme le rachapt faict desdictes rentes demeùrera es mains desd. eschevins et sindic pour estre employee aux urgentes et necessaires affaires de ladicte ville mesme aussy que lesdictz eschevins et sindic demeureront aussy auctorisez de poursuivre le droict de courte painte en ladicte ville et faulx bourgs dudict ponthoise quy est de treize pintes une pour ladicte ville, ensemble de faire imposer sur chacune corde de gros bois dix solz tz arrivant et entrant en ladicte ville tant par le port de la riviere que par les portes de ladicte ville, et qui ce brullent et comsoment en icelle ville, item sur chacun cent de cotretz et fagotz cinq solz tz et pour ce faire obtenir telles letres patentes de sa Majeste que besoing sera. Et que led. eschevins et sindic feront et poursuiveront sy faire ce peult au prive conseil du roy la descharge dudict quatriesme quartier de lemprunt demande par ledict sieur danniray — dont acte.

(Sans signature).

LIII

(9 Mars 1638)

Le Conseil de Ville ordonne de vérifier le compte des fournitures faites au régiment de M. le marquis de Brézé, de poursuivre devant le Conseil privé du roi la décharge du paiement du dernier quartier de l'emprunt, de prendre conseil à Paris pour un procès pendant entre la Ville et les frères Mathurins devant la Cour des Aides et d'emprunter une somme de trois cents livres tournois au Collège et pareille somme à la Confrérie aux Clercs.

L'an mil six cens trente huict le mardy neufviesme jour de mars en lassemblee convocquee en la chambre du conseil de la ville de ponthoise pardevant nous Charles de Machy prevost maire de la ville dud. ponthoise pendant labsence du lieutenant general et gens du roy en lad. ville a la

requeste des eschevins et sindic de lad. ville ou estoient presens Me David Aubry lieutenant asseseur dud. sieur prevost maire de ponthoise Me Ypollite Lefebure grenetier Me Charles Pennesay advocat Pierre Dancoigné M. Nicolas Titollat Jehan le Tellier Gabriel Chevallier Me François du Val procureur Pierre Lantier Me Nicolas Charton advocat tous antiens pairs et conseillers de ville sur la remonstrance faicte par lesd. eschevins que Me Nicolas Charton advocat et Bonnaventure Soret cy devant eschevins de lad. vllle leur auroient presente leur compte de la subsistance du regiment du sieur marquis de brezé pour faire la revision duquel compte quil pleust a la compagnie de desputez quelques personnes pour icelluy veoir et enfaire leur raport en la chambre.

Item lesd. eschevins et sindic ont remonstré que le sr Danniray receveur general des deniers de lemprunt leur auroict faict demande de paier le dernier quartier dud. emprunt.

Item quil y a proces pres a juger en la court des aydes allencontre des freres Mathurins de ceste ville pour la taille de Jehan Esvoien par lequel proces poursuivre mesmes pour la descharge que lon desire faire au conseil pour la descharge dud. dernier quartier de lemprunt il est besoing et necessaire dadviser de trouver le moien pour recouvrer deniers pour faire lesd. poursuittes attendu quil ny a aulcuns deniers appartenant a la ville et quelle est grandement pauvre.

Les affaires cy dessus mises en deliberation a este resolu et arresté que pour le compte presenté par lesd. Charton et Soret que la revision en sera faite par Me Ypollite Lefebure Me François du Val procureur et Gabriel Chevallier qui en feront leur rapport a la chambre en la presence des gens du roy et de Monsieur le lieutenant general de ceste ville, mesmes demeureront lesd. eschevins et sindic auctorisez de poursuivre au privé conseil la descharge dud. dernier quartier dud. emprunt sy faire ce peult, mesmes de consulter en la ville de paris a deux fameux advocatz la cause contre les pairs Mathurins de ceste ville, selon ladvis desdictz advocatz y passer et pour faire lesd. poursuittes tant au conseil que a la court des aydes lesd. eschevins et sindic demeureront auctorisez demprunter au college de cestedicte ville trois cens livres tz et pareille somme de trois cens livres tz sur la confrairie aux clercs de cestedicte ville dont acte faict les an et jour que dessus.

(Sans signature).

LIV

(17 Juin 1638)

Les échevins sont autorisés à se rendre à Rouen près du Trésorier de France pour l'exécution d'un arrêt du Conseil du roi qui a déchargé la Ville du paiement du dernier quartier d'un emprunt. — Ils devront en outre prendre conseil sur certaines difficultés relatives à la perception de la taille. — Ils sont autorisés à procéder à la vente par adjudication d'une maison qui a été donnée au Bureau des pauvres.

L'an mil six cens trente huict le jeudy dix septiesme jour de juing en lassemblee convocquee en la chambre de ville de ponthoise pardevant nous Charles de Monthiers sieur de S[t] Martin conseiller du roy lieutenant du bailly de Senlis au siege de ponthoise a la req[te] des eschevins et sindic de lad. ville ou estoient presens ladvocat et procureur du roy en lad. ville et plusieurs autres antiens pairs et conseillers de ville, sur la remonstrance faicte par lesdictz eschevins et sindic quilz avoient obtenu ung arrest au Conseil du roy sur le reffus faict par Messieurs les tresoriers generaulx de france a rouen a lexecution de larrest dud. Conseil portant descharge du dernier quartier de lemprunt et adviser par quelles voies on proceddera a lexecution dicelluy envers lesd. sieurs tresoriers a rouen.

Item dadviser et deliberer ce quy est a faire sur lopposition aux tailles de Charles Maistre qui na laage de vingt ans et en consequance soustient quil doibt estre mis et raye hors des roolles desdictes tailles.

Item dadviser et deliberer de la saisie faicte entre les mains des collecteurs des tailles de lannée mil VI[c] trente six a la req[te] de (1) ..... Boullard pour toucher les six cens cinquante livres tz que lon a assiz et levez pour rembourser la veuve Guillaume Desgroue a laquelle la ville doibt lad. somme.

Item dadviser ce qui est affaire pour la taxe de Monsieur Mennessier qui est taxe a lemprunt de lannee mil VI[c] trente sept, daultant quil dict et maintient quil nestoict demeurant en ceste dicte ville au preceddant led. emprunt.

Item que lesd. eschevins demeureront auctorisez pour vendre la maison de feu Monsieur panet par luy donner au bureau des paouvres de lad. ville.

Mesme sera communique a la chambre de ville la commission reseue des esleus de Gisors pour lever sur les contribuables aux tailles de lad. ville XXVII[M] IIII[c] LXXVIII[L] XVIII solz pour les quartiers de juillet et octobre de la presente annee 1638 et adviser sy on trouve bon de faire sonner la cloche pour establir et faire ung fond pour avoir deniers a poursuivre les affaires qui surviennent a ladicte ville.

(1) Le prénom est laissé en blanc.

Les affaires cy dessus mises en deliberation a este resolu et arresté que les dictz eschevins et sindic ce transporteront en la ville de rouen pardevent lesdictz sieurs tresoriers de france à rouen pour poursuivre lexecution de larrest de descharge de lemprunt a lamiable avec eulx sil y a moien, mesme quilz consulteront pour la cause dudict Maistre et Mennessier ce quilz en pourront faire suivant icelluy feront ce qui sera de raison et ce quilz auront trouvé par conseil mesme les dictz eschevins demeureront auctorisez pour faire vendre la maison de feu Monsieur panet et que pour ce faire affiches seront mises auparavant, et aussy que les dictz eschevins ou sindic ce transporteront au greffe du bureau desd. sieurs tresoriers de france a rouen, pour avoir une coppie des lettres patentes de sa Majeste et arrest du Conseil, pour veoir sy lesdictz esleuz de Gisors nont poinct surchargé ladicte ville de ponthoise aux tailles suivant lad. commission quilz ont envoyee pour les deux derniers quartiers des tailles de la presente annee. Et sur ce que lesdictz eschevins et sindic ont remonstré quil estoict necessaire de trouver ung fond pour avoir deniers pour poursuivre les affaires de ladicte ville a esté de rechef resolu et arresté que la cloche sera demain sonnee a sept heures du matin. — Dont acte faict les an et jours que dessus.

(Sans signature).

LV

(23 Octobre 1638)

Le Conseil décide d'ajourner la répartition d'un impôt de 7,386 l. 2 s. 6 d. t. sur les habitants de la Ville que leur commandent d'établir les élus de Gisors pour la subsistance des gens de guerre pendant l'hiver, et autorise les échevins à poursuivre devant le Conseil privé du roi la décharge de cet impôt ainsi que la remise de paiement des deux derniers quartiers des tailles, vu la pauvreté de la Ville et les ravages de la peste. — Un emprunt est voté pour faire face aux dépenses de ces instances.

L'an mil six cens trente huict le samedy vingt troisiesme jour doctobre en lassemblee convocquee en la chambre de ponthoise par devant nous Charles de Monthiers sieur de Saint martin conseiller du roy lieutenant du bailly de Senlis au siege de ponthoise a la requeste des eschevins et sindic de ladicte ville ou estoient presens Me pierre Lantier lieutenant asseseur dudict sieur lieutenant ladvocat du roy de ladicte ville et plusieurs antiens pairs et conseilliers de ville et habitans dicelle sur la remonstrance faite par lesd. eschevins et sindic quilz auroient receu ce jourdhuy commission et mandement des esleuz de Gisors dasseoir et imposer sur les habittans de ladicte ville la somme de sept mil trois cens quatre vingt six livres deux solz six deniers tz. pour la subsistance des quartiers dhiver prochain des gens de guerre et quil estoict necessaire

dadviser comme on y procedderoict mesme aux deux derniers quartiers de la taille de la presente annee monstant a la somme de vingt huict mil livres ou environ.

Les affaires cy dessus mises en deliberation a este resolu et arreste quil sera differé a faire asseoir et imposer sur les habittans de ladicte ville lad. somme de sept mil trois cens quatre vingt six livres deux solz six deniers tz. et que lesdictz eschevins et sindic demeureront auctorisez de poursuivre au prive conseil du roy sy faire ce peult la descharge de ladicte somme attendu la pauvrette de ladicte ville et la malladie contagieuse arrivee en icelle, mesme aussy la descharge des deux derniers quartiers des tailles monstant a vingt huict mil tant de livres, et que pour faire lesdictes poursuittes lesdictz eschevins et sindic demeureront aussy auctorisez de prendre a rente la somme de douze cens livres tz. dont acte faict les an et jour que dessus.

(Sans signature).

LVI

(4 Janvier 1639)

Aucun habitant de la Ville autre que les officiers de justice ne s'étant présenté à l'Assemblée, le Conseil s'ajourne au vendredi suivant et décide que la convocation sera publiée aux messes paroissiales de la veille avec exhortation aux habitants de se présenter à la réunion pour délibérer sur les affaires de la Ville.

L'an mil six cens trente neuf le mardy quatriesme jour de janvier en lassemblee convocquee en la chambre de ville de ponthoise pardevant nous Charles de Monthiers escuier sieur de Saint Martin conseiller du roy lieutenant du bailly de Senlys au siege de ponthoise a la requeste des eschevins et sindic de lad. ville ou estoient presens Me pierre Lantier lieutenant asseseur dud. sieur lieutenant et ladvocat du roy de lad. ville, Me Nicolas Titollat Gabriel Lefebure et nicolas Turpin, et sur ce quil ny avoict aucuns habitans de lad. ville, lesdictz eschevins et sindic nous auroient requis et demande acte, a eulx octroye, mesmes quy leur fut permis de faire publyer jeudy prochain aux messes parroischialles que vendredy prochain dix heures du matin apres le son de cloche sonné que assemblee sera faicte pour deliberer des affaires de lad. ville, exortant tous les habitans de ladicte ville de sy trouver pour y adviser. Ce quy leur auroict permis sur ce ouy le procureur du roy et de son consentement dont acte faict les an et jour que dessus.

(Sans signature).

Suit une demi-page laissée en blanc.

A la page suivante on lit cette note sur la peste et le vœu de Pontoise de 1638.

En lannee mil six cens trente huict il y eust une grande peste a ponthoise qui sespandit en tous les cantons de la ville et faulxbourgs que jamais de memoire dhomme ne s'en estoit veu une si eschauffee tellement quil mourust environ douze cens personnes et plus de deux mil en danger la ville demeura toute deserte lespace de trois mois et y fust appresté ung si bon ordre par les officiers eschevins et syndic que les paouvres n'eurent point de necessitté, et pour appaiser lire de dieu le peuple de ponthoise auroit adressé ses prieres a la vierge sa mere et par ung veu, solennellement faict en la chambre de lad. ville dans le mesme temps de la peste par lesd. eschevins et syndic entre les mains de Monsieur le grand vicaire, auroit esté constitué ce qui est contenu en icelluy qui est transcript en se livre folio 108 — y recourir et en apres sans auctre aide que les prieres on chassa et basnit la plus grande partie des fraieurs et a lynstant et tout a coup la peste cessa sans que jamais y eust une maison infectee.

Ensuitte de ce pour cause de touttes les miserez et calamitez que la ville avoit soufferte pour la peste a la dilligence des eschevins et syndic on obtint un arrest du conseil du XXVII apvril mil six cens trente neuf desuivant par lequel fust descharger pour quatre annees de la moittié des tailles taillon subsistance et autres levees scavoir trente huict, XXXIX, XL et XLI, et en tous ses quatre annees la diminution s'est trouvee monter a plus de six vingt mil livres, larrest est au bureau du tresor des finances a rouen.

(Sans signature).

Suivent trois autres pages laissées en blanc.

LVII

(2 Juin 1640)

Une grève des bouchers à Pontoise. — Ceux-ci sont condamnés à l'amende pour n'avoir pas mis de viande en vente sur leurs étaux.

L'AN mil six cens quarante le second jour de juin en lassemblee faicte devant nous Charles Demonthiers escuyer sieur de S[t] Martin conseiller du roy nostre sire et lieutenant du bailly de Senlis au bailliage de ponthoise officiers et antiens pairs et conseillers de ville ladvocat et procureur du roy convocquez en la chambre sur la requeste des eschevins et scindicq dicelle lui auroient remonstré quilz ont eu advis que les bouchers de ceste ville ont manqué ce jourdhuy destaller en leurs estaux chairs et vivres comme a lordi-

naire dont ilz en auroient adverty M. le procureur du roy requerans quil y fust pourveu par lassemblee lequel procureur du roy par ladvocat dud. sieur a dict que les bouchers de la ville a ce presens ont esté appelez en la chambre de ville pour estre ouis sur le manquemen par eux faict ce jourdhuy davoir estallé aulcunne viande sur leurs estaus et quilz aient presentement a affirmer qu'elles viandes ilz ont soit en leur maison ou ailleurs achepter pour ce faict prendre contre eux telles conclusions quil appartiendra lesd. bouchers ont dict quilz ne ce sont fournis de viandes en consequence du commandement a eux faict de par le roy de payer chacun une livre et deux solz pour livre a quoy ilz ont tous esté taxez pour leurs estaus mesmes des deffences qui leur ont esté faictes de ne point vendre aulcunne viande jusques a ce quilz ayent satisfaict a leurs taxes et ny pouvant satisfaire ont suby les deffences qui leur ont esté faictes et ne se sont fournis daulcunnes viandes sur quoy pris le serment desd. bouchers a ce presens quelles viandes ilz avoient en leurs maisons ou ailleurs acheptes, Jehan Gruel a affirmé avoir deux veaux, Robert Gruel deux veaux, Claude Sergent deux veaux, Jehan Dufour deux veaux, Mathurin Roche a dict quil a deux veaux acheptez qui sont en ung villaige, Anthoine Roche semblablement(1) ..... Herbin a achepté trois veaux a Ennery(2)..... Langlois a dict quil a deux veaux a deux lieues, Mellon Roche a dict quil a achepté ung veau et demy et ung mouton aux champs, Guillaume Cherouise a dict quil na aulcunne viande et si ont dict quilz ont accoustumé davoir six baufz la sepmaine et quelquefois neuf en la saison des vendanges ce faict led. procureur du roy par ladvocat dud. sieur a remonstré que cest par intelligence praticquee entre eux que lesd. bouchers ont manqué cejourdhuy de fournir chairs et vivres a lordinaire pour substanter la ville et le public et que dailleurs larrest dont ilz se ventent leur a esté signifie six mois sont et plus ont deub se pourveoir sur lexecution dicelluy soit par requeste de moderation ou aultrement obtemperant a la volonté du roy, a faulte de quoy ils ne peuvent sexcuser de faulte ; conclud led. procureur du roy ad ce que lesd. bouchers soient condampnez solidairement chacun en vingt quatre livres parisy damende faulte de sestre fournis de viande a lordinaire et oultre quilz soient condampnez a s'en fournir et debiter d'ores a ladvenir selon la quantitté accoustume a peine de cinq cents livres parisy damende nonobstant oppositions ou appellations quelconques faictes et a faire. Surquoy prins ladvis de la compagnie estant en lassemblee faisant droit avons condampné les deffandeurs pour leurs intelligences conventions par forme de monopolles entre eux et pour navoir leur bouticques fournyes de viandes comme leur coustume chacun en vingt quatre livres parisy damende au payement de laquelle ilz seront contrainctz mesme par enprisonnement de leurs personnes et si les avons condampnez toutte la sepmaine prochaine et a ladvenir d'estre fournis de viande aultant quil en convient pour substanter la ville et villaiges circonsvoisins sur plus grande peine sauf touttefois ou des a present ilz fournissent de viande competemment

(1-2) L'indication est laissée en blanc sur le manuscrit.

en leurs bouticques a user de moderation de lad. amende ou remise entiere sil y a lieu ce fut faict et donné en lad. chambre les jour et an que dessus.

DEMONTHIERS.

LVIII

(27 Février 1640) (1)

Reddition de compte des échevins. — Projet d'impôt pour rembourser le reliquat. — Arrêt du Conseil du roi qui autorise la Ville à taxer pendant six ans les denrées et marchandises qui se vendent et consomment dans la ville de Pontoise.

L AN mil six cens quarante le XXVII^e^ jour de febvrier en lassemblee faicte devant nous Charles Demonthiers escuyer sieur de S^t^ Martin conseiller du roy nostre sire lieutenant du bailly de Senlis aux sieges royaux et baillage de ponthoise en lauditoire royalle dud. lieu ou ont esté convocquez tous les antiens conseillers et pairs de ville et tous les habitans dicelle au son de cloches, ou estans a esté proposé par M^e^ François Duval advocat pour lad. ville les M^es^ Gabriel de S^t^ Denis conseiller du roy et controolleur au grenier a sel de ponthoise Robert Cossart commissaire des tailles apresent eschevins en lad. ville ont presenté deux comptes cy devant en unne aultre assemblee lun pour le subject des pertes arrivez en lannee mil six cens trente huict laultre faisant mention des derniers desbourcez pour les affaires de lad. ville des et depuis le temps quilz sont en leurs charges deschevins jusques a present en laquelle premiere assemblee pour cest effet auroit esté arresté que lesd. comptes seroient veuz et examinez par honorables hommes M^e^ François Duval procureur et Jehan le Tellier marchant, antiens conseillers en lad. ville, lequel examen en auroit esté faict par eux en la presence desd. eschevins et de M^e^ Nicolas Lecousturrier adjoint aux enquestes, syndicq, par le premier desquelz comptes pour le subject des pertes ce retouquoist que la mise excede la recepte de la somme de quatre vingtz quinze livres cinq solz, le second touchant les affaires de la ville dont la recepte est seullement de quatre cens livres la mise se trouve exceder la recepte de la somme de trois mil neuf cens quatre vingtz neuf livres treize solz et dont lad. ville demeure redebvable envers eux et par mesme fin quil sera deliberé de trouver moyen par la presente assemblee pour pouvoir retrouver les deniers par eux desbourcez comme aussy d'establir fondz pour leffet des affaires de la ville a ladvenir daultant quil ny a plus de moyen d'y

(1) La place qu'occupe sur le registre le procès-verbal d'une délibération du 27 février 1640, à la suite d'un procès-verbal d'une délibération du mois de juin de la même année, permet de constater le peu de soin avec lequel étaient rédigés les procès-verbaux.

pouvoir survenir attendu que lad. ville na aulcuns deniers patrimoniaulx et quand a loctroy qu'elle avoit cy devant sur le sel qui estoit le seul revenu de lad. ville il a esté cy devant revoque et n'en a lad. ville rien depuis lannee mil six cens trente quatre, et comme autrefois il a esté proposé en semblables assemblees beaucoup de moyens pour faire fondz en lad. ville comme sur le vin, le bestial, bois, et sur quelques danrees la deliberation n'y ayant esté faicte pour cause de la diversite doppinions cest pourquoy ce jourdhuy ont faict convocque le peuple au son de cloche pour donner leur advis sur la proposition cy dessus nous supplians d'y colliger leur voix surquoy prins ladvis des antiens conseillers de ville et plusieurs aultres habitans presens en lad. assemblee ont dict quilz sont d'advis que lesd. comptes demeureront cloz et arrestez aux mises cy dessus mais quilz ne sont point d'advis que lon impose aulcunne chose sur les danrees et marchandises mais sont d'advis qu'on leve sur eux les deniers qui sont deulx ausd. eschevins par le relliqua de leur compte, et pour survenir aux affaires par le present et pour ladvenir quilz sont d'advis que lon leve sur eux semblablement trois mil livres par chacun an jusques a ce quil ait pleu au roy leur permetre loctroy et laquelle levee tant pour ce qui est deub. ausd. eschevins que lesd. trois mil livres pour survenir aux affaires ilz accordent estre lever sur eux des a present et pour cest effet que lesd. eschevins et scyndic soient auctorizez pour poursuivre letres patentes du roy en son conseil, et par le procureur du roy absent comparu par ladvocat dud. sieur present a esté dict quil y va du service du roy de ne souffrir qu'aucunnes levees soient faictes et de temps en temps voire de fresche datte y a eu arrestz du conseil et declarations de Sa Majesté portans pareille prohibition au contraire le roy pour donner moyens a ces subjectz de le soullager dans les necessitez pressantes leur a permis imposer quelques sommes sur les denrees qui se vendent et consomment chacun en leur detroit (1) et conformement a ce a este ceans cy devant delibere dimposer sur les marchandises a quoy na esté formé aulcunne opposition ; y a consenty le procureur du roy mais il a empesché et empesche formellement la levee des deniers sur les habitans et que pour raison de ce empesche aulcune poursuitte surquoy veu ladvis desd. pairs de ville et habitans a esté arresté suivant icelluy que lesd. eschevins et sindicq se retireront pardevant Sa Majesté et nosseigneurs de son conseil pour obtenir lettres dassiette sur lesd. habitans pour le remboursement de pareille somme de quatre mil quatre vingtz quatre livres dix huict solz dunne part deulz ausd. eschevins pour leurs comptes et trois mil livres pour survenir aux affaires et ce lannee presente et laquelle somme de trois mil livres sera levee par chacun an sur lesd. habitans jusques a ce quil ait pleu a Sa Majesté establir loctroy que lad. ville avoit cy devant sur le sel ou leur donner aultre fond pour survenir aux affaires et necessitez de lad. ville et a ceste fin avons lesd. eschevins et scindicq auctorizez et auctorizons par ces presentes.

DEMONTHIERS.

(1) Zone.

Arrest du conseil obtenu a la dilligence de Mes Gabriel de St Denis conseiller du roy et controlleur au grenier a scel de ponthoise Robert Cossart commissaire des tailles eschevin et Me Nicolas Lecousturier adjoint aux enquestes pour le roy syndicq de pontoise contraire a lintention de lacte dassemblee cy dessus.

Extraict des registres du Conseil destat

Sur la requeste presentee au roy en son conseil par les eschevins syndicq et habitans de la ville de ponthoise tendant a ce que pour les causes y contenues pour survenir aux despences et fraiz qui conviendra faire a ladvenir pour les affaires et necessitez de la ville il pleust a Sa Majesté leur permettre de lever en la presente annee et en chacunne des suivantes a ladvenir la somme de trois mil livres sur tous les contribuables aux tailles de lad. ville exemptz et non exemptz privilegiez et non privilegiez, et ce en vertu de larrest qui interviendra sur lad. requeste sans aulcuns fraics ny droictz nonobstant touttes declarations arrestz et reiglemens portans deffences de lever aulcunnes sommes que celles contennues aux commissions des tailles, ordonner que lad. somme ne pourra estre saisie et arrestee par aulcuns des creanciers de lad. ville pour quelques causes et pretexte que ce soit sauf a eux a se pourveoir pour le payement de leur deub par telles aultres voyes quilz adviseront bon estre et ce nonobstant opposition ny appellations quelconques dont si aulcunnes interviennent la congnoissance en appartiendra a Sa Majesté et a son conseil et interditte a tous aultres juges veu lad. requeste signee des forestz belleville a este en deliberation prise par lesd. supplians par devant le lieutenant du bailly de Senlis en lad. ville de ponthoise lequel auroit ordonné que pour obtenir lettres dassiette ilz se pourveoiroient au Conseil et xxviie febvrier mil six cens quarente ouy le rapport du sieur le grand commissaire a ce deputé et tout consideré Le Roy en son conseil ayant esgard a lad. requeste a permis et permet aux eschevins syndicq et habitans de lad. ville de ponthoise de lever a ladvenir pendant six annees consecutives la somme de trois mil livres par chacun an sur les danrees et marchandises qui se consomment en lad. ville et a cest effet qu'a la dilligence des eschevins syndicq de lad. ville assemblee sera faicte desd. habitans pour dresser le tarif des droictz a prendre sur les marchandises et denrees pour la levee de lad. somme et a ceste fin que touttes lettres necessaires leur seront expediees faict au conseil destat du roy tenu a paris le dixiesme jour de may mil six cens quarante signé de Boordeaux et a certifié collation.

LIX

(12 Mai 1640)

Droits établis sur certaines marchandises en exécution de la précédente délibération.

Lan mil six cens quarente le douziesme jour de may en lassemblee facte devant nous Charles Demonthiers escuyer sieur de S[t] Martin conseiller du roy nostre sire lieutenant du bailly de Senlis des sieges royaux et baillage de ponthoise et les antiens conseillers de ville convocquez en la chambre de ville sur la requeste des eschevins et syndicq de lad. ville et en la presence des advocat et procureur du roy auroit esté proposé qu'ensuitte de lassemblee cy devant faicte et des le xxvii[e] febvrier dernier pour raison destablir fondz pour survenir aux affaires de la ville a ladvenir auroit esté arresté en lad. assemblee que lon leveroit sur le peuple par chacun an la somme de trois mil livres au mar la livre sur le pied des tailles a commancer lad. levee la presente annee et icelle continuer jusques a ce quil ait pleu au roy permettre loctroy et pour en obtenir patentes du roy les eschevins et syndicq auroient esté auctorizez suivant quoy se seroient pourveus au conseil du roy et sur la requeste par eux presentee aux fins cy dessus auroit esté donné arrest du dixiesme de ce mois par lequel faisant droit sur lad. requeste auroit esté ordonné que pour faire fondz a lad. ville sera imposé pour le temps de six ans sur les danreez et marchandises qui se consomment dans lad. ville et qu'a ceste fin assemblee sera faicte pour deliberer sur qu'elle marchandise on fera lad. imposition dont en sera faict estat pour icelluy porté au conseil y estre pourveu, laffaire mise en deliberation et prins et colligé les voix des pairs et conseillers de ville estans en lad. assemblee ont esté tous dadvis que pour survenir aux affaires de la ville a ladvenir quil sera faict imposition des a presens sur les danrees qui se vendront et debiteront dans la ville et faulx bourgs de ponthoise y comprins le bourg de laumosne nommé les ponthoise et ce pour six ans a quoy ont consenty lesd. advocat et procureur du roy Surquoy veu led. advis, et consentemens desd. advocat et procureur du roy a esté arresté quil sera imposé des a present sur les danrees qui se vendront et debiteront dans lad. ville et faulx bourgs de ponthoise y comprins le bourg de laumosne nomme les ponthoise et ce pour six ans, ce fait lesd. eschevins et syndicq ont requis quil fust deliberé sur quelle marchandise et danree sera faict lad. imposition et sur quel prix sur ladvis presentement receu desd. conseillers de ville et des consentemens desd. avocat et procureur du roy a esté procedé a limposition sur les marchandises et danrees et sur le prix diceux comme il ensuit :

Premierement sur chacun beuf trente solz ;
Sur une vache dix solz ;

Sur ung veau cinq solz;

Sur ung mouton trois solz;

Sur ung porc au dessuz du prix de dix livres sera payé dix solz et au dessoutz cinq solz;

Pour chacunne corde de bois dix solz;

Pour le cen de bois de compte dix solz;

Pour la charette de bois a brusler qui entrera dans la ville et faulxbourgs et aultres que du revenu des particullier habitans de ville et fauxbourgs sera payé cinq solz;

Pour le cens de cottretz et fagotz sera payé trois solz pour le cens de morue trente solz pour chacun baril tant haran, morue en selz, morue en saulce, maquereau, et saulmon dix solz;

Pour muid de charbon de bois deux solz;

Pour baril de charbon de terre deux solz;

Pour chacun cens de laine dix solz;

Pour lentree de chacun muid de vin cinq solz.

Ce fut faict et arreste en la chambre de ville les jour et an que dessus et quil sera faict assemble publique au son de cloche ou sera faict lecture de la presente deliberation.

DEMONTHIERS.

Arrest notable obtenu a la dilligence desd. sieurs de s[t] Denis Cossart eschevins et Lecousturier syndicq par lequel la ville de ponthoise n'est point comprises aux levees et charges de l'entretenemen des gens de guerre entretenuz dans la province de Normandie.

Extraict des registres du Conseil destat

Sur la requeste presentee au roy en son conseil par les eschevins, syndicq et habitans de la ville de ponthoise, disans qu'encores que lad. ville ne soit en la province de Normandie ains de lisle de france lesd. habitans ont neantmoins esté compris pour la somme de quatre mil livres tz en la contribution ordonnee par arrest du conseil du vingt huictiesme apvril dernier estre faicte par touttes les villes de lad. province de Normandie pour lentretenemen des gens de guerre qui doibvent sejourner aud. pays soubz la charge du sieur comte de Saligny. Veu lad. requeste led. arrest du xxviii[e] apvril dernier, portant la levee de la somme de six vingtz quatorze mil cinq cens livres tz sur les villes de lad. province pour lentretenemen des gens de guerre qui y sont. Sa Majesté en son conseil a deschargé et descharge lesd. eschevins syndicz et habitans de lad. ville de ponthoise de lad. somme de quatre mil livres tournois attendu quilz sont du gouvernement de lisle de france et non de lad. province de Normandie, ordonne Sa Majesté que lad. somme de quatre mil livres tz sera rejetter et regaller par le sieur de paris conseiller du roy en son conseil intendant de la justice police et finance de lad. province de Normandie sur

les villes et dépendans au sol la livre ou autrement ainsi quil advisera. faict au conseil destat du roy tenu a paris le xxiv^e^ jour de juin mil six cens quarante signe de bordeaux.

Aultre arrest du conseil obtenu lannee suivante pour mesme fin

Extraict des registres du Conseil destat

Sur la requeste presentée au roy en son conseil par les eschevins, sindic, et habitans de la ville de ponthoise contenant qu'encores que lad. ville ne soit de la paroisse de Normandie ains de lisle de france lesd. habitans ont neantmoins (1) esté comprins pour la somme de deux mil quatre vingts cinq livres en la contribution ordonnee estre faicte par arrest du conseil du xx^e^ apvril dernier sur touttes les villes de la province de Normandie pour lentretenemen des gens de guerre qui doibvent sejourner ausd. pays soubz la charge dud. comte de Saligny et daultant que lintention de Sa Majesté est que les sommes qui sont necessaires pour lentretenemen desd. gens de guerre soient levee sur lad. province de Normandie seullement et non ailleurs et quilz ont esté comprins dans led. arrest par inadvertance puisquilz ne sont de lad. province requeroient quil pleust a Sad. Majesté les descharger de lad. imposition. Veu lad. requeste, le Roy En son Conseil a deschargé et descharge lesd. eschevins syndicq et habitans de lad. ville de ponthoise de lad. somme de deux mil quatre vingts cinq livres attendu quilz sont du gouvernement de Lisle de france et non de lad. province de Normandie, ordonne Sad. Majesté que lad. somme de deux mil quatre vingtz cinq livres sera rejettee et regallee par le sieur de paris intendant de la justice police et finance de lad. province sur les villes et dependances au sol la livre ou aultrement ainsy quil advisera faict au conseil destat du roy tenu a paris le troiziesme jour daoustz mil six cens quarente ung, collationné et plus bas signé galland avec paraphe et scellé de cire jaulne.

LX

(6 Décembre 1639) (2)

Décision sur le paiement des gages de l'horloger de Saint-Maclou.

Du cinquiesme jour de decembre mil six cens trente neuf

En lassemblee faicte devant nous Charles demonthiers escuyer sieur de S^t^ Martin lieutenant du bailly de senlis des sieges royaux de ponthoise a la requeste des eschevins et syndicq de lad. ville ou auroient esté convoquez tous les pairs et antiens conseillers de ville et tous les habitans

(1) Le mot *ont* est ici répété à tort sur le registre.

(2) Ce n'est pas la première fois qu'une pareille interversion se produit dans la rédaction des procès-verbaux. (V. n^os^ LVII et LVIII.)

dicelle appellez au son de cloche en la grande chambre de lauditoire royal de ponthoise pour deliberer et donner leurs advis sur plusieurs affaires qui auroient esté proposees en lad. chambre en la presence de ladvocat et procureur du roy de lad. ville ou entre aultres choses lesdictz eschevins et syndicq de lad. ville par Me François Duval leur advocat auroit esté proposé et mis en avant que Sebastien Cornu orloger de lad. ville de ponthoise des et depuis trente six ans il auroit mené et conduit lorloge de lad. ville de ponthoise qui est a present pose dans la tour et dausme de leglise de St Maclou de ponthoise aux gaiges de trente six livres par an dont il auroit tousjours esté payé et satisfaict si non que depuis quatre ans en ca eschuz au jour et feste de Toussaint dernier mil six cens trente neuf il nauroit receu aulcunne chose faulte qu'il n'y a aulcun revenu en lad. ville et daultant que led. Sebastien Cornu ne veult plus vacquer a conduire lad. orloge sil n'est satisfaict de ce qui luy est deub et sil n'est assuré de son payement pour ladvenir, laffaire mise en deliberation et sur ce prins ladvis des antiens pairs et conseillers de lad. ville et habitans dicelle illec presens en lad. assemblee ont esté dadvis que led. Sebastien Cornu soit payé des quatres annees de ses gaiges a lad. raison de trente six livres par an eschus au jour et feste de Toussaint dernier et a cause quil ny a aulcun fondz a la ville et qu'elle est oberee de debtes sont d'advis que pour ladvenir led. Sebastien Cornu au lieu de ses gaiges accoustumez soit reduict pour touttes tailles empruntz subsiztances et aultres contributions sur le pied de cinq solz du corps principal a quoy il sera reduit seullement a la charge de conduire lorloge de lad. ville sans quil soit tenu fournir aulcunnes choses pour lentretenemen dicelle orloge et ouy le procureur du roy par ladvocat dud. sieur et leur consentemen a esté conformement aud. advis que led. Sebastien Cornu sera paye desd. quatre annees de sesd. gages à raison de trente six livres par chacun an escheus au jour et feste de tous les sainctz derniers, et pour ladvenir led. Sebastien Cornu au lieu desd. gaiges accoustumez sera reduict pour touttes tailles empruntz subsistances et tous aultres contributions sur le pied de cinq solz du corps de principal ausd. tailles a quoy il sera reduict seullement a la charge de conduire par luy tous les jours lorloge de lad. ville sans quil soit tenu fournir aulcunne chose de lentretenemen dicelle ce que led. Sebastien Cornu a presentement accepté et a quoy il sest contenté.

DEMONTHIERS.

LXI

(16 Janvier 1641)

Les échevins sont autorisés à requérir des lettres patentes du roi pour obtenir par voie d'impôt le paiement de leurs comptes qui ont été apurés.

Lan mil six cens quarente et ung le xvi^e^ jour de janvyer en lassemblee faicte devant nous Charles Demonthiers escuyer sieur de S^t^ Martin conseiller du roy nostre sire lieutenant du bailly de Senlis des sieges royaulx et baillage de ponthoise en lauditoire royale dud. lieu ou ont esté convoquez tous les antiens conseillers et pairs de ville et tous les habitans dicelle ou estant a esté proposé par M^e^ Francois Duval advocat pour lad. ville que Messieurs les eschevins ont presenté ung compte faisant mention des deniers desbourcez pour leffet des affaires de la ville avoient des et depuis les comptes par eux cy devant presentez et des il y a ung an et plus en laquelle premiere assemblee pour cest effet auroit esté arresté que lesd. comptes seroient veuz et examinez par honorables hommes M^e^ Francois Duval procureur et Jehan le Tellier marchand, antiens conseillers de lad. ville lequel examen en auroit esté faict par eux en la presence desd. eschevins par lexamen duquel compte aper que la despence et frais diceux ce monte a la somme de deux mil quatre cens vingt livres unze solz tz lesquelz eschevins partant demandent que led. compte demeure cloz et arresté a la somme cy dessus et dont la ville demeure redevable envers eux Cest pourquoy ont faict cejourdhuy convoquer le peuple pour donner leur advis sur la proposition cy dessus nous supplians d'en colliger les voix surquoy prins ladvis des antiens conseillers de ville et plusieurs aultres habitans presens en lad. assemblee ont dictz quilz sont dadvis que led. compte demeure clos et arresté aux mises cy dessus de la somme de deux mil quatre cens vingt livres unze solz et quilz sont dadvis qu'on leve sur eux lesd. deniers avec les aultres deniers qui leur sont deulx par aultres comptes cy devans examinez et ensemblement des a present et pour cest effet que lesd. eschevins et syndic soient auctorisez pour poursuivre lettres patentes du roy en son conseil Surquoy veu ladvis desd. pairs de ville et habitans et ouy sur ce le procureur du roy a esté suivant icelluy arresté que lesd. eschevins et syndic se retireront par devers Sa Majesté et nosseigneurs de son conseil pour obtenir lettres dassiette sur lesd. habitans de lad. somme de deux mil quatre cens vingt livres unze solz deus ausd. eschevins par led. compte et poursuivront leffet de lad. levee avec celle de la somme de quatre mil quatre vingtz six livres trois solz a eux deubs par leurs premiers comptes et pour icelle estre faicte ensemblement des lannee presente et a cest effet demeurent lesd. eschevins et syndic auctorizez par ces presentes. Ce fut faict et arresté les jour et an que dessus.

Demonthiers.

LXII

(16 Juin 1641)

Les échevins sont autorisés à intervenir en appel dans une affaire intéressant deux marchands de Pontoise, qui ont été condamnés par le prévôt des marchands et les échevins de la ville de Paris, et à soutenir que la ville de Paris ne peut avoir aucune juridiction sur les marchands de bois de Pontoise.

L an mil six cens quarente et ung le seiziesme jour de juin en lassemblee faicte devant nous Charles demonthiers escuyer sieur de s[t] martin lieutenant civil et criminel du bailly de senlis a ponthoise les officiers et antiens pairs et conseillers de ville en la presence des advocat et procureur du roy sur la requeste des eschevins et syndic de lad. ville, a esté proposé par les eschevins et syndic que messieurs les prevost des marchands et eschevins de la ville de paris auroient donné jugemens contre simon Charton et Claude faver marchand de bois en ceste ville par lun desquelz led. charton auroit esté condampné de faire amener et conduire incessamment en lad. ville de paris quantitté de trente milliers de cotterest et fagotz et douze cordes de bois de traverse a la reserve de trois milliers de cotteretz et fagotz et aud. claude faver la quantitté de cent milliers de cotteretz et fagotz et quarente cordes de bois a la reserve de quatre milliers de cotteretz et fagotz et quatre voyes de bois, en vertu desquelz commandemens leurs auroient esté faictz par ravillon sergent cejourdhuy de fournir ausd. jugemens lesquelz auroient declaré quilz s'estoient portez pour appellans desd. jugemens et lequel appel ilz auroient relevé, dont et de tout ce que dessus lesd. charton et faver en auroient donné advis ausd. eschevins et syndic pour leur estre pourveu Surquoy laffaire mise en deliberation et prins ladvis de lassemblee et ouy sur ce ladvocat et procureur du roy a esté arresté que les eschevins et syndic demanderont estre receu jointz en linstance pendant par appel entre lesd. charton et faver appellans dune part et le procureur du roy de lhostel de ville de paris inthimé daultre, et soustenir que lhostel de ville de paris na aulcunne jurisdiction sur les marchands de bois de ponthoise ny aultres attandu quil y a hostel de ville en icelle et justice de police qui siegent journellement sans aulcunne dependance de la jurisdiction de lhostel de ville de Paris sinon que de la cour de parlement et aultres moyens quilz trouveront estre necessaires a propose en lad. cause a ceste fin ont esté auctorizez faict et arresté en la chambre de ville les jour et an que dessus.

Demonthiers.

LXIII

(19 Avril 1641)

Répartition d'une taxe sur les habitants. — Les deux collecteurs choisis sont exemptés pour l'avenir de faire aucune collecte ou répartition.

En lannee mil six cens quarente aud. mois de Juillet et Novembre auroit este signifie unne taxe a quarante ou cinquante habitans de la ville, comme aisez, dont touttes les sommes ensembles se montoient a douze mil livres et comme il y avoit de lexcedz et de linegalitté aux taxes attandu quil y en avoit de paouvres taxez et de richez qui ne lestoient pour esviter a la division que cela eust peu apporter entre les habitans les eschevins et syndic ce sont pourveus au conseil pour obtenir diminution des taxes et le reject en estre faict, comme vous congnoistrez par lacte cy apres :

Lan mil six cens quarente et ung le xix^e^ apvril en lassemblee faicte devant nous Charles demonthiers escuyer sieur de S^t^ Martin lieutenant civil et criminel en la ville et baillage de ponthoise les officiers et conseillers de ville advocat et procureur du roy sur la proposition faicte par les eschevins et syndic de lad. ville qu'ayant obtenu arrest du conseil privé du roy du xiii^e^ apvril mil six cens quarente et ung contenant la reduction des taxes des aisez de la ville a la somme de six mille livres et le reject en estre faict sur les habitans de lad. ville ayant pouvoir de le porter le fort portant le faible avec permission de faire ung roole par personnes qui seront nommez en lad. chambre que pour venir a lexecution dicelluy il convenoit nomme des personnes pour faire les rooles et aultres pour faire la collecte des taxes contenus en iceux. La proposition mise en deliberation a esté arresté que les eschevins et syndic feroient les rooles desd. taxes conformement aud. arrest et jusques a la concurance de lad. somme et pour en faire la collecte qui leur est permis de nommer deux personnes qui demeureroient arrestez sans aultre ordre et en ce faisant iceux collecteurs demeureroient deschargez a ladvenir de faire aulcunne collecte et assiette en lad. ville, dont ilz eussent pu estre subjectz comme habitans.

DEMONTHIERS.

Quittance et décharge données aux collecteurs :

Les deux collecteurs nommés par lesd. eschevins et scindic sont les personnes de Guillaume desgroux chirurgien et de Jean Cossart apoticaire en cette ville qui en ont faict la collecte et fourni a l'espargne de sa majesté la somme de six mille livres tz. portée par l'arrest suivant la quittance quilz en ont rapporté du s^r^ de Guénegault et mise en mains de M. pierre langnier et Guillaume fairains pour lors eschevins qui en ont donné recepicé ausd. Desgroux et Cossart qui en sont deschargés et quittés par la ville des charges ausquelles ils estoyent obligés.

LXIV

(Octobre 1641)

Les échevins sont autorisés à emprunter jusqu'à concurrence de mille livres pour pourvoir aux nécessités de la Ville pendant la durée de leurs fonctions.

Lan mil six cens quarente et ung le samedy (1) octobre en lassemblée faicte devant nous Charles demonthiers escuyer sieur de S[t] Martin conseiller du roy lieutenant civil et criminel du bailly de Senlis en la ville de ponthoise sur la requeste des eschevins et syndic par lesquelz auroit esté remonstré quil y avoit de grandes affaires en la ville a poursuivre notamment au conseil pour la diminution des tailles lesquelles si on y donne ordre promptement qu'elles seront excessives lannee prochainne et de moictié de lannee presente voires possible de plus et que pour survenir a ces poursuittes et aultres affaires qui se presentent journellement il ny a aulcuns deniers en lad. ville les eschevins et syndic ne pouvans plus desbourser en leur nom supplians de prendre les voix des conseillers et pairs de ville estans en lad. assemblee pour donner leur advis de ce qui seroit bon de faire Surquoy pris ladvis de lad. assemblee a esté arresté que lesd. eschevins et syndic pour survenir ad ce que dessus et aultres affaires qui se presenteront pendant leur temps demeureroit auctorizez demprunter jusques a la somme de mil livres et eux obliger en leurs propres et privez noms mesmes a payer lintherestz jusques a la restitution de lad. somme et laquelle somme a quoy ilz seront obligez ensemble les intherestz lesd. habitans seront tenus leur rendre et a quoy faire des a present ils demeurent obligez faict les jour et an que dessus.

Demonthiers.

Suit une page laissée en blanc — puis la transcription du vœu de la ville de Pontoise à la vierge, du 8 septembre 1638.

Votum urbis pontisarensis ad luis grassantis expulsionem VIII septembris conceptum :

NOS FRANCISCUS DAGUILLENGUY magnus diœcesis rotomagensis archidiaconus, prepositus commendatorius ecclesiæ barjolensis, forojuliensis diœcesis, vicarius pontisaræ, et vulgassini franciæ, pro illus-

(1) Le quantième est laissé en blanc.

trissimo ac reverendissimo s. domino francisco. 2°. rotomagensi archiepiscopo, cum prefectis urbis, scabinis, procuratore syndico, consiliariis et paribus urbis eiusdem.

Confisi miserationis divinæ fluenta per tuæ divinæ maternitatis sinus (o sæculorum refugium) in humanæ miseriæ sublevationem ubere alveo (1) derivari, et illum inexhaustum tuæ benignitatis fontem, quem per omnium ætatum flexum miseris omnibus apperuisti, nobis infesta lue misere vexatis non fore occlusum.

Ad sacram tuæ potentiæ, et misericordiæ aram, cui se tota infudit divinitatis et gratiæ plenitudo, animos et vota effusuri, sub auspiciis divini verbi, sacris tuis visceribus humani, supplices confugimus, atque in nativitatis et conceptionis gratiam tres faces accensas tuæ regiæ, virgineæ maternitati per votum solemne, perenni illarum festivitatum recursu, solemni ad tibi consecrata pulvinaria supplicatione instaurandum, interdicto etiam nobis pridie tuæ immaculatæ conceptionis carnium usu consecramus. Et ut ætati venturæ innotescat nostrum votum hac die ad perniciem urbis amovendam conceptum, non fuisse irritum, basis iconis argenteæ sexcentis francis elaboratæ, vestri beneficii, et nostri animi gratiam propalabit; atque in signum votivæ urbis in tuæ protectionis sinum transmissionis, singulos urbis aditus altiore tua et eminentiore decorabimus effigie, ut exteris pateat hanc urbem universam cum suburbicaria regione tibi sacro voti presentis nexu mancipatam, in tuæ potestatis supremæ venerationem aere perennius perennis obsequii monumentum extruxisse.

Erue ergo nos (omnium ærumnarum liberatrix) quæ cogitari non potest sine suavitate, nec nominari sine gratiæ effusione, ab hac ærumna, et omni alia clade, divinum filii tui cultum disturbante; dissolve fluentes colligationes impietatis instar cerœ a facie ignis et infensos tui nominis hostes, veneficis artibus tale exitium in vitæ nostræ perniciem molientes universa regione excussos, æternis carceribus detrude cruciandos.

Suscipe nos universi orbis domina, in tui meri imperii et supremi dominii potestatem, ut olim, presente constantino imperatore et consilii nisseni patrum concessu, novam romam suscepisti et pro tua regia clementia, concede, hanc urbem, ut olim hungariam tibi a rege stephano mancipatam, hoc novo et votivo adoptionis jure tuam familiam nominari.

VIII Septembris anno a partu virginis M. D. C. XXXVIII.

Ont signé : F. Daguillenguy vicarius Pontisaræ, Demonthiers, Lanquier, Lefebure, Deslyons, Cossart, D. Aubry, de Sainct Denis, Cossart, Thiboult, Lefebure, Lecousturier, Chevallier, N. Soret, Thiboult, Duboys, F. Le Cousturier, A. Seigneur, Gruel, de Sainct Denys, Riou, A. Vilot, Guesdon.

(2) Le texte, par une erreur évidente du copiste, porte *a luco*, ce qui n'a aucun sens.

Une traduction libre a été intercalée au registre sous forme d'onglet.
Nous proposons la suivante :

VŒU DE LA VILLE DE PONTOISE

Fait le VIII septembre 1638 pour être délivrée de la peste qui sévissait à cette époque

Nous, François Daguillenguy, grand archidiacre du diocèse de Rouen, prévôt commandataire de l'église de Barjols, diocèse de Frejus, vicaire de Pontoise et du Vexin français, pour l'illustrissime et révérendissime Monseigneur François II, archevêque de Rouen, et les lieutenant, échevins, procureur, syndic, conseillers et pairs de la ville de Pontoise,

Convaincus que le fleuve de la miséricorde de Dieu coule à pleins bords par le canal de votre divine maternité (refuge de tous les siècles), pour le soulagement des misères humaines et que votre bonté, pareille à une fontaine inépuisable, ouverte dans tout le cours des âges à tous les malheureux, ne peut rester fermée pour nous qui gémissons sous l'horrible fléau de la peste ;

Nous venons, en suppliants, répandre notre âme et nos vœux devant l'auguste autel de votre puissance et de votre miséricorde, où se concentre la plénitude de la divinité et de la grâce, et, nous plaçant sous les auspices du verbe divin fait homme dans vos entrailles sacrées, nous promettons par un vœu solennel que, chaque année, dans la commémoration de votre nativité et de votre conception, trois flambeaux seront allumés en l'honneur de votre royale et virginale maternité, et que, dans ces jours de fête, des prières publiques seront dites aux lieux qui vous sont consacrés ; nous engageant même à nous interdire l'usage de la viande la veille de votre immaculée conception.

Et afin que les âges futurs ne puissent ignorer que le vœu que nous formulons aujourd'hui pour délivrer notre ville de la peste, n'a pas été fait en vain, nous promettons de vous élever une statue en argent d'une valeur de 600 livres pour servir de témoignage et de vos bienfaits et de notre reconnaissance.

En outre, pour montrer que cette ville vous est vouée et est placée sous votre protection, nous ornerons de votre image le dessus de chacune de ses portes.

Ainsi les étrangers connaîtront-ils que cette cité entière, avec ses faubourgs, s'est enchaînée sous votre dépendance en vertu de ce vœu et qu'en l'honneur de votre souveraine puissance elle a érigé un monument de sa gratitude, plus durable que l'airain.

O vous, libératrice de tous les périls, dont la pensée est un charme, dont le seul nom fait jaillir la grâce, délivrez-nous donc de cette affliction et de tout autre fléau qui trouble le culte de votre Fils, dissipez les complots de l'impiété comme le feu fait fondre la cire, écartez de notre pays les ennemis acharnés de votre nom si fertiles en ruses et en maléfices pour corrompre la santé publique et rejetez-les dans les supplices de leur éternelle prison.

Recevez-nous, reine de l'univers, en votre absolu pouvoir et souverain domaine, comme autrefois en présence de l'empereur Constantin et aux acclamations des pères du Concile de Nicée vous avez adopté la nouvelle Rome ; au nom de votre royale clémence, permettez que notre ville, comme autrefois la Hongrie, que le roi Étienne vous a consacrée, soit, en vertu de ce vœu, admise aussi dans votre famille d'adoption.

8 Septembre, l'année depuis l'enfantement de la vierge 1638.

Suivent les signatures.....

LXV

(21 Mars 1642)

Élection de Sébastien Gruel aux fonctions de syndic.

Le vendredy vingt et uniesme jour de mars mil six cens quarante deux Sebastien Gruel procureur en cette ville de ponthoise a este esleu scindic des habitans de ladicte ville pour le temps de trois ans, en lassemblee generale desdictz habitans faicte en lauditoire royal dudit ponthoise au son de la cloche ainsy quil est accoustumé, estoient presens les eschevins noble homme Me Pierre Lanquier procureur du roy lieutenant particulier au siege du baillage dudict ponthoise et honorable homme Guillaume Fournier bourgeois dudict ponthoise.

(Sans signature).

Le surplus de la page et tout le verso sont laissés en blanc.

LXVI

(23 Octobre 1642)

Les échevins sont autorisés à emprunter et à lever sur les habitants un impôt destiné à faire face aux nécessités pressantes de la Ville et à défendre aux poursuites dont ils sont l'objet.

Ce jourdhuy vingt troiziesme octobre mil six cens quarante deux trois heures de relevee en lassemblee faicte en la chambre de ville sur la requeste des eschevins et scindic pardevant Me Charles Demonthiers escuier sieur de Sainct Martin conseiller du roy lieutenant general civil et criminel du bailly de Senlis au siege de ponthoise en laquelle assemblee se sont trouvez plusieurs notables et antiens conseillers de ville et officiers de justice et entre aultres Me Charles Demachy prevost maire, Me Hypolyte Lefebure conseiller

du roy grenetier au magazin a sel Me Gabriel de Sainct Denis controolleur aud. magazin Me Simon Lefebure advocat Me Anthoine Thiboust advocat Me Gabriel Duval et Jehan Guerin marchans tous autres conseillers dicelle ville et plusieurs aultres bourgeois et habitans, lesdictz eschevins et scindic ont remonstre que des le mois de may dernier ilz auroient faict entendre a toute lassemblee convocquee a cet effect que pour subvenir aux plus pressantes affaires de ladicte ville et pour eviter aux poursuites contre eux faictes par Me Pierre Dorval estant aux droictz de la damoiselle Dailly pour une rente de six vingtz cinq livres tz par an racheptable de quinze cens livres, cens des lan mil cinq cens quatre vingtz sept par deffunctz Me Gobert François, Pierre Dancoigné et Me Pierre Dorval les eschevins et scindic de ladicte ville par ladveu des plus notables habitans de laquelle rente sont a present deubs neuf a dix annees darrieres qui leur sont demandees et a plusieurs des heritiers de ceux qui ont constitue ladicte rente, il estoit donc necessaire pour trancher lesd. poursuites, et plusieurs aultres contre eux faictes tant par maistre Boulart recepveur des deniers communs de lad. ville pour une somme de quatre cens vingtz sept livres dix sols, et par Me Nicolas Turpin procureur en parlement pour sept cens quatre vingtz dix livres par Me Guillaume Dehors pour la somme de cent quatre vingtz livres par Me Christophe Gueriteau, et Pierre Duboys pour la somme de quarante cinq livres a eux deubs, et encores pour subvenir au paiement daultres debtes dont ilz sont passibles, de faire lever sur les habitans de ladicte ville de toutes lesd. somes deubs tant en principal que despens attendu quil ny a aucun fondz ny revenu appartenant a ladicte ville pour y satisfaire sur quoy auroict esté delibéré par les precedantes assemblees que lesd. eschevins et scindic se pourvoiroient pour obtenir commission du sieur esleu de cette ville sy faire se pouvoit a leffect de lever lesditz deniers suivant quoy ils luy auroient presenté requeste expositive de ce que dessus et aux fins de leur delivrer sadicte commission laquelle requeste ayant esté communiquée à M. le procureur du roy seroict demeure sans effect parce quil ny auroict voullu consentir de sorte que lesdictz eschevins et scindic ne peuvent parvenir au paiement de tous lesd. deniers qui sont deubs ny empescher le cours de quantité de poursuites qui sont faictes contre eux en diverses jurisdictions qui vont a grandz frais, sur lesquelles susdictes remonstrances ilz requeroient estre delibere presentement par lassemblee, pour a quoy satisfaire et apres avoir recueilly les voix de tous les assistans un apres laultre a esté arreste que lesditz eschevins et scindic se pourvoiront au conseil destat du roy pour obtenir lettres patentes pour faire la levee sur les habitans de cette ville et faulxbourgs tant du tort principal de ladicte rente deue a Me Pierre Dorval et Me Pierre Duval au lieu de ladicte damoiselle Dailly que des aultres fraiz et despens qui en sont ensuivis et pour les aultres debtes particulieres cy dessus et aultres deniers qui se trouvront deubz par icelle ville, et pour parvenir a lobtention desd. lettres et subvenir aux fraics quil conviendra prendront lesd. eschevins et scindic a interest aultres deniers comme ilz pouront recouvrer, qui

seront comptez et emploier ausd. lettres pour diceux en estre faict la levee par un mesme moien, sinon et ou ilz ne peuvent obtenir lesd. lettres de levee, obtiendront sy faire se peult lettres de surseance au mesme conseil destat ou aultrement ainsy quilz auront advis de faire et a leffect de tout ce que dessus demeureront lesd. eschevins et scindic des a present auctorisez par toute lassemblee representant le corps des habitans de ladicte ville.

DEMONTHIERS.

Suit une demi-page laissée en blanc. Au haut de la page suivante on lit ce préambule de procès-verbal inachevé :

Du dimanche second jour de novembre mil six cens quarante deux, quatre heures de relevee en lassemblee faicte en la chambre de ville sur la requeste des eschevins et scindic de ladicte ville devant nous Charles Demonthiers escuier seigneur de Saint Martin conseiller du roy lieutenant civil et criminel du bailly de Senlis au siege de ponthoise en la presence des sieurs advocat et procureur du roy.....

Le reste de toute la page est laissé en blanc ainsi que le verso.

LXVII

(2 Janvier 1643)

L'assemblée de ville refuse de reconnaître la validité d'un emprunt de 1,000 livres qu'aurait contracté sans autorisation Nicolas Charton, échevin.

Le vendredy second jour de janvier mil six cens quarante trois deux heures de relevee en lassemblee tenue en la chambre de ville sur la requeste de me pierre Lanquier conseiller du roy lieutenant particulier au bailliage de cette ville de ponthoise Guillaume fournier bourgeois eschevins et Sebastien Gruel procureur es sieges roiaux dudict ponthoise scindic de ladicte ville, ou estoient presens les sieurs advocat et procureur du roy et plusieurs antiens eschevins scindic et pairs de ladicte ville, par devant nous charles demonthiers escuier sieur de st Martin conseiller du roy lieutenant general aud. ponthoise, lesdictz eschevins et scindic de presens nous ont remonstre entre aultres choses qu'il y a proces indecis contre eux en la court des aydes a la requeste de me philippe freron qui leur faict demande de la somme de mil livres quil dict avoir prester a feu me Nicollas Charton pendant quil estoit en la charge deschevin de cette ville, comme pretendant iceluy freron que ladicte somme de mil livres auroit este emploie pour les affaires de ladicte ville, ce que toutefois ne se veoit point ny quil y ait eu aucun adveu

donné audict charton par le corps de ville pour faire emprunt dicelle somme, requerans pour ce lesd. eschevins et scindic de present leur estre donné advis en ce regard et sur le faict cy dessus par la presente assemblee, surquoy laffaire mise en deliberation prins ladvis de tous les assistans en nombre suffisant a este arreste que lesdictz eschevins et scindic soustienent ledict proces jusques a arrest deffinitif inclusivement pour avoir absolution de la demande dudict freron nonobstant la pretendue obligation dudict Charton au proffict dudict freron et tous aultres actes et declarations qui pourroient avoir este faicts et passez par led. charton ou aultres au preiudice de cette ville sy aucun y a, dont ledict freron se voudroit ou pouroit prevaloir nayant oncques ledit Charton esté advoué pour lors ny depuis par le corps de ville de faire aucun emprunt de ladicte pretendue somme de mil livres, au contraire entant que mestier est ou seroit ledit corps d'icelle la desavoué et desavoue par ces presentes davoir faict ledict emprunt pour et au nom de ladicte ville et a leffect de tout ce que dessus lesdictz eschevins et scindic de present demeurent auctorisez par ces presentes de faire ledict desaveu, et de faire et passer sy besoin est telz aultres actes quil appartiendra quilz adviseront bon estre ensemble toutes les poursuites necessaires.

DEMONTHIERS.

Suivent deux pages laissées en blanc

LXVIII

(7 Mai 1643)

Les échevins et syndic obtiennent une diminution d'impôts en raison de leurs procès

Du jeudi septiesme de may mil six cens quarante trois apres midy sur la requeste des eschevins de la ville en lassemblee faicte en la chambre de ville pardevant nous charles Demonthiers escuyer seigneur de Sainct Martin conseiller du roy lieutenant civil et criminel du bailly de Senlis au siege de ponthoise lesdictz eschevins nous ont remontre et a toute ladicte assemblee ou estoient les sieurs advocat et procureur du roy, me David Aubry, me hypolite Lefebure me Gabriel de Saint Denis me François duval me Simon Lefebure me Anthoine Thiboust Jean le Tellier Gabriel Dubois Robert Cossart et aultres notables bourgeois et antiens pairs et conseillers dicelle ville quils auroient receu letrre de cacher du roy portant mandement de recepvoir a ponthoise les gens darmes du roy en datte du troiziesme de ce mois lesquelz esperent desja loger en cette ville pourquoy il estoit besoin dy pourveoir et apres la lecture de ladicte lettre de pourveoir a ce que dessus le sieur Lanquier lun desdictz eschevins nous a remontre pour eux et pour le scindic qu'encores quils

vacquent perpetuellement aux affaires publicques, advancent journellement leurs deniers a cause quil ny a aucun fondz ny revenu a ladicte ville ilz ont este notablement augmentes aux tailles en la presente annee par les asseyeurs collecteurs au lieu quilz debvroient estre diminuez eu esgard a ce que dessus, joinct que tous les precedents eschevins et scindic ont tousjours eu moderation de leur cotte en consideration de leur peines et travaux requeroient a ces causes lesd. eschevins et scindic leur estre pourveu et delibere par lassemblee. Surquoy prins ladvis de tous les assistans qui ont tous dict quils improuvent fort ladicte augmentation faicte et donne aux sieurs Lanquier, fournier et Gruel eschevins et scindic, et ne reste jamais veu que les eschevins et scindic ayant este augmentés en leurs cottes pendant quils ont esté en charge, ce qui seroict desraisonnable en tout et partout pourquoy sont tous dadvis que lesdictz sieurs Lanquier fournier et Gruel demeureront taxes scavoir ledict Lanquier suivant la taxe de messieurs de paris et pascal et lesdictz fournier et gruel en leurs taxes de lannee precedante et ainsy le consentent tous les dessusdictz pour et au nom de toute la ville et que le present acte leur soit delivre et extrait pour leur servir a executer ladicte reduction et ont signé.

Sans signature.

PONTOISE. — IMPRIMERIE LUCIEN PARIS

DOCUMENTS ÉDITÉS PAR LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE DU VEXIN

REGISTRE
DES
DÉLIBÉRATIONS MUNICIPALES
DE LA
VILLE DE PONTOISE
(1643-1660)

PUBLIÉ SOUS LES AUSPICES DU CONSEIL MUNICIPAL DE PONTOISE

Par M. ERNEST MALLET

DOCTEUR EN DROIT, AVOUÉ HONORAIRE
MAIRE DE PONTOISE, VICE-PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE DU VEXIN
OFFICIER DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

DEUXIÈME FASCICULE

RÈGNE DE LOUIS XIV

PONTOISE

BUREAUX DE LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE

1911

REGISTRE

DES

DÉLIBÉRATIONS MUNICIPALES

DE LA

VILLE DE PONTOISE

DOCUMENTS ÉDITÉS PAR LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE DU VEXIN

REGISTRE

DES

DÉLIBÉRATIONS MUNICIPALES

DE LA

VILLE DE PONTOISE

(1643-1660)

PUBLIÉ SOUS LES AUSPICES DU CONSEIL MUNICIPAL DE PONTOISE

Par M. ERNEST MALLET

DOCTEUR EN DROIT, AVOUÉ HONORAIRE
MAIRE DE PONTOISE, VICE-PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE DU VEXIN
OFFICIER DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

DEUXIÈME FASCICULE

RÈGNE DE LOUIS XIV

PONTOISE

BUREAUX DE LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE

1911

LXIX

(22 Mai 1643)

(a.) — *L'assemblée surseoit à délibérer sur des poursuites exercées contre les échevins à raison du paiement de droits d'amortissement concernant le Collège.*

Du vendredy vingt deuxiesme jour dudict mois de may unze heures du matin en assemble convocque en la chambre de ville par leurs eschevins et scindic pardevant m^e Charles Demonthiers conseiller du roy lieutenant civil et criminel du bailly de Senlis au siege de Ponthoise ou estoient les sieurs advocat et procureur du roy et autres conseillers et pairs de ville, lesdictz eschevins et scindic ont remonstré a toute lassemblee en la personne de m^e Jean de Saint Denis, Jean Cossart et Jacob Mazieres prevostz et recepveur du college de cette ville quilz estoit fort pressez et poursuivi pour les droictz d'admortissement dont est faict demande sur le laiz dudict college pour lesdictz satisfaire il ny a aucuns deniers ce qui consome ledict college en grandz fraiz requérons pour estre delibere par lassemblee surquoy a esté dict quil en seroit delibere de dans la huictaine.

(b.) — *Elle surseoit également à délibérer sur l'intervention des héritiers de Bonaventure Soret dans un procès d'entre les échevins et un sieur Frédin.*

Et de plus a este remonstré par lesdictz eschevins et scindic que les heritiers de feu bonaventure Soret cy devant eschevin de cette ville ont faict intervention au proces dentre les eschevins de cette ville et le sieur fredin comme se disant et pretendant creanciers de lad. ville. Cest pourquoy lesdictz heritiers Soret demandent que lon aye a proccedder a larrest et closture du compte presente par ledict feu Soret et feu Maistre Nicollas Charton, son consort, surquoy a este delibere quil sera procedde a lexamen dudit compte a mardy.

Sans signature.

LXX

(27 Mai 1643)

(a.) — *L'assemblée s'occupe de l'examen du compte des subsistances des gens de guerre en 1636 et 1637.*

Le mercredy vingt septiesme jour de may audict an par devant me Charles Demonthiers lieutenant de ponthoise en lassemblee tenue en la chambre de ville sur la requete desdictz eschevins, ou estoient aussy les sieurs advocat et procureur du roy, me François Duval, me Gabriel de Saint Denis, Robert Cossart et Nicollas Cousturier, Jean le Tellier, me Gabriel Dubois et aultres antiens conseilliers et pairs de ladicte ville, a este de rechef remonstre par lesdictz eschevins et scindic quil est necessaire de veoir le compte presente par les dictz feus sieurs Charton et Soret pour le faict des deniers quils ont touches provenans des subsistances quilz ont touches et desbourzes aussy pendant les annees mil six cens trente six et trente sept que les regiments des gens darmes de la tremouille et de fereize (?) ont logé en cette ville duquel compte lesdictz heritiers Soret demandent la closture, lequel compte ayant este presenté a lassemblee et considere sur quelques parties diceluy ce qui auroit donné lieu de mander par plusieurs fois Jacques foubert, Louis le Vasseur, Martin Trianon et me Jean Tuyaut collecteurs des tailles et impositions de ladicte ville en ladicte annee trente six pour estre ouï prealablement sur larrest de nosseigneurs du conseil destat du cinquiesme jour de may mil six cens trente sept qui parle de la levee de quelques deniers encommencée a faire sur les habitans de la ville, et que lesdictz foubert, le vasseur et Trianon ne se sont presentez mais seullement ledict Tuyaut qui a requis un delay jusques a vendredy avons continue la vacation jusques audict jour de vendredy prochain.

(b.) — *Les échevins et syndics poursuivis aux requêtes de l'hôtel du roi pour des dégradations qui auraient été commises à des propriétés saisies par leurs prédécesseurs au nom du Collège, demandent à l'Assemblée de leur procurer des pièces utiles pour défendre au procès.*

Sur ce faict lesdictz eschevins et scindic nous ont remonstré de rechef quils sont poursuivis aux requestes de lhostel du roy par le sieur Deforestz secretaire et advocat au conseil du roy pour raison des pretendues degradations de la maison et heritage saisis a la reqte de leurs predecesseurs eschevins stipulens pour le College auquel proces ils ne se peuvent deffendre silz nont pieces justificatives que ladite maison fut en ruine des et auparavant la saisye qui en a esté faicte dicelle, surquoy quelques uns de lassemblee ont representé quil y en

avoit quelques pieces vers le sieur de Courcelles pres Gisors cy devant procureur du roy en ceste ville, vers lequel il estoit besoin se retirer ou vers les heritiers feu m^e Nicollas Cottez lors son procureur, ce qui sera observe.

(c.) — *Les échevins sont autorisés à emprunter pour payer les droits d'amortissement sur les legs consentis au Collège*

Comme aussy ont lesdictz eschevins remonstre de rechef quil estoit besoin dadviser le moien de satisfaire pour ledict college aux droits damortissement demandes par sa majeste pourquoy il se faisait de grandes poursuites et de grands frais sur le leg dudict college surquoy a esté delibere et arreste que lesditz eschevins et scindic demeureront auctorisez pour prendre deniers a rente avec interest pour subvenir au paiement desdictz droictz damortissemetz eu esguard que m^e Jehan de Saint Denis, Jehan Cossart et Jacob Mazières qui est prevostz et receveur dudict college ont dict quilz avoint en leurs mains aucuns deniers appartenans audict College.

(d.) — *Les échevins sont autorisés à échanger une pièce de terre appartenant au Collège, comme dépendante de la chapelle d'Ivry-le-Temple contre une autre pièce de terre appartenant à la Commanderie dudit lieu.*

Comme aussy demeurent lesdictz eschevins et scindic auctorises de faire eschange dune piece de terre appartenans audict college dependante de la chappelle divry le temple avec le sieur Commendeur dudict lieu contre une aultre piece appartenen a ladicte commenderie pourveu que ladicte piece que lon veult baillié sera aultant bonne ou meilleure que celle appartenant audict college.

(e.) — *L'assemblée décide de réclamer en justice de Madame d'Aiguillon, héritière du Cardinal de Richelieu, le paiement des arrérages dus à ville par le domaine de Pontoise.*

De plus lesdictz eschevins et scindic ont remonstré quil est deub a la ville par chacun an par le domaine dudict ponthoise la somme de[1].... pour lentretenement des pavez dont il est deub quantité dannées darrerages du passe desquels les argentiers et recepveurs de cette ville nont peu estre paies par les officiers et argentiers de la maison de feu monsieur le cardinal de Richelieu et dauctant que ladicte ville est sans deniers et fort incommodee il seroit a propos den faire la recherche et poursuite, surquoy lassemblee a esté dadvis quil convenoit en faire les poursuites necessaires en justice mais au prealable quil estoit a propos de se retirer vers madame la duchesse daiguillon heritiere dudict feu sieur cardinal pour luy en demander verbalement le paiement.

Sans signature.

(1) L'indication de la somme est laissée en blanc.

LXXI

(5 Décembre 1643)

(a.) — *Les échevins sont autorisés à traiter avec le commandant de la Compagnie de la Reine qui tient garnison en la ville de Pontoise, et d'obtenir de lui un allègement des frais d'entretien de la Compagnie et, si faire se peut, d'obtenir son départ de la ville.*

Du samedy cinquiesme jour de decembre mil six cens quarante trois en assemblee faicte en la chambre de ville sur la requeste des eschevins et scindic de la ville pardevant m^e^ Charles Demonthiers escuier seigneur de S^t^ Martin conseiller du roy lieutenan de ponthoise et en presence du sieur advocat du roy, ou estoient pareillement nicollas Soret, Jean le Tellier, Robert Cossart, m^e^ Anthoine Thiboust, m^e^ Gabriel Chevalier, m^e^ Gabriel Dubois, m^e^ Nicollas Cousture et plusieurs conseillers antiens conseillers et pairs de ville sur la remonstrance qui a esté faicte que les gens darmes de la Compagnie de la reyne qui sont toujours en garnison en cette ville vont a grands frais et travaillent fort les habitans, aucuns desquelz habitans ont fait entendre ausditz eschevins quil seroit a propos de traiter particulierement avec lesditz gens de guerre particulierement avec le sieur de francquetot chef dicelle compagnie, laffaire mise en deliberation a esté delibere et arreste que lesdictz eschevins et scindic demeurent des a present auctorisez de chevir traiter et composer avec lesdictz gens de guerre ou avec ledict sieur de franquetot leur chef a telle some de deniers que lesdictz eschevins et scindic trouveront a propos et comme ilz adviseront bon estre pour le soulagement desdictz habitans et pour faire sortir ladicte garnison entierement sy faire se peult ou la faire reduire a un nombre moderé.

(b.) — *Les échevins doivent demander au receveur de la ville de surseoir aux poursuites qu'il exerce contre la duchesse d'Aiguillon à raison des sommes par elle dues pour l'entretien de la voirie.*

Item demeurent aussy lesdictz eschevins et scindic auctorisez de parler a m^e^ Michel boullert recepveur des deniers communs de cette ville de surseoir les poursuites quil faict contre la dame duchesse daiguillon pour raison des arrerages de la some (1)..... quelle doibt pour lentretenement des paves de cette ville.

(1) Le chiffre est laissé en blanc.

(c.) — *Difficultés avec le messager de la ville*

Comme aussy demeurent lesdictz eschevins et scindic auctorisez de mander estienne Cornu messager de cette ville sur la somation quil leur a faict en la cour des aydes pour faire cesser la levee des tailles qui luy a este baillée par les collecteurs de lannee presente au preiudice de ce qui a este convenu avec luy en la chambre de ville et illec faire moderation avec lui pourveu quil tienne de ladicte ville et se veuille conduire soubz lautorite de ladite ville et prendre heure desdits eschevins et scindic pour partir à paris et reduire ses voyages a lordinaire et non pas paeier trente solz comme il fait.

(Sans signature).

LXXII

(29 Janvier 1644)

(a.) — *Les échevins sont autorisés à percevoir la somme de 8,000 livres à titre d'avance sur les habitants les plus aisés, pour la subsistance de la garnison.*

Ce jourdhuy vingt huictiesme jour de janvier mil six cens quarante quatre deux heures de releve en lassemblee tenu en la chambre de ville par devant nous charles Demonthiers escuier sieur de Sainct Martin conseiller du roy lieutenant civil et criminel du bailly de Senlis au siège de ponthoise en laquelle estoient presentz les sieurs advocat et procureur du roy et les antiens conseillers et pairs dicelle ville soubsignes sur ce que les eschevins de ladicte ville a ce presents ont remonstre que pour satisfaire au mandement du roy pour la compagnie des gens darmes de la reine estans en garnison en cette ville il est nécessaire de faire promptement magasin de foin et avoine pour la subsistance des chevaux de la garnison et pour subvenir aux aultres choses nécessaires a leffect de quoy ilz ont obtenu arrest du conseil destat du roy en datte du xxx decembre dernier duquel a esté faict lecture par lequel il est mande de faire lever des deniers quil convient pour la subsistance dicelle garnison requerans lesdictz eschevins dadviser par lassemblee presentement la somme quil convient lever sur les habitans de cette ville les plus aisez par forme dadvance conformement a ce que est mandé par ledict arrest, laffaire mise en deliberation, a esté arresté par ladicte assemblee que lesdictz sieurs eschevins demeureront auctorisez par ces presentes de faire assiette promptes sur lesd. habitans la some de huitc mil livres tournois par forme dadvance laquelle levee sera faicte par deux habitans qui seront choisis près lesdictz sieurs eschevins et agrees par le corps

de ville lesquelz deux habitans qui feront ladicte levée demeureront exemptz de faire la collecte des tailles de ladicte ville a la charge aussy quilz ceuilleront et leveront aussy tous les aultres deniers quil conviendra encore lever pour la subsistance dicelle garnison sy tant est que les huict mil livres cy dessus arrestez ne suffissent et sans quilz puissent s'entendre demander aucun droict de collecte ny aultres frais quelconques.

(b.) — *L'Assemblée décide que les échevins continueront d'exercer leurs fonctions jusqu'après le départ de la garnison, à raison des difficultés qui existent par le fait de cette garnison.*

Et sur la remonstrance pareillement faicte par lesd. sieurs eschevins que le temps de leur charge sen va expirer dans huitaine et suplians la compagnie dagreer leur descharge et quil en soit nomes dautres en leurs place, a esté delibére que lesd. eschevins continueront leurs charges jusques apres le depart et deslogement de ladicte garnison pour le plus grand bien et proffict de ladicte ville attendu quilz ont cognoissance des affaires publicques beaucoup plus que ne pourroient faire sy promptement leurs successeurs pour le faict de ladicte garnison.

Ont signé : Demonthiers, Cossart, Deslyons, D. Aubery, Tellier, Chevallier, Thiboult, Duboys, de Sainct-Denis, Cossart, Guerin, Lanquier, Gruel scindic.

Suit un commencement de procès-verbal ainsi conçu :
« Ce jourdhuy douziesme dudict mois et an, trois heures de relevee..... »
Puis deux demi-pages blanches.

LXXIII

(3 Mars 1644)

(a.) — *Une enquête criminelle est ordonnée contre ceux qui ont voulu s'opposer à la levée d'une taxe pour l'entretien de la garnison.*

Le Jeudi tiers jours de mars mil six cens quarante quatre dix heures du matin en lassemblee faicte en la chambre de ville convoquee par les sieurs eschevins de ladicte ville par devant nous Charles Demonthiers escuier sieur de Saint Martin conseiller du roi lieutenant civil et criminel du bailly de Senlis au siege de ponthoise ou estoient presens les sieurs advocat et procureur du roy et plusieurs antiens conseillers et pairs de ladicte ville soubsignés, sur ce que lesd. eschevins ont represente que en conscequence de larrest de nosseigneurs du conseil destat et commissaires du roy addressants tant a

nous que audict sieur procureur du roy eschevins et scindic pour faire assiette des deniers quil convient pour la fourniture de la garnison estant en cette ville ils ont procedde en notre presence et du sieur procureur du roy a ladicte assiette et dicelle dresse un roolle quilz ont signe avec nous et ledict sieur procurenr du roy lequel ilz ont mis es mains de m^e Nicollas Boudalt procureur et Gabriel Pese sergent pour faire la levee des deniers imposez par icelluy montant a la some de huit mil tant de livres et sur ce que lesd. s^rs boudalt et pese ont commandé daller par la ville pour faire lad. collecte aucuns desd. habitans en ont voulu empescher la levee et a cest effect se sont assembles et faict conventicules es lieux et endroictz particuliers sans adveu ny auctorité du magistrat meme aucuns ont porté procuration par les maistres de requestes pour faire signer a plusieurs habitans ce qui est indirectement contreres aux ordonnances, et préjudicient en ce faisant a toute la ville des actions de laquelle resident en la personne des eschevins et scindic seul, et que tous ces procceddez peuvent produire evenementz qui ne tendroient que a sedition, comme aussy ont este lesd. eschevins avisés que m^e mathieu Lescombart esleu en cette ville auroict fait une ordonance pour faire publier le jour de dimanche dernier aux prosnes des messes de paroisses de cette ville portant surceance de faire la levee desd. deniers que sy la publication de ladicte ordonnance se fut faicte, cela eust apporté un grand trouble entre tous les habitans dont ayant lesd. eschevins et scindic esté advertis ilz auroient donne ordres de retirer lad. ordonnance des ledict jour de dimanche dernier pour eviter aux discorde, vers lesquelles remonstrances desd. eschevins et apres que a este faict lecture de ladicte ordonnance, Laffaire mise en deliberation par ladicte assemblee a este arreste que a la req^te desd. eschevins et scindic sera informé contre les particuliers qui ont esté auhteurs desd. conventicules les ont faictes et favorisees et se sont transportez aussy es maisons des particuliers pour faire party a part contre lauctorite de la ville et deliberation dicelle et proceddé contre eux ainsy que de raison et par justice appartiendra, et pour lesgard de lordonnance dudict esleu a este arresté quelle demeurera aux archives de la ville jusques a ce quil eut este cognu sy ledict esleu est participant ausdits conventicules et a favorisé iceux.

(b.) — *Arbitrage après procès entre la ville de Pontoise et la veuve Cossart, au sujet de ses contributions.*

Et sur ce que ledict scindic a remonstre a lassemblee quil y a proces en la cour des aydes entre lad. ville et dame Anthoinette honéré veuve de Gilles Cossart opposant aux tailles de cette ville ausd proces il y a eu arrest de la Cour contenant que les partyes conviendront de preudhomes pour rendre advis sur la cotte de lad. dame honore lesd. advis sera rendu devant le plus antien praticien au siege de la place de paris et daultant que lesd. sieurs eschevins sont parents et amis dicelle honoré qui ont desclare ne voulloir nomer ny convenir de persones, ledict scindic ne peult seul proccedder et nous requieroit ledict

scindic que ladicte assemble aye a nomer quelques uns de lad. assemblee pour lassister et nomer avec luy gens preudhomes pour rendre led. advis, sur quoy a este delibere et arreste par lassemble que ledict scindic demeurera auctorise pour deffendre seul en lad. instance et nomer gens pour rendre led. advis et pour lassister et procedder avec luy au faict de la nomination de preudhomes ladicte assemblee a depute m^es^ Gabriel Dubois et Jean Guerin.

(c.) — *Nomination de deux huissiers de l'Hôtel de Ville.*

De plus lesd. eschevins et scindic ont represente lincomodité quils ont tant lors des convocations dassemblee que affaires qui surviennent journellement en ladicte ville nayans aucunes persones pour aller et venir et advertir par les maisons pourquoy est a propos den choisir deux habitans qui seront appellez huissiers de ville, surquoy prins ladvis de lassemblee a este arreste que Anthoine Ledru mercier et pierre Aubert tissarent demeureront crees huissiers et serviteurs de lhostel de ville pour obeir aux mandements des eschevins et scindic a la charge quilz seront moderement taxez aux tailles sur la requeste quilz en presenteront a cest effect a la chambre de ville.

Ont signé : Demonthiers, Cossart, Deslyons, D. Aubery, Lanquier eschevin, Fournyer eschevin, Gruel scindic [1], Honoré, Chevallier, Thiboult, F. Duval, Duboys, de Sainct Denis, Cossart, Cuerin, Lecousturier.

Suit une page laissée en blanc

LXXIV

(22 Avril 1644)

(a.) — *L'assemblée ratifie un projet de convention arrêté avec le capitaine de la garnison au sujet du logement de celle-ci.*

Le vendredi vingt deuxiesme avril mil six cens quarante quatre en l'assemblee tenue en la chambre de ville lieu ordinaire et accoustumee pour delibérer et arrester des affaires d'icelle devant charles Demonthiers, escuier lieutenant au baillage convocquee par les eschevins en court presence de messieurs les gens du roy et anciens perres de lad. ville ainsy quil est accoustumé.

Sur ce qui nous a esté dict et remonstré que la compagnie de la reyne conduite par le sieur francquetot capitainne et lieutenant d'icelle faisant demeure et logement en cette ville, le pourparlé qui avoit esté avec luy pour le logement de lad. compagnie et de ce quil convenoit leur frais par lad. ville quil estoit

(1) Gruel, syndic, a signé une deuxième fois à la suite de toutes les autres signatures.

que la plus grande partie de lad. compagnie ce retirant en leurs maisons et peu demeurant et restant en ladite ville il seroit baille au sieur franquetot lorsque lad. compagnie ce retireroit de la sorte, la somme de deux mil livres et a chacun gendarme restant en ladicte ville estant en nombre de vingt dix sols par jour paiable de mois en mois et outre qui luy seroit baille la somme de mil livres pour la résidence a raison de cinquante livres par jour pour le temps et espace de vingt jours, — pour parlé aussy quil seroit baille au marechal du logis de ladicte compagnie quelque recompense et aussy au commissaire. Ledict sieur lieutenant auroit esté par la compagnie suplié lors et advoué, d'arrester et conclure verbalement ledict pourparlé avec led. sieur francquetot ce quil auroit faict. — Prins ladvis et deliberation de toutte la compagnie a este arresté par touz d'une commune voix que la parole donnee aud. sieur francquetot par led. sieur lieutenant sera executee suivant laquelle lesdictz eschevins et sindic sont et demeurent auctorisez de desbourcer et faire desbourcer les susdictes sommes de deux mille livres d'une part, mil livres d'autre, et dix livres par chacun jour a compter du premier jour de janvier dernier, En outre sont d'advis quil soit aussy desbourcer par lesdictz eschevins et sindic au sieur marechal des logis de lad. compagnie quatre cent livres pour ses costemilles pendant le temps de sa garnison et au sieur commissaire deux cens livres, et aussy quil soit paie par eux deux cens livres dix solz pour lachapt quilz ont faict de deux muïdz envoyes et livres a monsieur francquetot y comprins les fraiz de voicture entree de pontoise a paris sur lesquelles sommes lesdictz eschevins et sindic retireront par leurs mains sept cens livres a quoy a esté liquide avec le sieur francquetot la depence faicte par aucuns de la compagnie deue a leurs hostez jusque au jour de[1]..... et lesquelz eschevins sindic ou leurs successeurs distribueront icelle auxdictz hostez sur et en deduction de ce qui leur est deub esgallement au marc la livre le tout ainsy quil fust deliberé et arresté en ladicte chambre le dernier jour de l'an dernier.

(b.) — *Les échevins arrivés au terme de leur mandat en demandent décharge. L'assemblée décide qu'elle statuera mardi prochain et procédera à la nomination de nouveaux échevins.*

Sur ce que aussy l'on auroit eu advis et quil auroit este presentement dict et remonstré que lad. compagnie de la royne estoit en terme de continuer leur logement en cette ville et de ne point ce retirer sitost et que la continuation de leschevinage jusque a present auroit esté a cause du peu de temps et sejour que l'on croiez pour lors que lad. compagnie y seroit requerant lesdictz eschevins leur descharge, arresté est par l'advis de lad. compagnie que mardy prochain une heure de relevee il sera procedé a la descharge desdictz eschevins, et a l'instant mesme a la nomination et election dautre nouveaux eschevins.

(1) L'indication est laissée en blanc.

(c.) — *L'assemblée décide qu'en exécution du vœu fait à la vierge, l'image de celle-ci sera placée au-dessus de la porte de Notre-Dame et qu'il sera prélevé pour les travaux 150 livres sur les revenus du Collège.*

Sur autre remonstrance faicte par les dictz eschevins que en executant le voeuf qui auroit esté cy devant faict il convenoit poser la representation de la vierge sur la porte de nostre dame de cette ville pourquoy faire ils en auroient donne charge au nomme jean goullet, masson ce que toutefois ne peut estre executé nayant aucuns deniers, pourquoy ladvis de ladicte assemblee est quil soit princt la somme de cent cinquante livres sur le revenu du collège de cette ville et saisis et desbourcez par le recepveur d'icelluy pour subvenir aux frais du posement de ladicte representation de lad. vierge.

Suivent les signatures de : Demonthiers, Cossart, D. Aubery, Chevallier, de Sainct Denis, Duboys, Gruel, sindic, Lecousturier.

LXXV

(26 Avril 1644)

Le Conseil ratifie de précédentes délibérations ; il décide qu'il ne sera remis aucun nouvel argent à la garnison sans un état des dépenses et autorise les échevins à intervenir devant le parlement de Paris dans une instance pendante entre Mathieu Lescombart, élu, et le Lieutenant, au sujet de la liquidation du remboursement des dépenses faites par les gens de guerre chez divers particuliers.

Et le mardy vingt sixiesme jour dudict mois et an cy dessus deux heures de relevee de la chambre de ville en l'assemblee qui cy seroit tenue en la presence de ladvocat du roy eschevins anciens et pere de ville lecture a este faicte du contenu cy dessus et ce qui est en marge qui fust arresté le jour y cotte et ont toutz les presens accordé ratifier et aggreer tant ce que dessus dont a esté requis acte par lesdictz eschevins a eux donne, en quoy faisant les deliberations y mentionnees seront suivies et executées et aussy a este arreste quil ne sera baille aucuns deniers a ladvenir soit aud. sieur francquetot ou a autres de la Compagnie sans avoir un estat du magazin fourniture et despense avec ung certificat deument approuve et signé.

Et en lesgard de l'intervention faicte par les eschevins en la cause et instance intentées en la cour du parlement de paris d'entre le sieur lieutenant d'une part et M. Mathieu Lescombart esleu dautre resultant du debat et contestation faicte

entre eux par la liquidation et rembourz a faire a aucuns particuliers, habitans hostelliers de la despence faicte en leurs maisons par les gens de guerre pour les loger en cette ville qui estoit la Compagnie des gens darmes du roy,

L'advis a esté et l'arresté de lassemblee est que les eschevins et sindic de present ou leurs successeurs seront et demeureront auctorisez pour poursuivre lad. intervention et ce pour et au profit et deseharge dud. sieur lieutenant faict lesd. jours et an que dessus.

Ont signé : Demonthiers, Lefebure, Cossart, D. Aubery, N. Soret, Jollier, De Sainct Denis, Chevallier, Duboys, Cossart, Gruel, sindic, et Lecousturier.

Suit une page laissée en blanc.

LXXVI

(10 Juin 1644)

(a.) — *Les échevins et syndic sont autorisés à suivre toutes instances contre ceux qui refusent de payer l'impôt.*

Le vendredy dixiesme jour de juin mil six cens quarante quatre en lassemblee tenue en la chambre de ville devant nous charles demonthiers escuier seigneur de sainct martin conseiller du roy lieutenant civil et criminel du bailly de senlis au siege de ponthoise ou estoient present me pierre lanquier lieutenant particulier audict siege me charles Cossart advocat du roy david aubery lieutenant particulier en la prevosté mairie de cette ville Gabriel de sainct denis conseiller au grenier a sel de ponthoise me françois duval me anthoine thiboust Gabriel dubois gabriel chevalier robert cossart et guillaume fournier antiens eschevins et conseillers de ladicte ville, sur ce que me charles demachy nagueres prevost maire de cette ville et anthoine seigneur bourgeois apresent eschevin de ladicte ville ont remonstre que aucun habitant de cette ville des plus riches marchants ayant pouvoir suffisant de paier les tailles ne veullent pourtant suporter les taxes quils doibvent avoir notament jean Perroton claude favée louis mansion pierre Aubert Jacques gaudron pierre Grouslart françois lambert et aultres qui se sont pourveus par offres en instance devant le sieur esleu particulier de cette ville duquel ilz ont obtenu jugementz de diminution comme ils ont desiré fondez sur quelques pretendues advis quilz ont faict rendre par gens quilz ont nommez et pratiquez a leur devotion, en consequence desquels jugementz ilz poursuivent tant lesdictz eschevins et habitans que les asseyeurs, collecteurs pour faire report de leurs dictes diminutions sur la ville ce qui est beaucoup important, requerens pour ce lesditz eschevins estre delibere par lassemblee, surquoy a esté arresté que lesdictz eschevins sont et demeurent auctorises pour terminer toutes les instances d'oppositions meues et a mouvoir

pour raison des tailles tant des annees passees que de la presente, mesmes pour les annees a venir pendant quilz seront en charge, mesmes pour soustenir la presente instance et interjeter appel des sentences intervenues ou a intervenir et qui sont ou seront rendues par led. esleu, icelles appellations poursuivre et mettre a fin jusques a arrest deffinitif inclusivement ou aultrement se pourveoir contre lesdictes sentences ainsi quilz adviseront, comme aussy demeureront lesdictz eschevins auctorisez pour faire garder l'ordonnance audict esleu et de juger sommairement toutes lesd. instances en surtaxes, sinon de former appel de sesdictz jugements et de tout ce qui interviendra en suite diceux ou aultrement se pourveoir jusques au conseil du roy pour leffect et execution de ce que dessus.

(b.) — *Règlement d'un compte entre la ville et les veuve et héritiers de Jean Langlois, ancien syndic.*

Comme aussy lesd. Demachy et seigneur eschevins et m^e^ sebastien Gruel scindic de la ville a ce present ont remonstre que la veufve et heritiers m^e^ Jehan langlóis cy devant procureur en cette ville sont creanciers de ladicte ville pour la somme de soixante et quinze livres de rente et les marguilliers de leglise s^t^ andré de cette ville aussy créanciers de pareille somme a laquelle rente deue ausdits marguilliers la succession dud. deffunt langlois est obligee et pour cette cause ladicte veufve et héritiers langlois sont journellement poursuivis contraints et executez en leurs biens par lesd. marguilliers pour les arrerages dicelle rente, ce qui a donné lieu ausd. veuve et heritiers langlois de faire poursuites contre lesd. eschevins et scindic où leurs predecesseurs pour leur en prester acquit comme aussi pour leur paier ce qui leur est deub et enfin pour terminer toutes lesd. poursuites et se liberer desd. rentes ont cy devant obtenu lettres destat pour faire la levee du sort principal desd. cent cinquante livres de rente arrerages dicelle frais et despens et en suite ont lesd. veuve et heritiers langlois presenté requeste a messieurs les trezoriers de france en la generalite de rouen pour en faire la levee qui ont ordonné que les habitans seront ouis sur le memoire desd. veuve et heritiers langlois contenant les sommes quil peuvent lever tant pour led. principal arrerages frais et despens a laquelle une assemblee sera faicte en lhostel de ville ainsy quil est accoustume. Cette affaire mise en deliberation a esté arresté par lassemblee que lesdictz eschevins et scindic sont et demeurent auctorisez pour arrester ledict memoire selon quils adviseront et de prester le consentement requis et necessaire pour les habitans de ladicte ville pour en estre faict la levee ainsy quil sera ordonné par lesdictz sieurs trezoriers de france, laquelle assiette et levee a este des apresent consentie et accordee par la presente assemblee au nom de toute la ville apres avoir veu et entendu presentement la lecture dudict memoire.

(c.) — *Transaction avec M. de Belleville au sujet de rentes dues au Collège et au sujet de détériorations à une maison dépendant de la succession de M. de Sailly.*

A esté aussy remonstre par lesdictz eschevins que le sieur de belleville secretaire du roy les menasse de recommencer les poursuites et procedures quil a cy devant encommencer contre leurs predecesseurs eschevins et le scindic aux requestes de lhostel du roy pour raison des deteriorations advenues en la maison du chaudron sise en cette ville demeurant de la succession du feu sieur de Sailly saisye et arrestés es criées des longtemps y a a la req^te^ des precedens eschevins stipulans pour le college et pour luy tenir compte des loiers dicelle eschus depuis ladicte saisye, ou bien faire transaction avec luy pour raison de ses demandes et luy quitter et bailler descharge des deux rentes deues audict college par la succession du feu sieur de Sailly ensemble de tous les arrerages qui en sont deubz ainsy que les precedens eschevins ont esté cy devant advouez et auctorisez de faire avec le s^r^ de belleville a esté de rechef arresté par la presente assemblee que lesdicts eschevins et scindic prendront retrocession desd. rentes et arrerages cy devant ceddées par aucuns desd. eschevins et prevost dud. college, et ce faict transigeront avec le sieur de belleville auquel ils quitteront lesd. rentes tant en sort principal qu'en arrerages frais et despens par eschange de ladicte maison et lieu du chaudron que le sieur de belleville leur baillera en propriéte telle quelle est a present pour terminer lesd. poursuites a leffect de de quoy lesd. eschevins et scindic de présent demeurent dabondant auctorisez et et pour ce faire et disposer par lesd. eschevins et scindic ainsy quils adviseront.

(d.) — *Difficulté avec la Chambre des Comptes de Rouen, au sujet d'une exemption d'une partie des tailles.*

A esté aussy representé par lesd. eschevins et scindic que des le dixseptiesme febvrier dernier leurs predecesseurs eschevins et ledict scindic ont esté contraintz a la requeste du recepveur des restes de la chambre des comptes de rouen pour restablir la soufrance en compte du sieur lanpereur recepveur des tailles de cette eslection dune partie de quatre mil trente cinq livres des tailles de cette ville, de tant (1)..... et dune aultre partie de huict vingt quinze livres des compte du recepveur des tailles de Lyons, a este arresté que lesd. eschevins et scindic se retireront vers lesd. sieur des comptes a rouen ou tresoriers de france ou ceux quil appartiendra pour justifier de larrest de descharge de ladicte partie de quatre mil trente cinq livres obtenu par les cy devant eschevins au conseil du roy et faire vériffier ou il appartiendra, et a lesgard de lad. partye montant a huict vingt quinze livres lesdictz eschevins et scindic sinformeront dudict faict et ce fait se pourvoiront comme il appartiendra.

(1) Le chiffre est laissé en blanc.

(e.) — *Les échevins sont autorisés à payer des arrérages de rente dus à des créanciers de la ville.*

Pareillement a lesgard de la rente de six vingts cinq livres par an deue a M^es^ pierres dorvalle et jehan duval come representans les heritiers de la damoiselle dailly et pour les arrerages qui en sont deubs et pourquoy les precedens eschevins sont poursuis memes condamnez vers lesdits dorvalle et duval comme aussy den prester acquit et indemnite a estimer, comme mesme den faire le rachapt actuel pour faire cesser les poursuites et condamnations obtenues par lesd. dorval et duval tant contre Lescombart que m^e^ Picqueret et aultres. A este arreste que lesdictz eschevins de present en charge paieront lesd. arrerages qui se trouveront deubs et feront cesser lesd. poursuites mesme faire le rachapt et amortissement dicelle rente des deniers de ladicte ville si aucuns y a, sinon lesd. eschevins obtiendront lettres du roy a cet effect et sy faire se peult, et ou ilz nayent deniers vers eux pour ce faire consentiroit que lesd. dorval et duval les puisse obtenir soulz leurs noms et quilz advancent pour lesd. eschevins et habitans de cette ville les deniers quil conviendra pour estre consecutivement leves.

Ce qui a esté pareillement arresté en ce qui regarde les deniers qui sont deubz au sieur fredin tant en principal, interestz que frais et despens.

(f.) — *L'assemblée refuse d'autoriser les échevins à présenter par trimestre un état des affaires de la ville et de leurs dépenses. — Il leur suffira de présenter un mémoire sur les affaires quand il y aura lieu.*

De plus a esté representé par lesd. eschevins quil leur sembloit a propos de trois mois en trois mois ilz feussent ouis en cette chambre des affaires dicelle ville dont ilz feroient rapport mesme des memoires des deniers quilz auroient desboursez pour les affaires de ladicte ville a este sur ce arresté par ladvis de la presente assemble que cela nestoit necessaire et quil suffisoit ausd. eschevins de faire rapport des affaires de lad. ville selon loccurance et que pour le regard de desbours et desd. deniers lon sen rapportoit a leur probite et fidelité.

(g.) — *Nomination de nouveaux membres au Bureau des pauvres.*

Ont pareillement remonstre lesdictz eschevins et scindic quil est necessaire de pourveoir de nouveaux prevostz au bassin des pauvres veu que partie de ceux qui y estoient preposez sont deceddez et les autres incommodes de viellesse et caducite, joint quil y a plus de vingt ans qui y ont esté preposez, a esté arresté que m^e^ david aubery et m^e^ gabriel chevalier demeureront prevostz et et gouverneurs du burreau et bassin des pauvres et que m^e^ claude Dufresne procureur en cette ville continuera la recepte du bassin de deniers destinez ausd. pauvres pour le temps de trois ans.

Ont signé : Demonthiers, Cossart, Lanquier, Lefebure, D. Aubery, de Sainct Denis, Cossart, Fournyer, Duboys, Chevallier, Thiboult, Lefebure, Gruel, sindic.

LXXVII

(27 Août — 12 Septembre 1644)

M. Retart est choisi comme principal du Collège.

Ce jourdhuy vingt septiesme jour daoust mil six cens quarante quatre devant nous charles demonthiers conseiller du roy lieutenant civil et criminel du bailly de Senlis au siege de ponthoise sont comparus les eschevins et scindic de ladicte ville qui nous ont remonstré en la presence des juges et officiers du roy en ladicte ville que depuis quatre ans enca et que me françois le roux bachelier en theologie qui estoit principal du college de cette ville auroit quitte et se seroit retire au moien de quoy ledict college a esté sans estre gouverné par un principal lon a entendu de grandes plaintes du peu dordre et manque de conduicte a linstrucion des enfants, ce qui leur auroit donne subiect pour y apporter le remede convenable et faire reflorir icelluy comme il a faict cy devant de se transporter vers messieurs charton docteur en sorbonne chanoine et penitent en leglise de paris et Coqueret docteur en theologie principal du college des Grassins comme estans enfants de la ville et portez autant quil se peult au bien dicelle pour les supplier de leur en voulloir donner un qui eut les capacitez a ce requises, lesquelz sieurs Charton et Coqueret apres avoir deliberé assez longtemps leur auroient propose me ... retart licentié en theologie homme de probite et accompaigne des conditions qui se peuvent desire pour dignement exercer cette charge, lequel sieur Retart sur la priere a luy faicte par les suplians et par le moien des instantes prieres qui lui auroient este faicte par lesd. sieurs Charton et Coqueret y auroict condescendu a condition toutefois de recognoistre honestement quil quittoit la ville de paris ou il avoit toutes ses habitudes et possedoit bien huit cents livres par an et renoncoit a toutes les pretentions bien plus advantageuses que la condition qui soffroit pour recognoissance de quoy ilz luy auroient offert des gaiges par chacun an la somme de huit cents livres tournois quil auroit acceptees, et partant nous auroient lesd. eschevins et scindic declaré quilz nous presentoient ledict sieur Retart pour faire ladicte charge de principal audict college et pour avoir la direction dicelluy sur les regent, portier et enfants et que tout ce que dessus lesdictz eschevins nous auroient dict avoir confere avec les antiens conseillers dicelle ville, Nous inclinant a ladicte remonstrance et sur ce ouis lesd. sieurs officiers et gens du roy disons que ledict sieur Retart demeurera receu en ladicte charge de principal pour exercer les fonctions cy dessus plainement comme il jugera raisonnable soubz les gaiges de huict centz livres tournois par an paiables par chacun quartier egalement, ce fut fait et donné audict ponthoise le douziesme jour de septembre mil six cens quarante quatre.

Ont signé : Demonthiers, Lanquier, Lefebvre, D. Aubery, Gruel sindic.

LXXVIII

(10 Novembre 1644)

(a.) — *Projet de création d'un atelier de charité.*

Le dixiesme jour de novembre mil six cens quarante quatre en lassemblee convoquee en la chambre de ville par lès eschevins et scindic de cette ville de ponthoise devant nous charles demonthiers escuier sieur de saint martin conseiller du roy lieutenant civil et criminel du bailly de senlis au siege de ponthoise en laquelle assemblee estoient presens les sieur lanquier lieutenant particulier au siege du baillage de cette ville, Jean le febure prevost vicontal, charles cossart secretaire et advocat du roy david aubery lieutenant particulier en la prevoste mairye Gabriel de sainct denis, controlleur au grenier a sel gabriel chevalier gabriel dubois jean Guérin, me nicollas Cousturier et Guillaume fournier.

Lesdictz esehevins et syndic ont representé quil y a quantité de pauvres gens en cette ville et aultres fayniantz qui sont a charge de ladicte ville lesquelz il seroit besoin demploier pour le bien et soulagement de toute la ville pour a quoy parvenir il seroit a propos mesme necessaire d'introduire en icelle quelque manufacture a quoy mesmes plusieurs personnes de condition offrent contribuer, a esté arresté que lesd. eschevins et scindic sont et demeurent autorises de faire tout leur possible de faire ladicte introduction, trouver et desbourser ce quil conviendra et que tout ce qui dependra de la ville et qui poura servir a cet effect y sera employe comme estant une chose vitale pour le bien dicelle.

(b.) — *Élection des collecteurs des tailles et remèdes à apporter aux abus qu'ils commettent.*

Ont aussy remonstre quil est necessaire de procedder a leslection et nomination de collecteurs des tailles des le present mois de novembre pour lannee prochaine — attendu que les collecteurs qui sont nommez sont souvant pressez dadvance, a esté differé quant apresent et neammoingtz lesd. eschevins et scindic demeurent auctorisez se transporteront vers messieurs les gens du roy de la cour des aydes pour scavoir un remede pour empescher que les collecteurs diminuent et rabaissent quantite de gens desquelz ils demandent argent pour advance ausd. tailles par ainsy les rabaissent et diminuent quoy quilz ne soient dignes de diminution, mesmes demeurent lesd. eschevins auctorises de presenter requeste a ladicte cour pour faire ordonner que les eschevins et scindic assistent a lassiette desd. tailles mesmes a ce que lesd. eschevins et scindic ne peuvent estre augmentes aux tailles durant leur charge ny apres silz ont taxes honestes.

(c.) — *Les syndic et échevins sont autorisés à intervenir dans un procès pendant au Parlement entre le mesureur des grains et ses fermiers.*

Et sur ce quilz ont aussy representé que le nomé ducaroy qui a loué loffice de mesureur de grains en cette ville intente tous les jours plusieurs proces ou ceux quil a subrogés en ses droicts contre les habitans de ladicte ville pour le paiement dudict droit et que ayant eu advis quil y avoit une instance preste a juger en la cour du parlement entre luy et sesdictz fermiers ilz y seroient intervenus pour faire supprimer ledict droict requerans pour ce lesdictz eschevins et scindic que la presente compagnie eust a donne advis de ce quils auroient a faire suivant icelle, a este arresté que lesd. eschevins et scindic sont advouez davoir presenté requeste et fait la susdicte intervention en ladicte cour mesme den poursuivre leffect mesme de traiter et accorder avec ledict Ducaroy pour ledict droict si faire se peult, voires de lever laternatif et triennal dudict office silz voient que bon soit et quilz recognoissent que ce soit le proffict et utilité de la ville.

(d.) — *Mesures prises contre le receveur municipal qui refuse d'avancer à la ville les fonds nécessaires pour pourvoir aux affaires de celle-ci.*

Comme encores ont les eschevins et scindic remonstre que m^e michel boullart qui a achepté et sest faict pourveoir de loffice de recepveur de tous les deniers tant patrimoniaux que aultres qui appartiennent a ladicte ville et nest empesché par les eschevins de recepvoir iceux ne veult neammoingtz desbourser aucuns deniers pour les reparations et entretiens necessaires fait pour les ponts, portes, gaiges des portiers, fontainiers et aultres affaires de la ville et est aussy ledict boullart refusant de satisfaire aux mandats qui lui addressent, ce qui cause un grand desordre et apportera enfin toute la ruine entiere des affaires de ladicte ville sil ny est pourveu, a esté sur ce deliberé et arresté que ledict boullart sera appelle pour se veoir condampner par corps a fournir tous les deniers quil conviendra pour les necessites et urgentes affaires de ladicte ville sauf a luy ou la mise se trouve exceder la recepte a se pourveoir pour le recouvrement des deniers quil aura advancez ainsy quil advisera et que lesdicts eschevins et scindic interviendront en toutes les causes qui sont ja intentées contre luy a la requeste des portiers et aultres qui ont mandat d'eux pour estre paies de leurs gaiges et pour soustenir contre ledit boullart quil doibt faire les desbourses sauf a recouvrer.

(e.) — *Fixation de l'heure et des jours de départ du messager de la ville pour Paris.*

Et sur ce quilz ont dict que par toute les villes de France ou il y a des coches establis il y a ordre qui sobserve inviolablement pour lheure quil doibt partir mesmes prins arresté par le voiage fors que en cette ville dont plusieurs

plaintes se sont faictes requerans y estre pourvues, a esté aussy arresté que le messager et son associé qui ont pris la conduite du coche partiront tous les jours a heure certaine scavoir depuis pasques jusques à la s[t] Remy a sept heures du matin precisement et depuis la s[t] Remy jusques a pasques a huict heures precises, et partira aussy de paris pour venir en cette ville depuis la s[t] Remy jusques a pasques a dix heures du matin et depuis pasques jusques à la s[t] Remy a une heure de relevee et lui sera paier pour chacune personne vingt cinq sols sans quil puisse exiger davantage et sera le present reglement affiché aux portes de la ville mesmes a la porte de lhostel ou pend pour enseigne le grand compas en la ville de paris rue Montorgueil ou pend pour enseigne ledit coche pour lexecution de ce que dessus demeurent lesd. eschevins auctorisez.

(f.) — *Paiement d'un reliquat de compte d'un argentier.*

Et quant aux deniers que m[e] Gabriel chevalier cy devant argentier de cette ville pretand luy estre deubz par la ville et quil dict monter a six mil tant de livres dont il demande le paiement en conséquence des arrestz par luy obtenus ensemble des lettres dassiette quil dict aussy avoir obtenu requerans sur ce la deliberation de la compagnie a esté arresté que lesd. deniers deubs audit chevalier seront assis et levez sur les habitans en trois annees suivantes egalement.

(g.) — *Plaintes contre l'Élu qu'on accuse de commettre des abus de procédure.*

Et sur les plaintes que lesd. eschevins ont dict avoir receues de plusieurs particuliers contre lesleu particulier de cette ville de la forme de procedure quil observe en son siege et des grands deniers quil prent ausd. procedure et jugements qui rend sur les affaires qui se forment aux tailles mesmes aussy aux descharges quil faut de ceux qui sont appellez aux charges dasseyeurs collecteurs des tailles qui vont a grands frais, a esté arresté que lesd. eschevins sont et demeurent auctorisez pour presenter requeste a la cour ou au conseil du roy pour luy faire garder l'ordonnance et retrancher lesd. abus.

(h.) — *Autorisation de percevoir le droit de havage aux lieu et place de l'exécuteur de la Haute Justice.*

Ont en oultre lesd. eschevins et scindic representé que ladicte ville est oberee de plus de trente mil livres quil est impossible de paier et dobvier a sa ruine entiere sinon en faisant lever par chacun an sur lesd. habitans pour y satisfaire mesmes pour subvenir aux affaires dicelle ville qui surviennent de temps a aultre, sur quoy a esté arresté que lesd. eschevins seront et sont autorisez de poursuivre par tout ce quil conviendra la suppression de la levee que faict lexecuteur de la haulte justice du droict de havage ès deux jours faisant partie des trois jours de marché de la sepmaine sur le blé et aultres grains qui se vendent audit marché et pour le soulagement et bien qu'en reviendra a ceux qui payent ledict droict qui est de plus de trente solz sa majesté soit suppliée

daccorder et octoyer les sol pour chacun septier de grain qui se vendera au lieu dudit havage lequel sol par septier appartiendra au proffict de ladite ville pour subvenir aux urgentes affaires dicelle enquoy aucun ne sera grevé, et encore sera sadicte majesté suplie daccorder à ladicte ville le droit de courte pinte comme il se faict en aultres villes ou il a lieu, a lever sur les hostels et tavernes seulement et encore cinq solz pour chacune toize de pavé que les proprietaires des maisons et lieux de ladicte ville et fauxbourgs seront tenus paier chacun endroict soy.

(i.) — *Autorisation de clore et arrêter les comptes d'anciens échevins.*

A este aussy representé par lesd. eschevins et scindic que les enfantz et heritiers de feu bonaventure soret eschevin les pressent journellement de faire arrester et clore en cette chambre le compte quilz ont presenté de la recepte et mise faict par ledit deffunct leur père et feu m^e^ nicolas charton pendans quilz ont esté eschevins de cette ville, et quil plaise a la presente assemblee de rendre advis sur ce que dessus a esté arresté que lesdictz eschevins et scindic demeurent auctorisez pour terminer ledict compte a la charge que tous les soretz ne demanderont aucun reliqua a la dicte ville et obtiendront a leurs frais un arrest de descharge pour la ville et sobligeront aussy lesd. sieurs les soretz den acquiter la ville en cas que lad. ville fut poursuivye pour ladite redition de compte soit par la chambre des comptes ou aultrement.

(j.) — *Décharge accordée à Madame la duchesse d'Aiguillon de ce qu'elle doit à la ville pour l'entretien des chaussées.*

De plus ont lesdictz eschevins et scindic represente que madame la duchesse daiguillon dame usufruitière et par engagement de cette ville de ponthoise desiroit estre assistee de la part de ladicte ville et deschargee de leur poursuite contre elle faicte en la chambre des comptes touchant les arrérages des huict vingt livres parisis qui sont a prendre annuellement par ladicte ville sur le domaine dud. ponthoise destinez pour lentretien et fournissement du pavé de ladicte ville dont sont deubz plusieurs annees darrerages mesmes aussy demande icelle dame estre deschargee du fondz et du paiement et coutumes desd. huict vingtz livres parisis pour ladvenir mesmes desd. arrerages qui en sont deubs et escheus, requeroient pource lesdicts eschevins estre delibere et rendu advis par la presente assemblee sur le faict cy dessus, cette affaire mise en deliberation a este arresté par ladicte assemblee que lesdictz eschevins et scindic demeurent auctorisez pour remettre et descharger actuellement ladicte dame duchesse daiguillon tant des arrerages desdictz huict vingtz livres parisis escheus jusques a huy mesme pour ladvenir et que ledict domaine soit quitte et desobligé de ladicte some quil estoit tenu et obligé annuellement a ladicte ville pour les causes susdictes lequel quittence et descharge a esté des a present consentie et accordee par la presente assemblee au nom de toute la ville, a leffect de quoy lesdictz

eschevins et scindic demeurent aussy auctorisez pour faire et passer tous actes et contractz qu'il appartiendra au proffict de ladicte dame duchesse daiguillon en vertu des présentes.

(k.) — *Autorisation de solliciter la levée de nouvelles taxes sur les habitants pour les dépenses de la garnison.*

Et oultre a esté remonstré par lesdictz eschevins quilz ont fraié et desboursé grandes somes de deniers pour la fourniture de la compagnie des gens darmes de la reine tant pour ce qui a esté paies aux officiers que aux achapts de foin, davoine, pour le surtaux de vin et des chairs fournis par les m^es^ bouchers de cette ville ou ilz ont employes jusques a la some de dix mil cinq cens livres ainsy quil se justifie par les certifficat des commissaire et mareschal de ladicte compagnie representez par lesd. eschevins et que la some de huict mil livres qui avoit esté assize et levee nestoit suffisante pour satisfaire aladicte despense requerant sur ce lesd. eschevins estre delibere par la presente assemblee sur quoy a este arresté quil sera encores assis et levé sur les habitants de cette ville et fauxbourgs la some de deux mil cinq cents livres oultre et au pardessus la some de huict mil livres ja assez et imposez pour le mesme faict et que pour y parvenir lesd. eschevins se retireroient vers le roy et nosseigneurs de son conseil pour, suivant et au desir de larrest cy devant obtenu par leurs predecesseurs et en execution dicelluy obtenir nouvel arrest pour imposer et lever ladicte some de dix mille cinq cens livres sur tous lesd. habitans de cette ville et fauxbourgs en icelle some compris les huict mil livres ja imposez en vertu de premier arrest selon quil plaira a sa majesté et nosseigneurs de son conseil d'en ordonner.

Ont signé : Demonthiers, Lanquier, Lefebure, Cossart, D. Aubery, de Sainct Denis, Cossart, Duboys, Fournyer, Chevallier, S. Lefebure, Gruel, sindic.

LXXIX

(20 Novembre 1644)

Autorisation donnée aux échevins d'employer tous moyens, même le paiement de sommes, pour éviter de recevoir une garnison nouvelle.

Ce jourdhuy vingtiesme jour dudict mois de novembre audict an mil six cens quarante quatre en assemblee convoque par lesdictz eschevins et scindic de cette ville devant m^e^ charles demonthiers escuier sieur de s^t^ martin conseiller du roy lieutenant civil et criminel du bailly de senlis au siege de ponthoise ou estoient presens m^e^ pierre Lanquier lieutenant particulier au siege du baillage m^e^ françois Deslyons procureur du roy m^e^ Jehan Le febure prévost en garde m^e^ hypolyte Le febure conseiller et secretaire du roy m^e^ david aubery et Gabriel de Sainct Denis, Robert Cossard et anthoine Thiboust,

Gabriel Dubois, Guillaume fournier m^e^ Nicolas Coustuiier, nicolas soret, Jean le tellier,

Sur ce que lesdictz eschevins et scindic ont remonstre quilz ont eu advis estant en la ville de Paris ou ilz se sont transportés par lordre de la presente assemblee, mesmes avec une lettre du sieur Demurat commissaire des guerres, que la compagnie de chevaux legers de monseigneur le duc dorleans soubz la conduite du sieur de Boisrogué lieutenant en la compagnie, a son departement de cette ville pour le present quartier dhiver, laquelle compagnie y doibt promptement entrer en garnison et quil seroit a propos de faire tout ce qui sera possible pour divertir ladicte garnison, ce que toutefois ne se peult faire sans de grandz frais et de grandz coustz vers plusieurs personnes de condition quil conviendra rechercher et emploier pour cet effect, notamment vers ledict sieur de boisrogué qui a un grandissime pouvoir en cette affaire affin de ne point sopposer ny insister contre cette ville et pour aggréer par luy un logement en une aultre ville, requeroient a ces causes les dits eschevins et scindic sur ce la deliberation de la presente assemblee, cette affaire mise en deliberation et prins ladvis de toute ladicte assemblee a este resolu et arresté que lesdictz eschevins et scindic sont et demeurent auctorisez pour traiter avec ledit sieur de boisrogué et luy offrir et donner gracieusement la somme de mil livres et plus silz le trouvent a propos comme aussy de promettre et donner a toutes et telles aultres personnes quilz emploieront a leffect cy dessus tout ce qnilz verront a propos et ne rien espargner pour tascher dobtenir la descharge de ladicte compagnie et faire en sorte que cette ville soit exempte de ladicte garnison, de tous lesquels frais et deniers quils desbourseront actuellement que par payments et dons quils auront faicts et feront ilz en demeureront creus, et ainsy a esté des apresent consanty et accordé par toute la presente assemblée, daultant que par ce moien lon evitera la perte et ruine de la ville eu esgard a la grande perte que ladicte ville a soufferte lannee derniere par la garnison des gensdarmes de la reine qui y estoient logés.

Ont signé : Demonthiers, Lanquier, Lefebure, Le Tellier, D. Aubery, Cossart, de Sainct Denis, Fournyer, Chevallier, Duboys, S. Lefebure, Thiboult, Gruel, sindic.

Suivent trois pages laissées en blanc.

On lit ensuite :

(a.) — *24 mars 1645. — Élection de M^e^ François Lecousturier comme syndic.*

Le vendredy vingt quatriesme jour du mois de mars mil six cens quarente cinq m^e^ francois Lecousturier lieutenant des eaux et forestz et advocat a pontoise en lassemblee tenue a la req^te^ de noble homme m^e^ charles Demachy peu auparavant prevot maire dud. lieu et honorable homme Antoine Seigneur marchands pour lors eschevins de lad. ville et m^e^ sebastien gruel scindic des

habitans dicelle led. Lecousturier a este esleu par les pairs de lad. ville et peuple dicelle convocqué au son de cloche pour scindic desd. habitans et faire lad. charge pour le temps de trois ans en presence de m^rs^ les gens du roy et de leur consentement.

(b.) — *14 mai 1647. — Élection de Jean de Saint Denis et Guy Riou, échevins, en remplacement de Demachy et Seigneur dont les pouvoirs sont expirés.*

En lannee mil six cens quarente sept le XIIII^e^ du mois de may (1) lesd. sieurs Demachy et Seigneur ayant fait par trois annees lad. charge deschevins de lad. ville de ponthoise de laquelle ilz se seroient dignement acquites sur leur requisition et demande en leur lieu et place auroient succede noble homme m^e^ Jean de St Denis presiden au grenier a sel et honorable homme Guy riou marchand et este esleuz pour eschevins de lad. ville.

(c.) — *Mai 1648. — Élection de Nicolas Guesdon, procureur du roi, comme syndic, en remplacement de M^e^ Lecousturier.*

En mai (2) mil six cens quarente huict led. Lecousturier ayant accompliz et fait lad. charge de scindic des habitants dud. ponthoise sur sa demande assemblee ayant esté convocquee de tout le peuple au son de cloche et en la maniere accoustumee pour estre descharge et pourveoir dun autre en son lieu de la voix de tous et du consentement et requisitoire de m^rs^ les advocat et procureur du roy m^e^ nicolas Guesdon procureur es sièges royaux dud. ponthoise a este esleu pour faire lad. charge pour le temps de trois ans estoient eschevins noble homme m^e^ Jean de st Denis conseiller du roy presiden au grenier a sel de ponthoize et honorable homme Guy Riou bourgeois de pontoise.

(Sans signature).

Une page laissée en blanc.

LXXX

(26 Août 1645)

Répartition d'une taxe de 8,000 livres entre les habitants.

Le samedy vingt sixiesme aoust mil six cent quarente cinq apres midy en lassemblee tenue en la chambre de ville lieu ordinaire et accoustumé pour deliberer et arrester des affaires dicelle devant nous charles Demonthiers escuyer sieur de st martin conseiller du roy lieutenant general civil et criminel

(1) Le mot *apvril* a été rayé et au-dessus on a mis *may*.

(2) On a écrit au-dessus « *le 29* ».

du bailly de Senlis au siege de ponthoise ladicte assemblee convocquee et tenue en la presence desd. eschevins et en la presence de messieurs les gens du roy ou auroient aussi assisté plusieurs officiers de lad. ville scavoir me pierre Lanquier lieutenant particulier au bailliage me le telier prevost maire me Gabriel de St Denis et plusieurs pairs et anciens conseillers dicelle scavoir me françois du val Jean le Telier Guillaume fournier me nicolas Lecousturier me Sebastien Gruel me Jean Guerin me Gabriel chevalier me francois du val advocat de lad. ville.

Lesquels eschevins nous ont remonstre que la ville de ponthoise est comprise aux roolles des aysez que de la somme de vingt quatre mil livres qui leur auroit esté demandés quilz n'en auroient peu obtenir jusques a present autre moderation que de douse mil et que des douze mil restant le commis a la recepte desd. deniers en veult faire la taxe sur petit nombre de particuliers de lad. ville ce qui pourroit causer la ruine desd. particuliers sil n'y est pourveu par lassemble par la taxe quelle pourroit faire de lad. somme sur les habitans quelle jugera estre a taxer.

Sur quoy pris ladvis de toute lassemblee a este arresté que lassiette de huict mil livres se fera par lassemblee de tous les officiers et paires de ville pour ce qui doibvent estre tous convocquez en la presente chambre des le landemain vingt septiesme jour du present moiz et an et ce sur les habitans cottisez au corps principal de la taille au dessus de six livres.

Et ce jourdhuy voulant proceder a la taxe suivant lacte d'assemblee tenue le vingt sixiesme aoust dernier sur ce que plusieurs des particuliers nauroient peu sy trouver il a esté arresté que lesd. sieurs eschevins demeureront authorisez doffrir jusques a la somme de (1) suivant la resolution dud. vingt sixiesme aoust dernier et laquelle somme sera assise suivant la resolution dudit acte du vingt sixiesme aoust dernier dans le temps quil sera accordé ausd. eschevins et suivant larrest et commission qui leur sera obtenu a cet effet.

Ont signé : Demonthiers, Lanquier, Le Tellier, Cossart, Deslyons, Tellier, de Sainct Denis, Thiboult, Chevallier, F. Duval, Lecousturier, Fournyer, Gruel.

LXXXI

(2 octobre 1645)

Nomination des collecteurs pour la levée des taxes ordonnées par arrêt du conseil de Normandie.

L'an mil six cens quarente cinq le lundy second jour doctobre en vertu de certain jugement en datte du vingtiesme aoust dud. an donné par monseigneur de Miromesnil conseiller du roy en ses conseils destat et privé intendant en la justice police et finance en la province de normandie generalité

(1) L'indication est laissée en blanc.

de rouen suivant la commission a luy adressee pour lexecution de l'arrest du conseil en datte du quatorsiesme juin mil six cens quarente cinq par lequel il est permis aux eschevins de la ville de pontoise de nommer personnes pour faire la levee et collecte de la somme de huict mil six cens livres d'une part et trois cens quarente livres dautres mentionnes audit arrest et commission : en lassemblee convocquee pour deliberer desd. personnes qui seroient preposez pour faire lad. levee devant nous Charles Demonthiers escuyer sieur de st martin, president lieutenant general en la ville et chastellenie de pontoise ou estoient presens les officiers, anciens conseillers et pairs de ville et en la presence desd. eschevins a este nommé les personnes de maistres Guillaume Lecousturier et françois le telier, lesquels appellez pour déclarer silz vouloient accepter lad. charge pour en cas de refus estre procede a la nomination dautres personnes ont accorde et se sont submis a faire la collecte desd. deniers, suppliantz en le faisant la compagnie les vouloir descharger de lassiette et collecte des deniers de la grande taille a ladvenir ce qui leur auroit este promis et accordé en consideration de leur submission volontaire et de ce quilz sobligeoient faire les advances des deniers que lon estoit pressé de trouver et veu que lad. levee esgaloit et aprochoit des portions dont ilz eussent peu estre tenus lorz quilz eussent esté appellez pour subir et faire la charge et collecte de la levee de la grande taille dont et de ce que dessuz a esté le presente acte pour servir et valoir ausd. le Cousturier et le telier en temps et lieu ce que de raison.

Ont signé : Demonthiers, Demachy, Seigneur, Le Cousturier.

Suit une page laissée en blanc.

Coppie de la requeste de reception en la charge de messager de la ville de ponthoise pour bonnaventure Cornu.

A Messieurs le lieutenant eschevins et scindic.

Messieurs le lieutenant eschevins et scindic de la ville de ponthoise

Supplie humblement bonnaventure Cornu disant qu'il a employé tout son temps et aage a servir la ville de ponthoise dans la fonction et charge de messager de lad. ville dont a esté pourveu cy devant Estienne Cornu son frere par messieurs vos predecesseurs mais a present que le suppliant voit que ledict Estienne Cornu son frere est pourveu de quelque office ne fait plus fonction de messager a quitté la casacque et couleurs de lad. ville il a notable intherest de se conserver dans les mesmes fonctions soubz votre bon plaisir en luy donnant par vous letres et provisions de lad. ville offrant en ce faisant vous rendre tout service et obeissance et suivre en tous les ordres comme font tous

les autres memes officiers de la chambre de ville ainsi que de temps immemorial ont fait les autres messagers de lad. ville aux charges desquelles vous seulz pouvez pourvoir.

Ce considere messieurs les dictz sieurs il vous plaise gratifier le suppliant de lad. charge de messager aux conditions susdites de toujours sutvre vos ordres et ce qui luy sera prescript tant par vous que par la chambre de ville et vous ferez bien.

Signé Bonnanvanture Cornnu.

Nous eschevins et scindic de la ville de ponthoise eu esgard au contenu de la reqte cy dessus et consideré que Estienne Cornu frere du suppliant cy devant pourveu de lad. charge de messager longtemps y a n'en fait aulcune fonction dicelle ains . le suppliant mesme s'est fait pourveoir d'office qui l'empesche d'exercer ladicte charge incompatible etant icelle demandant que ledit suppliant soit receu pour faire ladite charge aux conditions par luy de s'en acquitter bien deuement fidellement en fournissant bonne et suffisante caution ainsi et comme ont fait ses predecesseurs, à la charge aussi de rendre lesdicts debvoirs et services deubz aux eschevins et corps de ville comme il a tousjours cy devant fait et ses predecesseurs laquelle caution il sera tenu fournir caution dans le mois fait à ponthoise le dousiesme novembre mil six cens quarante six.

Et ledit jour dousiesme novembre est comparu Jean Cornu lequel a pleigé et cautionné ledict bonaventure Cornu son frère pour ce qui concerne le fait de ladicte charge de messager tesmoing son seing.

Signé Cornu.

Veu la requeste a nous presentee par bonnaventure Cornu et le consentement des eschevins cy dessus avons iceluy bonnaventure Cornu receu et recevons a la charge de messager en cette ville aux charges et conditions cy dessus apres quil a fourni pour caution de la personne de Jean Cornu frère et a cette fin prestera ledit cornu le serment en tel cas requis et accoustume fait et donné à ponthoise le douziesme novembre 1646.

Demonthiers.

Et ledit jour et an est comparu devant nous ledit bonaventure lequel a fait le serment de se bien comporter en lad. charge de messager et de nous rendre honneur aux eschevins et corps de ville et servir ainsi qu'il est requis.

Demonthiers.

Suivent deux autres pages laissées en blanc.

Extraict des registres du Conseil d'Estat

Sur la req^te^ presentée au roy en son conseil par Michel Tilot commis à la recepte des deniers communs en la ville de ponthoise contenant que M^e^ Michel bouillard s'estant fait pourveoir a l'office de recepveur des deniers communs et

d'octroy de lad. ville en lannee mil six cens xxxv auroit esté tousjours refusant de debourser les deniers quil convenoit dadvancer pour subvenir aux affaires de lad. ville recognoissant que lad. ville ne possedoit aucuns deniers communs et que l'octroy quelle avoit à prendre sur le sel avoit esté osté et qu'il n'y avoit aucun fonds pour recouvrer ses advances, ce qui auroit obligé les habitans et eschevins de fournir les deniers necessaires pour lad. ville et voyant ledit bouillard quil estoit poursuivi pour le payement de deux mille livres advancées par lesd. habitans pour les affaires de lad. ville il auroit quité et remis lesd. offices au proffit de lad. ville moyennant quelque somme qui lui auroit esté promise pour son remboursement, en suitte de quoy par assemblee desd. habitans le suppliant auroit esté nommé pour faire lad. charge de recepveur depuis laquelle nomination il est journellement contraint en vertu des mandemens des eschevins dudit ponthoise de payer plusieurs sommes et deniers sans quiceluy suppliant voye quil ayt lieu destre rembourser qui est un vray moyen de le ruiner entierement et dautant quil a eu advis qu'ez annees quarente quatre et quarente cinq les eschevins de lad. ville de ponthoise obtinrent une assiette de huict mil livres en chacune desd. annees pour estre lesd. sommes employees au payement des debtes de lad. ville mesme pour la despence faite pour la compagnie des gendarmes de la reyne en xvi^{c} quarente quatre et celle des gendarmes de mons^{r} le duc d'Orléans en xvi^{c} quarante cinq et que ceux qui ont fait la collecte desd. deniers n'ont encor rendu compte. Requeroit ledict suppliant quil pleut à sa majesté ordonné que ceux qui ont vacqué a lad. collecte seront assignes par devant l'intendant en la justice de la generalité de Rouen pour rendre compte de la recepte et despens desd. deniers et payer le reliqua d'iceluy es mains dudit suppliant pour employer aux necessitez de lad. ville. Veu lad. req^{te} Le Roy en son conseil ayant esgard a lad. requeste a ordonné et ordonne que les particuliers preposez a la collecte des huict mil livres pour chacune desd. annees xvi^{c} quarente quatre et quarente cinq preposez pour subvenir aux despenses de lad. ville de ponthoise seront assignez pardevant le sieur de Miromesnil intendant de la justice et finance de la generalité de Rouen pour rendre compte de la recepte et despence desd. deniers et quilz mettront le reliqua dudit compte si aucun y a es mains du suppliant pour employer aux despences de lad. ville a quoy faire lesd. particuliers seront contraintz comme pour les propres deniers et affaires de sa majesté fait au conseil destat du roy tenu a fontainebleau le quatriesme jour d'aoust mil six cent quarante six. Signé Ch. Douër avec paraphe.

Coppie de la commission.

Louis par la grace de dieu roy de france et de navarre a mon amé et feal conseiller d'Estat le s^{r} de Miromesnil intendant de la justice et finance en la generalite de Rouen salut suivant l'arrest dont extraict est cy attaché soubz le contrescel de nostre chancellerie cejourdhuy donné en mon conseil dEstat sur la req^{te} de michel Tilot commis a la recepte des deniers communs de la ville de ponthoise nous vous mandons et ordonnons de faire assigner pardevant vous aux fins dudict arrest les particuliers preposez a la collecte des huict mil livres

enoncez ausd. arrestz pour chacune desd. annees XVI^c quarente quatre et quarente cinq imposez pour subvenir aux despences de lad. ville de ponthoise commandons au premier notre huissier et sergent sur ce requis de signifier lesd. arrectz ausd. particuliers et autres quil appartiendra a ce quils nen pretendent cause dignorance et faire pour le contenu diceluy tous commandemens sommations contrainctes par les voyes y declares dessusdictz et autres actes et en ce sans autre permission nonobstant clameur et haro et charte normande prise a partie et choses a ce contraires car tel est notre plaisir. Donné a fontainebleau le quatriesme jour daoust lan de grace XVI^c quarente six et de notre regne le quatriesme plus bas par le roy en son Conseil L. Douër avec paraphe.

Suivent deux pages laissées en blanc.

LXXXII

(Sans date)

Nouvelle levée de 3,000 livres pour l'entretien de la garnison.

Sur ce qui a esté representé par les eschevins que la somme qui a esté levee pour la subsistance des soldatz est absorbee a ce quil nous pleust demande ladvis de la compagnie pour trouver moyen de les faire subsister à ladvenir. Sur ce pris ladvis de la compagnie et oÿ sur ce les advocat et procureur du roy a esté delibéré de ladvis de tous que lon levera la somme de trois mil livres scavoir, deux mil livres les deux mois prochain suivant et le reste les deux aultres mois apres pour estre emploiés a la subsistance desdictz soldatz prisonniers de guerre.

Signé : Demonthiers, Lanquier, Delyons, Aubery, Cossart, Lecousturier et Seigneur.

LXXXIII

(17 Juillet 1648)

Les échevins sont autorisés à faire les démarches nécessaires pour confier aux Jésuites la direction de l'enseignement du Collège.

Ce jourdhuy dix septiesme jour de juillet mil six cens quarente huict apres midy devant nous charles demonthiers escuier seigneur de sainct martin conseiller du roy president et lieutenant general a ponthoise en lassemblee convoquee en la chambre de ville a la requeste des eschevins et scindic ou estoient les advocat et procureur du roy ensemble tous les officiers et antiens conseillers de ville a esté remonstré par lesdictz eschevins et scindic que le sieur Retart cy devant principal du colege de lad. ville a pris congé et quitté la principaulté est besoing de donner ordre a ladvenir aud. colege et dadviser a ce, cy

apres pour linstruction de la jeunesse tant ausd. lettres humaines que aux bonnes mœurs il soict bien gouverné, sur quoy prins le serment de lassystance a este deslybere et ont esté prins les suffrages et voix quy tous par le menu chacun en leur ordre ont dit unanimement que comme toutte la pation et ambition de la ville a esté de tout temps de faire florir le colege aux fins d'elever les esprits a la vertu au service de dieu et du roy leur donner la teinture et commencement de linstruction aux lettres humaines, ilz croyent bon debvoir estre continue a ladvenir lordre d'avoir un escrivain qui enseigne a lire et escripre avec quatre regens mais quilz croyent en leur ame et conscience estre obligez de representer quilz ont souvente foys et depuis plusieurs annees faict reflection nestre expedien pour la conduite dud. colege de mandier service hors la ville puis que dans lenclos dicelle y a une maison de peres jesuites qui resident, fondee par feu monseigr Leminentissime cardinal de joyeuse lesquelz peres jesuites comes remplis de vertu et de doctrine donnent conseilz salutaire à touttes les communaultez religieuses qui leur en requerent, Aussy ne refusent ils pas ceste même grâce en faveur de la ville pour led. colege et partant ont tous les dessusdictz oppiné et oppinent en adjoustant a ce que dessus que lesd. peres jesuites soient supliez dassister lesd. regens de leurs soins et consert pour bien instruire la jeunesse qui leur sera comise que a ceste fin lun des peres jesuistes sera tenu visitter la classe catechyssez et dire la messe comme il a este de tout temps observe aud. colege. — Veu lesquelz advis il demeure deliberer et arrester que lesdictz eschevins et scindic sont auctorizes de supplier lesdictz pères jesuistes aux fins susdictes et leur faire condition raisonnable et honeste telles quilz adviseront et ont lesdictz officiers et antiens conseillers de ville ensemble lesdictz eschevins et scindic signe et na voullu le sieur procureur du roy signe comme estant dadvis contraire.

Ont signé : Demonthiers, Lefebure, Lanquier, Lefebure, Le Tellier, Cossart, Thiboult, J. Tellier, Duboys, Lefebure, Duboys, Guérin, Lecousturier, Seigneur.

Suit une page laissée en blanc.

LXXXIV

(8 Mars 1647) (1)

Transaction avec l'un des créanciers de la ville.

L'an mil six cens quarente sept cejourdhuy vendredy huictiesme mars en lassemblee tenue en la chambre de ville sur la requeste des eschevins et scindic de la ville de ponthoise devant nous charles Demonthiers escuyer sr de st Martin conseiller du roy lieutenant general civil et criminel en lad. ville ou se sont trouvez l'advocat et procureur du roy et plusieurs anciens pairs et officiers de lad. ville, sur ce qui nous auroit esté representé par lesd. eschevins

(1) Sic !

et scindic que par le contract de rachapt passé par devant françois nottaire royal à ponthoise le douziesme mars mil six cens trente quatre Mr pierre dorvalle auroit eu cession et subrogation de six vingt cinq livres de rente annuelle avec les arrerages frais et loyaux coustz qui en estoient lors deubz de Mr André de Clery chevalier tuteur de Claude de Launoy escuyer filz et heritier de Claude de launoy vivant chevalier sieur de Cassen icelle rente constituee au denier douse par deffunct honorable homme me robert françois advocat et Guillaume dancogné marchant eschevin et me Jean dorvalle controolleur au grenier à seel de pontoise scindic pere dudict me pierre dorvalle au proffit de damoiselle magdelaine dauvergne veufve de feu me hugues dailly chevalier seigneur d'ennery suivant le contract passé par devant simon Dupré et andré péchot nottaires et tabellions royaux aud. pontoise le dixiesme juin mil cinq cens quatre vingtz sept laquelle rente ensemble tous les arrerages loyaulx coustz fraiz et depens qui en sont et peuvent estre deubz appartiennent neantmoing moitie par moitie aud. me pierre dorvalle et me jean duval docteur en medecine demeurant audit pontoise à raison que icelui duval auroit fourny de ses deniers aud. sieur dorvalle moitie du sort principal arrerages fraiz et loyaulz courtz desbourcés pour led. rachapt ainsi que ledict dorvalle auroit recognu par declaration faite en faveur et proffit dud. sieur Duval depuis lequel temps led. sieur dorvalle et duval ont fait et font conjoinctement plusieurs poursuittes de plus ont obtenu sentence a lencontre des heritiers de feu Guillaume Dancogné comme aussi lesd. heritiers Dancogné auroient fait plusieurs poursuittes et obtenu sentence d'acquit de lad. rente arrerages frais a lencontre desd. eschevins et scindic leurs predecesseurs pretendant avoir este lad. rente constituee par ladveu et charge et en consequence dune procuration des plus notables et principaux habitans dud. ponthoise et avoir esté les deniers de lad. constitution employez aux affaires communes de lad. ville en telle sorte sil n'y est pourveu que lad. ville sera entièrement absorbee en frais a ce quil nous pleut sur ce prendre ladvis de toute la compagnie pour y estre pourveu et remedié. Surquoy pris ladvis de toute lassemblee du consentement de ladvocat et procureur du roy a esté resolu et arresté voyant lad. assemblee que la ville na aucun fonds ny deniers que pour esviter aux grands frais poursuittes et sommations contre lad. ville que lesd. eschevins et scindic demeureront authorisez de transiger et accorder par contract avec led. me pierre dorvalle en la manière qui ensuit : scavoir que le led. dorvalle ne payera que pour toute taille en la ville de pontoise pendant huict ans consecutifs et par chacune dicelles annees trois cens livres dont il y en aura cent livres seulement sur les roolles desd. tailles et les deux cens livres restant demeureront par chacune desd. annees en paiement et satisfaction aud. sieur dorvalle sur en deduction de la somme de seise cens livres tz a laquelle led. sieur Dorvalle quittera la moitié de lad. rente a luy afferante tant pour le sort principal quarrerages et la moitié desd. six vingt cinq livres de rente frais et loyaux coustz et despens du passé jusques a huy tant en actions hypothecaires qu'autrement en telle sorte et maniere quil les puisse avoir fait

pour raison de lad. rente ainsi quil a este recognu luy estre deu lad. somme laquelle moitie de rente par ce moyen demeurera racheptee esteinte et amortie et les biens et personnes poursuivis par justice ou autrement engagees demeureront deschargés entièrement pour son regard tous proces et differens assoupis et terminez sans aucuns despens dommages et interestz pretendre ny pouvoir demander dontre lad. ville ny autres. Et si a esté resolu et arresté que en cas que led. sieur Dorvalle finance au coffre de sa majesté et soit rendu exempt de toutes tailles durant lesd. huict annees lesd. eschevins et scindic qui pour lors seront en charge esd. noms et qualité seront tenus payer aud. sieur dorvalle par chacune desd. annees qui resteront à expirer dicelles huict annees du jour de l'entiere exemption dudit sieur dorvalle desd. tailles : deux cens livres pour parfaire le payement desd. seise cens livres sans prejudice a lautre moitie de lad. rente, Ld 40.

Nota que la desliberation touchant le colege est escripte cy devant fol. 138 recto.

(Sans signature)

LXXXV

(5, 7 et 9 Septembre 1648).

Établissement d'un rôle d'habitants chargés d'avancer les fonds nécessaires pour nourrir les prisonniers de guerre logés à Pontoise.

Ce jourd'huy samedy cinquiesme jour de septembre mil six cens quarante huit en lassemblee tenue en la chambre de ville ou presidoit charles Demonthiers escuier seigneur de sainct martin conseiller du roy et lieutenant general a ponthoise ou estoient présent m^e^ pierre Lancquier lieutenant particulier aud. siège maistre charles Cossard advocat du roy francois Deslyons procureur du roy m^e^ Jean letellier prevost maire et m^e^ david aubry lieutenant et accesseur aud. siège m^e^ anthoine Thiboult, m^e^ françois duval, jean letellier, guillaume fournier, robert Cossart, m^e^ francois le cousturier et m^e^ nicolas le cousturier m^e^ sebastien gruel m^e^ gabriel Duboys, Jean guerin, pairs et autres conseillers de ville auroit este remonstre par m^e^ Jean de s^t^ denis president de la gabelle honore home guy riou et m^e^ nicolas guerdou eschevins et scindic de ceste ville que par lettre de cachet du xxiii aout dernier signe Louis et plus bas le tellier il auroit este envoyé en ceste ville neuf officiers et soixante et douze soldats des prisonniers de guerre pris en la bataille gaignée proche de Lens, Lesquels sont de présent en ceste ville et gardez selon lordre du roy qui veult quils soient noris par des entrepreneurs ou par un certain nombre dabitans acondition destre pourveu a leur renbourcement par l'imposition qui en sera faicte, Et pour la subsistance lesdicts gens de guerre prisonniers il est nécessaire dadviser et deliberer ou lon trouvera fond pour cest effect.

Sur quoy par ladvis de lassemblee a este arreste que le roolle des tailles seroict veus a lundy prochain une heure de relevee pour prendre et choisir un nombre de personne qui seront tenus prester et advancer chacun dix livres tz pour faire subsister lesdicts prisonniers trois moys et led. temps passé continueront jusques à la sortye.

Et le lundy VII septembre aud. an une heure de relevée en lassemblée tenue ou estoient present lesd. officiers pairs et antiens conseillers de ville desnomes en lacte dassemblee cy dessus a este fait apporter pour l'execution dudict acte le roolle des tailles de ceste ville pour lannée présente mil six cens quarante huict et apres la lecture dicelluy cest trouvé les cens cinquante personnes quy ensuivent qui sont capable de faire l'advance et prest de dix livres chacun contre lesquels sera delivre par M. le lieutenant ordonnance et contraincte nonobstant opposition quelzconques, et sera commises ung ou deux personnes pour faire la levée sans frais d'icelle et seront exemps dassiette et collete et a charge de continuer la levee tant et si longuement que lesdits prisonniers seront en ceste ville prisonniers et pour nomer et adviser deux personnes capables pour exécuter le jugemen lassemblee est continue a mercredy prochain sept heures du mattin.

Ensuit les personnes qui doibvent faire lad. advence :

Me Pierre Lancquier lieutenant particulier au baillage
Me Jacquin honore president en la prevoste mairie
M. Jean Letellier prevost maire
M. David Aubry lieutenant accesseur aud. siège
M. François Deslyons procureur du roy
M. Mathieu Lescombar eslu
me François cousturier lieutenant aux eaux et forestz
me Nicolas cousturier adjoint
me Pierre dorvalle advocat
me Andre Terrier greffier a la gabelle
me Jean Tuyaut
me Charles demachy
me Anthoine Thiboult advocat
me Claude Dunesme advocat
me Guillaume Duboys advocat
me Charles Duhamel
me Estienne Gruel advocat
me Jacques Guillebert greffier dit putarin
me pierre Lefebure medecin
me jean Duval medecin
me Fiacre Bredoulle médecin
me Guillaume Cousturier médecin
me Francois Duval procureur
me Sebastien Gruel procureur

m^e Gabriel Duboys procureur
m^e Nicolas Blouin procureur
m^e Jean Levasseur procureur
m^e Thomas Duvivyer procureur
Maistre mellon Dauvray procureur
m^e Charles Dunesme procureur
m^e Christophe Gueriteau procureur
m^e Estienne Cornu, recepveur de Consignations
m^e Pierre Dagneau notaire
m^e Louis More notaire
m^e Claude Fredin notaire
m^e Jean Mignon
la veufve m^e Gilles Cossart advocat du roy
La veufve m^e Nicolas Titolat procureur
La veufve m^e Michel Duval advocat
Francois Letellier marchand
Mellon Lefebure apoticaire
Simon Foubert
Jean Cornu marchand et cabaretier
Eustache Fournier
Nicolas May
Nicolas Cousturier
Mathieu Bourdelet
Jean Gérard
Nicolas Myon
La veufve Simon Levasseur
Jacques Foubert
Jacques Mazières
Jean Gourdan laisné marchand
Baltazar More
Maclou boulliette laisné
Martin Trianon mercier
Germain Leroy tonnelier
la veufve m^e pierre Bachellier
La veufve m^e Fiacre Terrier
Guy Chevallier marchand
La veufve de feu Gabriel chevallier
Claude parain huissier
Nicolas Turpin marchand
Xupère Mazières tonnellier
Jean Letellier bourgernier
Guillaume Geuffosse
Guillaume desgroux chirurgien

Nicolas duppré drapier
La veufve nicolas soret
Jean Cossart apothicaire
Louis Levasseur marchand
me Claude Petit
Jean Cuvernon
Claude Chevallier
Guillaume Fournier
La veufve Simon Cloppin
David Marc
Germain Leroy le jeune
Thomas Lesferme
La veufve simon gruel
Anthoniu Geufosse
Nicolas Geufosse
Jean perroton
Estienne Guerin
Jean Demontreuil apothicaire
Claude Favé
Gabriel Demonsergent
Me Gabriel Fredin, marchand et recepveur du domaine
Anthoine Seigneur
Jean Charle
La veufve de feu Guillaume Desgroux
La veufve Martin seigneur
Jean Langloix juré masson
Anthoine tavernier
Me Robert Cossart
Hilaire Garu
Michel Monier
Claude Seigneur mercier
Jean Gruel
André Gruel.
La veufve Jean Fournier
Simon Lacoré
La veufve me Jean Langloix
Pierre Lacoré
Louis Besnard dit hardimont
Jean le moyne
Pierre Aubert Tainturier
Anthoine Choslin
Pierre Lecoq
Jean Bonjean, musnier

Jean Cornu praticien a faire de roolle
Jacob Mazière
Adre Delaborde me dubras d'or
Lauraine mention
Jean Guerin
Simon Fourmont
Jean Lefebure marchand
Claude Croizest dit nauteuil
Gabriel Peze sergent
La veufve me Jean Lescombart
Jacques Caron
Pierre quatre livres Boullanger
Pierre Besnard, mégissier
Jacques Bercher
Estienne Demontreul chirurgien
Guillaume Doucet vigneron
Robert Legros vigneron
Jean Dubray laboureur
Charles Sauvage
Louis Bourlon huissier
La veufve me Guillaume Robin
Scipion Dupré
Adam Viereval marchand de soye
Jean Minel, musnier
Thomas Crosson patissier
Pierre Besseville
Gabriel Chevallier tonnellier
Guillaume Cherouise
Pierre Daussin cordonnier
Jean Cheriot
Pierre Leroy
Nicolas More mercier
Anthoine Fauveau, vigneron
Jacques Dubray mercier
Barthelemy Leschaudé
Nicolas Regnault cabaretier

Eschevins

Me Jean de Saint-Denis eschevin
Guy Riou eschevin
Nicolas Guesdon procureur scindic
Nicolas Villot argentier

Faict et arreste les an et jour que dessus.

Et le mercredy neufviesme dud. moys et an sept heures du mattin en continuant les acte dassemblee en l'assemblee de ville ou estoit mons. le lieutenant et tous les officiers pairs et antiens conseillers de ville eschevins et scindic a este arreste et delibere pour lexecution dune contraincte quil convient faire contre les cent cinquante desnommés en lacte d'assemblée dernier que les nommez Jacques Boudeault et Barois ad ce présent et de leur consentement fairont lad. levee aux clauses, charges conditions et exemptions mentionnez aud. acte duquel leur a este faict lecture lesquelz ont consenty et accepte faire lad. charge es mains desquelz sera mis le mémoire et rolle desd. cent cinquante personnes demeurent auctorizés par la contrainte de M. le lieutenant dans vingt quatre heures.

Ont signé : Demonthiers, Lanquier, Cossart, Deslyons.

LXXXVI

(Sans date)

Les échevins en charge et l'argentier sont taxés à une taille annuelle de 50 livres pendant la durée de leur charge.

Et sur ce qui a este remonstre par led. s[r] de S[t] Denis et Riou eschevins quilz sont surtaxez aux tailles lannee presente ce qui provient par animosité des des asseeurs et collecteurs esluz a leur diligence, a este areste quilz seront reduitz a cinquante livres tournois pour toutte taille chacun ce qui sera observé pendant leur charge et sera la diminution réassize en la maniere accoustume. Et ne pouront pandant led. temps de leur charge a l'advenir les eschevins et scindicq et argentier estre augmentez au pardessus lad. somme en tan quilz se trouvent cottizez à lad. somme et ou ilz soient nomes entrant en charge ne pourront estre augmentez pendant leur temps.

Ont signé : Demonthiers, Lanquier, Lefebure, Le Tellier, Cossart, Deslyons, D. Aubery, Thiboult, Fournyer, J. Tellier, Lecousturier, Lefebure, Duval.

On lit en outre en marge : Délivré par extraict au s[r] Anthoine Favée a present en charge dargentier par moy greffier du baillaige de ponthoise ce septiesme septembre XVI[c] soixante et un, *signé* Langlois.

L'arrest rendu au proffict des eschevins et argentier au conseil d'Estat du roy est cy apres folio 194.

LXXXVII

(13 Juillet 1648)

(a). — *Difficultés au sujet de la levée des avances imposées aux contribuables pour la subsistance des prisonniers de guerre.*

Le mardy treiziesme juillet mil six cens quarante huict devant nous Charles Demonthiers escuier seigneur de Sainct Martin conseiller du roy lieutenant general a Ponthoise en lassemblee tenue en la chambre de ville a la requeste des eschevins et scindic de ceste ville ou estoient les advocat et procureur du roy ensemble les officiers et conseillers de ville a este remonstre par lesd. eschevins et scindic que ensuitte de la lettre de cachet du roy pour rechepvoir quatre vingt un prisonniers de guerre come avoit este arreste a la dernière assemblee que cens cinquante personnes paieroient et administreroient chacun dix livres tz dont rolle aura este faict et délivre executoire contre les personnes y desnommez mises es mains de Jacques Boudault et Barois nomez pour lexecution dicelluy lesquelz font difficulte de continuer leur contrainte a cause d'un arest obtenu sur requeste presente en la cour des aydes, sur la requeste et poursuitte de me Jacques Hemart, Estienne Gruel advocat Thomas Duboys et Audry Sevestre cejourdhuy ce qui est prejudiciable a l'execution de la volonté du roy, et ne peuvent plus les dictz prisonniers subsistez a cause dudict arest estant necessaire dadviser le moyen pour y remedier. Sur quoy par ladveu de lassemblee a este aresté que le scindic se transportera a Saint-Germain en laye avec me Robert Cossart antien conseiller et pair de ville ad ce presan pour obtenir arest du conseil portant contrainte d'executer led. roole faict par Mr le lieutenant ou obtenir lettre de cachet aux susdites fins mesmes pour faire informer des assemblees et voyes seditieuses et consiliabules ce que le corps de ville ont areste.

(b). — *Arrivée de la reine à Pontoise.*

Et aussi pour scavoir lordre qu'il faut tenir à la reseption de la reyne qui doibt arriver demain en ceste ville.

(Sans signature).

LXXXVIII

(15 Janvier 1649)

Élection d'un argentier ; on propose de modifier l'organisation de la municipalité.

Le vendredy quinziesme janvyer mil six cens quarante neuf me michel Villot argentier et recepveur des deniers communs de la ville a este descharge ayant accompliz trois ans et plus le tout au son de la cloche en la maniere accoustume et en son lieu a este eslu me Nicolas Turpin ad ce present quy a

accepte lad. charge et faict le serment sauf et sans prejudice a la requeste faicte par m^es^ Charle Duhamel advocat, De Guy, Chevallier, Louys Levasseur, Christofle Gueriteau et aultres habitans aux fins de faire que un eschevin au lieu de deux sans scindic, ny argentier sur laquelle il se pourvoieront ainsy comme plus au long est declare au jugement estant en nostre greffe.

DEMONTHIERS.

LXXXIX

(11 Octobre 1649)

Les échevins sont autorisés à former opposition à un arrêt du parlement rendu par défaut contre eux à la requête du recteur et de l'université de Paris.

LE lundy unzième octobre mil six cens quarante neuf deux heures de relevé devant nous Charles Demonthiers escuier seigneur de S^t^ Martin conseiller du roy president et lieutenant general a ponthoise en lassemblee convocquee des pairs et conseillers de ville et officiers du colege a la requeste des eschevins et scindic de la ville de ponthoise en laquelle ne cest trouvé attendu la saison des vandanges, que les sieurs Thiboult, Duboys et Seigneur pairs de ville, M^e^ Guillaume Duboys advocat au parlement Jacob Mazieres, Nicolas Myon officiers aud. colege, a esté remonstré que cejourdhuy a este signiffié ausd. eschevins et scindic un arest de la court de parlement du VIII octobre dernier obtenu sur la requeste des recteur et université de paris portant que les arest cy devant obtenus que M^e^ Noel Penel sera reintegré, et defaict est aussi juge par led. dernier arest qui doict estre execute nonobstant opposition ou appellation quelzconque lequel arest estant obtenu sur requeste sans avoir parle du proces touchant lopposition forme a lexecution desd. arestz et des conclusions de M. le procureur general (que cest un arest subreptissement obtenu) affin qu'il soit delibére si lon executtera led. arestz ou ce qui est necessaire de faire. A este deliberé que les eschevins et scindic demeureront auctorizez pour presenter requeste a la cour affin de se porter opposant a lexecution desd. arestz et y faisant dire que l'execution en demeurera surcise et joinct au procès principal pandant et prest a juger et sur lequel Messieurs les gens du roy ont donne leurs conclusions qui est au rapport de M. de Broussel.

Ont signé : Demonthiers, Thiboult, Duboys, A. Seigneur, J. Maziere, Duboys, Mion.

XC

(30 Décembre 1649)

(a). — *Les échevins sont autorisés à faire les démarches nécessaires pour obtenir une diminution de tailles pour l'année 1650.*

Ce jourdhuy jeudy trentiesme decembre mil six cens quarante neuf a lasamblee convocquee en la chambre de ville par les eschevins et scindic de ceste ville de ponthoise devant nous Charles Demonthiers escuier seigneur de S[t] Martin conseiller du roy et Lieutenant de ponthoise ou estoient presens m[e] Pierre Lancquier lieutenant accesseur aud. siège m[e] Charles Cossart advocat du roy m[e] François Deslyons procureur du roy, m[e] David Aubery lieutenant assesseur au siège de la prevosté mairie m[e] Simon Lefebure advocat m[e] Gabriel Duboys, m[e] Sebastien Gruel, m[e] François Le Cousturier, Nicolas Villot, m[e] François Duval antiens eschevins et pairs de lad. ville sur ce quy a esté remonstré par les eschevins et scindic que en l'an mil six cens quarante neuf ils ont faict toutte sorte de diligence pour faire diminuer la taille de lad. ville tant au Conseil que au Bureau des finances a rouen sans avoir peu obtenir diminution, et remise pour lannée mil six cens cinquante pour ce quoy obtenir ilz ont veu madame la duchesse d'eguillon qui a pris la peine de faire presenter une requeste a monsieur de Morville intendant de la province de normandie lequel a renvoye lad. requeste et dit quil falloit se pourvoir aux tresoriers de rouen faisant leur département a quoy les eschevins et scindic ont dict avoir fort peu desperance desd. tresoriers requerant quil soict delibere de ce qui est necessaire de faire; A este areste quil est a propos de presenter une requeste au conseil employer des amis pour cest esfest et remonstrer entre aultres choses que lesd. tresoriers sont la partye adverse de ceste ville suplier le roy en son conseil de nous faire droict sur lad. requeste a quoy faire sont lesd. eschevins et scindic auctorizes.

(b). — *Nicolas Turpin est autorisé à avancer 300 livres pour la levée d'un arrêt du Conseil d'Etat qui prescrit de faire rembourser par l'élection de Gisors une somme de 7,954 livres qu'a payée la ville de Pontoise pour l'entretien des prisonniers Espagnols.*

Lesdictz eschevins et scindic nous ont aussy remonstré quil convient desbourser trois cens livres ou environ pour lever un arest du conseil destat pour faire asseoir sur leslection de gisors sept mil neuf cens cinquante quatre livres tz licquidez par le Tresorier de france en normandie pour la despence des

prisoniers espagnolz qui estoient cy devant à ponthoise, et a faulte de lever led. arest et faire registrer au Buréau de normandie promptement ladite somme qui se doibt lever les annees mil six cens cinquante et cinquante et un est en risque destre perdue et pour y parvenir que m^e^ nicolas Turpin advance lad. somme qui poura reprendre sur lad. somme de sept mil neuf cens tant de livres, a este delibere et areste quil ny a pas daparance de negliger ceste affaire que larest doibt estre leve, et executte et que led. Turpin desbourcee la somme de trois cens livres tz es mains du scindic a la charge de toucher et recepvoir lad somme de sept mil neuf cens tant de livres pour estre par luy desbourcée aux debtes privilégiées de la ville et de ceulx quy ont faict ces advences pendant leur charge et prendre lesd. trois cens livres tz avec le droict de consignation accoustume et a faulte de ce faire par ledict Turpin lon poura luy imputter la perte desd. sept mil neuf cens tant de livres.

(Sans signature).

XCI

(13 Mai 1650)

Nicolas More offre de faire don à la ville de 450 livres qui sont nécessaires à celle-ci pour la subsistance des gens de guerre, à la condition d'être déchargé désormais de la charge de collecteur des tailles. L'offre est acceptée.

Ce jourdhui treiziesme may mil six cens cinquante en lassemblee faicte devant nous Charles Demonthiers escuier seigneur de S^t^ Martin conseiller du roy lieutenant de ponthoise ou estoient les antiens conseillers de ville et aultres principaux habitans dicelle ville les eschevins ont remonstré par m^e^ Anthoine Thiboust advocat de lad. ville que le regiment de Bremond estant arrivé dès le jour de vendredy dernier en ceste ville auquel selon les ordres du roy les habitans ont esté obligez de fournir subsistance dont ilz ont composé de dix solz pour chacun soldat et a proportion pour les aultres officiers ce qui a esté à grande charge à lad. ville jusques à present et auroit esté davantage ci dessus a proportion payé à l'estat major et quatre aultres compagnies de recrues qui sont arrivees depuis pour lesquelz ilz ont composé a la somme de quatre cens soixante et dix livres laquelle ilz ont promis payer aux chefs a la sortie dud. regiment et a la charge quil sortiroit dans huy pourquoy executer ilz ont fait toutte dilligence suivant la deliberation du jour dhier pour trouver ceste somme a intherestz a la charge de la rejetter et asseoir sur les habitans de ceste ville ce quilz nont pu pour ne s'estre trouvé personne quil leur ait voulu fournir lad. somme mais ont dit que le nommé Jehan Cornu lun des collecteurs de lannee presente leur est venu trouvé qui leur a offert fournir jusques a la

somme de cinq cens livres dont il donnera trois cens a la ville a leffet que dessuz sans aucunne repetition et pour le surplus donnera temps pourvu quil plaise a lad. ville le descharger de la charge de collecteur tant pour lad. annee presente que pour ladvenir et en son lieu en nommer et substituer ung aultre des habitans priant lad. compaignie de vouloir deliberer sur ce que dessus et auctorizer lesd. eschevins de ce quilz doibvent sur ce faire surquoy laffaire mise en délibération et pris ladvis de tous les assistans en icelle lad. compaignie et sur ce ouy messieurs les gens du roy a esté dadvis veu quil ni a aucuns deniers en la bource commune dicelle et que desja il est beaucoup deub ausd. eschevins de ce quilz ont advancé de leurs deniers propres que loffre dud. Jean Cornu soit retenue et en ce faisant et fournissant par luy jusques a lad. somme de cinq cens livres dont il donnera trois cens livres a la ville et le surplus luy sera rendu dans ung an il soit deschargé sur la quittance des eschevins de lad. charge de collecteur tant pour lannee presente que pour ladvenir et qu'en son lieu et place soit nommé ung aultre habitan en lassemblee de la ville convocquee en la maniere accoustumee a quoy faire se ilz ont auctorizé et auctorize lesd. eschevins.

Et vu depuis et a linstant sur ce que le nommé Nicolas More aussy collecteur en la presente annee avoit offert en pur don a lad. ville pour jouir de pareille descharge la somme de quatre cens cinquante livres led. Cornu pour y estre preferé a declaré quil donne en pur don la somme de cinq cens livres sans repetition aux fins que dessus a quoy il a esté receu et demeurera deschargé de la collecte de lannee presente et pour ladvenir comme il est cy dessus et laquelle somme led. Cornu a payé presentement es mains du recepveur des deniers communs qui lez a receuz et desbourcez aux officiers dud. régiment.

Ont signé : Demonthiers, Lanquier, Le Tellier, Cossart, Deslyons, Aubery, Thiboult, Tellier, Guerin, Lecousturier, Fournyer, Riou eschevin, Gruel, Seigneur, Turpin, Guesdon scindic, Claude Favé, Cornu, Lefebure, Fouber, Louis Le Vasseur, Bourdelet, Cuvernon, N. More, J. Loys, Cossart, Fournier.

Suit le verso d'une feuille en blanc.

XCII

(24 Juin 1650)

Expulsion d'un régent du collège et congé donné à deux autres.

Ce jourdhuy vingt quatriesme jour de juin mil six cens cinquante en lassemblee faicte devant nous Charles Demonthiers escuiez seigneur de Sainct Martin conseiller du roy lieutenant de Ponthoise ou estoient les antiens conseillers et pairs de ville a este remonstre par les eschevins et scindic que du jour dhier lon a faict un payement de cinq cens cinquante livres tz qui

est le premier terme escheu a ce jourdhuy et lequel Penel ne veult sortir quoy quil y ayt arrest de nosseigneurs de la cour du parlement, a este areste que led. Penel sera sommé avec nottaire de sortir auquel sera faict offre de payer l'aultre terme si faire ce doilt et ou il face reffus lon yra a Paris en parler a m^e^ Brussel conseiller pour obtenir arest, et aussi sera donne conge au regent de la quatriesme qui a este prepose par led. Penel et sera paye de ce quil a servy et sera m^e^ Brechat receu a faire la quatriesme jusques au jour sainct Vrain auquel jour il sera tenu sortir dont il sera adverty et sera remercié ledit Parent regent de la troiziesme et congedier de sortir pour le jour S^t^ Martin et sur ce qui a este representé par le premier scindic quil y a unz grand proces en hypoteque a la requeste dun nome Petit qui a ete diverti de la planche contre les prevostz du colege et quil est necessaire de le terminer pour eviter à frais; a esté aresté quil en sera deliberé a la première assemblee a laquelle assemblee sera délibéré pour la somme qui est deub aud. André Petit.

Suivent les signatures de : Demonthiers, Lanquier, Cossart, D. Aubery, Thiboult, Duboys, Gruel, Lecousturier, de Saint Denis, Guesdon, Riou.

XCIII

(1^er^ Juillet 1650)

(a). — *Election de deux échevins et d'un argentier.*

Le vendredy premier juillet mil six cens cinquante messieurs de S^t^ Denis et Riou eschevins ayant faict la charge pendant trois annees en laquelle ils se seroient dignement acquittez, sur leurs demandes et requisitions faicte par m^e^ Thiboult advocat de la ville auroient esté deschargez et en leur lieu auroient succede m^e^ Dunesme advocat en parlement et honorable homme Jean Cuvernon marchand et bourgeois de Ponthoise et pour argentier et recepveur des deniers communs au lieu de m^e^ Turpin argentier décédé depuis peu a este eslu Jean Charles m^e^ Dupond de ponthoise.

(b). — *Nomination de deux délégués pour arrêter les comptes des échevins sortants.*

Et ledict jour de vendredy premier juillet mil six cens cinquante sur la requeste faicte par messieurs de S^t^ Denis et Riou deschargez de la charge deschevins qui leur est deub grandes sommes de deniers advencez pendant leur

charge suppliant la compagnie de deputter ung ou deux conseillers et pairs de ville pour arester leur partye et adviser a leur remboursement, a este aresté que messieurs Aubery et Duval presents aresteront les partyes dud. Sr de St Denis et Riou et suivant la deliberation faicte a lassemblee tenue le trentiesme decembre dernier quilz seront payez ensemble le scindic, de ce qui leur est deub sur les sept mil neuf cens livres tz ordonnez par arest du conseil estre assis leurs et cueilli sur lesleu de Gisors et ponthoise et que Jean Charle a present argentier et recepveur des deniers communs demeurera subroge au lieu de me nicolas Turpin decedé pour recepvoir la somme de sept mil sept cens cinquante quatre livres tz.

Demonthiers.

XCIV

(4 Juillet 1650)

Présentation de M. Mansuet comme principal du collège.

Ce jourhuy quatriesme juillet mil six cens cinquante en lassemblee faicte devant nous Charles Demonthiers escuier sieur de St Martin conseiller du roy lieutenant de ponthoise ou estoient presents les antiens conseillers et pairs de ville a este remonstre par les eschevins et scindic de la ville de ponthoise que en execution de lacte dassemblee du xxiiii juin ilz ont somme me Noel Penel de recepvoir cinq cens cinquante livres tz faisant le reste de deux mil livres a luy adjugez par arest en sortant du colege lequel a faict responce qui a este prise pour reffus et comme long estoit sur le point de porter lacte et proces verbal au parlement pour obtenir arrestz contre led. Penel, il est arrive cejourdhuy en ceste ville mr Mansuet procureur de la nation de france qui a parole de mr le recteur pour faire la charge de principal et premier regent auquel Mr le Lieutenant, procureur du roy et eschevins ont parle pour cest effect lequel a accepte faire lesdictes deux charges non pas pour six cens livres par an, mais pour huit cens livres tz tant quil vivra et de faict a veu lestat dud. colege requerant quil soict deliberé, a esté arresté que les eschevins et scindic sont auctorisez pour traicter avec ledit maistre mansuet et luy donner jusque a huict cens livres tz par an pour faire lesd. deux charges tant et si longuement et pour tel temps quilz trouveront bon et a cest effect que lon fera sortir led. Penel le plutot que faire se pourra et pour y parvenir presenter requête à la court pour obtenir arestz ou autrement se pourvoir.

Ont signé : Demonthiers, Lefebure, Lanquier, Cossart, Desbyons, Gruel, Lefebure, de Sainct Denis, N. Vilot, C. du Nesme, Cuvernon, Guesdon.

XCV

(18 Juillet 1650)

M. Mansuet est nommé principal du collège.

Ce jourdhuy lundy dix huictiesme juillet mil six cens cinquante en execution de larest de nosseigneurs de la court du second jour de ce moys et au desir dicelluy pour le regard du colege seullement m^e^ Jean Mansuet bachellier en theologie nomme par m^r^ le recteur de l'universite de paris et supost dicelle a este receu au colege de ceste ville pour y faire la charge de princippal et de premier regen dud. colege conformement aux lettres de la nomination dud. s^r^ recteur et supostz en datte du neufvième du present moys a present quil a preste le serment en tel cas requis et accoustume de garder les statuts du colege devant M. le lieutenant general de ponthoise en la presence du procureur du roy et de son consentement et des officiers antiens conseillers de lad. ville a ce requerant les eschevins et scindic de lad. ville et prevotz dud. colege ad ce presens ce quy a esté consenty et accordé pour cette foye seullement sans tirer en consequence et prejudicier en autres choses auz droictz et privileges du colege et de lad. ville et luy ont lesd. eschevins et scindic et prevost du consentement de lassemblee constitue et areste ses gaiges a la somme de huict cens livres par an pour les deux charges dont acte.

Et a linstant led. Mansuet princippal ayant remonstré que sa sante pouroit estre interessee en continuant lesd. deux charges a toujours luy a este accordé que apres trois ans il poura substituer et commettre un regent pour faire lad. premiere pourveu quil soict trouvé capable et puisse estre agree par les eschevins et scindic et prevost quoy faisant luy sera paye cent livres daugmentation a la charge de satisfaire et payer les gaiges dud. premier regen ainsy quil a este cy devant accoustume.

Ont signé : Demonthiers, J. Mansuet, Cossart, Deslyons, D. Aubery, Duboys.

XCVI

(26 Juillet 1650)

Emprunt de 10,000 livres pour subvenir aux frais du régiment de Navarre en garnison à Pontoise.

Ce jourdhuy vandredy xxvi^e^ Julliet xvi^c^ cinquante devant nous Charles Demonthiers escuyer S^r^ de S^t^ Martin cons^er^ du roy et lieutenant pour le roy a ponthoise en la chambre de ville ou estoient m^e^ pierre Lanquier lieutenant particullier en nostre siege m^e^ Charles Cossart ad^at^ du roy m^e^ David

Aubery lieutenant particullier en la prevosté mairie de ponthoise me Anthoine Thiboust advocat me Simon Lefebure adat me françois Duval me Sebastien Gruel me Gabriel Duboys procureur, Guillaume Fournier, me françois le Cousturier, lieutenant es eaux et foirestz de ponthoise, me Jean de St Denis et Guy Riou tous et conseillers et paires de ville auroit este remonstré par me Charles Dunesme advocat et Jean Cuvernon bourgeois de ponthoise eschevins et me Nicolas Guesdon procureur scindicq desdicts habitans que en consequence de la lettre de cachet et arrest du Conseil du vingt deux decembre XVIc quarante huit portant entre autre chose de payer et advancer par les habitans de ponthoise une demye monstre (1) au regiment de Navare estant en garnison a ponthoise a desduire sur les tailles de lannee XVIc quarante neuf il auroit esté faict acte dassemblée et ensuitte passé procuration au nom desdicts sieurs de St Denis, Riou et Anthoine Seigneur par les plus notables de ladt ville le (2) pour prendre a tel intherest quils trouveront bon la some de dix mil livres pour le temps et expace de six moys, lesditz appres touttes diligences auroient trouvé la dame Dannet qui leur auroit presté ladicte some de dix mil livres pour six moys et retenu par ses mains cinq cens livres pour les premiers six moys pendant lesquels a esté fait touttes sortes de dilligences pour obtenir arrest pour toucher lad. some nonobstant un arrest donné par le Sr Roullier conseillller à la court des aydes estans a ponthoise, lequel arrest ne peu estre obtenu quoyque la requeste ayt esté rapportée en deux divers temps par monsieur de Morville intendant et mes Boulle et Favier mes des requestes et a present quil est deub plus d'un an d'intherests a ladite dame Dannet icelle na voullu se contenter au taux du roy ains au mesme prix qui luy a esté donné par les premiers six moys et a faict contraindre lesd. sieurs St Denis, Riou et Seigneur par exploit de Vacherre du vingtroisiesme du present moys et an et est en terme denvoyer en cette ville executter les biens meubles et immeubles faulte de luy payer lesdiz dix mil livres ce qui causera de grands frais tout contre lesd. sieurs que en sommation contre les nommés en la procuration et les contresomations contre le corps des habitans pourquoy lesdictz sieurs eschevins ont requis la compagnie de trouver un expédien pour terminer ceste affaire. A esté advise et delibéré que lesd. sieurs eschevins et scindicq mesme led. sieur Seigneur sinformeront en la ville de paris sy il y a personne quy veullent preter dix mil livres pour deux ans en payant intherests au taux du roy pour en cas quil sé trouve home faire dresser une procuration qui sera signee de tous ceux denommés en celle passee lé (3) au non desd. sieurs de Saint Denis, Riou et Seigneur pour sobliger de nouveau et des deniers empruntés en payer lad. dame Dannet et cependant que lesd. sieurs de St Denis, Riou et Seigneur sopposeront aux commandements, aux saisies et demanderont deux ans de terme par devant

(1) Revue de troupes.
(2) L'indication a été laissée en blanc.
(3) Suit un blanc de quelques mots....

tels juges quils veront bon a ceste fin ; lesd. eschevins et sindic sont aucthorizés pour intervenir avec eux pour declarer que les deniers par eux touchés ont esté employés au payement de la demy moustre du regiment de navare requerir ledit terme de deux ans en payant intherest et pour cest effect plaider et se pourvoir par appel au parlement en cas que le terme fust desnyé et advancer les deniers quil conviendra dont ils seront rembourcés.

DEMONTHIERS.

XCVII

(4 Novembre 1650)

Intervention de la ville dans un conflit de juridiction entre les Elus de Gisors et ceux de Pontoise.

L AN mil six cens cinquante le vendredy quatriesme novembre dix heures du matin a lassemblée de la ville tenue par devant nous Charles Demonthiers escuier s^r^ de S^t^ Martin lieutenant de ponthoise ou estoient presens les advocat et procureur du roy autres officiers et antiens conseillers de ville soubsignez les eschevins et scindic de lad. ville ont remontre que le esluz de gisors sefforsoit de temps a aultre dusurper la juridiction des esleus de ponthoise qui de temps immémorial a appartenu a lesleu de ponthoise en première instance et par appel à là cour des aydes de Paris estant les esleuz de Gisors du resort de la cour des aydes de Normandie et lequel eslu de ponthoise a este toujours qualiffie esleu antien, comme estant de création immémorialle avant lestablissement de leslection de Gisors bien que mesme par plusieurs arest du conseil et resament par un arest de la court des aydes du trentiésme juin dernier leur ayt este faict desfence d'usurper aucune juridiction sur lesleu de cest ville et sur quarente quatre paroisses de lad. eslection de ponthoise neantmoins ont faict assigner depuis quelque temps lesd. esleu au conseil de leslection de Senlis pour s'y rendre sur la req^te^ du procureur du roi de cest ville qui fait desfence aux habitans tant de ceste dite ville que des paroisses de recognoistre les esleus de Gisors pour juges ny comparoir devant eux soict pour la confection de leur roolle ou la taxe du particulier habitan qui se veullent aroger ce que mesme leur est prohibez par ledit arect de lad. court des aydes qui est conformatif de la sentence dudit esleu et en laquelle justice du conseil il semble que les habitan de cest ville ont grand intherest dintervenir pour empescher les pretentions desdicts esleus. — L'affaire mise en délibération a este aresté que lesd. eschevins et scindic sont auctorizez pour intervenir en lad. cause avec led. esluz et empecher les prétentions desd. esluz de Gisors sur la juridiction de l'esleu dudit pontoise soict pour taxer des abitans de lad. ville et paroisses soict pour la confection ou vérification des roolles et pour touttes autres juridictions qu'ils vouldroient usurper ; a cest fin pouront lesd.

eschevins et scindic constituer tel advocat au conseil quilz veront bon et feront les fraiz nécessaires pour ladite intervention et ce jusque a arest deffinitif.

Ont signé : Demonthiers, Cossart, Deslyors, D. Aubery, Thiboult, Lefebure, L. Düval, de Sainct-Denis, Lecousturier, Gruel, Riou, Dunesme, Cuvernon et Guesdon.

XCVIII

(2 Décembre 1650)

(a). — *Intervention de la ville dans une instance pendante devant la Cour des Aides entre le fermier des droits sur les vins et plusieurs habitants de Pontoise, ayant vignes et maisons dans le ressort de l'Élection de Paris.*

Ce jourdhuy vendredy second jour de decembre 1650 devant nous Charles Demonthiers escuyer seigneur de S[t] Martin conseiller du roy Lieutenant pour le roy a Ponthoise en la chambre de ville ou estoient les officiers et antiens eschevins conseillers et pairs de ville.

Les eschevins et syndicq dudit ponthoise auroient remonstre que plusieurs habitans de ladicte ville avoient vignes et maisons dedans le destroict de leslection de paris et que faisant a proffitter et mesnager leurs vignes aucuns resesroient le vin en provenan dedans leurs maisons les aultres faisoient apporter leurs vandanges chez eux dedans ladicte ville et comme quelques-uns ne faisoient pas la vente de leurs vins soit quils nentrouvassent point loccasion ou aultrement ils les faisoient apporter en leurs maisons appres avoir pris le conge ainsy que se doibt observer et de quoy ils sont seullement tenus au cas cy dessus ce neantmoins il y auroict eu nombre desd. habitans qui seroient venus vers eux et dict que le nommé Tartarin se pretendant fermier des gros de huictiesme de semblables droicts de la paroisse d'Andresy et aultres lieux leur auroict desja fait faire plusieurs commandements et mesme proceder par saisye de leurs vins et ensuitte donne assignation en la court des aydes ou il y a instance pendante et indécise particullierement contre m[e] David Aubery du led. Tartarin maintien que encore que le vin par eux receuilly nayst esté vendu dans ledestroict du lieu subiect au droit de vingtiesme et soit transporte en ladicte ville qui est en pays de quatriesme le susdict droict de vingtiesme ne laisera pas davoir lieu et estre deub comme estant de la nature du pays ou le vin a este receuilly qui est chose inouye et contre toutte uzage et qui a esté cy devant reglee par arrest du conseil au proffit des habitans de Valmondois, la commune de ladicte ville auroit grand intherestz dintervenir en la susdite instance veu que la pluspart des habitans de ladicte ville et des plus considerables y sont interesses pourquoy auroient supplié lesd. sieurs de presents assemblés de donner leurs advis sur le faict cy dessus lesquels auroient tous dit que laffaire importoit grandement au publicq veu que grande partye des habitans y avoient notable intherest pourquoy il estoit bien

expedien de faire l'intervention pour les raisons et motifs declares cy dessus et que partant lesdictz eschevins doivent estre aucthorize a cet effect et que pour les fraix quil conviendroit faire en la susdite intervention ils en auroient le recouvrement avec les aultres qui se font pour les affaires de ladicte ville.

(b). — *Envoi d'un exprès à Rouen pour l'acquit d'une dette envers la duchesse d'Aiguillon.*

De plus ont remonstre que pour retirer une quittance de neuf mil tant de livres payez par plusieurs habitans comme ayzez ilz se sont obligez payer a Louis Bourlon huissier quarante livres et au s^r^ Mezac quatre vingt quatre livres tz quy pretendroient leur estre deubz pour frais ; et laquelle quittance il convient envoyer à Rouen pour faire constituer une rente au proffit de la ville et que le sieur Favier conseiller du roy, controlleur general du restes en la chambre des comptes de Rouen a promis semploy er pour cest effect et faire payer larrerage, mais comme les predecesseurs eschevins ont promis a madame la duchesse deguillon de lacquitter dune debte de trois mil livres ou environ vers M^r^ Michel Bouillard cy devant recepveur des deniers communs de cest ville, et laquelle dame a sommé daultres foys les eschevins et scindic estant en charge de sacquitter et quelle sestoit enployer pour eux a obtenir la quittance dud. de Mezac et que led. acquit se pourra faire soict sur le sort principal ou arerage deubz de lad. rente quy doibt estre constitue pour les neuf mil tant de livres payez, ce quilz auroient aussy promis a lad. dame deguillon quy promet sanployer aussy pour lexemption des gens de guerre affin que la compagnie eust a deliberer ce quy estoit afaire sur ce subject, a este delibere et areste que loriginal de lad. quittance seroit porté par le scindic ou homme expres aud. s^r^ Favier quy en donnera recepisse ; et le prier de faire la diligence requise et necessaire pour la passation dud. contract de rente et arerages escheuz, lesquelz sont auctorizez pour faire les fraiz et lesquels recupereront les arerages deubz pour apres led. contract faut adviser et deliberer sur lacquit promis a la dame deguillon et lordre quil y conviendra tenir.

(c). — *Réduction de la taille en faveur de Jean de la Varenne, économe au collège de Pontoisè depuis plus de 26 ans.*

Comme aussi nous a este remonstré que Jean de la Varenne esconome au colege de ponthoise sacquitte de sa charge dignement a monstrer aux paouvres gratuittement quoy quil ayt peu de gages et quil luy avoit este promis plusieurs foyz quil payroit peu de taille afin de luy donner moyen de continuer et neantmoins lannee presente est cottize a plus de quarante cinq livres tournoys, ce quy a causé que led. de la Varenne denfaire sa plainte aux eschevins et sindic les priant le considerer ou luy permettre se retirer ou faire payer les moys sy ce nestoit quil fut lannee presente et a ladvenir cotize a cinq solz tz pour touttes tailles a quoy ayent advisé et deliberé eu esgard au temps que led. de la

Varenne faict service au colege qui est de vingt six ans et plus et affin de luy donner courage et moyen de continuer le service et de ne tirer aucun moys des paouvres, que led. de la Varenne ne paiera lannee mil six cent cinquante et les aultres et advenir tant quil rendera service aud. colege que la somme de dix livres tz pour toutte tailles, subsistances et aultres quy ariveroient pendant lannee et apres avoir mande led. de la Varenne a declare quil se contente de lad. reduction et promet la payer. pandant quil sera demeurant aud. colege et monstrera gratis aux paouvres.

(d). — *Réduction de la taille en faveur de deux agents de la ville.*

Et si lesd. S^rs^ Eschevins et scindic ont remonstré que Anthoine Ledru et Petit Aubert huissiers de ville observent les ordres qui leur sont donne tant pour la convocation des assemblez que debvoir attachez a leur charge et nottamment pandant quil y a des gens de guerre en ceste ville quittent leur maison pour assister les sieurs eschevins et scindic quoy quilz nayent que six livres tz de gaiges par an qui est une some modicque et ont faict plainte quilz sont grandement chargez de taille estant ledit Ledru taxé en lannee mil six cens cinquante a la some de dix huit livres tz et ledit Aubert a la somme de trente six livres tournois sans les aultres tailles quy varient pendant lad. annee lesquelz ont suplie lesd. eschevins et scindics destre augmenter leur gaiges de la somme de soixante livres tz par an ou bien leur accorder quilz ne payront aucune taille que cinq sols tz pour toutte taille suivie et à faulte de ce faire yceux Ledru et Aubert ne pouront continuer leur charge, a este deliberé et aresté que lesd. Ledru et Aubert continueront a faire leur charge avec affection et bonne volonte sans augmentation de gaiges a la charge et condition quilz ne payeront a l'advenir que chacun six livres tz pour toutes tailles, subsistances et aultres subjects mesme lad. annee mil six cens cinquante dont sera faict reject avec les non valleurs en la maniere accoustumee.

Ont signé : Demonthiers, Lefebure, Lanquier, Lefebure, Cossart, Deslyons, D. Aubery, Thiboult, L. Lefebure, de Saint-Denis, Fournyer, Seigneur, Lecousturier, Wilot, F. Lecousturier, Guerin, Duhesme, Tellier, Cuvernon, Duboys, Guesdon, La Varenne.

XCIX

(9 Février 1651)

Levée d'une contribution sur les habitants de Pontoise pour subvenir aux frais de nourriture de prisonniers qui sont logés au château, et pour les besoins de la ville.

Ce jourd'huy jeudy neufviesme febvrier 1651 devant nous Charles Demonthiers estant en la chambre de ville ou estoient les officiers antiens eschevins et pairs de ville, les eschevins et scindic de la ville de Ponthoise auroient remonstre que suivant lordre du roy il seroit arivé en ceste

ville le quatriesme du present moys et an quatre vingt dix prisonniers la plus part officiers qui ont este mis dans le chasteau et y ont sejourne deux nuitz et en est demeure vingt six presents jusqua nouvel ordre pour la subsistance desquelz lesd. eschevins ont faict enprunct du pain, chair et vin et sont pressez pour payer ce qui est deub et est necessaire de les faire subsister pendant le temps quilz demeureront a ponthoise, pourquoy est nécessaire de faire lever une somme sur les habitans de ceste ville pour lassistance a ce qui est deub et à faire subsister pendant le temps quilz seront presentz en ceste ville requerant qu'il en soit deliberé, mesme pour lever une some pour faire les affaires de la ville et aussi pour seize cens livres tz ordonnez estre levez pour les intherestz de l'avance dautre; a este areste quil sera assis au marc la livre sur les habitans de lad. ville la some de quinze cens livres tz pour faire subsister les prisonniers pendant trois moys et pareille somme de quinze cens livres tz pour faire les affaires de la ville avec les seize cens livres tz pour les intherestz de ladvance dautres, lesquellez sommes seront levez par deux personnes qui seront nomez pardevant led. eslu de ponthoise en la maniere accoustumee lesquelz deux personnes qui seront eslus seront deschargez de faire l'assiette et collecte des tailles ordinaires et touttes aultres taxes et seront la somme mise es mains des sieurs eschevins pour en tenir compte.

Ont signé : Demonthiers, Lanquier, Cossart, Deslyons, Thiboult, Dubois, Guerin, Lecousturier, Duval, Riou, de Saint Denis.

Lettres patentes du roi enjoignant à la ville de Pontoise de payer les frais de la garnison, les sommes payées de ce chef devant s'imputer sur le montant des tailles de l'année suivante. (1)

(23 décembre 1648)

De par le Roy.

CHERS et bien amez voullant faire cesser les dessordres qui arrivent dans les lieux ou nous avons envoyé en quartier d'hyver les trouppes de nos armées pour raison de lustancille et pour ny avoir peu envoyer leur solde jusque a present du fond de nostre espargne nous avons reiglé ladite ustancille en argen a la raison la plus modicque qu'il est peu pour estre paye par ceux qui aimeront mieux la donner en argen que de la fournir en especes et avons ordonné qu'il sera payé dans le dernier du presen moys a toutte l'infanterye francoise et a la cavallerye francoise estrangiere une demye monstre que les habitans des lieux de garnizon a desduire sur ce quils deuvront cy appres des tailles et subsistances pour l'année XVI^{c} quarante neuf conformement aux reglements et arrest que nous avons donnes en nostre conseil pour cest effect dont nous

(1) V. délibération du 26 juillet 1650.

vous envoyons la coppie et nous vous faisons cette lettre par ladvis de la Royne regente nostre tres honore dame et mere par laquelle nous vous mandons et ordonnons tres expressement que vous ayiez a satisfaire auxdictz reglementz et arrestz a lesgard de la fourniture de lustancille et du payement de ladicte demye monstre dont vous sera fait desduction sur ce que vous devrez de la taille et subcistance en la forme et manière portee par ledit arrestz a quoy nous remettans de ce que nous pouvions adiouster a la presente nous ne vous la ferons plus longue ny plus expresse, sy ny faicte faulte, car tel est nostre plaisir. Donné à Paris le vingtroisiesme jour de decembre XVI^c^ quarante huict. Signe Louis et plus bas Levaier avec paraphe et est escript collationné a loriginal par moy conseiller et secretaire du roy et de ses finances signe Frizon avec paraphe.

Extraict des registres du Conseil destat.

(Arrêt du 26 avril 1651)(1)

Sur la requeste presentée au roy en son conseil par les eschevins et scindic de la ville de Ponthoise contenant quilz ont receu suivant les ordonnnaces de Sa Majesté le regiment de Navarre en garnison en ladicte ville en lannee XVI^c^ quarante huit qui y a vescu a discretion, et oultre ont este contrains en vertu de larrestz du conseil du XXII decembre aud. an et lettre de cachet du XXIII dud. moys de payer la some de dix mil deux cens trente deux livres quinze sols pour une demye monstre ordonnée estre payee aud. regiment a desduire sur le premier et second quartier des tailles de lannee XVI^c^ XLIX lequel paiement se void par la quittance de M^e^ Nicolas Longuet tresorier general de lextraordinaire des guerres et cavallerye legere du XXIII janvier XLIX laquelle some M^e^ François Lampereur recepveur des tailles de leslection de Gisors ne veult desduire aux collecteurs de ladicte annee qui ont retenu en leurs mains lad^te^ some pour la payer aux supplians pour les acquitter vers la dame Danet qui leur a faict prestz dicelle ce qui est aller contre les règlements et arrestz du Conseil du XXII decembre XLVIII et apvril XLIX cest pourquoy lesdictz supplians requeroient quil pluest a sa maiesté ordonné que lesd. arrestz seront executtes et conformement a iceux que led. Lampereur recepveur desd. tailles prendera la quittance dud. trezorier pour argen comptant sur lad. annee XLIX et le recepveur general des finances la recepvoir dud. Lampereur pour deniers comptant et ledit recepveur general la fournira au trezorier de lespargne et au moyen de ce les collecteurs de lad^te^ annee seront contrainz a payer lesd. dix mil deux cens trente deux livres quinze sols quils doivent de restes desd. tailles de lad^te^ annee es mains desd. supplians et daultant que les fondz de la recepte generalle des finances de Rouen de ladicte année XVI^c^ XLIX se trouvant entierement assigné, le Roy en son conseil a ordonné et ordonne que par le recepveur des tailles de leslection de Gizors sera tenu compte auxd.

(1) V. Délibérations du 26 juillet 1650.

habitans de ponthoise sur les taille et subcistance de la presente annee de ladte some de dix mil deux cens trente deux livres quinze sols par eux advances au regiment de Navarre suivant les ordonnances de sa maiesté cy dessus mentionné en la fournissan auxd. recepveurs la acquict du payement par eux faict en restes diceux lesquels seront payés par le recepveur general des finances de Rouen pour les delivrer au trezorier general de lextraordinaire de guerres qui estait en exercice lannee XVIc XLIX moyennant un billet de lespargne dont il est porteur de pareille some de dix mil deux cens trente deux livres quinze sols, libellé sur ladte recepte des finances de Rouen de lad. année XVIc XLIX lequel billet sera reformé et converty en quittance sur ladte recepte generalle de lannee presente en vertu du present arrest faict au conseil destat du roy tenu a paris le XXVI jour dapvril XVIc cinquante et un signé par collation catalan avec paraphe.

Note

Le XIIII juillet 1651 Me Nicolas Guesdon ayant accomply les trois annees du scindicat de cest ville et sur sa requeste l'assemblee ayant esté faicte au son de la cloche accoustumee et sur ce ouy Messieurs les gens du roy auroit esté led. Guesdon decharge et esleu par le peuple en sa place Me Pierre Dagneaux nottaire royal en la ville et chastellenie de ponthoise.

C

(10 Juillet 1651)

Le messager de la ville obtient une diminution sur le taux de sa taille.

Ce jourdhuy lundy dixiesme juilliet XVIc cinquante et un, Devant nous Charles Demonthiers escuier estant en la chambre de ville ou estoient les officiers enciens eschevins conseillers et pairs de ville a este remontre par les eschevins et sindicq de la ville de pontoise que Bonadventure Cornu messager ordinaire de cette ville leur a presente reqte par laquelle il remonstre que vingt annees qu'il sert lad. ville avecq tous les soins requis et necessaires et quil na pour tout gaiges que six livres par an qui est une somme modique a cause de quoy il ne deuvroict payer aucunes tailles sinon que une petitte some a cause du coche quil leur afferme quoy que les messagers sont dordinaire exemps de tailles et que neantmoins il est cotissé aux rolles des tailles de ceste ville à la somme de.
qui dict estre une somme execive et requeroit par lad. reqte estre deschargé de payer tailles à ladvenir a condition de ne demander aucuns gaiges et continuer ses bons services pour la ville, requérant lesdicts sieurs eschevins quil soit

(1) La somme n'est pas indiquée.

delibere en lassemblee sur lad. req^te^ Surquoy mis laffaire en deliberation en la présence des advocat et procureur du roy a este areste que a ladvenir led. Cornu payera par chacun an pour touttes tailles et subsystances la somme de douze livres et sera tenu led. Cornu satisfaire et obeir au corps de ville comme il est accoustume tant pour la taxe de ses ports et voitures que pour l'heure de son depart et retour de cette ville et de paris, laquelle taxe a este moderee des a present pour la voiture de chacune personne à la somme de vingt cinq sols sauf a se pourvoir pour laugmenter lorsque le cas y eschera.

Ont signé : Demonthiers, Lefebure, Lauguier, Cossart, Lefebure, Deslyons D. Aubery, L. Duval, Guesdon, de Saint Denis.

CI

(3 Août 1651)

(a). — *Démarches faites par la ville près du chancelier d'État pour obtenir décharge de partie de tailles.*

Ce jourd'huy jeudy tiers jour daoust mil xvi^c^ cinquante et ung devant nous Charles Demonthiers escuyer sieur de S^t^ Martin conseiller du roy lieutənant pour Sa Majeste a Ponthoise en lAssemblee de la chambre de ville ou estoient les anciens eschevins et pairs de ville, les eschevins et scindic de la ville de ponthoise ont remontre a la compagnye quilz ont faict touttes dilligences vers Monsieur le chancelier a qui la reverende mere auroit pris la peine descrire et prier Monsieur de Marillac M^re^ des requetes pour obtenir arrest de descharge des neuf mil tant de livees dont la ville se trouve augmentée par la commission des tailles de l'annee presente que led. s^r^ de Marillac apres avoir long temps gardé la req^te^ et donné tousjours esperance de la rapporter l'a enfin rendue son quartier estant expire et dict quil la falloit donner a ung aultre, ainsy quil est de besoin adviser par la Compagnye sur la lyste de MM les Maistres des req^tes^ de ce quartier qui en choisira pour la donner attendu que laffaire presse.

(b). — *Les échevins informent l'assemblée que les Elus de Gisors ont présenté requête au Conseil d'Etat afin d'être autorisés à exercer leur juridiction à Pontoise, nonobstant toute possession des Elus de Pontoise et arrêt à ce contraires.*

De plus lesd. eschevins ont fait entendre quen linstance du Conseil ou la ville est intervenante avec M^r^ lesleu contre les esleus de Gisors que lesdictz esleus ont baille req^te^ du xxiiii^e^ juillet par laquelle ils demandent que sans

sarrester a la possession en laquelle est led esleu de veriffier les rooles des tailles de la ville et des paroisses et congnoistre des nominations des collecteurs et des exemptions et privilleges des tailles de donner commission pour leur deniers extraordinaire sans avoir esgard aux arrestz du Conseil contre eux obtenus il soict dict quil exerceront cette juriddiction en la ville et parroisses et ensuitte attirer toutte jurisdiction a eux au préjudice des droits anciens de la ville dont les eschevins et scindic se sentent obligez donner advis a ladicte compagnye afin quelle sache leurs desseins.

(c). — *Les échevins font savoir que dans la même instance ils ont demandé qu'il soit établi à Pontoise un bureau spécial de recette des tailles ; ils proposent à l'assemblée de faire des démarches près de M. le chancelier pour obtenir ce bureau. L'assemblée approuve et vote une imposition de 1,000 livres sur les habitants.*

Davantage les eschevins et scindic ont exposé qu'en cette instance ils ont baillie req^te^ aux fins de faire establir un bureau de recepte audit ponthoise laquelle req^te^ et ordonnance du conseil est jointe au proces pour les jugeans y faire droict et pour quelle sera signifiee au recepveur des tailles en son domicile a Paris et a ladvocat des esleus de Gisors ce qui a esté fait et daultans que ces affaires ont besoin destre sollicités et recommandés lesd sieurs eschevins supplyent de depputer avec eux aupres de la compagnye pour les assister vers M. le Chancelier, M^r^ le surintendant M. Favier, rapporteur et attendu quil convient desbourser deniers tant pour ladvocat de la ville qui escrira sur la jonctyon de la reqnête du bureau que pour la consignation qu'il sera de besoin de faire en ce regard ; M^r^ le procureur du roy et M. l'esleu ayant fait une consignation pour lad. instance advise aux moiens de trouver plus promptement lestablissement d'un bureau estant un grand advantage a la ville et que la reverende mere Jeanne a juge tel, vers laquelle sy la compagnye trouve bon deputer pour la requerir de son assistance vers mondict sieur le chancelier pour tout ce que dessus estant certain que les esleus de Gisors lont veue depuis huit jours et ausquelz il nest pas creust quelle ayt aceder ce quils luy ont peu demander estant aussy certain que M. Marin intendant des finances a approuvé led. bureau en a escript a M. Favier rapporteur a lavantage de la ville ce que la compagnye ne descouvrira sil luy plaise de faire que M^e^ Favier ne trouve bon que lon en publye ladvis dudit sieur Marin. A esté arresté et deliberé en la presence de Messieurs ladvocat et procureur du roy que lesdictz eschevins et scindic sont et demeureront advouez de poursuivre lesd. instances en effect des susd. req^te^ et que pour fournir aux frais dycelles et aultres affaires pressentes de la ville sera assiz et levé sur les habitans dycelle la somme de mil livres tz.

Ont signé : Demonthiers, Lanquier, Cossart, Thiboult, D. Aubery, Deslyons, Lefebure, Duval, Duboys, Gruel, de Sainct Denis, Wilot.

CII

(9 Janvier 1652)

Des mesures sont prises pour assurer la sécurité de la ville.

Ce jourdhuy neufviesme janvier MXVI^{c} cinquante deux le corps de ville ayant esté convocque sur l'urgence des affaires presentes pour donner ordre a l'assurance de la ville et obvier aux divisions qui pouroit causer la ruyne dycelle a este arresté ce qui ensuit

premierement quil sera enjoint à ceux des fauxbourgs de Ponthoise, tant de nostre dame, de la porte d'ennery que de bourg de lomosne de faire garde et se retrancher aux advenues qui sont necessaire de retrancher *(tant)* pour leur conservation que celle de lad. ville, que les rempartz seront cejourdhuy veuz et visitez par M le lieutenant, gens du roy, cappitaine de quartiers ensemble les ponts levis, et le plus necessaires réparé et escarpé et retranché pour empescher les surprises et quant aux aultres reparations qui sont de plus de consequence que le peuple sera convoqué à son de cloche pour adviser au fonds necessaire a lever establir ; pendant lequel temps les communaultés de ladite ville et de la chastellenye seront invitez deslargir deniers selon leur volonté pour faire les retranchements et la plus urgente des réparations veu lesdites a ceste fin les eschevins se desputeront ; que aucuns autres a ladvenir et particullierement dans ce temps de trouble ne sera receu qu'a la presence des eschevins comme seuls directeurs des actions communes et publiques et s'il arrive autrement par la pluralité des particulliers en sera informé comme conventicules préjudiciables au service du roy et condamné par les ordonnances de sa Majesté et ce a la dilligence des gens du roy ; que tous habitans de telle condition et quallité quilz sont sera obligé de se rendre en leur demeure et faire garde chacun dans un quartier sans sen pouvoir dispenser que par excuse legitime grande maladye et auttres dont le commandant gouverneur ou magistrat de lad. ville sera adverty dinformer le tout conformement aux ordonnances de Monseigneur le duc de Montbazon gouverneur de lisle de France publiees au siege du bailliage et au son de tambour par la ville laquelle assemblee tenue devant nous Charles Demonthiers escuyer, seigneur de S^{t} Martin, conseiller président et lieutenant pour le roy civil et criminel du bailly de Senlis à Ponthoise.

DEMONTHIERS.

CIII

(23 Avril 1652)

L'assemblée ordonne la suppression d'un libelle diffamatoire contre les échevins et fait défense à quiconque de le produire, sous peine de poursuite.

Ce jourdhuy mardy vingtroisiesme apvril 1652 trois heures de relevée lassemblee ordinaire des officiers anciens conseilliers et peres de ville aiant este convocquée en la maniere accoustumée devant nous Charles Demonthiers escuier sieur de S[t] Martin conseiller du roy presidant lieutenant civil et criminel du bailly de Senlis aux sieges de ponthoise et commandant en ladicte ville soulz Monsieur le mareschal de l'hospital gouverneur de la ville de Paris et Isle de France, lesdictz eschevins et scindic ont remonstré que comme il soit de leur charge de veiller incessament au bien des habitants de ladicte ville et ne souffrir occasion qui puisse en alterer le repos, aiant este advertis que depuis peu de jours quelques particuliers mal intentionnés pour ladicte ville, soulz des vengeances privées qu'ilz auroient voulu agiter contre aucuns des principaux officiers d'icelle auroient semé plusieurs faux bruitz contre leur reputation et bonne renommée pour les perdre de reputation, et non contantz de ce auroient faict imprimer et distribuer tant en la ville de Paris que depuis audict ponthoise en divers endroictz certains libelles diffammatoires et scandaleux soulz le tiltre d'une relation contenant tout ce qui ce seroit passe dans ladicte ville de ponthoise entre les vrays serviteurs du roy et les partisans du cardinal Mazarin avec conspiration secrette de retenir les plus apparents pour livrer la ville aux trouppes du duc d'elbeuf affin d'executer leur rage descouverte par la vigilance d'aucuns lesquelz on debvoit ruiner et esgorger, ensemble les noms de ces conspirateurs, lequel seul tittre porte assés le pernicieux et détestable dessein de ses particuliers pour mettre le feu de la division et dissention entre les habitantz de ladicte ville qui est le plus grand de tous les maux qui se puisse rencontrer. Comme la concorde et l'union est le plus grand bien que l'on y puisse faire reigner, lequel tittre d'ailleurs dans un temps malheureux des troubles civilz qui commencent à se mouvoir dans le royaulme pourroit mettre en doubte la fidelité que la ville de ponthoise a tousiours eue inviolable pour le service de son roy, oultre les fausses impressions données et insérees en cet iniurieux libelle le recit falsifié de ce que ponthoise a tesmoingné pour le service de Sa Maiesté lors de l'arrivée dudit sieur duc Delbeuf, les damnables calomnies contre ledict sieur duc et daucuns des nobles du voisinage d'icelle ville y refugiés et des principaux officiers et bons habitantz dicelle outragéz et offenséz en

leur honneur et bonne renommée par cette faulse relation, lesdictz eschevins et scindic apres avoir representé a la compagnie un desdictz impriméz tombé en leurs mains entre plusieurs autres qui avoient esté jettéz par la ville requis estre deliberé de ce qu'ils avoient a faire en ce rencontre pour remettre la communaulté desdictz habitantz esmeus d'un tel procedé. Laffaire mis en deliberation et lecture faicte du libelle et relation cy dessus la presente compagnie a trouvé et recongnu la susdite relation et imprimé faux et scandaleux et tendant a sedition ne pouvant pas croire qu'il y eust aucun en la dicte ville qui la voulut partializer contre le service que chacun a voué a son roy a decresté et condamné le mauvais dessein des aulteurs de cest imprimé et oultre arresté que pour en descouvrir les personnes qu'ilz l'ont produit et mis en lumiere lesdictz eschevins et scindic y emploiront tout leur soin fairont informer mesmes fulminer monitoire par tous les lieux qu'il appartiendra pour estre le procès fait et parfaict a telz autheurs de sedition et la vindicte contre eux executer au desir des loix et ordonnance a quoy faire ils seront authorisez et pour arrester ce pendant le cours de telles et semblables iniures la susdicte compagnie a requis que le susdict libelle fust et soit des a present supprimé, deffences a toutes personnes de le produire ny faire paroistre au iour non pas mesme iceluy publier a peine d'estre convaincu d'avoir mis la main a iceluy et de telle punition que besoin sera dont et de quoy nous juge susnommé aurions donné acte auxdits eschevins et scindic et ordonné quil sera informé au desir de ce qui a esté cy dessus requis, de quoy ils sont et demeureront authorizéz et ce pendant faisons deffence et inhibitions tres expresses a toutes personnes tant de ladicte ville que dailleurs de faire paroistre ny produire le libelle diffamatoire et imprimé dont est question soubz telle peine et amende que besoin sera lequel des a present desavouons supprimé et supprimons et sera le present acte deslivré pour servir a qui il appartiendra pour s'en servir ainsy que de raison fait le iour et an que dessus.

Sans signature.

CIV

(17 Mai 1652)

Les dépenses de nourriture et de logement des gens de guerre sont réparties sur tous les habitants.

Ce jourdhuy vendredy dix septiesme may mil six cent cinquante deux, dix heures du matin en l'assemblee des habitantz de la ville convoquée a son de cloche devant nous Charles Demonthiers escuier sieur de S[t] Martin conseillller du roy nostre sire president lieutenant general civil et criminel du bailly de Senlis à Ponthoise et gouverneur de sette ville soulz le

gouverneur de l'isle de france, les eschevins et scindic de laditte ville sont comparus assistés de Me Anthoine Thiboult leur advocat qui ont faict entendre auxdictz habitant que comme quinze jours sont et plus ilz eussent reçeu ordre du roy de recepvoir en la dicte ville les compagnies d'ordonnance des gendarmes et chevaux legers de Sa Majesté et les y faire subsister pendant quinze jours, ils auroient lesditz gendarmes et chevaux légers logés en plusieurs maisons de ladicte ville et faux bourgs ou ilz ont faict grande despence et audela des forces de ceux qui en ont souffert le logement quoy qu'aydéz des autres habitantz qui n'auroient peu loger. Et daultant que depuis l'expedition de siege de St Denis pour laquelle lesdictes compagnies auroient été mandées, ilz ont receu nouvel ordre de sa maiesté pour continuer le logemen desdictes deux compagnies iusques a nouvel ordre si lesdictz habitantz qui les ont logez de leur aydes estoient contraintz de continuer sette subsistance, il auroit a craindre quils n'en fussent ruinez a quoy il convenoit remedier n'estant iuste ny raisonnable que lesditz particuliers habitantz qui ont logé porte seulz cette incommodité qui se doibt comme charge commune et publicque indistinctemen respendue sur toute la ville joint que le roy a fait esperer que sette subsistance sera prise sur les tailles de lannée mil six cent cinquante et un ou de la presente, pourquoy ils eschevins et scindicq requeroient estre sur ce delibere affin quils soient aucthorisez avec les habitantz convoquéz et présentz de ce quils ont a faire en ce rencontre. L'affaire mise en deliberation a esté aresté que pour ce qui est des quinze jours ja passéz en consequence du premier ordre lesditz eschevins et scindic prendront par memoire la despence de la dicte gendarmerie pour en estre faict reiect sur tout le corps de la ville et faux bourgs et ce indistinctement et sans exception d'aucun des habitantz ou aultrement pourveu ainsi que de raison, et que pour ladvenir ils sont et les a ladite ville authoriséz d'emprunter au nom de tous les habitantz et communaulté de ladite ville jusques à la somme de neuf mil livres tz, et d'icelle somme passée contract ou obligation au créancier avec les plus notables de ladite ville de laquelle le corps des habitantz (demeure (1)) s'est obligé de les acquitter et indemniser tant en principal que despens dommages et interestz et par les mesme voyes quils en pouroient estre poursuivis et contraintz pour estre ladite somme de neuf mil livres par lesditz eschevins et scindicz distribués et payéz auxdites deux compagnies de huictaine en huictaine pour leur subsistance dont ilz tireront acquit du commandant pour en pouvoir faire le recouvrement sur lesdites tailles de l'an cinquante et un ou cinquante deux, et se fairont lesditz eschevins et scindicq a tout ce que dessus assistés par Me Pierre Lanquier lieutenant particulier au siege de baillage, Me David Aubry lieutenant acesseur du siege de la prevosté mairie, Nicolas Mion et Guy Chevalier bourgeois de la dite ville nommez a ce par l'assemblee et ou lesdites compagnies desloge plustost de la dite ville et avant l'autre quinzaine ce qui restra desdidz neuf mil livres sera incontinent rendu a celuy duquel ladicte somme a esté empruntée

(1) Ce mot resté dans le texte fait double emploi avec le verbe qui suit.

sans pouvoir estre divertie aillieurs par lesditz eschevins et scindicq et pour cest effect seront tenuz den faire descharger daultant ledict contrat ou obligation a peine d'en respondre en leur noms privés, dont acte et de ce que Jehan Charles l'un desditz eschevins et scindicq faisant la recepte de ladite ville a declaré qu'il n'en veut prendre ny recepvoir a son proffit aucun droit de recepte de sol pour livres pour le regard de ladite somme de neuf mil livres lequel de grace il a remis auxditz habitantz, de laquelle déclaration nous leur avons aussy donné lettre le iour et an que dessus.

Ont signé : Demonthiers, Lanquier, Lefebure.

CV

(31 Mai 1652)

L'assemblée n'étant pas en nombre suffisant s'ajourne au lendemain pour délibérer sur le point de savoir si elle maintiendra la perception d'un impôt sur les grains et farines.

Du vendredy dernier jour de may une heure de relevée a esté convoquée devant nous Charles Demonthiers escuier sieur de S[t] Martin, etc, l'assemblée des officiers du roy et anciens peres de ville, à la requeste des eschevins et scindicq et ce en presence de l'advocat et procureur du roy en laquelle sont comparus aucuns des officiers et anciens peres de ville, sçavoir les sieurs Lanquier lieutenant particulier assesseur au baillaige, M[e] David Aubry, assesseur en la prévosté mairie, S[t] Denis president en la gabelle, M[e] Simon Lefebure advocat, Duboys et Guesdon procureurs, Guillaume Fournier, Guy Rion, Anthoine Seigneur, Michel Villot, a esté mis en délibération si on continuera a lever quinze deniers sur chaque septier de grain et farine que nous aurions commencé a faire lever depuis quelque temps en qualité de gouverneur, pour subvenir tout un payment du guet de la tour de S[t] Maclou de l'homme y preposé tant nuict que jour, et aultres réparations utiles a la ville pour le service du roy, que bois et chandelles des corps de gardes, sur quoy pris les advis aucuns desquels ont esté a la continuation de la levee et les autres ont opiné au contraire ad ce que ladite levée ne soit faicte a l'instant les advocat et procureur du roy ont dit n'avoir jamais eu congnaissance de la ditte levée, ny ont oncques presté consentement taisible ny expres, que sette levée est une chose qui ne peuvent souffrir s'i sont opposéz et l'empeschent formellement ont requis acte de leur empeschement, Surquoy veu le petit nombre de l'assemblée a esté arresté que l'assemblee seroit continuée et de rechef convoque a demain trois heures de relevée a laquelle assemblee seront mandéz tant les capitaines de quartiers qu'autres notables bourgeois.

Ont signé : Demonthiers, Lanquier.

Suit une page et demie en blanc.

CVI

(5 Juin 1652)

L'assemblée décide de demander 1° à la Cour des aides de faire défense à l'élu de Gisors d'exécuter les contraintes qu'il a décernées contre les habitants pour obtenir paiement de la taxe de garnison des gens d'armes, cette taxe ne devant être perçue que dans les villes qui sont exonérées du logement effectif des troupes ;

2° Au Conseil du roi, d'autoriser la ville à percevoir un droit sur les grains et farines ;

3° A M. Le Tellier d'obtenir une subvention sur les tailles destinée à réparer les fortifications de la ville.

Ce jourd'huy mercredy cinquiesme iun mil six cent cinquante deux a l'assemblée des habitantz de la ville de ponthoise convocquée au son de la cloche en la maniere accoustumée devant nous Charles Demonthiers escuier sieur de S[t] Martin conseiller du roy notre sire, president lieutenant general civil et criminel du bailly de Senlis gouverneur pour sa maiesté de ladicte ville soulz le gouverneur de l'ysle de france, les eschevins et scindicq de la ville ont faict entendre qu'estant pressés de plusieurs et grandes affaires qui concernent la communaulté des habitantz, ils ont par deux diverses fois convoqué l'assemblée du conseil de la ville pour leur donner ladvis de ce qu'ilz avoient à faire touchant une contrainte solidaire poursuivie par M[e] françois l'Empereur recepveur des tailles de l'eslection de Gizors et ponthoise contre lesdictz eschevins et scindicq et aultres notables habitantz pour le payement de la somme de neuf mil six cens quatre vingt quatre livres douze sols a quoy ladicte ville auroit esté taxée par les tresoriers de france en la generalité de Rouen pour le faict des estappes et exemptions de garnisons de quartier d'hyver dernier, combien qu'il ny ait lieu de plus exécuter sette taxe contre eux pour avoir esté icelle en leur regard absorbée et consommee par la despence qui a esté faicte a ladicte ville par les compagnies de gendarmes et chevaux légers du roy ordonnéz par sa maiesté auxditz habitantz ce qui doibt exempter la ville de taxation de ladicte subsistance qui ne se leve et impose que pour lexemption des garnisons audict quartier d'hyver laquelle exemption de gens de guerre cessant comme elle a faict en ladite ville au moien de ce qui a esté fourny auxdictes compagnies il n'y auroit lieu de vouloir exiger ladicte subsistance.

Aussy pour adviser des moiens necessaires pour mettre en asseurance ladicte ville de l'empescher des surprises quelle pourroit souffrir en ce temps calamiteux de la guerre, entretenir le guet ordinaire tant de nuict que de iour et

soulager les habitantz des fraiz qu'ilz font pour le feu et chandelles nécessaires pour le corps de garde a quoy la pluspart desdictz habitantz ne peult plus subvenir pour lindigence a laquelle ils sont reduictz.

Et encore pour adviser des moiens de recouvrer la despence faicte par lesdictz eschevins et scindicq et pourquoy ils ont esté contraintz sobliger pour la livraison de cinq mil rations de pain, plusieurs instruments et outils nécessaires aux pionniers qui auroient esté conduictz pour le siège de l'Isle-Adam et a aultres despences qu'ilz ont esté contrainctz faire en cette occasion, mesme la subsistance de plusieurs prisonniers menéz en la ville de ponthoise de la bataille d'Estampes par acte de sa maieste et les fraiz qui ont esté faictz par ceux qui les auroient conduictz, despences faicte pour les estappes fournies aux commissaires qui auroient conduict le canon tiré de la ville de Soissons a ponthoise pour faire conduire en la ville de Poissy, mesme par le recouvrement des deniers quilz ont empruntéz pour reparer les murs des rempartz de la dite ville oultre et au pardessus ceux qui ont esté touchez du bassin des pestéz, sur toutes lesquelles propositions faites par lesditz eschevins les conferences particulieres dudit conseil de la ville n'aiant rien terminé, renvoie le tout a une assemblée génerale laquelle ilz auroient faict convocquer pour y estre deliberé sur tout ce que dessus ce qu'ilz requierent estre presentement faict pour ne leur pouvoir estre rien imputé des inconveniens qui pourroient arriver en ladicte ville faulte de donner ordre a tout ce que dessus.

En laquelle assemblee aucuns desdictz habitantz aiant congnoïssance des necessitéz predictes auroient dict que le moien tres facille et dont les habitantz n'auroient pas subiet de se plaindre pour ne pouvoir en aucunne façon alterer le comerce de la dicte ville, cest de tirer sur chacun septier de grain et farine qui sort de la dicte ville quinze deniers tz veu que par cy devant le sieur de Montaigu aiant esté supplié descrire en faveur de la ville au sieur le telier pour obtenir de tirer quelques deniers sur les taille pour subvenir aux reparations necessaires de leur ville qui estoit toute deslabrée et sans deffence, il auroit eu responce que pour les deniers des tailles il ne falloit point esperer en pouvoir tirer aucunne chose veu lestat des affaires du roy, mais que l'on advisa tout autre moien qu'il le fairoit très facillement passer.

Pourquoy veu l'advis cy dessus ils en auroient communicqué avec aucuns particuliers premier (*avant*) que de convocquer lesdictz habitantz pour scavoir deux si cela leur pouvoit apporter quelque incommodité et altere le commerce de la dicte ville, qui leur auroient dict que telle chose ne pouvoit donner subiet d'aucune plainte, toutesfois n'auroient pas voulu rien establir quil ne fust aggréé desdictz habitantz et authorisé comme il appartient, pourquoy auroient requis que l'assemblée eust à deliberer sur le tout, de sorte que pris l'advis des habitantz convoqués comme dict est, et les affaires susdictes mises en deliberations auroient lesdictz habitantz esté d'advis, premierement qu'en lesgard des neuf mil livres dont ledict sieur l'empereur a decerné ses contraintes contre lesdictz

eschevins et quelques habitantz, que l'on se retirera vers messieurs des aydes de paris pour obtenir deffence sur l'execution des contraintes obtenues par ledict sieur L'empereur ou aillieurs si besoing est, Et pour ce qui concerne les necessités de la ville et indigence des habitantz, qu'ils sont d'advis que pour la perception du droit cy dessus et iceluy authoriser que l'on aille ou envoie à quelques uns des messieurs du conseil du roy ou plutost que l'on se retire vers ledict sieur le telier pour le supplier de le faire aggréer a condition toutefois que l'employ des deniers en provenantz ne pourra estre pour chose quelconque divertz et employé qu'a ce qui a esté exposé cy devant et cessera sitost et incontinent que les troubles seront finis ne désirant lesdictz habitantz que cela subsiste sinon pour leurs affaires les plus urgentes et necessaires.

Ont signé : Demonthiers, Lanquier.

Les sieurs Dunesme, advocat, Jean Cuvernon, drappier, Dagneaux, notaires et Charles Marchand en charges de la ville.

(Extraict des registres du Conseil destat.)

Sur la requeste presentée au roy en son conseil par les habitans de la ville de Ponthoise tendante à ce qu'il pleust a sa Majeste ordonne le fond necessaire pour la refection des murs et pont levys de la ville pour les mettre en estat de la pouvoir garantir de surprise pendant les presens mouvements, Sa Majeslé en son conseil a ordonné et ordonne qu'oultre les sommes qui ont esté ou seront imposés la presente année sur l'eslection de Gisors des commissions qui ont esté expediees pour cet effect, il sera levé et imposé au prochain département sur les contributions aux tailles de lad. eslection la somme de quatre mil livres pour employer aux susdites reparations, dit qu'au payement de lad. somme des contributions seront contraints par les voies accoustumées pour les deniers et affaires de sa Majesté pour estre lad. somme receu par le receveur des tailles et par luy payés es mainz de celuy qui sera paye des mains de celuy qui sera nommé par les supplyans sur ses simples quittances et employes à l'effect susdict sans aucun divertissement a peine de respondre par les ordonnateurs partyes prenantes en leurs propre et privé noms, nonobstant les deffences portés par les commissions des tailles qui nauront bon pour ce regard fait un conseil destas du roy tenu a Melun le quinziesme juin mil vi cinq^te^ et deux. Collationné avec parafes et signé Cathelan.

Louys par la grace de Dieu Roy de France et de Navarre, a nos amez et féaux conseillers les président tresorier de France et generaux de nos finances au bureau estably à Rouen salut, suivant larrest dont l'extraict est cy attaché soulz le contrescel de nostre chancellery ce jourd'huy donne en nostre conseil destat sur la req^te^ des habitans de la ville de ponthoise nous vous mandons et ordonnons que par les officiers de leslection de Gisors vous ayiez a faire asseoir

imposer et lever au prochain département par les contribuables aux tailles de lad. eslection la some de quatre mil livres et celle de cent cinqte livres a laquelle nous avons modere les fraiz de lexpedition et sceau des presentes nonobstant les despenses portées par nos commissions des tailles que nous voulons distraire pour ce regard pour estre lad. somme reseu et paye conformement audit arrest contraignant et faisant contraindre les reffusants des contribuables à lad. levée au payement de leur cottes par toutte voie deues et pertinentes et nonobstant opposition et appellations quelconques par le premier nostre huissier ou sergent sur ce requis auquel commandons de ce faire et donner acte, et especiallement necessaire pour lexecution dud. arrest sans autre permission car tel est nostre plaisir. Donne à Melun le quinziesme jour de iuin mil vie cinquante deux et de nostre regne le dixiesme signe pour le roy en son conseil Catelan et scelle de cire jaune et contrescelle de mesme cire par attache a larrest cy dessus transcript.

CVII

(24 Juin 1652)

Mesures prises pour la sécurité de la ville.

AUJOURDHUY vingt quatriesme juing mil xvie cinquante deux a la chambre du conseil a l'assemblée....

A esté arresté que le sieur Charles Me dupont de Ponthoise auroit soing de faire mener au plutost les a fusts de deux canons au chasteau pour la estre montez et conduitz ou besoin sera dans loccasion.

De plus arresté que lon manderoit les dimanches et feroit on cuire du pain pour icelle au plutost.

En oultre lon a resolu de pourvoir au logement des prisonniers de guerre qui sont loges chez plusieurs habitans de la ville.

Comme aussy que lon pourvoiroit aux munitions de guerre et armes et que lon metteroit le tout dans le magazin et d'ailleurs que les eschevins et scindic de lad. ville seroit acquitez et indemnisez par les habitans et corps de ville des deniers par eux empruntez ou deboursez pour les reparations des rempartz et murs de lad. ville, avec ceux quils ont touchés receus et aussiz employes du bassin des pestez et de tout ce quil ont emprunté et employe pour toutes aultres choses spécifiées en l'acte d'assemblee du cinquiesme du présent moys dé juing cy dessus transcripte.

Sans signature.

CVIII

(2 Juillet 1652)

L'assemblée décide de réunir à Pontoise le plus grand nombre de bateaux possible et tous les bois et accessoires nécessaires pour la construction d'un pont de bateaux sur la Seine.

Aujourd'huy second juillet mil vi^e^ cinquante deux a lassemblee convocque devant nous Charles Demonthiers escuyer sieur de S^t^ Martin conseiller du roy lieutenant general de la ville de Ponthoise a la chambre de ville où se seroit trouvé le sieur du Tilleu commandant pour le roy en *lad. ville*, sur ladvis a luy donné de ladicte assemblee, et plusieurs antiens officiers et pairs de ville en la presence des advocat et procureur du roy, les eschevins et scindic auroient rencontré qu'ensuitte du mandement de Monseigneur le Mareschal de Turenne en date du 27 juing dernier ils auraient fourny au sieur de labutte commissaire ordinaire et provincial de lartillerie de france tant pour le recouvrement des batteaux cordaiges, planches, clou, que aultres choses au desir du mandement et ordre dud. Seigneur Mareschal de Turenne jusques à la somme de deux cens livres tz comme ils ont faict veyoir, par la quitance dudict sieur de la Butte datée du xxx^e^ dudit moys de juing 1652, aux fins de faire faire un pont de batteaux sur la rivière de Seine pour le service de Sa Majesté. Oultre ce le sieur abbé de *Droue* leur auroit apporté ordre du roy en datte du xxviii^e^ juing dernier par laquelle il leur est mandé et ordonné de semploy er pour faire recouvrer aud. sieur abbé avec le plus de dilligence et facilité qu'il sera possible lesd. basteaux, remettant du surplus de ce qui est en cela de la volonté de sa dicte Majesté a ce que le dict sieur abbé dira sy bien que ledict sieur abbé les poursuit tant pour faire recouvrer et assembler audict ponthoise le plus grand nombre de batteaux qu'il se pourra ensemble boys, cordaiges, clou que aultres choses convenables pour faire un pont sur la rivière de Seine, sur lesquelles choses mesme sur ce que lesd. eschevins viennent de recepvoir advis que le sieur Digby estoit arrivé à ponthoise avec cent cavalliers pour y loger aux despens de ladicte ville et faulsbourgs de ponthoise sy ce nestoit quil luy fust fourny presentement jusques a la some de troys cent livres pour la subsistance pendant deux jours quil les pourra loger a lomosne lesdictz eschevins et scindic auroient prye la compagnye de rendre leur advis et deliberation de ce qui se pourroit faire surquoy auroit este delibère et arresté par icelle company que le nomme Pierre Rastlé marchand de boys demeurant a ponthoise seroit mandé ce *que ayant* esté faict, ledict Rastlé seroit comparu a la dicte assemblee qui auroit offert et accorder livrer tout le bois qui pourroit luy

appartenir et trouvé commode pour servir audict pont de batteaux a raison de troys cent livres le cent qui demeureroit et cinquante livres pour chacun cent qui auroit servy et luy seroit rendu veu laquelle offre auroit aussy esté deliberé et arresté par lad. assemblee que lesdictz eschevins et scindic seront et demeureront auctorizés de prendre et recepvoir dudict Rastlé tout le boys qu'il aura commode pour servir audict pont et aussi de faire la recherche des batteaux, chevaux, cordaiges, clou et aultres choses convenables pour faire les choses requises par ledict sieur abbé de Droué et pour cet effect faire tel emprunt de deniers qu'ils veront bon estre mesme demprunter la somme de troys cens livres tz pour estre promptement donne aud. sieur Digby pour la descharge desd. cavalliers a condition que du tout ilz seront acquitez et indemnisez par le corps de ville.

Ont signé : Demonthiers, Lanquier, Cossart, Lefebure, Seigneur, Deslyons, procureur du Roy, et Fournyer.

(Extraict des registres du Conseil destat)

Le present arrest obtenu, les sieurs Dumesme, advocat, Cuvernon drappier, Dagneauxr notaire et Charles Me du pont en charge de ville.

Le roy voulant favorablement traicter les eschevins et habitans de la ville de ponthoise a cause des pertes et dommaiges par eux souffertz par les passages des trouppes de sa Majesté et séjour par les gens de guerre ont faict depuys six moys en lad. ville, Sa Majesté en son conseil a ordonné et ordonne qu'en payant par les collecteurs des tailles lannee mil vie cinquante, la somme de neuf mil livres tz ils demeureront deschargez de la somme de dix huict mil livres sur ce qu'ils doibveut de reste des tailles de lad. annee mil vie cinquante, laquelle some ils paieront au porteur des quitance de lespargne, Scavoir deux mil neuf cent cinquante cinq livres sept sol comptans au colonnel et cappitaine suisse porteur du billet de lespargne desd. deux mille neuf cent cinquante cinq livres sept sols expédie a la descharge du receveur des finances de Rouen de lannee 1651 lequel vaudra en vertu du present arrest a la descharge du receveur general de Rouen de lannee 1650 comme sil estoit liberré sur lad. annee desdit six mil quarante quatre livres quatre sols (1) par estat en sera paye xviiie xlv livres comptans et le surplus montant quatre mil deux cens livres au porteur du billet de lespargne a leur acquit et expédié au nom desd. habitans de ponthoise dans ung moys lesquelles quitance ou billetz de lespargne lesd. collecteurs mettront es mains du receveur des tailles de leslection de Gisors de lad. annee mil vie cinquante qui leur en fournira sa quitance et en baillant par led. receveur des tailles lesd. billetz au receveur general des finances de Rouen il sera tenu les prendre pour argent comptant et luy en fournir quitance vallable a sa descharge, Et oultre a sadicte Majesté deschargé et descharge lesd. habitans de ponthoise de la cinquiesme

(1) Il y a erreur de calcul.

partie de la some contenue en commission des tailles et subsistance de la presente annee laquelle ne sera compris au roolle de lassiette des tailles de lad. ville avec deffence audict receveur des tailles de leslection de Gisors et a tous huissiers de les contraindre au payement de lad. cinquiesme partie et a la charge de payer la partie pour l'exemption du quartier d'hiver dernier a quoy ils seront contraintz comme pour les propres deniers et affaires de sa majesté. Fait au conseil destat du roy tenu a ponthoise le dix septiesme jour d'aoust mil vi^{c} cinquante deux collationne avec paraphe et signé Boué avec paraphe.

Louys par la grace de Dieu roy de France et de Navarre au premier des huissiers de nostre conseil ou au sergent sur ce requis nous te mandons et commandons que larrest dont l'extraict est cy attaché soulz le contrescel de nostre chancellerye cejourd'huy donné en nostre Conseil destat tu signiffie au receveur des tailles de leslection de Gisors et a tous ceux quil appartiendra a ce quil nen prétende cause dignorance et sous les deffence y contenues conformement aud. arrest ensemble tous aultres actes et exploitz necessaire pour lexecution dicelluy sans aultres permission nouvelle, clameur de haro charte normande passee et presentes et lettre a ce contraire car tel est nostre plaisir. Donné a Ponthoise le dix septiesme jour daoust lan de grace mil vi^{c} cinquante deux et de nostre reigne le dixiesme signé par le roy en son conseil prive et scellé en queue du grand sceau de cire jaune et attache soulz le contrescel aud. arrest.

Suit une page et demie laissée en blanc.

CIX

(14 Avril 1653)

Les échevins et syndic sont autorisés à transiger avec le propriétaire d'une maison au sujet des dégâts commis par les habitants et les soldats du régiment de Navarre qui ont installé un corps de garde dans cette maison.

Au jourd'huy quatorziesme jour d'apvril mil xvi^{c} cinquante troys a lassemblee convocquee devant nous Charles Demonthiers escuyer sieur de S^{t} Martin conseiller du roy en ses conseilz destat et privé lieutenant general en la ville de ponthoise des officiers et autres paires de ville ou se seroient trouvez *(suivent deux lignes en blanc)*.

En la présence des advocat et procureur du roy les eschevins et scindic de ceste ville ont representé a la compagnye quils estoient poursuivys a la requete de Jacques Brunel bonnettier demeurant a ponthoise afin qu'ils fussent condamnez à faire reparer une maison et lieu scize en ceste dicte ville de ponthoise proche la porte de bare tenant dun coste Jean le Moyne dauttre costé et dung bout les rempartz de ladicte ville et dautre bout la rue que ledict Brunel tient de M^{e} Charles Proger

bailly de Conflans a trente six livres tz de rente par an mesme a lacquiter envers ledict proger de troys annees darrerages dicelle rente et aussy a luy payer despens dommaiges et intherest pour navoir peu jouir de lad. maison et lieux de payer troys ans en ca au moien de ce que tous les habitans de cette ville que les soldatz du regiment des gardes de la Navarre, des suisses, Digby et aultres ont pendant ledict temps occuppe toutte lad. maison et ycelle faict servir de corps de garde y ont rompu les fenestres, croisées, portes des antrees de la bouticque et le toust brusle mesme demoly une partye des murs de clôsure et encore prins et bruslé les lattes des couvertures un demy muid plain de teincture et aultres choses lorsque le duc delboeuf et ses trouppes estoient à lenviron de ladicte ville sy bien que ladicte maison est a present en ruyne et inhabitable Pourquoy ledict Brunel souffroit bien grandes et signallees pertes de payer le commencement de laquelle poursuitte et pendant quelque surseyances dycelle requeste par lesdictz eschevins et scindic ledict Brunel auroit proposé un moien de pouvoir faire cesser et terminer lad. poursuitte qui est quil se chargera dacquicter lesd. arrérages et courant a ladvenir de lad. rente deue audict Proger et aussy les quitera et tout le corps de ville de tous despens dommaiges et intherestz quil pouroit prétendre de deux annees a cause desdites pertes par luy souffertes mesme de touttes reparations de lad. maison et lieu et a lentretenir en bon estat et encore la delaisser touttesfoy par quartier que besoin sera pour servir de corps de garde ou aultrement a lad. ville le tout moiennant quil sera et demeurera exempt de lassiette et collecte des tailles de ladicte ville de ponthoise tant a present que à ladvenir sa vie durant et sera reduit par toutte taille par chacun an a la somme de dix livres tz dont lesdictz eschevins et scindic requeroient la compagnie dadviser et resoudre ce qui se fera a ce que dessus proposé. Surquoy a este deliberé et arresté par ladicte compagnye que lesdictz eschevins et scindic seront et demeureront auctorizés de transiger et contracter avec ledict Brunel aux fins et conditions susdictes fors et excepte que au lieu de dix livres il sera imposè et tenu de vingt livres tz par chacun an ausdictes tailles et subsistance de lad. ville.

Ont signé : Demonthiers, Lanquier, Cossart, Le Tellier, Deslyons, procureur du roy, Thiboult, Aubery, Lefebure, Duboys, Fournyer, Seigneur Lecousturier.

CX

(14 avril 1653)

Difficultés au sujet de l'établissement de l'assiette des tailles et du privilège des échevins sortant de charges de ne pas être collecteur de la taille.

Sur la remonstrance faite par les eschevins et scindic de lad. ville cejourd'huy quatorziesme apvril mil vi^c^ cinquante troys apres midy en lassemblee et convocquation des officiers antiens et pairs de ville devant nous Charles Demonthiers escuyer sieur de S^t^ Martin conseiller du roy en ses conseilz destat

et privé president et lieutenant general de ladicte ville, que les collecteurs des tailles de lannee mil vi^{c} cinquante deux seroient venus vers eux porteurs d'une ordonnance decernée par Monsieur Rousseau conseiller du roy en la cour des aides a paris commissaire deputé pour lexecution de certains arrest obtenu en ladicte cour a la requeste de M^{e} francoys lempereur receveur des tailles de leslection de Gisors et ponthoise a leur insceu et sans avoir esté ouys par laquelle ordonnance il auroit enjoinct auxd. collecteurs de tenir prestz leurs memoire instructions jugement et aultres choses qui seront par eux trouves necessaires pour lassiette des tailles de lannee mil vi^{c} cinquante deux dans le lundy de quasimodo pour le lendemain estre incessãmment procede pardevant luy a la confection des roolles a peine de respondre par eux en leurs propres et privez noms des non valleurs et sy auroit ordonné en oultre que ceux qui se pretendront surtaxez les annees preceddentes luy apporteront led. jour un brief estat et memoire portant les raisons et moiens justificatifs de leurs surtaxes pour en informer par luy et y avoir tel egard que de raison laquelle ordonnance semble estre prejudiciable au bien et intherest des habitans pour les mettre tous en division et causé du grand desordre pourquoy auroient pryé la compaignie de deliberer ce qui seroit par eux a faire en ceste occasion, comme aussy auroient remonstré lesdictz eschevins quencore quilz ayent faict touttes leurs dilligences possible pour faire eslire des officiers et collecteurs en lannee presente mil vi^{c} cinquante troys et que de faict il y en auroit eu nombre suffizant d'esleus aucuns desquelz sestoient faict descharger ou du moins obtenu quelque surseyance aux contrainctes qui pourroient estre contre eux faictes, ledict sieur conseiller auroit faict convocquer lesdictz habitans a leslection d'aultres contre le gré et nonobstant les remonstrances que luy auroient faict lesditz eschevins de leurs dilligences et eslection en consequence et des protestations quilz auroient faictes de eux pourvoir eontre ledict arrest par opposition, rapport dudit arrest ou dont ilz auroient requiz acte a eux donné, il nauroit touttefoys laissé dordonner quaucunz denommez en certains memoires par luy tiré et prins ou bon luy auroit semblé, que ceux la feroient la charge dasseeurs et collecteurs pour ladicte année 1653 et a ce faire contrainctz par touttes voies nonobstant oppositions et appellations quelzconques dedans lequel memoire et ordonnance ledict dudict sieur conseiller se seroit trouvé M^{e} Gabriel Dubois procureur, cy devant scindic et qui a faict ladicte charge pendant troys annees entieres vingt ans sont et plus estants aussy cappitaine de son quartier et aage de soixante ans et plus ayant mesme assis les tailles auparavant quilz nest entré en ladicte charge de scindic de lad. ville de ponthoise lequel en ce faisant se trouveroit chargé de lad. assiette et collecte qui est chose inouye et contraire a ce qui cest tousjours observe pour ceux qui ont passé par les charges de lad. ville et qui entre en consequence dans le corps qui a intherest notable dempescher que telle eslection ou plutost nomination subsiste attendu que ceux qui ont passe par la charge deschevin et scindic ou ilz employent tout le long de trois annees tous leurs soings et travail pour les affaires de ladicte ville de quoy ilz nont aucune recompense que ceste exemption et

descharge pourquoy aussy requeroient ladicte compagnye de leur prescrire lordre de deliberer de ce quilz doibvent faire pour ce que dessus surquoy prins advis des presens ont tous dict quil falloit que lesdictz eschevins et scindic se pourveussent contre led. arrest et lexecution de ladicte commission en telle cour et où ilz trouveront le plus expedient estant chose prejudiciable ausdictz habitans mesme donneront tel adveu que besoin sera ausdictz asseieurs et collecteurs de ladicte annee mil six cent cinquante deux continuer leur assiette en la maniere accoustumée nonobstant ladicte ordonnance a cet effect sont auctorizés par ladicte assemblee comme aussy prendre le faict et cause pour ledict Maistre Gabriel Duboys contre la nomination de sa personne pour faire ladicte charge d'asseieur et collecteur et poursuivre sa descharge ou et ainsy quil appartiendra ensemble maintenir que leslection cy devant faicte dasseieurs et collecteurs sur leurs poursuittes et dilligence a este bien et juridicquement faicte et suivant les formes ordinaires et accoustumees ainsy quilz ont dict et declare lors et incontinent après la lecture judiciairement faicte dudict arrest et de tout ce que dessus faire par eux ce quil appartiendra et verront bon estre.

Ont signé : Demonthiers, Lanquier, D. Aubery, Seigneur, Duboys, Lefebure, Guerin, Lecousturier, Fournyer, Riou, Vilot.

CXI

(13 Mai 1653)

L'assemblée décide d'offrir une certaine somme immédiatement pour obtenir soit une diminution de la taille, soit une taille abonnée.

Aujour'dhuy XIII[e] may mil XVI[c] cinquante troys devant nous Charles Demonthiers escuyer sieur de S[t] Martin conseiller du roy en ses conseils destat et privé lieutenant general de lad. ville de ponthoise, a lassemblee convocquee a la chambre du conseil des officiers, antiens paires de ville et princippaux habitans dycelle ou se seroient trouvez les sieurs Lanquier lieutenant particullier, Aubery lieutenant assesseur, Lefebure, Duboys, Seigneur, Riou, Villot et antiens paires de ville, Jacques Fouber, Simon Lacoré, Martin Seigneur, Guy Chevallier, Louys Levasseur, Germain Leroy, Adam Villerval, Nicolas Jeufosse, Pierre Benard, Jacob Mazière, Adrian de la Borde et aultres princippaux habitans de ladicte ville en la presence des advocat et procureur du roy les eschevins et scindic auroient remonstré a la compagnye que ensuitte des sollicitudes et poursuittes quils ont faicts tant avec nostre assistance que de celles desdictz sieurs lieutenant particulier prevost maire advocat et procureur du roy le sieur esleu et aultres qui ont aggrée vacquer envers le roy, la reyne, Monseigneur le Cardinal, Nosseigneurs du conseil de sa majesté pour parvenir

a la diminution des tailles de ladicte ville en un abonnement dycelle a ladvenir apres le rapport faict au conseil de direction par Monsieur Bordier intendant des finances de la requeste quilz auroient presentee au roy et a nosdictz seigneurs du conseil aux fins susdictes ledict sieur Bordier leur auroit faict entendre quil estoit necessaire de faire offre de payer en deniers comptans une bonne somme et que tant plus il seroit payé tant plus sa majesté feroit de grace et diminution sy bien quil estoit pressant a la compagnye dadviser et resoudre ce qui se pourroit faire a ce que dessus proposé, surquoy auroit esté deliberé et arresté par lad. compagnye que lesdictz eschevins sont et demeurent auctorizés avec lesdictz lieutenant particullier et esleu et telles autres personnes de justice ou marchands qui pouront les assister, de faire offre audict sieur Bordier pour estre ladicte ville soulz le bon plaisir du roy et de nosdictz seigneurs de son conseil descharger tant de ce qui reste deub de la taille de mil xvi^{e} cinquante deux que de toutte la taille de mil xvi^{e} cinquante troys jusque a la somme de vingt, vingt cinq ou trente mil livres ou telle auttre somme qu'ilz adviseront moindre ou plus grande a leurs advis et prudence dont sera paye dix mil livres comptans et le reste de troys moys en troys moys par égalle portion.

Ont signé : Demonthiers, Lanquier, Cossart, Deslyons, Lefebure, D. Aubery, Duboys, Guerin, Vilot, Fournyr, Seigneur, Riou, Fouber, J. Maziere, simple habitant mandé pour rendre son advis, Laborde, simple habitant mandé seulement à la chambre pour donner son advis.

(Extraict des registres du Conseil destat.)

Le present arrest dont la requeste a été dressee par M^{e} Cossart advocat du roy a esté obtenu par les sieurs D. Aubery, advocat, Dagneaux, nottaire et Charles Marchand estant en charges de ville. (1)

Sur la req^{te} presentee au roy en son conseil par les eschevins et scindic de la ville de Ponthoise contenant que lad. ville a tousjours esté inviolablement attachee a son service et que dans tous les mouvements derniers arrives depuys cinq annees elle a rendu des preuves de son obeissance et de sa fidellite pour raison de quoy sa majesté estant pour tous en ladicte ville voulant gratiffier les habitans dycelle et mettant en consideration les pertes par eux souffertes au subject des frequentz et continuelz passages des trouppes de gens de guerre qui auroient passe tant en lad. ville que passages circonvoisins jusque au moys daoust dernier il auroit pleu à sa Majesté les descharger du cinquiesme des tailles et subsistances quilz portoient en lannee 1652, mais depuys ce temps oultre le long séjour de sa majesté et gens de guerre tant en lad. ville que villages qui a este suyvant la recolte derniere de laquelle ils ont este privez et leurs moissons qui composent tout le bien et revenu des supplyans enleves en leur veus sans en avoir peu sauver aucune chose, ladicte ville sest trouve affligé d'une si grande mortallité que les princippaux dycelle y sont mortz jusques a tel

(1) Cette note est mise en manchette sur le manuscrit.

exceds quil se veoit par les certifficatz des curez des paroisses de lad. ville et extraict les sommes auxquelles les particulliers deceddez estoient imposées monter à la somme de xvii[e] livres dont la plus part nont laissé aucuns enffans qui pussent être contribuables les uns a cause de leur necessité et les aultres pour avoir transferé leur demeure, ces pertes et miseres se sont trouvées sy importantes que lad. ville par ce moien se trouve chargee de deux annees de tailles qui montent a cent mil livres pourquoy elle est journellement poursuivie et luy est impossible de payer non pas mesme dasseoir et imposer ny ayant presque plus dhabitans contribuables ; les tailles des annees 1650 et 1651 quoy qu'avancées à Sa Majesté estant pour la pluspart encore deus aux collecteurs desd. annees qui en ont remprunte les deniers et pour lesquelz ils sont executes en leurs biens par leurs créanciers et necessitez pour eviter plus grandes contrainctes se retirent et abandonnent lad. ville comme ont faict plusieurs des habitants les moins incommodez et aussy elle ce veoit aujourdhuy entierement deserte, La cause de ses desolations et misere na point d'autre source que les oppressions continuelles qua souffert lad. ville au logement des gens de guerre qui ont séjourné en ycelle de payer plusieurs aunes et particullierement des le moys de septembre 1648 du regiment des gardes de Sa Majesté par deux foys et de celuy de Navarre jusque au moys dapvril 1649 qui ont subsiste aux despens de lad. ville qui montent a plus de deux cens mil livres non compris les pertes que firent les habitans des villages circonvoisins qui ne sont pas de moindre consideration pour raison de quoy Sa Majesté après la pacification des premiers mouvemens voulant donner quelque soulagement a ses subjects de la generallite de paris elle leur accorda une notable descharge de tailles, et dans ce rencontre ponthoise qu'en avoit supporte les plus grandes pertes qui avoient donné lieu a cette descharge pour nestre pas de la generallité de paris ne particippa pas a cette grace estant a remarquer que quoy que lad. ville soit originairement de la generallite de Paris, et laquelle avec le Vexin francois ayt este cy devant donné pour aide a la generallite de Normandie ça esté soulz cette condition que par lettres patentes du roy Charles cinq de lan 1386 (1) il leur est accordé quilz ne respondroient aux esleus ny aultres officiers de normandie qui sont tousjours demeurez du gouvernement de Lisle de france, cette prerogative quoy que conceddee en faveur de lad. ville n'a pas laissé a leur tourner a desavantage en de telle sorte que les tresoriers de france de Rouen et esleus de Gisors procedant au département des tailles les opprime et surcharge sy extraordinairement qu'il n'y a point de ville dans le royaulme qui soict dans une si malheureuse condition et dans cettte confusion de generallitez elle est subjecte aux charges de lune et de lautre sans participper a aucune grâce, et de faict la generallite de Normandye estant annuellement imposee a certaine somme pour lexemption de logement de gens de guerre, Ponthoise contribue ordinairement a cette charge

(1) Ces lettres datent en réalité du temps de Charles VI, Charles V étant mort en 1380.

quoy que dailleurs comme estant du gouvernement de Lisle de France elle soict subjecte au logement des gens de guerre envoyes dans la province et que quoy que ladicte ville nayt aucun octroy ni revenu ils nont pas laisse de sengaiger a des sommes notables pour fournir aux despences qui leur a convenu faire en lannée derniere scavoir pour les rations de pain fournys aux trouppes de Sa Majesté allant au siege de Lisle Adam aux prisonniers de guerre envoyez en lad. ville, pour lattirail de conduitte du canon descendannt de Compiegne a poissy pour la construction dun pont de batteaux sur la riviere de Seine et pour se deffendre et garantir des surprises de lennemy de lestat, requerant a ces causes quil pleust a Sa Majesté les descharger entierement de touttes tailles taillon, subsistances aultres impositions de lannee 1652 et quand a la presente 1653 les reduire et moderer au quart des sommes a eux imposez par les commissions de leurs tailles faisant desfense aux receveurs des tailles et tous aultres de les contraindre pour plus grande somme que pour le quart de lannee 1653 et a ladvenir attendu les surcharges des officiers de Normandye les fixer et abonner a la somme de douze mil livres par an pendant vingt annees ou sinon proceddant un département des tailles de la province les taxer et cottyser par une ligne distincte et separee du total les tailles et aultres propositions, veu lad. req^te^ et les pieces joinctes a icelle, Le Roy en son conseil a deschargé et descharge lesd. eschevins et scindic, manans et habitans de lad. ville de ponthoise scavoir pour lad. annee 1652 de la somme de quinze mil troys cent vingt une livres neuf soltz quils doibvent de reste du princippal des tailles de lad. annee, et pour lannee 1653 a la somme de quinze mil livres sur celle de trente troys mil cinq cens soixante et cinq livres sept sols quilz doibvent du princippal de la taille de lad. annee et le restant montant a dix huit mil cinq cens soixante et six livres les paieront entre les mains du receveur des tailles en exercice scavoir dans un moys du jour du present arrest quatre mil six cens quarante six livres et le surplus montant a treize mil neuf cens vingt neuf livres en deux payements esgaux de deux moys en deux moys a quoy faute ils seront contrainct par les voies portés pour les deniers et affaires de Sa Majesté a la charge par lesd. habitans de payer les aultres impositions faictes sur eux oultre ledict princippal de la taille dans les poursuittes cy dessus fait Sa Majeste desfence aud. receveur des tailles de poursuivre ny contraindre lesd. habitans pour raison de lad. descharge et pour assurer le payement de lad. somme de XVIII^m^ V^c^ LXVI livres, troys des princippaux habitans de lad. ville de ponthoise feront les submissions es mains du secretaire du conseil et sera lequel arrest execute nonobstant opposition ou appellation quelconques fait au conseil destat du roy tenu a paris le dix huitiesme jour de juing mil VI^e^ cinquante troys. Collationné avec paraphe et signé Cathelan avec paraphe.

Collationné a loriginal par moy conseiller secretaire du roy et de ses finances.

Cossart.

Suit une page laissée en blanc.

Plan ou dessein du renfermement des pauvres en la ville de pontoise

La fin de lœuvre est de soulager les pauvres mendians de la ville et faubourgs de ponthoise vallides et invallides de lun et lautre sexe domicilliers depuis certains temps comme depuis deux ans.

Les faire instruire en la crainte de Dieu leur apprendre a gaigner leur vie et empescher leur mendicité, oiziveté et libertinage.

Le seul moien pour y parvenir est de les enfermer par ce que autrement lon ne pouroit jamais les instruire en la crainte de Dieu former aux manufactures ou empescher leur libertinage.

Il seroit a souhaiter de les reduire en un seul lieu tant pour la commodité des instructions que pour esviter les surcharges de lesprit.

Mais en attendant que Dieu y pourvoye lon a trouve que lemplacement de la santé tant de Madame de l'hostel Dieu que de la ville ensemble le Séminaire estoient suffisantes pour satisfaire au dessein ;

Madame de lhostel Dieu y donne la main pour un sy bon œuvre et Messieurs de la confrairie aux clercs pour le mesme princippe.

Il ne reste que le mesme delaissement de la ville pour lamplacement de la santé qui despend delle sauf a les reduire a lusage des pestiferez sy lon en estoit encore affligé de rentrer chaqun dans ses droicts sy lœuvre venoit en descheance totalle.

Sur ce fondement lon peut former un petit corps de direction ainsy quil ensuict.

Monseigneur Larchevesque et en son absence Monsieur le grand Vicaire de pontoise y viendera comme chef nay (*né*) recueillira les voix et prononcera à pluralité.

Il y aura un deputé du clergé.
Un du corps de la justice.
Un de Messieurs les eschevins.
deux de Messieurs de la confrairye aux cleres
lun esclesiastique et laultre layque.

Et un depute de chacune paroisse unissant les petittes en une pour esviter le trop grand nombre.

Ilz pourront nommer et choisir un secretaire et un receveur autre que du corps de lassemblee.

Lesdictz deputez seront eslectifs de deux ans en deux ans hors monsieur le grand vicaire qui est chef perpetuel en labsence de monseigneur larchevesque.

Ilz auront touttes la police direction et administration tant du dedans que du dehors dud. hospitail des renfermez, sergens de lhospital pour renfermer les pauvres empescher quilz ne vaguent et conduire les passans feront résultat et

ordonneront de toutes choses consernant le bien de lhospital et des pauvres ainsy quilz trouveront pour le mieux.

Leur sera donne toutte assistance et protection de la part des magistrat et eschevins et toute ordonnance de police necessaire pour la subsistance et conduite de lhospital.

Sera donne le lieu de la sante appartenant a la ville pour joindre a icelluy de lhostel Dieu delaisse par les dames de lhostel Dieu, sauf en cas de peste a les reduire à ce premier usaage ;

Sera aussy agréé le delaissement faict du seminaire a mesme fins par Messieurs de la confrerye aux clers et permis de faire touttes acquisitions de proche en proche mesme au dela de la rue et de les conjoindre par galleryes ou voultes soulz terre selon quil sera trouve plus expedient pour le bien des pauvres; seront permises touttes questes volontaires bassins boistes dans les églises et paroisses boutiques des marchands et partout aillieurs ou lon poura esperer subsistance, enfans blans, trouvez, et aultres moyens convenables, charitables et vollontaires tant pour le premier fond des meubles et ustancilles que pour les resfections nécessaires et subsistances de lœuvre.

Donné aussy touttes manufactures qui se pourront établir aud. hopital pour aprendre mestier aux enffans et soutenir une partye de la despence. A cest effet seront accordez touttes exemptions de tailles et des charges publiques a ceux qui pouront servir et apris mestier aux enffans pendant quatre ans ou aultre temps convenable.

Pouront lesd. sieurs directeurs adopter au proffict des pauvres toutes donations leg testamentaires et aultres advantages faire tous contractz baulx, et aultres sortes et poursuittes necessaires pour le bien et proffict des pauvres.

Ilz tiendront leur assemblee aux jour et heure reglee dans le vicariat ou au seminaire et mesme sy besoing est pour plus grande comodite en la chambre de la confrary aux clercs suivant l'offre qu'en ont faict messieurs de lad. confrarye.

Sera donne tous consentement de la ville pour lappliquation des revenus de la confrairye S^{t} Jacques a lhospital desditz pauvres comme estant decippez et sans aucun legitime employ les droicts du chappellain titulaire luy demeurant entierement reservez.

Comme aussy seront donnes tous consentements et pouvoir de la ville pour lobtention des lettres patentes aud. establissement et aultres choses necessaires a la conduite police et subsistance.

Soulz ses conditions et la benediction de Monseigneur larchevesque et le zelle de Messieurs de la ville il est probable que ce dessin réussira a la gloire de Dieu au soulagement des pauvres et a la propre perfection dun chaqun par le bon exemple de la charité quil exercera envers le prochain.

Il ny a aucun risque d'entreprendre cet œuvre parce que en quelque mesure quil puisse estre bornaz par limpuissance ou la difficulté de fond, il est certain quil y aura tousiours beaucoup de mal empesché et de bien procuré. Et que

nestant fondé sur les charités volontaires des particulliers il ne peult jamais estre une charge a la communaulté.

Et mesme ainsy quil a este dict en cas que lœuvre viennerez descheance totalle chacun rentrera en ses droictz comme auparavant tant la ville que lhostel Dieu ou la confrairye des clercs, du vingtseptiesme décembre mil six cent cinquante trois.

Sans signature.

Nota. — Tout ce projet est rayé sur le registre par un trait à l'encre noire qui coupe le milieu des pages de haut en bas.

Suit une page blanche.

CXII

(19 Janvier 1654)

Transaction sur poursuites exercées contre divers habitants

AUJOURDHUY dixneuviesme janvier mil XVI^c^ cinquante quatre devant nous Charles Demonthiers escuyer sieur de S^t^ Martin présidant lieutenant general de la ville de ponthoise a lassemblee convocquee des pairs de ville et la plus grande partie du principal des habitans dycelle en la personne de Messieurs les gens du roy sur la remonctrance faicte par les eschevins et scindic de lad. ville quil ce faisoit de grandz frais sur les habitans de lad. ville à la req^te^ et instance de Martin Seigneur et ses consors pour leffect de lexécution de certain arrest du conseil par eux obtenu du XIX novembre dernier contre les particulliers qui auroient soulzcrips le resultacs et adveu du XVIII juing pour leffect de l'indemnité qui luy auroit esté promise des submissions par eux faicte aud. conseil de la somme de dix huit mil six cinq cens soixante sept livres en consequence larrest obtenu par les eschevins scindic et habitans le XVIII^e^ dud. moys de juing dernier mesme pour le recouvrement des sommes par eux payes au desir dud. arrest auroient faict saisyr et establir garnison en la maison de Anthoine Jeufosse marchand et sur les termes de faire le semblable en aultre lieu a quoy estoict besoin dobvier et pour cet effect auroient mandé et faict venir led. Seigneur et ses consors auxquelz ayant fait entendre que ses rigoureuses poursuittes et contrainctes ne tendoient qu'en une ruyne totale de lad. ville on leur auroient propose plusieurs expediens pour les indemniser entre lesquelz ilz auroient entendu a iceluy explique cest assavoir que par le payement de ce quil advoient paye par led. arrest ilz auroient faict emprunt de la somme de douze mil livres pour le recouvrement de laquelle sur lesd. habitans ilz auroient donne temps et surceance de moictié qui est six mil livres au premier jour de febvrier prochain et pour laut. moictié au premier jour de mars subse-

quent au moien de quoy il leur a esté promis quil ne se fera aucune poursuitte soict par les eschevins ou aultres habitans contre leffect dudit arrest cy dessus datte et que pour les frais par eux faicts et quils ont souffertz en seront remboursez sur les escripture quilz en feront lesquelz seront creus et ne leur pouria estre contestez sauf touttefois à les recouvrer contre quil appartiendra autre que contre eux et sans deroger par ledit Seigneur et consors en aucune facon a larrest cy dessus lequel demeurera en sa forme et valeur aux conditions speciffies.

DEMONTHIERS.

CXIII

(27-29 décembre 1653)

Constitution et règlement d'un bureau des pauvres enfermés

L'AN mil six cens cinquante troys le samedy vingt septiesme decembre devant nous Pierre Lanquier conseiller du roy lieutenant particullier assesseur civil et criminel au siege du baillage de Ponthoise et au lieu ou se faict lexercice de la justice, et se tiennent touttes les assemblees generalles qui ont accoustumé se faire au son de la cloche pour lindisposition de Charles Demonthiers escuyer président lieutenant general civil et criminel au siege dud. baillage sont comparus les eschevins et scindic de ladicte ville anciens officiers conseillers et pairs de ville grande affluence de peuple representant la plus saine et plus grande partye de la ville, en la presence de laquelle assemblee des advocat et procureur du roy, Monsieur Duplessis, membre auroit faict louverture et proposé avec ung discours tout plein de charité de zele et de pieté de faire l'establissement en ladicte ville et faulxbourgs y compris le faulxbourg de lomosne d'un bureau des pauvres enfermez et manufactures a limitation de plusieurs celebres et fameuses villes de la France come de Nantes, Resnes, Chartres, Beauvais et de celuy tout fraichement estably en la ville de Senlys et siege presidial duquel est dependant le baillage de Ponthoise, la necessité l'utilité dycelluy, la benediction que Dieu versoit sur touttes les villes qui se portoient a embrasser une proposition sy saincte, et seconder de toutes leurs puissances les sugestions, intentions et bonnes volontez et advis de ceux qui en donnent les moiens, et descouvroient les expediens facilles convenables et nullement onereux que cet establissement estoit comme la pepiniere fondement et la source de tout le bien tant spirituel que temporel, le remede et lextinction dune infinité de crimes énormes quantité dimpietez dun comble de malheurs dont regorge une multitude nombreuse de mandiens vallides et invallides de tout sexe qui commettent impunement touttes les salletez inimaginables, ce qui cause touttes les miseres dont nous nous voions accablez, et estoit le venin et poison mortel des ames de tous ses pauvres malheureux qui en la plus part finisserent leurs jours et terminerent leur vie au milieu des deses-

poirs, laquelle proposition ayant este secondee par Me Charles Cossart conseiller et secretaire du roy et son advocat parlant pour le procureur du roy qui auroit remonstré lobligation que chacune ville a davoir besoin de la nouriture et subvenir aux necessitez de ses pauvres et comme par les ordonnances de nos roys il y a obligation precise pour cest effet de laquelle nul ne se pouvoit exempter, la proposition cy dessus mise en deliberation et pris advis de tous les cy dessus nommez tout en particulier en lesgard desdictz anciens officiers que anciens pairs et conseillers de ville et aultre notables bourgeois que en general de tout le peuple, tous dune commune voix ont haultement loué et aggrée le pieux dessein et les sainctes et bonnes intentions dudict sieur Duplessis, este d'advis de la reception de la proposition et installation et establissement dudict bureau et ce daultant plus volontiers que desja la dicte proposition auroit esté aggree receu et embrasse par Messieurs tant de lordre ecclesiastique, des laïques de la confrairie instituee en ladicte ville appelee tout garrant, la confrairie aux clercs qui pour temoignage de leur resentiment en laprobation dung si grand bien auroient accordé donner du revenu de lad. confrairie la somme de trois cens livres tz. de rente par chacun an pour estre amploie a la nouriture les necessitez desd. pauvres enfermes, donner une maison a elle appartenant pour lhabitation logement de lad. establissement et considerer lapplication qui se peult faire dune partye du revenu de l'hospital Saint Jacques du mauvaise administration duquel lon entend tous les jours des nouvelles plainctes veu laquelle deliberation et advis et sentimens universel de tous et ayant esgard a tout ce qui est cy dessus expose nous avons donné acte ausdictz eschevins et procureur du roy de la proposition de lestablissement du bureau des pauvres enfermez de la ville, de ladvis, deliberation, et consentement de tous les habitans pour la reception et introduction dicelluy iceux auctorisez pour y conttribuer de tout leur pouvoir et ordonné que letout sera inseré sur le registre de la ville pour y avoir recours quand besoin sera.

Et a linstant nous en la compagnie du sieur Duplessis, advocat et procureur du roy, eschevins et scindics anciens officiers conseilliers et pairs de ville et quelques uns des notables bourgeois sont entrez en la chambre du conseil ou se tiennent ordinairement les assemblees particullieres pour deliberer des affaires de la ville, ou estant led. sieur Duplessis auroit presenté et faict lecture a la compagnie du plan et dessin dud. establissement de lordre qui doibt estre observé et comme partout aillieurs auxd. villes ou ils est introduict l'on en use, tant pour ce qui conserne les aides et creances le noms des personnes, leurs conditions, ladministration du bien, les eslections de ceux qui y peuvent estre appellez, combien de tamps en charge environ, comme les comptes se rendront, et generallement comme en touttes les deppendances et circonstances ; lon se doibt gouverner appres en avoir conferre de tous lesd. articles sur quelque difficulté qui y auroit este trouvée, lon auroit enfin résolu consenty, accordé iceux en la forme et ainsy quil ensuict cy appres.

Et le lundy vingtneufviesme dud. mois et an neuf heure du mattin seroient venus vers nous Pierre Lanquier conseiller du roy lieutenant particullier asses-

seur civil et criminel au siege du baillage de Ponthoise les eschevins et scindic de lad. ville qui nous auroient remonstré que plusieurs et notables habitans les auroient este trouves chez eux, leur tesmoignant qu'ilz desiroient voir dabondant le plan et dessin dud. establissement et quapres avoir plus murement considéré ilz apprehendoient quil ny eu quelque chose en icelluy qui choqua et preiudicia auz antiennes libertez et privilege de la ville, et partant requeroient que lon eust a surseoir a l'advancement dud. œuvre jusque après une plus ample plus certaine et plus mure deliberation, et que pour cet effet lon eut de nouveau a convoquer nouvelle assemblée, ce que nous leur aurions tres vollontiers accorddé.

Et ledict jour deux heure de rellevée nous accompagnez desdits eschevins, de plusieurs et notables habitans nous sommes transportez aud. lieu, ou ont coustume de tenir les assembleez de la ville, ou estant, apres avoir este derechef representé lesd. plan et dessin et icelluy examine en tous ses articles et par tous ceux qui lauroient ainsy souhaitté, et apres plusieurs et diverses conferences faicte les uns avec les aultres seroient enfin tous convenu de larrest et closture diceux en la forme et maniere qui ensuict.

Premierement Monsieur le grand Vicaire de Pontoise et du Veulxin le François proceddra en l'assemblee, recueillera les voix et prononcera la pluralité, sauf quant Monseigneur larchevesque de Rouen sera a Pontoise et quil vouldra honorer la compagnie de sa presence il sera priée de tenir la parolle et prononcera la pluralité.

En cas quil ny ayt au ran des directeurs aucuns esclesiastiques instituez en dignité les directeurs magistrats tiendront la parolle et prendront la première voix esclesiastique.

Sil venoit quil y ait lieu de joindre le seminaire au college pour le bien public, ceux qui procureront lad. jonction en un, seront les autheurs, ou ceux qui occuperont ledict seminaire donneront aultre lieu aussy convenable, sortable et accompagné de touttes les comoditez qui se trouvent a present aud. seminaire et sont necessaire pour l'œuvre de lenfermement des pauvres prealablement.

Il y aura un deputé du collège, un du corps de la justice, un de Messieurs les eschevins, deux de Messieurs de la confrairye, un esclesiastique, lauttre laïque, et un deputté de chacune paroisse qui tous pouront nommer un secretaire et receveur, autre que du corps de l'assemblee.

Les deputtez seront electifs de deux en deux ans, fors Monsieur le grand vicaire.

Ilz auront la police, direction, et administration tant du dedans que du dehors dud. hospital des renfermez, sergents de lhospital pour renfermer les pauvres, empescher quilz ne vaguent et conduire les passants, fairont resultatz au nombre de cinq en touttes matieres commune et ordinaire et en celle de grande importance au nombre de sept qui seront signez par ceux qui auront este presents, et ordonneront de touttes choses concernant le bien de lhospital et des pauvres ainsy quils trouveront pour le mieux.

Sera agrée le don de trois cens livres tz de rente et le delaissement du seminaire faict par Messieurs de la confrairie aux clercs, Et permis de faire toutes acquisitions de proche en proche mesme au dela de la rue et de les conjoindre par gallerye ou voulte soulz terre selon quil sera trouvé plus expedient pour le bien des pauvres.

Seront permis touttes questes vollontaires bassins, boittes dans les eglises et paroisses boutiques des marchands, hostelleries notables, et partout aillieurs ou lon poura esperer assistance enffans bleuz troncs et tous aultres moiens convenables charitables et volontaires tant pour le premier fond des meubles et ustancilles que pour les refections necessaires et subsistances de lœuvre.

Comme aussy touttes manufactures seront establies aud. hopital pour aprendre mestier aux enffans et soutenir une partye de la despence. A ces effet seront accordées touttes exemptions de tailles et charges publiques a ceux qui auront servi et apris mestier aux enfans pour le temps de six ans.

Pouront lesd. directeurs acepter au proffict desd. pauvres touttes donations legs testamentaires et aultres advantages, faire tous contratz baulx et aultres actes poursuittes necessaires pour le bien et proffict desd. pauvres.

Ils tiendront leurs assemblées a jour et heure reglée en la chambre de la confrairie aux clercs ou au seminaire et ou ilz trouveront que sera la plus grande comodité ;

Seront donné tous consentement de la ville pour lapliquation du revenu de la confrairie de sainct Jaeques de laquelle les rentes et aultres revenus sont tres mal employez le droict du chappellain titulaire luy demeurant reservez comme aussy de touttes lesaultres rentes données léguées et affectées pour les aumosnes des pauvres de la ville et tous les aultres biens et fonds generallement ainsy donnez.

Comme aussy seront donnez tous consentement et pouvoirs de la ville pour lobtention des lettres patentes dud. establissement et en touttes aultres choses necessaires et la conduite police subsistance dud. œuvre.

En cas que lœuvre vienne en decheance totalle chacun rentrera en ses droicts come auparavant tant la ville que la confrairie aux clercs.

Les comptes se rendront devant les directeurs Président Monsieur le grand Vicaire a ce faire Monsieur le procureur du roy appellé.

Les personnes de communauté ou congrégation ne pouront y estre introduittes.

Les actions seront dirigez a la req[te] des directeurs avec ladjonction du procureur du roy.

Les charittez ne seront forcés mais vollontaires.

Pour les grandes personnes vingt quatre onces de pain seullement et du potage ; pour chacune grande personne seize onces, pour les petit au commencement attandant a leur fournir dadvantage, selon que le revenu augmentera.

Le receveur rendra compte tous les mois, qui ne sera du nombre des direeteurs et non plus que le secrétaire qui seront eeslues par les directeurs.

La queste se faict et chacun mois qui se faict par les curez chacun dans sa

paroisse avec un des paroissiens elle se portera a Monsieur le grand Vicaire ou au receveur sans recepte.

Les legs testamantaires se delivre au receveur qui les recoit sans bailler quittance si elle nest demandee.

Les pauvres du bureau auz enterremens portes les torches ou chandelles.

Lon faict travailler les pauvres dans le bureau ou les garsons sont separez des filles.

Les personnes mariés ne sont admises au bureau : lon leur donne ce qui est necessaire pour pouvoir subsister quand ilz manquent d'habits lon leur en donne.

Lon faict queste chez les bourgeois de vielles hardes et habits pour les pauvres, par Messieurs les curez et paroissiens de chaque paroisse lesquels sieurs curez et preposseurs femme ou fille devottes ; en tout est approprié par lordre des administrateurs.

Quant il y a des petits enffans pauvres a la mamelle dont les meres sont mortes ou ne les peuvent allaicter, lon les mes en nourrice.

Quant les garsons et filles sont capable dapprendre mestier lon les y mes lon pourvoit a touttes les necessitez des pauvres de la ville et faubourgs seullement y compris les pauvres des faubourgs de laumosne.

Lon donne auz passants pour passer leur chemin et quant ilz ne peuvent pour leur incomodite aller a pied, lon paye la voiture a celuy qui les conduict, et en attendant la comodité lon les enferme dans le bureau, ou hospital sainct Jacques.

Lon faict scavoir auz premiers jours que tous les pauvres qui se voudront enffermer ayent a se trouver au bureau, et les ayant examinez, on leur ordonne dapporter leur lict, pour y coucher, comme chez eux. Et sur ce quilz nous representoient recevoir ny lict ny paille ny couverture, lon leur repartoit ne leur faire aucun tort, les couchant de la mesme façon quilz estoient chez eux. Lon a eu seullement deux ou trois cens de gerbes de paille pour les coucher les premiers jours, apres lon a des couchettes et couverture; apres lon faict deux draps et lon augmente a la mezure que les aumosne viennent.

Tous les dimanche et festes sa faict un catechisme general pour tous les pauvres ou ceux qui ont aumosné hors du bureau sont tenus se trouver.

Lon envoye tous les jours quelques personnes qui instruisent particulliere-ment ceux du bureau.

Lon faict travailler les pauvres du bureau quant mesme louvrage naporteroit aucun proffict ;

Seront seullement enfermez dans le bureau les pauvres mandians domicilliez en lad. ville et faubourgs auparavant le temps de deux ans ;

Les vagabonds et mandians domicilliés *(au dehors)* seront chassez de la ville deffence dy mendier.

Les pauvres honteux seront laissez au soin du bureau.

Sera obtenu jugement par forme de reglement entre Monsieur le procureur

du roy et les eschevins de la ville intervenant contre les directeurs et administrateurs de lhospital des pauvres renfermez de la ville et faubourgs, veu lacte dassemblee generale portant le consentement de lestablissement dud. hospital desd. pauvres enfermez, lacte dassemblee de la confrairie aux clercs, les concessions et donnations portées par icelluy Et apres la lecture des articles et plan dud. establissement par lequel sera dict que les comptes seront rendus en la presence de Monsieur le grand Vicaire au bureau de la direction, et sera appele Mons. le procureur du roy que les directeurs pouront accepter touttes sortes de donnations et advantages au proffict desd. pauvres, que les actions seront dirigez a la requeste desd. directeurs avec ladjonction dud. procureur du roy, et que ceux qui auront apris a enseigner des mestiers aux pauvres dud. hospital pendant cinq ans, acquereront franchisses de maistrisse, sans quil soit besoing dobtenir aucune lettre.

Le sieur grand aumosnier ne poura pretendre aucune direction ny jurydiction soit pour le spirituel ou temporel de tout ce qui concerne l'institution dud. hospital des enfermez.

Ne pouront les reglemens et establissements des bureaux des pauvres enfermez des aultres villes estre tirez en consequence ny faire aucune loy pour celuy de Pontoise.

LANQUIER.

Suit une page laissée en blanc.

CXIV

(21 Juin 1654)

Les Échevins sont autorisés à se pourvoir devant toute juridiction compétente contre les abus et vexations de l'Élu de Gisors et à demander l'établissement à Pontoise d'un Présidial d'Élection ressortissant de la Généralité de Paris.

L'AN mil VI^c^ cinq^te^ quatre le dimanche XXI^e^ jour du mois de juing yssue de la grande messe de paroisse a l'assemblee convoquee en la chambre de ville president M^r^ le lieutenant general de Ponthoise les eschevins et scindic de cette ville ont remonstre que les president et esleu de l'exlection de Gisors non contant dadvoir fait surchargé la ville aux tailles de lannee presente de sommes excessives et insupportables aux habitans dicelle, ils continuent leurs vexations dont ils ont use jusque icy ont encores eu l'occasion de la suppression des esleus voulu entreprendre sur la juridiction dicelle ville, pour avoir ozé visé la contraincte sollidaire descerné par le recepveur des tailles en l'exlection de Gisors à Ponthoise contre aucun des habitans dycelle et mesme contre M^e^ Pierre Dagneaux a present premier scindic en charge et les eschevins de lad. ville lequel M^e^ Pierre Dagneaux par un affront inouy on auroit voulu emprisonner le XIII^e^ du present moy le porteur de lad. contraincte ayant esté sy temeraire que den

voulloir charge le registre des escrous des prisons qui est une insulte oultre le trouble de la jurisdiction qui a este tousjours esté condamné par les resglements et mesme par les ordres des estats de la province de Normandye pour ce qui sy ces choses estoient permises il ne se trouveroit personne qui voulust entreprendre le soing de l'administration des affaires publicques a quoy il estoit necessaire de remedier requerant par ce les scindic et eschevins quil leur soict donné advis par lasssemblee de ce quilz auroient a faire en une occasion de telle importance. Surquoy laffaire mise en deliberation et les advis pris et recueillys des assistans en lad. assemblee a esté arreste tant sur ce qui a este cy dessus proposé que ce qui fut deliberé le jour de dimanche dernier que lesd. eschevins et scindic se pourvoiront au conseil et en toutte aultre cour quil sera besogne necessaire contre lexced de lad. surtaxe contre lemprisonnement dud. Dagneaux troublez faict en lexlection de cette ville que autres vexations desd. esleu de Gisors qui seront pris et tirez a partie et inthimez en leurs noms sy besoin est, bailleront les eschevins req^te^ pour intervenir au nom de lexlection en linstance pendant au conseil du roy entre les officiers de lexlection de Ponthoise et les esleus de Gisors pour maintenir la juridiction de lad. eslection et mesme ou lextremité des choses le requist de consentir pour lad. ville a lestablissement et erection dun présidial deslection sur la condition touttesfoy que suivant qui est lad. eslection soict tout a fait deppendante de la jurisdiction des aides de la generallite de Paris et non plus de celle de Normandye et que les habitans neantsmoigns ne seront obligez a aucun droict de gros ou huictièsme dans le destroit de lad. eslection autre comme au seul droict de quatriesme ainsy quil a este tousjours usé en lad. ville et eslection particullière de Ponthoise sy touttesfoiz faire ce peult et ou il ne se puisse faire sera lerection consentie pour les habitans comme estant la generallite de Paris que la ville et eslection de Ponthoise et villages en deppendans seront entierement détachés de la generallite de Rouen et aultres remys sous la generallite de Paris sans plus deppendre des tresoriers et bureau et officiers de Normandye.

Ont signé : Demonthiers, Le Tellier, Cossart, Deslyons, Lefebure, Le Cousturier, Fouber, Dagneaux, J. Charles.

CXV

(13 juillet 1654

Les Échevins rendent compte du résultat de leur intervention dans l'instance pendante au conseil du roi entre l'Élection de Pontoise et celle de Gisors ; ils sont autorisés à prendre conseil à Paris de personnes compétentes afin d'aviser ce qu'il conviendrait de faire.

L'an mil vi^c^ cinquante quatre le lundy treiziesme jour de juillet deux heures de rellevee en lassemblee convoquee en lauditoire royale de Ponthoise des officiers et antiens conseillers de ladicte ville president M. le lieutenant

general du bailly de Senlys aud. lieu les eschevins et scindic dycelle ville ont remonstre que depuys la deliberation derniere faicte le xxi[e] jour du moys de juing dernier par laquelle ils auroient este advouez de ballier req[te] dintervention au conseil du roy sur le differend qui estoit pendant et prest a juger aud. conseil entre les officiers de lexlection de Ponthoise contre ceux de la ville de Gisors ils ont eu advis quil est intervenu arrest dudict conseil beaucoup prejndiciable aux droitz et privilleges de lad. ville en ce que non seullement ii auroit esté jugé que loffice de lesleu particullier de Ponthoise demeureroit annexe et uny a lexlection de Gisors mais de plus que led. esleu particullier de Ponthoise presteroit le serment en la cour des aides de Normandye et daultans que les esleus de Gisors viendroient alternativement tenir le siege et exercer la jurisdiction aud. Ponthoise conjoinctement avec ledit esleu qui auroit este juge sans aucun esgard a lintervention desd. eschevins et scindic qui tourne au grand prejudice des droits dycelle ville, pourquoy requeroient lesd. eschevins et scindic quil fut presentement advisé par la compagnye sur ce quilz auroient a faire en ce renconstre comé aussy advis sily auroit lieu de recepvoir une eslection en chef présidial en lad. ville de Ponthoise qui estoit lunicque moien par lequel on se peult sauver de la vexation desd. esleux de Gisors sy aucunement grande quon veoit encore en cette annee lad. ville de Ponthoise chargée de tailles plus que ne sont les quatre meilleures villes d'autour de Paris ce qui faict que sa ruyne est certaine sil ny est bientôst remedié. Surquoy laffaire mise en deliberation et lecture faicte en la compagnye tant de la lettre qui leur a esté envoyee de Paris le jour dhier que de la coppye du dispositif dud. arrest, a esté arresté que les dictz eschevins prandront advis a Paris des moiens qui seront faisables pour en empescher lexecution sil y a lieu de le pouvoir faire attendre le deboutte de lintervention de la ville et en lesgard de leslection en chef sil plaisoit au roy de lestablir en ladicte ville de declarer par lesd. eschevins et scindic que les habitans ny apporterons aucune repugnance et y tiendront les mains sous lez conditions touttes foys et annottations admises a la derniere assemblee qui sont entre aultres destre en ce faisant reintegrez en la generallité de Paris et moderez de lexcedz des grandes tailles qui ont este jusqu'à ce jour imposez sur ladicte ville et pour laquelle modération attendant loccasion et le temps de la susd. eslection en chef se pourvoieront les eschevins et scindic par humbles remonstrances au roy et a nos seigneurs de son conseil.

Ont signé : Demonthiers, Lanquier, Le Tellier, D. Aubery, Cossart, Damachy, Duboys, de Saint Denis, Riou, Gruel.

CXVI

(11 septembre 1654)

Les échevins sont autorisés : 1° à se pourvoir devant le Conseil du roi pour obtenir une diminution de la taille; 2° à intervenir sur des poursuites intentées à la Chambre des Comptes contre d'anciens receveurs; 3° à prier le grand Vicaire de maintenir l'usage de faire chanter le Te Deum *à Saint-Maclou et non à Saint-Mellon, à l'occasion de la levée du siège d'Arras; 4° à donner satisfaction à un sieur Raflé qui réclame le paiement du bois par lui fourni pour l'établissement d'un pont de bateaux sur la Seine destiné au passage des troupes du roi; 5° à examiner et régler les comptes d'anciens échevins; 6° et enfin à régler la gestion des quêtes faites pour les pestiférés.*

Ce jourdhuy vendredy onziesme Septembre mil vic Liiii en lassemblee du conseil de la ville convoquée devant nous Charles Demonthiers escuyer seigneur de St Martin, conseiller du roy en ses conseils destat et privé, président lieutenant au bailliage de Pontoise par les eschevins et scindique de lad. ville pour avisser, conseiller, approuver les propositions quilz ont dict avoir affaires aud. conseil touchant plusieurs affaires quy ce presentent pour les interestz des habitans dicelle.

Et premierement sur la requete quilz ont presenté au conseil du roy pour obtenir descharge et diminution de grandes sommes ausquels lad. ville a esté imposée lannee presente.

Secondement sur ce que Mrs le doyen et chanoyne de St Mellon de Pontoise pretendent faire chanté le *Te Deum* que lon doibt chanter pour le succès de la levee du siege Daras en leur esglize portant prejudice a lusage immemorial que le corps de ville a tousjours observé de faire icelle assemblee en lesglise de St Maclou de Ponthoise qui est lesglize la plus proche de lhostel de ville et la plus cappable pour assembler les habitans.

Tiercement sur ce que le sr Villot cy devant recepveur argentier es ville et la veufve Me Nicolas Turpin lequel aussy en son vivant feust recepveur de deniers communs esd. ville ont estez poursuivis en la Chambre des comptes a Paris a la reqte du procureur general en lad. chambre pour rendre compte non seulement des deniers quy se levent pour la feue reyne mais encorre pour les deniers patrimoniaux dicelle ville lesquels ils ont esté de tous temps rendus en la chambre de lad. ville pretendoient lesd. Villot et veufve Turpin debvoir estre acquittez et indemnisez et sans poursuitte par lesd. eschevins et scindicz et habitans quy debvoient pour ce prendre le faict et cause pour eux estant desjà contrainctz en leurs biens pour ce subject.

En quatriesme lieu sur ce quilz sont poursuis par Pierre Raflé, destenu prissonnier es prisson de ceste ville pour luy payer la somme de douze cent quatre vingt et tant de livres que il prétend luy estre deubs à cause du bois quil a fourny pour les habitans par ordre expres du roy pour faire ung pont de basteaux sur la riviere de Seyne pour faire passer larmee du roy, le payement de laquelle somme luy est differé par les habitans estant accusé de substraction.

Cinquiesmement sur linstance qui leur est faicte par le s^{r} de S^{t} Denis et Riou cy devant eschevins pour fixer et arrester la despance quils ont advancé par ladicte ville tant au proces quilz ont eu contre la dame Danet quy avoict presté la somme de dix mille livres tz ausd. habitans quen aultres affaires sur les offres quilz font de faire estat en recepte de ce quils ont receu et touché appartenant ausd. habitans.

En sixiesme lyeu que comme il ce faict une queste en lad. ville par le temps de la contagion particullierement en lesglise S^{t} Maclou il doit estre advissé par quy sera faict la recepte du bassin affin den pouvoir trouver le fondz prest, sy telle occasion, dont Dieu nous garde ceprésentoist. Toutes sesd. affaires mises en dellibéré, et les voix dud. conseil recueillys a esté arresté en la presence des advocat et procureur du roy ce quy ensuict.

Premierement quen lesgard de la diminution des tailles, la requeste quy a este presentée au conseil de sa majesté en sera poursuivye a la dilligence desd. eschevins et scindicz jusques arrest, a quoy faire ils ont este auctorissez.

Comme ont aussy esté lesd. eschevins et scindicz autorissez dassister et pourvoir lesdits Villot et veufve Turpin pour ce desfendre et sauver de poursuitte quy leur sont faicte en la Chambre des comptes à Paris à la requeste du procureur general en icelle et a ceste fin eux suivre et intervenir; et sur la requeste quy sera presentée au conseil de sa majesté par les s^{r} Villot et V^{e} Turpin pour estre dechargez de compte que lon leur veult faire rendre en lad. Chambre laquelle requeste et intervention estant fondés sur ce que la despance dud. compte excederoict le principal de la recept dont on veut lez faire compter. Nayant lesd. habitans de Pontoise autrefois obtenu lettres de sa majesté que pour lever la somme de trois cens livres, pour l'entretement des fonteyniers et payement du chirurgien des pestiferez laquelle somme ne pouvant pas subvenir ou suffire au quart de la despence sont lesd. habitans nécessitez de parfournire le restant de leurs propres deniers.

Sur lad. proposition de *Te Deum* sera M. le grand vicaire supplier de laisser l'usage en son entier et à ceste fin convocquer les esclesiastiques en l'esglize de S^{t} Maclou selon la coustume et usage immemorial et ou led. sieur le grand vicaire et chanoyne de S^{t} Mellon voulleussent y contrairier, la compaynye a este dadvis que le corps de ville fera chanter le *Te Deum* en leur esglize de S^{t} Maclou par les chappelains gaigez dicelle esglize avec lorgue et ou led. le grand vicaire voullust passer plus oultre sont lesd. eschevins et scindicz auctorissez pour appeller comme dabbus et led. appel rellevee et poursuivis en la Cour du Parlement de Paris.

En lesgard de laffaire quy concerne Raflé lesd. eschevins et scindicz feront tous leur possible a se faire pour que tant par imposition sur le corps des habitans de lad. ville que sur la somme quy est deubt par Adrian de la Borde et consorts, montant à six cents livres tz ou environ, et cependant prendront les eschevins et scindicz et argentier la somme de trois cents livres et que la dame de lhostel Dieu a offert prester, et a esté offert passer telle promesse ou obligation a ladite dame quil appartiendra pour luy rendre lesd. sommes aux termes qui seront prefixes entre eux.

Et pour ce quy concerne la requeste presentee aud. conseil de la ville par lesd. de S[t] Denis et Riou en seront leurs memoires veus examinez et arrestez par les eschevins et scindiez appellez avec eux M[e] Charles Demachy et M[e] David Aubery, autiens conseillers et pairs de ville.

Quant aux deniers quy se lèvent par questes pour les pestiferez en sera la recept encommancée faicte par le recepveur de lesglize S[t] Maclou lequel en fin de sa charge sera tenu de depozer a son successeur et de successeur en successeur, jusques a ce quon eust besoing desd. deniers lors et duquel besoin seront dellivres ausd. eschevins et scindicq ou autres par leur ordre et sans pouvoir estre altéres ny pour aucune cause divertis et a cest effect en seront priez lesd. s[r] marguilliers et resgisseurs de lesglise S[t] Maclou den tenir registre fidele pour y avoir recours et parce que lon a un advis que dedans les aultre paroisse se lèvent pareils deniers par un bassin des pestez, M. le procureur du roy est prié, et la promis et à l'assemblée, de faire tout son possible pour les faire restituer au fin de leur destination ce feust faict et dellibéré lan et jour que dessus.

Sans signature.

CXVII

(16 avril 1655)

1° Nomination d'une commission chargée d'examiner les comptes de précédents collecteurs des tailles.

2° Convocation du chirurgien des malades atteints de la perte au sujet de son traitement.

3° Autorisation donnée aux échevins de faire réintégrer dans les bureaux de la ville les papiers et titres lui appartenant.

4° Autorisation donnée aux échevins de prendre toutes mesures utiles à l'effet de faire dépendre l'élection de Pontoise de la généralité de Paris.

5° Convocation des messagers de la ville pour les entendre snr les difficultés qui les divisent.

L[AN] mil six ans cinquante cinq le vendredy seiziesme jour davril a l'assemblée du conseil de la ville convocquée devant nous Charles Dumonthiers, escuyer seigneur de S[t] Martin, conseiller du roy en ses conseils dEstat et privé et lieutenant au baillage de Pontoise par les eschevins et procureur scindicq

des habitans de lad. ville et faubourgs de Pontoise pour aviser sur plusieurs propositions quils ont dict avoir a faire aud. conseil touchant plusieurs affaires qui presentent pour les interests dycelle.

Premierement. — Auroit esté remonstré par lesd. eschevins et scindicq quilz sont poursuivis par Me Hugues Dennery, Ylaire Garot, André Soret et Cossart, collecteurs des tailles dud. Pontoise de lannee mil vIc cinquante pour leur arrester les non valleurs et pour leur faire vallider ung pretendu escript quilz dient leur avoir este baillé par Me Claude Danesme, Jean Camburon et Me Pierre Dagneaux, lors eschevins et scindicq de prendre neuf mil livres a interestz duquel interestz ilz demandent a present estre indemnisez, veu le susdit aveu.

En second lieu que le nommé Havar cy devant nommé chirurgien des pestez oultre les gaiges qui luy ont esté accordez cy devant dix huict ans ou environ a raison de cent livres par chacun an quant il ny a point maladie contagieuse et de deux cens livres lorsque la ville sest trouve affligée, led. Havar a encore este gratiffié pendant tout ce temps de lexemption du logement des gens de guerre quy est une grande charge pour les habitans a la descharge desquels ilz se presente ung chirurgien qui soffera faire les mesmes fonctions sans aucun gaige de la ville fors que de l'exemption des tailles et logement des gens de guerre ce contantant destre payé des gaiges lorsquil y aura des malladies en ladicte ville a Dieu ne plaise !

En troisiesme lieu que plusieurs personnes quy ont eu les papiers de la ville en manimant les retiennent injustement pourquoy il est besoing pour les leur faire representer dobtenir monitoire et iceluy faire publier et fulminer sy besoing est affin que lesd. eschevins et scindicq dans loccasion puisse estre instruis ce qu'ils ne peuvent faire au moyen de la retention desd. papiers et tiltre, lequel monitoire sera aussi employé pour avoir congnoissance de ceux lesquelz malicieusement perse les tuiaux des fontaines de la ville force les segretz dicelles et se saisise des robinets ce qui portent grand prejudice aux habitans de lad. ville.

En quatriesme lieu encore quil ayt pleu a sa majesté de creer par ses derniers esdictz ung presidial deslection en lad. ville pour la delivrer a ladvenir des grandes vexations quelle a justiffiées et prouvées reçues de la province de normandye neantmoins lesd. provinciaux se forsent tant quilz peuvent (*d'entraver*) lexecution du susdit edict par lentremise de puissance qui se deubz se rendre indifferent en telle conduicte a cause desquelz il est expedient voir absolument necessaire de presenter requeste au roy au nom de la ville sur cest inconvenian.

En cinquiesme lieu de rendre les differends entre les messagers anciens quy est entre Estienne Cornu et nouveau qui est Bonaventure Cornu son frere pretendant led. antien avoir esté pourveu par la chambre et cors de ville pour quoi il doibt estre maintenu par led. corps de ville contre led. Bonaventure qui pretend le troubler requerant lesd. eschevins et scindicz qu'il plust aux assistans perres et conseillers de ville de leur donner advis et les auctorisez de ce qu'ils ont affaire sur lesdittes propositions l'affaire mises en deliberation en la presence des gens du roz, a esté arresté :

Quen lesgard de la premiere proposition que les rooles de l'annee mil VI^c cinquante seront veuz examinez par lesd. eschevins et scindicz appelez avecq eux trois des anciens conseillers de ladicte ville qui ont este presentement nommes par l'assemblee des personnes denommées David Aubery, M^es Gabriel Duboys et Guy Riou pour ce faire et ouy leur rapport par la Chambre estre force dadvis sur lad. requeste desd. collecteurs de l'annee cinquante ainsy que de raison.

Quand a la seeonde que Havar sera appellé en la chambre de ville pour icelluy ouir sur les offres diceluy qui pretend entrer en ses offres pour iceluy ouy sur les offres deceluy qui pretend entrer en sa place estre ordonné aussy que de raison.

Sur la troiziesme proposition a este aussy arresté que lesd. eschevins et scindicq ont esté auctorizées pour obtenir monitoire en forme de droict affin davoir renstallation tant de la sustraction que retention des pappiers qui appartiennent a la ville et qui porte a ses droictz et generallement, que de ceux qui ont cy devant este la cause des divertissements des eaux et fontaines en percent les tuaux et forcent les segretz dicelles eaux.

Comme aussy a auctorizé et auctorize lesd. eschevins et scindicq pour presenter toutte requeste et faire intervention qui sont necessaires pour parvenir a lexecution de ledict du roy sur la création de leslection de Pontoise en la despendance de la generalité de Paris comme il a este accordé au traitant laquelle fin feront lesd. eschevins et scindicq telles depences quilz verront bon estre pour empescher le dessin des normans quilz tant a la ruine totale de la ville et eslection.

Sur la derniere proposition touchant les affaires desd. messagers avant quicelluy reglé est ordonné quilz comparoistront tous deux en lad. chambre et reputeront les escripts et pieces desquelz ilz sentendent ayder pour ce faire estre reglez par lad. assemblee ainsy que de raison ce quy a esté faict et arresté lan et jour que dessus.

Suivent les signatures de Demonthiers, Cossart, D. Aubery, Deslyons, S. Lefebure, Duboys, Gruel, procureur.

CXVIII

(10 mai 1655)

Les échevins sont autorisés à intervenir dans une instance engagée devant le Conseil du roi à l'occasion de l'exécution d'un édit érigeant une Élection principale en la ville de Pontoise, dépendant de la généralité de Paris.

Ce jourdhuy dixiesme jour du moys de may 1655 en l'assemblee convocquée des anciens conseillers de la ville de Ponthoise a la dilligence des procureur et scindicq de lad. ville devant nous Charles Demonthiers, conseiller du roy en ses conseils destat et privé président lieutenant au baillage

dud. Ponthoise lesdictz eschevins et scindicq ont remonstré a lad^te assemblée que puisquil avoit pleu au roy par son edict du mois de mars dernier creer et establir une eslection en chef en cette ville dependant de la generallité de Paris duquel esdict a esté verifié en la cour des aydes, ilz ont eu advis que ceux de la province de Normandye ont faict et font tous leurs possibles pour empescher lexecution en sorte que les trestants et soustrestants sont renvoyez de jour a aultre et remis à delays sur lad. execution, voir plaide au conseil du roy un en lencontre de l'autre et de faire ce a este mandé à la ville par personnes dhonneur que le s^r Francois soustretant quil fait son possible pour axelerer pour lad. execution et est en procès contre le trestant principal auquel procès a faict entendre aud: eschevins et scindicq quil leur est dimportant dintervenir pour lad. ville pour empescher la diversion que pretendent faire lesd. normans de lad. eslection pour quoy ilz requeroient qu'il plust a l'assemblee de les auctoriser |de ce quils ont affaire dans eette occasion.

La faire misse en deliberation a este arresté que lesd. eschevins et scindicq se transporteront en lad. ville de Paris avecq nous susd. president et les sieurs prevost maire et advocat du roy de Pontoise pour advisser sur les lieux ce quil sera faire et effectuer par eux tout ce qui se trouvera a propos, soit pour faire intervention avec led. francois ou presenter telle aultre requeste quil appartiendra de quoy faire ils ont esté advouer et auctorizés par lad. assemblee dont acte faict lan et jour que dessus.

Ont signé : Demonthiers, Lanquier, Cossart, Le Tellier, Deslyons, D. Aubery, S. Lefebure, Duboys, Gruel, F. Lecousturier, Riou, de Saint Denis, J. Charlet.

CXIX

(31 mai 1655)

L'Assemblée, considérant la pénurie des ressources de la ville, en face des procès divers qu'elle est obligée de soutenir, sollicite l'établissement d'un octroi.

Ce jourdhuy lundy dernier jour de may mil vi^c cinquante cinq en l'assemblée convocquée des antiens conseillers de la ville de pontoise a la dilligence des eschevins et procureur scindicq de lad. ville devant nous Charles Demonthiers escuyer, sieur de S^t Martin, conseiller destat et prive et président lieutenant au bailliage dudit pontoise les eschevins et procureur scindicq nous ont remonstre que depuis la derniere assemblee convocquee et ès deliberations faictes pour raison de leslection en chef quil auroist pleu a sa majeste creer par esdict du mois de mars dernier pour lad. ville, ilz ont appris

que ceux de normandye ont faict en sorte dempescher que led. esdict subsistat et que ceux quy ont traicté dicelle exlection avec le sr françois veullent indemniser led. sr françois et par ce moyen empescher quil ne soit levé ainsy quil paroist par les letres dud. sr francois de paris addressestes au sr françois de pontoise son frère du vingt neufviesme et trentiesme du present mois et an pourquoy ils requeroient quil pleust a lassemblee les auctorisser de ce quil y a a faire dans ceste occasion.

En second lieu ont remonstré que le sr Lampereur recepveur des tailles prestend avoir faict sept a huict cens livres tz de fraictz contre André Bouillette, Nicolas Bachellier et consorts, collecteurs des tailles de ceste icelle année mil vic L III avant qu'il y eust nombre de collecteurs affermés et arrestez et quaprès les contrainctes et executions contre lesd. Bachellier et consorts, ils auroient presente requeste a nosseigneurs de la cour des aydes de Paris pour faire rapporter les prestendues taxes et estre deschargés dicelles et auroient obtenu arrest de nosd. Seigneurs de la cour des aydes portant deffenses dexecuter lesd. taxes, contre lequel arrest de la cour des aydes led. Lampereur se seroit pourvu au conseil et obtenu arrest dud. conseil portant que lesd. taxes seroient exécutées nonobstant les arrest de la cour des aydes et prossez desd. Bouillette, Bachellier et consorts, les eschevins et syndic avec lesd. Bachellier et consors pour se pourvoir au conseil et faire rapporter led. pretendu arrest du conseil et poursuivre led. Lampereur soit au conseil ou a lad. cour des aydes, et pour ce demandent aussy la délibération de l'assemblée.

[L'affaire mise en délibération a esté arresté que les eschevins et procureur syndicq [1]...]

En troiziesme lieu que touttes les affaires qui ce poursuivent coustent de grandes sommes ausd. eschevins et scindicq et au recepveur des deniers communs de lad. ville ayant esté cy devant frayé et advancé de grandes sommes, n'ayant lad. ville aucuns deniers ou revenues. Pourquoy auroient remonstré qu'il seroit necessaire pour le bien de la ville de lever quelques droicts sur tous les habitans comme la courte pinte, poursuivre le restablissement d'octroye sur le sel que les habitans avoyent cy devant et poursuivre pour avoir quelques droicts sur tout ce qui passe par dessus et dessoubz les pontz de Pontoise, et pour ce faire, ce pourvoir vers Sa Majesté pour obtenir lettres et avoir permission de ce faire, lesquelles poursuittes tant touchant lad. eslection que austres affaires quy sont a faire en lad. ville que pour ce qui est de poursuivre led. restablissement d'octroye sur le sel, droictz a payer que sur ce quy passe par dessus et dessoulz les pontz, qui est court pinte, lesd. eschevins ne peuvent poursuivre que au prealable il ne leur soit permis faire lever un sol et denier sur tous les habitants contribuables aux roole et tailles dues à Sa Majesté, ce qu'ils ne peuvent faire au préalable ils soient pour ce faire auctorisez.

Touttes ces affaires diverses mises en délibération et les voyx dudit conseil recueillis, il a esté arreste en la présence des advocat et procureur du roy..... [2]

(1) Ce passage est rayé sur le texte.
(2) Une ligne et demie a été effacée par l'humidité.

Me Cossard advocat du roy prendra la peyne se transporter a Paris avec ung eschevin ou syndic pour voir M. le chancelier et M. le surintendant et prendre d'eux advis de ce quil y aura à faire pour adviser et résoudre le surplus.

Et quant à la seconde proposition a esté delliberé que lesd. eschevins et syndicq se joindront avec lesd. Bachellier et eonsorts pour conjoinctement soustenir contre lempereur la restitution des sommes quil a percu desdits Bachellier et consorts soulz pretexte de fraiz et desboursez ou du moins soustenir lappel des prétendues taxes mesmes en intervenant avec lesd. Bachellier et consorts pour soustenir au conseil du roy que le tout doit estre renvoyé par devant MM. de la Cour des Aydes de Paris.

Et l'esgard du troisiezme et dernier objet et proposition a este advissé que lesd. eschevins et syndicq sont et demeurent autorisez pour poursuivre aud. conseil ledit restablement de l'octroy que lad. ville avoit sur le sel, comme aussy pour obtenir quelques droictz de payage sur tout ce quy passe et repasse par dessus et dessoulz les ponts dud. Ponthoise especiallement pour obtenir le droit de courte pinte audict Ponthoise, et pour ayder a faire les frais quil conviendra pour obtenir ce que dessus et especiallement pour faire les poursuites de leslection et diminution des tailles sera assise et levé a la première assise et levee qui se fera la somme de mil livres tz pour estre employée tout a lad. poursuitte deslection que diminution des tailles et obtention de ce que dessus, sans que lesdits deniers puissent estre divertis à autres choses pour quelque cause que ce soit ; et lorsque ladite somme sera employée, sera tenu le recepveur de la ville presenter son estat et memoire en la Chambre pour estre veu et examiné. Ce qui a este faict lan et jour que dessus.

Ont signé : Demonthiers, Lanquier, Le Tellier, Cossart, Fournyer, J. Lefebure, Duboys, F. le Cousturier, Riou, Seigneur, De Sainct Denis, Dagneaux, J. Charles.

CXX

(14 juin 1655)

L'Assemblée apprenant que l Élection en chef, établie à Pontoise par l'édit du mois de mars 1655, est supprimée, décide de consulter à ce sujet à Paris l'avocat de la ville et de demander au besoin la création à Pontoise d'une Élection en chef de la Généralité de Normandie.

Ce jourdhuy lundy XIIII, juin mil VIe cinquante cinq en lassemblee convocque des antiens pairs de ville et conseillers de Ponthoise a la diligence des eschevins et procureur syndic de lad. ville, devant nous, Charles Demonthiers, escuyer, sieur de St Martin, conseiller destat et privé, president lieutenant au bailliage dudict Ponthoise, les eschevins et procureur syndicq

nous ont remonstré que depuis la derniere assemblee convocquee et la deliberation faite pour raison de leslection en chef quil a pleu a Sa Majesté créer en ladite ville par un edict du mois de mars dernier, ils se sont transportés en la ville de Paris pour poursuivre l'execution dudict edit et création dicelle eslection et pour ce se seroient transportez vers Monseigneur le chancelier pour recepvoir de luy les ordres, lequel seigneur leur auroit dict que par arrest du Conseil privé du roy du troisième du présent mois et an, le trayté de lad. eslection auroit esté supprimé, ce qui les a obligez de se transporter vers le sr Juvenot greffier du conseil pour veoir led. arrest, lequel Juvenot leur auroit montré icelluy sans néantmoins leur en avoir voullu délivrer aucune coppie et duquel ils auroient retenu ce quil dict en substance quy est en ces termes ou semblable, que sur la remonstrance faicte au roy en son Conseil par les députez des Estatz de Normandye que lestablissement d'une eslection en chef a Ponthoise leur est sy preiudiciable a la province quy en ayant este créé une en lannée 1544 et 1643 elle auroist nonobstant esté supprimée et néantmoins en mars dernier, Sa Majesté en ayant créé une nouvelle a la sollicittation de quelques particulliers, a quoy estant necessaire de pourveoir, Sadite Majeste a ordonné et ordonne que au plustost toutes lettres necessaires seront expeddiees pour la suppression de ledict de création de lad. eslection et pour indemniser aucunement Sa Majesté de ce quy luy pouvoit revenir sur l'eslection, ordonné qu'il estoit assis et levé sur tous les contribuables aux tailles de la province de Normandye en années 1656 et 1657 la somme de quarante mille livres a lexception de pontoise dont les recepveur generaux et particulliers en pourront faire l'advance et pour rendre plus facillement la justice aux contribuables de la chastellenie de ponthoise ordonné que l'arrest du VIIIe juillet 1654 rendu entre les esleux de Gizors et ceux de Ponthoise sera executé selon sa forme et teneur prononcé le V juin XVIe LV tellement que se cognoist par ledict arrest quil ne supprime seullement pas lad. eslection en chef, mais encore verifie et faict revivre pour la ville de Ponthoise ledict arrest du VIIIe juillet dernier rendu contre la ville quy a reuny leslection de Ponthoise a celle de Gisors et ordonne que deux esleux de Gizors alternativement de XVe en XVe viendroient aud. Ponthoise rendre la justice conjointement avec lesleu particullier dud. Ponthoise ce quy est grandement préjudiciable a lad. ville, de faict que lesditz arrestez estant executez ladite ville de Ponthoise ne se pourra empescher des vexactions de Normands estant d'ailleurs à craindre qu'a ladvenir la juridiction de ladite eslection ne soict en tout donné a Rouen et sont les eschevins advertis que sy la ville veult adherer a l'establissement de l'eslection en chef estant de la generalité de Normandye, il ne sera pas beaucoup difficille a l'obtenir mais craignent qu'a présent une eslection en chef estant de ladite generalité de Normandye il ne soict pas beaucoup facille estant constant quil faudra payer le gaige des officiers de l'élection par tailles desquelles ils estoient exempts estant *(avant)*..... ledict arrest..... (1)

(1) Les points représentent les parties effacées du texte.

auroict revu led. sieur Le Tellier lequel lui auroit dict qu'il estoit dadvis quil leur fust donné un bureau des tailles en ladicte ville de Ponthoise et qui a leur coste et signe leur fust donné de conseil cest pourquoy ils ont requis que l'assemblée eust a advise ce qu'ils feront en ce rencontre.

L'affaire mise en délibération a esté arresté que les eschevins et sindycq se transporteront en la ville de Paris et prendront consultation avec le sr de Belleville, advocat au Conseil, quy a acoustume doccuper pour la ville quy prendra avec luy le sr Fredeval ou aultre advocat au Conseil pour adviser ce quil y aura à faire et ce qui sera plus necessaire et profitable pour ladite ville soit d'avoir une eslection en chef estant de la generalité de Normandye ou de presenter requeste au Conseil pour obtenir un bureau de recept des tailles en ladite ville et passe un abonnement pour vingt ans et que doresnavant l'assignation des tailles de lad. ville et des 44 paroisses en dependent sera envoyée par ladvocat du Conseil et que le fauxbourg de Ponthoise et Osmone sera distraict de la generalité de Paris et unis avec lad. ville de Ponthoise, pour ladite consultation rapportée estre advise ce que de raison. Fait et délibéré audict conseil lan et jour que dessus.

Ont signé: Demonthiers, Lanquier, Le Tellier, Cossart, Duboys, Fournyer, J. Lefebure, Seigneur, Le Cousturier, Riou, de Saint Denis, Dagneaux, J. Charles.

CXXI

(18 juin 1655)

(a). — *Les échevins donnent connaissance d'une consultation de Mes de Belleville et Delafosse, avocats au Conseil d'Etat, au sujet des difficultés relatives à la création à Pontoise d'une Election principale et d'un bureau de recette des tailles. L'assemblée est d'avis qu'il y a lieu de présenter requête pour être abonné avec une ligue de contribuables et avoir un bureau de recette des tailles. Elle ajourne toutefois au lendemain la décision définitive que devra prendre une assemblée plus nombreuse.*

(b). — *Les collecteurs des tailles ayant imposé les syndic, échevins et argentier au-delà de la somme de cinquante livres par an fixée à forfait pendant la durée de leur charge, l'assemblée décide que le règle-*

ment sera maintenu et autorise les syndic, échevins et argentier, à se faire rembourser des sommes qu'ils ont payées en trop.

(c). — *Des poursuites sont ordonnées contre plusieurs officiers qui se prétendent exempts de la taille.*

Ce jourdhuy vendredy XVIII juin mil VI^c^ cinq^te^ cinq en lassemblee convoquée des antiens conseillers de la ville de Ponthoise a la dilligence des eschevins et scindicq de lad. ville devant nous Charle Demontiers, escuyer seigneur de S^t^ Martin, conseiller du roy nostre sire en ses conseil d'Estat et privé, président lieutenant au bailliage de Ponthoise, les eschevins et procureur scindicq nous ont dict et remonstré qu'en executant le resultat de la dernière assemblee de ville qui fust faicte le jour du lundy dernier XIIII du présent mois et an ils ce seroient transportez en la ville de Paris et auroient consulté le s^r^ de Belleville avec le s^r^ Delafosse, advocats au conseil privé du roy pour savoir d'eux ce quil y auroict à faire en conséquence de l'arrest dud. conseil du v^e^ juin present mois et an pour le resultat de lad. assemblée; lesquels s^rs^ de Belleville et Delafosse auroient pris leurs dellibérations et advis ensuite du factum escript de la main de M^e^ Thiboult advocat de lad. ville, lesquels s^rs^ de Belleville et Delafosse par leurs dellibération et advis auroient declaré, après avoir veu le factum dud. s^r^ Thiboult et pièces attaches a illec, atfendu que le plus grand advantaige que la ville de Ponthoise et les quarante quatre villages et communaultés en dépendant pourroient estimer destablissement eslection en chef eust esté de recouvrer advenir leur premier estat et estre de la generalité de Paris et que cest advantaige eust esté presentement quil faudroict nécessairement demander ou accorder une eslection en chef de la generalité de Normandye ce qui mesmement osteroit ausd. habitans le peu quils ont espoir de retourner un jour dedans la generalité de Paris et blesseroit le privilège de ladicte ville pour la submission vollontaire quils seroient obligiez faire aux officiers de Normandye et d'ailleurs les officiers de lad. eslection en chef ne pourroient estre restablis qu'à la charge de cottizable dillec tant a cause du privillege que des gaiges les nouveaux officiers. Pourquoy avions esté dadvis qu'on demanda lestablissement de lad. eslection en chef de la generalité de Normandye, quil soict presenté requeste par les habitans au Conseil en cassation de l'arrest du VIII juillet dernier et en opposition a celluy du v^e^ desdicts mois et an et en ce faisant quils demandent lexecution absolue de edict de création de l'eslection en chef de la généralité de Paris comprenant le traicté qui en a esté faict et subordinairement en cas qu'il ne pleust au roy leur accorder l'execution des esdict de création et érection de lad. eslection en chef aux fins que dessus, que les officiers de leslection particulliere continuent leur cure et fonction de leur charge ainsy qu'ils faisoient avant ledict de suppression du mois de mars 1654, quil soict estably ung bureau en icelle et imposition de cottizable en ladite ville et paroisses en dependant, quils soient impossez par le conseil par une ligue particullière, ou abonnez à certaines sommes

et deniers ; que le fauxbourg de losmone et paroisse et habitans de S[t] Ouen soient distraicts de la ville de Paris et réunis a ladicte ville de Ponthoise et en laissant les habitants dicelle imposez et tennus porter leurs parts des charges comme ceux de lad. ville ; et quoy qu'ils prévoient beaucoup de difficultez dans lobtention de la plus part desdictes contributions on peult espérer quil y en aura moings et si le projet de suppression est refusé aussy ne demandera ou lexécution de ledict de création de l'eslection en chef que pour facilliter lobtention desd. conclusions dans lesquelles les Estats de Normandye et autres participants qui ont empesché l'exécution dudict edict nont aulcun interest pour différer (1)..... qui oblige les eschevins et scindicq de demander à l'assemblée quil luy pleust dellibérer pour adviser.

En second lieu (2)..... que nonobstant que par ung résultat de l'assemblée du corps de ville il soit resollu que pour donner meilleure couraige aux eschevins et scindicq et argentier quy seroient en charge il ne seroit que juste que lesdicts eschevins et scindicq et argentier ne soient surchargez de taille et que pendant qu'ils seroient en charge ils ne payeroient pour toutte taille et subsistance et levee quy se feroient en lad. ville que la somme de cinquante livres tz, ce néanmoingt Anthoine Demachy, Mensuet Ouliette, Jean Jourdan et consorts collecteurs de tailles dud. Ponthoise en mil vi[c] cinq[te] iii a cause que lesd. eschevins et scindicq ne leur auraient pas voullu accorder ce qu'ils leur auroient demandé, les auroient par vindicquation et animosisté impossé à la somme de quatre vingt livres tz chacun aux rooles de la subsistance, estappe, et de la grande taille quy est tout à faict contre lintention du corps de ville et contre les résultats, pourquoy ils requeroient jouir du privillege accordé aux eschevins et scindicq et argentier qui ont esté avant eux et que en ce faisant il soict permis auxd. eschevins et scindicq a la première assise qui se fera dedans ladite ville de recouvrer et lever les sommes auxquelles ils ont et esté impossez au pardessus le règlement qui est à cinquante livres tz et quil soict dict que les eschevins et scindicq font executtez les règlements par les resseveurs collecteurs de taille en ladicte année présente mil vi[c] cinq[te] cinq.

En troisième lieu ont remonstré que M[e] Charles Demachy, sous le prétexte quil se dict secrétaire de la maison de Monseig[r] le duc d'Orléans, par des voies indues sest faict oster de dessus les rooles de tailles de ladicte ville dudict Pontoise du nombre les contribuables et sest faict mettre au chapitre du parlement compris en l'année mil vi[c] li et mil vi[c] liii, en l'année mil vi[c] li par le moyen de ce que en l'eslection Adam Vallerant son nepveu estoit asseieur collecteur, en 1653, Nicolas Bachellier, son cousin et voysin prochain en ladicte année mil vi[c] liiii, Anthoyne Demachy, son frère, ce quy tourne au préjudice très grand de la ville et des pauvres habitants qui a ce moyen sont surchargez ; ne pouvant le s[r] Demachy ce aucune façon jouir daulcune exemption nestant en premier lyeu

(1) Texte effacé.

(2) Texte effacé.

des huit premiers officiers a present le onziesme ou douziesme, en second lyeu qu'il ne faict aucun service et que la déclaration du roy du mois de mars 1654 tels officiers ayant faict service ne doilvent jouir d'aucun privilège et pour plusieurs autres raisons. Pourquoy requeroient les eschevins et scindicq quil feust advissé et delliberé ce quil y auroient à faire contre Me Demachy et autres qui sont lesd. exemptés.

Toutes lesquelles affaires mises en délibération et les voix cœuillies a esté arresté en la presence du sr procureur du roy ce quy ensuict.

Premièrement a lesgard du premier chef concernant ce qui est à faire pour l'eslection on presentera requeste pour estre abonnés, avec la ligue des contribuables et avoir un bureau de recepte des tailles ; a este resollu qu'une nouvelle assemblée sera tenue le jour de demain entre trois et quatre heures de rellevée en la chambre, en laquelle seroient mandez plusieurs habitans oultre les antiens conseillers et paires de ville pour prendre leurs voix avec celles des aultres conseillers de ville et faire telle resolution que de rayson.

Quant au second chef touchant la taille des eschevins, scindicq et argentier a esté dellibéré que conformément en l'acte dassemblée cy devant les eschevins, scindicq et argentier de Ponthoise tant quilz seront en charge ne payeront par an que chacun cinquante livres pour toute taille et subsistance et aultres levées qui se pouroit faire et que les sommes esquels les eschevins et procureur scindicq de present ont esté cottisez pour la taille et subsistance en l'année dernière mil vic LIIII au dessus ladicte somme de cinquante livres seroient levées (1).....

.....

au roolle des tailles de ladicte ville de Ponthoise en l'année mil vic cinqte cinq seront tenus non valleurs ou aultres callités que lon trouvera bon et que dorenavant ladicte ordonnance sera gardée.

Et au regard du troiziesme et dernier chef concernant ledict Charles Demachy attendu que iceluy Demachy nest que le onziesme ou douziesme des pretendus officiers qui se veueillent prétendre exempts mesme quil ne rend à présent aucun service, qu'il soit doresnavant imposé aux roolle de taille de ladicte ville et qu'il soict presenté requête contre les officiers dudit Ponthoise aux fins estre taxés pour les années 1652, 1653 et 1654 et poursuivre au recouvrement desdits arriérés lesquelles taxes lesdits eschevins et scindicq estimeront debvoir estre faictes et que l'officier fera appeler avec luy quatre notables bourgeois quy seront nommés par lassemblée comme aussy les aultres quy se pretendront exempts pareillement quy ne seront du nombre des huict et quy ne rendront service.

Ont signé : Demonthiers, Lanquier, Cossart, Le Tellier, Duboys, Fournier, Lefebure, Seigneur, Lecousturier, Riou, de Sainct Denis, Dagnaux, Jean Charles.

(1) Lignes effacées.

CXXII

(19 et 20 juin 1655)

(a). *Le 19 juin, l'Assemblée se trouvant trop peu nombreuse s'ajourne au lendemain, 20 juin, entre trois et quatre heures à l'issue des vêpres. MM. les curés sont priés d'exhorter les habitants à assister à la réunion.*

(b). *Le lendemain, l'Assemblée confirme la décision prise le 18 juin.*

Et le jourdhuy samedy xixe juin audict an mil vic cinqte cinq quatre heures de relevée précissée en la chambre de ville dudit Pontoise en l'assemblée convocquée par les eschevins et procureur scindicq dudit Pontoise où estoient les antiens conseillers et pairs de la ville et habitans par eux mandez, devant nous Charles Demonthiers escuyer sieur de St Martin conseiller du roy en ses conseils d'Estat et privé lieutenant au baillage de Pontoise lesdicts eschevins et scindicq ont faict pareille remontrance que le jour dhier mesme faict lecture du factum sur lequel ils auraient faict consultation à Paris avec MM. de Belleville et Thibost advocats au Conseil et de la consultation *(estant aussi datée?)* sur ce seize desdits mois et an signée Delafosse et de Belleville et de l'acte assemblée du jour dhier et sur ce auroient requis les dellibérations les antiens conseillers et pairs de ville et des habitans à ce presents. Lesquels anciens pairs et conseillers de ville a ce presents ont dit quils ne peuvent rien leur deliberer estant en trop petit nombre, pourquoy auroit l'assemblée remis a demain issue des vespres et seront MM. les curés priés d'exorter les habitans de se trouver a ladicte heure à lad. assemblée le jour de demain issue des vespres.

Et le dimanche dudict mois de juin audict an mil vic lv issue des vespres en la Chambre de ville dud. Ponthoise en l'assemblee convocquee par les eschevins et scindicq dud. Ponthoise devant nous Charles Demonthiers escuyer seigneur de St Martin, conseiller du roy nostre sire en ses conseils destat et prive président lieutenant au bailliage de ponthoise ou estoient les pairs et conseillers de ville (1) . . . . . .

L'affaire mise en dellibération et les voix cueillies tant desdicts pairs et conseillers de ville que des habitans pour ce mandez,

A esté arresté que les eschevins et scindicq soient et demeurent autorisez pour presente requeste conformément a la consultation cy dessus dattée et poursuivie pour obtenir arrest afin dillec.

Ont signé : Demonthiers, Lanquier, Le Tellier, Cossart, Gruel, Auberye, Riou, Le Cousturier, Jean Charles, De Sainct Denis.

(1) Trois lignes dont l'écriture est complètement effacée par l'humidité.

CXXIII

(5 Août 1655)

(a). — *La ville ayant obtenu du Conseil du roi de voir ses contributions fixées par les agents royaux à l'encontre des receveurs de Gisors, la municipalité est autorisée à poursuivre l'exécution des arrêts et d'avoir à Pontoise un bureau spécial de recettes.*

(b). — *L'Assemblée règlemente le service et les salaires des messagers de la ville ainsi que leur costume qui doit être aux couleurs de la ville.*

(c). — *Elle approuve un contrat passé entre la municipalité et Jacques Gauldron le jeune, charpentier, relativement aux réparations et à l'entretien des ponts-levis, barrières et garde-fous de la ville.*

Ce jourdhuy vendredy v^e^ jour d'aoust 1655 dix heures du mattin en l'assemblée convocquée par les eschevins et scindicq de la ville de pontoise des anciens pairs et conseillers dycelle ville devant nous Pierre Lanquier, conseiller du roy, lieutenant particulier assesseur au baillage de ladicte ville de pontoise pour lindisposition de Monsr le lieutenant general, lesd. eschevins et scindicq ont remontré en lassemblée seante en la chambre du conseil en suitte de leur sollicitude faict en consequence des délibérations precedantes ils ont obtenu deux arrest du Conseil le xviii^e^ du présent moys par lun desquels sa majesté a ordonné et commandé en l'année prochaine six cent cinquante six ladicte ville de pontoise sera taxée doresnavant par les commissaires de sa majesté faisant deffence aux trésoriers de France de Rouen de les taxer a plus grande somme que celle quy sera arrestée par eux commissaires et au recepveur des tailles de Gisors d'en demander daventaige a peyne de trois mil livres damendes et de tous despens dommages et interestz et par le second sadicte majesté en consequence de ledict du second jour du moys de mars 1654 et arrest de son conseil du xii^e^ octobre six cent lii a ordonné au recepveur des tailles de ladte ellection de Gisors destablir ung bureau de recepte en ladte ville de pontoise avec un commis porteur de leur blanc quittance par eux signée pour estre remplies et dellivrées aux collecteurs des tailles des sommes qu'ilz porteront a ladicte recepte les fraictz et entretement duquel commis seront imposés sur les

contribuables de lad. ville et aultres paroisse de la chastellenye de pontoise, sa majesté a reiglée a mil livres par chacun an et ordonné aux trésoriers de France de la generalité de Rouen de tenir la main a l'esxecution dud. arrest ; tant a labonnement quilz estoient auctorisez de poursuivre il ne lont peu obtenir non plus que le reiglement quilz atendoientz sur le faict de la juridiction de leslection particulière de pontoise pour estre exercé ainsy quil a cy devant esté accoustumé nonobstant larrest de suppression de loffice du sr esleu antien de ladte ville. Neantmoins que monseigneur le chancellier leur a faict experer moderation lorsqu'il sera procédé a la taxe de la generallitte de Rouen par lesd. commissaires de sa majesté et sy lon a dict que pour le resgard de ladte jurisdiction on fairoict droict lors que ledict esleu particulier de pontoise auroict présenté sa requeste requerant lesd. eschevins et scindicq estre delibere par lassemblée de ce quilz avoient a faire en se rencontre.

Comme aussy quil pleust a la compagnye advisser a reigler les messagers de ladicte ville tant sur la taxe debours sallaires sur la voiture des personnes et pacquetz quil preigne de la voye de leur coche et cariolle, registre des places heure quil doibvent observer pour porter tant de la ville de pontoise que celle de Paris en lhiver et en esté et sur ce que Estienne Cornu ancien messager requiert estre octroyé une casaque a son fils lequel il présente pour tenir doresnavant sa place, mesme de pouvoir porter par son dict fils la casaque de lhonneur de la ville aux processions solennelles et aux ceremonyes publiques de ladicte ville.

De plus declaré par l'assemblée sy elle a pour agréable et désire approuver certain contract faict et passé par devant Dagneaux et Hugues Dauvray nottaires et tabellions a pontoise le viie jour de septembre mil six cent cinquante quatre entre les eschevins et scindicq et le nommé Jacques Gauldron le jeune me charpentier a pontoise sur leffect de lentretenement des pontz levis, gardes foulz et aultres ouvrages de son mestier, il se trouve et trouveront doresnavant estre a faire.

Laffaire misse en deliberation et apres que ledict conseil a attendu la lecture desd. arrestz du xviiie du présent mois, requeste presentee par led. Estienne Cornu et dudict contract faict le viie de septembre 1654,

A esté arresté que lesd. eschevins et scindicq feront sceller aud. premier jour lesd. deux arrestz puur les signiffier ou il appartiendra, veilleront à la taxe desd. sieurs commissaires de sa majesté pour faire moderer ladte ville a la plus raisonnable somme que faire se pourra,

Et pour y parvenir feront tirés les extraicts des sommes auxquelles sont taxées les villes de Senlis, Mantes, Meullans, Gisors, Meaux, Mellun et autres villes voisines.

Comme ainsy que lesd. eschevins et scindicq feront intervention au conseil du roy avec lesleu particulier antien de lad. ville pour parvenir a la manutention de sa jurisdiction selon et ainsy quil en a esté jusques a present, et sera la requeste presentee au nom de lad. ville principalement et desd. eschevins et scindicq intervenant a condition touttefois que les fraictz quil conviendra faire

et souffrir en cette affaire et au proces sy aucun suivit en consequance de ladicte requeste seront payée et portee par led. esleu quil sera tenu au prealable en passer indampnité pour ladte ville auxd. eschevins et scindicq, sinon et à faulte de le vouloir faire sastiendront de ladte intervention.

En ce qui concerne la requeste dud. Estienne Cornu la compagnye a accordé a son fils de porter une cassaque des coulleurs de la ville avec son esquisson laquelle sera fournye par ladicte ville une fois seullement en six ans quy sera observé aussy doresnavant par led. Estienne Cornu, et quant a la cassaque d'honneur qui se porte aux processions solennelles et aultres cérémonies publiques et concurremment par led. messager et lun des huissiers du conseil de la ville, a esté arresté que ladicte cassaque dhonneur sera alternativement et successivement portée tant par lesd. huissiers que le filz dud. Estienne Cornu et Bonnaventure Cornu sans pour ce préjudicier au reiglement qui doibt êstre faict entre lesd. Estienne Cornu et Bonnaventare Cornù pour lequel ils sont en procèz.

Et pour remedier aux abuz quy se sont passéz sur le faict des sallaires desd. messagers tant pour le port et voittures des personnes et paquets, ladicte compagnye a aussy arresté que ledit Bonnaventure Cornu ne poura pretendre ni exiger des habitans de la ville qué des orsins quy prendront la voye de son coche pour aller en la ville de Paris pour revenir en celle de Pontoise la somme de trente solz pour chacune personne et des paquetz à raison de vingt cinq sols de cent pezant sans comter le sacq de ceux qui seront portez;

Et quant aud. Estienne Cornu et son fils a cause quils nont qu'une cariolle de laquelle il ne paye aucune ferme ne pouront prendre et pretendre que vingt cinq solz pour chacune personne et pour le port des pacquestz à la raison susdicte, comme aussy que lesd. messagers et cochers seronts obligéz de tenir tant a Pontoise qu'à Paris en leurs bureaux registre fidel de ceux quy viendront tenir place pour estre placez en leurs coches et cariolle selon lordre de leur enregistrement sans en abusser par lesd. messagers et cochers à peyne de dechoir de leurs charges et privilleges dycelle, a quoy lesd. eschevins et scindicq tiendront la main, et aussy a ce que lesd. cochers et messagers parte tant de Pontoise que de Paris immediatement apres quy leur est enjoinct scavoir en lesté à sept heure et en la saison de l'hiver a huict, pour lhiver a commancer du jour saint Remy jusque a pasque et lesté led. jour de pasque jusque a la saint Remy, lequel ordre a eux prescript et comme il est dict cy dessus sera imprimé et affiché a la dilligence desd. eschevins et scindicq a Paris et a Pontoise a ce que personne nen puisse ignorer.

Et pour ce quy a esté proposé du contract faict entre lesd. eschevins et scindicq et led. Jacque Gauldron le jeune, charpentier sur lentretement des ponts levis, bariere, garde foux et autres reparations de charpenterie affaire en ladicte ville, ladicte compagnye a aussy arresté que led. contract sera executté et la approuvé et ratifié fors touttes foix pour ce quy regarde lexemption des gens de guerres quy en sera rayé, et sera adjouté aud. contract que led. Gaudron sobligera de faire les reparations mentionnéé aud. traicté incontinant et incessam-

ment quil en sera adverty par lesd. eschevins sans se pouveoir divertir alieurs ou dy mettre gens a sa place, au cas quil feust mallade et indispozé et se par corps et emprisonnement de sa personne, comme aussy sera adjouté aud. contract que sy en une année il ny avoit matiere ou occasion de fournir jusque a la somme convenue entre les partyes il sera tenu de le faire dans une aultre annee jusque a lad. somme de vingt livres pourquoy seront les partyes devissé et arrestés d'an en an par lesd. eschevins. Dont acte.

Ont signé : Lanquier, Le Tellier, D. Aubery, Cossart, Thibould, P. Le Cousturier, L. Lecousturier, Seigneur, Dagneaux, N. Vilot.

(18 août 1655)

Établissement d'un bureau de recettes à Pontoise

(Extraits des registres du Conseil destat)

En marge on lit : Le present arrest obtenu a la dilligence de Mrs Lecoustuturier, Foubert et Duvyvier, eschevins et scindicq.

Le roy ayant par ecdict du mois de mars mil vic cinquante quatre registré en cours des aides de Paris et Rouen portans suppression des offices des Eelections ordonné que pour la commodité des contribuables aux tailles, il seroit estably des bureaux de receptes dans l'estendue des grandes eslections ainsy quil seroit jugé a propos et considerant que les habitans des parroisses de la chastellenie de pontoise sont beaucoup esloignées de la ville de Gisors ou est estably le bureau de leslection et recepte des tailles et que sil y avoit un bureau de recepte en ladicte ville de pontoise il seroit facille aux collecteurs venans aux marchez dy apporter leurs deniers avec moins de frais et de risques que silz alloient aud. Gisors, Sa Majesté en son conseil en consequance dud. Ecdit du mots de mars mil vic cinquante quatre et a larrest dud. conseil du douze octobre mil vic cinquante deux a ordonné et ordonne aux receveurs des tailles de lelestion de Gisors destablir un bureau de recepte en ladicte ville de pontoise avec ung commis porteur de leurs blancs de quittances par eux signez, pour estre remplies et delivrez aux collecteurs des tailles des sommes quilz porteront a ladicte recepte, les frais et entretenement duquel commis seront imposez sur les contribuables de ladicte ville et autres paroisses de ladicte chastellenie de pontoise, que sa majesté a reglez a mil livres par chacun an, ordonné aux tresoriers de france de la generalité de Rouen de tenir la main à l'execution du present arrest. Faict au Conseil destat du roy tenu a Paris le dix huictiesme jour daoust mil vic cinq signé Bouër avec paraphe et collationné.

Louis par la grace de Dieu roy de France et de Navarre a nos amiz et feaux Conseillers les president tresoriers de france et generaux de nos finances au bureau estably a Rouen, Salut. Nous vous mandons et ordonnons de tenir la main a lexecution de l'arrest dont extraict est cy dessus transcript soulz le contrescel de nostre chancellerie ce jourdhuy donné en nostre conseil destat quy ordonne aux recepveurs des tailles de leslection de Gisors destablir ung bureau de recepte en la ville de pontoise, Commandons a nos huissiers ou sergent premier sur ce requis de faire pour ladicte exécution touttes significations, commandements, sommations, deffences et autres actes et exploictz necessaires sans autre permission nonobstant clameurs de haro charte normande prise a partye et choses au contraire. Et sera adjousté foy comme aux originaux aux coppies dud. arrest et des presents collationné par un de nos amez et feaux conseillers et secretaires. Car tel est nostre plaisir.

Donne a paris le dix huict jour d'aoust lan de grace mil VI^{c} cinquante cinq et de nostre regne le treiziesme. Par le roy en son conseil signé Bouër avec paraphe.

(18 août 1655)

La ville de Pontoise sera désormais taxée pour ses impositions par les commissaires du roi à un taux modéré à l'encontre du trésorier de Rouen et du receveur de Gisors.

(Autre extraict du registre du Conseil destat)

En marge on lit : Le present arrest obtenu sur les poursuites de M^{rs} Guillaume Lecousturier, Jacques Foubert et Thomas Duvyvier, officiers eschevins et scindicq.

Sur la requeste presentée au roy en son conseil par les eschevins de la ville de pontoise eontenant que depuis quelques annees ilz ont esté excessivement taxéz pour la taille et asistance et autres impositions par les mandemens du trésorier de France de Rouen qui affectent de descharger les autres parroisses du ressort de Normandye a loppression des habitans de lad. ville qui dépend de la cour des aydes de Paris ainsy quil a esté justifié par les extraicts des impositions faictes il y a plus de vingt ans et par celles des annees dernières. C'est pourquoy les supplians requeroient quil pleust a Sa Majesté taxer ladicte ville par ses commissaires a une somme modicque en esgard a leurs facultéz affin de leur donner moyen de satisfaire plus vollontiers au payement ded. impositions. Vou

ladicte requestre et ouy le rapport du sieur Marin intendant des finances et tout considéré, Le Roy en son conseil a ordonné et ordonne qua commancer en l'année prochaine mil six cent cinquante six ladicte ville de pontoise sera taxée par les commissaires de Sa Majesté aux sommes quelle debvra raisonnablement porter eu esgard aux impositions quy seront ordonnées sur ladicte generallitté de Rouen et aux facultéz des habitants de ladicte ville, faisant deffences auxd. tresoriers de France de Rouen de la taxer a plus grande somme et au recepveur des tailles de Gisors de leur demander davantage a peine de trois cent livres damendes et de tous depens dommages et intérestz. Faict au Conseil destat du roy tenu à Paris le dix huitiesme jour d'aoust mil vi[e] cinquante cinq. Signé Bouër avec paragraphe et collationné.

Louis par la grace de Dieu Roy de France et de Navarre au premier des huissiers de nostre conseil ou autre huissier ou sergent sur ce requis nous te mandons et commandons que larrest dont extraict est cy desus transcript soubz le contrescel de nostre chancellerie cejourdhuy donne en nostre conseil dEstat sur la requeste des eschevins de la ville de pontoise tu signiffie aux trésoriers de France de Rouen au receveur des tailles de Gisors et a tous autres quil appartiendra a ce quilz nen pretendent cause dignorance et faict les deffences y contenues sur les peynes y déclares ensemble tous autres actes et exploictz necessaires pour lexecution dud. arrest sans autre permission nonosbtant clameur de haro charte normande prise à partye et choses a ce contraires et sera adjousté comme aux originaulx aux coppies dud. arrest et des presentes collationnées par un de nos amez et féaux conseillers et sécrettaires car tel nostre plaisir. Donné à Paris le dix-huitième jour daoust mil vi[e] cinquante cinq et de nostre regne le treizieme. Par le roy en son conseil signé Bouër avec paraphe.

CXXIV

(10 Septembre 1655)

(a). — *L'Assemblée autorise les échevins et syndic à exercer des poursuites contre le bedeau de Saint-Mellon qui s'est permis de marcher en avant des échevins et syndic de la ville et de causer ainsi du désordre et du scandale, lors de la procession du vœu.*

(b). — *Elle autorise également la Municipalité à faire toute diligence pour terminer un procès pendant devant la Cour des Aides de Paris entre Jean Soret et l'ancien élu au sujet de certaines impositions.*

(c). — *En même temps, elle autorise des poursuites contre d'anciens collecteurs des tailles qui ont négligé de repartir les taxes en temps utile et de faire les recettes.*

Ce jourdhuy dixiesme septembre vi^c^ cinquante cinq en lassemblee convocquee des antiens conseillers pairs de ville par les eschevins et scindicq en la chambre du Conseil dicelle ville ou présidoit M. le lieutenant du bailly de Senlis à pontoise a l'effet de ce quy ensuict.

A este arresté premierement pour remédier aux desordres et scandalles qui feust suscité le jour de mercredy dernier par le bedeau de lesglise de S^t^ Mellon lors de la procession du vœu que ce fut led. jour sestant led. bedeau voullu ingerer de marcher devant lesd. eschevins et scindicq immediatement appres les diacres qui portoient l'imache dud. vœu.

Lesdicts eschevins et scindicq sont auctorizez pour faire telle action et poursuitte quil conviendra contre led. bedeau pour reparer cette nouveauté et se maintenir contre quy il appartiendra au rancg quil doibvent tenir en lad. procession du vœu quy est de marcher avec leurs sierges immediatement apres lymage et faire porter ladicte ymage comme il a toujours esté accoustumé apres tout le clergé a la teste du peuple sans que led. bedeau puisse se plasser en autre rancq que ceux des bedeaux quy doibvent marcher devant les processions et porter croix et bannière des églises de la ville, mesme faire regler ce que dessus avec Messieurs les chanoines de S^t^ Mellon syl y eschet soict en demandant ou deffendant.

Comme aussy lesd. eschevins et scindicq feront à leurs dilligences pour mettre a fin le proces pendant a la cour des aydes de Paris entre Jean Soret appellant de la sentence contre luy rendue par lesleu antien de cette ville sur limposition de sa personne aux roolles des tailles dycelle ville et eux intimez a quoy il vacqueront incessamment.

De plus sont lesd. eschevins et scindicq auctorissés pour faire condamner M^er^ Nicolas Bachellier et consors cy devant asseeurs et collecteurs des tailles de ladicte ville a largent et indampnité des poursuittes quy sont contre eux faites par Jean Perroton et autres habitans dycelle ville sur les contrainctes sollidaires contre eux obtenues par Antoine Seigneur, attendu que tous les fraictz et despens resultant desd. contrainctes sont proceddez de faict et de la doulleur dud. Nicolas Bachellier et consors quy auroient negligé de faire leurs assiettes et collectes au temps quil auroient deub par eux estre faictes a leffet de quoy seront lesd. eschevins et scindicq fairont touttes poursuittes necessaires au conseil du roy et en la cour des aydes et par touttes autres jurisdictions quil appartiendra. Dont acte.

Sans signature.

(18 septembre 1655)

Estraict des registre du Conseil destat du roy

Lescombart, élu, et Deslyons, procureur du roi en l'élection de Pontoise sont maintenus en leurs charges, à l'encontre des prétentions des élus de Gisors.

En marge on lit : Le present arrest obtenu a la poursuitte et diligence de Mes Guillaume Lecousturier, Jacques Foubert et Thomas Duvyvier, officiers, eschevins et syndicq.

Sur la requeste présentée au roy en son conseil par les eschevins et scindicq de la ville de pontoise, Mathieu Lescombart esleu antien en ladicte ville, chastellenye et eslection particuliere dud. lieu, François Deslyons procureur du roy au siege de ladicte eslection contenant qu'encore que ladte Eslection aye esté créé longtemps avant lannéé mil cinq cens quarante trois quy fust le temps de la création des eslections particulières et que par arrest du conseil du xxe juin et dix septembre 1654 donnez au proffit des officiers des eslections particulieres de Loigny et Chambly, Sa Majesté aye déclaré n'avoir entendu comprendre en lecdict de suppression des officiers des Eslecuions du mois de mars 1654, ceux des eslections particulières créées avant lad. année 1543 et maintenu lesdicts officiers de Loigny et Chambly aux fonctions de leurs charges sans aucun meslange ny confusion avec les Eslections de Chartres et Senlis quy poursuivoient leur supression et que les supplians justiffient par pièces authentiques quil y auroit eu un esleu, un procureur du roy aud. pontoise de temps immemorial et longtemps avant ladte annee 1543, entr'autres Pierre Desmoulins esleu en ladicte ville lan 1459 decédé l'an 1461 Denis Pasquier aussy esleu lan 1614 et que la jurisdiction de l'eslection de pontoise, nayt oncques eu aucun meslange et confusion avec celle de Gisors, celle cy estant du ressort de la cour des aydes de Normandye et Pontoise du ressort de la cour des aydes de Paris, et suposé que ladte ville et chastellenye ayt esté baillée en ayde a la province de Normandye lan 1374 et ensuitte tenue de porter les deniers des tailles au plus proche bureau quy est en ladfe ville de Gisors, néantmoins par lettres patentes du roy Charles sixiesme de lan 1382 auroit esté dict que les habitans de pontoise ne seroient tenus dobeyr ni respondre aux esluz de Normandye, bien quaussy par plusieurs arrestz dud. conseil, notamment du viie septembre 1534, xxixe janvier 1643, et cour des aydes de Paris du premier juillet 1650 deffence ayent esté faictes ausd. esleuz de prendre

aucune jurisdiction civille ny criminelle pour le faict des aydes et tailles sur les habitans dud. pontoise et paroisses quy en dépendent aussy que par arrest dud. conseil du xxvi juin 1644, Pontoise est déclaré n'estre de la province de Normandye ains du gouvernement de lisle de france, Néantmoins les officiers de ladicte eslection de Gisors se voulant prevaloir dud. esdict du moy de mars 1654 auroient baillé requeste au conseil aux fins de suppression des charges dud. esleu et procureur du roy aud. pontoise et par surprise obtenu arrest le huitiesme juillet de lad. annee 1654 portant que l'office dud. esleu antien aud. pontoise demeureroit incorporé et uny au corps de leslection de Gisors en payant par luy finance, et que lesd. esleuz de Gisors deputeroient par chacune sepmaine deux dentreux pour avec led. esleu exercer la juridiction, sur les habitans dud. pontoise et parroisses en deppendant que lesd. esleuz de gisors presteroient le serment en la cour des aydes de paris et led. esleu de pontoise en la cour des aydes de Rouen et que le procureur de sa majesté en ladicte eslection de pontoise reputeroit les tiltres et provision de sa charge contre lequel arrest le suppliant ayant baillé une requeste pour faire veoir que led. arrest ne se pouvoit soustenir comme contraire a tous les droicts et privileges des habitans de pontoise confirmez par divers arrestz dud. conseil obtenu contre lesd. esleuz, Sa Majesté quy de longtemps est informée des troubles que lesd. esleuz de Gisors suscitent de temps et autre aux officiers de pontoise et les plaintes quy luy sont faictes par les habitants de lad^te ville et parroisses des mauvais traittemens quils reçoivent, En lymposition des tailles par lesd. esleuz de Gisors pour soulager les parroisses de leur destroict auroict trouvé bon par son esdict du moys de mars dernier verifié en la cour des aydes de paris créer aud. pontoise une eslection en chef et distraire les habitans dud. pontoise et parroisses de la generalité de Rouen et les reunir a la generalité de paris dont ilz ont esté tiréz, et sur les remonstrances faictes a sa majesté par les estats de Normandye que lestablissement de ladicte eslection aud. pontoise estoit entierement prejudiciable a ladicte province par arrest de son conseil du cinq juin dernier auroict ordonné que touttes lettres necessaires seroient expedieees pour la suppression de ladicte eslection et que pour indamnisser Sa Majesté il seroict levé sur les contribuables de lad. province en deux années la somme de quarente mil livres et que led. arrest du huict juillet 1654 obtenu par lesd. esleuz de Gisors par surprise seroit executé selon sa forme et teneur et dautant que led. arrest est sans exemple et n'a aucun fondement et quil destruict comme dict est tous les arrestz donnez en faveur de ceux de pontoise contre lesd. esleuz de Gisors, cest meme lynterpretation faicte dud. esdict de suppression des eslections par lesd. arrestz dud. conseil par lesd. officiers des eslections particulieres de Loigny et de Chambly du xx^e juillet et ix septembre 1654, A ces Causes requeroient, les supplians quil pleust a sa majesté les reevoir oppossans a lexecution desd. arrestz des huict juillet 1654 et cinq juin 1655 et sans y avoir esgard et tout tout ce qui sen pouroit estre ensuivy mesmes aux declarations sy aucunnes avoient esté expediées et faisant droict sur leur opposition maintenir et garder lesd. Lescombart esleu, et Deslyons procureur du roy

en la fonction de leurs charches pour les exercer ainsy quils ont faict jusques a present avec deffence ausd. esleuz de Gisors et tous autres de les y troubler et empescher a peine de six mil livres damendes et de tous despens dommages et intérestz. Veu ladte requeste signée De Forest Belleville advocat aud. conseil ensemble lesd. lettres du roy Charles sixiesme de janvier 1382, lesd. arrestz du conseil des IX avril 1627, VII septembre 1634, XXIXe janvier 1643, XXVII juin 1640, VIII juillet 1654, XX juin aud. an 1654 et IX septembre aud. an le 6 juin 1655 coppie dud. arrest de la cour des aydes du premier juillet 1650 et aultres pièces attachées à ladte requête, ouy le rapport dicelle par le sr du hulegret de Cargre et tout considéré Le Roy en son conseil a maintenu et maintient lesd. Lescombart et Delions en la fonction et exercice de leurs charges desleu est procureur de sa majesté en leslection de pontoise en payant par eux la taxe qui sera faicte au conseil pour les exercer ainsy qu'ils faisoient avant les arrestz des huict juillet mil VIc cinquante quatre et cinquiesme juin mil VIc cinquante cinq, faict sa majesté deffence aux esleuz de Gisors et tous aultres de les y troubler sur peyne de quinze livres damende et de tous depens dommages et interestz faict au Conseil destat du roy tenu a paris le dix huictiesme jour de septembre mil VIc cinquante cinq signé Bouër et collationne avec parafe et au bas scellé de queue de sire jaulne.

Louis par la Grace de Dieu roy de france et de Navarre au premier des huissiers de nostre conseil ou aultre huissier ou sergent sur ce requis nous te mandons et commandons que l'arrest dont extraict est cy attaché soulz le contrescel de nostre chancellerye ce jourdhuy donne en nostre Conseil d'Estat sur la requeste des eschevins et scindicq de la ville de pontoise Mathieu Lescombart esleu antien en ladte ville chastellerye et eslection particulière aud. lieu et François Deslyons procureur du roy au siege de ladicte eslection tu signiffies aux esleuz de Gisors et a tous autres quil appartiendra a ce quilz n'en prétendent cause d'ignorance, faict les deffences y contenues sur les peines y declarées et tous autres actes et exploictz necessaires pour lentière execution dud. arrest sans autre permission car tel est nostre plaisir. Donné a paris le dix huictiesme jour de septembre l'an de grace mil VIc cinquante cinq et de nostre regne le treiziesme. Par le roy, en son Conseil signé Bouër avec paraphe et scellé du grand sceau de queue de cire jaulne le roy et prinse en son lict de justice.

On lit ensuite

Il ne se se trouve aucun acte du temps des trois années de charge də scindic de Mrs Guillaume Dubois, advocat qui soit redigé sur le présent livre, partant recourt aux feuilles vollantes qu'il en pourra avoir chez luy. — Mis ès mains de Me Estienne Gruel advocat, greffier de la chambre de ville qui les a (1)..... ..... Fait en l'année 1660.

(1) Texte effacé par le frottement.

CXXV

(17 août 1657)

Thomas Duvivier est déchargé de ses fonctions de syndic et Guillaume Dubois est nommé pour le remplacer.

Le dix-septiesme jour d'aoust mil six cens cinquante sept fut deschargé du syndicat Me Thomas Duvivier et en sa place et lieu fut esleu au son de la cloche en la maniere accoustumee en la chambre de ville ou fut convoqué l'assemblee, Me Guillaume Dubois advocat pour le temps de trois ans consécutifs.

Suit un paraphe qui paraît être celui de Roger.

CXXVI

(16 août 1659)

Guillaume Lecousturier et Jacques Foubert sont déchargés de leurs fonctions d'échevins; David Aubery et Nicolas Dupré sont choisis pour leur succéder.

Le xvic d'aoust mil six cens cinquante neuf Me Guillaume Lecousturier docteur en medecine et honorable homme Jacques Foubert bourgeois furent deschargéz de la charge d'eschevins apres s'estre acquitté dignement de leur charge le temps de trois années consécutives.

Et le mesme jour en la mesme assemblée convoquée au son de cloche en la maniere accoustumée ou presidoit Mr le lieutenant general et en presence de Mrs les gens du roy, des anciens conseillers et pairs de ville et des habitants d'icelle assembléz en la chambre de lad. ville furent esleuz d'une commune voix les personnes de noble homme Me David Aubery conseiller du roy lieutenant

particulier et assesseur en la prevosté mairie et honnorable homme Nicolas Dupré marchand drapier pour le temps de trois ans pour faire ladite charge d'eschevins.

Suit le même paragraphe que précédemment.

CXXVII

(17 août 1660)

Guillaume Dubois est déchargé des fonctions de syndic ; Jean Cossart est nommé pour lui succéder.

L'an XVIc soixante le mardi dix septiesme aoûst neuf heures du mattin en lassemblee convocquée au son de la cloche en la maniere accoustumée ou presidoit Charles Demonthiers escuier seigneur de St Martin conseiller du roy en ses conseils destat et privé president lieutenant general de pontoise en presence de nobles hommes Me Charles Cossart et Me François Deslyons advocat et procureur du roy, les antiens conseilliers pairs de ville et les habitans dycelle assemblez, en la chambre de ville estantz pour lors eschevins noble homme David Aubery conseiller du roy lieutenant particulier et assesseur en la prevosté mairie et honnorable homme Nicolas Dupré bourgeois fust deschargé Me Guillaume Dubois du syndicat, de ladite ville, après s'estre dignement acquitté de lad. charge trois ans consécutifz.

Et ledict jour et an en la mesme assemblee auroict succeddé en ladicte charge honnorable homme Jean Cossart marchand appotiquaire bourgeois esleu pour syndicq de lad. ville par les antiens conseilliers pairs et peuple dicelle en presence de messieurs les gens du roy et de leur consentement pour faire lad. charge pendant le temps de trois ans consecutifz.

DOCUMENTS ÉDITÉS PAR LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE DU VEXIN

REGISTRE

DES

DÉLIBÉRATIONS MUNICIPALES

DE LA

VILLE DE PONTOISE

(1655-1673)

PUBLIÉ SOUS LES AUSPICES DU CONSEIL MUNICIPAL DE PONTOISE

Par M. ERNEST MALLET

DOCTEUR EN DROIT

AVOUÉ HONORAIRE, MAIRE DE PONTOISE, VICE-PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE DU VEXIN

OFFICIER DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

TROISIÈME FASCICULE

RÈGNE DE LOUIS XIV

PONTOISE

BUREAUX DE LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE

1916

REGISTRE

DES

DÉLIBÉRATIONS MUNICIPALES

DE LA

VILLE DE PONTOISE

DOCUMENTS ÉDITÉS PAR LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE DU VEXIN

REGISTRE

DES

DÉLIBÉRATIONS MUNICIPALES

DE LA

VILLE DE PONTOISE

(1655-1673)

PUBLIÉ SOUS LES AUSPICES DU CONSEIL MUNICIPAL DE PONTOISE

Par M. ERNEST MALLET

DOCTEUR EN DROIT

AVOUÉ HONORAIRE, MAIRE DE PONTOISE, VICE-PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE DU VEXIN

OFFICIER DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

TROISIÈME FASCICULE

RÈGNE DE LOUIS XIV

PONTOISE

BUREAUX DE LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE

1916

CXXVIII

(21 décembre 1660)

Antoine Favé est nommé argentier en remplacement de Nicolas Jeufosse.

En marge on lit : Election d'Antoine Favé en la charge d'argentier.
Lad. charge d'argentier a fini en la personne de Mr Delaborde Me Dubras-d'or.

L'an mil six cent soixante le vingtz et un décembre jour de St Thomas en l'assemblee generale des habitans tenue en l'auditoire ou presidoit Charles Demonthiers escuyer lieutenant de pontoise et en la présence des advocat et procureur du roy et des pairs de ladicte ville fut esleu pour argentier de ladicte ville honnorable homme Antoine Favée marchand bourgeois en ladicte ville au lieu et place dhonnorable homme Nicolas Jeufosse.

(7 juillet 1662)

Les échevins et argentier de la ville ne doivent être taxés durant leur charge qu'à la somme de 50 livres fixée à forfait.

(Extraict des Registres du Conseil d'Estat).

Sur la requeste presentée au roy en son conseil par les eschevins et argentier de la ville de pontoise, contenant que les asseeurs et collecteurs des tailles de l'année dernière ayant imposé Antoine Favée argentier de lad. ville au dela de la somme de cinquante livres au preiudice d'un acte d'assemblée tenue en la maison commune de lad. ville le IX septembre 1648 portant qu'a l'advenir les eschevins et argentier de lad. ville cottizables aux tailles tant pendant le temps de trois ans

que durent leurs charges seroient reduits à la somme de cinquante livres, sans quils puissent estre imposez ce daventage en consideration des peines et soins continuels qu'ils sont obligez de prendre pour les affaires de la ville et des advances de deniers quil convient faire pour fournir aux frais dicelles, lad. ville n'ayant aucuns deniers d'octroy ny patrimoniaux pour y subvenir, les supplians auroient été obligés de se pourvoir au conseil ou ils auroient obtenu arrest le XI octobre 1661 portant qu'en payant par led. Favée la somme de cinquante livres suivant ladite délibération pour sa part des impositions de lad. année il demeureroit deschargé du surplus du contenu au rolle faict par lesd. collecteurs, auxquels Sa Majesté auroist enjoinct d'en faire le rejet, et quoy que led. arrest ait esté signifié aux asseurs et collecteurs de l'année presente, quelques uns d'eux qui ont quelque haine contre led. Favée n'auroient laissé de l'imposer à la somme de cent livres au lieu de cinquante livres, et d'autant que c'est une pure contravention aud. arrest et à lad. deliberation qui est d'autant plus juste quelle oste auxd. asséeurs et collecteurs le moyen de se venger contre les supplians de ce qu'ils sont esleus a leur diligence et quil ne seroit pas raisonnable que led. Favée qui a advancé plusieurs deniers pour lad. ville fut de pire condition que ceux qui lont precedé en lad. charge d'argentier, requeroient les supplians qu'il pleust à sa majesté conformément aud. arrest du conseil du XI octobre 1661 ordonner qu'en payant par led. Favée la somme de cinquante livres suivant lad. deliberation du IX septembre 1648 pour sa part des impositions de l'année presente, il demeurera dechargé du surplus du contenu aud. rolle, faire deffences auxd. asseeurs et collecteurs de l'imposer et le contraindre au payement de plus grande somme que celle de cinquante livres a peine de tous despens, dommages et interestz, veu lad. requète, led. arrest du Conseil du XI octobre 1661 dans lequel est incerré lad. deliberation, extraict du rolle par lequel led. Favée est imposé a la somme de cent livres et autres pieces, oüy le rapport du sieur Marin intendant des finances commissaire a ce deputé et tout considéré, Le Roy en son conseil a ordonné et ordonne qu'en payant par led. Favée la somme de cinquante livres suivant lesd. deliberations de la maison de ville de pontoise pour sa part des impositions de lannée presente, il demeurera dechargé du surplus du contenu au rolle faict par lesd. collecteurs auxquels sa majesté enjoinct d'en faire le rejet en la maniere accoutumee sans retard..... (1) des contraintes du recepveur des tailles. Faict au conseil d'Estat du Roy (1)..... le 7e jour de juillet 1662. Collationné. Signé. Berri.

(1) *Les mots remplacés par des points ont disparu avec les bords du papier du registre.*

Les documents qui suivent ne sont pas transcrits au registre ; nous les publions néanmoins comme rentrant dans le cadre de notre publication.

Ils sont extraits des arch. municip. Série BB nos 12 et 13.

(3 août 1665)

Copie

Lettre du roi enjoignant à l'assemblée communale de choisir deux échevins qu'il désigne nommément.

A nos chers et bien amés les maire eschevins et habitans de nostre ville de Pontoise.

De par le roy

Chers et bien amés aiant eu advis qu'il y a diverses brigues en nostre ville de Pontoise pour l'eslection des eschevins qui doibvent estre renouvelés dans le present mois d'aoust et estant important au bien de nostre service et a celuy du public de nostred. ville qu'aucun ne soit admis dans ces charges par cabales et qu'il n'y soit receu que des personnes dont la probité et la capacité soient connues, Nous vous faisons ceste lettre pour vous dire que nostre intention est qu'en la prochaine eslection qui doibt estre faicte des eschevins de nostred. ville le sr Lefebure sr de Jouy et prevost vicomtal en garde de nostred. ville de Pontoise et Me Estienne Gruel advocat aud. Pontoise soient choisis et nommés pour eschevins de nostred. ville en la place de ceulx qui en doibvent sortir et ce sans tirer a consequence, A quoy nous vous enjoignons très expressement de vous conformer en procedant à lad. eslection sur peine de desobéissance n'y faites donc faulte, car tel est nostre plaisir.

Donné à St Germain en laie le 3 aoust 1665. Signé Louis et plus bas Le Tellier.

La duchesse d'Aiguillon s'oppose à l'exécution de la lettre royale prétendant qu'en sa qualité de gouvernante et d'engagiste de Pontoise, elle a le droit de nommer le premier échevin. — Elle consent toutefois à nommer premier échevin celui qu'a désigné le roi.

Sans date.

(Avant le 10 août 1665)

Dame Marie de Wignerod Duchesse d'Aiguillon Pair de France Comtesse d'Agenois et de Condomois, Dame par engagement et gouvernante de Ponthoize, opposante à l'exécution d'une lettre de cachet du troisiesme du présent mois d'aoust 1665 par laquelle le Roy nomme pour eschevins de lad. ville le s[r] Lefebure, prevost vicomtal en garde d'icelle et M[e] Estienne Gruel, advocat.

Remonstre très humblement à Sa Majesté pour moyens de son opposition qu'en lad. qualité de dame et gouvernante de Ponthoize comme engagiste elle a droict et est en possession immémoriale de nommer le premier desd. eschevins Lequel droict recevroit atteinte si lad. lettre de cachet s'executoit purement et simplement sans quelle s'y opposast, mais pour faire connoistre son respect, et qu'elle a une obéissance aveugle à tous les ordres et volontez de Sa Majesté, Elle consent que led. s[r] Lefebure demeure premier eschevin, supliant Sa Majesté de trouver bon quelle le nomme pour cet effect, comme de faict elle le nomme soubz son bon plaisir par ces présentes, Et de luy accorder acte de sad. opposition aux fins seulement de la conservation de son droict de nomination dans lequel elle sera s'il plaict à sa Maj[té] maintenue tant pour le présent que pour l'advenir. Et ce qui faict voir quil y a eu de la surprise dans ladvis qui a été donné pour obtenir la lettre de cachet est que le second eschevin doit être du corps des marchands ; bien loin que Gruel qui est advocat et qui mesmes est greffier de la ville puisse avoir la qualité d'eschevin.

Signé, O. E. A. Duchesse d'Aiguillon.

Note à l'appui de l'opposition.

Madame la duchesse d'Aiguillon tant comme engagiste que comme gouvernante de Pontoise a esté tout ainsi que les precedent engagistes touiours en possession de nommer le premier eschevin, ce qui est si vray qu'on trouveroi ses nominations et de tous sès descouvertes dans les registres de la ville.

Il y a trois ans qune cabale de bourgeois surprist des lettres de cachet pour faire nommer pour eschevins des personnes qui sy sont fort mal conduits. Et combien que mad. dame eust pu s'opposer a lexecution desd. lettres jusques à ce quelle eust faict ses tres humbles remonstrances au roy, neantmoins elle eu tant de respect et de veneration pour ses ordres quelle ne voulut pas s'y opposer ; joingt que les lettres portoient ces termes : Pour cetté fois seulement et sans tirer a consequence pour ladvenir.

Mais comme elle a sceu quil se formoit encore une pareille cabale par lentremise de ceux qui auroient faict la premierre et qu'ils pretendroient prendre la mesme voye pour y introduire des personnes tres odieuses à la ville, et qui ne peuvent pas estre eschevins, elle a nommé le s[r] lieutenant criminel pour premier eschevin ; ayant esté bien informée de sa probite et de sa suffisance, veu qu'il a passé par toutes les charges dont il s'est acquité avec éloge, et que depuis deux cens ans ses predecesseurs, et son père lieutenant general ont très fidelement servi le roy.

Au lieu que celui que lon a faict par surprise employer dans les lettres de cachet a este note durant les mouvements et soubconne davoir voulu favoriser la surprise que les ennemis vouloient faire de la ville, a raison de quoy sur ce que la nuit il prit à la gorge un des bourgeois qui estoit en sentinelle. La rumeur fist esclat, et son action ayant este defere devant feu Monsieur DElbœuf il en fust informé par Monsieur d'Orgeval et par le lieutenant general et enfin il demanda pardon. Et dès lors il fust resolu quil nauroit jamais de part dans les déliberations et affaires de la ville.

Adiouste a cela quil est fort violen et adonné au vin ce qui est à la cognoissance du public.

Quant a ladvocat Gruel qui s'est faict employer dans les lettres de cachet pour second eschevin, il y a exclusion pour luy pour deux raisons :

La premiere quil est greffier de la ville et ainsy il ne peut estre eschevin.

L'autre est que le second eschevin doibt estre du corps des marchands cest pourquoy son eslection se doibt faire à suffrage libre et il fault quil soit du corps.

Au reste le lieutenant criminel est gentilhomme et ainsi il na nul interest dans les tailles.

(11 août 1665)
10 h. du matin

Procès-verbal dressé par le porteur de l'ordre du roi, constatant la remise de la lettre et les difficultés d'exécution.

L'an mil six cent soix[te] et cinq l'onziesme jour d'aoust dix heures du mattin nous Guillaume de Guiton escuyer sieur de la Semroye capitaine exemp des gardes du roy de la prevosté de son hôtel et grande prevosté de France porteur de l'ordre du roy par une lettre du petit cachet pour lElection des eschevins de la ville de Pontoise sommes transportez en ladite ville, et après avoir entendu le son de cloche sommes monté en l'auditoire royal dicelle ville ou les officiers, eschevins et habitans de ladite ville estoient assemblez et l'a estant après que

Nicolas Villot, conseiller du roy et eleu antien et particulier d'icelle ville, et Me Gabriel Fredin notaire royal audit Pontoise eschevin de lad. ville auroient demandé leur decharge et qu'elle auroit esté consentye par les srs advocat et procureur du roy et prononcé par le sr Demonthiers Lieutenant general de lad. ville président à ladite assemblée avons présenté ladite lettre ausd. eschevins a eux adressante et requis la lecture et execution dicelle, a l'instant de quoy led. sr Villot ayant fait lecture de ladite lettre par laquelle Sa Majesté pour les causes y contenues ordonnoit que le sr Lefebure seigneur de Jouy et prevost vicomtal en garde de ladite ville et Estienne Gruel advocat demereront pour eschevins au lieu et place desdits Villot et Fredin, ladite lettre signée Louis et plus bas Le Tellier en datte du troiziesme du present mois et an, après laquelle lecture un jeune homme l'a present se disant apartenir a la dame Duchesse d'Aiguillon auroit dit que ladite lettre du roy estoit surprise et mandiée et quil s'opposoit pour lad. dame a lexecution d'icelle, ensuite de quoy lesd. srs advocat et procureur du roy, auroient requis acte de la lecture lenregistrement et l'execution dicelle et en ce faisant conformement a la volonte du roy y contenue, que lesdits srs Lefebure et Gruel demereroient eschevins de ladite ville, sur quoy led. sr Lieutenant n'auroit voulu prononcer quoy que sommé par plusieurs fois ainsy se seroit levé de son siège et dit que lad. lettre estoit mandiée et qu'il seroit fait remontrance et nonobstant que lesdits srs advocat et procureur du roy layant interpelé plusieurs fois dexecuter la volonte du roy et déclare quils ne prétendoient estre complices de la desobeissance nauroit delaissé de se retirer et nous auroit refusé acte de tout ce que dessus pour raison de quoy nous lui aurions déclaré que nous en dresserions proces verbal ce que nous avons faict les jour et an que dessus.

(Signé) Guillaume Deguiton.

(11 août 1665)
11 h. du matin.

Autre procès-verbal dressé par la municipalité : il est sursis à statuer jusqu'à ce qu'une décision intervienne sur l'opposition de la duchesse d'Aiguillon.

Lan mil six cens soixante et cinq le mardy onziesme jour daoust environ lheure de onze heure en l'assemblee generalle tenue devant nous Charles Demonthiers escuier seigneur de Saint Martin conseiller du roy nostre sire en ses conseils dEstat privé president lieutenant de Monsieur le Bailly de Senlis un siège du bailliage ville et chastellerie de pontoize ou estoient present ladvocat et procureur du roy, honorables hommes Jean Charles Laisné, Simon Laccour, Nicolas

Jeufosse et Anthoenne Favée, antiens paires et eschevins de ladite ville, icelle convoquée par Me Nicolas Villot et Me Gabriel Fredin eschevins de ladite ville pour leur descharge de l'eschevinat seroit comparu François de la Claie escuier sieur de nuissement et escuier de haulte et puissante dame Madame la Duchesse d'Esguillon dame dud. Pontoize, lequel nous auroit presente lettre de madicte dame adressante aux officiers bourgeois et habitant de cette ville pour son intention de la nomination dun eschevin au lieu place esdictzs Villot et Fredin, la lecture de laquelle nous aurions différé a la requisition desditz Villot et Fredin jusque a leur requeste faicte de leur descharge apprès laquelle faicte et ladvocat du roy ayant parlé sur icelle et sur ce que nous voullions faire faire lecture de ladicte lettre seroit comparu un homme soy disant exemp, porteur dune lettre de cachet de la part du roy laquelle il auroit mise en mains dudict Villot qui icelle en auroit faict lecture et qui porte nomination pour eschevins les personnes de Me Jean Lefebure et Estienne Gruel advocat, apprès laquelle faicte led. de Laclaie auroit prié estre ladite dame receue a oposition a lexecution de lad. lettre jusque a ce que ladicte dame aye faict ses humbles remonstrances a Sa Maiesté, pourquoy nous aurions donné acte aud. de Laclaie audict nom de lad. opposition et différé à la descharge desdictz Villot et Fredin d'eschevins et a nouvelle nomination jusque a ce que lad. dame dEsguillon aye faict ses humbles remontrances au roy.

Dont acte faict et expédié les an et jour susdictz.

(Signé) Lefebure.

(21 août 1665)

Arrêt du Conseil d'Etat donnant acte à Mme la duchesse d'Aiguillon de ses réserves et ordonne l'exécution de la lettre du roi du 3 août 1665.

Extrait des registres du Conseil d'Estat.

De par le Roy

Veu par le roy estant en son conseil, le procez verbal du sieur de Guiton exempt des gardes de la Prevosté de l'Hostel ; contenant qu'ayant eu ordre de porter une lettre de cachet en la ville de Pontoise addressante aux maire, eschevins et habitans d'icelle, sur l'advis qu'il auroit eu qu'ils devoient s'assembler le 11 du présent mois d'aoust en l'Auditoire Royal, il s'y seroit rendu au son de la cloche, où estant, après que M. Nicolas Villot ancien Eleu particulier, et M. Gabriel Fredin notaire royal eschevins de ladite ville eurent demandé leur décharge de lEschevinat, qui fust consentie par les advocat et Procureur de Sa Majesté, et prononcée par le Lieutenant dudit lieu, qui présidoit à ladite assemblée, il auroit

présenté ladite Lettre ausdits Eschevins, et requis la lecture d'icelle, qui auroit esté faite à linstant par ledit Villot l'un d'iceux ; Et d'autant que ladite Lettre portoit que l'intention de Sa Majesté estoit que le sieur Le Febure sieur de Jouy Prevost vicomtal en garde de ladite ville, et M. Estienne Gruel advocat fussent choisis et nommez pour eschevins, au lieu et place de ceux qui en devoient sortir, il en auroit requis l'execution, à laquelle un gentilhomme soy disant Escuyer de la Dame Duchesse d'Aiguillon, se seroit opposé pour ladite dame ; ce qui auroit donné sujet ausdits advocat et Procureur de Sa Majesté de se lever et de requerir acte de la lecture de ladite Lettre, comme aussi l'enregistrement et execution d'icelle, et que conformement à l'intention et volonté de Sa Majesté y exprimées, lesdits le Febure et Gruel demeurassent eschevins, sur quoy ledit Lieutenant n'auroit rien voulu prononcer, ains auroit dit hautement que ladite Lettre estoit mandiée, et se seroit levé de son siege, ce qui auroit obligé lesdits avocat et Procureur de Sa Majesté de luy faire plusieurs interpellations dobéir aux ordres de Sa Majesté, et de lui protester qu'ils ne vouloient estre complices de sa desobéissance. Nonobstant lesquelles protestations et interpellations, il se seroit retiré sans rien prononcer et auroit refusé de donner acte de ce que dessus audit de Guiton qui lui auroit declaré quil en dresseroit son procez verbal, comme il auroit fait ledit jour 11 du présent mois d'aoust ; ledit procez verbal signé de Guiton. Veu aussi ladite Lettre de Cachet, signée Louis et plus bas Le Tellier, en date du 3 du present mois d'aoust, L'acte dopposition de ladite Dame Duchesse dAiguillon, donné par ledit Lieutenant et expediée par Le Febure son greffier, ledit jour 11 d'aoust, et les causes et moyens de ladite opposition fournis par icelle Dame Duchesse, par lesquels elle remonstre qu'en qualité dEngagiste du Domaine et de gouvernante de ladite ville de Pontoise, elle a droit et est en possession immémoriale de nommer le premier de ses eschevins, lequel droit recevroit attainte, si ladite lettre de cachet s'executoit purement et simplement sans qu'elle s'y opposât. Mais pour faire connoistre son respect et quelle a une obéissance aveugle à tous les ordres et volontez de Sa Majesté, Elle consent que ledit Prevost vicomtal demeure Eschevin et supplie Sa Majesté de trouver bon qu'elle le nomme pour cet effect, comme de fait elle le nomme sous son bon plaisir, et de luy donner acte de sadite opposition aux fins seulement de la conservation de son droict, dans lequel elle sera, s'il plaist a Sa Majesté, maintenue tant pour le présent que pour l'advenir. Et dautant que ledit Gruel n'est pas du corps des marchands et est même greffier de ladite ville, Elle remonstre quil pouroit y avoir de la surprise dans l'advis de sa nomination ; lesdites causes et moyens dopposition signez de ladite dame Duchesse d'Aiguillon. Par tous lesquels actes il appert que par la mauvaise conduite dudit Lieutenant, ladite ville de Pontoise est maintenant sans eschevins et exposée à tous les desordres qui peuvent arriver en semblables cas ; A quoy estant besoin de pourvoir, Le Roy estant en son conseil, a ordonné et ordonne que ledit le Febure sieur de Jouy Prevost vicomtal en garde de ladite ville de Pontoise nommé pour Eschevin dicelle par sadite lettre de cachet, et depuis par ladite dame Duchesse d'Aiguillon en la susdite qualité, ensemble ledit Gruel advocat

pareillement nommé par ladite lettre de cachet demeureront eschevins de ladite ville, enjoint audit Lieutenant de les recevoir et de leur faire prester le serment en la manière accoustumée (à peine de désobéissance et d'interdiction), et de tenir une conduite à ladvenir plus regulière et plus soumise aux ordres de Sa Majesté sur les mêmes peines et de plus grandes, s'il y échet. A donné et donne acte a ladite dame Duchesse d'Aiguillon de son opposition, pour lui conserver le droit qu'elle prétend en qualité d'Engagiste du Domaine et de gouvernante de ladite ville de Pontoise, de nommer son premier eschevin. Et a legard dudit Gruel, Ordonne Sadite Majesté que tandis quil sera eschevin, le greffier de la prevosté vicomtale en garde, fera la fonction de greffier de ladite ville Et sera le present Arrest lut en l'auditoire royal de ladite ville, lAudience tenant, et publié par tous les carrefour dicelle, affiché à ce que personne n'en ignore, et execute selon sa forme et teneur, nonobstant oppositions, appellations et autres empeschemens quelconques, pour lesquels ne sera différé, et dont si aucuns interviennent, Sa Majesté s'est reservé la connoissance en son conseil, et a icelle interdite à toutes ses cours et Juges. Fait au conseil d'Estat du Roy, Sa Majesté y estant, tenu a Paris le 21e jour daoust 1665. Signé Le Tellier.

Louis par la grâce de Dieu Roy de France et de Navarre, Au premier nostre huissier ou sergent sur ce requis, Nous te mandons et commandons par ces presentes signes de nostre main, que lArrest aujourdhuy donné en nostre conseil d'Estat, nous y estans, dont lextrait est cy attache sous le contre scel de nostre chancellerie, Tu signifies a tous qu'il appartiendra, afin quils n'en pretendent cause dignorance ; et fais au surplus pour l'entiere execution diceluy tous autres actes et exploits nécessaires, sans pour ce demander autre permission. Car tel est nostre plaisir. Donne a Paris, le 21 jour daoust lan de grace 1665, et de nostre regne le 23. Signé Louis. Et plus bas, par le roy Le Tellier, et scellé du grand sceau de cire jaune.

Collationné aux originaux par nous sous-signé conseiller, secretaire du roy, maison, couronne de France et de ses Finances. Signé Petitpied.

Plus bas on lit :

Ce jourdhuy xxviie jour d'aoust mil vic soixante et un deux heures de rellevee lassemble de ville tenue devant nous Charles Demonthiers escuyer sieur de st Martin et faicte a sonz de cloche. Le present arrest a esté leu et publie par Me Dessobard huissier ordinaire en ses conseil dEstat et privé dont il nous a requis acte a luy octroyé pour luy servir ce que de raison, apprès quoy avons faict faire et dresser le present procez verbal et acte dassemblee du serment des eschevins les personnes y denommees ainsi quil est mandé par lediet arrest cy attaché. (Sans signature).

(27 août 1665)

Exécution de la lettre du roi. — L'un des échevins nommés demande d'être déchargé de ses fonctions, vu l'état de sa santé et déclare en référer au roi.

Lan mil six cens soixante et cinq le vingt septiesme jour d'aoust heure de deux heures de rellevé nous Charles Demonthiers escuyer seigneur de Saint Martin conseiller du roy en ses conseils d'Estat et privé président et lieutenant de monsieur le bailly de Senlis au siege du baillage ville et chastellenye de pontoise, en consequence de l'arrestz du conseil dEstat du roy du vingt unième aoust dernier a nous signiffié par m^re^ Dessobard huissier ordinaire en ses conseils cejourdhuy mattin sommes transportez appres la cloche de ville sonnée par trois diverses fois en la maniere accoustumee pour faire assemblée en lauditoire royal de ladicte ville ou estoient presents maistre Pierre Demonthiers escuyer seigneur de Saint Martin, conseiller du roy et lieutenant en nostre baillage, m^e^ Pierre Lanquier, conseiller du roy et lieutenant particulier en nostre siege, maistre Nicolas Villot, conseiller du roy esleu particulier en ceste ville, maistre Gabriel Duboys, honorable homme Michel Villot, Guy Riou, Jean Charles, maistre Guillaume Le Cousturier, medecin, Simon Delacoré, maistre Guillaume Duboys,

Tous antiens pairs de lad. ville et aultres habitans d'icelle.

A esté faict lecture dudict arrest par ledit M^re^ Dessobard huissier susnommé portant nomination pour eschevins dycelle ville des personnes de maistre Jean Lefebure escuyer seigneur de Jouy, Clery Saint Liebault et d'Equancourt, conseiller du roy nostre sire président prevost vicomtal en garde de ladicte ville et chastellenie dudit Pontoise et maistre Estienne Gruel advocat aud. Pontoise, apprés laquelle faicte et sur le requisitoire du procureur du roy garny et parlant par ladvocat dudit seigneur avons audit Lefebure faict faire le serment de bien et fidellement exercer et faire la fonction deschevin pendant le temps de trois ans dicelle ville et de nous adviser des assemblees qui se pouront faire pendant ledict temps nous donner advis des ordres qui luy seront renvoyees de la part de sad. majeste adressante aux eschevins de ladicte ville ce qu'il a juré et promis faire, Et quant aud. Gruel à le prester est comparant sur lassignation a luy donnee cejourdhuy qui nous auroit dict quil avoit remonstrance a nous faire, mais comme il estoit greffier de ladicte ville s'estoit ung préalable d'en mettre et nommer ung a sa place avant que passer oultre. Surquoy aurions sur le requisitoire desdicts advocat et procureur du roy ordonné que tant pour la suspition de nostre greffier du Baillage que pour le differend dentre luy et ledict Gruel que maistre Louis Royer procureur a Pontoise fairoit fonction de greffier en cette partye, et a cet effect l'avons commis sans préjudicier toutefois aux droits et proces de nostre greffier et dudict Gruel, ce faict ledict Gruel a declaré publicquement quil receut les ordres et commandements du roy qu'il le recognoist

comme son souverain auquel il appartient de disposer absolument de sa vie et de ses biens mais quil le croit si bon si juste et si equitable quil ne reduira pas le moindre de ses subjectz a limpossibilité ny ledict Gruel a accepter la charge deschevin de ladicte ville de pontoise luy qui depuis cinq années en ca a esté continuellement indisposé et malade est lest encore de present et sera au subject des vertiges et sincopes dont il est continuellement agité comme il sera facille de justifier par rapport de medecins qui lont pensé depuis ledict temps jusque a cejourdhuy Lesquels accident le rendent incapable d'aucune charge et administration publique et luy oste tout affet le pouvoir et la liberte d'aller à la campagne voir à cheval voir en coche estant de plus chargé de femme et de six petitz enffants, desquelles remonstrances il nous auroit requis acte pour luy servir et y estre pourveu par sa majesté et en temps que de besoing est ou seroit delivrer au procureur de Sa Majesté pour y estre pourveu ainsy que de raison.

Surquoy avons audict Gruel donne acte des remonstances cy dessus et renvoyé vers Sa Majesté pour y estre pourveu par elle ainsy que de raison Lequel Gruel aussitot se seroit retiré et sorty hors la chambre *(suit la signature de Gruel).*

Et sur la requisition dud. procureur du roy garny de ladvocat dud. seigneur disons que ledict Gruel fera par provision le serment pour le faict de ladicte charge sans préjudice de ses remonstrances, lequel Gruel a cest effet sera appellé à la diligence dudict procureur du roy dont acte. Ce faict sur le requisitoire desd. sieurs du roy avons maistre Andre Charton greffier de la prevoste en garde nommé par ledict arrest pour faire la fonction de greffier de lhostel de ville pendant le temps de leschevinat dudit Gruel faict faire le service au cas requis et accouttumé Dont acte.

Ont signé : Demonthiers, Roger greffier commis quant à ce.

Et le vingt huictiesme jour daoust audict an 1665 douze heures du matin est comparu ledict sieur procureur du roy vers moy greffier commis quant a ce lequel ma requis lexpedition de lacte cy dessus et appres en avoir entendu la lecture ma declaré que ledict acte n'est redigé dans la verité et quil entend se pourveoir contre icelley tant par inscription de faulx que autrement et ainsy quil advisera et a signé.

Signé : Deslyons.

(14 mars 1666)

Les deux actes qui suivent ne sont pas non plus transcrits sur le registre. Ils font partie des arch. municip., série DD, n° 41. — Les échevins sont autorisés à transiger sur procès avec Gaudron, charpentier, au sujet des réparations des ponts-levis de la ville.

Lan mil six cens soixante six le quatorziesme jour de mars issue des vespres en l'assemblée tenue en la chambre commune de la ville de ponthoise convoquée

a la dilligence des sieurs Eschevins de ladicte ville Devant nous Charles Demonthiers escuier sieur de Saint Martin conseiller du Roy en ses conseils dEstat et privé President Lieutenant de monsieur le bailly de Senlis au siege du baillage ville et chatellenie de ponthoise, ou estoient presens me Picrre Lanquier Lieutenant assesseur audit baillage, Ladvocat de sa maiesté, me Sebastien Gruel, Michel Villot, me Nicolas Villot, conseiller du roy, esleu audit ponthoise, me Charles Demachy, ancien prevost maire, Nicolas Jeufosse, Nicolas Dupré, Gabriel Fredin et adrian Laborde tous anciens conseillers et paires de ladicte ville, a esté remonstré par lesdicts srs Eschevins que Jacques Gaudron charpentier en lad. ville, veut poursuivre lappel par lui interjetté au parlement de la sentence contre luy rendue par monsieur le Lieutenant de ponthoise le cinqe may mil six cens cinquante un ensemble ladicte ville au payement de quatorze cens treize livres qu'il prétend luy estre deubs par ladicte ville, scavoir cinq cens trente livres par lui payez aux collecteurs d'icelles années 1654, 55, 59, 61, 62, 63, 64 et 1665 nonobstant que par contract du septiesme jour de septembre mil six cent cinquante quatre faict entre les sieurs Eschevins d'icelle ville et ledict Gaudron, il aye esté expressément stipullé qu'il ne payeroit annuellement pour touttes tailles et subcistances que vingt solx, et que lad. ville lacquitteroit du surplus, et huict cens quatre vingtz trois livres pour boix par luy fourny pour ladicte ville et ouvrages de charpenterie par luy faicts, ce quoy il nestoit obligé par ledict contract, pour empescher laquelle poursuite ils ont proposé aud. Gaudron de sopir et terminer ledit proces a lamiable le descharger de ce a quoy il estoit condamné par ladicte sentence et de faire un nouveau contract avec luy par lequel ladicte ville sobligera de lacquitter et indemniser pendant sa vie pour touttes tailles et subcistances pour chacun an aupardessus la somme de dix livres tournois a laquelle il demeurera taxé et fixé, Ensemble sa veufve après le deccedder dudit Gaudron (1) aussy sa vie durant moyennant qu'icelluy Gaudron quitte et descharge ladicte ville du payement de ladicte somme de quatorce cens treize livres et qu'il soblige a ladvenir pendant sa vie dentretenir et faire de neuf quand besoin sera pour ce qui concerne les façons de mestier de charpentier seulement les quatre ponts levis de ladicte ville gardefaux vis à vis d'iceux fleiches, bascules, planchettes, moulinets et deppendances et de fournir par icelluy Gaudron pour la somme de vingt livres de bois par chacune année ce qu'ils croient obtenir dudict Gaudron pourvu qu'ils soient autorisez. Surquoy laffaire mise en delibération a esté arresté que pour l'utilité de ladicte ville il sera passé contract par lesdicts sieurs eschevins et ledict Gaudron qui portera ce que dessus, pourquoy faire les dicts sieurs eschevins sont et demeurent autorisez et de consentir l'homologation dudict contract partout ou besoing sera aux frais dudict Gaudron, Deliberé ledit jour et an que dessus signe enfin Chartron, commis par arrest du Conseil d'estat du roy et signe Fredin avec paraphe.

(1) *On lit dans une ligne intercalée :* « mesmes de tous logements de gens de guerre et »

Collationné a loriginal de parchemin et faicte rendu par les notaires au chastelet de Paris soubzsignez lan mil six cens soixante sept le huict septembre.

Signé : Decrespyn, Bicarré.

(14 mars 1666)

Transaction sur procès entre la ville de Pontoise et le charpentier Gaudron au sujet de la réparation des ponts-levis de la ville

Pardevant Gabriel Fredin et Claude Langlois nottaires et tabellions Royaux en la ville et chastellenye de ponthoise furent presens Jean Lefebure escuyer seigneur de Jouy, Ecquancourt et de Saint Liebault conseiller secrétaire du roy maison couronne de France et de ses finances, président prevost vicomtal en garde de la ville et chastellenie de Ponthoise et M^re^ Estienne Gruel advocat en parlement eschevins de la ville de Ponthoise y demeurans auctorisez par acte dassemblee de ladicte ville en date de cejourdhuy present mois et an attaché au present minut pour y avoir recours en la presence et du consentement de François Deslyons escuyer seigneur de Theuville et son procureur a Ponthoise y demeurant d'une part, Et Jacques Gaudron m^e^ charpentier demeurant audit ponthoise dautre part, Lesquelles partyes estoient en proces au parlement, sur lappel interjetté par ledit Gaudron de la sentence rendue par m^r^ le Lieutenant de ponthoise le cinq^e^ mars mil six cens soixante un par laquelle led. Gaudron auroit este condamné a reparer un mois apres ladicte sentence les cinq ponts levis de ladicte ville gardefaux et leurs appartenances et despendances sinon que les sieurs Eschevins de ladicte ville demeureroient auctorisez pour ce faire a ses frais et despens, Le contract faict entre les sieurs eschevins d'icelle ville et ledit Gaudron passé pardevant Pierre Dagneaux nottaire a ponthoise le septiesme septembre mil six cens cinquante quatre declaré nul et resolu et icelluy Gaudron candamné aux despens, Et prétendoit ledit Gaudron non seulement faire infirmer ladicte sentence mais encore se faire payer par ladicte ville de la somme de quatorze cens treize livres tournois, scavoir cinq cens trente livres a quoy nonobstant ledict contract devant datté qui portoit entr'autres choses qu'Icelluy Gaudron ne seroit cottisé aux roolles des tailles de ladicte ville qu'à vingt sols par chacun an, les collecteurs d'icelle ville es années mil six cens cinquante quatre, cinquante cinq, cinq^te^ neuf, soixante un, soixante deux, soixante trois, soixante quatre et mil six cens soixante cinq, l'autoient imposé et contrainct au payement dicelle somme de cinq cens trente livres et huict cent quatre vingt trois livres pour bois fourny par ledit Gaudron et ouvrages de charpenterie par luy faicts pour lad. ville. A quoy il nestoit tenu par le susdit contract, pour lequel proces sopir et terminer, esviter aux grands frais quil auroit convenu faire, ne pouvant dailleurs lad. ville qui ne possedde pas trois cens livres de revenu annuel et est oberée de plus de soixante mil livres payer aucun chose audit Gaudron, ont les dictes

partyes esdicts noms soubs le bon plaisir de la cour faict les accords, transaction et traicté qui ensuivent, Cest a scavoir que ledict proces demeure sopi et terminé sans despens entre icelles partyes, et en ce faisant ledit Gaudron deschargé de tous les ouvrages et autres choses quil estoit obligé de faire et fournir par ledict contract du septiesme septembre mil six cens cinquante quatre Et par ladicte sentence du cinq[e] mars mil six cens soixante un Et ladicte ville quitte et deschargée envers Icelluy Gaudron du payement de ladicte somme de quatorze cens treize livres, En considération dequoy lesdicts sieurs eschevins auctorisez comme dit est, et aux charges cy apres déclarées, ont promis et s'obligent esdicts noms a ladvenir a tousjours pendant la vie d'icelluy Gaudron seulement a commencer cette année de lacquitter et indemniser de touttes tailles et subsistances esquelles il pourra estre imposé en ladicte ville au pardessus la somme de dix livres tournois a laquelle somme de dix livres il demeurera taxé et fixé par chacun an, a la charge que ledit Gaudron sera tenu comme il soblige par ces presentes pendant sadicte vie, et a commencer presentement, dentretenir de toutes façons bien et deument a ses frais et despens les quatre ponts-levis de lad. ville presentement faicts de neuf aux despens dicelle, scavoir deux à la porte du pont, un a celle de Nostre Dame et un a celle dEnnery, ensemble les gardes faux de bois a costé d'iceux, les planchetes, barrieres, moullinets, basculles et poitraux qui sont auxdits ponts proche et hors lesdictes portes en telle sorte que lesditcs ponts levis soient tousjours en bon estat mesme le tout refaire de neuf quand besoing sera, faire tous lesdicts ponts les desseller et sceller, ensemble les basculles et fleiches pour les faire jouer quand il sera ordonné audit Gaudron, Lesquels entretennements de touttes façons seront faictes comme dit est pour ce qui concerne le mestier de charpentier seulement, et a la charge de fournir par ledict Gaudron et a ses frais jusques a la somme de vingt livres tournois de bois par chacune année quy sera par lui employée ausdictes ouvrages, Et quand au surplus du bois qu'il conviendra, il sera fourny aux despens de lad. ville a mesure qu'il en sera de besoing et suivant ladvis que ledict Gaudron sera obligé de donner auxdits sieurs eschevins et a leurs successeurs desquels il sera tenu de tirer certifficat pour chacun an comme il aura employé esdits ponts pour la valleur de vingt livres de bois. Et en cas quil n'en convienne emploi pour vingt livres par chacun an ce qui s'en despendra sera employé par icelluy Gaudron en dautres années. Est stipullé que ledit Gaudron sera tenu de travailler a tous lesd. ouvrages incontinent que besoin sera et quil luy sera ordonné par lesdicts sieurs eschevins avec nombre douvriers suffisant, En sorte que le publicq n'en soufre aucun prejudice a peyne de tous despens dommages et interestz, mesme que le vieil bois quy proviendra desdits ponts et deppendances appartiendra a ladicte ville Lequel bois icelluy Gaudron sera tenu de faire apporter au magazin d'icelle ville a ses frais Et pour rendre le present traicte stable à toujours, les partyes consentent quil soit homologué en la cour des aydes de Paris siege de lEslection de ponthoise, et autres jurisdictions que besoing sera le tout aux frais et despens dudict Gaudron Et a cette fin icelles partyes ont faict et constitué leur procureur

special et general le porteur des presentes auquel ils donnent pouvoir de ce faire et d'en requérir acte, Et sy promet ledit Gaudron faire delivrer a ses despens ces presentes en bonne forme ausdicts sieurs eschevins, Et lequel present contract aura lieu et sortira effect pour la femme dudit Gaudron après sa mort pendant la vie de ladicte femme seulement, En satisfaisant par elle a tout le contenu audit contract, et faisant faire les ouvrages y declarez conformément audict contract, car ainsy a esté faict accordé et stipullé entre lesdictes partyes, promettans, obligeans les dictz s^rs^ eschevins esdicts noms le revenu de ladicte ville, et ledict Gaudron biens renonceants. Ce fut faict et passé en la chambre commune de ladicte ville lan mil six cens soixante six le quatorz^e^ jour de mars après midy, Et ont lesdicts partyes et nottaires signé au minut des presentes suivant lordonnance du roy nostre sire demeure ledit minut es main dudict Fredin. Ensuit le teneur dudict adveu.

Nous reprenons ici la suite des délibérations et actes insérés au registre municipal.

CXXIX

(4 juillet 1672)

Les échevins sont autorisés à s'opposer à toutes mesures que voudrait prendre l'archevêque de Rouen portant atteinte aux droits et privilèges de la ville, en égard au grand vicariat, à l'officialité et à l'archidiaconné de la ville, à l'occasion du synode que l'archevêque doit tenir prochainement à Pontoise.

CEJOURDHUY quatriesme juillet mil six cens soixante et douze en lassemblée tenue en lhostel de ville de ponthoise devant nous Pierre Demonthiers escuyer seigneur de S^t^ Martin president lieutenant general au baillage de lad. ville en presence du procureur du roy a la diligence des sieurs eschevins, et ou estoist M^es^ Philippe Barbier prevost en garde, David Aubery lieutenant assesseur de la prevoste Mairie, M^e^ Jehan de S^t^ Denis president au grenier a sel, Nicolas Dupré marchand, Pierre Thevenot, M^e^ Nicolas Boudant, Jehan Roger, Pierre Duvivier, Nicollas Danneray, Antoine Gruel, Gabriel Brisset, André

Malfuson et Adam Villerval tous anciens conseillers et pairs et habitans de lad. ville, a esté remonstré par lesd. sieurs eschevins quils ont été advisé que Monseigr larchevesque de Rouen doibt venir en cette ville pour y faire le synode et quils craingnent quelque entreprise et nouveauté qui soit préiudiciable aux privileges dont les habitans dud. ponthoise ont jouy et sont en possession de temps immemorial et aultres choses, et ceulx qui sont specifiez en certain acte en forme de requeste accordes et consentis par feu Mr françois de Harlay archevesque de Rouen en faveur de lad. ville et habitans de ponthoize le quinze novembre mil six cens trente, homologue en parlement du consentement dud. seigneur archevesque le trente et un mars 1631 (1) et registré au baillage de lad. ville de ponthoize le second may aud. an, a ce que la Compagnie ayt a rendre sa deliberation sur ce quil est necessaire de faire.

Sur quoy la matiere mise en deliberation a esté arresté que lesdict sieurs eschevins sont et demeurent authorizez en cas que le seigneur archevesque de Rouen veuille faire aulcune entreprise et attente par quelque nouveauté et donne atteinte aux privileges de lad. ville grand vicariat officialité et archidiaconné dicelle dy former telle opposition et empeschement quil appartiendra et se pourvoir ainsi quils verrons bon estre pour la manutention desd. privileges.

Ce fut faict et arresté audict hostel de ville en lassemblée y tenue les jour et an que dessus dont acte.

Suivent les signatures de Le Tellier, P. Fournier, Jean Soret, F. Barbier, Aubery, de Saint Denis, J. Dupré, Boudault, Duvyvier, Roger, Dauneray, Thevenet, Gruel, Malfuson, Brisset, A. de Villerval, Demonthiers, Deslions, Truchy.

CXXX

(18 septembre 1672)

Les échevins sont autorisés à faire exécuter les réparations nécessaires à la canalisation de l'eau de Busagny et à résoudre le contrat d'entretien qui a été consenti avec la personne qui en avait l'entretien.

Cejourdhuy dix huictiesme septembre XVIe soixante douze en lassemblée generalle tenue en l'hostel de ville de ponthoise devant nous Pierre Demonthiers escuyer seigneur de Saint Martin conseiller du roy president lieutenant general au baillage de ponthoise a la diligence des sieurs eschevins de lad. ville et ou estoient Me David Aubery conseiller du roy lieutenant

(1) Voir suprà, p. 51.

particulier assesseur en la prevosté mairie Me Jehan de St Denis president au grenier a sel, Mes Guillaume Dubois advocat Simon de la Coré, Nicolas Jeuffosse, Me Gabriel Fredin, Louis Levasseur, anciens pairs de ville, Pierre Tevenet, Antoine Gruel, Me Simon Lair, procureur Adam Villerval, Christophe Levasseur, Jacques Cuvernon, Claude Gueriteau habitans de lad. ville a été remonstré par lesd. sieurs eschevins que les fontaines dicelle estoient en très mauvais ordre et nayant pas fourny deau depuis plus de six mois au grand prejudice du public ilz se seroient advisez de faire venir dans ladicte ville le sieur Jolly directeur ordinaire du roy et de la ville de paris pour les eaux apres plusieurs prières quils luy en auroient faicte lequel apres la visite quil avoit faicte dez canaux et conduictz des eaux de la ville de ponthoize depuis la source jusqu'en lad. ville auroit recogneu le mauvais estat desd. canaux et quil est tres necessaire de remedier promptement aux deffaux qui sy sont trouvez et pour cet effet auroit proposé aud. sieurs eschevins de destituer celui qui jusqu'a present a este gaigé de la ville pour entretenir lesd. fontaines et presenté a sa place le nomme (1) homme capable qui se contentroit des mesmes gaiges que le precedant avaii lequel il n'auroit jugé capable de conduire les fontaines, et en second lieu quil estoit necessaire de faire la reparation desd. deffaire et restablir lesd. canaux en bon estat, Laquelle reparation seroit faicte par led. (1) en lui donnant par chacun jour trois livres a ce que la compagnie assemblée ayt a rendre son advis sur lesd. propositions mesme sur ce que le sieur Porlier propriétaire de la de la maison de Bezagny demandoit la permission de faire planter une allee et contr'allee d'arbres tilleurs dans le patis d'osny et communs de ladicte ville de ponthoise depuis le commencement dud. patis vers ponthoise jusque aux héritages audict sr Porlier en donnant pour reparer lesd. fontaines une somme de trois cens livres.

Surquoy la matiere mise en deliberation a esté arresté que lesd. sieurs eschevins sont et demeurent authorizés de faire faire reparation des canaux des fontaines de lad. ville et les réstablir et remettre en meilleur estat que faire se poura. A ces effect traiter avec led. Ginodel (2) presenté par led. sieur Jolly mesmes pour lentretenement a ladvenir desd. fontaines au lieu et place de Nicolas Auvray qui en a eu cy devant la conduicte, faire resouldre le contract faict avec luy par les eschevins precedant et le poursuivre sils le jugent a propos pour les dommages et intherestz et qui resulteroit du mauvais entretien que led. Auvray en a faict, passer tous actes et contractz necessaires avec ledict, et pour subvenir aux frais quil conviendra faire pour lad. reparation, sont aussy lesd. sieurs eschevins authorizes de faire lever sur les habitans de lad. ville commu-

(1) Le nom a été laissé en blanc.

(2) Ce nom a été écrit beaucoup plus tard ; il semble même être d'une écriture contemporaine.

naultez ecclésiastiques exemptz nobles, non nobles, privilégiés et non privilégiés conformement aux arretz du conseil obtenus sur ce subject jusquà la somme de deux mil livres si len est besoin, demeurent encores authorizés de permettre audict sieur Porlier de faire les plans d'arbres quil demande sur le patis de lad. ville moyennant telle somme quils jugeront a propos pour estre aussy employée a lad. reparation sans que lesd. sommes puissent estre employees et divertyes par lesd. sieurs esehevins a autre usage que pour lad. reparation pour quelque cause et occasion que ce puisse estre.

Ce fuct faict et arresté aud. hostel de ville en lad. assemblee generalle y tenue les jour et an que dessus.

Ont signé Aubery, Ad. Villerval, Jeuffosse, Cuvernon, Fredin, Levasseur, de Saint Denis, Demonthiers, Dubois, Gruel, Thomas, C. Levasseur.

Quelques autres signatures ont disparu avec le papier qui est rongé sur le bord.

CXXXI

(19 février 1673)

Lee échevins sont autorisés à toucher la somme de 2,730 livres en principal et intérêts qui doit être employée à la fondation de bourses au Collège des Grassins, à Paris, en faveur d'élèves nés à Pontoise. — Cette somme provient d'un legs fait par Jehan Cocqueret, docteur en Sorbonne et ancien principal dudit Collège.

Aujourdhuy dimanche dix neuf febvrier xvi^c^ soixante treize de rellevée en lassemblee tenue en la chambre de ville devant nous Pierre Demonthiers escuier seigneur de S^t^ Martin conseiller du roy et president lieutenant civil et criminel de lad. ville au siege du baillage de lad. ville ou estoient presens Jean Cossart escuier conseiller du roy son advocat aud. Pontoise, Yves Deslyons aussy escuier conseiller du roy son procureur aud. lieu, David Aubery conseiller du roy lieutenant assesseur au siege de la prevosté mairie dud Pontoise M^e^ Jean de S^t^ Denis aussi conseiller du roy, son president au grenier a sel dud pontoise.

Sur ladvis donne par François Le Tellier escuier conseiller du roy president prevost maire dudit pontoise Pierre Le Fournier et Jean Soret bourgeois et eschevins a present en charge de lad. ville a ce presens quil y a une somme de

deux mil sept cens trente livres de principal entre les mains du sieur Mortier heritier du sieur Lehoux son oncle a cause de sa femme qui estoit lun des executeurs du testament de defunct Me Jean Cocqueret vivant docteur de Sorbonne comme principal du college des Grassins à Paris. Laquelle somme doibt estre emploiée pour fonder quelques boursiers natifs de lad. ville de pontoise ainsy qu'il est déclaré en plein par larresté dud. testament olographe du XI octobre XVIc cinquante deux ratiffie par acte aussi olographe du XXI may XVIc cinquante cinq au payement de laquelle somme ensemble aux interestz dicelle led. sieur Mortier et consorts sont condamnés par arrest de la cour du VIIe aoust XVIc soixante onze lequel payement se doibt faire entre les mains desd. sieurs eschevins et pour la reception de laquelle susdicte somme principalle et interestz lesd. sieurs eschevins auroient requis de les auctorisez.

Sur quoy la matiere mise en deliberation lesd. sieurs eschevins ou lun diceux porteur du present acte dauctorisation sont et demeurent auctorisez à recevoir lad. somme de deux mil sept cens trente livres de principal ensemble lesd. interetz dicelle et en donner telz acquiz et descharges que besoin sera et pour estre emploiez au desir dud. testament et ratification olographe dudict deffunct suivant lad. deliberation qui en sera faite pour cet effect après la reception dicelle somme et interets les an et jours susdits.

Suivent les signatures de : Letellier, P. Fournier, Jean Soret, Aubery, de Sainct Denis, Jeuffosse, Favee, Fredin, M. Seigneur, Thevenet, Deslions, Cossart, Demonthiers, Duboys.

CXXXII

(25 juin 1673)

(a.) *Autorisation donnée aux échevins d'obtenir des lettres patentes du roi pour établir des taxes sur les vins et autres boissons qui se consomment à Pontoise et au faubourg l'Aumône.*

Aujourdhuy dimanche vingt cinquiesme jour de juin mil six cent soixante et treize issue des vespres, en lassemblee generalle des habitans de ponthoise convocquee au son de la cloche en la maniere accoustumee a la diligence de Me François Letellier conseiller du roy prevost maire et dhonorables hommes Pierre Fournier, et Jehan Soret marchands eschevins dudict ponthoise, et tenue en lhostel de ville dudict lieu devant nous Pierre Demonthiers escuyer sieur de St Martin conseiller du roy et son president lieutenant general au baillage dudict ponthoize a esté remonstré par lesdictz eschevins que ladicte ville ayant

esté surchargée de tailles par le passé, cette surcharge en auroit causé la ruine et la desertion, tant par le nombre daucuns des plus notables desd. habitans qui se seroict exemptez par les charges dont ils se seroist faict pourvoir que par la suitte de la translation de domicile de la plus part des aultres auquel desordre pour remedier il estoit a propos a l'exemple de quelques aultres villes du royaulme, de se retirer vers sa majesté, et de la supplier de bien vouloir permettre, dimposer sur le viu qui se consommeroit annuellement dans les maisons taillables de la ville et faux bourgs y compris Laumosne la somme a laquelle il plaira a sad. majeste et a nosseigneurs de son conseil de taxer par chacun an lad. ville et fauxbourgs, laquelle proposition ouye par Me Jehan Cossart, conseiller du roy et son advocat, et par Me Yves Deslions aussi conseiller du roy procureur, ensemble par Me Jean Denis president au grenier a sel Me Guillaume Dubois, advocat, Simon Lacou, Nicollas Dupré, Nicollas Jeuffosse, Anthoine Favée, Louys Levasseur, Martin Seigneur, Me Anthoine Gruel, Me GabrielBrisset, Me Louys Roger, Me Simon Lair, Pierre Mion, Nicollas Bertrand, Simon Meslinet, Anthoine Fourmont, Jean Picaud, Pierre Thevenet, Nicolas Latreille, Jean Bullot, Jean Charles, Jean Mention, Jacques Boudault, Charles Thibau (?), Jacques Poictou, Jean Destampte, Pierre Bordon, Noel Montigny, Charles Liepvre, Jean Marc, Andre Castillard, Estienne Guerin, Adam Villerval, Pierre Mouchon, Nicolas Pautet, Pierre Laurincoste, Nicollas Compagnon, Simon Boudault, Laurent Apvrillon, Guy Chevallier, Jean Fauvel, Gabriel Trotin, Philippe Le Long et plusieurs aultres tous conseillers et pairs et habitans de lad. ville, ont tous dune commune voix dit que la proposition est bonne et adventageuse à ladicte ville, pourquoy il est necessaire de lexecuter promptement et que leur advis est que lesdictz sieurs eschevins soist et demeurent des a present authorisez pour faire toutes les diligences et poursuittes necessaires affin d'obtenir lettres patentes de sa majesté et telz arretz de reglements quil appartiendra pour lexecution de lad. proposition et pour imposer a ladvenir tant sur le vin que sur aultres boissons qui se conformeront annuellement dans toutes les maisons des contribuables et par les habitants taillables de nostredicte ville et faux bourgs de ponthoize y compris Laumosne auquel resultat et deliberation lesd. srs advocat et procureur du roy ont consenti et adhéré et a leffect de quoy sont lesd. sieurs eschevins authorisez. Ce fut faict et arresté les jour et an que dessus.

Suivent les signatures de : de Sainct Denis, N. Dupré, N. Jeuffosse, Duboys, Favée, S. de Lacoré, Louis Levasseur, Roger, Seigneur, Guillaume Soret, Thevenet, Gruel, Guerin, C. Levasseur, Jean Bapt. Duval, N. Lelcouvette, Fossart, Chevallier, Marc de Jean Carbin, Marc Brisset, S. Lair, M. Villerval, Destampe, Jacque Poictou, A. Mulfuson, Georges Lombard, Demonthiers, Montigny, Trotin, Durant, Henri Delamotte, Pierre Mion, Robert Sauvalle, Jullien Huet, J. Mention, N. Villot, Demonthiers. (1)

(1). M. Demonthiers a signé deux fois.

(b.) — *Il est pourvu à la nomination d'officiers préposés à la garde des portes de la ville*

Ce faict a esté remonstré par lesd. sieurs eschevins quil manque dofficiers en aulcunes des portes de lad. ville scavoir dun capitaine a la porte de nostre dame, et à la porte du pont un capitaine, pour lesquelles places remplir il est a propos dadviser, sur laquelle matiere pris advis, il a esté arresté que les lieutenant et enseigne feront fonction scavoir le lieutenant de capitaine et lenseigne celle de lieutenant esd. portes et que M. Anthoine Gruel, procureur fera a ladvenir la fonction denseigne pour la porte de nostre dame et Martin Seigneur bourgois de celle du pont. Comme aussi que Nicollas More mercier et Anthoine Fourmont hostellier feront fonction de sergent a ladite porte du pont.

Pareillement a esté remonstré que dans le faux bourg de nostre dame il y a manque dun lieutenant pour laquelle place remplir Pierre Mion fera la charge de lieutenant et Guy Chevallier celle denseigne. Lesquelles charges ont esté acceptees par lesdicts Seigneur, Gruel et Chevallier et a cet effect ont preste le serment au cas requis et necessaire comme aussi led. Fourmont. Dont acte.

Ont signé : Chevallier, M. Seigneur, Gruel, Fourmont, Demonthiers.

Inventaire des tiltres et enseignements concernans les biens et revenuz apartenans au colege semynaire de la ville de ponthoise auquel est anexe le bien et revenu temporel de la maladeyre Sainct Lazare dudict ponthoise comme le contiennent les letres patentes du roy nostre sire, desquelles la teneur ensuyt

Henry par la grace de Dieu roy de france et de Navarre a tous presens et a venyr Salut ayant recongnu le bien et la comodite que nos subiectz recoipvent des escolles et coleges establys pour linstruction de la jeunesse mesmement en nostre ville de ponthoise au colege de laquelle il y a sy peu de revenu quil seroict difficile de lentretenyr et daventage quen la maladerye dudict ponthoize il y a peu de malades a cause de hospitaulx et maladerye qui sont des lieux circonvoisins desirant accroistre et augmenter ledict colege Semynaire dudict ponthoise a la suplication des habitans de nostre dicte ville et pour faire cesser les proces et differendz qui se mouvoient pour la nomynation dicelle maladerye nous avons uny et unissons la maladerye dudict ponthoise et revenu dicelle au colege semynaire dudict lieu pour y estre la jeunesse dud. ponthoise et des lieux circonvoisins instruictz, et quant aulx pauvres gratuitement, à la charge toutesfoys que Jehan de faure sieur de la combe gentilhomme ordinaire de nostre venerye a present pourveu de lad. maladerye jouyra pendant sa vye des bastymens ediffices

et pre closture de ladicte maladerye et de la pention de cent escus de revenu comme il a cy devant faict et selon les traictez et accordz faictz entre luy et les habitans de ladicte ville de ponthoise Et qu'advenant le deces dudict de faure lesdictes pentiontz et habitations demeureront estainctz et le tout purement et simplement reuniz audict colege semynaire pour en jouyr par lesdictz habitans et eschevins de ladicte ville pour ledict colege sans que cy apres il soict ou puisse estre pourveu soict en tiltre ou aultrement a ladmynistration de ladicte maladerye ni que le revenu dicelle puisse estre employe en aultres œuvres qu'aux services generaux qui a de coustume destre faict en ladicte maladerye et a lentretenement des malades qui sy presenteront et qui y doibvent estre receuz suyvant les reglemens sur ce faictz; entretenement des bastymens dicelle et dudict colege gaiges et salleres des principal, m^es^ regens et aultres officiers dicelluy qui seront installez audict semynaire, par noz officiers audict ponthoise a la nomynation et presentation desdictz habitans et eschevyns, sy donnons en mandement a noz amez et feaulx les gens tenans nostre grand conseil et a tous aultres noz officiers et subiects faire jouyr de la presente unyon les manans et habitans dud. ponthoise aulx charges et conditions contenues en ces presentes que nous voulons estre veriffiees et registrees car tel est nostre plaisir, nonobstant tous aultres reglemens et ordonnances à ce contraires et toutes lettres de provision que lon pourroict avoir obtenues et que lon pourroict obtenyr cy apres que nous avons declarees nulles et de nul effect deffendons a toutes courtz et aultres nos officiers et subiectz dy avoir aucun esgard comme choses nulles et subrepticement obtenues et lesquelles des apresent comme pour lors et pour lors comme des a present nous avons desroge et desrogeons et aux desrogatoires des desrogatoires et a toutes choses a ce contraires et afin que ce soict chose ferme et stable a tousiours nous avons faict metre nostre scel a ces presentes sauf en aultres choses nostre droict et lautruy en toutes. Donné a paris au moys de janvier lan de grace mil six cens et de nostre regne l'unziesme signe Henry et sur le reply est escript par le roy Ruzé. Visa, contentor le Le Bossu. Enregistrees au registre du grand conseil du roy suyvant larrest ce jourdhuy donne en iceluy a paris le vingtiesme septembre mil vi^c^ ung signe Thielment et scelle sur laz de soye rouge et vert en cire verde ou est emprainct ung roy estant en sa majeste.

Extrait des registres du grand Conseil du Roy

Sur la requeste faicte au conseil par les eschevyns manans et habitants de la ville de ponthoise du xxi^e^ aoust mil six cens ung tendant affin que les lettres par eulx obtenues en forme de chartre pour lunyon de la maladerye de ladicte ville et revenu dicelle au colege semynaire de ladicte ville soient enregistrees et registrees au conseil pour jouyr du contenu dicelles selon leur forme et teneur et deffenses a toutes personnes de les troubler en ladicte unyon,

Veu par le Conseil lesd. lettres du moys de janvier mil vi^c^ contract en forme de transaction dentre Jehan de Faure seigneur de la Combe gentilhomme ordi-

naire de la chambre du roy administrateur de ladicte maladerye et les eschevyns de ladicte ville de ponthoise le xvii[e] may v[c] quatre vingt dix neuf lettres du cardinal de Gondy evesque de paris de l'unyon faicte de ladicte maladerye ou colege et semynaire de lad. ville du xxv[e] aoust an mil vi[c] conclusions du procureur general du roy le conseil ayant esgard a ladicte requeste a ordonne et ordonne que lesd. lettres seront registrées es registres dudict conseil et que lesd. eschevyns jouiront du contenu selon leur forme et teneure a faict inhibitions et deffences a toutes personnes de les troubler et empescher en la jouissance de ladicte maladerye et unyon d'icelle a peyne de tous despens domaiges et interestz. Le present arrest a este mys au greffe dudict conseil monstre au procureur general du roy a paris le cinquiesme septembre mil six cens ung et prononce le vingtiesme jour desd. moys et an ainsi signe Thielement.

Avec lesquelles lettres dunyon et arrest cy dessus transcriptz sont enfilez aultres lettres et pieces assavoir

Ung contract de transaction faict entre Jehan de faure escuier seigneur de la Combe admynistrateur de sainct lazare de ponthoise dune part M[e] Andre prevost notaire et tabellion et anthoine Mesnet bourgeois eschevyns de la ville de ponthoise dautre contenant le delaissement faict par ledict de faure ausd. eschevyns pour le colege semynaire dudict ponthoise de lenthiere admynistration du bien et revenu dicelle maladerye sainct Lazare aulx charges y contenues passe pardevant Jehan Moreau et Pierre Dupré notaire du roy a ponthoise le xvii[e] jour de may mil v[c] quatre vingtz dix neuf signe desd. Moreau et Dupré ;

Une requeste presentee par lesd. eschevyns a monseigneur levesque de paris affin dacorder ladicte unyon de ladicte maladerye et revenu dicelle audict colege semynaire dudict ponthoise respondue le x[e] aoust 1600 signe Baudouyn ;

Ung jugement portant le consentement et accord de mondict seigneur evesque de paris de ladicte unyon dicelle maladerye et revenu dicelle audict colege semynaire de ponthoise datte de lan mil six cens le xxv[e] jour daoust signe *de mandato præfati dicti mei domini parisii episcopi* Baudouyn ;

Ung jugement de main levee donne de messeigneurs les vicaires commissaires commys et deputez par le roy et son grand aumosnier de france sur le faict de la generalle refformation des hospitaulx et maladerye de ce royaulme donnee aulx eschevyns de ponthoise de la saisye faicte a la requeste du procureur du roy du revenu de ladicte maladerye datte du dix neufviesme mars mil six cens deulx signe Daussainctz et scelle en placat en cire rouge ;

Ung aultre jugement de main levee donne par les juges ordonnez par le roy en la chambre de la charité crestienne seant a Sainte croix de la bretonnerye a paris le douziesme mai mil six cent sept signe Lamy ;

Une requeste presentee par les eschevyns de ladicte ville de ponthoise ausd. seigneurs de la chambre de la charite chrestienne ;

Un jugement donne au prouffict desd. eschevyns de ponthoise par lesd. seigneurs juges ordonnez par le roy en la chambre de la charite chretienne a paris par lequel ilz auroient ordonne que ledict jugement de mainlevee dudict

douziesme may vi^e^ sept seroict execute selon sa forme et teneur datte du vingt deulxiesme decembre mil six cens neuf signe Lucas ;

Toutes lesdictes pieces cy dessus remyses et encloses en une boiste de fer blanc.

Une coppie non signee contenant le reglement et police du colege de ponthoise faict par noble homme m^e^ Jacques Demonthiers seigneur de boisroger lieutenant pour le roy audict ponthoise datte du quatriesme may mil v^e^ soixante quatre Malfuzon lors greffier ;

Ung inventaire des tiltres et enseignemens du revenu temporel de sainct Lazare de ponthoise faict a la requestre du procureur du roy audict ponthoise et Jehan le Faure admynistrateur dud. s^t^ Lazare datte du septiesme jour de juillet mil v^e^ quatre vingtz seize signe Turpin greffier du baillage ;

Ung aultre inventaire en papier non signe des tiltres et papiers contenans le revenu de ladicte maladerye Saint Lazare de lomosne lez Ponthoise anexé au colege dud. ponthoise ;

Un papier en forme de terrier couvert de parchemym passe devant Gerard le Dru et pierre Moreau notaires du roy a ponthoise par plusieurs particuliers tant de Lomosne ponthoise Ennery que aultres lieux circonvoisins de droictz et cens et aultres droibtz seigneuriaulx deubz a ladicte maladerye datte par le premier feulliet du recto du quatriesme jour de may mil v^e^ quarante cinq et en la fin dicelluy du troisiesme jour de decembre mil v^c^ cinquante quatre signe Le Dru et Moreau ;

Cinq tiltres faisans mention que le maistre et admynistrateur Sainct Lazare a droit de prendre chacun an le jour Sainct Remy sur lœuvre et fabricque Sainct Ouen la somme de vingt cinq solz parisis ;

Le premier est une sentence donnee soubz le scel du chastelet de paris le jeudy onziesme jour de may mil quatre cens quatre vingtz six au prouffict de messire Nicolle de Serisfontayne m^e^ et admynistrateur Sainct Ladre lez ponthoise demandeur dune part contre Guillaume Le febure dict de poissy et pierre Henry marguillier de lœuvre et fabricque Sainct Ouen signe Lienard ;

Le second est une commission donnee dud. sieur prevost de paris sur lexecution de ladite sentence dattee de lan mil v^c^ sept le xxxi^e^ et dernier jour de janvier signe Renyer ;

Le tiers est une sentence donnee au siege de la prevoste de la ville et chastellenie de ponthoise lan mil quatre cens vingt sept le lundy dernier jour de juing signe Certain au prouffict de m^e^ Pierre Dupont m^re^ de St Ladre contre lesd. marguilliers de leglise St Ouen pour lesd. xxv sols de rente appelle la maille Sainct Ladre ;

Le quatriesme est ung contract de transaction passe soubz les sceaulx royaulx de ponthoise par devant Jehan Raffet clerc le premier jour de juillet mil v^c^ et neuf entre m^e^ Jacques Cossart curé de St Maclou de ponthoise admynistrateur de Sainct Ladre lez ponthoise dune part et pierre de bourlon laisne et Guillaume Julien marguillier de leglise et fabricque Sainct Ouen pour raison desd. vingt

cinq solz tz de rente appelez la maille Sainct Ladre que lesd. marguilliers sont obligez payer et contynuer le jour Sainct Remy.

Le cinquiesme est ung jugement donne au siege et baillage de ponthoise le quinziesme jour de juing mil vc ving ung signe Le Dru entre lesd. marguilliers de leglise Sainct Ouen d'une part et ledict me Jacques Cossart admynistrateur de ladicte maladerye.

Quatre pieces enfilées ensemble les deulx premieres sont declarations baillées au roy pour raison des francqs fiefz et nouveaulx acquestz : l'une par me Henry Pelletost le neufviesme juing mil vc cinquante trois et l'autre par Perot de Ruty me admynistrateur dudict Sainct Lazare et les deulx auttres sont deulx actes de main levee donnez par les commissaires deputez par le roy lung datte du sixiesme may mil vc vingt ung signe Dubreul Dunesmes et Charles et lautre datte du xxiiime may mil quatre cens quatre vingtz dix signe de Poully.

Huict tiltres faisans mention de deux solz parisis de cens et vingt solz parisis de rente sur une maison sise a lomosne rue de Maubuisson.

Le premier diceulx contenant messire Pierre de Ponthoise cure de Sainct Ouen avoir prins a cens de messire Nicolle de Serisfontayne admynistrateur de Sainct Lazare deulx masures entretenans sizes rue de Maubuisson a la charge de deulx solz parisis de cens et vingt solz parisis de rente datte de lan mil quatre cens soixante et treize le samedi tiers jour de juillet signé de Hamenlay et Barthelemy.

Le second est une sentence donne audict siege et baillage de ponthoise le cinquiesme jour de juing mil vc trente quatre signe Malfuzon par laquelle Nicolas de Sainct Estienne est condamné payer lesd. II solz de cens et xx sols parisis de rente.

Le tiers est une aultre sentence donne au siege et prevosté en garde de ponthoise le douziesme mars mil vc trente huict signe de Launoy et Thibault au prouffict de me Henry Peltot admynistrateur St Ladre contre Nicolas de sainct Estienne pour raison dudict cens et rente.

Le quatriesme est une auttre sentence donnee pour raison dudict cens et rente au prouffict dudict Peltot contre messire Richard chevalier Jehan de Lespine et aultres dattée du vingtiesme novembre mil vc quarante signe Thibault.

Le cinquiesme est une aultre sentence donnee aud. siege de prevoste en garde de ponthoise au profict dudict Peltot contre Jehan Debray Noel de Clerville et Nicolas de Sainct Estienne pour raison desd. cens et rente le xviie jour de mars mil vc quarante trois signé Bernard.

Le sixiesme est ung tiltre nouvel passe pardevant Pierre le Vasseur et Ferry Gueriteau noteres a ponthoise le septiesme mars mil vc quarante quatre par Nicolas Buchet au prouffict dud. admynistrateur desd. deulx solz parisis de cens et vingt solz parisis de rente signe Gueriteau et le Vasseur.

Le septiesme ung aultre tiltre nouvel passe pardevant Pierre Moreau et Ferry Gueriteau notaires par messire Fiacre le Pelletier et Fiacre Goufart cardeurs

au profict dud. Pelletot admynistrateur desd. deulx solz de cens et xx solz de rente le second jour dapvril mil vc cinquante ung signe Cherouise.

Et le huictiesme est une sentence donnee au prouffict dudict pelletot admynistrateur contre Jehan le Roy et Pierre Dardel pour raison desd. vingt solz parisis de rente dattee du xe decembre mil vc cinquante deulx signe Gervais.

Sept tiltres faisans mention de quarante huict solz parisis de rente done a ladicte maladerye Sainct Lazare sur la maison de la pye size a lomosne.

Le premier est ung contract de prinse a rente faict par Raoult Doussieres et Pierette sa femme de Guillaume Paillou dune maison et lieux siz a lomosne moyennant quarante huict solz parisis de rente chacun an aulx quatre termes datte du treiziesme jour de novembre mil quatre cens soixante et ung signe Petit.

Le second est une sentence donne au prouffict dudict Paillou contre Thomas de Ver lan mil quatre cens soixante dix sept signe J. Estaurat.

Le trois est une aultre sentence donne au prouffict de Nicolas de Geufosse contre Henry Evain lan mil vc et neuf le troisiesme jour daoust signe Du Plessier et scelle.

Le quatriesme est une autre sentence donnee au prouffict de me Jacques Cossart admynistrateur contre ledict Henry Evain.

Le cinquiesme est ung tiltre nouvel passe devant Symon Dupre notaire a ponthoize le vingt quatriesme jour de mars mil vc soixante huict signe S. Dupre et P. Levasseur.

Le sixiesme est une sentence donne au siege de balliage de ponthoise le trentiesme décembre mil cinq cens quatre vingtz trois au prouffict de Jehan de Favre admynistrateur contre Pierre Breuslyer et sa femme signe Baston.

Et la septiesme est une aultre sentence donne audict siege de balliage au profict des religieux du couvent des mynymes contre Baptiste Panye Pierre Breuslier et sa femme le septiesme febvrier mil cinq cens quatre vingt douze signe P. Levasseur.

Trois auttres tiltres faisans mention de deulx solz six deniers parisis de cens et douze solz parisis de rente sur une maison et lieux size rue Sainct Ladre.

Le premier est ung contract de prinse a cens et rente passe a ponthoise le dix neufiesme jour doctobre mil quatre cens soixante et unze signe de Riou par lequel apart Jehan Héry avoir prins de messire Nicolle de Seriffontaine admynistrateur une maison masure court jardin et lieu siz rue Sainct Ladre moyennant deulx solz six deniers parisis de cens et treize solz parisis de rente.

La seconde est une sentence donne au siege de prevoste mairye de ponthoise au prouffict de mre Henry Pelletot admynistrateur contre Pierre Besnard et Charles Besnard le lundy troisiesme febvrier mil cinq cens quarante deux signe de Cambronne.

Et la tierce est ung tiltre nouvel passe pardevant Pierre Vasseur et Ferry Gueriteau notaires le vingtiesme jour de novembre mil cinq cens quarante cinq par Loye de Bourbon au prouffict dudict Peletost.

Iddem ung tiltre nouvel ou sentence donnée au siége du Bailliage a ponthoize le quinziesme jour de may mil cinq cens soixante dix neuf au prouffict de Jehan de Faure contre mᵉ Pierre Cossart et sa femme pour raison de XVIII deniers parisis de cens et dix huict sols six deniers parisis de rente sur une maison et lieu sis a lomosne.

Idem ung contract de prinse à cens et rente faict par Jehan de Bottes de messire Jehan Regnault mᵉ de Sainct Ladre dune court jardin cave et lieu size rue Sainct Ladre a deulx deniers parisis de cens et seize sols parisis de rente datte de lan mil quatre cens quatre vingtz signé Alix.

Idem ung aultre contract de prince a cens et rente faict par Pierre Noel et Messire Nicolle de Seriffontayne dune masure court jardin et lieu size a Lomosne rue Saint Ladre moyennant deulx solz parisis de cens et huict sols parisis de rente dotté du XVIᵉ apvril mil quatre ans quatre vingt trois signe Alix.

Idem quatre tiltres faisans mentions de douze deniers parisis de cens et onze sols parisis de rente sur une maison et lieu size à lomosne.

Le premier est uue sentence donnee au prouffict de mᵉ Henry Pelletost admynystrateur contre Pierre Mennecier le quatorzieme jour de mars mil vᵉ trente huict signé signé Thibault.

Le second est une aultre sentence donnee au prouffict dudict Pelletost contre meesire Richard Pelletier prestre le XVIIIᵉ jour de mars mil vᵉ quarante trois signé Gervais.

La tierce est ung tiltre nouvel passé devant Pierre Moreau notaire le premier jour doctobre mil vᵉ cinqᵗᵉ ung signé Cherouise et scelle par Charles de Milly et Catherine Gobdet veuve de feu Alexandre de la Fontayne.

Et la quatriesme est ung contract de transaction et Bail a cens faict par mᵉ Henry Peltost a Michel Jehan passe par devant Pierre Moreau notaire a Pontoise le vingt quatriesme jour doctobre mil cinq cens cinquante trois signé Moreau, avec lesquelz sont enfilez trois aultres pièces de renonciaons antiennes.

Idem ung tiltre nouvel passe par Guillaume de Glatagny et Michel de Glatagny au profict dùdict Pelletost pardevant Gerard le Dru et Pierre Moreau notaires le XVIᵉ jour de mars mil vᵉ cinqᵗᵉ signé Cherouise comme detempteurs d'une maison size à lomosne de six deniers paraisis de eens et quatre solz parisis de rente d'une granche court et jardin siz en la grande rue de Lomosne de quatre solz parisis de cens, et dune aultre maison size rue de maubuisson deux solz parisis de cens et vingt solz parisis de rente.

Idem une prinse a cens faicte par Jehan Santerre de mᵉ Henry Pelletost admynistrateur de vingt huict piedz de large de terre sur le chemyn du roy dune piece de terre et de la largeur de la maison et lieu apartenans aulx enfans Guillaume Besnard dict de Bloix siz à Lomosne moyennant douze deniers parisis de cens et douze solz parisis de rente passe pardevant Pierre Levasseur et Anthoine Dabye notaire a ponthoise le XVIᵉ jour de mars mil vᶜ quarante deulx signé Levasseur et Dabye.

Idem ung contract passe pardevant Olyme Francoye tabellion a Ponthoise

le douziesme jour de mars mil quatre cent soixante douze cent contenant Jehan Georget avoir print a rente de me de St Ladre deulx masures entretenant ensemble sizes rue Saint Ladre moyennant vingt quatre solz parisis de rente signé Petit et scellé.

Idem deulx tiltres enfilez ensemble le premier passe devant Pierre Le Vasseur et Anthoine Dabye, notaires à ponthoise le xxvie jour de mars mil vc quarante deulx contenant Olyvier Ratier avoir prins a cens dudict Pelletost admynistrateur vingt huict perehes de masure et friche siz joingnant le cloz des Malades moyenant douze deniers parisis de cens et huict solz parisis de rente non rachetable signe Le Vasseur et Dabye.

Le second est une sentence donnee au prouffict dudict Pelletost contre Nicolas Bessin et sa femme paravant veufve dudict Olyvier Ratier par laquelle ilz sont condamnez a payer III s. parisis de cens et quatorze solz parisis de rente dattee du xxviie novembre mil vc cinquante trois signé Charton et Crespin avec une sentence donnee au profict de me Jacques Cossart contre Philipot Doussan le xviiie jour dapvril mil vc vingt ung.

Idem une sentence donnee au profict dudict Pelletot contre Charles Lamy le samedy vingt deuxiesme jour de mars mil vc quarante trois signé Edouard pour raison de douze solz parisis de rente ;

Idem ung constract de prinse a cens faict par Gilles Le Compte et Perette sa femme et messire Jean Villard me de Sainc Ladre dune maison et scelier siz rue St Ladre a deulx deniers maille de cens et dix solz tournois de rente dattee de lan mil quatre vingt neuf signé Jaenne.

Idem une sentence donnee au siège et prevosté en garde de Ponthoise le quatriesme jour de novembre mil vc cinquante trois signee Gervais et scellee au profict dudict Pelletot contre Jehan Mymerer fils de Pierre Mymerer par laquelle comme detempteur dung jardin et estables a pourcaulx siz rue de Maubuisson et est condamne payer douze deniers parisis de cens et six solz parisis de rente.

Idem ung tiltre nouvel passé pardevant Gerard le Dru et Pierre Moreau notaires le xe jour de novembre vc quarante cinq signé Le dru par lequel Thomas le Clerc et Guillemette veufve de Jehan Vrain comme detempteurs dune maison et lieuz size a lomosne sont obligez payer audict Pelletot audict nom huict deniers parisis de cens et six solz parisis de rente.

Idem un contract de prinse a cens faict par Jehan de Varennes de me Pierre Dupont me de Saint Ladre dune masure jardin et caveau seant a lomosne XII deniers parisis de cens et six solz parisis de rente datté du xxie jour de Juing mil quatre cent vingt sept signe Geufosse.

Idem une sentence donnee au proffict des religieux mynymes contre Philippe Treslin le xxve jour de juing mil vc quatre vingt treize signe Baston par laquelle ledict Treslin comme detempteur de la maison et lieu y déclare est condamné payer II sols parisis de cens et XII sols parisis de rente.

Idem ung contract de prinse a cens et rente faict par Jehan Reynault mareschal de me Jacques Cossart me de Sainct Ladre de deulx masures jardin et lieu siz a

lomosne tenant a l'hostel Sainte Barbe, moyennant XVI deniers de cens et XII solz parisis de rente et trois quartiers de terre derrière icelles a huict deniers parisis de cens et douze deniers parisis de rente dattee du XVII^e mars mil V^c et sept signe Alix.

Item uny aultre contraét de prinse a cens et rente faict par Colin contre de messire Jehan de Chaviguy dune masure et jardin size rue S^t Ladre a XII deniers de cens et VIII sols parisis de rente dattee de lan mil quatre cens et neuf ;

Item ung tiltre nouvel passe pardevant Jegay Alix tabellion le XV^e jour de febvrier mil quatre cens quatre vingt dix huict par Michel le Clerc au profict de m^kre de S^t Ladre comme detempteur dune masure court et jardin siz a lomosne rue S^t Ladre charge de II s. parisis de cens et VIII solz parisis de rente ;

Ilem ung bail a cens faict par Jehan Pasté m^e de s^t Ladre de ponthoise a Jehan Florent dune maison terre et lieu siz a Lomosne a III s. parisis de cens et XXX s. parisis de rente datte de lan mil trois cens puarante neuf avec lequel est la ratiffication par monseig^r levesque de Paris dattee de lan mil trois cens quarante neuf du XXX^e jour de janvier.

Item ung contract de prinse a cens faict par Eustache Millet et Mahault sa femme des m^es frère et sœur de S^t Ladre pres Ponthoise de deulx maisons de ung courtil siz à tomosne rue S^t Ladre moyennant XII deniers parisis des chefs cens et XXXII s. parisis de rente dette de lan mil III^c XXXIX le Vendredy XXX^e juillet.

Item une aultre prinse a cens faict par Blanc le Commis de Ponthoise et Jehanne Delacour sa femme des m^es frère et sœur de S^t Ladre dune moictié de maison et lieu size a lomosne rue S^t Ladre a III deniers parisis de cens et XXII s. VI deniers tournoi de rente dattee de lan mil trois cens dix le mercredy devant la Magdalaine ;

Item ung contract de ren^on faict par Guillaume Thomyn au prouffict de Baptiste Gerbault a la propriesté dune mayson court et jardin siz a lomosne en la ruelle qui mayne a S^t Oueu datté du XXVI^e janvier V^c trente signe Roffet.

Item ung tiltre nouvel passe par Guillaume Thomyn au prouffict de M^e Jacques Cossart M^e de S^t Ladre de x s. parisis de cens sur une mayson et lieu ou souloict pendre pour enseigne s^te Catherine dattée du VII^e may mil VI^c trente signé Raffet et Levasseur.

Item ung tittre nouvel passe par Jehan Boullet et Jehan Mauroy marguillier de leglise Sainct Ouen comme detempteurs de propriestés d'une maison et lieu size rue de Maubuisson charger vers S^t Ladre de VII s. parisis de cens et vingt cinq solz parisis de rente datte du second jour de juillet mil V^c cent quatre vingt onze signe F. Dupré.

Item une sentence donnee au prouffict de M^e Jacques Cossart contre Jehan de Glatagny comme detempteur dune maison et lieu size a lomosne tenant a lhostel de lescu de Bretaigne est condamne payer VII sols parisis de cens et quatre solz parisis de rente dattée de XXVII^e apvril mil V^c vingt quatre signe Thibault.

Item quatre tittres enfilez ensemble le premier passe pardevant Pierre Orage et Jehan Belin notaires au chastelet de Paris le mardi XXXI^e mars mil III^c IIII^xx XIX

avant pasques par Nicolas le Paultre comme detempteur de proprietes de deulx maisons entretenans siz a Lomosne qui feurent pres de Prichot lune faisant le coing de la ruelle de Maubuisson et lautre masure appelée le four Ladre chargées de VIII s. parisis de cens et de XVI s. parisis de rente, le second est une sentence donnée au siège de prevosté en garde de Ponthoise le second jour doctobre mil cinq cens dix par laquelle Baptiste de Grignellec comme detempteur desdictes deulx maisons est condamné payer lesdicts huict solz parisis de cens et seize sols de rente signé Roffet.

Le tierce est une aultre sentence donnée au siege de bailliage le troisiesme juilliet mil v^c^ trente quatre signe Malfuzon par laquelle Michel Saulnier comme detempteur des propriétés des deux maisons est condamné payer lesdicts huict solz parisis de cens et treize solz parisis de rente.

Et la quatriesme est ung tittre nouvel passé par Nicolas Tiphaine comme detempteur de ladicte maison desdictz huict sols parisis de cens et seize solz parisis de rente dattée du XVIII^e^ jour doctobre mil cinq cens cinq^te^ cinq signé Moreau et Guériteau.

Item une sentence donnée entre les eschevyns de ponthoise et le prieur Sainct Pierre dudict lieu par monsieur le lieutenant dudict ponthoise le quinzième jour de juillet mil six cens unze signe Vatherie par laquelle est dict que la teneure censeresse de la maison sainct martyr ensemble et lieu y declarez demeurera au colège dudict Ponthoyse.

Item une sentence donnee au profict de M^e^ Henry Pelletot admynystrateur contre Pierre Julien le quatorziesme jour de novembre mil cinq cens cinq^te^ deulx signé Charton par laquelle ledict Julien comme détempteur de la maison du Dauphin size a Lomosne est condamné payer dix huict deniers parisis de cens et seize solz parisis de rente pour le derrière dudict lieu appelle la fourière et dix huict deniers parisis aussi de cens pour le devant avec une aultre sentence donnée contre la veufve Charles Courthois le premier jour de mars mil cinq cens dix sept signe Muterne.

Item une sentence donnee soulz le scel du chastelet de Paris le XVIII^e^ juing mil quatre cens soixante quatorze signe Tortis au prouffict de messire Nicolle de Serisfontayne admynystrateur contre Adenet Reynart comme detempteur et propriétaire dune maison et lieu size en la rue de Lomosne ou souloict pendre pour enseigne lescu de Bretaigne avoir este condamne payer cinq solz parisis de cens ;

Item ung contract de vendition faict par Pierre Rousseau et Guyot Gronlart de deulx mazures court cave jardin et lieu size a Lomosne tenant dun coste à lhostel de lescu de Bretaigne a la charge de douze deniers parisis de cens et six solz parisis de rente vers sainct Lazare passe par devant Jehan Roffet clerc tabellion le vingt ungniesme jour de janvier mil cinq cent et deulx signé Roffet.

Item ung tiltre nodvel passe par devant Pierre Levasseur et Anthoine Dabye le quatriesme jour de may mil v^c^ quarante cinq contenant Pierre Mignières le jeune comme detempteur dung jardin contenans dix perches cloz de murs sis a Lomosne tenant a lhostel de la fourière estre oblige de payer six deniers parisis de cens et six sols parisis de rente ;

Item ung contract de prinse a cens et rente faict par Michault Julien et messire Nicolle de Serisfontayne de trois masures sizes a Lomosne en la rue de labbaye moyennant deulx solzs parisis de cens et trente solz parisis de rente dattée du vingt neufviesme mars mil quatre cens soixante douze signé de Riou.

Item une sentence donnee au prouffict de Me Jacques de Cossart contre Jehan de Normandye le dixiesme decembre mil cinq cens dix neuf signe Thibault par laquelle ledict de Normandye est condamné payer dix solz parisis faisant moictie de xx s. parisis de rente sur une maison et lieu size a lomosne pres lescu de Bretagne.

Item ung contract passe pardevant Olyvier Francoys le xiiiie jour de febvrier mil quatre cens soixante douze signe Petit contenant Michault Julien avoir prins a cens et rente deux arpens de terre seent près la carriere de Saint Ladre a seize deniers parisis de cens et une myne dorge par chacun an.

Item ung contract de bail a cens faict par Jehan de Faure admynystrateur a Pierre de la Fontayne dung trou estans soulz les terres de ladite maladrerye joingnant la maison dudit de la Fontayne sis au hault de lomosne du costé de ladicte maladrerye contenant deulx perches de longueur et une perche de largeur a un denier parisis de cens ledict contract passe pardevant Paoul Levasseur notaire le tiers jour de may mil vc quatre vingt.

Item ung aultre contract de bail a cens faict par ledict de Faure a Nicolas Hue de dix perches de terre sizes au levant lencloz dicelle maladrerye a prendre du coste de Nicolas Mercier moyennant dix deniers parisis de cens et ung escu sol de rente fonciere par chacung an par contract passe par devant Jacques Derin et Paoul Le Vasseur notaires le vingt troisiesme janvier mil vc quatre vingt et quatre signé Derin et Le Vasseur.

Item ung aultre contract de bail a cens faict par ledict de Faure a Nicolas Mercier tixerand en thoiles de dix perches de terre sizes devant lhostel de ladicte maladrerye moyennant dix deniers parisis de cens et ung escu de rente fonciere par contract passé par devant Jacques Derin le xxvc jour de septembre mil vc quatre vingt sept signé Derin.

Item ung auttre contract a bail a ceus faict par ledit de Faure à Claude Hastemble de douze perches de terre prinses en plus grand pièce apartenan a ladicte maladerye moyennant douze deniers parisis de cens et ung escu douze solz de rente ledict contract passe pardevant ledict Derin et J. Charles Le Vasseur notaires le xxixe jour daoust mil vc quatre vingt trois signé Derin et Le Vasseur.

Item ung aultre contract de bail a cens faict par Me André Prevost et Anthime Mesnet eschevins à Pierre Besnard dune masure et dung quartier de terre siz derriere au hault de lomosne près St Lazare a douze deniers parisis de cens et un escu vingt solz tz de rente chacun an passé pardevant Jehan Moreau notaire le xviiie jour doctobre mil vic un signé Mesnessier tabellion.

Item un aultre contract de prinse à cens faict par Guerin Garnyer Daunoy de Messire Jehand Gerard me et gouverneur et St-Ladre de demy arpent de terre siz au terroir de St Ladre aboutissant au chemin de la Vacherye a une maille de cens

et II s. VI deniers parisis de rente datte de lan mil Vc quatre cens quatre vingtz dix huict signé H. Pavé.

Item une sentence donnee au prouffict de Me Jacques Cossart, admynystrateur contre Bertherand Renou par laquelle ledict Renou comme detempteur de trois quartiers de terre siz au hault de Lomosne au chemyn qui mayne a Bessancourt est condamné payer seize deniers parisis de cens datte en XIIIIe janvier mil Vc et sept signe Joyer.

Item ung contract de bail a cens faict par Jehan de Faure admynystrateur a Christophes Maignien de dix arpens de terre sablon friche et non valleur siz au terroirs de lomosne pres le croizillon au chemin darbelay moyennant quatre deniers parisis de cens et douze solz parisis de rente pour chacun arpent passe pardevant Andre Prevost notaire a ponthoize le XXXe juillet mil Vc soixante dix neuf signe Prevost.

Item ung aultre contract de bail a cens passé ce mesme jour et an pardevant ledict Prevost notaire par ledict de Faure a Nicolas Thomyn dun arpent de terre sablon friche et non valleur siz audict lieu du Croisillon audict prie de quatre deniers parisis de cens et douze solz parisis de rente par arpent signé Prevost.

Item ung aultre contract de bail a cens passé par devant ledict Prevost notaire le XIIIe jour de septembre mil Vc soixante dix neuf faict par ledict de Faure audict nom à Mc Nicolas Fleurier dun aultre arpent de terre sablon et friche siz en ce mesme lieu du Croizillon moyennant quatre deniers parisis de cens et douze solz parisis de rente pour arpent signe Prevost.

Item une sentence donne au siege de la prevoste mayrie de Pontoise le onziesme jour d'octobre mil cinq cens vingt quatre au profict de Me Jacques Cossart admynistrateur contre Jehan Charles drapier par laquelle ledict Charles comme detenpteur de sept quartiers de pré siz en la prarye de Saint Ouen est condanné payer a ladicte maladrerye deulx solz dix deniers obolle parisis de cens chacun an ;

Item une declaration censuelle passe pardevant Claude de Troyes et Mathurin Bontemps notaires au Chastelet de Paris le vingt huictiesme jour de septembre mil cinq cens quatre vingt treize par Sebastien Banneville tuteur de Marc Picquet, Roch Regnault tuteur de Marye Et Elizabel Lefebure et Jehan Morice tuteur de ses enfans et de feue Isabel Picquet comme detempteurs de cinq quartiers de pré siz en la prarye Sainct Ouen par le pré St Jacques sont obligez payer II s. III deniers de cens ;

Item une sentence donnee au profict de Me Jacques Cossart admynystrateur contre Jehan de Groult le XIIIe janvier mil Vc et six par laquelle led. Degroult comme detempteur de trois quartiers de pré siz en la prarye dEsragny tenant dun coste au pré de la cure Sainct Germain dEsragny daultre au pré de la cure Sainct Onys est condamné payer neuf deniers parisis de cens signé P. Le Vacher.

Item ung contract de prinse a cens faict par Charles Pinson et Catherine Delaplanche sa femme de Me Jacques Cossart admynystrateur de Saint Ladre dune butte contenant douze arpens size hors le pont de Ponthoise moyennant

douze sols parisis de chefz cens chacun an passé pardevant Arnoult Tricot et Nicolas Roffet le xxiiiie jour de mars mil vc vingt sept signé Tricot et Roffet.

Item cinq baulx a ferme faict de ladicte maison et terres size a Sainct Ouen Lomosne appartenans a ladite maladrerye Sainct Ladre ;

Le premier faict par messire Jehan Regnault admynystrateur et Jean Baston datte du xviiie jour daoust mil quatre cens quatre vingt six signé Deleaune.

Le second par Me Henry Pelletost et Jacques Fournyer le trentiesme jour de juillet mil vc quarante trois signé P. Levasseur et Gueriteau.

Le tierce au siége de bailliage de Ponthoise à la requête de Jehan Darthois et Jacques Cuvernon delivre a Pierre Julien le trentiesme jour dapvril mil vc soixante et dix signé Malfuzon.

Le quatriesme aud. siege de bailliage a la requête du procureur du roy du revenu temporel dud. St Ladre délivré a Estienne Fournyer le douziesme décembre mil vc soixante neuf signé M. Charton.

Le cinquiesme est ung aultre bail faict aud. siege de bailliage en lan mil vc soixante cinq le samedy 6e jour de janvier à la requête de Jacques Fournyer, Pierre le Loutre et Guillaume Dampcoignier desd. heritaiges signe Dubail.

Item ung bail faict a M. Jehan Viel curé de Sainct Ouen par Françoys Pellieux et Guillaume Carnel admynystrateur de St Ladre de la montre des dixmes de huict arpens de terre siz au terrouer de Sainct Ouen pres Bouloufosse ;

Item trois baulx de neuf quartiers de pre sis à Mortaigne pres Maubuisson et du droict quilz ont pour la vidange de leurs prez, sur lesd. héritaiges voisins le premier datté de lan mil trois cens quarante cinq le dimanche xxiiie du moys de juillet ;

Le second faict par M. Jehan Regnault admynystrateur a Olyvier Mengier le xe febvrier mil quatre cens quatre vingt quinze signe Alix et scellé.

Et le tiers faict par Me Jacques Cossart a Guillaume Besnard dict de Bloix le septiesme jour de mars mil vc quatre signé Alix.

Item trois aultres tittres enfilez ensemble le premier datté du quatorziesme jour de mars mil cinq cens quarante cinq signe P. Le Vasseur et Malfuzon contre Nicolas Potheron avoir prins a tittre de ferme de Me Henry Pelletost admynystrateur de St Ladre une pièce contenant cinq arpens ou environ size en la prarye de Sainct Ouen ;

Le second datté du tiers jour doctobre mil vc quarante trois signé Le Dru et Moreau contenant ledict Pelletot avoir baillé a tittre de loyer ladicte piece de pré contenant cinq arpens pour le temps et moyennant le pris y contenu ;

Et le tiers datte du vingt deulxiesme mars mil cinq cens cinqte trois signe Moreau, contenant Jehan Marchant et Pierre de Caulx avoir prins a loyer dudict Pelletot lesd. cinq arpens de pré pour le temps et au pris y contenu ;

Item deulx aultres tittres lung datte du xxiiie jour de novembre mil vc vingt cinq signé Tricot et Lanquier contenans Roger Descartes avoir prins à tittre de ferme de Me Jacques Cossart les pièces de terre y declarez sizes au terrouer Despluches aulx charges et moyennant le pris y contenu ;

Et le second datte du xvie may mil vc soixante sept signé Duval contenant Guillaume Dompcoignier et Pierre le Loutre admynystrateurs dud. St Ladre avoir faict bail a ferme audict Descartes desd. terres pour le temps et moyennant le prix y contenu.

Item ung bail faict par les religieux frères mynymes comme admynystrateurs St Ladre à Eme Castillart des terres apartenans à laditte maladrerye sizes au terouer de Lomosne Sainct Ouen et Despluches passé pardevant Symon Dupre et Jacob Le Vasseur, notaires à ponthoise le xviiie jour de juing mil vc quatre vingtz dix signe Dupre et scelle.

Item ung aultre bail desd. terres faict par me David Aubry, Robert Gossart eschevins de la ville de ponthoise, Mathieu Cheron et me Pierre Duvivier proviseur admynystrateur du colege pour neuf ans a commencer du jour sainct Martin dhiver mil vic cinq a Peronne Cheron veufve de feu Pierre Breullaer passe pardevant Andre Prevost notaire le quinziesme jour dapril mil six cens quatre signé Mennecier.

Item ung bail faict par me Henry Pelletot a Julien Pelet de sept quartiers de pré en deulx pièces lune contenant un arpent size en la prarye de Maubuisson et l'autre en la prarye de St Ouen datté du xiiie juing mil vc quarante trois signé Malfuzon.

Item ung aultre bail faict par ledict Pelletot a Vincent Bardon desd. prez passé pardevant Pierre Le Vasseur et Ferry Gueriteau notaires le xviie jour dappril mil cinq cens quarante huict signé desd. Le Vasseur et Gueriteau.

Item ung aultre contract de prinse a ferme desd. prez faict par Anthoine Fauconnier de me Jehan Regnault le vingt ungiesme jour de septembre mil vc deux Roffet.

Item deulx contractz enfilez ensemble le premier passé pardevant Jacques Francoys tabellion à Cergy le trente ungiesme decembre mil vic huict contenant Philippe Thomyn avoir cedde et transporte à Jacques Tervinel le droict de bail et avec juridiction qui lui avoict este faict en justice dune masure court cave et lieu sis à Lomosne ou souloict pendre pour enseigne le signe moyennant vingt livres tournois de rente par chacun an.

Et le second passe pardevant Nicolas Dupre notaire du roi à ponthoise le tiers jour de decembree mil six cens neuf signe Enombart commys tabellion, contenant ledit Philippe Thomyn avoir vendu ceddé et au prouffict dudict colege de Ponthoise dix livres tournois faisant moistier desdit vingt livres tournois de rente.

PONTHOISE

Item ung contract de prinse à ferme faict par Denys Pasgnier eslu à ponthoise de Me Jacques Cossart admynystrateur dune arche et lieu size sur le pont de ponthoise vers laditte ville par le pont levys apartenans a ladicte maladrerye moyennant dix solz parisis de ferme et loyer par an passe pardevant Jehan Roffet clerc tabellion le unziesme jour de juillet mil cinq cens et neuf signé Roffet.

Item une sentence donnee au siege du Bailliage de ponthoise au prouffict de Jehan de Fauze escuier admynystrateur a lencontre de Nicolas Fournyer fermier du domayne de Ponthoise le vingt sixiesme jour dapvril mil vc soixante dix huict signe Malfuzon par laquelle led. Fournyer est condamné payer a ladicte maladrerye trois septiers de bled pour trois années darerages dung septier de blé par chacun an deu a ladicte maladrerye sur le domayne dudit ponthoise avec laquelle sont atachez certaines poursuittes faictes contre me Andre Le Cousturier pour les arrerages dudict septier de bled.

Item cinq tiltres enfilez ensemble le premier est une letre obtenue du roy nostre sire commencant par ces motz Ludovicus dei gratia francorum rex et finissant par ces motz Datum parisiensi in parlamento nostro primo julio anno domini millesimo quadragesitesimo octuagesimo secundo et regi nostro uicesimo primo signe per Tamen Guteli er faisant mention dung muy de bled moulture et une myne bled froment deulz chacun an a la maldrerye St Lazare pres Ponthoise par les religieuses abbesse et couvent de Maubuisson sur leur moullin appelle le moullin de bart siz a Ponthoise ;

La seconde est une sentence donnee au siege de prevoste mairye de ponthoise lan mil quatre cens soixante dix le vendredy neuviesme jour de novembre signe Petit au prouffit de messire Nicolle de Seryfontayne me de Sainct Ladre contre Jehan du Liege defendeur par laquelle ledict Duliège est condamne payer et continuer led. muy de ble moulture et une myne de bled froment deu aud. St Ladre sur led. moullin de bart et en trois annees darerages ;

La tierce est une coppie collationné eà loriginal par Gerard le Dru et Anthoine Dabye, notaires du roy a ponthoise le xvie jour d'octobre mil cinq cens trente six dung bail faict par sœur Marye de Montmorency abbesse de leglise et abbaye Nostre Dame la royalle de Maubuisson lez Ponthoise et tout le couvent dudict lieu à Gabriel Langlois musnier de leurs maisons moulin et lieux appellez le moullin de bart siz en Ponthoise en la rue de la Grand Tennerye à la charge entre autres de payer par chacun an au me de Sainct Ladre lez Ponthoise douze septiers de bled moulture et une myne de fourment par chacun an datté du xxvie jour de décembre mil vc trentre quatre ;

Le quatriesme est une sentence donnee au siege de bailliage de ponthoise le vendredy cinquiesme jour doctobre mil cinq cens quatre vingt dix au prouffict des religieux mynymes lors admynystrateurs dud. St Lazare contre la veufve Anthoine Auger et les religieuses abbesse et couvent de Maubuisson pour raison dudict mine de bled moulture et myne de fourment de rente chacun an sur ledict moulin de bart ;

Et le cinquiesme est une aultre sentence donnée au prouffict desdicts freres mynymes contre Jehan le Moyne ayant espouzé ladicte veufve Anthoine Auger le premier jour de juillet mil vc quatre vingt unze neuf heures du matin par laquelle la sentence cy dessus est sur luy déclarée executoire signé Dupré ;

Item six tiltres enfilez ensemble le premier diceulx datte de lan mil trois cens quatre vingt dix neuf le quinziesme jour de mars signé Haire contenant

Jehan Coffye et Jehanne sa femme avoir prins a rente de messire Jehan Gerard me de St Ladre tout ung celier et lieu comme il se comporte appelle le celier Sainct Ladre size a Ponthoise rue de la Coustellerye mouvant dudict Sainct Ladre et oultre moyennant seize solz parisis de cens cotaige ou rente ;

Le second ung decret faict desdicts lieux a la reqte de Me Pierre Dupont pere de Jehan Crespin au nom et commissaire ordonné par Justice au gouvernement de Sainct Lazare datté de lan mil quatre cens trente ung le unziesme jour dapril signé Cogniez.

La tierce est une prinse a cens faicte par Jehan Chardon de messire Nicolle de Sérifontayne me de St Ladre de deux mazures sizes rue de la Coutellerye a la charge de II s. parisis de cens et VI sols parisis de rentre au jour de St Remy d'aultre au lundy VIIe juin mil quatre cens quatre vingt cinq signé Loizel et scellé;

La quatriesme est une sentrnce donnée au prouffict de me Jacques Cossart admynystrateur dudict St Ladre contre Guillaume Pelet et aultres y dénommés pour raison desd. II sols parisis de cens et six sols parisis de rente datté du mardy dixiesme novembre mil cinq cens six.

La cinquiesme est ung contract de bail a rente faict par Nicolas le Cresver a Laurent Thibault dune maison court cave et lieu y declarez a la charge de douze deniers parisis de cens s. III s. parisisis de rente vers St Ladre datte du xve febvrier mil vc dix sept sept signé Roffet ;

Et la sixiesme est un tiltre nouvel et déclaration passé par Me Jehan Malfuzon et Charles Charton tuteur des enfans me Laurens Thibault comme detempteur desdicts lieux chargez desd. II s. parisis de cens et VI s. parisis de rente datté du VIe febvrier mil vc cinqte deulx signe Malfuzon et Cherouise ;

Item deulx pieces enfilez ensemble la première est une coppie de partaige passe pardevant Nicolas Roffet et Arnoult Tricot notaires le XIIIIe febvrier mil vc dix neuf entre Pierre Dufour dune part et Gabriel Dufour d'autre faisant mention que une maison court jardin et lieu size rue de la Tonnelerye de Ponthoise escheue audict Gabriel Dufour doibt chacun an le jour St Remy aud. admynystrateur St Lazare quatre deniers parisis de cens ;

Et la seconde est une sentence donnee au siège de la Prevoste mairye de Ponthoise le XXIIIIe apvril mil vc vingt trois trois signe P. le Vasseur au prouffict de Me Jacques Cossart admynystrateur contre Gabriel Dufour comme detempteur et propriétaire d'une maison et lieu size rue de la Tonnelerye y declarez avoir este condamné payer et continuer lesd. IIII deniers parisis de chefs cens :

Item une sentence donnee au siege de la prevoste mairye de Ponthoise le xe may mil vc vingt quatre signe P. Le Vasseur au profict dudict Me Jacques Cossart admynystrateur contre Guillaume Basser en son nom et administrateur tuteur de Anthoine Baser ssn filz comme detempteur de deulx maisonz sizes rue de la Tonnellerye y déclarez avoir este condamne payer et continuer par chacun an pour chacune dicelles ung denier parisis de cens ;

Item une sentence donnee aud. siege de la prévosté mairie a Ponthoise le lundy XXIIIIe febvrier mil vc vingt signe Balon, par laquelle Guillaume Dargner

est condamné payer à me Jacques Cossart admynystrateur Sainct Ladre VII s. parisis de rente et XII d. parisis de cens sur une maison et lieu sieu size rue des Cyvières et encore VII s. parisis sur masure size aud. lieu y declarez ;

Item deulx aultres tiltres enfilez ensemble lung passe passe pardevant Ferry Gueriteau ntoaire a pontholse le XVIe apvril mil Vc cinquante signe Gueriteau par lequel Me Thomas le Cousturier et Gillette Moxant veufve de Andre le Cousturier comme detempteur de deux maisons et lieux y declarez sizes rue des Cyvières et Charles sestre obligez payer et contynuer XII deniers parisis de cens, XXI deniers parisis de rente et six deniers parisis de cens ;

Et lautre est ung tiltre nouvel passe pardevant Gerard le Dru et Pierre Moreau notaire le XIIIe jour doctobre mil Vc cinqte trois par Gilles Bertheuille, comme detempteur dune maison cave et lieu size rue des Cyvières encore promye payer et contynuer lesd. XXI deniers parisis de rente.

Et ung mynute de contract en papier datte du XXe octobre (1)..... contenant Me Henry Pelletot avoir baillé une maison size rue de cherielle et des Cyvieres contenant deulx corps dhostel a Guillaume le Cousturier et Jehanne Bynard sa femme a VI deniers parisis de cens verz lad. maladrerye St Ladre signedru et Moreau.

Item neuf tiltres enfilez ensemble le premier passé pardevant Jehan Cossart et Nicolas Cossart clerc tabellion a Ponthoise le XXIe febvrier mil quatre cens quatre vingt et unze contenant Pierre Chastel avoir prins a rente de Pierre Reboulle et Perrette sa femme une maison size rue de lezpee dite pied de Gache moyennant XLIIII sols parisis de rente ;

La seconde est une sentence donnee au siege de la prevoste mairye de Ponthoise le XXVIIIe novbre mil Vc quatorze signe du Plessis par laquelle Guillaume Duboys a este condamne payer et contynuer a Perrette Reboulle veuve de feu Nicolas de Geufosse lesd. XLIIII s. parisis de rente.

La tierce est une aultre sentence donnée aud. siège de mairye le XIIIIe febvrier mil Vc dix neuf au au profict de Me Jacques Cossart contre Guillaume Duboys pour raison desd. XLIIII s. parisis de rente ;

La quatriesme est une aultre sentence dounée au profict dudict Cossart contre led. Duboys le XXVIIIe febvrier aud. an pour raison de ladicte rente signé Levasseur.

La cinquiesme est une aultre sentence donnée au siège de prevosté en garde de Ponthoise le XVe jour de may mil Vc XXVIII signé Prieur au profict dudict Cossart contre Jehan Robert de Glatagny pour raison desd. XLIIII s. parisis de rente ;

La sixiesme est une aultre sentence donnee au prouffict dudict Cossart eontre ledict Robert le septiesme jour de septembre audict an mil cinq cens vingt huict pour raison desd. quarantc quatre solz parisis de rente ;

La septiesme est une aultre sentence contre Guillaume Creson le XXVIIIe mars mil Vc trente huict signe Roffet ;

(1) Un blanc remplace le miilésime.

La huictiesme est une aultre sentence donnée contre Jehan Langloix le vingt septiesme juing cinq cens trente neuf signé Roffet.

Et la neuviesme est une aultre sentence donnée au siège du bailliage au prouffict des frères mynymes contre Jehan Cornu pour lesdicts XLIIII sols parisis de rente dattée du XXIe juing mil Vc quatre vingt treize signe N. Dupré.

Item ung contract passe pardevant Jehan de Favache lan mil trois cens trente neuf par Hamiot Mauvoisin par lequel il recongnoist que la maison y declaré size en la rue de Bucherel doibt chacun an aulx frères et sœurs de Ss Ladre V sols parisis de rente ;

Item deulx tiltres le premier est une sentence donne au profict de me Jacques Cossart contre Jehan le Bourguignon le XVIIIa janvier mil Vc sept par laquelle ledict Bourguignon comme detempieur dune maison size en la grande rue près le pothuys est condamné payer XII s. paricis de rente ;

Et le second est une sentence donne au siege de mairye de Ponthoise le XXIIIe febvrier mil Vc et vingt signe Baton par laquelle ledit Jehan Bourguignon a este condamne payer audict Cossart admynystrateur lesd. douze solz parisis de rente ;

Item deulx aultres tiltres le premier est une sentence donnee au siege de mairye de Ponthoise le XXVIIIe jour de novembre mil Vc trente six signe C. Charton au profict de me Henry Peltot admynystrateur contre Jehan Gastinel comme detempteur et propriétaire dune maison et lieu size rue de la grande tennerye est condamné payer et contynuer quatre solz parisis de rente;

Et la seconde est une aultre sentence donnee audict siege le XXIIIe novembre mil Vc cinquante quatre signé Crespin et O. Charton au proffict dud. Pelletot contre Mellon Garson pour raison desd. quatre solz parisis de rente ;

Item six tiltres enfilez ensemble le premyer datte du vingt quatriesme janvier mil cinq cens dix signé Chevalier contenant Jehan Maistre avoir vendu a Casin du Moncel le droict quil avoict dans une maison jardin et lieu size rue de la petite tennerye ladicte maison et lieu mouvant de la maladrerye Sainct Ladre de Ponthoise a deulx deniers parisis de cens ;

La seconde est un aultre contract dabandon faict par Pierre Massue a Ancel Marcassin du droict quil avoict en lad. maison et lieu dattee du XIIIe septembre mil Vc dix signé Alix ;

La tierce est aultre sentence donnee au profict de Me Jacques Cossart admynystrateur contre Jehan Dorvalle et consortz le XXe mars mil Vc seize signé Levasseur et scellé ;

Les quatre, cinq et sixiesme sont trois aultres sentences données au profict dudict Cossart contre Jehan Dorvalle et sa femme et Eustache Marcassin les XXIIe décembre mil Vc XVII, XIIIe apvril Vc XVIII et XXIe juing mil Vc trente signé Roffet et Levasseur pour raison des rentes de ladite maison.

Item deulx tiltres enfilez ensemble le premier est une sentence donnee au profict de Me Jacques Cossart admynystrateur Sainct Ladre contre Jehanne Bardon veufve de feu Jehan de Geufosse le XXVIe may mil Vc vingt cinq pour

raison de huiet deniers parisis de cens et aultres droicts principaux deubz par ladicte veufve sur une maison size rue de la petite tennerye.

Et le second est une aultre sentence donnee audict siege de la prevoste mairye de ponthoise au profict dudict Cossart contre André Descorges le trentiesme jour doctobre mil vc vingt six signé Thibault pour raison desd. huict deniers parisis de cens sur sa maison size rue de la petite tennerye ;

Item un aultre tiltre dattee dt lan mil trois cens quarante sept le mardy quinziesme jour dapvril contenant Pierre la Croix et Deline sa femme, Alips de la Croix et Guyot de la Croix son filz avoir confessé tenyr une maison size à Ponthoise rue de Richebourg mouvant de Guillaume de la Villeneufve a ung denier de chefs cens et de douze sols à St Ladre de Ponthpise;

Item une sentence donnee au siege de la prevosté mairye à Ponthoise le xviiie mars mil vc vingt sept signé P. Levasseur au proffict de Me Jacques Cossart admynystrateur contre Pierre Trotin en son nom et Nicolas Landrin tuteur des enfans Mathieu Landrin pour raison de dix huict deniers parisis de rente sur ung jardin siz rue de Champ Mesnil ;

Item quatre tiltres faisans mention de viii s. parisis de rente sur une maison size au martroy de ponthoise, le premier datte de lan mil trois cens dix huict le mardy apres loctave st Jehan Baptiste contenant Jacques Lavierche et Marye sa femme avoir donné à lhostel St Ladre huict solz parisis de rente sur une maison et ouvrouer séant à Hericquetz.

Le second est ung tiltre nouvel de lad. rente passe par Sandrin Vasse au me St Lazare le xviie jour de febvrier mil quatre cens vingt neugt neuf signé Geufosse.

La tierce est une sentence ponnee au profict de Me Jacques Cossart contre Nicolas Dufour et Catherine Loiyse sa femme le xxiiie juing mil vc dix huict signé P. Levasseur.

Et le quatriesme est aultre sentence donnee au profict de Me Henry Peltot contre Charles Dufour du neufviesme jour de mars mil vc trente six signe C. Charton pour rayson de viii s. parisis de rente.

Item deux tiltres enfilez ensemble le premier est un contract de constitution de la somme de quarente livres tournois de rente faict par Jacques Mazurier le Jeune au profict des eschevyns stipullant pour le colège passé pardevant Paoul le Vasseur notaire le treisiesme aoust mil vc soixante seize signé P. Levasseur.

Et le second est ung contract de transaction passé pardevant Hector Boudault et Yppolyte Turpin notaires le xiie jour de febvrier mil cinq cens quatre vingt dix huict entre Me Andre Prevost, Anthoine Mesnet eschevins de la ville de Ponthoise, Me David Aubry, Jehan Cuvernon prevostz et Me Robert Charton recepveur du colege de ponthoise et Jacques Mazières daultre pour raison de ladicte rente quil promet payer et contynuer et oultre transporter aud. colege quatre escus de rente a prendre sur me Charles Dunesme en faveur duquel est la renonciation faicte par Estienne Mazières et Nicolas Mazières au prouffict dud. Jacques Mazières a tout le droit successif qui leur pouvoict appartenyr par la succession de feue Mathuriue Seigneur leur mère.

Item ung contract de constitution de soixante six solz parisis de rente faict par me Mathurin Prieur procureur et Marye Rosel sa femme audict colège aceptant par me André Prevost et Anthoine Mesnier eschevins, Me David Aubry et procureur commysaire aud. colège passé pardevant Nicolas Dupré et André Le Cousturier notaires à Ponthoise le ve jour doctobre mil vc quatre vingt dix neuf signé Dupré et Le Cousturier.

Item ung contract passé pardevant Symon Dupré et Jacob Levasseur notaires le viie jour doctobre mil vc quatre vingt huict signé Dupré contenant Nicolle Deaubonne veufve de feu Me Robert Duval avoir assigné au colege de ponthoise ung escu ung tiers de rente par chacun an ;

Item deulx aultres pièces enfilez ensemble la premiere est le testament de feu me Jehan Titour vivant Principal du colege datte du huictiesme jour de septembre mil vc soixante dix signé Langloix;

Et la seconde est un contract de delivrance faict audict colege de ponthoise par Michel Savetier ayant le droict des héritiers dudict Titour du leg faict par icelluy Titour passe pardevant P. Levasseur et Jehan Moreau nottaires à ponthoise le xve jour de may mil vc soixante onze signe Paoul Levasseur et Moreau.

Item une senteuce donnée au siège de bailliage à Ponthoise le cinquiesme jour doctobre mil vc quatre vingt dix signé Dupré au profict de Mes Symon Charton et Anthoine Maistre eschevins stipullans pour le colege contre Pierre Honoré en son nom, me David Aubry et Loyes de Machy, Gabriel le Febure et leurs femmes héritiers de feu Radegonde Honoré par laquelle ilz sont condamnez payer et contynuer par chacun an ung escu de rente audict colege.

Item ung contract de donation de trois livres quatre solz tiers deniers tz de rente faict par Me Mathieu Hazard au colège de Ponthoise passe pardevant Jacques Derin notaire à Ponthoise le xxve may mil ve quatre vingt dix signé Derin aprendre sur Jehan Mazieres chauderonnyer.

Item ung contract de cession de transport faict par Me Anamas de Sainct Denys et Catherine Dorvalle femme de Me Nicolas Honoré au colege de Ponthoise de la somme de cinq escus trente trois solz quatre deniers tournois de rente leguez audict colege par Jacob Cuvernon assavoir quatre escus a prendre sur Symon Pennesay et ung escu trente trois solz quatre deniers tz a prendre sur les heritiers feu Michel Tiercelin, ledict contract passé pardevant Nicolas Dupré et André le Cousturier notaires à Ponthoise le xxvie jour de mars mil vc quatre vingt quatorze signe Dupré et le Cousturier ;

Item ung tiltre nouvel passé pardevant Jehan le Vasseur notaire le tiers jour doctobre mil cinq cens soixante quinze par Me Nicolas le Febure procureur au colege de ponthoise de la somme de sept livres dix solz tz de rente par chacun an sur sa maison size rue de la Coustellerye signé J. Levasseur.

Item ung aultre tiltre nouvel passe audict colege par Jehan Charton tenneur de la somme de six escus quarante solz parisis de rente sur une maison size rue de la petite tennerye y déclarée passé pardevant André Prevost notaire le quinviesme jour dapvril mil six cens deulx signé Levasseur tabellion.

Item une coppye de bail a quatre escus de rente faict par Philippe Quentin à Georges Volant dung jardin siz rue des Mareschaux mouvant de Sainct Ladre a trois deniers tz de cens passé pardevant Paoul Le Vasseur notaire le siziesme Febvrier mil vc soixante dix neuf non signé ;

Item deulx tiltres enfilez ensemble le premier est une sentence donnee au siège de prevoste et mairye de Ponthoise le onziesme febvrier mil vc vingt neuf par laquelle Fleurye Dazenée veufve de Guillaume Girault, Jehan Lamy le jeune et Guillaume Briset comme deptempteurs et propriétaires dune maison jardin et lieu assis a la foulerie avoir este condamnez payer a ladmynystration sainet Ladre trois deniers parisis de cens et deux solz parisis de rente ;

Et le second est une sentence donnée au prouffict dudict Sainct Ladre contre Henry Girault et Gilles Berard le vingthuictiesme jour doctobre mil cinq cens quarante six signe V. Charton pour raison dudict cens et rente ;

Item six tiltres enfilez ensemble faisans mention de quarante solz parisis de rente deulz sur une maison court jardin et lieu siz rue de la Savaterye dudict Ponthoise ; le premier qui est un contract de prinse a rente faict par Denye Boutot de Estienne Lorier dung petit jardin et lieu size rue de la Savaterye moyennant onze sols tz de rente datté du quatorziesme febvrier mil cinq cens quatorze signé Roffet.

Le second est une aultre prinse a rente faict par Pierre Trotin dudict Estienne Lorier dung jardin contenant quatorze piedz de large siz rue de la Savaterye moyennant vingt solz parisis de rente par an datté du vingt huictiesme novembre mil cinq cens et seize signé Roffet et Alix ;

Le tierce est ung contract de vendition de quarante solz parisis de rente faict par Thomas Lorier et Helaine Lorier à Pasquier Langloix le treiziesmc juilliet mil cinq cens vingt sept signé Roffet et Tricot.

Le quatriesme est une aultre sentence donnee au siege de la prevoste mayrie a ponthoise le dixhuictiesme jour doctobre mil cinq cens vingt neuf signé Le Vasseur par laquelle Pierre Camus comme propriétaire dudict jardin a este condamné payer audict Langloix lesd. quarante solz parisis de rente ;

Le cinquiesme est une aultre sentence donnee en la prevosté en garde de ponthoise le xxve jour doctobre mil cinq cens trente cinq contenant(1) ... Beliart avoir este condamné *(payer)* à la veuve Jehan Langlois comme detempteur dune maison jardin et lieu siz a la Savaterye lesd. quarante solz parisis de rente ;

Et le sixiesme est ung aultre tiltre nouvel passé pardevant Jehan Malfuzon notaire le qnatriesme jour de decembre mil cinq cens cinquante deulx par Benoist Pelletier de ladicte rente de quarante solz parisis comme deptempteur de ladicte maison et lieu qui fût Jehan Beliart signe Cherouise.

Item deulx aultres tiltres enfilez ensemble : le premier passe par devant André Le Cousturier et Ypolitte Turpin notaires du roy à Ponthoise le neufviesme jour de juillet mil cinq cens quatre vingt quatre signé Le Cousturier et

(1) Un mot a été laissé en blanc sur le texte.

scellé contenant Perrette Lanquier veufve de feu mᵉ Symon Bredoulle en executant le vacance dudict deffunct avoir constitué et assigné au colege de Ponthoise quatre livres tournois de rente a prendre sur une maison grange estable pressoirs size a la foulerye dudict Ponthoise et aultres biens dudict deffunt ;

Et le second est une sentence donnee au siège de baillage au profict de Mᵉ Symon Charton et Anthoyne Maistre eschevins pour le colege a lencontre de Jehan le gros, Margueritte Bredoulle sa femme, Mᵉ Symon Bredoulle, prévost maire et Guillaume Bredoulle en payement et continuation desd. quatre livres tournois de rente ;

Item ung aultre contract passe pardevant Paoul Le Vasseur et Symon Dupre notaires a Ponthoise le vingtunziesme jour de decembre mil cinq cens quatre vingt ung signe Le Vasseur et Dupre contenant Dame Marye Brisset veufve de feu Mᵉ Pierre Lanquier tant en son nom que comme executeur du testament dudict deffunt avoir delaissé assis et assigné au colege de ponthoise la somme de quatre escus de rente sur une mayson et lieu size audict ponthoise rue de la pierre au poisson ;

Item ung aultre contract passé par devant Jehan Derin notaire du roy a ponthoise le vingtiesme jour de may mil cinq cens quatre vingtz dix signé Derin contenant Jehan Masieres chaudronnier avoir vendu et constitue au colege de Ponthoise quatre livres trois solz quatre deniers tournois de rente sur la maison size au Martroy ;

Item trois aultres tiltres enfilez ensemble, le premier passé pardevant Jehan Le Vasseur et Nicolas Dupré notaires du roy a Ponthoise le quatriesme jour doctobre mil six cens deulx signé J. Levasseur contenant Jacques Dampcognée Jehan Dampcognée et Marye le Cousturier sa femme avoir vendu ceddé et transporté au colege dud. Ponthoise dix livres tournois de rente a prendre sur la veuve Jehan Hardy huict livres six sols et huit deniers tournois aussi de rente sur Mellon Dauvray et huict livres tz de rente sur Marguerite Soret veufve de Claude Mennecier ;

Le second est ung contract de vendition faict par dame Marye Joullet veufve de feu mᵉ Alexis Le Cousturier et Symon Maucler dune maison et lieu sis au marche de Ponthoise passe pardevant Robert Thibault tabellion a Mante le premier jour de mars mil six cens deulx signe Thibault signifié a ladicte veufve Hardy par Escombart sergent au chastellet de Paris le vingtungiesme aoust audict an signé Escombart ;

Et le tiers est ung aultre contract en forme de quictance faict par lesd. Jehan Dampcognée et Marye le Cousturier sa femme a ladicte Marye Joullet passe pardevant Robert Thibault tabellion a Mante le second jour de septembre mil six cens deulx signe Thibault ;

Item ung contract de vendition faict par Jehan Robert Darbelay et Gerarde Trotin sa femme au colege de ponthoise de la somme de neuf livres six solz huict deniers tournois de rente foncière faisant la tierce partye des vingt huict livres tournois de rente a prendre sur Francoys de Bordeaulx tourneur et Marye

Hermoise sa femme par contract passe pardevant Nicolas Dupré et Andre Prevost notaires le seiziesme febvrier mil six cens sept signé Dupré et Prévost.

Item ung aultre contract de vendition de soixante solz tournois de rente faict par Jehan Aubert vigneron et Geneviesve le Grant sa femme au colege de ponthoise a prendre sur Anthoynne Vinciennes passe par devant Nicolas Dupre notaire a ponthoise le xxiiiie jour de novembre mil six cens neuf signé Escombart commis et Prevost tabellion.

Item ung tiltre nouvel passe pardevant Nicolas Dupré et Andre le Cousturier notaires le xviiie jour de septembre mil cinq cens quatre vingtz quinze signé Dupre et scelle par Symon Pennesay et Colette Muterne sa femme audict colege de la somme de douze livres dix solz tournois de rente comme ayant le droict des héritiers Jacob Cuvernon ;

Item trois contractz et pièces attaches ensemble le premier est un contract de vendition et constitution de huict livres six solz huict deniers tournois de rente faict par Guillaume Allain et Claude le Febure sa femme a Me Nicolas Bagin sur une maison et lieu size rue de la Pierre au poisson passe pardevant Jehan Moreau et Paoul le Vasseur notaires a ponthoise le vingt deuxiesme janvier mil cinq cens quatre vingtz trois au doz duquel est une saisyne de Me Jehan Gadecart chanoyne de Sainct Mellon procureur et recepveur des aultres chanoynes datté du neufviesme apvril mil vc quatre vingt dix huict signé Vadecart Françoys et rentier ;

Le second est une sentence donnee au siège de la prevoste mairye de ponthoise le douziesme novembre mil cinq cens quatre vingtz dix signe Vathiers commis au prouffict de Me Gaspart Chennevière et Robert Charton et leurs femmes héritières dudit Bagin contre Andre de Monstreal chirurgien comme deptempteur de partye de ladicte mayson dudict Allain pour raison de ladicte rente de huict livres six solz huict deniers ;

Et la tierce est un contract de ladicte vendition desdicts huict livres six solz huict deniers tournois de rente faict par Me Robert Charton et Catherinne Bagin sa femme au colege de ponthoise passé pardevant André Prevost uotaire le dixiesme jour dapvril mil six cens six signe Prevost.

Item une sentence donne au siege du bailliage à Ponthoise le quinziesme jour de juillet mil vc unze signee Vatherye entre le prieur Sainct Pierre de Ponthoise demandeur contre Regné le Telier et Andre Cossart eschevyns de la ville de Ponthoise stipullants pour le colege dudict lieu par laquelle est dict que la teneure censuelle de la maison ou souloict prendre pour enseigne lymaige St Martin size a lomosne item une aultre maison size audict lieu qui auroit appartenu a Olyvier Ratier et la moictiee dudict jardin et jeu de paulme siz a Ponthoise rue des beguignes que souloict apartenyr a Me Nicolas de Groslay et depuis aux héritiers Me Nicolas Honoré advocat par eschange faict avec les religieuses carmélites dudict ponthoise demeurera au colege dudict ponthoise et audict prieur Sainct Pierre lautre moictie dud. jardin et jeu de paulme et les aultres lieux siz a lomosne y declarez et signifiez reconues a ladicte sentence ;

Item sept tiltres faisans mention desd. quatre livres tournois de rente deulx a ladicte maladrerye Sainct Ladre sur une maison jardin et lieu size rue de Mallebranche le premier datte du huictiesme jour de novembre mil quatre cens soixante neuf qui est ung contract de prinse a rente faict par Symon de la Court et Pierre Guerard et Jehanne sa femme dune maison grange estable et lieu siz rue de Mallebranche moyennant soixante quatre solz parisis de rente ;

Le second est une sentence au profict de Me Jacques Cossart me de Sainct Ladre contre Mellon Donaire et Jehan Roguenart le vingt quatriesme mars mil vc dix neuf signe Thibault.

La tierce est une aultre sentence donnée au profict de Me Henry Pelletost contre Jean Baudin et le veufve Anthoinne Roguenart tuteurs le vingt ungiesme jour doctobre doctobre mil cinq cens trente huict ;

Le quatriesme est une aultre sentence donnée au profict dudict Pelletost contre Toussaintz Hamart le quatorziesme janvier mil cinq cens quarante huict signé Dangloix ;

Et le cinquiesme est ung tiltre nouvel passé par Francoys Naudin le huictiesme janvier mil cinq cens cinquante quatre signe C. Cherouze ;

Le sixiesme est ung aultre tiltre nouvel passe par Charles Tuppin et Guy Cordier pardevant Jehan Moreau et Paoul Levasseur notaires le quatriesme jour de may mil cinq cens soixante dix neuf ;

Le septiesme est ung aultre tiltre nouvel passe pardevant Jehan le Vasseur et Jacques Derin notaire le quinziesme febvrier mil neuf cens quatre vingtz quatre par Nicolas Maistre laboureur, demeurant à Osny de la dicte rente signé J. Levasseur et de Derin.

CERGY

Item sept tiltres enfilez ensemble faisans mention dung muy de bled deu a la maladrerye Sainct Lazare de Lomosne sur lhostel et appartenances de Cergy apartenants aulx religieux abbé et Couvent Sainct Denys en France ;

Le premier est une quittance de Jehan Gillart me de la maladrerye Sainct Lazare de Lomosne par laquelle il confesse avoir reçu de Raoul Le Danoix fermier des dixmes de Cergy ung muy de bled froment que lad. maladrerye a droict de prendre chacun an sur la grange dudict lieu datté du XVIe janvier mil trois cens quatre vingt dix neuf.

Le second est une sentence donnee de Monseigneur le Prevost de Paris le mardy neufviesme jour de juing mil quatre cens soixante douze signe Tostee au prouffict de messire Nicolle de Serisfontayne admynystrateur de Saint Ladre contre les religieux abbée de couvent Sainct-Denys en France par laquelle lesd. de Sainct Denys sont condamnez payer audict admynystrateur ung muy de

bled fourment de rente qu'il a droict de prendre chacun an sur ledict hostel et apartenances de Cergy ;

Le tiers est un jugement donné par les commissaires commis par le roy le dimenche devant les Brandons lan mil quatre cens quinze au profict des mes frères et sœurs de Sainet Ladre contre lesdictz de Sainct Denys pour raison dudict muy de bled de rente scelle de deulx seeaulx de cire verde ;

La quatriesme est une commission du prévost de Paris sur l'execution dun jugement du neufviesme juing mil quatre cens quatre vingt ung signé Tostee pour contraindre lesd. de St Denys au payement ducdit muy de bled fourment de rente ;

La cinquiesme est ung exploict de saisye faict en vertu dicelle par Polet sergent le quatriesme jour de mars mil quatre cens quatre vingt ung a la reqte de me Nicolle de Serysfontayne sur lesd. de Sainct Denys ;

La sixiesme est une aultre commission dudict me prévost de Paris du vingtungiesme jour de mars mil quatre cens quatre vingt deulx signé Tostee pour faire contraindre lesdictz de Sainct Denys au payement dud. muy de bled de rente ;

Et la septiesme est une sentence dapréciation donnée au prouffict des eschevins de la ville de pontoise stipullans pour le colege dudict lieu contre Michel Berenger maire de Cergy dattee du vingt troiziesme jour daoust mil cinq cens quatre vingt onze signe Dupre.

Item trois aultres lettres attachées ensemble la première est une copie collationnée a loriginal dune lettre de donnation faicte par le roy Loys a la maladrerye Saint Ladre dun muy de bled de ung muy de vin sur les dixmes des grains de vins de Cergy et les appartenances datte de lan mil cens quarante et ung.

Le second est une aultre letre de vidimus et collatione faicte a l'original par Arnoult Leblanc maire de ponthoise lan mil trois cens soixante dix neuf le vendredy dix septiesme jour de febvrier des mesmes lettres de chartre cy dessus mentionnez signe Digien et scellez.

Le tiers est ung jugement donne entre messire Nicolle de Serisfontayne me de Sainct Ladre dune part et Jehan Muterne et Jehan Deslyous fermier des dixmes du prieuré de Chaumont a Cergy le septiesme jour de juing mil quatre cent quatre vingt et huict signé Teullet avec lesquelz est une respondue de Monseigr le Lieuteuant de Ponthoise le treiziesme septembre mil vc quatre vingtz dix sept et ung exploict de saisie faict en vertu dicelle a la reqte des frères mynymes par Dupre sergent le seiziesme jour de septembre mil vc quatre vingt dix ;

Item un contract de bail a rente faict par Jehan de Boissi de Cergy à Nicolas de Boissi dune estable et masure size près lesditz de Cergy moyennant trois escus de rente par an passe pardevant Andre Prevost notaire le neufviesme jour de decembre mil cinq cens quatre vingt neuf signe Prevost avec lequel est attaché ung contract de vendition de ladicte rente par Me André de Boissi et Jehanne de la Mothe sa femme comme et sans avoir le droict dudict Jehan de Boissi au colège de Ponthoise quils ont promis fournyr et faire valloir par ledict contract

qui est passé pardevant ledict Prevost notaire le douziesme apvril mil six cens six signé Prevost.

Item cinq aultres contractz enfilez ensemble le premier passé pardevant Nicolas Roffet et Pierre Levasseur notaires à Ponthoise le treiziesme jour de décembre mil cinq cens trente cinq contenant Nicolas Berenger son fils avoir prins a huict deniers tz de rente de Pierre Honoré bourgeois de ponthoise une piece de pré contenant arpent et demy size a Cergy lieudict la grand maison ;

Le second est ung tiltre nouvel de quatre livres tz de rente passe pardevant Ferry Gueriteau et Oudart Charton notaires le vingt huictiesme jour de mars mil v^{c} cinquante cinq par Michel Berenger, Crespin de Boissi, Jehan Francoys le jeune et Martin Duchesne au profict de Guillaume Honoré marchant demeurant à Ponthoise, signé Gueriteau.

Le tiers est ung tiltre nouvel passe pardevant Paoul le Vasseur notaire le dixiesme jour de juillet mil cinq cens soixante neuf par Gabriel Peze comme detempteur de trois quartiers de jardin au prouffict de Guillaume Regnier tuteur des enfans Guillaume Honoré desd. quatre deniers de tournois de rente ;

Le quatriesme est ung tiltre nouvel passe pardevant Andre le Cousturier et Claude Vatherye notaires a Ponthoise le cinquiesme jour de décembre mil cinq cens soixante dix neuf signé le Cousturier et Vatherye par Pierrette Debeslay veufve de feu Martin Duchesne au profict de M^{e} Guillaume Honoré prevost maire desdicts quatre livres tz de rente ;

Et le cinquiesme est ung contract passé pardevant Symon Dupré et Paoul Le Vasseur notaires a ponthoise le quinziesme jour de juing mil cinq cens quatre vingt cinq signé desd. Dupré et le Vasseur contenant Jaspart Honoré bourgeois de ponthoise tuteur de Jacques Honoré fils myneur de feu M^{e} Guillaume Honoré prevost maire en executant le testament dud. deffunt avoir ceddé et transporte au colege de Ponthoise la somme de ung escu vingt solz tournois de rente due audict deffunct par Pierrette de Beslay veufve de feu Martin Duchesne et Anthoyne eschevin son fils demeurant à Cergy et quarante solz tournois de rente deubx par Denys Jonen demeurant a Andresy, Marguerite Jonen demeurant à Paris et aultres y nommez.

HAN

Item deulx tiltres enfilez ensemble le premier est ung contract de bail a rente faict par Jehan Dampcongnée à Claude Destouches demeurant à Paris des heritaiges y declarez moyennant huict livres tournois par chacun an passé pardevant Nicolas Dupré notaire le neuviesme jour dapvril mil six cens neuf signe Escombart comys tabellion.

Et le second est la vendition faicte par led. Dampcognée et Marye le Cousturier sa femme du colege de Ponthoise desdicts huict livres tournoys de rente a prendre sur ledict Claude Destouches passe pardevant Nicolas Dupre et Andre

Prevost notaires le trentiesme jour de may mil six cens neuf signé Escombart commys tabellion.

GENCY VINAIGES

Item neuf tiltres enfilez ensemble le premyer datte de lan mil trois cens soixante trois le dimanche vingt troisiesme jour dapvril signé Germié contenant Berthier de la Ruelle avoir vendu à Me Jehan le Joeune vingt perches de vigne sizes a Gency estre ledict Gency et lieux a la charge de cinq pintes de vin a St Ladre de Ponthoise ;

Le second datte du vingt deulxiesme janvier mil quatre cens quarante deulx signe Geufosse contenant Jehan de Boissi avoir prins a rente de Me Jehan Regnier Me de Sainct Ladre ung quartier et demy de vigne ou environ siz au vignoble de Gency pour et parmy quatre septiers de vin blanc par chacun an du creu de lad. vigne aux vendanges ;

Le tiers datte du vingt deulxiesme janvier mil quatre cens vingt deulx signe Geufosse contenant Jehan Moynier avoir prins a rente dudict Regnier me de Sainct Ladre trois quartiers de vigne sis a Gency moyennant huict septiers de vin blanc du creu de ladicte vigne ;

Le quatriesme datte du xxiie decembre mil quatre cens soixante dix signe de Riou contenant Colin le picart avoir prins a rente de messire Nicolle de Serisfontayne ung quartier de vigne sis au terrouer de Gency au lieudict le cloz Sainct Ladre moyennant trois septiers de vin blanc ;

Le cinquiesme datte du mesme jour et an signé de Riou contenant Jehan le Febure avoir prins a rente dud. de Serisfontayne un quartier de vigne siz au terrouer de Gency au lieudict le Cloz Sainct Ladre moyennant trois septiers de vin blanc.

Le sixiesme datte du mesme jour et an susdict signé de Riou par lequel Estienne Tramblay a prins a rente dud. de Serisfontayne Me de Sainct Ladre ung quartier de vigne size au terrouer de Gency au lieudict le Cloz Sainct Ladre moyennant trois septiers de vin blanc par an aulx vendanges ;

Le septiesme est ung tiltre nouvel passe par Jehan Moynel le huictiesme jour de novembre mil vc cinquante cinq signé Jehan le Vasseur et Dabye le xviiie novembre mil vc cinquante cinq dune piece de vigne coutenant dix sept perches et demy chargee d'une pinte de vin chacune perche ;

Le huictiesme est ung aultre tiltre nouvel passe par devant lesd. Levasseur et Dabye lc xvie novembre mil vc quarante par Nicolas Tramblay dune piece de vigne contenant six perches ;

Et le neufviesme est ung tiltre nouvel datte du neufviesme decembre mil cinq cens quarante cinq signe le Vasseur et Dabye par Pierre Tramblay fils de Pierre de neuf perches et ung quart de perche de vigne dune pinte de vin par chacune perche par chacun an ;

Item ung aultre tiltre passe par Guillaume Petit en lan mil vc quarante cinq ;

Item ung aultre tiltre nouvel passe le xxiiie décembre mil vc quarante cinq signe Levasseur et Dabye par Francois Maignen comme detempteur de quatre perches de vigne ;

Item ung aultre tiltre nouvel passe par Jehan Tremblay comme detempteur de douze perches de vigne datte du xxiiie decembre mil vc quarente cinq signé Le Vasseur et Dabye ;

Item ung aultre nouvel passe par Jehan Berard comme detempteur de quatorze perches de vigne datte du mesme jour et an signe Le Vasseur et Dabye ;

Item ung aultre tiltre nouvel du mesme jour et an passe par Denys (1) ..... signé dessusd. notaires.

Item une sentence donnee au siege de prevoste en garde de ponthoise le vingt sixiesme septembre mil vc cinquante signe Jervais portant tiltre nouvel passe par Robert comme détempteur de neuf perches de vigne.

Item une aultre sentence donnee au prouffict de me Jacques Cossart contre Julien Audry et sa femme par le prevost en garde de ponthoise le huitiesme jour de may mil vc et onze signe Ogier ;

Item une aultre sentence confirmatifve dicelle donnee par le lieutenant de ponthoise contre ledict Audry et sa femme appelans le cinquiesme novembre mil vc unze signe Duplessis ;

Item une obligation passe par ledict Audry et sa femme au prouffict dud. Cossart le xxiiie jour de juillet mil vc et douze signe Chevalier et le Vacher ;

Item ung bail faict par Henry Pelletot admynystrateur a Jehan Moreau le jeune desdicts vinaiges moyennant deulx quoques de vin par an datte du quatriesme septembre mil vc quarante neuf signé P. Levasseur et Gueriteau ;

Item ung aultre bail a loyer desdictz vinaiges faict par Jehan de Faure Estiner admynystrateur a Cristofle Delaporte pour six ans moyennant trois escus ung tiers ou demy muy de vin clairet datte du second jour de may mil cinq cens soixante dix neuf signe en fin Derin ;

OSNY

Item seize tiltres et pièces enfiles ensemble, la première est une vendition en donnation faicte à la maladrerye Sainct Lazare du boys ou terre de Housse-maigne datte de lan mil deulx cens quatre scelle dung grand scel de cire verde.

La seconde est ung bail emphiteose a quatre vingtz dix neuf ans faict par me Jacques Cossart admynystrateur de Sainct Lazare a me Mathieu le Turcq dud. boys de Houssemaigne moyennant dix livres tournois par an soulz le scel du

(1) Un blanc.

Chastelet de Paris pardevant Martin Maupin et Francoys Bastonneau clercs noteres aud. lieu lan mil vc dix huict le mercredy cinquiesme jour de may signe Maupin et Bastonneau ;

Les trois, quatre et cinq sont trois coppies collationnées a loriginal dud. bail emphiteose lune par Symon Dupré notaire le trenteuniesme et dernier jour daoust mil vc soixante cinq, lautre par Guy Raoullin et Jehan Moreau notaires le douziesme janvier mil vc soixante douze signé desd. Raoullin et Moreau et lautre par Dupré et Levasseur notaires à Ponthoise le xviie febvrier mil vc quatre vingtz douze signé dudict Dupré et le Vasseur ;

Les six et septiesme sont deulx commissions obtenues du prevost de Paris lune dattee de lan mil vc trente cinq le dix huistiesme jour davril signé Contesse et lautre datte de lan mil cinq cens trente cinq le tiers jour davril signé de Combes pour faire contraindre ledict Turcq au payement des arreraiges desd. dix livres ;

Les huist et neufviesme sont deulx lettres royaux obtenues par Pierre de Rotye admynystrateur le premier septembre vc cinqte neuf et quatriesme octobre vc soixante douze signé par le Conseil de Puysebal et scellé du grand scel de cire jaulne ;

Les dix, unze, douze, treize, quatorze et quinziesme sont des adjournemens faicts à me Jacques le Sueur de faire bailler par led. le Sueur et aultres plaidoyers faicts en la cause dattee du vingtiesme novembre quatre et vingtiesme décembre vc soixante douze, seize, dixneufviesme janvier et second jour de mars mil vc soixante treize ;

Et la seiziesme est une sentence du prevost de Paris au prouffict des religieux du couvent des Mynynes admynystrateurs de la maladrerye Sainct Lazare les Ponthoise a lencontre du noble homme Me Nicolas le Sueur seigneur dosny contenant ledict Lesueur estre condamné payer trois années darreraiges du loyer desd. boys des Houssemaigne datte du huictiesme jour dapvril mil cinq cens quatre vingt douze signe Dronart.

Item quatre aultres tiltres enfilez ensemble faisans mention de unze solz parisis de rente deulz a ladicte maladrerye ;

Le premier passe pardevant Eustache de Riou tabellion a Ponthoise le seiziesme may mil quatre cens soixante et douze signe de Riou contenant messire Nicolle de Serisfontayne admynystrateur de Sainct Ladre de Ponthoise avoir baille a tiltre de loyer ung arpent de terre en deulx pieces sizes au terrouer dosny lieudict les plants moyennant deulx solz parisis ;

Le second datte du vingt neufviesme febvrier mil vc quidze signé Roffet et Alix contenant Me Jacques Cossart avoir baillé a tiltre de rente a Pierre Amyot ung arpent de terre siz au terrouer dosny lieudict Les Plants en deux pièces moyennant unze solz parisis de rente ;

La tierce est le mesme semblable contract de prinse a rente que celluy cy dessus datte ;

Et le quatriesme est une sentence donnee de messeigueurs les gens tenans les registres du palais a Paris au profict de Me Henry Pelletost admynystrateur

S[t] Ladre contre damoiselle Anne Hennequyn veufve de feu M[e] Jacques le Sueur le vingt deulxiesme jour de febvrier mil cinq cens cinq[te] deulx, signé Ballezan et scelle par laquelle ladictte damoiselle est condamnée payer et contynuer lesdits onze solz parisis de rente comme detempteresse dud. arpent de terre ;

GÉNICOURT

Item neuf pièces enfilées ensemble la première est une declaration des terres apartenants a ladicte maladrerye sizes au terrouer de Génicourt dattee de lan mil trois cens soixante seize ;

La seconde est ung contract deschange faict entre M[e] Henry Pelletost admynystrateur de Sainct Ladre dune part et M[e] Jehan Delyons bourgeois de ponthoise datte du xxiiii[e] may mil v[c] quarante sept signé Moreau et Le Dru ;

La tierce est ung bail a ferme faict par M[e] Jehan Regnier admynystrateur dudict Sainct Ladre desd. terres de Genicourt a Ancelet Riart et Guillaume Hullay pour dix huict ans datte du premier jour de may mil quatre cens soixante deulx signe Danoye ;

La quatriesme est ung aultre bail a ferme faict par M[e] Jacques Cossart a Jehan Bachelier et Drouet Vaillant et Noel Cheron desd. terrouers de Genicourt passe à Chambly le douziesme jour de decembre mil v[c] dix huict signe de Romme ;

La cinquiesme est ung aultre bail desd. terrouers faict par led. Cossart ausd. Bachelier, Vaillant et Cheron ce mesme jour susdict signé de Romme ;

La sixiesme est une promesse du mesme jour et an faicte par lessusdits audict Cossart signe de Romme ;

La septiesme est ung aultre bail a ferme desdicts terrouers de Genicourt faict par M[e] Henry Pelletot a Pierre Vaillant, Michault Bachellier et Jehanne Eustache veufve de Drouet Vaillant moyennant six muydz de grain et aultres charges datte du quatorziesme octobre mil v[c] quarante sept sept signe P. Levasseur ;

La huictiesme est ung aultre bail a ferme faict par ledict Pelletot a Pierre Vaillant, Michel Bachelier et Gilles Vaillant et Pierre Joly desd. terres moyennant sept muydz de grain datte du unziesme mars mil v[c] cinq[te] cinq signé P. Moreau ;

Et la neufviesme est ung bail faict par Pierre le Loutre et Guillaume Dampcongnée admynystrateur Sainct Ladre a Pierre Vaillant et Pierre Joly desd. terres moyennant sept muydz trois septiers de grain datte du trentiesme novembre mil v[c] soixante quatre signé Duval commys au lieu de Guillaume Malfuzon ;

Item une declaration desdictes terres de Genicourt tenues a tiltre de ferme par Jehan Joly et Jehan Lefebure dudict Sainct Lazare.

LIVILLER

Item quatre contractz enfilez ensemble ; le premier est une prinse a ferme faicte par Richard Aubry de me Jacques Cossart admynystrateur de Sainct Ladre de trois arpens de terre siz au terrouer de Liviller moyennant deulx septiers bled fourment une myne avoyne deulx fourmages deulx chappons datte du xe decembre mil vc vingt trois signé Lanquier et Tricot ;

Le second est une aultre prinse a ferme desdictes terres faicte par Jehanne de Baillelet veufve de Richard Aubry de Me Henry Pelletot admynystrateur datte du trente uniesme janvier vc quarante ung signe Le Vasseur et Dabye ;

Le tierce est une promesse faicte par Noel Cheron, Durand Trianon et Nicolas Bailleret audict Pelletot pour raison desdictes terres dattée du septiesme juilliet vc quarante trois signe Le Vasseur et Dabye ;

Et le quatriesme est une prinse a ferme faicte par Henry Cheron dudict Pelletot desdittes terres dattee du vingt cinquiesme jour doctobre mil cinq cens quarante sept signé Moreau.

ESPIETZ

Item huict baulx a ferme de terres apartenans a ladicte maladrerye Sainct Ladre sizes au terrouer despiedz.

Le premier datte du tiers jour de decembre mil trois cens soixante dix sept signé Petit par Jehan Dubray le jeune de messire Nicolle de Serisfontayne ;

Le second datté du quatriesme octobre mil vc deulx par messire Jehan Regnault a Hue Mennecier signé Roffet ;

Le tiers datte du dernier jour de juilliet mil vc neuf signé Roffet par Me Jacques admynystrateur a Guillaume Vincent ;

Le quatriesme datte du quatriesme jour de juillet mil vc vingt trois signe Le Lru de Ruffault par led. Cossart a Denys Gadencourt ;

Le cinquiesme datte du ixe novembre mil vc trente ung signe Le Dru et prins par Me Henry Pelletot a Clement Donaire ;

Le sixiesme datte du septiesme novembre vc quarante deulx signe P. Le Levasseur et Dabye par led. Pelletot et Donaire ;

Le septiesme datte du vingt neufviesme octobre mil vc vingt sept signé P. Levasseur et Moreau par Me Jehan Vuel procureur de Pierre de Rutye admynystrateur a Nicolas Donaire ;

Et le huictiesme datte du trentiesme novembre mil vc soixante quatre signe

Duval pour trespas de Malfuzon par Pierre le Loutre et Guillaume Dampcongnée admynystrateur audict Nicolas Donaire ;

Item six tiltres faisans mention de neuf septiers de bled deubz audict Sainct Lazare sur les dixmes despiedz appartenans au prieur de Conflans Saincte Honorine ;

Le premier commencant par ces mots *universis presentes litteras inspecturis vicariorum ponthisare et vvlgassini francie* et finissant par ces mots par la dernière ligne *Testimonium sigillum curie nostre presentes litteras duximus appenendum actum et datum anno et diebus predictis* signe sur le reply parentis Herisson.

Le second est une sentence donnee au siège de prevosté en garde de ponthoise le xxix^e^ apvril mil v^c^ et six signée Crespin au profict de m^e^ Jaques Cossart admynystrateur dudit Sainct Ladre contre Thomas Audrieu fermier des dixmes despiedz et domp Guillaume Liegeault prieur de Conflans Saincte Honorine ayant prins la cause avoir esté condamné payer et continuer pour chacun an lesd. neuf septiers de bled au jour Sainct-Martin dhyver sur la portion des dixmes dud. espiedz apartenans audict prieur de S^t^ Honorine de Conflans;

Le tiers est une aultre sentence donnee au profict de Jehan de faure admynystrateur contre Francoys et Pierre Pousset fermier desdictes dixmes despiedz le second jour de juillet mil cinq cens quatre vingt cinq signe de Machy ;

Le quatriesme est ung tiltre nouvel passe par m^e^ Roger de Chenet prieur dudict Conflans au prouffict de ladicte maladrerye dud. neuf septiers de bled mesteil datte du second jour de septembre mil v^c^ quatre vingtz douze signe Prevost.

Les cinq et sixiesme sont deulx sentences donnees au siege de bailliage de ponthoise au profict des frères mynymes admynystrateurs contre ledict de Chenet le deuxiesme novembre mil v^c^ quatre vingt douze signé Dupré et vingtcinquiesme juing v^c^ quatre vingt treize signé Duboys le greffier absent ;

Item cinq tiltres enfilez ensemble le premier est ung contract de prinse a ferme faict par Guillaume Vincent et m^e^ Jacques Cossart admynystrateur de Sainct Ladre dun fief apartenant a ladite maladrerye siz audit Espiedz appelle le fief Sainct Ladre datte du dernier jour de juillet mil cinq cens et neuf signé Roffet ;

Le second est ung aultre contract de prinse a ferme dudict fief faict par Denys Hadencourt dudict Cossart le quatriesme juillet mil v^c^ vingt trois signé Ledru et Ruffault ;

Le tiers est une sentence donnee au profit dudict Cossart contre ledict Hadencourt et Jehan Hannys tuteurs des enfants dudict Hadencourt le treiziesme may mil v^c^ vingt huist signé Prieur ;

Le quatriesme est une aultre prinse a ferme dudict fief faicte par Clement Donaire et m^e^ Jehan Dauvergne fermier général de ladicte maladrerye datté du neufviesme novembre mil cinq cens trente et ung signé Ledru et Prieur ;

Et le cinquiesme est une déclaration censuelle passee par Jehan Trousseau le quinziesme jour de juing mil cinq cens quatre vingt et ung signé Devin et J. Levasseur ;

AUVERS

Item dix tiltres enfilez ensemble le premier est une sentence donnee au siege de la prevoste en garde de Ponthoise le dix septiesme janvier mil quatre cens quatre vingtz au prouffict de messire Nicolle de Serisfontayne admynystrateur contre Jehan Morigny par laquelle led. Morigny est condamne payer chacun an le jour de la Tiphaine une myne davoyne ung pain et un boissel de fourment avec ung chappon de droict seigneurial sur une maison grange et jardin siz a Auvers contenant trois quartiers ou environ signe Loysel.

Le second est une commission du Prevost de Paris dattee du XXIIe jour de janvier mil quatre cens quatre vingtz et ung signé Thienart ;

La tierce est un exploict faict en vertu dicelle par Prine Sergent au Chastelet le vingt sixiesme janvier mil quatre cens quatre vingtz ung a la reqte dudict de Serisfontayne sur ledict Morigny ;

Le quatriesme est une sentence donnee au siège de prevoste en garde de Ponthoise le huictiesme jour de novembre mil cinq cens vingt quatre par laquelle Michault Morigny demeurant à Auvers comme detempteur de la maison et lieux y declarez a este condamne payer a Me Jacques Cossart admynystrateur de la maladrerye de Sainct Ladre de Ponthoise les droictz y declarez ;

Le cinquiesme est une sentence donnee au profict dudict Cossart contre Jehanne Morignier veufve de feu Estienne Codalle et aultres y denommez pour ladicte redevance seigneurialle dattee du vingtiesme jour de janvier mil vc trente signe Thibault.

Le sixiesme est une sentence donnee au siege de bailliage au profict de Me Jehan Dauvergne fermier du revenu temporel de Sainct Ladre contre Thomasse Mabille veufve de feu Nicolas de Morigny et aultres y denommez pour raison desd. droitz seigneuriaulx dattee du cinquiesme juilliet mil cinq cens trente cinq signe Malfuzon ;

Le septiesme est une aultre sentence donnee au siege de prevoste en garde de Ponthoise le vie jour de may mil vc signé Thibault au profict de Me Jacques Cossart contre Jehan Mabille, Colin Morigny et aultres y dénomméz.

Le huictiesme est une sentence donnee au siège de bailliage le trentiesme jour de juing mil vc trente cinq signe Malfuzon au profict de Me Jehan Dauvergne recepveur du revenu temporel de ladicte maladrerye contre Armet Morigny, Thomasse Mabille veufve de feu Nicolas de Morigny et aultres pour raison desdictz droictz ;

Le neufviesme est ung tiltre nouvel de declaration censuelle desd. droitz

passe le vingtsixiesme jour de juilliet mil vc quarante deulx signe Jehan Levasseur et Dabye, par Jehan Callé, Nicolas de la Porte et aultres dèsdits droictz ;

Et le dixiesme est une déclaration censuelle baillée par Pierre Mabille, Pierre de Saulx, Gaspart Dehay, Claude du Bart, Noel Morignier, Claude Morignier, veufve de Pierre Cherouise de la marescher, Loys Cossart, tuteur de Gabriel Morigny comme detempteur de la maison et lieux y declarez contenant cinq quartiers siz lieudict Voullambourg des droicts y declarez.

Item quatre aultres tiltres faisans mention de deulx solz parisis de cens et dix solz parisis de rente au jour de Noël ;

Le premier datte du sixiesme jour de febvrier mil quatre cens soixante et unze signe Muterne contenant Symon Calle et Estienne Calle son fils avoir prins a cens et rente de Messire Nicolle de Serisfontayne admynystrateur de Sainct Ladre les heritaiges et lieux y declarez ;

Le second est une commission obtenue par ledict de Serisfontayne du prevost de Paris le quatorziesme janvier mil quatre cens quatre vingtz deulx signe Tostée.

Le tiers est une sentence donnee au siège de la prevosté en garde de Ponthoise le tiers jour de febvrier mil vc trente au profit de me Jacques Cossart contre Jehan et Pierre Callé filz de Jehan et aultres y denommez ;

Et la quatriesme est une declaration censuelle et tiltre nouveau passe par Pierre Callé, Jehan Callé, Guillaume Pelletier et Pierre Leschauguette comme detempteur dune maison court jardin et lieu siz a Auvers rue Rouart a la charge de deux deniers parisis de cens et dix solz parisis de rente seigneureille renduz a ladicte maladrerye passé pardevant Pierre le Vasseur et Anthoine Dabye notaires a Ponthoise le vingtsixiesme jour de juilliet mil cinq cens quarante deulx signé desdicts le Vasseur et Dabye.

BASSE FORESTZ DE MONTMORENCY

Item cinq tiltres faisans mention de six arpens de Boys en la basse forestz de Montmorency.

Le premier datte du dixhuictiesme febvrier mil cinq cens quatorze signé Buguet contenant Symon Jondel avoir achepte de Me Jacques Cossart mo de Sainct Ladre près Ponthoise la coupe et despeulle dune piece de boys contenant six arpens size en la forestz de Montmorency lieudict le chesne aulx compagnons moyennant vingt quatre solz parisis et ung chappon par chacun an ;

Le second passe pardevant Arnoult Tricot et Guillaume Charton notaires le dix septiesme jour doctobre mil vc vingt huict signe Charton et Lanquier pour le décès dudict Tricot contenant Jacques Viron et Jehan Viron frères avoir achepte de Me Jacques Cossart admynystrateur de Sainct Ladre les coupe et depeulle desd. six arpens de boys moyennant le prix y contenu ;

Le tiers est ung contract du regie de la resformation des eaues et forestz de Montmorency du mercredy quinziesme janvier mil vc quarante neuf en la chambre des eaues et forestz du royaume de France au siege de la Table de marbre du palais à Paris contenant Me Henrv Pelletost admynystrateur dudict Sd Ladre avoir baillé par déclaration lesd. boys au seigneur dudict Montmorency ;

Le quatriesme est ung contract de bail passé par devant Jehan Levasseur notaire du roy a Ponthoise le neufviesme octobre mil vc soixante quatorze contenant Pierre de Rotye admynystrateur St Ladre avoir baillé a tiltre de ferme lesdicts six arpents de boys a Anthoine Berger et Martin Le maistre pour le temps y contenu ;

Et le cinqniesme est ung aultre contract de bail faict par Jehan de Faure escuier seigneur de la Combe admynystrateur dudict St Ladre et Anthoine Berger desdicts six arpens et dung demy quartier de boys moyennant deulx escus ung tiers datte du vingt huictiesme janvier mil vc quatre vingtz neuf signe Derin pour ans commencans au jour Saiuct Martin dhiver mil vc quatre vingtz.

SOISY SOULZ MONTMORENCY

Item six tiltres enfilez ensemble le premier est ung bail amphiteose faict par Me Guillaume de Boulay Me de Sainct Ladre de Ponthoise a Jehan Fizelin demeurant a Soisy soulz Montmorency dune maison et heritaiges y declarez moyennant quarante solz parisis de rente par chacun an datte du vingtiesme jour de novembre mil quatre cens quarante huict signé M. Dauvergne et Ramette ;

Le second une sentenee donnee en prevoste de Paris le (1)... jour de janvier mil quatre cens soixante dix signé Vaillars au prouffict de messire Nicolle de Serisfontayne admynystrateur St Ladre contre Jehan Filzdelin en son nom et comme tuteur de ses enfans pour raison desdicts quarante solz parisis de rente ;

Le tiers est ung aultre contract passé pardevant Jehan Alix clerc tabellion a Ponthoise le vingtiesme mars mil vc trois signe Alix entre Me Jehan Regnault admynystrateur Sainct Ladre de Ponthoize et Marion veufve de feu Jehan Filzdelin contenant les accordz faictz entre eulx et bail a cinquante ans y mentionnez des lieux y déclarez moyennant quarante huict solz parisis par chacun an.

Le quatriesme est un contract de transaction passe pardevant ledict Alix tabellion le cinquiesme jour dapvril mil vc onze signe Alix et Chevalier entre Me Jacques Cossart me de Sainct Ladre de Ponthoise et Thomas Masson soy faisant fort de Marion Garnyer sa femme par lequel il se seroict oblige payer chacun an soixante quatre solz parisis de rente audict admynystrateur ;

Le cinquiesme est une ratification dudict contract par lad. Marye Garnier le vingt quatriesme jour dapvril mil vc et douze ;

(1) Le quantième est resté en blanc.

Et le sixiesme est ung bail a rente faict par Pierre Tuleu a Estienne Bence des heritaiges y declarez a la charge entre aultres de deulx solz parisis vers l'admynystrateur de Sainct Ladre de Ponthoise datte du unziesme jour de mars mil cinq cens et neuf signe Gonsfe.

YVERY LE TEMPLE

Item ung sac dans lequel sont les lettres de provision et unyons faictes par Monseigneur le cardinal de Bourbon de la chapelle dyvery le Temple audict colege semynaire de Ponthoise du consentement de Me Herculle Castillart qui estoict procureur dicelle chapelle donnee a Gaillon le xxix apvril mil vc soixante et douze signe Charles de Bourbon et scellez de cire rouge sur le reply *Per ilustrissimum et reverendissimum dominum meum dominum cardinalem* Desbues sur le dolz desquelles est linsynuation faicte desd. provisions et unyons au greffe des insinuations de la court eclesiastique du Vicariat de Ponthoise datte du premier jour daoust vc soixante douze signe Maillart.

Ung acte donne en ladicte court eclesiastique de Ponthoise le douziesme jour de juilliet mil cinq cens soixante douze par devant Me Jehan Giroust grand vicaire dudict sr cardinal de Bourbon audict Ponthoise contenant la publication et insynuation faictes en jugement desdites lettres de provision et unyon signé dudict Giroust et Jamet greffier en fin duquel est ung acte dinsynuation desd. lettres faict au greffe des insynuations de ladicte court datte du premier jour daoust audict an signé Maillart.

Ung acte contenant la prinse de possession faicte par Claude Hemart lun des gouverneurs et eschevins de la ville de Ponthoise pour le colege dudict lieu de ladicte chappelle Sainct Jacques dyvery datte du douziesme jour de febvrier mil cinq cent soixante quinze signé Joannet au doz duquel est linsynuation dudict acte de prinse de possession datte du douziesme mars audict an vc soixante quinze signé Gueriteau ;

Une aultre letre de mond. seigneur cardinal de Bourbon contenant la confirmation par luy faicte des premières letres de provision et unyon de ladicte chapelle apres le déces dudict Me Herculletz Castillart datte du douziesme jour doctobre mil vc quatre vingtz trois signe Charles de Bourbon et scelles de cire rouge et sur le reply *per* illustrissime et revendissime *dominum meum cardinalem* Le Mercier sur le doz de laquelle est linsynuation de ladicte confirmation dattee du vingtiesme novembre mil vc quatre vingt trois signé Maillart.

Trois letres attachées ensemble la première est la provision donnée par Jacques de la Sausoye grand vicaire de Ponthoise à Me Hierosme Dampcognée de ladicte chapelle Sainct Jacques dyvery dattee du septiesme octobre mil vc quatre vingt trois signé sur le reply de *mandato præfati domini vicarii generalis* Durand et scellez sur double queue ;

La seconde est une procuration passe par ledict Dampcongnée a Me Remy Imbert dattee du vingtungiesme octobre mil vc quatre vingtz trois signé Durant au doz de laquelle est lacte dinsynuation dattee de lan mil vc quatre vingtz trois du premier jour de décembre signé Maillart ;

Et la tierce est lacte de prinse de possession de ladicte chapelle Sainct Jacques dyvery faict par Remy Imbert procureur dudict Dampcongnée datte du penultiesme jour de novembre mil vc quatre vingt trois insynuee au greffe des insynuations de la court eclesiastique signe Maillart le premier jour de décembre mil vc quatre vingtz trois ;

Item neuf pièces enfilees ensemble. La première est coppie dung adveu et denombrement baillé par Me Guillaume Desprez prestre chappelain de ladicte chapelle Sainct Jacques dyvery a noble homme Regné de la Roche escuier seigneur de mons Goupillon et du Verger a cause de sa seigneurie de Mons des champars et heritaiges y declarez tenus dudict seigneur ;

La seconde est une coppie darrest donnee par les Commissaires députez sur le faict de la reformation des maladeryes et léprosaryes du royaulme de France le treiziesme jour de mars mil cinq cens cinquante trois entre Robert Berthe admynystrateur de la maladerye dyvery et le procureur du roy general joinct avec luy dune part et Me Nicolle Larcher chappelain de la chapelle Sainct Jacques dyvery daultre enfin de laquelle sont aultres coppies de letres ;

La tierce est une coppie de letres de provision de ladicte chapelle Sainct Jacques dyvery de Me Herculletz Castlllart ;

La quatriesme est ung jugement de main levée donne au prouffict dudict Me Herculletz Castillart contre le procureur du roy a Chaumont par le lieutenant dudict Chaumont le seiziesme septembre mil vc soixante deulx signé Faguet et Neolle ;

La cinquiesme est ung aultre jugement donne entre le procureur du roy audict Chaumont et Me Roland Berthe soy disant admynystrateur de la maladerye dudict yvery et ledict Castillart daultre au siège présidial de Senlis le xxiiiie novbre vc soixante trois signe Barthelemy.

La sixiesme est ung extraict des registres de la court de parlement dung arrest donne entre ledict Berthe appelant et ledict Castilart le xixe juing vc cens soixante cinq signé du Tillet ;

La septiesme est une reqte presentee a Messieurs de la Court de parlement par ledict Castillart signe Bagereau ;

La huitiesme est ung extraict darest donne desd. sieurs de parlement au profict dudict Castillart contre ledict Me Roland Berthe le seiziesme janvier vc soixante cinq signé du Tillet.

Et la neuviesme est une procuration passée par ledict Castillart a Me Jehan Bagereau procureur en parlement le vingt troisiesme jour de mars mil vc soixante cinq signé Sauvalle et de Sainct Denys ;

Item trois aultres pièces enfilées ensemble :

La première est ung adveu en parchemyn baillé par Me Guillaume des prez

chappelain de ladicte chapelle S[t] Jacques dyvery a noble homme Regné de la Roche escuier seigneur de Mons datté du dernier jour de décembre mil v[c] vingt cinq signé dudict de la Roche les seingz cancelez ;

La seconde est une coppie dudict adveu cy dessus datte non signé.

La tierce est une revelation baillé par damoiselle Marye Duval dame de Henonville au monitoire obtenu par les eschevins de la ville de Ponthoise publye en l'église de Mons datte du xxv[e] janvier mil v[c] quatre vingtz six signé Marye Duval ;

Item deulx jugemens donnez du bailly de Chaumont ou son lieutenant le vingt septiesme juillet mil cinq cens quatre vingtz cinq et lautre le vingt quatriesme jour dapvril mil cinq cens quatre vingt six entre le procureur du roy demandeur en saisye dune part et les eschevyns de la ville de Ponthoise stipullans pour le colège dudict lieu opposans contenant main levée avoir este faicte auxdicts eschevyns de Ponthoise de la saisye faicte a la req[te] dudict procureur du roy du revenu temporel de ladicte chapelle dyvery signé Cardin ;

Item une prinse a ferme faicte par Gilles Farcot demeurant à Ivery le Temple de M[e] Robert Francois et Guillaume Dampcongnée eschevyns de la ville de Ponthoise, M[e] Guillaume prieur gouverneur et Hierosyme Cloppin recepveur du colege dudict lieu des terres et heritaiges y declarez apartenans a ladicte chapelle Sainct Jacques dyvery annexe audict colege passe pardevant Symon Dupre et Jacob le Vasseur notaires du roy a Ponthoise le quinziesme jour de décembre mil v[c] quatre vingtz sept signé S. Dupré avec laquelle est attache une declaration et mesure desd. terres faictes par Robert Arthus mestreur juré le vingt sixiesme jour de septembre mil cinq cens vingt huict signé Robert Arthus ;

Item six pièces de procédure faictes par les eschevyns de Ponthoise opposans a la saisye faicte du revenu temporel de ladicte éhapelle Sainct Jacques dyvery a la requeste du procureur du roy dudict Chaumont ;

Item deulx consultations faictes sur lunyon de ladicte chapelle par monseig[r] le cardinal de Bourbon au colege de Ponthoise signe Mesnart ;

Item deulx jugemens donnez au proffict de M[e] Herculetz Castillart lung par le bailly de Chaumont le seiziesme decembre mil v[c] soixante dix signé Boullet et Pinteau contre Pierre Chefdeuille et lautre par monseigneur le lieutenant de Ponthoise contre Guillaume Chefdeuille curateur aux biens vacans dudict Pierre Chefdeuille le septiesme jour de juilliet mil v[c] soixante treize signé M. Charton ;

Toutes lesdictes pièces remises dans ledict sac.

Item ung bail faict en justice pardevant ledict sieur lieutenant du baillage de Senlis a Ponthoise le quatriesme novembre mil v[c] quatre vingtz trois et aultres jours subsequens des terres dyvery et la Villeneufve a la requeste de M[e] Jacques Derin et Gaspart Honoré eschevyns delivrez a Pierre et Guillaume Chefdeuille signe Baston ;

Item ung aultre bail en ferme desdictes terres faict a Gilles Farcot et Jehan le Cordier par Pierre Lhuillier et Jehan Thouset eschevyns de la ville de Ponthoise passe pardevaut Nicolas Dupré et Pierre Dupré notaires du roy a Ponthoise le septiesme jour de janvier mil cinq cens quatre vingtz treize signé N. Dupré.

Item une coppie de quittance des decymes pour raison de ladicte chappelle Sainct Jacques dyvery dattee de lan mil vi^c huict le vingt huictiesme jour de febvrier collationnée le dernier jour de mars mil six cens dix ladicte collation signee Moreau et Dupré.

(Suivent les quatre cinquièmes d'une page et une page blanche).

(26 mars 1624)

Défense de construire un pont sur l'Oise à Neuville

Extraict des Registres du Conseil d'Estat

Entre les habitans de la ville de Ponthoise demandeurs en req^te et letres du xxiii^e may et quatre juillet xvi^c vingt trois dune part, Et m^e Innocent de la Grange sieur de Neufville conseiller au Parlement de Paris et Christofle Marie entrepreneur des ponts de France deffendeurs dautre, et les doyen, chanoines et chappitre de lesglise de Paris et les marchans vouturiers par eaus sur la rivière doise allant et venant de Picardye à Paris receus parties intervenantes, suivant les req^tes des trois et huict febvrier xvi^c vingt quatre, veu par le roy en son conseil lad. req^te du xxiii may tendante à ce que deffences soient faictes aud. de la Grange de passer oultre à la continuation du pont qu'il pretend faire construire près de sad. maison de Neuville sur la rivière dOise pour y attirer le passage entree et sortye de France et de Normandye et le destourner de lad. ville de Ponthoise au grand préiudice de sa Majeste, du publicq et particulièrement desdictz habitans, arrest sur lad. requeste portant que led. de la Grange seroit assigné aud. conseil aux fins dicelles et ce pendant quil seroit surcis aux ouvrages et constructions dud. pont jusques à ce que par Sa Majesté en eust esté autrement ordonné; dudict jour xxiii may exploict dassignation aud. s^r de la Grange pour procéder aux fins dud. arest du dixiesme juing audict an lesdictes letres obtenues contre lesd. demandeurs led. jour quatriesme julliet aux fins dassigner aud. conseil led. Marie pour lui veoir faire pareilles deffences quaudit de la Grange et ce pendant deffences aux presidens et *trésoriers* de France a Paris de prendre aucune congnoissance des procès et differendz desd. parties circonstances et despendances a peyne de nullite, cassation de procedure despens domaiges et intherestz — Exploict dassignation aud. Marie pour procéder aux fins desd. lettres du xii^e julliet aud. an autres letres desd. demandeurs par lesquelles deffenses sont faictes ausdictz de la Grange et Marie de faire passer oultre a la continuation dud. pont charrier ny avalle aucun bois a cest effect a peyne de vingt mille livres damendes du xvii novembre audict an. Par sa requeste presentee par led. chap. de Paris tendant affin destre receu partie intervenante aud. procès pour empescher la construction dudict pont sur lad. rivière a cause que le seigneur du village dandresy avoit ung passage aud. lieu qui seroit antièrement ruyné sy le desseing dudict Marie avoit lieu; sur laquelle req^te ilz sont receuz parties intervenantes dud. jour huitiesme febvrier signification dicelle du xii^e dudict mois. Ladicte requeste

dintervention presentee par lesdiclz marchands voicturiers tendant afin dempeschер lad. construction du III dud. moys de febvrier; signification dicelle du cinquiesme dudict mois, acte de delibération desdictz habitans de Ponthoise contenant les raisons qui les ont meuz a empescher ladicte construction du IIIIe janvier dernier; Requeste presentée par led. Marie ausdictz tresoriers de france sur laquelle auroit estée ordonné quelle seroit communiqué ausdictz demandeurs et que commandement leur seroit faict de fournir de leurs moyens dopposition du XXVIe juing XVIc XXIII; arrest dudit conseil par lequel est permis aud. Marie de conduire ou bon luy semblerait le bois quil a fait charoyer et avallé sur lad. rivière a la charge de ne lemployer en aucune œuvre pour la construction dudict pont du cinquiesme decembre dernier. Lettres patentes par lesquelles la congnoissance des differendz qui pouroient mouvoir pour la construction des ponts est attribué au parlement de Paris du premier aoust XVIc neuf; requeste emploié pour production par led. de la Grange du Xe febvrier dernier signiffié lesd. jour, apoinctement en droict pour entre lesdictes parties du XXII décembre dernier leur escriptures et productions et tout ce quelle ont mis et produict pardevant le commissaire a ce deputté et de son raport, et tout considéré, le Roy en son conseil, a evocqué et evocque a soy et sondict conseil le differend pendant entre lesdictes parties devant lesdictz president et tresoriers generaulx de France et y faisant droict ensemble sur lad. requeste du XXIIII may dernier a faict deffences aud. Marie et tous autres de faire construire aucun pont près la maison de Neufville ny ailleurs sur la riviere doise es environs de Ponthoise sans despens. Faict au Conseil dEstat du roy tenu à Paris le XXVI jour de mars mil six cens vingt quatre. Signé enfin Deguenegaud avec paraphe.

Collation de la présente copie a este faicte, prinse et collationnée a loriginal dicelle estant en parchemin laquelle est bonne veritable selon led. original rendu par nous nottaire pour le roy nostre sire en la ville et chastellenie de Ponthoise soubsigné le neufviesme jour de juilliet mil six cens vingt quatre après midy.

Signé : Turpin, Lecousturier.

(6 mai 1624)

Un procès étant pendant au parlement entre la ville de Pontoise, l'Hôtel-Dieu, la commune de Cormeilles-en-Vexin, en appel comme d'abus d'une ordonnance du grand aumônier de France qui interdit à l'hôpital de Pontoise de recevoir les malades atteints de maladies contagieuses, le parlement par arrêt provisionnel, tous droits et moyens réservés quant au fond, enjoint à l'hôpital de Pontoise de recevoir lesdits malades.

Louis par la grâce de Dieu Roy au bailly de Senlys ou son lieutenant a Ponthoise premier des huissiers de nostre court de parlement ou autre nostre

sergent sur ce requis salut. Comme le jour et datte des presentes comparans en nostre dicte court les eschevins scindicq et habitans de la ville et faulxbourgs de Ponthoise, et les manans et habitans du village de Cormeilles en Vexin intervenans et opposans a lexecution des lettres patentes obtenues par les inthimés au moys doctobre xvi^c^ vingt deux et apelans comme dabus dun jugement et ordonnance du grand aumosnier de France du sept may audit an et ce que sen est ensuivy et deffanses dune part Et les religieuses et prieure de l'hospital Dieu dudict Ponthoise inthimés et demanderesse a lentherinement des dictes lettres et lesditz eschevins et habitans deffandeurs, et les presbtres habitues aud. hospital Dieu demandeurs en req^te^ du dix julliet dernier, et iceux habitans de Ponthoise deffandeurs dautre, sans que les qualités puissent nuire ne prejudicier, Apres que le Noir pour les esehevins scindicq et habitans de Ponthoise, Doujat pour les religieuses de lhospital S^t^ Nicollas en ladicte ville ont este ouys tant sur led. appel comme dabus de lordonnance du sieur cardinal de la Rochefoucault en qualité de grand aumosnier, par laquelle il a faict deffences aux relligieux dud. hostel recevoir les malades de la contagion lesquelz ayant este receus de tout temps immemorial conformement au tiltre de possession dont a faict lecture et resentement en lannée mil six cens dix neuf et souffert lexecution dune sentence de provision donnee par le lieutenant du bailiy de Senlis aùd. Ponthoise Auquel appel le Noir a conclud et en son oposition aux lettres patentes obtenues par les religieuses aux fins destre descharges par cy appres de lad. reception et nouriture desd. malades de la contagion a ce, attendu que lordonnance du grand aumosnier est abusive nayant jurisdition que pour le reglement des hospitaux et non du general duquel a voulu congnoistre le tout soit cassé et sans avoir esgard aux lettres attendu que la maladie presse pour éviter aux aultres accidens qui sont arrives, soit dict que led. hostel Dieu sera ouvert et en ce faisant les deffences portées par certain arrest seront levees et ostées et lesdictz relligieux debouttés de leffect et entherinement de leurs dictes lettres, Et Doujat au contraires qui a desnie la possession par lesd. appelans pretendue lhospital estant de fondation royalle y ayant tiltre de benefice fonde par les roys qui pourveoient nestant subjectz soit par la fondation soit par le statut a recepvoir lesd. malades ny peuvent y estre contrainctz que sy par cydevant oui faict quelques charités cela ne peult les obliger, cest pourquoy conclud a lentherinement desdictes lettres ; ouy aussy Forest pour les habitans de Cormeilles, Grenet pour les prebstres habitués, ensemble Pervin pour le procureur general qui a dict que par ce qui resulte des lettres soit de la fondation soit du statut, les religieuses ne peuvent estre obliges a recevoir aucuns malades de contagion attendu que se sont religieuses enfermées qui ont faict veu de la reigle S^t^ Augustin et encores que cy devant elles ayent souffert par charité de recepvoir des malades de contagion cela ne peult estre tiré contre elles, neantmoings entand que le grand aulmosnier par une ordonnance a entreprins sur la justice ordinaire ne veullent soustenir sa procceddure et apresent que les religieuses ont obtenu nos lettres patentes pour estre deschargees de ladicte hospitalité, adherent aux inthimés à ce que lesdictes lettres soient entherinees, Mais neantmoings attendu

que le mal presse estiment quil y a lieu dordonner que certaines sommes de deniers seront levees et la plus part sur les eclesiastiques pour faire une maison a loger et faire penser les malades de ladicte contagion. — Nostre dicte cour sur lappel comme dabus et oposition de la ville a apoincté et appoincte les parties au conseil corrigeront leur plaidoies et adjousteront ce que bon leur semblera produiront au mois bailleront contredictz et salvations dans le temps de lordonnance et ce pendant sans préjudice des droictz des parties au principal et par maniere de provision a levé et lève les deffences particulieres, ordonne que lhospital sera ouvert pour y recepvoir les malades de la contagion (1) et ce en une salle séparée des aultres mallades et que pour cet effect la prieure sera tenue bailler deux relligieuses pour servir lesdictz malades de la contagion et avecq un prestre secullier pour leur administrer les sacremens, Cy vous mandons a la req^te^ desdictz eschevins et habitans de Ponthoise mettre le présent arrest à exécution selon sa forme et teneur, De ce faire vous donnons pouvoir. — Donné à Paris en nostre parlement le six^e^ jour de may lan de grâce mil six cens vingt quatre et de nostre règne le quatorziesme. — Et plus bas est escript par la chambre Gallard avecq paraphe.

Collation de la présente copie a esté faicte prinse et collationnée a loriginal dicelle laquelle est trouvée véritable selon ledit original rendu par nous nottaires pour le roy nostre sire en la ville et chastellerie de Ponthoise soubzignés le neufviesme jour de juilliet mil six cent vingt quatre après midy.

Signé : Turpin et Lecousturier.

(1^er^ juin 1724)

Arrêt du Parlement de Paris prononçant par provision mainlevée de saisies pratiquées à la requête des échevins de Pontoise sur les meubles, bestiaux et autres objets saisis sur les fermiers de l'Hôtel-Dieu de Pontoise, à charge par les religieuses de payer mille livres auxdits échevins ; cette somme sera employée en achat de meubles et en frais de nourriture pour les malades atteints de la contagion.

Extraict des Registres du Parlement

Entre les relligieuses et prieure de lhospital dieu de Pontoise demanderesses en req^te^ du vingt quatre may mil six cens vingt quatre tendante afin destre receues opposantes aux ordonnances et jugemens du lieutenant general de Ponthoise des dix huict et vingt ung des dictz mois et an, saisies et executions faictes en vertu diceulx et que lesdictes saisies et executions soient declarées injurieuses, tortionnaires et desraisonnables, mainlevée a elle faicte dicelle et a leurs fermiers et les deffendeurs cy appres nommé condampnés es domaiges par elle a leurdictz

(1) Une main plus moderne a rayé le mot *contagion* qu'elle a remplacé par le mot *peste*.

fermiers euz et souffertz et qu'ilz auront et soufriront cy appres avecq deffences aud. lieutenant et aultres officiers de Ponthoise de plus user de telles voyes et de congnoistre a ladvenir des causes et differendz desdictes demanderesses et a tous sergens de mettre leur sentence a execution a peyne de nullité de telle amende quil plaira a la court et de tous despens domaiges et intherest en leurs propres et privés noms et deffanderesse dune part et les eschevins scindicq et habitans de la ville et faulxbourgs dudict Ponthoise deffandeurs et incidemment demandeurs en aultre req^te du trente ungiesme dudict mois et an afin destre envoyé absoulz des demandes fins et conclusions contre eux prinse par la susdicte requeste avecq despens et en executant larrest rendu entre les parties le sixiesme dudict mois de may dernier quil soit ordonné que lesdictes religieuses feroient ouverture en ce qui reste a ouvrir dudict hospital pretendu des pestiférés aud. Ponthoise, fourniront de vivre et tout ce qui sera necessaire aux pauvres malades de la contagion par le tour et garniront toutes les couches et aultres ustancilles quiceulx eschevins pretendent avoir este en la salle et chambres dudict hospital pretendu des pestiférés, fourniront de deux relligieuses et dun confesseur et qua ce faire elles seront contrainctes par toutes voyes deues et raisonnables mesme par saisie de leur revenu temporel nonobstant oppositions ou appellations quelconques faictes ou à faire et sans préjudice dicelle daultre part. Et encore Corail Cheriot et Nicolle Biget fermiers desdites religieuses et prieure demandeurs en aultre requeste dudict jour xxxi may dernier tendante fin destre reccue parties intervenantes en la susdicte instance et appelans des susdictz jugemens, saisie et executions dune aultre part, Et lesdictes religieuses et prieure dud. hospital dieu et lesdictz eschevins scindicq et habitans de ladicte ville et faulxbourgs dud. Ponthoise respectivement deffendeurs daultre part sans que les qualités puissent prejudicier. Doujat pour les demanderesses a conclud en sa req^te a ce que mainlevee leur soit faicte des saisies faicte entre leurs mains (1) a la requeste des eschevins de Ponthoise en vertu dexecutoire decerné par le lieutenant de Ponthoise juge et soliciteur en la cause pour prétendue nouriture des pauvres de la contagion bien quelle ny soient subjectes le revenu de lhospital de Ponthoise nestant que de cinq mil cinq cens livres au plus, sur quoy leur convient nourir trente relligieuses six prebstres et dordinaire plus de trente cinq pauvres par chacùn jour, pour a quoy satisfaire, quant il ne fauldrait que cinq solz par jour pour chacune personne convient six mil livres offrent bailler cent livres par chacun mois en les deschargeant de la nouritture des pauvres ordinaires, leur vœu na esté pour penser les pauvres de lad. contagion, requierent estre reccues opposantes a lexecution des sentences donnees par ledict lieutenant de Ponthoise et que lexecution des arrestz a ladvenir soit adresse a aultre juge; Le Noir pour lesdicts eschevins que le revenu dud. hospital est non seullement affecté pour la nouritture des pauvres mais aussy des mallades de la contagion que de sen penser excuser pour le grand nombre de relligieuses il ny a apparence pour aultant quelles ne doibvent estre que douzes, le surplus renvoyé pour autant

(1) La rédaction primitive était : faite entre les mains de leurs fermiers.

quelles vivent du revenu qui debvoit estre employe pour les pauvres, nont executé larrest naguierre donné pour autant quelles nont fourny deux relligieuses et dun prebstre comme il est ordonne par iceluy ains ont seullement baillé les clefz dud. hospital auquel ne sont trouves aulcuns meubles, soustiennent que tout ce qui a este faict a este bien et deuement faict et subordinairement conclud a ce que lesdicts religieuses soient tenues fournir meubles et vivres aux malades et un prebtre pour les administrer. Doujat a replique que lesdictz eschevins ont deniers de la confrairie des clercs de lhospital S^t^ Jacques de la maladrerie et deniers commungs plus que sufisans pour satisfaire a ce qui est necessaire pour lesdictz malades partant non recepvables en leur requeste. — La Cour sur les req^tes^ respectivement presentées et opposition desdictes religieuses apoincte les parties a mettre leurs pièces pardevers elles, escrire et produire dans huictaine pour leur faire droict conjoinctement ou separement, ce pendant sans préjudice de leurs droictz fait main levee aux parties de Doujat des meubles, bestiaux et aultres choses saisies sur leurs fermiers en payant presentement par provision ausdictz eschevins la somme de mil livres par six mois pour emploier tant en lachapt de meubles que pour la nouriture des malades de la contagion desduction faicte de ce qui a este payé par lesdictes relligieuses ou leurs fermiers et en cas que lad. maladie continue ordonne quen presentant par les maires et eschevins de lad. ville req^te^ a lad. cour y sera par elle pourveu ainsy quil apartiendra par raison, ordonne que le substitut du procureur general du roy mettera dans la huictaine es mains de M^e^ Jacques Sanguin conseiller en icelle le compte du revenu temporel de la confrairie des clercs pour en cas quil sy trouve deniers revenans estre aussy employées a la nourriture des pauvres malades de la contagion et aultrement faict droict ainsy que de raison sans despens. Faict en Parlement le premier juing mil six cens vingt quatre. Signé en fin Gallard avec paraphe.

Collation de la presente copie a este faicte, prinse et collationnee a loriginal dicelle laquelle cest trouvé veritable selon ledict original rendu par nous nottaires pour le roy nostre sire en la ville et chastellenie de Ponthoise soulzsigne le neufvieme jour de juilliet mil six cene vingt quatre après midi.

Signé : Turpin, Lecousturier.

(1^er^ Juin 1624)

Procès-verbal de compulsoire dressé à la requête des échevins de Pontoise, en vertu d'un arrêt du Parlement de Paris, des statuts et constitution de l'Hôtel-Dieu de Pontoise.

Lan mil six cens vingt quatre le premier juin sur les sept du matin en vertu de la req^te^ et ordonnance esmanee de nosseigneurs de parlement datte du xxxi^e^ may dernier Et a la req^te^ des eschevins scindicq de la ville de Ponthoise impetrant Je huissier en parlement soubzsigne suivant lassignation donnee en vertu et a la requeste que dessus par moy faict led. xxxi may a la Prieure et religieuse de

lhostel dieu dud. Ponthoise de comparoir ce mattin a lheure cy dessus audevant de lesglise St Cosme rue de la harpe pardevant moy pour veoir proceder a leffest de lad. req^te et ordonnance et veoir compulser les constitutions dud. hostel dieu me suis transporté au devant de lad. esglise St Cosme a lad. heure de sept heure du matin ou estant seroit comparu m^e Jehan Langlois scindicq desd. eschevins asiste de M^e Nicolle Turpin procureur en parlement lequel mauroit requis vouloir proceder aud. compulsoire et apres avoir atendu jusques apres de huict heure que lesd. prieure et religieuses ne seroient comparus ny aultres pour eulx contre lesquelles jaurois donne deffault et par vertu diceluy proceder a lexecution de lad. requeste et ordonnance et fait commandement a M^e Anthoine Bourseret prebstre, a maistre Ezardz prieur de St Denis de Compterain diosaize du Mans demeurant au college de la Marche trouve audevant de lad. Esglise de me representer certaln registre et constitution dud. hostel dieu de Ponthoise pour dicelluy extraire ce qui sera besoing lequel optemperant a mondict commandement mauroit represente un registre en papier contenant les constitutions faicte dudict hostel dieu au dos duquel est escript Reglement et ordonnance pour le sieur Cardinal grand aumosnier contre de Calonne et cotte A A Chaillou commensant par ces motz « au nom de la tres saincte Trinité père filz et sainct esprit, Nous Pierre Berthier docteur es droictz prieur de Cousins visiteur ordonné dauctorité de Monseig^r lilustrissime et reverendissime cardinal Duperon archevesque de Cens grand aumosnier de France avons faict et statué les reglemens et ordonnances et constitutions qui ensuivent selon lordre de visite et comme necessaire pour le retablissement du service divin en lhostel dieu de Ponthoise, nouritture et entretenement des pauvres. »

Au feuillet dix verso chapitre treize des malades pestiférés.

Les pauvres qui seront attainct de la contagion seront pareillement recus aud. hopital et neantmoings du tout separé des aultres malades et mis au lieu a ce destiné, lesquelz seront nouris et pansés par aucune desdictes sœurs lesquelles nauront aucune hantisse avecq les aultres pendant le danger de la peste. Il leur sera administre leurs necessites au travers dun tour comme aussi auront elle un confesseur particullier ainsy quil est porte par larticle quarente septiesme desd. constitutions et affin que rien ne puisse estre altere de ce que nous avons ordonné cy dessus en faveur desdictz pauvres malades sans quen tout cas ilz se puissent plaindre ou aultres pour ceux des manquemens que lesdictes prieure et relligieuses pouront faire soit par incurye nonchalance ou aultrement, nous avons ordonné que le reglement fait cy dessus sera escript en lettre bien lisible et apposé a un tableau lequel sera affiché tant joignant la porte de lentrée du lieu ou sont lesdictz malades pour led. reglement estre leu a haulte voix par lhospitalliere ou servycière tous les premiers jours de chacun mois auparavant le disné desd. pauvres sans pourtant iceluy reculler tant soit peu.

Au feuillet vingt huict recto et verso de la closture chapitre XXXIII

Lesdictes religieuses garderont la closture que nous entendons estre pour le present depuis lenseinte de la basse cour inclusivement jusques au lieu

de lhospital de la peste aussy inclusivement, et a cest effect seront murees toutes les portes qui aboutissent au dehors fors et excepte une du costé du jardin laquelle pourtant ne sera ouverte tant que le jardin sera exposé aux passages et sentinelles et rondes. Au feulliet quarente recto et verso et finissant par ces mots : « Le trentiesme et dernier novembre mil six cens quinze » Les constitutions et ordonnances escriptes cy dessus furent lues et publyees en nostre presence et desdictz sieurs Auroux de la Croix, et led. Me Corard Yon secretaire de lad. visite et ce au refectoire dudict hostel dieu lesdictes religieuses y estant assemblees capitulairement au nombre de saize, la prieure estant absente avecq sœur Margueritte Forest et a icelle tant presente que absente et advenir nous avons enjoint de bien garder et observer lesdictes ordonnances et constitutions a peyne dinobediance, lesquelles religieuses par lorganne de sœur Margueritte de Dampont souz prieure nous auroient requis et suplie de leur en vouloir donne la communication pour deux ou trois jours afin daviser entre elles et desduire leur intherestz sy besoing estoit ce que nous avons accorde et néantmoings ordonne que dans le delay de trois jours toutes les religieuses lesquelles se trouveront navoir pas exprimé par leurs vœux lobedience deue aud. sieur cardinal comme grand aumosnier de France seront tenus de ce faire et prester le serment entre nos mains et les aultres religieuses qui auroient faict expression renouveleront leurs vœux ce quelles auroient fait le quatriesme dudict mois de decembre ensuivant Et nous auroient declaré avoir recognu que lesd. constitutions et ordonnances estoient utilles et necessaires pour le retablissement de lad. regularité aud. hostel dieu et auroient promis icelles constitutions et ordonnance de garder et observer de tout leur pouvoir moiennant la grace de dieu en foy de ce les auroient soubzscriptes ainsy qu'il apert plus a plain par nostre proces verbal de visite ainsy signé sœur Bonnaventure de Dampont soubz prieure, sœur Louyse Clement, sœur Blanche Bouteville, sœur Anne de Chantelou, sœur Catherine Rousseau, sœur Philippe Morin, sœur Marie Cartery, sœur Jacqueline de Dampont, sœur Marie Dumoulin, sœur Michelle Seguier, sœur Gillette Charton, sœur Jehanne Daigaux, sœur Catherine de Mare, sœur Marie Gueriteau, sœur Claude de la Court, sœur Nicolle Hamelin, avec les marques des sœurs Anthoinette Dutos, Marie Françoise, Louis Pliette, Claude Cheron, Signé Duberthier, visiteur susdict, Auroux de la Croix et Yon. Ce fut faict et extraict sur led. original ce fait rendu aud. Bourseret dont et de ce que dessus ay fait le présent procès verbal ce me requerant led. Langlois aud. non assisté dud. Turpin pour leur servir allencontre desd. prieurs et religieuses ainsy que de raison. Signé Doussin avec paraphe.

Collation de la presente copie a esté faicte, prinse et collationnee a loriginal dicelle laquelle cest trouvé veritable selon led. original rendu par nous nottaires pour le roy nostre sire en la ville et chastellenie de Pontoise soubzsignés le neufviesme jour de juillet mil six cens vingt quatre après midy.

Signé : Turpin, Lecousturier.

(Suit une page blanche.)

(3 septembre 1668)

En marge on lit : « Arrest du conᵉⁱˡ pour la reparation des tuyaux des fontaines de cette ville et levée de 1200 l. pour une fois seulement et de 300 l. annuellement pour les gages du fontainier, avec decharge d'en rendre compte tant pour le passé qu'à l'advenir, à la chambre des comptes a Paris.

Extraict des Registres du Conᵉⁱˡ d'estat

Sur la reqᵗᵉ presentée au Roy en son conseil par les Eschevins de la ville de Pontoise, contenant que s'estant trouvé une source d'eau vifve en certain lieu esloigné de lad. ville de trois quarts de lieue ou environ, leurs predecesseurs se seroient efforcez de faire conduire la sourcc par canaux ou tuyaux de plomb et de terre jusques dans lad. ville en laquelle ils auroient faict rejaillir plusieurs fontaines en plusieurs endroits de lad. ville pour servir à la necessité et utilité de tous lesd. habitans, est neantmoins depuis peu arrivé que lesd. fontaines sont entierement deperies faute d'entretenement ou autrement par la ruine totalle et rupture desd. canaux qui ne se peuvent point restablir sans amploier du moins la somme de douze cens livres attendu la quantité des deffaux qui s'y sont pu descouvrir par l'estat que le nomme Auvray fontainier en auroit fourni, a quoy les habitans ne peuvent remedier au grand preiudice de leur santé et des communautez religieuses de lad. ville qui ont absolument necessité desd. eaux sans lesqᵘˡˢᵉ ils ne pouroient subsister. Et comme lesd. supplians n'ont aucun fond de deniers communs soit pour les retablir ou les entretenir a l'advenir estant reparées et remises en leur premier estat quand pour le seul entretenement d'icelles, ils continueroient comme par le passé la somme de 300 l. de gages au fontainier, dont le paiement auroit cessé depuis quelques années accause que pour le seul sujet de lad. levée sur eux faicte par roolle particulier, les recepveurs et argentiers de lad. ville estant poursuivis de trois ans en trois ans en la Chambre des comptes de Paris, affin d'en rendre compte quoyque la recepte ne fut subjette à la juridiction de lad. chambre, n'étant point des deniers communs et patrimoniaux la plus grande partie de lad. somme destinee pour lesd. gages se trouvoit consommée et divertie pour les espèces de la chambre, frais de compte, courses d'huissiers et amandes, et d'autant que pour parvenir à la refection et retablissement desd. fontaines lesquelles sont absolument nécessaires pour la vie de tous les habitants qui sont d'ailleurs redevables aux argentiers et autres qui ont passé dans les charges des supplians de plus de 95,000 l. a faute d'aucun autre fond ; sont necessité de faire une nouvelle levée sur eux de lad. somme de xiiᶜ l. et pour l'entretement d'icelles continuer les gages dud. fontainier de la somme de trois cens livres par chacun *(an)* pour faciliter laquelle levée et à la décharge et soulagement des pauvres ils auroient notable interest que non seulement les contribuables auxd. tailles mais aussi les exempts non exempts, privilegiez ou non privilégiez mesme les eclesiastiques, communautés regulieres et seculiers et nobles de la ville y fussent subjetcs et que pour empescher le divertissement de

lad. somme destinee pour les gages dudit fontainier, ils fussent dispensez d'en compter à lad. chambre des comptes tant pour les années passées qu'à l'advenir. Veu lad. requeste pièces attachées à icelle et ouy le rapport du sieur Colbert conseiller ordinaire au conseil royal controlleur général des finances.

Le roy en son conseil a permis et permet auxd. supplians de faire faire la levée sur lesd. habitans par les asseeurs collecteurs les tailles de l'année mil six cens soixante et huict, de la somme de douze eens livres tournois en lad. année presente seulement pour le restablissement desd. fontaines et de celle de trois cens livres par chacun an pour les gages dud. fontainier ; au roolles des deux sommes qui sera faict en la presence dud. supplians pouront estre compris les exemps, non exempts, privilegiez et non privilegiez ecclesiastiques, nobles, communautez seculières et regulières à la charge de n'en divertir les deniers a autre employ sans que pour raison desdits levées ils soient tenus d'en compter à lad. Chambre des comptes ny ailleurs dont sa Majesté les a dechargé et decharge tant pour le passé que pour l'advenir, mesme de l'enregistrement du present arrest et sans qu'il en soit besoin d'autre, faict en Conseil d'estat du roy tenu à Saint-Germain-en-Laye, le troisiesme jour de septembre mil six cens soixante et huict. Signé Berrier avec paraphe.

Louis par la grâce de Dieu roy de France et de Navarre à notre cher et bien aimé Me Nicolas Villot esleu antien en l'election particuliere de Pontoise Salut. Suivant l'arrest dont l'extraict est y attaché sous le contre scel de nostre chancellerie aujourdhuy donné en nostre conseil d'estat, sur le requte a nous présentée par les eschevins de la ville de Pontoise, nous vous mandons et ordonnons que par les asseeurs et collecteurs des tailles de l'année presente 1668 vous ayez a faire imposer et lever en lad. presente année seulement la somme de douze cens livres pour le restablissement des fontaines et celle de trois cens livres par chacun an pour les gages du fontainier sur les habitans de lad. ville exemps, non exemps, privilégiés, eclesiastiques, nobles, communautez seculières ou regulières, conformément aud. arrest, lequel nous commandons au premier nostre huissier ou sergent sur ce requis de signifier a tous qu'il appartiendra a ce qu'ils n'en prétendent cause d'ignorance et faire pour son entière exécution toutes autres significations, commandements, sommations et autres actes et exploits a ce requis et necessaires sans autre permission nonobstant les deffences portées par les commissions des tailles, et sans retardation de la levée de nos deniers, car tel est nostre plaisir. Donné à Saint-Germain-en-Laye le troisième jour de septembre l'an de grace mil six cens soixante et huit et de nostre règne le xxvie. Par le roy en son conseil signé Berryer avec paraphe et scellé.

L'an mil six cens soixante et onze le samedy vingt cinquiesme avril avant midy, à la requte des sieurs eschevins de la ville de Pontoise y demeurant qui ont esleu leurs domicille en cette ville de Paris en la maison de Me Guillaume Seuchenot procureur au chastelet de Paris seize rue Mauconseil paroisse St Eustache, l'arrest du Conseil d'estat du roy rendu à leur proffit, donné à St Germain en laye le troisième septembre xvie soixante et huict signé Berryer et commission obte-

nue sur icelluy en la grande chancellerie de France led. jour troisième septembre aud. au XVI^e^ soixante et huict signé par le roy en son conseil Berryer scellé du grand sceau avec le contre scel de cire jaulne, ont esté par moi Antoine Boutiller huissier a verge au chastelet de Paris soubsigné y demeurant rue de la Truanrie paroisse S^t^ Eustache, montrez, signifiez et duement faict à scavoir iceux à Mons^r^ Girard conseiller du roy en ses conseil d'estat et privé et son procureur general en la chambre des comptes en son domicile rue de Richelieu parlant au portier dud. seigneur et depuis au s^r^ Desneux son secretaire a ce que du contenu en icelluy led. s. Girard n'en prettende cause d'ignorance, desquels arrest et commission du present exploit je lui ay parlant que dessus baillé et laissé coppie signé Boutiller. Controllé à Paris le vingt sept avril XVI^e^ soixante et onze folio 14 c. 5o registre 12 signé Regnault avec paraphe.

Collation des présentes ont este faictes sur leurs originaux, ce faict rendus par les nottaires royaux à Pontoise soubsigné le douziesme jour de décembre mil six cens soixante et douze.

Suivent les signatures de DAGNEAUX, LANGLOIS.

(25 avril 1672)

On lit en marge : Autre arrest pour le mesme sujet et que les roolles seront rendus exécutoires mesmes les contestations qui pouront survenir jugées sommairement par l'esleu sans frais. »

Extraict des Registres du Conseil d'estat

Sur la requeste présentée au roy en son conseil par les eschevins de la ville de Pontoise, contenant que pour restablir les fontaines ruinées en plusieurs endroits de lad. ville, il a pleu a sa Maj^té^ par arrest de son con^eil^ du troisiesme septembre 1668 de permettre pour la nécessité publique l'imposition et levée estre faicte sur les habitans de lad. ville par les collecteurs des tailles de lad. année, d'une somme de douze cens livres pour une fois seulement et de celle de trois cens livres annuellement pour les gages du fontainier pour estre lesd. deux sommes payées par tous lesd. habitans, exemps et non exemps, privilégiez et non privilégiez, eclesiastiques, nobles et communautez, seculieres et regulieres ; en exécution de cet arrest lad. somme de douze cens livres a esté imposée et levée pour la plus grande partie, comme aussy celle de trois cens livres pour lesd. gages de 1668 deubz aud. fontainier qui a travaillé jusques à present auxd. fontaines sans avoir pû estre payé de touttes les années passées par le refus que les collecteurs des années 1669, 1670 et 1671 ont faict de lever lad. somme de III^c^ ℔ au desir dud. arrest du conseil soubz pretexte que dans les roolles qui en doivent estre faicts en particulier distincts et separez de tous aultres roolles, les supplians n'ont pas voulu souffrir qu'ils comprisent de prétendus rejets qui n'avoient rien de commun avec lad. levée pour raison de quoy s'estant meü contestation par-

devant l'esleu particulier de Pontoise elle auroit esté terminée le XIXe mars dernier en faveur des supplians auxquels après plus de six mois de retardement qui a esté apporté par led. esleu particulier, dans le jugement qu'il avoit a rendre, il a obligé son greffier de n'en point deslivrer la sentence sans estre payé par luy et le procureur du roy des espices et autres droicts (1) que led. esleu s'est attribué de chacun roolle pour les rendre executoires. Et comme lesd. roolles concernant le bien public, les supplians estiment quil ne peut estre deub aucun droit ny esmolument aux officiers qui agissent autant pour eux mesmes en ce rencontre quilz sont obligez de contribuer dans une cause qui ne leur est pas moins commune qu'aux autres, ce qui est sy vray, que quand le conseil par sond. arrest a fixé pour le retablissement desd. fontaines une somme de douze cens livres pour une fois seulement et une somme de trois cens livres annuellement pour les gages d'un fontainier, ils n'ont rien ordonné pour lesd. officiers, et dautant que les supplians ont notable interest que led. fontainier soit payé affin de faire cesser ses menaces de quitter lesd. fontaines, lesquelles tomberoient dans le premier desordre sil n'ai ut promptement pourveu, jusques la mesme que les religieuses carmélites et de l'hostel Dieu de Pontoise commencent d'en souffrir ayant fait faire des sommations aux supplians de leur fournir les eaux nécessaires et accoustumées. C'est pourquoy les supplians qui par leurs qualitez d'eschevins sont indispensablement obligez de veiller au bien public requeroient quil pleust a sa Majté ordonner que led. arrest du conseil du troisiesme septembre 1668 sera executté selon sa forme et teneur et conformément a icelluy condamner le nommé Dardet collecteur chargé du roolle de 1200 # d'une part et 300 # d'autre pour l'année 1668 a continuer la levee desd. deux sommes, ensemble les collecteurs des années 1669, 1670, 1671, 1672 et suivantes chacun endroit soy la collecte des trois cens livres ordonné par led. arrest pour chacune desd. années en vertu des roolles particuliers qui seront rendus executoires, mesme les contestations qui pouront survenir jugées sommairement par led. esleu sans frais, pour les deniers provenans desd. roolles estre delivrez et mis es mains des supplians, avec le restant dud. roolle de 1668 par led. Dardet et aultres collecteurs, lesquels a ce faire seront contrains comme pour deniers royaux en vertu de l'arrest qui interviendra, non obstant touttes saisies faictes ou a faire dont sera baillé main levée, sans que les collecteurs puissent comprendre dans lesd. roolles aucune austre levee de deniers. Veu lad. requeste signée le Tellier et P. Fournier supplians et Raince advocat aud. conseil, ledit arrest du troisiesme septembre 1668 et autres pieces attachées à lad. reqte, oüy le rapport du sr de Miromenil conseiller du roy en ses conseils a ce deputé, et tout considéré, Le Roy en son conseil ayant esgard a lad. requeste conformement a l'arrest dicelluy du troisiesme septembre 1668 a ordonné et ordonne que led. Dardet collecteur chargé du roolle

(1) *En regard de cet exposé on lit en marge de ces quelques lignes du texte :* « Par acte délivré auxd. eschevins par Nicolas Dagneaux et Claude Langlois notaires aud. Pontoise le 29 mars 1672. »

de douze cens livres d'une part et de trois cens livres d'autre pour lad. année, continuera la levee desd. deux sommes et que les collecteurs des années 1669, 1670, 1671 et 1672 et suivantes feront chacun la levee desd. trois cens livres en vertu de roolles particuliers distincts et séparez dans lesquels ne poura estre comprise d'autre levée ; lesquels roolles seront rendus executoires, mesme les contestations qui pouront survenir jugées sommairement par led. esleu sans frais, pour les deniers provenans desd. roolles estre delivrez et mis es mains des supplians avec le restant dud. roolle de mil six cent soixante et huict par led. Dardet et aultres collecteurs, lesquels a ce faire seront contrains comme pour deniers royaux en vertu du present arrest nonobstant touttes saisies faictes ou a faire dont sa Majté a baillé main levée attendu la destination desd. deniers qui ne pouront estre divertis ponr quelque cause et occasion que ce soit.

Fait en Conseil d'estat du roy tenu a St Germain en laye le vingt cinquiesme jour d'avril mil six cens soixante et douze. Signé Foucault avec paraphe.

Louis par la grace de Dieu roy de France et de Navarre au premier des huissiers ordinaires de nos conseils ou autre huissier ou sergent sur ce requis, nous te mandons et commandons que l'arrest dont l'extraict est cy attaché sous le contre scel de nostre chancellerie cejourd'hui rendu en nostre conseil d'estat sur la reqte presentée en icelluy par les eschevins de la ville de Pontoise, tu signifie a leur reqte aux denommez en icelluy et à tous autres qu'il apartiendra a ce quils n'en ignorent et faicts au surplus pour l'entière execution d'icelluy tous exploits de commandements, sommations, contraintes et autres actes nécessaires de ce faire, te donnons pouvoir sans pour ce demander autre permission, car tel est notre plaisir. Donné à St Germain en laye le vingt cinquiesme jour d'avril l'an de grace mil six cens soixante et douze et de notre règne le vingt neufviesme. Par le roy en son conseil, signé Foucault avec paraphe et scellé.

Collationné à l'original, ce faict rendu par nous notaires et tabellions royaux à Pontoise le troisiesme jour de mars XVIc soixante et treize.

Signé Dagneaux et Langlois.

(Suivent deux pages blanches.)

CXXXIII

(6 juillet 1673)

L'assemblée vote des actions de grâce pour la prise de Maëstrich.

Ce jourdhuy sixiesme jour de juillet 1673, issue des vespres, en l'assemblee convocquee en lhostel de ville a la diligence des eschevins de Ponthoise a este arresté que pour rendre grace a Dieu de la prise de la ville de Maestrich par Sa Majesté, il sera chanté un *te deum* en l'eglise paroissialle de

S[t] Maclou de Ponthoise en la maniere accoustumee, auquel la Compagnie assistera en corps, en suitte de quoy il sera faict un feu de joye en la place publique et vis a vis de l'hostel de ladite ville et le canon tirer.

Ont signé : Demonthiers, L. Barbier, Letellier, Aubery, de Sainct Denis, Duboys, Gérard, N. Jeufosse, Dupré, Le Vasseur, M. Seigneur, Gruel, P. Levasseur, Brisset, Langlois.

CXXXIV

Denis Langlois est nommé huissier de la ville, en remplacement de Hiérosme Barbier, décédé.

Aujourdhuy vingt deux aoust mil six cens soixante treize nous Francois Le Tellier escuier, conseiller du roy, président, prévost maire de la ville de Pontoise, Pierre Fournier et Jean Soret bourgeois et anciens eschevins de laditte ville. Pour le decedz arrivé de la personne de Hierosme Barbier lun des huissiers de laditte ville avons en son lieu et place nommé et esleu et choisi la personne de Denis Langlois qui nous a esté certiffié estre de bonne vie et mœurs pour faire tenir et jouir conserver lestat et office dhuissier de lad. ville ainsi que faisoit led. Barbier, avec les privileges, droictz et prerogatives attachés aud. office, auquel a cest effect avons faict faire le serment au cas requis et acoustumé de ce bien et fidellement se comporter ce que led. Langlois a juré et promis faire dont et fidellement se comporter ce que led. Langlois a juré et promis faire dont et de laquelle reception lui sera délivré provisions dont acte faict comme dessus en lhostel de lad. ville où nous nous transportés.

Suivent les signatures de : Denis Langloist, Letellier, P. Fournier, Jean Soret.

DOCUMENTS ÉDITÉS PAR LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE DU VEXIN

REGISTRE

DES

DÉLIBÉRATIONS MUNICIPALES

DE LA

VILLE DE PONTOISE

(1674-1681)

PUBLIÉ SOUS LES AUSPICES DU CONSEIL MUNICIPAL DE PONTOISE

Par M. ERNEST MALLET

DOCTEUR EN DROIT, AVOUÉ HONORAIRE
ANCIEN MAIRE DE PONTOISE, VICE-PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE DU VEXIN
OFFICIER DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

QUATRIÈME FASCICULE

RÈGNE DE LOUIS XIV

PONTOISE

BUREAUX DE LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE

1919

REGISTRE

DES

DÉLIBÉRATIONS MUNICIPALES

DE LA

VILLE DE PONTOISE

DOCUMENTS ÉDITÉS PAR LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE DU VEXIN

REGISTRE

DES

DÉLIBÉRATIONS MUNICIPALES

DE LA

VILLE DE PONTOISE

(1674-1681)

PUBLIÉ SOUS LES AUSPICES DU CONSEIL MUNICIPAL DE PONTOISE

Par M. ERNEST MALLET

DOCTEUR EN DROIT, AVOUÉ HONORAIRE
ANCIEN MAIRE DE PONTOISE, VICE-PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE DU VEXIN
OFFICIER DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE

QUATRIÈME FASCICULE

RÈGNE DE LOUIS XIV

PONTOISE
BUREAUX DE LA SOCIÉTÉ HISTORIQUE
1919

(21 juillet 1674)

Au haut de la page et en marge on lit :

Vers 1674, arrest du Conseil à la diligence de Pierre Fournier et Jean Soret, eschevins.

Plus bas également en marge on lit :

(1) .... justice pour lever sur lad. ville.... 0250 l. en l'année 1674. — Autre acte de nomination d'asseeur et collecteurs *(des tailles)* de lad. ville.... à la diligence desdits echevins dicelle pour ladite année 1674 extraict des roles des tailles de ladite ville des années 1669, 1670, 1671, 72, 73 et 1674 d'impositions faites en icelles des eschevins de ladicte ville pour lesquels il se voit que chacun d'eux n'a esté imposé pour chacune desdittez années qu'à la somme de 50 l. fors pour l'année présente 1674, que lesd. Fournier et Soret ont esté imposez à 150 l. chacun et autres pièces jointes à ladicte requête, ouÿ le rapport dicelle et tout considéré le roy en conseil avant faire droit sur lad. requête ordonne que les parties se pourvoiront devant le sr de Creil intendant de la généralité de Rouen pour donner advis sur icelle, pour ce faist rapporté et ordonné ce qu'il appartiendra de raison. Faist au Conseil d'Etat du roy tenu à Versailles le *(troisiesme?)* mars xvie *(soixante)* et quatorze. Collation..... Arrest du 21 juillet 1674.... .....

Les échevins portent plainte devant le Conseil du roi contre les collecteurs des tailles qui, au mépris des précédents arrêts du Conseil, ont taxé les échevins et argentier de la ville durant l'accomplissement de leur mandat au delà de 50 livres, taxe forfaitaire qui leur a été consentie en compensation des charges énormes qui leur incombent du chef de leur fonction.

Extrait des Registres du Conseil d'estat

Sur la req^te^ presentee au Roy en son conseil par les eschevins de la ville de Pontoise qu'en considération des peines soins et fatigues extraordinaires que ceux qui ont esté cy devant nommez auxd. charges ont eues pour les affaires publiques de lad. ville, mesme dans un temps auquel ils avoient sous eux deux autres officiers qui les soulageoient savoir un procureur scindic et un argentier qui faisoit de ses deniers les advances pour les affaires communes d'icelle a la

(1) Nous remplaçons par des points les parties des feuillets qui, rongées par le frottement, ont complètement disparu.

descharge desd. eschevins et procureur scindic accause qu'il n'y a aucuns deniers communs soit patrimoniaux et doctroy appartenans a lad. ville, les habitans d'icelle bien informez de ces peines, fatigues et grands soins qui obligent ceux qui avoient accepté les susd. charges de quitter tout aultre employ et leurs propres affaires domestiques, ils auroient pour empescher l'effect de l'animosité et des ressentiments de ceux qui auroient esté contre leur gré nommez et esleus asseeurs et collecteurs de tailles de lad. ville, lesquels en haine de ce imposoient lesd. eschevins auxd. tailles avec excés mesme lesd. scindic et argentier, par leur deliberation du 9 septembre 1648, resolu et arresté que a l'advenir les eschevins dud. Pontoise seroient reduits pendant le temps quils seroient en charge a cinq^te^ livres seulement, a quelque somme quils eussent esté taxez auparavant sans qu'eux ny lesd. scindic et argentier puissent estre augmentés pendant led. temps, ny aussy en cas quils fussent taxez à moins ils pussent estre augmentez au dela desd. 50 l., ce qui auroit esté ponctuellement executté jusqu'en l'année 1661, que les asseeurs et collecteurs de lad. ville ayant imposé le nommé Antoine Favée qui estoit argentier au dela desd. 50 l., sa taxe auroit esté réduite a lad. somme par arrest du conseil du XI octobre aud. an, auquel lesd. asseeurs et collecteurs n'ayant voulu obeir quoy qu'a eux signifié et au contraire auroient au mespris d'iceluy, imposé led. Favée a la somme de cent livres pour l'année ensuivante 1662 sa majesté auroit rendu autre arrest en son conseil et en confirmant d'abondant par icelluy la susd. deliberation, ordonne qu'en payant par ledit Favée la somme de 50 l. il seroit deschargé du surplus, et bien que ce second arrest ait toujours esté inviolablement observé depuis lad. année 1662 sans qu'aucun des asseeurs et collecteurs nommez depuis led. temps ayent pensé d'y contrevenir Neantmoins ceux qui ont esté nommez pour l'assiette et imposition des tailles de l'année présente 1674 ou quelqu'un d'entre eux se voulans vanger des sieurs Pierre Fournier et Jean Soret deux eschevins en charge accause qu'ils avoient contribué avec le s^r^ Letellier prevost maire dud. Pontoise, estant en charge avec eux, a les faire nommer asseeurs et collecteurs les auroient au prejudice mesme de la signification qui leur auroit esté faicte dud. arrest dud. conseil, imposez aux roolles de la présente année a cent cinq^te^ livres chacun, comestant une nouvelle contravention à la susd. delibération et aux deux arrests du conseil confirmatifs d'icelle, veu mesme qu'es années precedentes 1672, et 1673 qui sont les deux premières de la charge desd. Fournier et Soret ils n'avoient esté imposez qu'à la somme de 50 l. quoy qu'auparavant ils fussent taxez à plus grande somme et d'autant que si cette contravention continuait il ne pouroit plus trouver personne en lad. ville qui voulust accepter lesd. charges d'eschevins dont les peines et les fatigues sont beaucoup augmentées par la cessation d'y avoir plus depuis quelques années de scindic n'y dargentier qui oblige lesd. eschevins de faire eux-mesmes les advances que faisoit led. argentier de sa propre bourse, mais comme lad. ville ne se peut passer d'eschevins pour vaquer aux affaires publiques et que ce peu d'avantage qu'ils ont pendant l'exercice de leurs charges qui ne consiste qu'en la fixation de leurs taxes a lad.

somme de 50 l. de taille pour chacun d'iceux, ne peut estre a charge a lad. ville puisqu'estans sortis d'icelles, ils n'ont plus aucun droit de diminution ni de fixation, requeroient à ces causes lesd. supplians qu'il pleust à sad. majesté ordonner d'abondant que lesd. délibérations de lad. ville et arest du Conseil de Sa Majesté confirmatif d'icelle dudict jour 9 septembre 1648, xi octobre 1661, et sept juillet 1662 seront executtez selon leur forme et teneur, ce faisant que lesd. Fournier et Soret presentement eschevins de lad. ville de Pontoise demeureront taxez a lad. somme de 50 l. chacun seullement pour lad. annee 1674 comme ils ont esté les deux premières années de leur charge et que lesd. asseeurs et collecteurs demeureront responsables et porteront en leurs propres et privez noms la surtaxe quils ont faicte sur lesd. Fournier et Soret eschevins au dessus desd. 50 l. sans qu'iceux asseeurs et collecteurs ne puissent pretendre aucune repetition ny faire aucun rejet sur les habitans de lad. ville qui demeureront exempts et deschargez de tel rejet, ce qui aura aussy lieu à l'advenir contre les asseeurs et collecteurs qui commettront pareilles contraventions auxd. delibérations et arrest : veu lad. req^te signée P. Fournier l'un des supplians et Dumoley leur advocat et conseil, lad. deliberation de lad. ville du 9 sept. 1648, led. arrest du Conseil du 7 juillet 1662 dans lequel est enoncé celuy du 11 8^bre 1661, *(la délibération)* de lad. ville du 16 aoust 1659 faisant voir que les asseeurs et collecteurs sont,..... *(la délibération de ladite)* ville contenant la nomination dud. Letellier.....

Le surplus de la copie du document a été enlevé par le rongement des feuilles.

Nous avons remplacé par des points les parties disparues.

(21 juillet 1674)

En marge on lit : Arrest deffinitif du 21 juillet 1674 au proffict desd. Fournier et Soret avec deffense aux collecteurs à l'advenir d'imposer les eschevins de pontoise a plus de 50 l. conformément aux actes d'assemblées et délibérations de lad. ville.

Extraict des Registres du Conseil d'estat

Sur la requeste presentée au roy en son conseil par Pierre Fournier et Jean Soret eschevins de la ville de Pontoise contenant que sestans ci devant plains par requeste presentée en son conseil le troisiesme jour de mars dernier des taxes et impositions sur eux faictes aux roolles de lad. ville par les asseeurs et collecteurs d'icelle au dela des sommes esquelles ils doivent estre imposez suivant les antiennes deliberations de l'assemblée de lad. ville et des arrests dud. conseil intervenus au proffit des echevins et argentier d'icelle qui deffendent telles aug-

mentations, Sa Majesté auroit par arrest intervenu sur lad. req^te^ led. jour troisiesme mars dernier renvoier icelle au sieur de Creil intendant et commissaire departi pour l'exécution de ses ordres en la generalité de Rouen pour luy estre donné advis sur le contenu en icelle, lequel advis ayant esté par luy rendu le dixiesme juin ensuivant et renvoyé au greffe dudit conseil, il ne reste plus qu'à prononcer sur les fins de lad. requeste auquel effect les supplians ont recours à Sa Majesté requerans a ces causes et qu'll appert de ce que dessus par les pièces cy attachées qu'il pleust à Sa Majesté en conséquence dud. advis adjuger auxd. supplians les fins et conclusions portées par leurd. req^te^ dud. jour troisiesme mars dernier, ce faisant ordonner que les sommes qui ont esté exigées d'eux par contrainte par lesd. asseeurs et collecteurs, nonobstant et au prejudice desd. deliberations et arrests et de leurs protestations, au dela de ce en quoy leurs tailles ont esté fixées par icelles délibérations et arrets leur seront rendues et restituées, a quoy faire lesd. asseeurs et collecteurs seront contraints par touttes voyes deues et raisonnables et leur faire deffences d'user d'aucunes contraintes à l'encontre des supplians pour le payement de ce qui peut rester de l'excès desd. impositions mesme de les imposer à l'advenir n'y ceux qui les succedderont esd. charges au dela de ce qui est porté par lesd. délibérations et arrests sur peine de trois mil livres d'amande et restitution de deniers qui seront induement exigez et de tous depens dommages et interests : Veu lad. req^te^ signée P. Fournier et Dumoley advoeat aud. conseil l'arrest dicelle dud. jour troisiesme mars dernier et les pièces enoncées en icelle et ensemble l'advis dud. sieur de Creil, ouÿ le rapport du s^r^ de la Marteliere commissaire a ce député tout considéré, le roy en son conseil ayant esgard a la req^te^ a ordonné et ordonne que les delibérations de la ville de pontoise du IX^e^ jour de septembre 1648 et dix huict juin 1655, sentence de l'esleu de lad. ville confirmatives dicelle du unziesme d'aoust audit an et arrests du conseil rendus en consequenee seront executtez selon leur forme et teneur, ce faisant ordonne que lesd. Soret et Fournier a present eschevins de lad. ville de Pontoise demeùreront taxés à la somme de cinquante livres chacun pour la presente année mil six cen soixante et quatorze et que les sommes qui ont esté exigées d'eux au dela desd. cinquante livres par les asseeurs et collecteurs de lad. ville leurs seront rendues et restituées par touttes voyes deues et raisonnables, desquelles sommes ensemble du surplus de la cotte desd. Soret et Fournier enjoint Sa Majesté auxd. collecteurs d'en faire le rejet en la manière accoustumée a faict et faict inhibitions et deffences à l'advenir aux asseeurs et collecteurs de la ville de Pontoise d'imposer les eschevins de lad. ville au dela de la somme de cinquante livres chacun pendant les années de leur eschevinage, conformément auxd. délibérations et arrests du conseil a peine de demeurer *tenus* par lesd. collecteurs en leur propre et privé nom de la surtaxe desd. eschevins. Fait en Conseil d'estat du Roy tenu à Versailles le vingt et uniesme jour de juillet mil six cen soixante et quatorze, collationné signé Ranchin.

Louis, par la grâce de Dieu roy de France et de Navare au premier des

huissiers ordinaires de nos conseils ou autre nostre huissier ou sergent sur ce requis, nous te mandons et commandons que l'arrest dont l'extraict est cy attaché sous le centre scel de nostre chancellerie ce jourdhuy donné en notre conseil d'estat sur la req^te^ à nous presentée par Pierre Fournier et Jean Soret eschevins de la ville de pontoise, tu signifie aux asseeurs et collecteurs des tailles dud. pontoise de la présente année xvi^c^ soixante et quatorze et à tous autres qu'il appartiendra a ce quils n'en ignorent et fais pour l'entière execution d'icelluy à la req^te^ desd. Fournier et Soret, ensemble de la restitution y portée et des delibérations de lad. ville de Pontoise, sentence de l'esleu et autres arrests de nostre conseil rendus en conséquence y énoncez, tous commandements, sommations, deffences sur les peines y contenues et autres actes et exploits nécessaires sans autre permission et nonobstant clameur de haro, chartre normande et lettres a ce contraires et sera adiousté foÿ comme aux originaux aux coppies dud. arrest et des présentes collationnées par l'un de nos amez et feaux conseillers et secrétaires, car tel est nostre plaisir. Donné à Versailles ce vingt et uniesme jour de juillet l'an de grâce mil six cens soixante et quatorze et de nostre regne le trente deuxiesme par le roy en son conseil. Signé Ranchin et scellé.

Collationné aux originaux et ce faict rendus par nous notaires et tabellions royaux aud. pontoise le quatriesme jour de septembre xvi^c^ soixante et quatorze.

CXXXV

(7 septembre 1674)

François Deslyons, Christophe Levasseur et Gabriel Brisset sont nommés échevins aux lieu et place de Letellier, Fournier et Soret, sortant de charge.

Le vendredy septiesme jour de septembre mil six cens soixante et quatorze, en lassemblee generalle des habitans de Pontoise tenue devant Monsieu r le lieutenant, issue des vespres, Messieurs Letellier, prevost mayre, Fournier et Soret marchands ont este descharges de leurs fonctions et charges deschevins, est en leurs places ont este nomez le sieur François Deslyons escuier, seigneur de Theuville, conseiller et ancien procureur du roy, à Pontoise, Christophe Levasseur, marchant et Gabriel Brisset procureur aud. Pontoise, pour le temps de trois annees suivant lacte demeure es mains de maistre Estienne Gruel, advocat.

(16 février 1675)

Arrêt du Conseil maintenant l'Élection particulière de Pontoise

Le samedy seize febvrier xvi^c^ soixante et quinze a Saint Germain en laye laffaire de la ville et des officiers de leslection particulliere de Pontoise a este

reiglee contradictoirement contre les officiers de leslection de Gisors et eux desboutez avec despens des droits pretentions et exercice de jurisdiction quilz pretendoient faire a Pontoise exclusivement aux officiers de leslection particulliere laquelle ils pretendoient supprimer qui a este conserve et les officiers maintenus par arrest contradictoire du conseil, aux registres et minutes de monsieur Bervyle. Cet arrest est de grande consequence pour la ville.

(24 juillet 1675)

Arrêt du Parlement de Paris en faveur des gradués nommés sur le vicariat de Pontoise à l'encontre des gradués nommés sur l'archevêché de Rouen.

Le vingt quatre julliet XVI^c^ soixante et quinze il y a arrest contradictoire du parlement de Paris en faveur des gradues nommez sur le vicariat de Pontoise contre les gradues nommez sur larchevesché de Rouen qui pretendoient estre en droit sur les benefices du vicariat. Larrest est donné au proffit de maistre Estienne Leguay comme gradue nomme sur le vicariat de Pontoise pourveu de la cure de Nucourt aud. vicariat, contre maistre Nicolas Desilet pretendant droit audit benefice comme gradùe nomme sur larchevesché de Rouen qui la deboute et la condamné aux despens envers le Guay et la ville intervenue en cause. Cet arrest est de consequense pour conserver le tiltre des grands vicaires de Pontoise et les graduez nomez sur le viearíat.

Il y a pareil proces a la premiera chambre des enquestes *(sur)* la cure Dartye audit vicariat dont est pourvueu maistre Chefdeville vicaire de Saint Siphorien à Paris avec lequel laville est intervenue, contre maistre Pierre H... pretendant droit aud. benefice comme graduez nommé sur larchevesche de Rouen soustenu par..... larchevesque de Rouen, lever les arrests..... touchant le vicariat..... (1)

(8 août 1675)

M. le baron de Vierzet est nommé gouverneur du château et de la ville de Pontoise.

Le huit aoust audit an XVI^c^ soixante et quinze monsieur le baron de Vierzet allemant sy devant gouverneur de la citadelle de Liege a este pourveu du gouvernement du chasteau et de la ville de Pontoise et y est venu faire sa demeure dans ledit chasteau le vingt et un aoust audict an, ou il a este salué en corps.

(1) Nous avons remplacé par des mots mis en italique entre parenthèses ou par plusieurs points les parties effacées du texte.

(22 août 1675)

En marge on lit : La grande affaire de la ville contre lhostel Dieu,

Fault observer que le vingt deux aoust audict an 1675 pour la grande affaire de la ville contre les religieuses et servant de lhostel dieu de Pontoise qui est agisté au parlement des le siecle passé, est quelles ont tante de faire juger par surprise apres un silence de quinze a dix sept annees, au rapport de monsieur Besnard de Bizay chanoine de paris nous avons obtenu letres patentes du roi donnees à Versailles le 22 aoust 1675 pour confirmer les letres en forme de requeste civille obtenue le 14 octobre 1658 qui avoient este signifiees seulement et linterinement dicelles deslaissé et que sur les poursuites faictes pour ledict interinement nous avons obtenu arrest qui a joint linstanse de letres au principal sur lequel nous avons obtenu de monsieur le procureur general les conclusions suivantes extraites du registre dudict seigneur.

Du 4 septembre XVI^{c} soixante et quinze

Les eschevins et habitans de la ville de Pontoise appellans dune ordonnance rendue par le lieutenant de Senlis à Pontoise le douze aoust XVI^{c} LIIII demandeur en forme de requeste civille par eux obtenue en chancellerie le XVI julliet 1656

Contre les religieuses, prieure et couvent de lhostel Dieu de Pontoise intimees et deffenderesses

Et encore entre les eschevins et habitans de Pontoise demandeurs en requeste du treize aoust 1659 et en autre requeste du 27 aoust 1675 affin denregistrement de letres patentes par eux obtenues du 24 octobre mil six cens cinquante huit et 22 aoust 1675.

Je n'empesche pour le roy ayant esgard aux letres en forme de requeste civille et icelles dinterinant les partyes estre remises en tel et semblable estat quelles estoient auparavant les arrest des premier avril XVI^{c} XXXVII, deux mars 1654 et 28 juin 1656, et faisant droit sur lappel de la sentance du lieutenant de Pontoise du douze aoust mil six cens cinquante quatre, lappellation et ce dont a este appellé au neant, esmandant deffense estre faicte auxdictes religieuses, prieure et couvent de lhostel dieu de Pontoise de prendre plus grands droits ny sur autres marchandises que celles qui sont enoncees dans larrest de la court du treize mars mil cinq cens quatre vingt dix huit Signé du Harlay.

Monsieur Besnart de Bizay rapporteur rue de la Cerisaye près le petit azenal et avec luy commissaire · monseigneur de Lamoignon premier president, messieurs de Gesniex de Sallo et Gilbert Coueret, pour advocat de la ville monsieur de la Fayolle rue du foin pres le pont de lhostel dieu et pour procureur monsieur Figuer rue de la Buscherie pres le logis de monsieur Ozanne fameux advocat où demeure a present monsieur Nivelle aussy advocat.

Du lundy 13 julliet 1676

Remise par les échevins de deux canons et trois fauconneaux se trouvant dans le château entre les mains de Madame Baye, fermière du domaine.

Suivant l'ordre du roy du premier avril dernier donné à Saint Germain en laye, et la letre de monsieur le conte du Lude grand maistre de lartillerie du trois desdicts mois et an controlle par monsieur Camus Duclos et adressee à monsieur le baron de Vierzet nostre gouverneur nous avons en son absence delivre deux pieces de canon avec trois fauconneaux tiré deschargé mise es mains de madame Baye fermiere du domaine demeurant dans le chasteau qui estoit chargé disoit-elle desdits deux cannons et fauconneaux.

(12 mai 1677)

Réjouissances publiques ordonnées pour fêter la prise de Saint-Omer.

Du douze may XVIc soixante dix sept

Nous avons receu une letre de monsieur.... de Cœuvre Themines dont la teneur sensuit

A Paris le neuf may 1677

Messieurs,

Le Roy m'ayant envoyé en labsence de monsieur le D. Destrée la letre de cachet du 28 du mois passé contenant la prise et conqueste de la ville de Saint Omer je vous en envoye la coppie affin que vous ayez a satisfaire au contenu en icelle a quoy vous ne manquerez et en donnier advis à messieurs. Vostre chier et affectionné serviteur le marquis de Cœuvres et de lautre part de lad. letre cest trouvé escript de la letre qui suit

Mon cousin voulant accompagnier de regouissances publicques les prieres que je faits faire dans *(les)* diocezes de lestendue de vostre gouvernement *(pour)* rendre graces a Dieu de la prise de la ville de Saint Omer, je vous faits cet letre pour vous dire que mon intension est que vous donnies les ordres necessaires aux maire et eschevins des villes et lieux de lestendue de vostredit gouvernement pour faire tirer le canon et allumer des feux a quoy massurant que vous satisferer ponctuellement je ne vous feray la presente plus expresse priant Dieu quil vous ait mon cousin en sa sainte et digne garde escript a Dunkerque le 28 avril 1677 Signé Louis et plus bas Colbert, et au dos est escript A mon cousin le duc Destrée pair de France gouverneur et mon lieutenant general en ma province de Lisle de France et en son absense a celuy quy y commande et sur lenveloppe de la letre de monsieur de Cœuvres A Messieurs, messieurs les

maire et eschevins de la ville de Pontoise — Pontoise, Suivant laquelle apres avoir este vue et communique avec monsieur le lieutenant messieurs les gens du roi et autres officiers, conseillers et pairs de ville il a esté resoulu que non seullement le feu de joye seroit fait comme il a este le dimanche seize mai, mais aussy que lesdites letres seroient enregistre pour montrer quabsolument la ville de Pontoise est du gouvernement et de la province de Lisle de France et non pas du gouvernement de Normandie.

(20 mai 1677)

Conventions passées entre la ville et les révérends pères Cordeliers au sujet des parties de remparts et murs de la ville touchant le couvent des Cordeliers.

Du vingtiesme may 1677

Par acte et contract passé devant Charles Francoys Fredin notaire et tabellion royal a Pontoise nous avons suivant la deliberation faicte en laete dassemblee du vingt sept septembre xvi^{c} soixante et seize mise en minute es mains dudit Fredin fait délivrance aux peres cordelliers de lentreprise a eux accordee sur le rempart de la ville aux termes de lacte dont la teneur ensuit (1) :

Ce jourdhuy dimanche vingt septiesme septembre mil six cens soixante et seize, dix heures du mattin, Nous Pierre Demonthiers escuyer Seigneur de Sainct Martin conseillier du roy president Lieutenant civil et criminel au siege du baillage ville et chastellenie de Pontoise, sur la requeste de François Deslyons escuyer seigneur de Theuville conseiller et ancien procureur du roy audit baillage et autres jurisdictions dudit Pontoise, maistre Gabriel Brisset proeureur audit lieu et de Christophe Levasseur marchant au mesme lieu, eschevlns de lad. ville de Pontoise nous nous sommes avec eux transportez en lhostel commun de lad. ville et y avons trouvé les sieurs Le Tellier, prevost mayre, Aubery lieutenant particullier audit siege, Villot esleu, de Sainct Denis president au grenier a sel, Gruel et Duboys advocats, Simon de Lacoré, Anthoine Favée, Louis Levasseur, Martin Seigneur, Jean Soret, Pierre Fournier tous conseilliers et pairs de lad. ville, Pierre Lefebure, docteur en médecine, Denis Petit, Pierre Thevenet, Jean Charles, Jacques Cuvernon, marchands, Hugues Dauvray et Claude Langlois notaires, Nicolas Boudault, Mellon Dauvray et Anthoine Gruel procureur, Anthoine Desgroux, et Nicolas Escouvette appoticaires, Pierre Cloppin, Guillaume Soret, Jean Hardebus, Anne Flanet et Jacques Potel, tous habitans

(1) Les recherches faites dans les minutes de l'ancienne étude Fredin (Étude de Me Denizot, notaire à Pontoise) ont permis de retrouver le texte intégral de la convention faite avec les Cordeliers le 27 septembre 1676.

Nous avons pu ainsi combler les lacunes que présente la copie de notre registre par suite de l'usure et du mauvais état des feuillets.

de lad. ville, et Michel Videcoq macon dycelle, et y seroyent venus et comparus en personnes, les advocat et procureur du roy tous conseillers, pairs et habitants de ladite ville convocquez a la diligence desdits eschevins, qui ont remonstré que les reverends peres Cordelliers du couvent de l'observance de ceste ville, leur ont donné communication dune requeste quilz nous ont presentée par laquelle ils ont exposé que de toute ancienneté il leur appartient une vouste tenante par lun des costez au mur du rampart de ceste ville et pour laultre costé au mur de leur cloistre quelle est devenue depuis quelque temps ruyneuse et en péril, quelle a bezoin de prompte refection aussi bien que le mur de leurdit cloistre, que la ruine est arrivee en partye par la poussée du mur de la ville et en partie par les eaux de pluye qui sont tombees sur ladite vouste faute destre couverte, ont requis par icelle req^te^ de nous transporter sur les lieux avec les gens du roy et lesdicts eschevins pour leur donner une advanse sur le rempart telle quil seroit jugé a propos et convenable pour couvrir lad^te^ vouste, et en eslever le mur qui joinct celuy des remparts, de telle espaisseur et haulteur quil conviendra pour porter la couverture que les religieux y veulent poser affin de conserver ladite voulte et en eviter la ruine a ladvenir, qu'ils sont poursuivys journellement d'accorder les fins et enterinement de lad. requeste quavecq nous et les gens du roy ils ont descendu sur les lieux, les ont veus et visitez mesme fait veoir et visiter par Michel Videcoq masson ordinaire de lad. ville, tant pour rapporter l'estat desdits lieux, que pour cognoistre sy le changement diceux nuira aux remparts et fortiffications de la ville, et que par la visite rapport et toizé dud. Videcoq ils ont recogneu que lad. vouste et berseau large de six pieds et demy sur treize toises et demye de long dans œuvre et le mur qui separe lad. vouste dans le cloistre desd. religieux sont en ruine sont estayes en plusieurs endroits de lad. vouste et cloistre desd. religieux, que lad. vouste et led. mur ont bezoin destre abattus et réparés promptement pour évitter les dangers qui pouroient arriver aux personnes qui vont et viesnent sur les remparts et passent soubs lad. vouste, que la ruine dicelle ne procedde que des eaux de pluyes quy sont tombées faute davoir este couverte, que sans incomoder le passage du rempart et les fortiffications de la ville, on pouroit accorder ausdits religieux ladvanse quils demandent sur ledit rempart jusques au contremur qui sépare leur vouste davec celluy dudit rempart a la charge par lesdits religieux deslever ledit contremur pour poser la charpente quils pretendent faire, de couvrir ladite vouste de faire abbattre leur bastiment eslevé au dessus des anciens lieux communs de leur maison qui est au bout du cloistre et de lad. vouste du costé de leurs autres bastimens et de lhostel du grand vicariat de Pontoise qui contient huict toizes de long, et anticipe sur led. rempart qui na sur ceste longueur de huit toizes que trois pieds et demy de large, et de faire rentrer sur eux ledit bastiment d'un pied et demy au moings en sorte que depuis lentrée dud. bastiment et le long de lad. vouste et de leur maison jusques à lautre bout dycelle du costé du jardin de Nicolas Jeufosse, il y ait un chemin sur led. rempart de cinq pieds de large, bien entendu que pour rendre les lieux en cet

estat ilz feront les abbattis necessaires repareront lesd. lieux bien et dument et les courtines dudit rempart dans toutte lestendue entiere qui sera denviron vingt deux toizes de long, et de livrer sil y eschet sy après le passage et chemin plus large et estendu ; touttefois et quantes les bezoings et necessités le demanderont pour causes de guere, ont requis la Compagnie attendu quil sagit de prendre une advanse sur le rempart dun costé et en même temps den changer la disposition, de delibérer sur la requeste desdits religieux et la dessente sur les lieux en consequence pour en cognoistre lestat present le changement quil en convient faire pour les rendre dans lestat cy dessus designé et si la Compagnie juge a propos de souffrir et accorder ceste advanse auxdits religieux pour les rendre dans lestat surexprimé, les autorisez de le consentir en justice sil y eschet, ou de traiter avec lesdits religieux soubs les conditions cy dessus esnoncées affin qua ladvenir il ne leur soit rien imputté. L'affaire mise en deliberation il a esté arresté que ladvance demandée sur le rempart par lesdits Pères Cordelliers leur sera accordée et que les sieurs eschevins sont et demeurent autorizéz de la leur donner, den passer acte en justice s'ils trouvent a propos dy faire traciter et contracter tels quils aviseront bon estre aux conditions toutesfois surexprimées qui ne seront icy repettees pour éviter prolixité, dont acte et tous les habitans cy devant nomez ont signé avec nous et les gens du roy la minut des presentes demeurée en la pocession de Charles François Fredin, notaire soubzsigné (1).

Le vingtième jour de may lan mil six cens soixante et dix sept du mattin pardevant Charles François Fredin, et Claude Langlois notaires et tabellions royaux en la ville et Chastellenie de Pontoise soubzsignés sont comparus François Deslyons escuyer, seigneur de Theuville, conseiller et ancien procureur du roy audict bailliage et en touttes les jurisdictions de Pontoise, maistre Gabriel Brisset, procureur et Christophle Levasseur marchand eschevins de la ville de Pontoise lesquels en executant lacte de deliberation de lassemblée dycelle ville du vingt septiesme septembre mil six cens soixante et seize dont lexpedition est cy devant transcripte signée dud. sr Brisset et en consequence du pouvoir a eux donné par le corps et comunauté les habitans dud. lieu ont accordé et accordent par ces presentes aux reverends peres Cordeliers et couvent de lad. ville ladvance sur le rempart de ladicte ville par eux demandée aux clauses charges et conditions y portées, en foy de quoy lesdits sieurs eschevins leur ont donné et octroyé le present acte, accepté par les venerables pères Joachim Guilain, gardien, Gabriel Le Bret, Pierre Frebour, lecteurs en théologie, François Guymart, vicaire, François de Saint Michel, lecteur des sacrez canons, Joseph Parent, maistre des Jeusnes, Robert Droulin, maistre des Novices, et Jean Esmont, lecteur en réthoricque, tous discretes et representans la communauté, et par Me Hugues Dauvray notaire et tabellion

(1) Ont signé à la minute : Deslyons, Brisset, C. Levasseur, Michel Videcoq, Letellier, Aubery, Villot, de Saint-Denys, Langlois, Lefébure, Duboys, de Lacoré, M. Seigneur, Favée, Huchs (?), P. Fournier, J. Soret, Louis Levasseur, Flanet, Dauvray, Jean Hardebus, Boudault, Petit, A. Desgroux, Seré, Dauvaay, Cloppin, Jacques Potel, Cuvernon, Thevenet, Gruel, Charles, Escouvette, Deslions, Cossart, Demonthiers.

royal a Pontoise, père sindic dud. couvent a ce presents et a ledit Brisset mis et déposé en mains de Charles-François Fredin l'un des notaires soubsignez lacte en minute du xxvii septembre dernier avec la requeste desdicts sieurs Cordeliers pour y avoir recours quand bezoingt sera, Cait ainsy promis obligeans renoncans, fait et passé à Pontoise lesdicts jour et an, et ont lesdictes partyes lesdicts notaires signé sur la minutte des presentes estant ensuitte dune coppie en papier dudit acte devant escript signé Brisset demeuré aud. Fredin signé Fredin et Langlois.

(20 mai 1677)

Procès-verbal des réparations et réfection à faire exécuter aux remparts de la ville par les Pères Cordeliers.

Du Trésort des Pères Cordeliers a esté extrait le present acte ordonné estre icy transcript.

L'an mil cinq cens soixante huict le vingt quatriesme may en vizitant par nous Mery de Feaux escuyer seigneur du Mesnillet gouverneur pour le roy en la ville de Pontoise les forteresses de lad. ville noue sommes accompagné d'Estienne Fournier un des gouverneurs dicelle ville, Me David Aubery prevost mayre voyer dudit lieu, Jacob Cuvernon, Gabriel Trotin et Guy Dorvalle, comissaire par nous comis pour la reffection des remparts dudit Pontoise daucuns des conseilliers dycelle transporté au couvent des frères mineurs de lobservance dudit Pontoise auquel lieu estant, avons mandé et fait appellé devant nous le père gardien dud. couvent qui seroit comparu assisté daucuns de ses frères religieux, auquel gardien suivant lalignement que lui avons a ceste fin fait bailler presentement par Jacques Le Clerc maistre juré macon aud. Pontoise par nous menez pour cest effet, avons ordonné de faire faire les reparations cy après declairés affin que par le moyen dicelles lad. ville puisse estre remparée au droit dudit couvent et que lon sy puisse mauver avec armes loccasion se presentant pour la deffense de ceste ville allencoutre des ennemis de la majesté du roy :

Premierement feront faire quatre arcades sur la longueur des estables a cheveaux et les faire en appentyes audit couvent lesquels auront de treize a quatorze pieds de largeur, depuis (1)..... murt de la ville et par ensemble feront (1)..... la chambre et grange des malades ;

Feront faire une grosse muraille dessus (1)..... des malades jusques a la chambre des (1)..... et continueront ledit murt jusques au jardin.... bien au lieu dudit murt feront arcaddes sy bon leur semble et quoy faisant sera prins de douze a treize pieds depuis lavant murt de la ville ; feront continuer ledit gros murt depuis lencognure du cloistre par dedans les jardins jusques a lencognure de leur jardin (1)... pres la rue du bordeau joingnant et contigu (1)... forme dudit lieu, affin que sur lesd. arcaddes et gros murt lon puisse faire les

(1) Partie du texte enlevée par le frottement des feuillets.

remparts de lad. ville et ce au plustot que faire se pourra come dessus signé Lemesnillet.

La presente coppie tirée sur loriginal en parchemin (1)... ausdits péres Cordeliers sain et entier le vingtiesme may XVI^e soixante et dix sept.

(5 juin 1677)

Des Réjouissances publiques sont ordonnées pour fêter les succès remportés par la flotte française sur celle de la Hollande.

Le Samedi cinq juin XVI^e soixante et dix sept nous avons receu une letre sur lenveloppe de laquelle estoit escript pour le service du roy, « Messieurs, Messieurs les mayres et eschevins ou sindic de la ville de Pontoise, » Pontoise — de laquelle apres louverture faite et avoir esté comuniqué a Messieurs les officiers consellers et pairs de ville il a esté arresté quelle seroit icy transcripte et que le feu de joye ordonne par icelle fait cejourdhuy au soir.

Sensuit coppie des letres — Paris le deux juin 1677

Messieurs,

Le roy mayant fait lhonneur en labsence de Monsieur le duc d'Estrées de menvoyer la letre de cachest du 21 du mois passé dont vous trouverez la coppie cy jointe, pour rendre grace a Dieu et faire des rejouissances publiques a cause des aventages remportés par les vaisseaux de Sa Majesté comandez par Monsieur le Conte dEstrées vice amiral de France, sur les Hollandois, je vous escript cellelcy affin de faire executter incessamment les ordres de Sa Majesté, a quoi vous ne manquerez pas den donner aussystot advis a Messieurs, Votre très affectionné serviteur le Marquis de Cœuvres. —

Et sur lautre partye de la lettre sest trouvé la coppie de la lettre qui suit :

Monsieur, voulant accompagner de rejouissances publiques les prieres que je faits faire pour rendre grace a Dieu de laventage glorieux que mes vaisseaux comandez par le sieur Conte dEstrées ont remporté sur les Hollendoys en prenant mon isle des Cayenne dont ils sestoient rendus maistres et en combattant ensuitte dans le port de Tabago lescadre holendoise composé de quatorze vaisseaux de guerre dont onze ont esté bruslez et trois contraints de seschouer sur les bans pour eviter destre enclauez, Je vous faits ceste letre pour vous dire que mon intention est que vous donniez les ordres necessaires aux mayres et eschevins des villes des lieux de lestendue de vostre gouvernement pour y faire y faire allumer des feux et tirer le canon a quoy masseurant que vous satisferez ponctuellement je ne vous feray la presente plus expresse, priant Dieu qu'il vous ait, mon cousin, en sa sainte et digne garde. Escript au camp de Tulin le 21 may XVI^e soixante dix sept signé Louis et plus bas Colbert plus bas au dos est escript Mon cousin le duc dEstrées pair de France, gouverneur et mon lieutenant general en ma province en lIsle de France.

(1) Partie du texte enlevée par le frottement des feuillets.

(16 février 1675)

Arrêt du Conseil d'Etat, maintenant Villot, Elu particulier de Pontoise, en son office d'Elu de Pontoise et Deslyons, en son office de procureur du roi en ladite Election.

Il existe aux archives municipales de Pontoise, F. F., nº 34, la copie d'un mémoire sur le procès dont s'agit, qui porte la date de 1674. Le procès était alors pendant devant le Conseil d'Etat. L'auteur du mémoire nous est inconnu.

La publication de ce mémoire, qui d'ailleurs expose assez clairement l'état de la question, n'est pas sans intérêt.

Il est ainsi libellé :

Mémoire concernant l'élection particulière de Pontoise.

De tout temps immémorial il y a eu une élection à Pontoise composée dun esleu, d'un procureur du roy, dun greffier et dun huissier, dont l'appel a toujours ressorti en la cour des aydes de Paris ; elle est mesme de plus ancienne création que l'election de Gisors.

La ville et élection de Pontoise qui se conciste en 45 paroisses avec les autres paroisses de la chastellenie dud. Pontoise, est du ressort du parlement de Paris et de la province de l'isle de France.

Elle estoit aussy anciennement de la generalité de Paris, mais elle en fust distraite sous Charles six pour estre donnée en ayde à la generalité de Rouen sans que pour ce les justiciables de lad. eleetion fussent tenus de respondre aux esleus et autres officiers de la Normandie mais a l'esleu antien de Pontoise par appel à la cour des aydes de Paris, cela se reconnoist par les lettres patentes de Charles 6 données à Melun le 21 juin 1382 de sorte que les esleus de Gisors nont pas le departement des tailles sur ladite election de Pontoise.

Il y a plus de 120 ans quils ont fait vains efforts pour aügmenter leur juridiction aux depens des privilèges de lad. election de Pontoise et des justiciables de son ressort mais leurs entreprises ont toujours esté répoussées par divers arrests du conseil et de la cour des aydes de Paris.

Neantmoins les esleus ne pouvant se contenir dans leurs limites prirent occasion de renouveler leurs entreprises hors de l'esdit de l'année 1654 portant suppression des eslections particulières et bien que ce nait pas esté lintention du roy de supprimer les elections d'antiene creation comme est celle dudit Pontoise, ils obtinrent arrest du conseil le juillet 1654 pour unir lad. election a celle de Gisors.

Mais cest arrest fut sans exécution parce que lannée suivante 1655 le roy crea une election en chef a Pontoise et la réunit a la généralité de Paris ; l'édit en esté verifié a la cour des aydes de Paris en lad. année, mais estant venu a la

connaissance des estats de Normandie qui se tenoient en ce temps la, il y fut député quelquun de Mrs vers Sa Majesté et sur quelques remontrances et offres qu'ils firent de faire lever sur les contribuables aux tailles de lad. généralité la somme de 40000 livres, il y eust arrest le 9 juin 1655 portant suppression de lad. election en éhef et fut ordonné que larrest nu 8 juillet 1654 redu au greffier des esleus de Gisors seroit executté.

Mais Monseigr le premier president de la Cour des aydes de Paris, le procureur general en ayant eu advis, il en fist ses remontrances au Conseil.

Ensuittes desquelles les eschevins de lad. ville de Pontoise, Mathieu Lesconbart, lors esleus et Francois Deslyons, procureur du roy, presenterent requeste au Conseil, narrative de ce que dessus sur laquelle ils obtinrent arrest le 28 septembre de ladite année 1655 par lequel les esleus et procureur du roy furent maintenus en la fonction de leur charge pour les exercer ainsy quils faisoient avant lesd. arrest desd. 8 juillet 1654 et 5 juin 1655 obtenus par les esleus de Gisors avec deffenses de les y troubler a peine de 1500 livres damende despens dommages et interestz

De sorte que lesd. arrests obtenus par lesd. esleus de Gisors n'ont jamais eu d'execution.

Dans ce mesme temps led. Lesconbart resigna led. office desleu a Nicolas Villot lequel en a obtenu des lettres de provision du roy au mois de juin 1656 et y a esté receu a la Cour des aydes de Paris lesd. mois et an et en consequence il a jouy paisiblement dudit office jusques a present ainsy quavoit fait led. Lesconbart avant lesd. arrestz obtenus par les esleus de Gisors.

Il a mesme fait confirmer led. arrest du 28 sept. 1655 par autre arrest du Conseil obtenu par forclusion a lencontre desd. esleus le dernier avril 1668 signifié le 7 mai ensuivant.

Cela auroit deu faire contenir lesd. esleus, neantmoins ils se sont advisez de renouveler leurs anciennes pretentions et par cet effect ont obtenu des lettres du grand sceau au mois davril dernier pour faire assignez lad. ville au Conseil pour lui voir faire deffence dexercer son office pretendant quil estoit supprimez par l'edict de l'année 1661.

Et ayant eu advis que led. Villot avait resigné son office ils ont formé opposition au titre dicelluy et comme led. Villot les poursuivit pour en dire les moyens et la faire lever ils ont changé leurs premières conclusions en une requête quils ont presentée au conseil en laquelle ils demandent la cassation desditz arrestz du 28 sept. 1655 et dernier avril 1668 et en ce faisant que lesd. arrestz desd. 8 juillet 1654 et 5 juin 1655 soient executez et en consequence lad. election a Pontoise unie a l'election de Gisors sur laquelle ils ont surpris arest le 22 nov. dernier portant que les parties seront ouyes sommairement et joinct.

Ils sont trez mal fondés en l'une et en l'autre de ces conclusions parce que quant a la première il est certain que ledict de lannée 1661 ne regarde point lelection particulière de Pontoise qut est d'ancienne création mais seulement les elections créées depuis lannée 1634 et aultres officiers des elections en chef.

Dallieurs si cet edit dut s'estendre sur lad. election de Pontoise il auroit esté signifié aux officiers de ceste election ; le roy ne les auroit put souffrir exercer leurs offices ainsy quil faisoient avant led. edit ; ledit esleu n'auroit pas esté receu au payement du present et de lannée il ne seroit pas employé dans l'estat des gaiges des officiers reservés, ses quittances n'auroient pas passé a la Cour des Comptes, Gabrlel décédez huissier audiencier en lad. Election n'auroit pas esté conservé lors a la reduction des huissiers, Yves Deslyons n'auroit pu obtenir des lettres de provision du roy de l'office de procureur du roy en lad. election ny esté receu a la Cour des aydes de Paris ainsi presente et enfin lesd. officiers n'auroient pas gardé si longtemps le tiltre contre des officiers pretendus supprimez, eux qui les ont si souvent inquiestez sans raison et sans fondement.

Quant a la 2 conclusion ils y sont aussi tres mal fondez en suivant les dispositions des reglement du conseil des annees (1)

Ils n'ont deu estre receus en cette demande de cassation desd. 2 arrests le 1er du 28 sept. 1655 et le second par forclusion du dernier avril 1668 signifié le 7 may aud. an sans au moins consigné la somme de 450 livres et parce que tels arrest sont réputez contradictoires 6 mois après la signification quil est faite ; or est-il que led. arrest a este signifié des il y a 5 ans mesme plus n'auroient pas pu estre receus dans les 6 mois de lad. signification sans ce refondé 100 liv. aud. esleu ou à son adat.

Cest pourquoi led. eslu baille sa requeste au conseil en cassation dud. arrest.

Les raisons et tiltre cy dessus allegues suffisent pour destruire entierement ces secondes conclusions, mais il est nécessaire d'observer que lesd. esleu de Pontoise est en possession immémoriale d'exercer la jurisdiction sur les justiciables de lad. Election sans aucun melange ny deppendance des officiers de Gisors.

La province de Lisle de France, le parlement et la cour dss aydes de Paris que les justiciables de lad. Election reconnaissent ainsi cette possession immémoriale ont faist connaistre au conseil quil y avoit justice de ne pas changer un ordre si ancien et qu'au contraire le service du roi et du public demandoient que cette election fut maintenue en l'estat qu'il estoit avant lesd. arrest des 8 juillet 1654 et 5 juin 1655.

Quelle apparence en effect y aurait-il de ne faire qu'une mesme election de deux elections de différentes provinces parties en cour des aydes, deux elections qui ne se confinent pas lune à l'autre qui sont divisées par les elections relevant de Chaumont et Magny et distantes l'une de l'autre de 8 grandes lieues.

Cela a este reconnu si préjudiciable au bien public qu'environ l'annee 1655 il fut estably un bureau particulier de la recepte des tailles aud. Pontoise pour le soûlagement des collecteurs de lad. election qui risquoient beaucoup a porter leurs deniers au bureau de Gisors et faisoient de grands frais, ce qui causoit aussi un notable retard au recouvrement des tailles. D'ailleurs led. esleu de Pontoise

(1) Le millésime est laissé en blanc.

n'est pas a charge à l'Estat n'estant employé dans l'estat des gages des officiers que pour 12 livres par an et cependant il est très necessaire, m^rs^ les commissaires repartis dans la generalité de Rouen l'on a si bien reconnu quils ont toujours subdelegué led. esleu de Pontoise dans le ressort de la jurisdiction

Ces raisons ont donné lieu a l'arrest du conseil du 28 7^bre^ 1655. Il a este confirmé par diverses provisions des officiers de lad. election et par dautres arrests du dernier avril 1668.

Or comme cette affaire regarde nos Seigneurs de la Cour des Aydes de Paris led. esleu de Pontoise implore leur protection.

M^e^ Sayelle, ad^at^ de M^e^ N. Villot

M^e^ de Dreux rapporteur

M^e^ Marin Heteman Daligent

et de la Marguerie commissaire

Et led. Villot logé chez M^s^ Fontaine huissier rue Neufve S^t^ Mederic vis a vis dun perruquier suivant la lettre que nous a mandé led. Villot esleu le 23 may 1674.

Au dos du mémoire on lit :

Memoire concernant l'election particuliere de Pontoise avec le procès au Conseil entre M^e^ Nicolas Villot et les esleus de Gisors

1674

Il y a arrest au proffist dud. Villot contre les esleus de Gisors et condamnez aux deppens du 16 fevrier 1675, M^e^ Leblanc rapporteur.

Arrêt transcrit au registre de la ville

Extrait des registres du Conseil destat. (1)

Entre Maistre Phelippe Ladvernot lieutenant civil et criminel et garde scel en leslection de Gizors et Pontoise demandeur aux fins des letres du grand sceau du (2) décembre XVI^c^ LXXII dune part, et M^e^ Nicolas Villot, deffend^r^ d'autre, et entre M^e^ Robert Berée, conseiller du roy, president en lad. eslection de Gizors et Pontoise, ledict Ladvernot et Maistre Jacques Montvoisin premier esleu en lad. eslection opposans au tiltre sceau et expedition des provisions de loffice de conseiller esleu à Pontoise suivant lacte du XXVII octobre 1673 et demandeur en requeste verballe insérée en l'appointement par eux offert le 4 novembre aud. an d'une part et led. Villot conseiller du roy esleu antien en la ville et eslection particulière de Pontoise deffendeur d'autre, et entre lesdicts officiers

(1) *La copie de l'arrêt insérée en notre registre est devenue en de nombreux endroits absolument illisible par l'usure des pages, et par l'arrachage de parties des feuillets. — Nous avons pu en reconstituer le texte intégral en nous reportant à la minute de l'arrêt qui est aux Archives nationales E, 482^B^, p. 304 à 307.*

(2) Le quantième a été laissé en blanc.

de ladicte eslection de Gizors et Pontoise demandeurs en requete insérée en l'arrest du Conseil du 22 dudict mois de novembre 1673 dautre part et led. Villot deffendeur d'autre, et Me Denis du Val procureur de Sa Majeste en ladicte eslection de Gizors et Pontoise receu partye intervenante en linstance suivant larrest du Conseil du 16 décembre audict an 1673 d'autre, et entre ledict Duval demendr aux fins des letres par lui obtenues au grand sceau le (1) audict an 1673 signifié le 30 janvier 1674 d'une part et Yves Deslyons escuyer seigneur de Theuville conseiller et procureur de Sa Majesté en tous les sièges royaux de la ville et chastellenye et antienne eslection de Pontoise deffendeur d'autre p.. Et entre lesdits Villot et Deslions demandrs en requete insérée en l'arrest du Conseil du 18 juilliet 1674 dune part. Et lesd. Berée, Ladvernot, Mauvoisin et autres officiers de ladicte Eslection de Gisors et led. Du val deffendr et les maire et eschevins de Pontoise receus partyes intervenantes en linstance suivant larest du conseil du premier aoust audit an 1674 et demandr aux fins de la requete insérée audit arrest dune part, et lesdits officiers de leslection de Gisors deffendeurs dautre, sans que les qualites des partyes puissent nuire ny préjudicier, Veu au Conseil du roy lesdites letres de grand sceau dudit jour (1) decembre r672 par lesquelles il est permis aud. Ladvernot de faire assigner aud. conseil a certain et competant jour led. Villot pour se veoir faire inhibition et deffenses de singerer en lexercice et fonction desleu particulier de Pontoise a peine de quinze cens livres damande, de nullité et de tous despens domages et interestz et procedder en outre come de raison, Exploit de signiffication desdites letres aud, Villot le 24 janvier 1673 avec assignation a luy donnee en consequence audit conseil, Ledit acte dopposition dudit jour 27 octobre 1673 formee par lesdictz Berée, Ladvernot et Mauvoisin, au titre sceau et expedition des provisions de conseiller esleu a Pontoise dont ledit Villot sedit pourveu sur sa resignation ou autrement en quelque sorte et maniere que ce soit et au proffit de qui que ce puisse estre pour les raisons et moyens quils desduiroient en temps et lieu ; Exploit de signiffication de ladite opposition faite a Me Aubourgt garde des roolles des offices de France ledit jour, ledit appointement offert par lesd. Berée, Ladvernot et Mauvoisin, ledit jour 4 novembre 1673, contenant leur requeste verballe tendant a ce quil pleust a Sa Majesté en tant que besoin est ou seroit ordonné que les provisions desleu particullier a Pontoise surprises par led. Villot, seront rapportées, Proces verbal du sieur de Fortia lors commissaire a ce deputé du 10e dud. mois de novembre 1673, au bas est son ordonnance qui reigle sommairement lesdits Berée, Ladvernot Mauvoisin et Villot tant sur les fins desd. letres du grand sceau, opposition que requete verballe, Signiffication dudit proces verbal du 15 dudit mois, Ledit arrest du conseil dudit jour xxii novembre 1673 intervenu sur la requete desd. officiers de Gizors et Pontoise, tendante a ce quil pleust a Sa Majesté casser, annuller et revocquer les arrests du conseil des 18 septembre 1655, dernier avril 1668 et sans y avoir esgard ordonner

(1) Le quantième a été laissé en blanc.

que celuy du 8 juilet 1654 et l'edict de Sa Majesté du mois de juin 1655 seront executtés selon leur forme et teneur, ce faisant que ledit esleu de Pontoise demeurera joint et uny a lad. eslection de Gizors et Pontoise pour avec lesdicts officiers réservés en ladite eslection composer le corps de ladite eslection aux conditions et conformément audict arrest du Conseil destat du 8 juillet 1654 sans prejudice des autres fins et conclusions desja prises en lad. instance par lesdits officiers de leslection de Gizors, Sur quoy Sa Majesté auroit ordonné que sur les fins de ladite requete les partyes seroient sommairement ouyes par devant ledit Raporteur en linstance et joint a icelle signiffication dudict arrest du 8 octobre 1654, Proces verbal dudit sieur de Fortia lors commissaire a ce deputé du 25 dudit mois de novembre 1673 au bas est son ordonnance portant que Me Payelle demeureroit advocat et occuperoit pour led. Villot en lad. instance signiffié le 5 mars 1674, ledit arrest du Conseil dud. jour 6e decembre mil VIe LXXIII, intervenu sur la requete dudit Du Val tendant a ce quil pleust a Sa Majesté le recevoir partye intervenante en linstance luy donner acte de ce que pour moyen d'intervention il employe le contenu en lad. requete et faisant droit sur ycelle ordonné conformément audit arrest du 8 juilliet 1654 que lcs provisions dudit office de procureur de Sa Majesté en ladite eslection particulière de Gizors seront raportées, Surquoy Sa Majesté auroit receu led. Duval partye intervenante en lad. instance et luy donne acte de ce quil employ signification dudit arrest du 8 mars 1674; lesdites lettres du grand sceau dudit juin (1) 1673 par lesquelles il est permis aud. Duval de faire assigner audit Conseil à certain et compétent jour ledit Deslyons pour assister en cause et declarer commun avec lui larrest qui interviendra sur ladite instance et deffendre à autres fins et conclusions que ledit Duval vouldroit plus amplement prendre contre luy concernant lexecution dudit arrest du 8 juillet 1654 et le rapport desdites provisions et procedder en outre comme de raison, Exploit de signisfication desdites letres audit Deslyons le 30 janvier 1674 avec assignation à luy donnée en consequence audit Conseil, Procès verbal du sieur de Lamoignon lors comissaire à ce deputté du 12 mars 1674, au bas est son ordonnance qui reigle les partyes sommairement a escrire et produire sur les fins des susdites letres en assistance de cause et joint a linstance, sauf à disjoindre, Signification dudit procès verbal du 28 avril 1674 requete de committatur du sieur Le Blanc, conseiller du roy en ses conseils, Me des requetes ordinaires de son hostel au lieu et place du sieur Dreux, du 22 juilliet 1674 signifié le 24 dudit mois, Ledict arrest du Conseil dudit XVIII juillet 1674 intervenu sur la requete desdits Villot et Deslyons, tendant a ce quil pleust a Sa Majesté ordonner que les letres de juravation du treize juing precedent obtenu par ledit Ladvernot seront raportés come subreptices, luy faire deffenses et a tous autres de sen servir a peine de trois mil livres damande et de tous despens dommages et interests et condamner led. Ladvernot et les autres officiers de ladite eslection de Gizors aux despens, Sur quoy Sa Majesté auroit ordonné que sur les fins de ladite

(1) *Un blanc.*

requete les partyes seroient somairement ouyes pardevant led. sieur raporteur de l'instance et joint a icelle pour leur estre sur le tout fait droit ainsi qu'il appartiendra par raison, Signification dudit arrest du 27 aoust 1674 ledict arrest du conseil dudit jour 1er aoust audict an intervenu sur la requete desdits mayre et eschevins de Pontoise tendant à ce qu'il pleust a Sa Majesté les recevoir partyes intervenantes en lad. instance, ce faisant et sans avoir esgard à ladte opposition au tiltre formée par lesdits officiers de Gisors aud. office desleu de Pontoise dont ilz seront desboutez avec tous despens dommages et interests, ordonner conformément auxdits arrets du conseil du XXVIII septembre 1665 et dernier avril 1658 que lesdits officiers de leslection de Pontoise seront maintenus et gardes en la fonction et exercice de leurs charges avec deffenses auxdits esleutz de Gizors de les inquiester a peine de quinze cents livres damande et de tous despens dommages et interetz et pour l'avoir témérairement fait les condanner en leurs despens dommages et en lamende suivant la rigueur des ordonnances du Conseil et aux despens de linstance et leur donner acte de ce quilz employent le contenu en ladite requete pour moyens dintervention, par lequel arrest Sa Majesté auroit receu lesdits maire et eschevins de Pontoise partyes intervenantes en ladite instance, leur donne acte de leur employs et au surplus ordonne que les partyes seroient sommairement ouyes pardevant le rapporteur de linstance et joint a icelle ; Signification dudit arrest du 6 aoust 1674 ; Trois proces-verbaux dudit sieur Le Blanc commissaiare ce deputé des 9, et 30 aoust et 25 octobre audit an. Au bas sont les ordonnances portant reiglements sommaires à escripre et produire sur les fins desdites requetes insérées auxdits arrests du Conseil, desdits jours 22 novembre 1673, 10 julliet et 1 aoust 1674 et joints a linstance sauf a disjoindre sil y eschet et par celuy du 25 octobre, il est donné acte audit Duval de ce que pour satisfaire de sa part audit reiglement intervenu sur ledit arrest du 22 novembre 1673, il emploie ce quil a escript et produit en linstance ; Signification desdits proces verbaux des 14 aoust, 1 septembre, quinze novembre audit an 1674, cahier non signé dextraits tirés des ordonnances, esdits, declarations et letres patentes de Charles six, Charle sept et de François premier des 18 decembre 1360, premier decembre 1383, 16 juin 1386, 8 mars 1396, 22 octobre 1404, 23 mars 1451, 27 aoust 1452, et novembre 1543, par lesquels il appert que dans ce temps il ny avoit point deslection particuliere et que les esleus en chef commettoient des deputés pour cognoistre du fait des aydes et de la taille dans les lieux ou ilz ne pouvoient estre présents et que les appointements desdits deputés se prélevoient devant les esleuts en chef, ensuite est coppie de l'édit de François premier du mois de novembre 1543 portant creation des esleus particuliers en tittre doffice ; Coppie de l'édit de creation et restablissement de la court des aydes de Rouen du 14 juin 1648 dans le ressort de laquelle Pontoise est compris ; Coppie dautre edit du 1er may 1519, portant création et augmentation dofficiers en ladite court des aydes de Rouen, dans le ressort de laquelle Pontoise y est compris ; Copie de déclaration du 23 decembre 1535, portant entr' autres choses révocation des commissions expediées par la court des aydes de Paris pour lexercice de la

jurisdiction des esleux de Pontoise a Brezollier et autres ; Coppie d'arrest du parlement de Bordeaux du 21 julliet 1556 portant entre autres choses que l'advis donné au roy par le parlement de Dijon sortiroit son plain et entier effect, ce faisant que les manans et habitants de la ville et chastellenye de Pontoise, demeureroient a toujours pour l'advenir sous la charge et generalité de Normandie, avant faire droit sur la suppression du siege d'eslection de Pontoise et officiers d'iceluy est ordonné quil seroit faict enquette de la commodite ou incommodite de lad. eslection et création des officiers desleu audit Pontoise tant pour le proffit du roy que pour le regard du soulagement de ses subjects audit Pontoise; Extrait collationne de compte rendu aux comissaires des Estatz de Normandie le 23 novembre 1564 pour lanné 1560 par lequel appert que Simon Poullain auparavant sergent sur le fait des aydes et tailles a Pontoise, a esté remboursé par les Estats de la some de deux cens vingt et une livres deux sols neuf deniers; Autre extrait dudit compte par lequel apert que les officiers de lad. eslection ont esté rembourse à l'exception de XVIII^{c} LXXV livres ordonnés pour le remboursement dun esleu, dun controleur, dun sergent et greffier qui n'avoient raporté acquistz suffizans et dont le remboursement avoit esté saisy ès mains du comptable ; Cahier d'extraits dudit parlement et assiettes des tailles faictes par les esleus de Gizors et Pontoise depuis 1562 jusquen 1603; Ordonnance du Bureau des trésoriers generaulx de France, de Rouen, du 26 aoust 1573, adressante a lesleu de leslection de Gizors compris la ville et chastellenie de Pontoise portant injonction d'interdire et deffendre a Guillaume Terrier soy disant pourveu de l'office desleu audit Pontoise come leur lieutenant audit siège a peine de faux et de cinq cens livres damende et de simisser en lexercice dudit office, jusques à ce quautrement par Sa Majesté en eust esté ordonné; Req^{te} présentée au conseil par les habitans de Gizors, a cequilz fussent maintenus en leurs prérogatives et prééminence, ce faisant que Pontoise demeureroit toujours en ladite eslection de Gizors sans quil en puisse estre distrait et separé; au bas est ladvis du conseil du 30 decembre 1577 portant quil ny a lieu destablir lad^{te} eslection audit Pontoise ; extrait de larticle quinze de la remontrance faite par les Estats de Normandie le 15 novembre 1579 par lequel sur l'advis des commissaires de Sa Majesté elle ordonne attendu que le bureau deslection nest estably à Pontoise quil naura lieu ; Coppie darrest du conseil dEstat du 28 janvier 1597 portant entr' autres choses que les redevables des quatriesme de Pontoise seroient contraints au payement de ce quilz en doibvent suivant les estats des esleus de Gizors nonobstant touttes oppositions qui sont renvoyéz par devant lesdits esleus de Gizors; Coppie de requeste presentée aux Estats generaulx de Normandie par les habitans de la ville et chastellenie de Pontoise tendante entre autres choses a ce quil fut ordonné que dans la commission des tailles qui seroit envoyee aux officiers de leslection de Gizors il fut fait mention de la some que la ville et chastellennie de Pontoise en devoit porter pour sa portion des tailles; au bas est lordonnance du 21 octobre 1603 portant quelle seroit communiquee au procureur desdits estats et la response dudit prôcureur quil empesche formellement les conclusions dicelle ; Coppie

darrest du conseil du 24 julliet 1604 intervenu sur la requete desdits habitans de la ville et ehastellenie de Pontoise portant entr' autres choses quil seroit informé de la comodite ou incomodite desdites ville et chastellenie de Gizors et Pontoise facultez et moyens des habitans dicelles et quelle cotte de la somme a laquelle leslection de Gizors seroit imposée par chacun an, ladte ville et chastellenie de Pontoise debvroit porter pour ce faict à raporté au conseil estre ordonné ce que de raison ; Imprimé darrest du conseil du 9 avril 1627 intervenu entre les esleus de Gizors et Mathieu Lescombart esleu de Pontoise par lequel est fait deffense audit Lescombart de prendre qualité et faire la fonction d'esleu en chef, dexiger aucune chose pour la verification et la signature des roolles des tailles de retenir les commissions et mandements desdits esleus de Gizors ny en envoier dautres, empescher lexecution des contraintes sentences et jugements diceulx eslus, ny entreprendre directement ou indirectement sur la fonction et les charges quil ne pouvoit delivrer aucune commission pour faire la levée des deniers ny cognoistre des causes ou il s'agist daffranchissement ou privileges de noblesse ; Coppie collationnee de quittance du tresorier des partyes casuelles du xi aoust 1635 la some de sept cents treize livres dix sols a laquelle François Ladvernot lieutenant en leslection de Gizors et Pontoise a este taxé pour jouir des droits attribués par edit du mois de may precedent portant suppression des eslections tant anciennes que nouvelles, Ensuite est autre coppie de la quittance dudit tresorier des partyes casuelles du 28 juillet mil six cens cinquante quatre de la some de deux mil cinq cents livres a laquelle Phelippe Ladvernot lieutenant ancien en ladte eslection de Gizors a csté taxé pour jouir des droits attribuez et de l'effect de l'edict du mois de mars precedeut, Comission envoyée le quatre may xvic l. par lesdits esleus de Gisors et Pontoise aux habitans de lad. ville de Pontoise pour asseoir imposer et lever la some y mentionné sur les contribuables de lad. ville et par laquelle appert que ledit Lescombart esleu absidiaire de Pontoise est taxé doffice à cent livres et François Deslyons procureur du roy a cent cinquante livres, Arrest du Conseil intervenu sur la reqte desdits officiers de l'eslection de Gisors et Pontoise du dernier de juin 1650 tendant à cassation de la sentence rendue par ledit Lescombart et autres fins y mentionnees par lequel arrest Sa Majsté auroit ordonné que les partyes seroient assignes au conseil et cependant deffense audit esleu particullier de Pontoise de troubler lesdits officiers de leslection de Gizors en la fonction de leurs charges, Comission sur ledit arrest dudit jour, Autre arrest du Conseil du 4 juin 1653 intervenu sur la requete desdits officiers de leslection de Gizors tendante affin dopposition aux arrests y mentionnés obtenus sous le nom des habitans de Pontoise le douze octobre 1652 et 7 may 1653, Surquoy Sa Majesté auroit ordonné que sur les fins de ladte requeste les partyes seroient sommairement ouyes et cependant sursyes a lexecution desdits arrest, Reqte présentée au conseil par lesdits officiers de leslection de Gizors, a ce qu'acte leur fust donne des offres qu'ils faisoient de rembourser effectivement et au proffit de Sa Majesté la finance des officiers de lad. eslection particulière de Pontoîse suivant la liquidation qui

en seroit faicte au conseil, ensemble les fraits et loyaux courts et moyennant ce que lad. eslection particulière de Pontoise conformément aux esdits demeuroit supprimes sans qu'à ladvenir elle puisse estre restablie et en ce faisant quils jouiront des gaiges et droits attribuez auxd. officiers de la jurisdiction des aydes et tailles de la ville et chastellenie de Pontoise a condition que les appellations qui seront interjetez des sentences qui seront pour ce rendues dans toutte ladite chastellenie ne pourront estre relevees, traitees ny jugees ailleurs qu'en la court des aydes de Paris, au bas de laquelle req^te est lordonnance du 26 juin 1653 portant quelle seroit communiqué a partye et au surplus mise au sacq pour en jugeant y èstre fait droit, Signisfication dicelle du second juillet 1653, Imprimée dédit de Sa Majesté du mois de mars 1654 portant suppression dune partye des officiers des eslections du royaume tant en chef que particullieres a la charge de rembourser lesdits officiers suprimés, veriffié en la chambre des comptes et court des aydes le 9 mars audit an, Ensuite est un arrest du Conseil du premier juin 1664 portant raiglement general pour la préfèrence desdits officiers reservés esd. eslections du royaulme, Coppie darrest du Conseil intervenu sur les requestes respectives desd. Lescombart et François Deslyons, la dame duchesse dAiguillon, les eschevins sceindic et habitans de Pontoise et desd. officiers de leslectîon de Gizors et Pontoise le huict julliet 1654 par lequel entre autres choses Sa Majesté en interprétant led. Edit du mois de mars ordonne que ledit Lescombart esleu particulier de Pontoise demeurera joint et uny a ladite eslection de Gizors pour avec les officiers reservés composer le corps de lad. eslection en payant par led. Lescombart la some a laquelle il seroit taxé et que pour rendre la justice aux contribuables aux tailles des paroisses de la chastellenie de Pontoise les officiers de leslection de Gisors députteroient deux d'entre eux de huictaine en huictaine pour avec ledit esleu particullier juger audit pontoise les proces et differends qui naistroient au sujet des departements des tailles et autres impositions ordonne par comission de Sa Majesté quy seroient adressées aux officiers de Gizors en la manière accoustumé et avant faire droit sur la requeste dudit Deslyons quil rapporteroit dans huictaine les letres de provision de son office ; Coppie dautre arrest du conseil d'estat du 5 juin 1655 intervenu sur la requeste des gens des trois estats de Normandye, portant quil seroit expedié edit de suppression de leslection de Pontoise, et que pour indemniser Sa Majesté de ce quelle pourroit tirer de l'establissement dicelle quil seroit imposé sur les contribuables aux tailles de la generalité de Rouen a lexception de la ville de Pontoise la some de quarante mil livres par moityé es années mil vi^cLvi et 1657, et que larrest du 8 julliet 1654 seroit executte, ledit de suppression de ladite eslection de Pontoise expedié en conséquence dudit arrest, au mois de juin 1655, Coppie darrest du Conseil dEstat du 18 septembre audit an intervenu sur la requete desdits eschevins et sindic de Pontoise, desdits Lescombart et François Deslyons, qui maintient lesdits Lescombart et Deslyons en la fonction et exercice de leurs charges desleu et de procureur de Sa Majesté en leslection de Pontoise en payant par eux la taxe qui seroit faicte au conseil pour les exercices ainsy quils faisoient

avant les arrest des 8 julliet 1654 et 5 juin 1655 avec deffense aux esleuz de Gizors et tous autres de les y troubler à peine de quinze cents livres damende, Exploit de signiffication dudit arrest ausdits officiers de Gizors le 16 octobre 1655, Ensuite est la response desdits officiers dud. jour, Imprimé dedit de Sa Majesté du mois davril 1656 portant restablissement des officiers dez eslections supprimés par celuy du mois de mars 1654, Autre imprimé dedit de Sa Majesté du mois daoust 1661 portant reduction a un certain nombre dofficiers en chacune eslection et grenier a sel et suppression du surplus veriffié en la court des aydes de Paris le 27 aoust 1661, Estat des officiers tant réservés que supprimés de leslection de Gizors, envoyé au greffe de ladite eslection le premier febvrier 1662, Coppie darrest du Conseil du 8 novembre 1666 intervenu sur la req^te^ dudit Villot a ce que les arrests des sept septembre 1654, et 18 septembre 1655 fussent executez, le descharger de l'assignation a luy donnee devant le sieur Commissaire deputé en la generalité de Rouen avec deffense de le troubler en la fonction et exercice de sa charge, Sur quoy Sa Majesté auroit ordonné quaux fins de ladite requeste les partyes procedderoient audit Conseil avec deffense de faire les poursuites ailleurs, Exploit dassignation donnée en consequence aud. conseil ausdits officiers de Gizors le 17 novembre 1666, Coppie de comission obtenue au grand sceau par ledit Mauvoisin le 6 febvrier 1667 aux fins dy assigner tous lesdits officiers de Gisors et Pontoise pour estre partye et assister en l'instance et se joindre avec luy pour faire débouter ledit Villot, Ensuite est l'exploit dassignation donnee en consequence ausdits officiers de Gizors audit Conseil le 14 dudit mois; Coppie darrest du Conseil dEstat du dernier avril 1668 intervenu par forclusion contre lesdits officiers de leslection de Gizors portant que ledit arrest des sept septembre 1634 et 18 dudit mois 1665 seroient executes, ce faisant descharger ledit Villot de lassignation a luy donnee devant le scieur Galissonniere intendant a Rouen avee deffense de le troubler en lexercice et fonction de sa charge, Signiffication dudit arrest a ladvocat desd. officiers de leslection de Gizors le 7^e^ may 1668, Procuration *ad Resignandum* de François Ladvernot du 10 mars 1656 de son office de lieutenant en leslection de Gizors et Pontoise au proffit dudit Phelippe Ladvernot, Letres de provision obtenues en consequence de l'arrest de Sa Majesté le sept septembre 1657 dudit office par ledit Phelippe Ladvernot, Acte de reception dud. Ladvernot en la cour des aydes de Rouen aud. office le 8 novembre 1657, Autre acte de reception dudit Lavernot au bureau des Trésoriers de France de Rouen du 4 avril 1664; Letres de relief d'adresse et sursis obtenues par le lieutenant civil et criminel et garde scel en leslection de Gizors et Pontoise le 14 juin 1674 adressantes à la cour des aydes de Paris, Req^te^ presentee en la court des aydes de Paris par ledit Ladvernot aux fins destre receu en lad^te^ charge de lieutenant au siège de Pontoise, au bas est le « soit montré », Autre req^te^ presentee au conseil par ledit Ladvernot a ce quil pleust à Sa Majesté ordonner quil presteroit le serment devant le juge quil luy plairoit cometre et en consequense qui lui seroit permis de faire les fonctions de sondict office au siege particullier de Pontoise, ladicte requeste non respondue

ny signifiee, Coppie collationnée de lettres en forme de chartes de Charles six donnee a Melun le 21 juin 1382 sur la supplication des bourgeois et habitans du pays de Vexin le francois par lesquelles entre autres choses appert pour les considerations y contenues que lesdits habitans ne seront tenus dobéir et respondre aux esleux et comis du duché de Normandie ains procedderont en premiere instance devant lesleu ancien de Pontoise et par appel en la court des aydes de Paris, Coppie collationnée de lespitaphe apposé au murt de la chapelle ditte Montjavoult estant en léglise de Saint Maclou de Pontoise du 12 octobre 1463 par lequel appert que Pierre Desmoulins en son vivant esleu de Pontoise et sa feme y ont esté enterez et fait les fondations y mentionnees, Arrest de la court des aydes de Paris du 29 aoust 1579 qui fait deffenses aux esleuz de Gizors et tous autres de sinstaller ni faire aucun acte de justice au siège et ressort de leslection de Pontoise ny entreprendre aucune chose sur les habitans des paroisses de ladicte eslection, Autre arrest de ladite court des aydes de Paris du 19 novembre 1579 qui permet et enjoint au substitut du sieur procureur general en leslection de pontoise de faire constituer prisonnier es prisons dudit lieu tous huissiers sergents et autres qui auroient contrevenu au susdit arrest, Coppie d'arrest du conseil d'Estat du sept septembre 1634 entre les eschevins et sindic et habitans de Pontoise esleu ancien et procureur du roy en leslection de ladite ville et les esleus et officiers de leslection de Gizors par lequel entre autres sans sarester aux arrests des 9 avril 1627, 6 et 29 julliet 1634 est ordonne que lesleu particulier auroit jurisdiction et cognoissance de toutes mattieres civiles et criminelles concernant le fait des tailles ou aides mesmes des exemptions et privilege de noblesse sur les habitans de la ville et leslection particulière de Pontoise avec deffenses aux esleux de Gizors d'en prendre aucune cognoissance ny delivrer aucun mandement pour assigner les habitans de lad. eslection particullière par devant eux audit Gizors, et que ledit esleu particullier ne pouroit neanmoings prendre la qualite desleu en chef ny delivrer comission pour lever deniers de sa seulle autorité ny retenir pardevers luy les roolles des tailles des paroisses de ladicte eslection particuliere verifiez par les esleux de Gizors pour en bailler dautres de luy veriffiez et signés ; Certificat du greffier garde sacqs du Conseil du 30e avril 1668 come lesdits officiers de leslection de Gisors nont produit aucune chose de leur part contre ledit Villot ; Extrait tirée de la court des aydes de Paris des provisions accordes par Sa Majesté le 10 décembre 1625 a Mathieu Lescombart de l'office d'esleu en l'eslection particulière de Pontoise sur la resignation de François Deslions ; Ensuite est lacte de reception dudit Lescombart audict officier en ladite court des aydes le xxiii dudit mois ; Procuration *ad resignandum* dud. Lescombart du dernier janvier 1653 de conseiller du roy et esleu antien en la ville chastelenie en leslection de Pontoise ; Autre procuration *ad resignandum* dudit Lescombart du dernier septembre 1655 dudit office en la faveur dudit Villot ; Quittance du droit annuel payé par ledit Lescombart à la dame duchesse daiguillon le 29 janvier 1655 à cause dudit office desleu de Pontoise nomination faicte par la dame duchesse daiguillon à

Sa Majesté le 27 octobre 1655 de la personne dudit Villot pour exercer ledit office desleu antien en la ville chastellenie et eslection particullière de Pontoise, Coppie collationnée de quittance de marc d'or paié par ledit Villot a cause dudit office le 4 febvrier 1656 ; Letre de provision accordes par Sa Majesté audit Villot le douze juin audit an dudit office desleu ancien en la ville Chastellenie et eslection particullière de Pontoise, sur le reply et au dos dicelle sont les actes de réception dudit Villot audit office tant au bureau de finances de Rouen, court des aydes dudit lieu et eslection de Pontoise du dernier juin premier et six julliet 1656 et 19 decembre 1663, Coppie darrest du Conseil destat du sept janvier 1627 rendu entre lesdits Lescombart et Claude Gueriteau lieutenant en ladte eslection particullière de pontoise qui maintient et garde ledit Gueriteau en la pocession et jouissance dudit office de lieutenant en lad. eslection particulliere de Pontoise ny mieux naymoit led. Lescombart le rembourser de cequil a desboursé et paye frais et loyaux cousts auquel cas demeureroit ledit office supprimé, Coppie de quitance de remboursement fait en consequence par ledit Lescombart audit Gueriteau le 22 janvier 1627 du prix de ladte charge de lieutenant en ladte eslection particullière de Pontoise, Acte dopposition desdits Villot et Deslyons formee en la court des aydes de Paris le XXVI juin XVIe LXXIIII a la reception dudit Ladvernot a la charge de Lieutenant en leslection de Pontoise ; Deux extraicts destats de la recepte generalle des finances de Rouen, des annees 1671 et 1672 par lesquels apert que ledit Villot y est emploié aux gaiges de 50 livres en qualité desleu particullier de Pontoise, Autre extraict des estats de Sa Majesté des annees 1668 jusques en 1673 pour la distribution des droits et gaiges des officiers reserves de leslection de Gizors et Pontoise, Ensuite est un certificat du revenu des tailles desdictes eslections du XXVIII octobre en 1673, que lesdits extraits sont véritables et avoir payé les sommes y contenues audit Villot sur ses quitances qui luy ont este passées et allouées, Six subdelegations faites par les sieurs de Champigny, Voizin et Burin intendants en la generalite de Rouen audit Villot en qualite desleu particullier de la ville de Pontoise des 18 may 1658, 16 juin 1659, 12 juin 1663, 30 aoust 1664 et 12 juin 1669, Imprimé de letres pattentes de Sa Majesté en forme de declaration du XXVII janvier 1663 portant union du fauxbourg Laumosne et paroisse de Saint Ouen a la ville et élection de Pontoise registre en la court des aydes de Paris du vingt deux decembre 1665, Letre missive du sieur de La Gallissonniere intendant à Roüen escrite audit Villot esleu particullier de Pontoise le 3 aoust 1671 afin de luy envoyer l'estat des pertes et des gains que ladite eslection avoit faites, Imprimé darrest du Conseil destat intervenu sur la requeste de Legendre le premier avril XVIc LXIX contre les particulliers y desnommez du pont de Pontoise et fauxbourgs de laumosne et enjoint à lesleu particullier de Pontoise de tenir la main a l'execution dyceluy ; Trois autres subdelegations faictes par les seieurs Garin et de Creil intendants a Roüen audit Villot en ladte qualite desleu particullier de la Chastellenie de Pontoise, du 24 septembre 1671, dernier mars et 21 novembre 1672, Letre missive escript par ledit sieur de Creil intendant audict esleu parti-

culier de Pontoise, le xxiiii julliet 1674 afin de luy envoyer un estat du nombre des collecteurs detenus et prisonniers soit pour la taille, sel et aydes et autres affaires de Sa Majesté ; Dix neuf quitances de prise à droit amende payées par ledict Villot à cause de sad. charge d'esleu en l'eslection particulière de Pontoise les annees 1658 jusques en 1673, Copie de lettres de provisions accordees par Sa Majesté à François Deslyons le 16 octobre 1638 de loffice de procureur du roy au baillage prevoste, eaux et forests mareschaussées et eslection particulliere de Pontoise sur la resignation de Christophe Fournier ; Procuration *ad resignandum* dudit François Deslyons en fabveur dudit Yves Deslyons, son fils, dudit office du 28e may xvic lxxii, Deux coppies collationnes de quitances de finances et de marc d'or payés par ledit Yves Deslyons à cause dudit office de procureur du roy en leslection particuliere de Pontoise des 26 aoust et 20 decembre 1672, Letre de provisions dud. office obtenues en consequence par ledit Yves Deslyons le 12 janvier 1673, sur le reply desquelles est larrest de reception dudit Deslyons en iceluy en la cour des aydes de Paris du 18 dudit mois ; Copie collationnée dautres letres de provision de loffice dhuissier audiantier en lad. eslection particulliere de Pontoise en faveur de Gabriel Dardel du mois de julliet 1644 avec mandement audit esleu particullier de Pontoise de le recevoir, Extrait collationné de lestat des notaires, procureurs, huissiers et sergents réservés en execution de l'esdit du mois davril 1664 par lequel appert que ledit Dardel huissier y est compris come reserve en la Chastellenie de Pontoise, Coppie de procuration du scieur Gamard comis a faire la recepte des restes des tailles deubs en l'estendue de leslection de Gizors et Pontoise pour les années 1657, 58, 59, 60, 61, 62, 63 et 1664 au nommé Boullay comis au controle de ladte recepte de Gizors et Pontoise pour faire la recepte actuelle de tous lesdits restes en ladite ville de Pontoise pour la chastellenie et eslection dudit lieu seullement, Ensuìte est autre copie de pouvoir dudit sieur Gamard du 27 novembre xvic lxiiii audit Boullay pour faire ladte recepte lannee 1665 de la ville paroisse et chastellenie de Pontoise, Ensuite est une requete présentee par ledit Boullay audit Villot esleu ancien en ladte ville chastellenie et eslection de Pontoise non respondue a ce que les susdites procurations fussent registrés au greffe de ladicte eslection ; Certifficat du revenu des tailles des eslections de Gizors et Pontoise du 12 julliet 1674, davoir toujours recogneu ledit Villot esleu ancien en leslection particulliere de Pontoise pour juge de tous les différends qu'il a eu concernant lesdites tailles dans l'estendue de ladite eslection particulliere de Pontoise, que ledit Villot luy a toujours vizé ses contraintes et paraphé ses registres et fait la taxe des exploits des huissiers commissaires des tailles employés dans ladite eslection ; Arrest du Conseil destat du dix may 1653 portant qu'en payant par ledit Lescombart, deux mil livres il jouyroit des droits de veriffication et signature de roolles sur chacune des quarante cinq paroisses de ladte eslection de Pontoise, nonobstant les deffenses portées par la commission des tailles auxquelz Sa Majesté a desrogé pour ce regard et moyennant le payement de ladite finance ledit Lescombart deschargé de toutes les recherches et restitutions qui pouroint estre faites et

ordonnnées contre luy pour raison desdicts droits et signatures, quil auroit pris et perçus par le passé ; Extraict des roolles des taxes arrestées au Conseil le 24 septembre 1654 par lequel appert que ledit Lescombart y est imposé pour ladite somme de deux mil livres conformément au susdit arrest, Arrest du Conseil du 8 janvier 1656 intervenu sur la req^te^ du sieur de Saint Martin par lequel conformément au susd^t^ arrest du dix may est ordonne que les veuve et heritiers dud. Lescombart et le nommé Lemercier seroient tenus de paier au sieur de Guéneguaud tresorier de lespargne scavoir par ledit Lescombart deux mil livres et a lesgard de Lemercier la some de mil livres, a ce faire contraints comission sur ledit arrest dudit jour ; Autre arrest du Conseil intervenu sur les req^tes^ respectives des héritiers dudit Lescombart et dudit de Saint Martin le six may 1656 portant que les arrest des 1^er^ may 1653 et 8 janvier 1666 seroient executes et qu'en fournissant par ledit Saint Martin auxdits heritiers Lescombart la quitance du tresorier des partyes casuelles de lad^te^ taxe de deux mil livres ils seroient tenus payer lad^te^ some, quoy faisant mainlevee de la saisye et conformément auxd. arrests esdits et declarations que ceux qui seroient pourvus dud. office desleu ancien de lad. ville et eslection de Pontoise, jouiront à ladvenir des droits de signature et vérification des roolles sur chacune des quarante cinq paroisses de lad. eslection, Lesquelz droits les asseieurs et collecteurs des tailles seront tenus imposer et comprendre en leurs roolles, nonobstant les deffenses portées par les commissions des tailles auxquelles Sa Majesté a desrogé pour ce regard, quitance de finance de 2000 livres payes par ledit Lescombart le dernier decembre 1654 a laquelle il avoit esté taxé pour jouir des verisfication et signature des roolles sur chacune desdites quarante cinq paroisses de leslection de pontoise conformement aux esdits et declarations de Sa Majesté ; Escritures et productions desdits officiers de leslection de Gizors et Pontoise, desdits Villot, Deslions et du Val ; Acte par lequel lesdits maire et eschevins de Pontoise declarent que pour satisfaire de leur part au réglement sommaire du (1) aoust dernier ilz employent le contenu en la req^te^ esnoncée en larrest du Conseil du premier dudit mois avec ce qui a este escript et produit en linstance par ledit esleu et procureur du roy de leslection de Pontoise et le contenu audit acte, Signisfication diceluy des xi et 12 septembre 1674 ; Contredits desdits Villot et Deslions contre la production dudit du Val signiffiez le 20 octobre audit an ; Acte par lequel lesdits officiers de leslection de Gizors et Pontoise declarent que pour satisfaire de leur part au reglement sommaire intervenu le 25 octobre 1674, ilz employent ce quilz ont escript et produit en l'instance ; Signifiscation dudit acte du 21 novembre audit an, Contredits desdits officiers de leslection de Gizors et Pontoise contre la production desdits Villot et Deslyons signifiez le premier décembre 1674 ; Acte par lequel ledit Duval declare que pour satisfaire de sa part au réglement somaire intervenu le 15 octobre dernier, il employe ce qu'il a escript et produit en linstance avec ledit acte ; Signisfication diceluy du trois dudit mois de décembre 1674 ; Autres contredits desdits Villot et Deslyons contre

(1) Le quantième est laissé en blanc.

la production desdits officiers de leslection de Gizors signifiez le cinq dudit mois de décembre 1674, Requeste presentee au Conseil par lesdits officiers de leslection de Gizors et Pontoise a ce quil leur fut permis dadjouter à leur production les pièces y esnoncées et au surplus leur adjuger les fins et conclusions par eux prises en linstance avec despens, au bas est lordonnance du quatorze decembre 1674 qui recoit lesdites pièces et au surplus en jugeant signiffié le 18 dudit mois, lesdites pièces recues sont deux certifficats des officiers de leslection dandily, Vernon, Gournay des 6 et 8 novembre 1674 come ilz ont la liberté de faire les fonctions de leurs charges en chacun desdits sièges, quilz y ont voix délibérative suivant lordre de leur reception, en chacune desdites villes sans distinction quilz partagent aux esmoluments lorsquilz sy rencontrent et que lesdits trois sièges sont communs entre eux, come ne faisant quun mesme corps et une mesme eslection ; Deslibération faite en la chambre du Conseil de leslection de Gizors par les officiers dicelle, au subject du présent procès le 29 octobre 1674 par laquelle entre autres choses il a este arresté que ledit Ladvernot lun diceux se transporteroit a Pontoise pour faire signiffier aux maire et eschevins dudit lieu et autres quil appartiendroit que suivant larrest du conseil de 1654 et en réitérant lacte passé par leurs predecesseurs ilz consentoient se transporter par chacune sepmaine audit Pontoise pour y tenir exercer la jurisdiction des aydes et tailles dudit lieu et paroisses en dépendantes et y juger les procès et differends qui y seroient meus dentre les habitans et manans de ladite ville et chastellenie suivant et conformement a lusage et jurisprudence de la cour des aydes de Paris et que les appellations des jugements et sentences seront interjetes y seront portes et releves en la manière accoustumee, Signiffication dudit acte aux maire et eschevins de Pontoise le dernier octobre 1674 et ce qui a esté mis par lesdites partyes par devant le sieur Leblanc conseiller du roy en ses conseils maistre des requestes ordinaires en son hostel, ouy son rapport apres en avoir communiqué aux sieurs de la Marguerie conseiller d'estat Marin et Hetman intendants des finances, et tout considéré Le Roy en son conseil, faisant droit sur linstance, sans s'arester a la demande dudit Ladvernot et intervention dud. Duval ayant esgard a celle des maire et eschevins de Pontoise a maintenu et gardé ledit Villot en la possession et jouissance de l'office desleu particulier a Pontoise et ledit Deslyons en iceluy de procureur de Sa Majesté en ladite eslection fait deffense audit Béree Ladvernot, Mauvoisin et Duval et a tous autres de les troubler a peine de tous despens domages et intérêts ; Condamne lesdits Ladvernot, Béree, Mauvoisin et Duval aux despens. Conseil d'Estat du Roy tenu à Saint Germain en laye le seize jour de febvrier mil six cent soixante et quinze. Signé Berryer et scelle en cachet de cire jaulne. *Sans signature*

La minute de l'arrêt qui est aux Archives nationales porte les signatures de Leblanc, Daligre, Villeroy (?), Colbert, Pussort.

Plus bas on lit :

A Saint Germain en laye le samedi seize febvrier mil six cent soixante et quinze.

CXXXVI

(5 Septembre 1677)

François Letellier, Antoine Gruel et Pierre Thevenet sont nommés échevins aux lieu et place de François Deslyons, Christophe Levasseur et Gabriel Brisset, sortant de charge.

Le dimanche cinquieme septembre mil six cens soixante et dix sept en l'assemblee generalle tenue au son de la cloche pardevant monsieur le président lieutenant general de Pontoise ainsy quil est accoustumé Francois Letellier escuyer conseiller du roy president prevost maire dudit Pontoise, Me Antoine Gruel procureur et Pierre Thevenet marchand ont este esleus eschevins de ladite ville pour trois ans au lieu et place de François Deslyons escuyer seigneur de Theuville, conseiller du roy et son procureur antien audit Pontoise et Me Gabriel Brisset procureur et Christophe Levasseur marchand suivant l'acte de ladite eslection qui est es mains de Me Estienne Gruel advocat en parlement greffier de l'hostel de ville.

Sans signature

CXXXVII

(3 mai 1679)

L'Assemblée municipale arrête le cérémonial qui doit être suivi pour les proclamation et célébration du traité de paix de Nimègue. (1)

Ce jourdhuy mercredy troisiesme may 1679 de rellevee en lassemblee convocque en lhostel de ville a la diligence de Me Francois Letellier conseiller du roy et son prevost maire, Me Anthoine Gruel, procureur et Pierre Thevenet marchand eschevins de cette ville de Ponthoise devant nous Pierre Demonthiers escuyer Conseiller du roy son président au bailliage, Pierre Demonthicrs escuyer, aussi conseiller du roy, lieutenant general audict lieu, en présence de Jean Cossart escuyer conseiller du roy.... et d'Yves Deslyons jenue aussi conseiller du roy et son procureur..... estoit Francois Deslyons escuyer ancien procureur de..... (de Saint) Denis conseiller du roy..... advocat Machy Seigneur officier.... Brisset père, Christophe Levasseur marchand..... notaire

(1) Nous avons indiqué par une série de points les parties du texte qui ont été rongées et mises dans un état déplorable. — Il en sera de même pour les actes subséquents.

Me Nicolas Boudault et Mellon Daubray.... More et Guillaume Soret, Louys Favée..... tous anciens conseillers et paires et habitants de (cette ville) (a) esté remonstré par lesdicts sieurs eschevins que..... lettre de M. le marquis de Cœuvres gouverneur de Lisle de France dattée du 29 apvril 1679 sur... la publication de la paix generale entre le roy et Lempereur princes et eslecteurs de Lempire, ... L'eslecteur de Brandebourg signé en fin Cœuvres avec une coppie collationnée de la lettre de Sa Majesté dattée du 26 dudit mois et *adressante* à son gouverneur et une aultre coppie collationnée et faict pour la publication de lad. paix. Faict a St Germain en laye le 24 desdits mois et an dont ilz ont requis presentement la lecture et la délibération de l'assemblée pour lexecution des ordres de Sadite Majesté et dudit sr gouverneur de Lisle de France.

Surquoy apres que la lecture de lad. letre a esté faicte en public de la coppie de celle de Sa Majesté et dudit acte dresse pour la publication de ladite paix, il a este arreste que samedy prochain sixiesme du présent mois heure de midy la compagnie sassemblera en lhostel de ville de Ponthoise, ensemble les habitants de ladite ville et fauxbourgs pour ensuite estre procédé à la publication de ladite paix générale en la forme et manière suivante.

Premierement sera lacte de publication de lad. paix générale lue et publiée au siege de la Chambre et auditoire royal de cette ville.

Secondement apres lad. proclamation Mrs les magistrats sortiront avec le corps de ville scavoir chacun officier tenant la main droitte, et un eschevin a la main gauche, et ainsi successivement de tous les officiers, et de tous les anciens conseillers, paires et habitants de lad. ville, le tout comme il est practiqué par le passé dans les..... publications de la paix et aultres ceremonies publiques.

Troisiesmement au sortir dudict hostel de ville Mrs les magistrats, eschevins et anciens conseillers paires et habitans de ladite ville monteront à cheval et marcheront dans lordre cy dessus par corps par toutes les rues et carfours de ladite ville et fauxbourgs, ausquels carfours les plus considérables, ladite publication de paix sera faicte, après laquelle faicte, la compagnie se rendra dans le mesme ordre audit hostel de ville.

Quatriesmement les huissiers et sergents, ensemble les sergents de ladite ville assisteront à ladite publication et marche et precederont ledict corps de ville.

Cinquiesmement estant la Compagnie de retour audit hostel de ville elle en sortira dans lordre cydessus soit pour assister au *te deum* qui sera chanté, soit pour aller a la ceremonie du feu de joye qui sera allumé tant (par) le premier magistrat que par le premier desdits srs eschevins ainsi qu'il sest toujours observé par le passé.

Sixiesmement le jour de lad. publication au soir lesdits habitans seront tenus de faire des feux de joye aux carfours et lieux accoutumez de lad. ville et fauxbourgs.

Et pour marquer plus particulierement toute la joye publique, toute cette ceremonie se fera au son des tambours et caisses, des ttompettes et de tous

aultres instruments de joye ainsi que de toutes les acclamations publiques à la gloire du Roy, notre Souverain seigneur et en action de grâce de la paix glorieuse et generale quil a donnee à tous ses subjectz, et pour perpetuer la mémoire de tout ce que dessus la coppie collationnee de la lettre de Sa Majesté dattée du 26 apvril dernier et envoyee au s[r] le marquis de Cœuvres gouverneur de Lisle de France, avec la coppie de lacte dresse à S[t] Germain en laye le 24 dudit mois et an pour faire lad. publication, ensemble la lettre dudict S[r] marquis de Cœuvres gouverneur de ladite Isle de France envoyee aux s[rs] eschevins de la ville de Ponthoise dependante de sondit gouvernement du 29 desdits mois et an seront registrées et..... du présent acte pour y avoir recourt quand (besoing) sera. Ce fut faict et arresté audit hostel de (ville de Pontoise) le jour troisiesme mays 1679 apres (midi).

Suivent les signatures : Letellier, Gruel, Barbier, Aubery, de Sainct Denis, Brisset, Favée, Dauvray, Seigneur, Deslions, Cossart, Demonthiers, Demonthiers. *Quelques autres signatures paraissent avoir été enlevées par l'usure du papier.*

(26 avril 1679)

Lettre du roi au marquis de Cœuvres l'informant de la signature de la paix de Nimègue

Monsieur le Marquis de Cœuvres. Les conditions de la paix que j'avois faict preparer par mes ambassadeurs à Nimègues ayant esté acceptées par mon frère l'empereur et par les seigneurs eslecteurs princes et estats de l'empire, jay la satisfaction de veoir presque entierement achevé le grand ouvrage de la paix generalle que jay bien voullu donner a l'Europe. dans le temps j'aurois pu tirer les plus grandz advantages de la continuation de la guerre, et comme je recognois que la seulle protection de Dieu qui daigne favoriser la justice de mes armes ma mis en estat de procurer un repos solide a mes subjectz par une paix aussi glorieuse il est juste den rendre des actions de graces publiques a sa divine bonté par le concours de tous nos peuples et de luy demander la continuation des mesmes benedictions pendant la paix qu'il luy a pleu accorder pendant la guerre, cest ce qui ma obligé d'escrire aux evesques des diocèzes de votre gouvernement pour leur dire de faire chanter le *Te Deum* le plutost quil se pourra, et comme je desire qn'avant cette ceremonie la paix soit rendue publique je vous adresse l'acte de publication de ladite paix afin que vous la fassiez publier dans l'estendue de votre gouvernement aussitot que vous..... et quau surplus vous donniez les ordres nécessaires aux maires et eschevins des vllles et lieux de l'estendue de votre gouvernement pour faire allumer des feux et tirer le canon, a quoy m'assurant que vous satisferez ponctuellement, je ne vous feray la presente plus expresse priant Dieu quil vous ayt Monsieur le Marquis de

Cœuvres en sa saincte garde, escrit à St Germain en Laye le Vingt sixiesme jour d'apvril xvi[e] soixante et dix neuf Signé Louis et plus bas Colbert.

Collationnee à loriginal par moy conseiller Secretaire du gouvernement de L'Isle de France signé Desbryères.

De par le Roy

On faict assavoir à tous qu'une bonne et ferme, stable et solide paix avec une amitié et reconciliation entiere et sincere a esté faicte et accordee entre Sa Majeste et très hault, très excellent et trez puissant prince Léopold empereur et les seigneurs eslecteurs, princes et estatz de l'empire leurs vassaux sujetz et serviteurs en tous leurs royaumes, pays terres et segneuries de leur obeissance (a l'exception de l'eslecteur de Brandebourg) que ladictte paix est généralle entre eux et leurdits vassaux et sujez et quau moyen d'icelle leur est permis d'aller, venir retourner et sejourner en tous les lieux des royaumes, estats et payis, negocier et faire commerce de marchandises, entretenir correspondances et ce en toutte liberté, franchise et seureté tant par terre que par mer et sur les rivières et eaux, et tout ainsy quil a (*esté*) et doit estre faict en temps de bonne sincère, amiable paix telle que celle quil a pleust a la divine bonté de donner a Sa Majesté..... seigneurs empereur et eslecteurs, princes..... l'empereur..... peuples et..... y maintenir Il est tres expressement..... touttes personnes de quelque qualité..... qu'elles soient d'entreprendre, attenter à aucune chose au contraire ny au profit..... sur peine d'estre punis severement come ..... de paix et perturbateurs du repos public. (*Fait*) à Saint Germain en laye le vingt quatriesme du mois dapvril mil six cens soixante et dix neuf Signé Louis et plus bas Colbert.

Collationne a loriginal par moy conseiller secretaire du gouvernement de L'Isle de France Signé Desbryères.

Lettre du Marquis de Cœuvres aux échevins de Pontoise

A Paris ce 29 apvril 1679

Messieurs,

Le roi m'ayant enyoyé ses ordres pour la publication de la paix et pour faire chanter le *Te Deum* en tous les lieux de mon gouvernement de L'Isle de France je vous en envoye une expedition affin que vous ayez a y satisfaire en votre ville incessamment et affin que la chose soit plus solennelle vous en feriez part à Messieurs vos officiers; aussytost que le tout aura esté executé vous m'en informerés. Je suis, Messieurs, votre tres affectionné serviteur Le marquis de Cœuvres Thémines.

Le sieur Lucas poursuivant d'armes vous rendra ce papier pour servir a lad. publication avec un herault d'armes s'il y en a.

CXXXVIII

(6 mai 1679)

Procès-verbal de la Publication et de la Fête de la Paix

Ce jourdhuy samedy sixiesme may mil six cens soixante et dix neuf une heure apres midy, en lassemblee generalle des habitans de la ville de pontoise convocqués à la dilligence de François Le Tellier, escuier, conseiller du roy et son president prevost maire, Antoine Gruel procureur et Pierre Thevenet marchand eschevins en charge audict Pontoise, et tenue devant Nous Pierre Demonthiers escuyer conseiller du roy et son président au Baillage et Pierre Demonthiers escuier chevallier seigneur de Fay, Mardalin et autres lieux aussy conseiller du roy et son lieutenant audit Baillage, en lhostel de ville dudict lieu pour la publication de la paix generalle faicte et accordée entre le roy nostre souverain seigneur et très hault très excellent et très puissant prince Léopold Empereur et les seigneurs Eslecteurs Princes et Estats de lempire leurs vassaux et subjects, en la présence de Jean Cossart escuyer conseiller du roy et son advocat, d'Yves Deslyons escuyer conseiller du roy et son procureur, et ou estoient Me Philippe Barbier conseiller du roy et son prevost vicomtal en garde, Me David Aubry, conseiller du roy lieutenant particulier en la prévosté mairie, Me Nicolas Villot conseiller du roy et *(ancien)* esleu, Me Jean de Sainct Denis conseiller du roy et son president au grenier à sel, Me Guillaume Duboys et Jean Baptiste Maistre advocats, Antoine Favée officier de la maison du roy, Martin seigneur officier de Monsieur le duc dorléans, Me Gabriel Brisset procureur, Christophle le Vasseur marchand, me Nicolas Bondault, Mellon Dauvray, Charles Berteulle et Simon Lair, procureurs et autres personnes *(en)* grand nombre, tous anciens conseillers paires et habitans dudict Pontoise, il a este donné ordre et commande par lesdits sieurs eschevins..... aux sergents de portes et quartiers..... huissiers dudit hostel de ville de se *(tranporter)* en toute dilligence avec les..... et autres..... Germain Le Roy, hérault d'armes..... du Roussillon et porteur des ordres..... pour la publication de ladicte paix..... afin de lui donner advis de la prise..... et le prier de s'y transporter pour lexecution *(desdits)* ordres, lequel sieur Le Roy accompagné *(des)* sergents des quartiers et desdits huissiers..... preceddé par lesdites trompettes et tambours aussitost rendu en ladicte assemblée generalle *(des)* habitans, et a son arrivée ayant desclairé quil venoit de la part du roy pour publier en..... ladite paix generalle faicte entre Sa Majesté et ledit seigneur empereur, princes et eslecteurs de lempire a lexception de leslecteur de Brandebourg, il a commandé ausdictes trompettes de jouer trois chamades en

trois temps apres lesquelles il a crié par trois diverses fois Vive le roy, et apres luy toutte lassemblee a son imitation, Ensuitte de quoy ledict sieur hérault d'armes s'estant adressé au greffier dudict hostel de ville il lui a faict prendre place a son costé puis luy a mis entre les mains l'acte destiné pour la publication de ladicte paix generalle dont il estoit porteur et luy a commandé den faire la lecture, laquelle au mesme instant ayant esté par luy faicte et ledit acte remis entre les mains dudit sieur herault toute lassemblee s'est levée, et estant sortie dusdict hostel de ville elle s'est mise en marche au son des cloches de touttes les paroisses et des trompettes et au bruit des tambours et autres instruments en lordre et maniere qui ensuit,

En premier lieu les sergents des portes et quartiers..... espées et hallebardes..... laissés a (*pieds ?*)

En second lieu les tambours de ladite ville ;

En troisiesme lieu les huissiers et sergents du baillage et autres jurisdictions royalles de Pontoise estant tous à cheval ont suivy ;

En quatriesme lieu quatre trompettes à cheval ;

En cinquiesme lieu ledict sieur Leroy herault d'armes de France et le greffier de ladite ville et celuy du baillage a ses cottés aussi a cheval ;

En sixiesme lieu ont marché a pied les huissiers de ville ;

En septiesme lieu Mrs les magistrats et procureur du roy, Messieurs les eschevins en charge et anciens conseillers, paires et notables habitans de ladite ville, tous à cheval en robes et habits descents ;

En deux lignes scavoir est Messieurs de justice a la main droicte, et Messieurs de ville à la main gauche, et apres eux tout le reste du peuple dans lordre de cette marche ledict (*acte*) a eté dresse pour leffect de lade publication de paix apres chamades et fanfares des trompettes, le bruict des tambours et les acclamations de Vive le roy commencées par led. sieur herault et achevée par tout le peuple a este mis entre les mains dudit greffier de ville par ledit sieur herault d'armes et la lecture d'iceluy faicte, Premierement dans le Petit Martroy devant la porte de l'hostel de ville et ensuite....., puis..... Martroy, ... Poisson, en la place de..... en l'abbaye de Maubuisson..... haulte aumosne, au carfour..... l'aumosne, au carfour et porte de la fontaine de Daniel André..... du bourg, carfour de sainct Ja*(cques)* abbaye de Saint Martin, au carfour et faubourg de Nostre Dame et au carefour..... Marmouzet, puis estant de retour a lhostel de ville apres avoir ledit sieur (*Leroy, hérault d'armes*) fait recommencer les chamades (*et fanfares*) desdittes trompettes et le bruict des tambours avec des cris de Vive le roy et des acclamations de joye publicque, ledit sieur herault prenant congé auroit este conduict en son hotel par les sergents des quartiers et les huissiers de lade ville au son des trompettes et des tambours.

Et a l'esgard de la Compagnie estant descendue de cheval et rentrée aud. hostel de ville elle en est sortie dans lordre cy dessus pour se transporter en leglise de Sainct Maclou en laquelle tout le clergé de la ville estoit assemblé pour assister au *te deum* qui sy est chanté en actions de graces a Dieu de laditte

paix generalle, apres lequel finy elle est retournée audict hotel de ville et quelque temps apres sortie dudict lieu pour assister à la ceremonie du feu de joye qui a esté préparé vis à vis dudict hostel de ville et allumé par Monsieur le Baron de Vierset gouverneur, par Monsieur le président du Baillage et par Monsieur le premier (*des eschevins*) de ladicte ville..... ensemble..... chacun un flambeau de cire.... a la main ensuite de quoy laditte compagnie est rentrée audict hostel de ville et le..... des feux allumez en tous les carfours de la ville et faubourgs de tous cotes.

Suivent les signatures dont une partie a été enlevée par le frottement, de : Le Tellier, Gruel, Thevenet, Barbier, Deslyons, Aubery, Villot, Brisset, de Sainct Denis, Duboys, Favée, Gruel, Berteulle, Le Vasseur, Seigneur, Dauvray, A de Villerval, Dauvray, Boudault, Collinet, Roger, Le Maistre, Cuvernon, Deslions, Dagneaux, Cossart,.....

CXXXIX

(29 novembre 1679)

Publication de la paix entre les rois de France, de Danemark et de Norvège et l'électeur de Brandebourg.

Ce jourdhuy mercredy vingt neuf novembre mil six cens soixante dix neuf du matin en lassemblee convocquee et tenue en lhostel de ville a la diligence des eschevins en la manière accoustumée (*à leffet de*) delibérer sur le pacquet du roy envoyé pour la publication de la paix entre le roy de France nostre souverain seigneur et le roy de Danemark et de Norvège et leslecteur de Brandebourg. Apres louverture dudit pacquet, et la lecture de la lettre de Sa Majeste envoyee à M^r^ le Marquis de Cœuvres gouverneur de Lysle de France dattée du 19 du present mois et an a leffect de ladicte publication, avec lacte pour ladicte publication du mesme jour et an, ensemble la lettre dudit s^r^ Marquis de Cœuvres addresses auxdits eschevins pour faire faire en la ville de Pontoise la publication de ladicte paix et chanter le *Te Deum*, a este arresté que la publication de ladicte paix sera faicte Vendredy prochain premier jour de décembre en la maniere accoutumée et que le lettre dudit s^r^ Marquis de Cœuvres sera communiquee à Messieurs du clergé affin de se disposer pour chanter le *Te Deum* en la manière ordinaire et a ce subject lesdites lettres et acte de publication de la paix (*seront*) registrés et inscriptes au présent.

Suivent les signatures dont quelques unes ont disparu par le frottement, de : Cossart, Gruel, Barbier de Saint-Denis, Aubery, Fournier, Beruelle, Roger, Boudault, Regis, Dagneaux, Pennesay, Deslions, Demonthiers, Demonthiers, Favee.

Lettre du marquis de Cœuvres aux échevins de Pontoise

Messieurs,

Le roy m'ayant envoyé ses ordres pour la publication de la paix et pour faire chanter le *Te Deum* en tous les lieux de mon commandement de L'Isle de France je vous en envoye une expedition affin que vous ayez a y satisfaire incessamment en vostre ville, vous m'en informerez aussytost que la chose aura este executtée. Je suis, Messieurs, votre bien affectionné serviteur. Le marquis de Cœuvres Thémines.

Lettre du roi au marquis de Cœuvres

Monsieur le Marquis de Cœuvres, la paix qui a esté conclue avec mon frère le roy de Dannemarc et celle qui a esté cy devant conclue avec mon frère l'eslecteur de Brandebourg assurent à mes alliés le repos que je m'estois toujours proposé de leur procurer lorsque jay entendu aux propositions de la paix qui a este conclue avec les couronnes et estatz contre lesquels jestois en guerre et la paix estant generalle et universelle dans tout le monde chrétien par les deux derniers traittez, jay résolu de rendre a Dieu des actions de grâces publiques de ce quil a pleu a sa Divine bonté terminer si heuresement une guerre qui a este entreprise et soustenue avec tant de succès pour la gloire de mes armes et l'avantage de mes sujectes et de..... obligé d'escripre aux evesques des diocèses de votre gouvernement pour leur dire de faire chanter le *Te Deum* aussitost quil se pourra, et comme..... qu'avant..... la cérémonie lad. paix soient rendu publicques.... vous en adresse l'acte de publication affin que vous le fassiez publier dans lestendue de vostre gouvernement aussytost que vous l'aurez receu, et qu'au surplus vous donniez les ordres aux maires et eschevins des villes et lieux de l'estendue de vostre gouvernement pour faire allumer des feux et tirer le canon a quoy m'assurant que vous satisferez ponctuellement je ne vous feray la presente plus expresse priant Dieu qu'il vous ait Monsieur le marquis de Cœuvres en sa saincte garde, escript à Saint Germain en laye le dixiesme jour de novembre xvi^{c} soixante dix neuf Signe Louis et plus bas Colbert.

Collationné a loriginal par moy conseiller secretaire au gouvernement de lIsle de France Signe Desbryeres.

De par le Roy,

On faict assavoir à tous qu'une bonne, ferme, stable et solide paix avec une amitié et reconciliation entiere et sincere a este faicte et accordée entre très hault, tres excellent et tres puissant prince Louis par la Grace de Dieu roy de France et de Navarre, notre Souverain Seigneur et tres hault, très excelent et tres puissant prince Christian par la mesme grâce de Dieu roy de Dannemarc et de Norveige, leurs vassaux, subjectz et serviteurs en tous leurs royaumes, païs,

terres et seigneuries de leur obéissance, comme aussy qu'une bonne, ferme, stable et solide paix avec une amitié et reconciliation entiere et sincere a este cy devant faicte et accordée entre (*le roy*) et l'electeur de Brandebourg leurs vassaux... definitivement en tous leurs royaumes (*païs, terres*) et seigneuries de leur obéissance .... paix sont generalles entre (*eux et leursdits vassaux et subjectz et*) qu'au moyen dicelle (*leur est permis daller, venir, retourner et séjourner en tous lieux des royaumes, estats et païs, négocier et*) faire commerce de (*marchandises entretenir*) correspondances et avoir commerce..... avec les accès et ce en toute (*liberté franchise et*) seureté tant par terre que par (*mer et sur les rivières*) et aultres eaux et tout ainsy quil (*a este et deub être faict*) en temps de bonne, ferme et amiable (*paix telle*) que celle quil a pleu a la divine..... auxdits seigneurs roys et a l'Electeur de (*Brandebourg*)..... et à leurs peuples et sujetz et pour les y (*maintenir*) il est expressement deffendu à toute personne de quelque qualité et condition quelle soit dentreprendre, attenter ou innover à aucune chose au contraire, ny au préjudice dautrui sur peine d'estre puni saiverement comme infracteurs de paix et perturbateurs du repos public. Faict à Saint Germain en laye le dix neufviesme jour du mois de novembre mil six cen soixante dix neuf Signé Louis et plus bas Colbert et scellé.

Collationné à l'original par moy conseiller secretaire du gouvernement de L'Isle de France et signe Desbryères.

CXL

(1er décembre 1679)

Procès-verbal de la publication et de la fête de paix avec le roi du Danemark et l'Electeur de Brandebourg

Ce jourdhuy Vendredy premier décembre mil vic soixante dix neuf suivant la délibération particulière en l'acte d'assemblée du vingt neuf novembre dernier, la publication de la paix entre le roy de France, nostre souverain seigneur et le roy de Danemarc et de Norvège et l'eslecteur de Brandebourg a esté faicte avec le mesme ordre et ceremonie dans les lieux publiques et carfours de cette ville de Pontoise et tout ainsy que celles de la paix faicte entre Sa Majesté et l'empereur, eslecteurs, princes et estatz de l'empire a esté faicte le sixiesme jour de may audict an xvic soixante dix neuf en exécution de lacte (*et*) ..... résultat de la mesme assemblée du trois desdits mois..... après laquelle publication le feu joye a esté *(allumé près de)* l'hostel de ville et le canon tiré et ensuitte ..... este allumés dans touttes les rues de ladicte ville .....

. . . . . .

On lit les quelques signatures suivantes de : Thevenet, Barbier, de Saint Denys, Gruet, Brisset, Levasseur, Berteuille, Roger, Boudault, Lair, Roger, Gaucher, Dagneaux, Demonthiers, Demonthiers, Cossart, Deslions.

CXLI

(16 août 1680)

Claude Langlois et Jacques Cuvernon sont nommés échevins aux lieu et place de François Letellier et Antoine Gruel

Le Dimanche seiziesme aoust mil six cens quatre vingts en l'assemblee generalle tenue au son de la cloche par devant Monsieur le président lieutenant général de Pontoise ainsy qu'il est accoutumé Me Pierre Demonthiers chevalier conseiller du roy président au baillage de Pontoise et premier eschevins de la part de Mad. la duchesse deguillon, Me Claude Langlois notaire et le sieur Jacques Cuvernon marchand ont este esleus eschevins de ladite ville pour trois ans au lieu et place de François Letellier escuyer conseiller du roy president prevost maire de Pontoise, Me Antoine Gruel procureur et Pierre Thevenet marchand suivant lacte de ladite eslestion qui est en main de Me Etienne Gruel advocat es parlement greffier de lhostel de ville.

Sans signature

Suit plus bas une ligne commençant ainsi :

Le mercredy dix neufviesme aoust mil six cens.....

Et au dessous une barre tracée à l'encre noire.

(28 juin 1678)

Arrêt de la Chambre des comptes de Paris tendant à faire rendre compte aux agents en charge des deniers d'octroi payés pendant les années 1660, 1664, 65, 71 et suivantes jusques 1675.

En marge de la copie de l'arrêt on lit : Deniers communs pour entretien du pont et chaussée de Pontoise

Sur la requête presentée à la Chambre par Letellier prevost maire eschevin de la ville de Pontoise, Antoine Gruel et Pierre Thevenet aussy eschevins de ladicte ville de Pontoise en charge contenant que par exploict de De la Grange et Goffinet huissiers en la chambre ils avoient esté assignés en icelle a la reqte du procureur general du roy en icelle pour comptes des deniers communs et d'octroy de ladicte ville depuis les années xvic soixante, soixante quatre, soixante cinq, soixante unze et suivantes jusques et y compris lannee xvic soixante et quinze, sur quoi les supplians remontrent à ladicte chambre quils ne peuvent estre tenus de comptes desdictes annees pour lesquelles ils auroient esté assignez attendu que

pour lors ilz n'estoient eschevins de ladicte ville comme il paraissoit par l'acte de nomination de leurs personnes faicte par les antiens officiers paires et habitans represente a ladicte chambre et datté du 5 septembre 1677, n'ayant entré en charge qu'en la presente annee 1678 pour les trois autres années prochaines et qu'ainsy l'exercice des années precedentes n'estant aucunement leur faict, ilz ne pouvoient estre obligez des comptes, requeroient qu'il pleust a ladicte chambre de les descharger de l'assignation a eux donnée sauf au procureur général du Roy de faire ses poursuittes pour raison des années 1660, 64, 65, 71 et suivants jusques et y compris lannée 1675 contre les maires et eschevins lors en charge ensemble les frais et voyages d'huissiers. Veu ladite req^te, lexploict du 15 mars 1678 y mentionné, ensemble l'acte de nomination des supplians pour estre eschevins de ladicte ville de Pontoise du cinq septembre 1677, conclusions du procureur general du Roy, arrest de la chambre du seize may dernier par lequel la chambre auroit ordonné qu'a la diligence dudict sieur procureur general les maire et eschevins en charge ès années dont ladicte ville est en demeure de compter seroient poursuivis et assignez en ladicte chambre pour y satisfaire et cependant surseoir à touttes poursuittes pour raison de ce allencontre des supplians pendant quinzaine, avec conclusions du procureur général du roy faisant mention des assignations données a sa req^te par exploict du 20 dudict mois de may dernier en execution dud. arrest et tout considéré la chambre a deschargé et descharge les supplians de lad. assignation et des frais dycelle sauf au procureur général a continuer ses poursuittes pour ledict compte des années 1660, 64, 65, 72, 73, 74, 75, 76 et 77 allencontre des desnommés en lexploict du 20 may dernier autres neanmoins que ceux en exercice en lannee 1671 dont il a este compte. Faict le 28 iuin 1678, collationné et plus bas est escript extraict des registres de la Chambre des comptes Signé Richer.

Le unze janvier 1679 signiffié et laissé copie du present arrest à Monsieur le Procureur general du roy en la chambre des comptes en parlant à M. Charles Meslant son secretaire trouvé a leur parquet en lad. chambre et a Mathurin Goffinet cy devant huissier des comptes parlant a sa femme en son domicile rue S^t Martin par nous huissier desdits comptes soussigné, signé Delafoy, controlle à Paris le 12 janvier 1679 enreg^ré folio 90 Signé Jacques.

CXLII

(9 septembre 1680)

Les échevins sont autorisés à se défendre en justice contre la prétention d'un sieur Porlier d'avoir une clé du regard des fontaines et à exiger de lui la restitution de la clé qu'il a conservée.

Ils sont également autorisés à s'opposer à l'exécution d'un arrêt du 17 juillet précédent interprétant au profit de l'Hôtel-Dieu les lettres patentes de 1653.

L'an mil six cens quatre vingt le neufviesme jour de septembre en lassemblee convocquee devant nous Pierre Demonthiers chevallier seigneur du Fay, Mardalin et autres lieux conseiller du roy lieutenant general commissaire enquesteur et estant juge civil et criminel au siege du baillage, ville et chastellenie de Pontoise ou estoient presents les gens du roy, François Letellier escuier conseiller du roy, président prévost maire, voyer enquesteur, juge civil et criminel de la ville commune et banlieue de Pontoise.

(Un tiers de page laissée en blanc, sans doute pour remplir les noms des présents).

Sur la proposition faicte par Mr Claude Langlois l'un des eschevins de ladicte ville parlant pour les autres sieurs eschevins qui a requis la compagnie de deslibérer sur l'assignation donnee a la reqte de Christophe Auguste Porlier ausdicts sieurs eschevins le sixiesme du present mois en vertu d'une commission des grands maistres des Eaux et Foresz au siege de la Table de marbre aux fins de faire rendre la clef du regard dou proviennent *(les eaux des)* fontaines de la ville duquel il se pretend propriétaire et avoir possession d'en avoir aussy une clef a leur prejudice, ce qui seroit trop prejudiciable a la ville qui est en possession immémorialle dudit regard, par exploict de Charmia huissier des reqtes ordinaires de lhostel du roy.

Comme aussi sur ce que la dame de lhostel dieu en execution de l'arrest de la cour qu'elle pretend avoir obtenu pour l'interpretation des lettres pattentes de lannee 1653 et ledict arrest portant le renvoy des parties vers le roy ledict arrest datté du dix septieme juillet mil six cens quatre vingt de delibérer sur lesdittes deux propositions.

Il a este arresté que lesdits srs eschevins sont authorisez de se pourveoir pour demander le renvoy de l'assignation a eux donnée à la reqte dudict Porlier, devant monsr le lieutenant general de Pontoise juge naturel de la communauté de ladite ville, comme aussy authorisez de poursuivre l'execution dudict arrest et empescher lexecution du pretendictaire dont elle sest ventée, pour pretendre

le droict sur les marchandises comme estant ledit tarif prejudiciable au bien public et a la foulle des subjects du roy, et en cas de desny de renvoyer se pourvoi par lesdicts s^rs^ eschevins par appel.

Suivent les signatures . Letellier, Aubery, Langlois, Villot, de Saint Denis, Duboys, Seigneur, Brisset, Gruel, Levasseur, Lefebure, Thevenet, N. More, Cossart, Demonthiers.

(26 octobre 1680)

Arrêt du Conseil d'Etat qui surseoit à statuer sur l'exécution de l'arrêt du 17 juillet 1680 et ordonne que les prieure et religieuses de l'Hôtel-Dieu seront assignées devant le Conseil pour s'expliquer sur les fins de la requête présentée par les échevins.

Extrait des registres du Conseil destat

En marge on lit : Le present arrest a esté obtenu par Pierre Demonthiers escuyer conseiller du roy, président au Baillage de Pontoise et M^e^ Claude Langlois notaire et Jacques Cuvernon bourgeois et eschevins de ladite ville.

Sur la requeste presentée au roy en son conseil par les eschevins et habitans de la ville de Pontoise contenant quils ont un procez pendant et judiciel au parlement de Paris auquel ils sont appellans dune ordonnance rendue par le lieutenant de Senlis aud. Pontoise du XII^e^ aoust 1654 et de tout ce qui sen est ensuivy et demandeurs en lettres en forme de req^te^ civile par eux obtenue en la chancellerie le XVI^e^ juillet 1656 envers les arrests du parlement des premier aoust 1637, 2^e^ mars 1654 et XXVIII^e^ juin 1656 contre les prieures religieuses servantes delhostel dieu dudit Pontoise inthimée et deffenderesses et encore les supplians demandeurs en autres lettres de surennation du XXII^e^ aoust 1655 d'une part et lesd. prieures religieuses servantes deffenderesses, dautre, led. proceds procédant de ce que lesd. religieuses sestant figurées quelle avoient droit de peage et havage sur toutes sortes de marchandises et denree passant par lad. ville tant par eau que par terre ou qui y sont ammenee ou deschargée et pour fonder leur prétention elles obtinrent en 1596 des lettres patentes du deffunct roy Henry Legrand en termes vagues et generaux portant confirmation de leurs franchises exemptions et amortissement, droits et debvoirs y enoncez, lesd. religieuses poursuivant linterinement de ces lettres audit Parlement de Paris ledit parlement ayant veu quil ny avoit rien de certain ny desiné par lesdites lettres ny par les pieces attachées sous le contresel non plus que par la req^te^ par laquelle elles demanderent ledit entherinement il ordonna la communication au substitut du procureur general audit Pontoise et aux eschevins de lad. ville qui rendirent tous leurs avis sur la perception accoutumée desdits droits, mais tous contraires a la pretention desdites religieuses, ordonna doffice par arrest du 27^e^ juillet 1597 qu'a la dilligence du procureur general il seroit informé de la levee et perception pretendue desdits droits, laquelle information fut faicte par le lieutenant general audit Pontoise, cette information

raportée et communiquée audit procureur genéral, il intervint un arrest sur ces conclusions le XIIIe mars 1598 portant entherinement desdites lettres pour en jouir par lesd. religieuses comme elles en auroient auparavant jouys, usé, jouissoient et usoient lors et avecq cette exactitude que ledit parlement eust *dénoncé* (?) A dans sondit arrest que lesditz droits seroient perceus en la manniere suivante : que sur chaque batteau de quatre a cinq travée chargé de buges, cotherests, fagots, bourée ou eschalas passant ou repassant soulz les ponts de lad. ville, a raison dune buche ou dun costeres, fagot, bourrée ou dune botte deschalas, et pour chacune travées de batteaux chargez de marin quatre buches, sur chacun batteau de sel un boisseau, sur chacun bateau chargé de vin, deux brocs, sur chacun batteau chargé de foin, gerbée ou paille pour chacune travée une botte de foin, gerbée ou paille, sur chacun batteau chargé de molues deux poignées de molues ou deux poignées de harangs et sur les deux petits batteaux ou flottes chargé de molues ou harangs pour le regard de molues une molue, et pour le harangs une poignée montans ladite poignée de sept ou huit harangs, sur chacun batteau de charbon un minot sans que lesdites religieuses puissent prétendre de lever autres ny plus grands droicts que sur lesdictes marchandises cy dessus declarée depuis lequel arrest de 1598 jusqu'en 1653, lesdites religieuses ont jouy desdits droits paysiblement sans avoir rien entrepris au dela, mais en ladite année 1658, ils surprirent de nouvelles lettres sans parler ny faire mention dudit arrest de 1598, et en conséquence firent dresser un tarif a leur mode de leurs pretendus droitz dans lequel elles ne sont pas contentée de comprendre les sept articles cy dessus portee par led. arrest de 1598, mais elles y ont adjoutée soixante dix huit et non comptens de ce ellez y ont compris un general crainte de rien obtenir sur touttes autres natures de marchandises exprimez ou non expriméz passant par dessus ou dessous ledit pont par les autres portes de ladite ville ou deschargeant sur les portes dycelles foires et marchez sans aucunes exemption ny franchises, ce qui iroit a linfiny et produiroit une levee de plus de Lqll ℔ par chacun an qui causeroit la ruine totalle de lad. ville qui dalleurs ne pouroit porter les charges deubs a Sa Majesté et donneroit lieu a la desertion des pauvres habitans tant de lad. ville que faubours et la perte et consommation entieres des droits de Sa Majesté. En lannée 1654 lesd. religieuses firent veriffier lesd. lettres de 1653 par surprise et alinceu des supplians, contre cette surprise lesd. supplians et eschevins lors en charge pour empêcher leffet desdites lettres et lexécution du prétendu tarif se seroient imposez et auroient interjetté appel audit parlement des jugemens et actes que le lieutenant genéral auroit sur ce rendus, et deplus ayant recours a Sa Majesté a laquelle ayant fait connoistre la surprise desdites lettres et tarif Sa Majesté leur auroit accordé ses lettres patentes le XXIIIIe octobre 1658 par lesquelles il y auroit pleu dexpliquer celles desd. religieuses et confirmer led. arrest de 1598 sans sarester a divers arrests que lesd. religieuses avoient obtenus contre des particulliers avecq ceste expression que Sa Majesté vouloit que lesdroits portéz par les lettres surprises par lesd. religieuses fussent reduites aux termes dudit arrest de 1598 et bien que lintention de Sa Majesté ne puisse estre plus nettement expliquer et que

le procureur general auquel le procez a esté communiqué, ait donné ses conclusions conformes, neantmoings ledit parlement par son arrest rendu les differens des partyes le XIIIe aoust dernier a ordonné que lesdites religieuses se retireront par devers Sa Majesté pour faire reformer lesd. lettres obtenues par les suplians dudit jour XIIIIe octobre 1658 et cepandant que par provision et sans préjudicier au droit des partyes suposant sauf corection quelles ont jouy de tous lesd. droits quelles en jouiront conformément ausd. lettres du mois daoust 1653, arrest de veriffication du 2e mars 1654 et tarif fait en consequence par led. lieutenant general de Pontoise du XIIe aoust en suivant et que neantmoings les opérations portez par led. tarif demeureront referéé aux redevables des droits despens reservéz, lequel arrest a esté signiffié aux suplians des le XXI du mois d'aoust, sur lequel ayant pris advis ils ont trouvé quil estoient extraordinaire et sy fortement opposé à sa volonte et aux termes de verité quils ont tous lieu den porter leur plainte a Sa Majesté desoposer a lexecution dicelluy et den requerir la cassation et la confirmation desd. lettres du XXIIIIe octobre 1658, le premier moyen dopposition qu'ont lesd. suplians, contre ledit arrest lequel en opere un de cassation en mesme temps est de ce qu'il ordonne que lesdites religieuses se retireront vers sa Majesté pour obtenir la corection desd. lettres pattentes du XXIIIIe octobre 1658 au lieu quil a deu prononcer lentherinement desd. lettres et suivre en cela lintention de Sa Majesté portée et expliquée par icelles et les conclusions dudit procureur général, le second moyen quil en opère pareillement un de cassation et cette provision de lever des droits qui ne lont jamais este ny deu lestre sous prétexte quil est suposé sauf corection par ledit arrest quils lont esté en conséquence d'un tarif malicieusement fait et fabriqué en cachette a linsceu et sans aucune communication au procureur du roy et aupredecesseur des suplians par un juge sans pouvoir ny autorité que son propre mouvement et finallement que cette provision na esté adjugée que sur la suposition desd. prieure et religieuses quelles avoient jouy desd. droits ce qui na jamais este, — A ces causes requeroient quil pleust a Sa Majeste ordonné que lesdites lettres patentes du XXIIIIe octobre 1658 ensemble led. arrest de 1598 seront executez selon leur forme et teneur et enjoindre aud. parlement de Paris de passer outre a la veriffication et enregistrement desd. lettres sans difficulté et au lieutenant dudit Pontoise de tenir la main a lexecution dicelles avecq deffences ausdites prieure et religieuses, leur commis et preposez a la levée desdits droits dy contrevenir a peine damande arbitraire et de tous despens domages et interest, Ouy le raport du sieur Colbert conseiller ordinaire un conseil royal, controleur general des finances, Le Roy en son conseil a ordonné et ordonne qu'aux fins de ladite requte lesd. prieure et religieuses de lhostel Dieu de la ville de Pontoise seront assignez au conseil, cepandant Sa Majesté a surciz et surcoit l'execution dudit arrest du parlement du dix septiesme juillet mil six cens quatre vingt jusque a ce quautrement par Sa Majesté en ayt este ordonné. Fait au conseil destat tenu a Versailles, le vingt sixiesme jour doctobre mil six cens quatre vingt signé enfin Bechamel collationné avecq paraphes.

Louis, par la grace de Dieu Roy de France et de Navarre au premier des

huissiers de nostre conseil ou autre nostre huissier ou sergent sur ce requis nous te mandons et commandons que larrest dont lextraict est cy attaché sous le contre sel de nostre chancellerie cejourdhuy donné en nostre conseil destat sur la req^te^ a nous présentée en icelluy par les eschevins et habitans de la ville de Pontoise, tu signiffies aux prieure et religieuses de lhostel dieu dudit Pontoise et à tous autre qu'il apartiendra a ce quil nen pretendent cause dignorence les assigner en nostre conseil a certain et competant jour aux fins dudit arret et fait pour lentier exécution dicelluy tous commandemens sommations deffences et autres actes et exploits nécessaires sans autre permission nonobstant clameur de harault charte normande, et lettres a ce contraires, car tel est nostre plaisir. Donné à Versailles le vingt six^e^ jour doctobre lan de grace mil six cens quatre vingts et de nostre reigne le trente huictiesme, signé enfin par le Roy en son conseil Bechamel avecq paraphe et scellé du grand seau de cire jaulne et contre scellé.

Collationne aux originaux par nous conseiller secretaire du roy maison couronne de France et de ses finances.

Signé : Seigneur.

Suivent six pages laissées en blanc ; au bas de la deuxième page on lit : Signiffié par mention le jeudy 21 novembre 1680 assignation à quinzaine controllé le mesme jour.

CXLIII

(2 janvier 1681)

Les échevins sont autorisés à poursuivre le recouvrement d'une rente constituée par la Ville de Rouen au profit des habitants de Pontoise sur les droits perçus sur le vin entrant à Rouen.

L^AN^ mil six cens quatre vingts un le deux janvier du mattin en lassemblée tenue en la chambre et hostel de ville de Pontoise convoquée devant nous Pierre Demonthiers chevallier seigneur du Fay, Mardallain et autres lieux conseiller du roy lieutenant général civil et criminel du baillage de Pontoise par Messieurs les eschevins en charge de ladite ville, des entiens peres et notables habitans dicelle en la présence de Jean Cossart escuyer seigneur de Latour, conseiller du roy et son advocat et de Yves Deslions escuyer seigneur de Theuville conseiller du roy et son procureur es sièges royaux dudit Pontoise ou estoient presens M^es^ David Aubery conseiller du roy, lieutenant particullier au siege de la prevosté mairie de Pontoise, maistre Nicolas Villot conseiller du roy,

esleu antien de la ville et eslection dudit lieu, Me Jean de St Denis, conseiller du roy, président au grenier à sel dudit lieu, Me Guillaume Dubois advocat, Martin Seigneur, escuier, conseiller et secretaire du roy, Anthoine Favée, huissier de salle du roy, Pierre Fournier, officier de la reine, Me Gabriel Brisset, procureur, Christophle Levasseur, bourgeois, Me Anthoine Gruel, procureur, Pierre Thevenet, bourgeois, tous antiens eschevins et peres de lad. ville, Me Jean Baptiste Lemaistre, advocat, Me Mellon Dauvray, notaire royal, Mes Mellon Dauvray, Me Simon Lampereur, Me Charles Bertoulle, Me Simon Levi, procureur, Jean Charles, Jean Chambois, Pierre Moreau, Pierre Choppin, Me Nicolas Escouvettes, Jean Mention, André Vaillant, Jean Gueroult, Jean More, Nicolas More, Esloy Levasseur, Eustache Favier, Anthoine Desgroux, Charles Chevallier, Claude Lebas, Pierre Villot, Jean Parent, Gabriel Darder, Anthoine Demachy, Nicolas Chesneau, Guillaume Chesneau, Toussaint Dubois, et Pierre Leclerc, tous notables habitans de ladite ville.

Lesdits sieurs eschevins ont remontré que par contract passé devant Nicolas Denis et Estienne Lambert tabellions royaux a Rouen le 25 juin 1647, il auroit esté créé et constitué au nom de Sa Majesté par Messieurs les eschevins de la ville de Rouen au profit des habitans de cette ville de Pontoise desnommez au roolle aresté en conseil le xi may 1646, la somme de sept cens soixante et quinze livres seize sols six deniers de rente par chacun an au denier douze a prendre sur lesd. six livres et sur tonneau de vin distraits de neuf livres entrant en ladite ville de Rouen payable par les mains du receveur de ladite ville aux quatre quartiers accoutuméz moyennant neuf mil trois cens dix livres qui auroient esté payéz par lesditz habitans à sadite Majesté pour les causes portées audit contract et que depuis ils auroient apris quicelle rente auroit esté resduite depuis quelques mois a cent quatre vingt treize livres tant de sols par an et aussy apris que le total dicelle estoit suprimé et par ce moyen ladicte ville de Pontoise destituée dun secours qui pouvoit lasister aux affaires dicelle a quoy il estoit necessaire de veiller et solliciter pour pouvoir recouvrer le principal ou partye dicelluy et les arrérages qui peuvent estre deubs de ladite rente affin de conserver dudit principal un fond pour les affaires publiques de ladite ville et les arrerages qui ne pourroient estre receus par lesdits sieurs eschevins employez par eux aux affaires dicelle. Pour ses causes, lesdits sieurs eschevins requeroient destre autorisez du corps de ladite ville pour en faire les solicitations et poursuittes partout ou il appartiendra, Sur quoy et du consentement desdits sieurs advocat et procureur du roy, ladicte assemblee a auctorisé et autorisent, mesme donne pouvoir et puissance auxdits sieurs eschevins de faire touttes les poursuittes et dilligence necessaires par tout où il apartiendra et pour cet effet frayer tous les deniers qu'il conviendra pour le recouvrement tant du principal ou partye dicelluy que des arrerages qui peuvent estre deubs de ladite rente du passé et qui escheront a ladvenir pendant leur charge, mesme de recepvoir ledit principal ou partye dicelluy comme dit est suivant les reiglemens qui en ont esté ou pouroient estre faits pour estre ledit principal quils en pouront recouvrer et recevoir employé

en un fond pour les affaires publiques dicelle ville suivant la déliberation qui en sera lors faite et lesdits arrerages employez par lesdits sieurs eschevins auxdites affaires publiques de ladite ville, pendant leur eschevinat et au surplus agir et faire par lesdits sieurs eschevins pour raison de la perception tant du principal que arrerages de lad. rente toutes les autres choses quils jugeront et trouveront a propos du receu s'en tenir par eux comtans et en donner touttes quittances et descharges vallables sans quil soit besoin dautre pouvoir que le present.

Ont signé : Demonthiers, Aubery, Langlois, De Cuvernon, de Sainct Denis, Dubois, Lemaistre, Favée, P. Fournier, Brisset, Thevenet, Gruel, Levasseur, Charles, P. Chambour, M. Dauvray, Bertoulle, Choppin, Moreau, Vaillant, Lair, Mention, Escouvette, Seigneur, More, Esgroult, Lambert, Gueroult, Eloy Levasseur, A. Desgroult, Dauvray, Favier, Chevallier, Legat, Villot, Parent, David, Demachy, Hamau, Duboys, Chesneau, Pierre Leclerc, Cossart.

Suit une page blanche

CXLIV

(22 février 1683)

L'Assemblée décide que le legs de 4.000 livres fait à la ville par Coqueret, docteur de Sorbonne, principal du collège des Grassins, pour la fondation de deux bourses audit collège, ne sera pas divisé ; et que si la Fabrique de Notre-Dame en réclame une partie, il lui sera constitué une rente foncière rachetable avec garantie hypothécaire sur tous ses biens.

Le lundy vingt deuxiesme jour de febvrier mil six cens quatre vingt trois de relevee en lassemblee convoquee devant nous Pierre Demonthiers chevallier seigneur du Fay, conseiller du roy lieutenant general au baillage ville et chastellenie de Pontoise a la diligence de Pierre Demonthiers chevallier seigneur de Saint Martin, Conseiller du roy président aud. baillage et maistre Claude Langlois notaire et tabellion royal aud. Pontoise, et de Jacques Cuvernon bourgeois et eschevins de ladite ville, a laquelle estoient présents les seieurs Letellier prevost mayre, Cossart advocat du roy, Aubery lieutenant assesseur de la prevosté mayrie de Pontoise, Villot, esleu, Seigneur, escuyer conseiller et secretaire du roy, maison et couronne de France et de ses finances, gentilhomme servant de Monsieur frère unique du roy, Favée, huissier de salle, du roy Levasseur, Thevenet, bourgeois de ladite ville et Brisset procureur audit Pontoise, tous anciens conseillers et paires de ladite ville.

Lesdits seieurs eschevins ont remontré que (*depuis*) quilz font leurs fonctions,

ilz ont fait toutes (*les*) diligences possibles pour collocquer et *(mettre en)*..... rente ou employé en fonds dheritage (*la somme* de) quatre mil livres qui sont provenus ..... donation et fondation que fait feu Monsieur..... Cocqueret docteur de Sorbonne et principal du collège de Grassins fondé en luniversite de Paris pour ayder à stipendier deux bourses dans ledit collège capable dune bonne rethorique affin de continuer leurs estudes que jusques a present ilz nont point trouvé loccasion demployer ladite somme de quatre mil livres qui est en despost es mains des dames Carmélites de Pontoise, sinon que depuis deux jours les marguilliers de Nostre Dame de cette (*ville*) leur ont faict demander moitié d'icelle a rente pour parfaire de payer le prix dune acquisition quils ont faite pour ladite fabrique dune maison et heritage scituez au fauxbourgs de nostre dame de cette ville et sur le teroir de Pontoise et environs qui appartenoient cy devant a Nicolas Lemercier, architecte, et une autre personne solvable lautre moitié desdits quatre mil livres, Lesdits seieurs eschevins ont demande ladvis de la compagnie sur leur proposition.

Laffaire mise en delibération il a este resolu que ladite somme de quatre mil livres ne sera point divisee ny donnee en deux partyes et que cy lesdits marguilliers de ladite esglise et fabrique de nostre dame veuillent prendre ladite partye de quatre mil livres entiere elle leur sera baillé et delivree pour en constituer rente au denier vingt racheptable en un seul payement sous lobligation et hypotheque de tous les biens de ladite fabrique et speciallement de ceux acquis et non autremens.

Ont signé : Demonthiers, Letellier, Cuvernon, Langlois, Aubery, Villot, Seigneur, Favée, Brisset, Levasseur, Thevenet, Demonthiers.

(22 mars 1681)

Extrait des registres du Conseil d'État

En marge on lit : Arrets du Conseil contre les religieuses de lhostel Dieu obtenu par Me Demonthiers chevalier, conseiller du roy, Président au baillage, Me Claude Langlois, notaire et le sieur Jacques Cuvernon eschevins et gouverneurs de ladite ville.

Entre les eschevins et habitans de la ville de Pontoise, demandeurs en requeste insérée en larrest du Conseil du vingt six octobre MVIc quatre vingt d'une part, et les prieure, religieuses et couvent de lhostel dieu dudit Pontoise deffenderesses d'autre part, et entre lesdites prieure, religieuses et couvent de lhostel dieu de Pontoise, demanderesses en requeste verballe insérée en lapointement de réglement du trente un décembre audit an et en requeste insérée en larrest du conseil du premier février MVIc quatre vingt un, d'une part et lesdits eschevins et habitans de Pontoise, deffendeurs d'autre

part, et les dames abbesse et religieuses de l'abbaye de Maubuisson dudit Pontoise, les prieure, religieuses et couvent des Carmelites et Ursulines de ladite ville de Pontoise, les prieur et religieux de l'abbaye de S^{t} Martin, les gardien, religieux et couvent de l'observance des Cordeliers, le Supérieur et communauté des Jésuistes, le père ministre religieux et couvent de la Trinité et rédemption des captifs, et les directeurs de lhospital des pauvres enfermez receus parties intervenantes en ladite instance, suivant l'ordonnance du Conseil du vingt neuf janvier audit an MVI^{c} quatre vingt un, sans que les qualitez puissent nuire ny préjudicier aux parties ; Veu au CONSEIL du roy :

Ledit arrest rendu en iceluy sur la requeste desdits eschevins et habitans dudit Pontoise, ledit jour XXVI octobre 1680 tendante à ce quil plust à Sa Majesté ordonner que les lettres patentes du XXIIII octobre 1658, ensemble larrest du Parlement de Paris de 1598, seront exécutez selon leur forme et teneur, et enjoindre audit Parlement de passer outre à la vérification et enregistrement desd. lettres sans difficulté et au lieutenant dudit Pontoise de tenir la main à l'execution dicelles, avec deffenses ausdits prieure et religieuses leurs commis et preposez à la levée des droits dont il s'agit dy contrevenir à peine damende arbitraire et de tous despens, dommages et interests, par lequel arrest il auroit esté ordonné qu'aux fins de ladite requeste lesdites parties seroient assignées au Conseil et cependant Sa Majesté auroit sursis l'execution dudit arrest du Parlement du XVII juillet 1680, jusques a ce qu'autrement par Sa Majesté en ait été ordonné ;

Commission sur ledit arrest dudit jour ;

Exploit d'assignation donnée en vertu d'iceluy du XXI novembre audit an, ausdites religieuses à comparoir audit conseil, controllé ledit jour ;

Appointement de reglement signé en ladite instance entre les demandeurs et deffenderesses le XXXI décembre audit an ;

Procez verbal du sieur Dugué de Bagnols, maistre des requestes sur la signature dudit appointement dudit jour XXXI décembre, dans lequel est insérée la requeste verballe desdittes deffenderesses à ce quil plaise à Sa Majesté lever et oster par provision sans préjudice des droits des parties au principal, les deffenses portées par ledit arrest du conseil du XXVI octobre dernier, et en conséquence que l'arrest contradictoire du parlement du XVII juillet 1680, confirmatif des anciennes concessions accordées audit hostel dieu par le roy S^{t} Louis et ses successeurs sera executé avec deffenses ausdits eschevins et habitans de Pontoise et tous autres de les troubler dans la joüissance desdits droits, à peine de XV^{c} $\mathcal{H}$ damende et de tous despens dommages et intérests, enfin duquel proces verbal est lordonnance dudit sieur commissaire, portant que ledit appointement seroit de luy signé, dans lequel ladite requeste verballe seroit employée, au bas est l'exploit de signification du VII janvier 1681 ;

Ledit arrest du conseil dudit jour premier fevrier audit an rendu sur la requeste desdites religieuses, prieure et couvent de lhostel dieu de Pontoise, tendant à ce qu'il plust à Sa Majesté en procedant au jugement de ladite

instance, et deboutant lesdits eschevins et habitans de leur requeste insérée audit arrest du conseil du XXVI octobre dernier, ordonner que les lettres patentes du XXIIII octobre 1658, surprises par le dol et l'artifice desdits eschevins, seront raportées pour estre rompues et lacerées, ce faisant que celles de l'année 1653, arrests d'enregistrement du deux mars 1654, et dernier arrest contradictoire du parlement de Paris du XVII juillet 1680, sera executé avec tres expresses deffenses ausdits eschevins et habitans de Pontoise et tous autres de les troubler en la possession et jouissance où elles sont des droits en question et de se plus pourvoir à Sa Majesté et en son conseil pour raison de ce, à peine de IIIm ℔ d'amende, qui demeurera encourue allencontre des contrevenans en vertu de l'arrest qui interviendra et les condamner aux despens, par lequel arrest il auroit esté ordonné que les parties seront sommairement ouyes pardevant le sieur raporteur de linstance et joint à icelle, au bas duquel arrest est l'exploit de signification du x desdits mois et an ;

Reiglement sommaire sur ladicte demande du XIII desdicts mois et an et joint à l'instance signifié, le XIIII dudit mois ;

Conclusions du sieur procureur général au parlement de Paris, sur lesquelles ledit arrest du XVII juillet dernier est intervenu, par lesquelles il n'auroit empesché les parties estre remises en l'estat quelles estoient auparavant les arrests des 1er aoust 1637, XI mars 1654 et XXVII, juin 1656 et que lappellation de la sentence du lieutenant général de Pontoise du XII aoust 1664, et ce dont estoit appel fut mis au neant, emandant deffenses estre faites ausdites religieuses, prieure et couvent de Pontoise de prendre plus grands droits, ny sur autres marchandises que celles qui sont énoncées dans l'arrest de la cour du XIIIe mars 1598 ;

Coppie d'arrest contradictoire du parlement de Paris, rendu entre les eschevins et habitans dudit Pontoise, et les religieuses, superieure et couvent dudit lieu le XVII juillet 1680, par lequel avant faire droit sur le tout il est ordonné que lesdites religieuses se retireront pardevers le Roy pour faire reformer les lettres patentes obtenues par les eschevins de Pontoise le XXIIII octobre 1658, cependant par provision et sans préjudicier au droit des parties, attendu la possession immemorialle desdites religieuses de l'universalité desdits droits, ordonne quelles en jouiront conformément ausd. lettres du mois d'aoust 1653 ;

Arrest de verification du deuxième mars 1654 :

Tarif fait en consequence par le lieutenant de Pontoise le XIIe aoust suivant, demeurant neantmoins les options portées par ledit tarif refferées aux redevables desdits droits ;

Arrest du conseil rendu sur la requeste desdits habitans de la ville de Pontoise le IX avril 1658, tendant à ce qu'il plust à Sa Majesté ordonner les parties estre reglées de juges et renvoyées au parlement et faire deffenses à la cour des aydes de connoistre de la verification et enregistrement des lettres obtenues par lesdites religieuses au mois d'aoust 1653, et au lieutenant de Pontoise et autres juges de connoistre dudit pretendu tarif jusques à ce que ledit parlement ayt donné arrest

contradictoire, faire deffenses cependant ausdites religieuses de faire lever plus grands droits ne sur autres marchandises que celles contenues audit arrest de 1598, à peine de concussion et de tous despens dommages et interests, par lequel il auroit esté ordonné que lesdites religieuses seroient assignées pour estre reglées de juges entre lesdites cours, ausquelles auroit esté fait deffenses de plus avant connoistre du differend des parties et ausdites religieuses de lever autres droits à peine de xv^{c}ℓ d'amende que ceux portez par ledit arrest de veriffication du XIII mars 1698 et sur autres marchandises que celles y contenus ;

Autre arrest du conseil rendu sur ce qui a esté representé par lesdits habitans de Pontoise le XXVI juillet 1658, par lequelles parties sont renvoyées audit parlement de Paris pour y proceder sur la requeste civille obtenue par lesdits habitans contre larrest d'enregistrement desdites lettres du mois d'aoust 1653, circonstances et dependances;

Les deffenses portées par les arrests donnez audit parlement les XIII mars 1598 et VII septembre 1656 et au conseil du IX avril 1658 tenant ;

Sentence rendue par le lieutenant general de Pontoise entre lesdites religieuses dudit Pontoise et Jacques Roux commis à la recepte des aydes, et Pierre Moreau marchand intervenans le VIII mars 1680, par laquelle il est fait main levée par provision audit Moreau et sa caution juratoire de la balle de cotton dont estoit question saisie à la requeste desdites religieuses ;

Tarif desdicts droits fait par ledict bailly de Pontoise du XII aoust 1654, après avoir été communiqué et pris les advis de prudhommes experts dans la perception desdits droits;

Cahier dans lequel sont lettres patentes accordées ausdites religieuses par Henry trois du V novembre 1576, par lesquelles il confirme les concessions accordées ausdites religieuses par ses predecesseurs roys, et de nouveau leur donne les droits, franchises, exemptions, admortissements mêmes par exprez la terre et seigneurie et justice haute, moyenne et basse de Champagne, ensemble les droits de patronage, fiefs, arrierefiefs, bois, prairie, marais, bruyeres, cours d'eaues, pescherie, voirie foraine, colombiers, lieux nobles, roturiers et autres droits et devoirs dont elles ont jouy ou autrement, tout ainsy et par la mesme forme et maniere quils sont declarez et specifiiez, tant en generalité que spécialité, sans qu'il soit besoin les declarer ny specifier davantage, nonobstant quelles ne fissent apparoir de leurs titres originaux dont il les releve et dispense ;

Arrest d'enregistrement desdites lettres patentes au grand conseil estant au bas d'icelles du XX novembre 1576 ;

Lettres patentes accordées ausdites religieuses par le roy Henry 4 du mois de mars 1596, portant confirmation des precedentes, dans lesquelles les susdits droits sont exprimez particulierement ;

Arrest dudit parlement de Paris du XIII mars 1598 dans lequel ladite information faite en execution du precedant et lavis du substitut dudit sieur procureur general à Pontoise, et celuy desd. echevins à qui lesdites lettres avoient esté communiquées sont visées, par lequel il est ordonné que lesdites lettres

seront registrées, pour jouir par lesdites religieuses de leffet et contenu en icelles comme elles ont cy devant bien et deuement jouy, a scavoir sur chacun batteau de quatre ou cinq travées chargé de buches, cotrests, fagots, bourées ou eschalas passans ou repassans sous le pont de ladite ville de Pontoise, à raison d'une buche ou un cotteret, fagot, bourée, ou une botte deschalas pour chacune travée, sur les batteaux chargez de bois merain quatre buches sur chacun batteau, sur chacun batteau chargé de sel un boisseau de sel, sur chacun batteau chargé de vin deux brots de vin, sur chacun batteau chargé de foin, gerbée ou paille pour chacune travée une botte de foin, gerbée ou paille, sur chacun batteau chargé de morues ou harans deux poignées de harans et sur les petits batteaux ou flottes chargées de morues ou harans, pour le regard des morues une morue, et pour les harans une poignée de harans, montant ladite poignée à sept ou huict harans, sur chacun batteau chargé de charbon un minot, sans que lesdites religieuses puissent pretendre ou lever plus grands droits ne sur autres marchandises cy-dessus déclarées ;

Enqueste faicte pardevant ledit bailly de Pontoise du x decembre 1602, dans laquelle les principaux habitans et eschevins dudit Pontoise rendent tesmoignage avoir connoissance que de tout temps lesdites religieuses jouissent desdits droits sur touttes sortes de marchandises en general et sur tous batteaux passans sous les ponts dudit Pontoise chargez de grains, fourrages, vin, fer, charbon, bois, sel et ainsy des autres marchandises, comme sur touttes charrettes, harnois et chariots chargez desd. marchandises ;

Lettres patentes de Louis XIII, du mois de novembre 1610, par lesquelles il confirme tous les droits que lesd. religieuses sont en possession de lever y exprimez, desquels il leur fait de nouveau don sans aucune restriction ny modification ;

Lettres patentes du mois d'aoust 1653, par lesquelles Sa Majesté continue et confirme et de nouveau en tant que besoin est ou seroit donne et octroye audit hostel dieu de Pontoise tous les droits speciffiez ausdites lettres, mesme le droit dhavage et peage sur touttes sortes de denrées et marchandises generalement quelconques qui passent ou entrent par les portes de ladite ville de Pontoise et se vendent en icelle, ensemble sur tous les batteaux qui passent et repassent dessous les ponts de ladite ville, ou qui s'arrestent sur ladite riviere ou les quays d'icelle, de quelques marchandises et denrées quils soient chargez, exprimées et non exprimées, sans aucune reserve, restriction ny limitation quelconque, avec deffenses à tous marchands denlever leurs marchandises sans deprier et payer lesdits droits à peine de M^tt d'amende et de confiscation de leurs marchandises nonobstant que lesdites religieuses ne fassent apparoir de la jouissance continue desdits droits et lexpression et speciffication particuliere desdites denrées et marchandises contenues esdites lettres de confirmation des années 1596 et 1610, ce que comme contraire à la dotation et fondation dudit hostel dieu et à lintention du roy S^t Louis que sa Majesté veut ne luy pouvoir nuire ny prejudicier, ny estre tiré à consequence contre ledit hostel dieu ;

Copie de lettres en forme de requeste civille obtenues en la chancellerie dudit parlement par les sindic eschevins et habitans dudit Pontoise le xxvi juillet 1656 contre les arrests y mentionnez des 1er aoust 1637, deux mars 1654, xxvii juin 1656 et autres rendus en conisequence ;

Copie des lettres patentes obtenues par lesdits eschevins et habitans de Pontoise du xxiiii octobre 1658 par lesquelles il est mandé au parlement de Paris, quen procedant au jugement des instances y pendantes pour raison desdits droits, circonstances et dependances il aye à reduire les droits portez par les lettres du mois d'aoust 1653, suivant et aux termes de l'arrest du xiii mars 1598 intervenu sur l'enregistrement des lettres obtenues par lesdites religieuses au mois de mars 1596 sans quelles en puissent pretendre ny lever de plus grands droits, ny sur autres marchandises que celles nommement declarées et speciffiées par ledit arrest du xiii mars 1598 a peine de cassation et au surplus lesd. lettres sortent leur plein et entier effet, nonobstant tous arrests, abonnemens, pancartes, tarifs, usages et possessions et autres choses à ce contraire, ausquels sa Majesté auroit derogé ;

Lettres de surannation sur lesdites lettres patentes obtenues par lesdits habitans de Pontoise du xxii aoust 1675 ;

Traité fait entre lesd. religieuses et les abbé et religieux de Nostre Dame du Val du mois de septembre 1275, par lequel elles leur accordent l'immunité des droits de havage ou buffetage qu'elles ont droit de lever, moyennant une maison size à Champagne que lesdits abbé et religieux leur donnent ;

Transaction passée entre lesdites religieuses et les abbé et religieux de St Denis, seigneurs de Cergy pres Pontoise de 1317, par laquelle il est porté que le sergent qui levoit pour lhostel dieu de Pontoise le droit de havage de tout temps avec la verge marque de justice continuera de lever ledit droit en la mesme maniere, sans neantmoins que cette maniere de perception puisse prejudicier à la justice appartenant ausdits religieux de St Denis ;

Sentence rendue par le lieutenant general de Pontoise entre lesdites religieuses, et Philippot Messon du xxvi novembre 1507, par laquelle ledit Messon de son consentement est condamné payer ausdites religieuses quatre deniers pour quatre sommes de marée ou harans, après que lesdites religieuses s'estoient raportées à son serment ;

Autre sentence du mesme juge par laquelle Robert Pontreau est condamné payer ausdites religieuses le droit de havage qui est une buche par charette de bois de chauffage voiturée dans la ville pour son usage et lesdites religieuses maintenues en leur possession de prendre une buche sur chacune charette du vii décembre 1520 ;

Sentence du maire et prevost de ladite ville de Pontoise du xxi juin 1549, par laquelle sur la plainte desdites religieuses que les regratiers et revendeurs, frustroient les droits de havage allant achepter hors les portes de la ville et à heure induë, il leur fait deffenses d'en achepter et vendre que dans le marché aux heures indiquées depuis le jour de Pasques jusqu'à la St Remy, et depuis la st Remy jusqu'à Pasques depuis dix heures ;

Lettres patentes d'Henry trois, obtenues par lesdites religieuses du xe juin 1578 dans lesquelles les droits quelles ont droit de lever en vertu desdites concessions sont exprimées et permis au bailly de Pontoise de faire assigner pardevant luy les tenanciers, debiteurs, detempteurs des heritages, maisons et lieux sujets ausdits droits, afin de bailler leurs déclarations, adveus et denombremens des cens, rentes grains, aulnées, hommages et devoirs que doivent leurs heritages, fiefs, et arrieres fiefs audit hospital ;

Arrest du parlement de Paris du xvii juillet 1597, portant que d'office à la requeste du sieur procureur general il sera informé sur la forme de la perception des droits pretendus par lesdites religieuses mentionnées ausdites lettres, pour ce fait communiqué audit sieur procureur general estre ordonné ce qu'il appartiendra ;

Sentence dudit bailly de Pontoise rendue sur la requeste desdites religieuses du xxiiii avril 1598, par laquelle il leur est permis de faire saisir les marchandises de ceux qui refuseroient de payer les droits sur les cotterets, fagots, gros bois, marin, eschalas, sel, vin, grain, poids, fruits, gerbes, pailles, marée, harans, charbon et ainsy des autres marchandises au prorata et au fur que dessus ;

Enqueste faite par ledit bailly de Pontoise du xxiiii juillet 1601, dans laquelle les principaux bourgeois de ladite ville deposent de la perte des titres desdites religieuses par les inondations survenues audit Pontoise et le logement des gens de guerre ;

Commission dudit bailly de Pontoise qui contient ennumeration des denrées et marchandises et de la generalité du droit sur icelles avec injonction aux huissiers et sergens de contraindre tous les marchands aux payement desdits droits du xe octobre 1606 ;

Cayer dans lequel sont copie desdites lettres patentes de Loüis XIII du mois de novembre 1613 ;

Arrest du parlement de Paris estant ensuite du xxi janvier 1611, portant que lesdites lettres seront registrées pour jouir par lesdites religieuses du contenu en icelles ;

Arrest de la cour des aydes du troisiesme may 1612, portant quelle ne peut entrer en la verification desdites lettres, ledit arrest estant aussi ensuitte ;

Lettres de jussion addressantes à la cour des aydes de proceder à la verification desdites lettres patentes purement et simplement du ve avril 1621 ;

Autre arrest de ladite cour des aydes du xiii mars 1624, portant que lesdites de confirmation du mois de novembre 1610 seront registrées pour jouir par lesdites religieuses de l'effet et contenu en icelles, fors et excepté pour les peages du sel en essence, au lieu duquel elles jouiront de la somme de xxixs viiid seulement sur chacun batteau mer suivant l'évaluation faite par l'ordonnance du roy François premier, de 1546 ;

Secondes lettres de jussion estant aussi ensuitte dudit cahier du xii mars 1632, par lesquelles il est mandé à ladite cour des aydes d'enregistrer lesdites premieres lettres, nonobstant ledit arrest de modification purement et simplement ;

Autre arrest de ladite cour des aydes estant aussy ensuitte dudit cahier du

xxx juin 1632, portant que lesdites lettres du mois de novembre 1610 seront registrées purement et simplement pour jouir par les impetrantes du contenu en icelles, ce faisant la modification portée par ledit arrest du XIII mars 1624 auroit esté levée et ordonné que lesdites religieuses jouiront d'un minot de sel en essence à prendre sur chacun batteau de sel passant sous les ponts dudit Pontoise ;

Bail fait par lesdites religieuses desdits droits d'havage et peage au proffit du nommé Corail à prendre sur les marchandises et denrées passant dessus et dessous les ponts dudit Pontoise à la reserve du sel que lesdites religieuses se seroient reservé du XXIX aoust 1616 ;

Autre bail fait par lesdites religieuses audit Corail dudit droit de peage et traverse à prendre sur touttes les denrées et marchandises qui sont dans les bateaux qui passent et repassent par dessus et dessous les ponts de Pontoise et sur touttes les marchandises qui passent et repassent par charrois du XXIII janvier 1623 ;

Pareil bail fait fait par lesdites religieuses desdits droits du quatre septembre 1630 ;

Sentence contradictoire des requestes du palais du deux juillet 1636, rendue entre lesdites religieuses de lhostel dieu de Pontoise d'une part, et Claude Favier marchand demeurant à Pontoise d'autre et autres particuliers y desnommez intervenans, par laquelle lesd. Favier et intervenans sont condamnez payer ausdites religieuses un minot de bled froment ou autres grains et quatre pièces de chacun bois estant dans chacun batteau que lesdits particuliers ont fait passer et repasser, arriver et descharger sur les ports de la riviere tant d'amont que d'aval les ponts dudit Pontoise depuis quatre ans escheus au jour de la demande desdites religieuses pour le droit de peage mentionné au procés et dont est question, a cette fin affirmer pardevant le prevost maire de Pontoise quelle quantité de grains, bois, eschallas, buches, cotterets, fagots et autres marchandises ils ont fait descharger sur lesdits ports depuis ledit temps, avec deffenses ausdits particuliers de plus enlever aucunes marchandises passans et repassans audit Pontoise sans au prealable avoir payé lesdits droits de peage ;

Arrest du parlement de Paris sur l'appel interjetté de ladite sentence par lesdits Favier et consorts du 1er aoust 1637, par lequel ladite sentence est confirmée avec despens ;

Arrest du parlement rendu sur la requeste desdites religieuses, prieure et couvent de l'hostel dieu de Pontoise du XXIe octobre 1651, portant que lesdites sentence et arrests seront executez avec deffenses d'y contrevenir à peine de c# d'amende, et en cas de contravention permis à elles de faire saisir les marchandises desd. contrevans et icelles faire vendre pour estre les deniers en provenans baillez et delivrez ausdites religieuses ou à leur fermier sur et tant moins et jusques à la concurrence de ce qui leur sera deub ;

Bail fait par lesdites religieuses desdits droits de peage et travers sur touttes les denrées et marchandises cy devant exprimées pour trois années moyennant vc# chacune d'icelles, au profit de Guillaume Jolivet du ve aoust 1642 ;

Autre bail des mesmes droits fait par lesdites religieuses pour six années au proffit de Nicolas Jomas moyennant VII^c L^ft chacune d'icelles du XIIII^e juin 1644 ;

Abonnement fait par lesd. religieuses à Nicolas Jeufosse marchand de Pontoise des droits de peage sur les marchandises de morue, harans, saumons, poivres, gerofles, safran, miel et autres marchandises despicerie et mercerie, ensemble le fer qui luy arriveroit par terre et par eau du trois avril 1653 ;

Arrest du parlement de Paris du VI^e septembre 1653, par lequel lesdites lettres et requeste affin d'enregistrement d'icelles sont renvoyées au lieutenant general du bailly de Senlis à Pontoise pour donner advis du contenu d'icelles, pour iceluy veu estre ordonné ce qu'il appartiendra ;

Advis dud. lieutenant general de Pontoise du XVII^e novembre 1653 par lequel connoissant les droits qui se levent par lesdites religieuses sur touttes les marchandises esnoncées ausdites lettres patentes et quelles sont en possession et jouissance de la plus grande partie d'iceux, il est d'avis qu'il y a lieu d'entheriner lesdites lettres pour estre exécutées selon leur forme et teneur ;

Arrest du parlement du deuxième mars 1654, estant ensuitte desdites lettres du mois d'aoust 1653, par lequel il est ordonné que lesdites lettres seront enregistrées pour jouir de l'effet d'icelles ;

Sentence dudit lieutenant general de Pontoise du XXVI juin 1654, par laquelle après que lecture a esté faite desdites lettres de confirmation et arrest de la cour laudience tenant, il en est donné acte ausdites religieuses en présence du procureur du roy ;

Certifficat dudit lieutenant general de Pontoise estant ensuite dudit tarif du XV février 1656, comme lesdites religieuses sont en possession de lever les droits portez par les articles d'iceluy y exprimez ;

Arrest du parlement de Paris rendu sur la requeste desdites religieuses afin de faire enteriner ledit tarif du XXI mars 1656, par lequel avant y faire droit il est ordonné que ledit tarif sera communiqué aux prevost des marchands et eschevins de Paris pour donner avis sur le contenu en iceluy et ce fait estre ordonné ce qu'il appartiendra ;

Requeste présentée ausdits sieurs Prevost des Marchands et Eschevins de Paris par lesdites religieuses, prieure et couvent de lhostel-dieu de Pontoise, à ce qu'en conformité dudit arrest ils eussent à donner leur advis, au bas est l'ordonnance du XII may 1656, portant soit monstré au procureur du roy et de la ville, ensuitte est l'avis dudit sieur procureur du roy, qu'à l'égard des XI articles contenus dans ledit Tarif concernant les droits de pesage à prendre au dessus et au dessous du pont de Pontoise sur les bois tant à chauffer qu'à bastir, bleds, vins, foins, charbons et morues, la pluspart desdites marchandises estant pour Paris, il est difficile de toucher ausdits droits qui sont contenus ausd. lettres patentes de Sa Majesté veriffiées au Parlement le deuxième Mars 1654 ; et à l'esgard des autres articles, comme ils regardent principalement les habitans dudit Pontoise et quils semblent les consentir, ainsy qu'il se voit par le certificat que ledit lieutenant general de Pontoise en a donné au bas dudit tarif, il ne decide rien à cet esgard du XIX May 1656 ;

Arrest du parlement rendu sur la requeste desd. religieuses du XXVIII Juin 1656 portant que sur icelle les parties contesteront plus amplement et cependant les deffenses portées par ledit arrest du XX^e^ dudit mois levées et ostées et demeureront toutes choses en l'estat qu'elles estoient avant iceluy jusques à ce qu'autrement en eust esté ordonné ;

Autre Arrest dudit parlement du XIIII Juillet audit an, par lequel l'incident de requeste desdits sindic et habitans est joint à la verification dudit tarif poursuivy par lesdites religieuses cependant seroit led. arrest du XXVIII Juin executé ;

Copie d'arrest du parlement rendu sur la requeste du procureur general du XX Juillet audit an 1656, portant que lesdites religieuses seroient tenues de raporter incessamment au greffe de la Cour les lettres et titres, en vertu desquels elles pretendent faire la levée desdits droits et cependant deffense de continuer ladite levée ;

Abonnement fait par lesdites religieuses de leurs droits de peage sur la morue, savon, haran et sur les autres droits quelles doivent lever au proffit du nommé Marcel du IX Janvier 1657 ;

Sentence du bailly de Pontoise rendue entre lesdites religieuses d'une part et Nicolas Jeuffosse marchand dudit Pontoise d'autre et les eschevins et sindic dudit lieu intervenans du XI Janvier 1658, par laquelle sans avoir esgard au renvoy requis par lesdits eschevins ledit Jeusfosse est condamné payer ausdites religieuses le droit à elles deub pour les marchandises quil a fait entrer par les portes de ladite ville, depuis la fin de l'abonnement à luy fait par lesdites religieuses, avec deffenses den faire entrer à l'avenir, sans au prealable avoir déclaré ausdites religieuses la quantité et qualité d'icelles et payé le droit ;

Autre sentence dudit bailly de Pontoise du XXI Janvier 1658, par laquelle ledit Jeusfosse est condamné payer ausdites religieuses la somme de XXXVI# pour trois années de marchandises ;

Autres abonnemens desdits droits faits par lesdites religieuses ausdits habitans de Pontoise des XX septembre 1660, XIX, XX janvier 1662, quatre et XXVI mars 1666 ;

Arrest du parlement rendu entre ledit Jeusfosse et M^e^ Jean Chupé, advocat en parlement procureur general de la marée, et lesdites religieuses du XV mars 1658, par lequel lesdits Jeusfose et Chupé sont receus opposans à lordonnance de par le sommairement et pour faire droit tant sur les oppositions qu'appellations, il est ordonné que les parties auront audience au premier jour, cependant que ledit Jeusfosse payera de son consentement suivant et conformément à son contrat dabonnement ;

Arrest du Conseil rendu sur la requeste desdits habitans de Pontoise du IX avril 1658, portant que lesdites religieuses seront assignées pour estre reglez de juges entre le parlement et la cour des Aydes, et cependant deffenses ausdites religieuses de lever aucuns droits ;

Arrest du Conseil du XV may audit an, par lequel conformement à ceux y

mentionnez, il est ordonné que les parties procederont sur leurs procés et differens comme auparavant ledit arrest du IX avril seavoir audit parlement sur la requeste civille y pendante et en la cour des Aydes sur l'opposition aussy y pendante ;

Bail fait par lesdites religieuses dudit droit de havage et peage à Estienne Courbon à prendre sur chacune charette de charbon un palée, sur chacune charette de fagots un fagot, et sur chacune charette d'eschalas, une botte d'eschalas, sur une charge de filasse deux livres, et ainsy des autres droits du XI febvrier 1662 ;

Acte en forme de transaction passée entre lesdites religieuses et Jean Dupuis du 1er Juin 1676, par lequel ledit Dupuis qui contestoit auparavant lesdits droits se sousmet au payement d'iceux ;

Bail fait par lesdites religieuses à Antoine et Cardin Morin de la generalité des droits en question pour trois années, aux reserves neantmoins y mentionnées moyennant IIIIxx x# chacune année du XII Juillet 1676 ;

Acte d'abonnement fait par lesdites religieuses au profit de Bonvent, Noel Mesnard et Antoine Binet, marchands voituriers par eau pour une année, moyennant XIIII# du VIe Novembre 1676 ;

Proces verbal fait par le lieutenant general de Pontoise, du 1er May 1650, de l'estat ou estoit les bastimens dudit hostel-dieu et des reparations qui estoient à y faire estimées à xxm IXc IIIIxx x # ;

Autre procès verbal de descente faite sur les lieux par le sieur de Saneuse, conseiller au parlement sur la visite ou execution de l'arrest d'iceluy du XXVI Mars 1658 de l'Eglise, logemens et services dudit hostel-dieu, contenant lestat des reparations et dépenses à faire en iceluy à une somme de XXIIIIm # du deux Septembre 1658 ;

Arrest contradictoire du parlement rendu entre les habitans, eschevins et sindic de la ville de Pontoise, et lesdites religieuses du quatre octobre 1658, par lequel il est ordonné que sur les lettres en formé de requeste civile appellations et interventions, les parties auront audience au premier jour et cependant sans prejudice du droit des parties au principal par provision continueront lesdites religieuses la levée et perception des droits dont est question, tels et semblables quelles faisoient lors et auparavant l'obtention des lettres patentes de l'année 1653 ;

Requeste présentée audit parlement par lesdites religieuses employée pour moyens d'obreption et de subreption contre lesdites lettres patentes du XXIIII Octobre 1658 et lettre de suranation du X Juillet 1680 ;

Abonnemens desdits droits faits par lesdites religieuses au proffit des particuliers y denommez des XXIX mars et XXIII juillet 1659 ;

Exploit de commandement fait au nommé Antoine Seigneur habitant dudit Pontoise, du XXIIII juillet 1659 de payer ausdites religieuses CIIIIxx # pour six annees de son abonnement.

Autre commandement fait à Martin Seigneur marchand dudit Pontoise ledit jour de payer CXX # pour six années du prix de son abonnement ;

Autres exploits de commandement faits aux particuliers y desnommez des

xxiiii juillet et xi aoust 1659, de payer ausdites religieuses les prix de leurs abonnemens ;

Sentence contradictoire rendue par ledit lieutenant general de Pontoise entre le sieur de Montegu, abbé de St Martin dudit Pontoise et lesdites religieuses du viii octobre 1666, par laquelle ledit sieur de Montegu est debouté de sa demande et lesdites religieuses maintenues en la possession de jouissance de lever et cueillir par leurs fermiers et preposez le droit de havage pour les pauvres malades dudit hostel-dieu, sur les filasses, fruits, œufs et autres marchandises qui arrivent et sont débittées en la foire de St Martin, avec deffensses audit sieur de Montegu de les y troubler, lequel est en outre condamné aux despens ;

Arrest contradictoire du parlement de Paris du six juillet 1672, par lequel ladite sentence est confirmee, et ledit sieur de Montegu condamné aux despens et à l'amende ;

Sentence contradictoire rendue par ledit lieutenant general de Pontoise entre lesdites religieuses, et Edme Vernay et Antoine le Roux marchands du x Janvier 1678, par laquelle lesdits particuliers sont condamnez payer ausdites religieuses conformement à l'arrest du quatre octobre 1658, les droits à elle deus sur les batteaux ou boutiques de poisson quils ont fait passer sous les ponts dudit Pontoise ;

Copie d'arrest dudit parlement rendu sur la requeste desdites religieuses du xxiiii Janvier 1679, par lequel elles sont receues appellantes de l'ordonnance du prevost en garde de Pontoise obtenue par le sieur Cardinal de Bouillon, abbé de St Martin et cependant que les sentences et arrests obtenus par lesdites religieuses seront executez et deffenses de les troubler en la perception de leurs droits ;

Certificat des medecin et chirurgien dudit hostel-dieu du quatre janvier 1657, du bon ordre dudit hospital, et du secours que les pauvres tirent desdites religieuses, qu'en l'année 1655, il y eut c xix malades, en 1656, iic v malades, en 1654, cliiixx xviii, en 1653, iiic, en 1652, ixc xliiii, en 1651, vc i, et en 1650, viic iiii, et qu'il n'y a pas eu moindre nombre aux années precedentes ;

Autre certificat du confesseur dudit hospital et desdits medecin et chirurgien du dernier decembre 1675 du grand nombre des malades qu'il y a eu audit hospital ès années 1651, 1652, 1671, 72, 73, 74 et 1675 ;

Autre certificat des mesmes touchant le grand nombre des malades quil y a eu audit hospital aux années y mentionnées du ix janvier 1676 ;

Autre certificat desdits confesseur, medecin et chirurgien du nombre des pauvres qui ont été traittez audit hospital ès années 1676, 77 et 78 du x fevrier 1680 ;

Extraits d'abonnemens desdits droits faits par lesdites religieuses aux particuliers y desnommez habitans dudit Pontoise des xxvii avril, ix juin 1679, v fevrier, xvii, xx et xxiii mars 1680 ;

Bail fait par lesdites religieuses pour six années deux mois qui commenceront

au 1er novembre prochain à Me Jean Chambon sieur de Gisay du IX octobre 1680 de tous lesdits droits conformement ausdites lettres patentes du mois d'aoust 1653 ;

Arrest de veriffication du deuxiesme mars 1654 et tarif fait en consequence confirmé par ledit arrest du XVII juillet y compris le droit de bequet, moyennant le prix et somme, sçavoir pour lesdits deux premiers mois, vc ℔ ; pour la première année, IIIIm vc ℔, et pour chacune des cinq autres années, vm ℔ par an ;

Escritures et productions desdits eschevins et habitans de Pontoise, prieure, religieuses et couvent de l'hostel-dieu dudit lieu ;

Requeste presentée au Conseil par lesd. dames de Maubuisson, prieure et couvent des Carmelites, superieure et religieuses Ursulines, prieur, religieux et couvent de l'abbaye de St Martin, les gardien, religieux et couvent de l'ordre et observance des Cordeliers, Superieur, et Communauté des Jesuites, ministre, religieux et couvent de la Trinité et Redanption des captifs, et directeurs de lhospital des pauvres enfermez dudit Pontoise, a ce qu'il plust à Sa Majesté les recevoir parties intervenantes en ladite instance, leur donner acte de ce que pour moyens d'intervention escritures et production ils employent le contenu en ladite requeste et de ce qui a esté dit et produit de la part desdits eschevins et habitans dudit Pontoise ; ce faisant ayant esgard à ladite intervention et y faisant droit ordonner que les fins et conclusions desdits eschevins seront adjugées avec despens ; au bas de laquelle requeste est l'ordonnance dudit Conseil du XXIX janvier 1681, qui les reçoit parties intervenantes en ladite instance ;

Acte de l'employ et au surplus en jugeant, signifiée le IV fevrier suivant ;

Acte d'employ pour production desdites religieuses pour satisfaire audit reglement du XIII fevrier 1681, et pour response à ladite intervention signifie le XVIII dudit mois de fevrier, forclusion de produire par lesdits eschevins de Pontoise, dames de Maubuisson et consorts sur ledit reglement du XIII fevrier ;

Requeste desdits eschevins et habitans de la ville de Pontoise employée avec ce quils ont escrit et produit pour production sur ledit reglement du XIII février, ce faisant debouter lesdites religieuses de leur requeste du 1er février, et les condamner aux depens, au bas est l'Ordonnance du Conseil du XXIIe dudit mois de fevrier, portant acte de l'employ et au surplus en jugeant, signiffiée le XXVI dudit mois ;

Requeste desdits prieure, religieuses et couvent de lhostel-dieu de Pontoise, employée pour contredits à la requeste desdits habitans de Pontoise, au bas est l'ordonnance du Conseil, portant acte de l'employ au surplus en jugeant du troisième Mars 1681, signiffiée le quatre dudit mois, Et tout ce que par lesdites parties a esté mis, escrit et produit par devers le sieur Dugué de Bagnols, conseiller de Sa Majesté en ses conseils, me des requestes ordinaires de son hostel, commissaire à ce deputé ; OUY son raport, après en avoir communiqué aux sieurs Pussort, conseiller d'Estat ordinaire et directeur des finances Hotman aussi conseiller d'Estat ordinaire, et intendant des finances, Bernard, Daligre, Le Pelletier, de Pomereu, aussi conseillers d'Estat ordinaires, et Desmarets aussi

conseiller d'Estat ordinaire et intendant des finances, commissaires à ce deputez, et tout considéré ;

LE ROY EN SON CONSEIL, faisant droit sur l'instance sans s'arrester aux requestes par escript, et verballe desd. prieure, religieuses et couvent de l'hostel-dieu de Pontoise, des trente un decembre MVIc quatre vingt et premier fevrier MVIc quatre vingt un a ordonné et ordonne que ledit arrest du parlement de Paris du treize mars mil cinq cens quatre vingt dix huict rendu sur l'enregistrement desdites lettres patentes du mois de mars mil cinq cens quatre vingt seize, ensemble les articles soixante quinze, soixante seize, soixante dix sept, soixante dix huit, soixante dix neuf, quatre vingt, quatre vingt un, quatre vingt deux, quatre vingt trois et quatre vingt quatre du tarif fait par le lieutenant de Pontoise le douze aoust MVIc cinquante-quatre, seront executez selon leur forme et teneur, pour jouir par lesdites religieuses seulement des droits portez par lesdits arrest et articles dudit tarif cy dessus, ainsi qu'elles ont fait par le passé, sans qu'elles puissent lever aucuns droits sur les denrées et marchandises de quelque nature et qualité qu'elles puissent estre passans dessus les ponts de ladite ville, despens compensez.

Fait au conseil d'Estat du roy tenu à St Germain en Laye le vingt deuxième jour de Mars MVIc quatre vingt un. Collationné : Signé BERRIER, avec paraphe.

Le dix huictième jour davril MVIc quatre vintgt un, avant midy, à la requeste de Pierre de Monthiers, escuyer seigneur de St Martin, conseiller du Roy, président au bailliage de Pontoise, me Claude Langlois, notaire et tabellion royal en ladite ville, et du sieur Jacques Cuvernon, marchand drapier, bourgeois de ladite ville, gouverneurs et eschevins de ladite ville, tant pour lesdits habitants que intervenans et desnommez au present arrest, ledit present arrest du Conseil d'Estat du roy, fut par nous Louis Sallé, huissier ordinaire des Conseils du roy, signifié, et d'iceluy laissé copie aux fins y contenus a la dame prieure, relligieuses couvent de lhostel-dieu de Pontoise, auquel lieu nous nous sommes exprès transporté de nostre demeure ordinaire de Paris en parlant à la dame depositaire dudit couvent, ausquelles parlant comme dessus, nous aurions fait et reitéré de par Sa Majesté les deffenses y portées par nous huissier susd. et soussigné les an et jour que dessus. Signé : Sallé, avec paraphe (1).

Collationné a loriginal par nostre conseiller secretaire du Roy, Maison couronne de France et de ses finances.

Signé : Seigneur.

(1) Nous nous sommes servi pour la lecture de la copie transcrite ici de l'expédition même, sur parchemin, de l'arrêt qui est aux archives municipales de Pontoise, Série FF. no 39.

CXLV

(21 juillet 1682)

Les échevins sont autorisés à suivre sur l'opposition par eux formée à l'exécution d'un arrêt de la Cour des Aides et à l'enregistrement des lettres patentes d'enregistrement et de vérification dudit arrêt et d'avancer les sommes nécessaires à cet effet, comme aussi d'exercer toutes poursuites utiles tant devant la Cour des Aides et le Conseil du roi que partout ailleurs.

Ce jourd'huy vingt et uniesme juillet mil six cens quatre vingt deux du matin en l'assemblée des habitans de Pontoise convoquée à la dilligence de Pierre Demonthiers chevalier, conseiller du roy et son président au baillage de la ladite ville, me Claude Langlois notaire royal, Jacques Cuvernon, marchand, echevins en l'hostel de ville dudit lieu, devant nous Pierre Demonthiers chevallier seigneur du fay et lieutenant general audit baillage en presence de Jean Cossart ecuyer sieur de la tour, conseiller du roy et son avocat es sieges royaux dudit Pontoise, ou estoient François Lutellier, ecuyer prevost maire, mes Nicollas Villot esleu, Christophle Levasseur, marchand, me Antoine Gruel procureur,

Suit un intervalle laissé en blanc destiné sans doute à inscrire les noms des présents.

Tous antiens conseillers pairs et habitans dudit Pontoise..... a remontré que Jean Fauconnet fermier general des aydes... poursuite et dilligence de Jean Baptiste Dallidan son..... audit Pontoise en continuant ses vexations a surpris (*un*) arrest du conseil le dix avril dernier..... ou sur un faux exposé auroit obtenu la levee du droit..... subvention sur les vins qui se vendent en détail en la *(ville)* et eslection de Pontoise encore bien que ce droit neust *(été)* jamais créé et étably en laditte ville et eslection et sur ledict arrest obtenu de Sa Majesté des letres patentes qui ordonnent que ledit arrest sera registré et vériffié en la cour des aydes de Paris dont lesdits eschevins en ayans eu advis auroient formé leur opposition pour ladite ville et que depuis icelle sur laditte oposition le proces a été apointé et linstance jointe aux lettres a quoy il est très necessaire de promptement remedier et chercher les moyens pour empescher l'enregistrement et veriffication desdits arrest et letres patentes pour a quoy parvenir lesdits echevins demandent sy lassemblee trouve bon de les authoriser pour faire toutes les poursuites et deffenses necessaires tant au conseil qua ladite cour des aydes et partout ou il sera necessaire, de frayer et avancer les deniers quil conviendra ;

sur quoy l'affaire mise en deliberation a esté arresté que lesdits echevins sont et demeurent auctorisez pour poursuivre leffet de laditte opposition et a ce sujet faire toutes poursuittes tant en lad. cour des aydes qu'au conseil et partout ailleurs ou il appartiendra. Fait les jour et an que dessus.

Ont signé : Demonthiers, Langlois, Cuvernon, Letellier, Villot, Truchy, Levasseur, Gruel, Thevenet, Gueriteau, Dauvray, Bertouille, Suerat, Fiquel, Dagneaux, Lair, Roger, Jollivet, Cossart, Mion, Frere, Havard, Demonthiers, Simon More, Maslevres, Royer, M. Guillot.

CXLVI

(11 et 12 août 1682)

Réjouissances publiques ordonnées pour fêter la naissance du duc de Bourgogne. — Lettre du marquis de Cœuvres

Aujourdhuy unziesme aoust mil six cens quatre vingts deux en lassemblée tenue en lhostel de ville et convoquée devant nous Pierre Demonthiers chevallier seigneur du Fay, Mardallin et autres lieux conseiller du roy, lieutenant general civil et criminel au baillage, ville et chastellenye de Pontoise par Pierre Demonthiers chevallier, seigneur de S[t] Martin, conseiller du roy, president aud. baillage, m[e] Claude Langlois notaire, et Jacques Cuvernon bourgeois, eschevins de ladite ville ou estoient présents

(*Suit un intervalle laissé en blanc destiné à insérer les noms des présents.*)

Tous conseillers et entiens pairs de ladite ville et autres notables et habitans dicelle qui ont remonstré qui leur a este envoyé lejourd'hui un mandement de la part de monsieur le marquis de Cœuvres gouverneur de Lisle de France en datte du huictiesme du present mois et an suivant lordre du roy a luy envoyé en datte du 6[e] dudit mois, lesquels..... mandement lesd. eschevins ont presentement descachetez et faict faire (*lecture*) pour en exécution dicelle faire les feus de joye et les autres..... rejouissances accoutumées sur quoy lassemblée a resolu (*que*) sur les huict a 9 heures du soir il sera faict un feu (*de joye devant*) ledit hostel de ville, tiré le canon et feux dartifice..... enjoint aux habitans de ladite ville faubourg et bourg (*de l'Aumone*) faire des feux de joye a leur carfour et places ordinaires (*chacun au*) droict soy, maistre des chandelles aux fenestres..... boutiques et fester la journée pour marque de rejouissance de la naissance de monsieur le duc de Bourgogne fils de Monseigneur le dauphin qui fut jeudy dernier, a peine de quarante livres damandes contre chacun contrevenant, et seront lesd. ordres insérés au present registre.

Ont signé : Demonthiers, Langlois, Cuvernon, Letellier, Aubery, Seigneur, Thevenet, More, Brisset, Gruel, Levasseur, De Monthiers, Roger.

Monsieur le marquis de Cœuvres

Il a plu a Dieu de bénir le mariage de Monsieur le Dauphin en luy donnant un fils, dont ma fille la Dauphine vient destre heureusemeut délivrée et regardant cette faveur du ciel comme la plus considérable que je pouvois desirer et la plus advantageuse pour mes subjects, mon intention est qu'outre les prières publiques que jay ordonné pour en rendre grâce à sa divine bonté, mes subjets fassent les rejouissances accoutumées en pareilles occasions, cest pourquoy je vous escris cette lettre pour vous dire de donner les ordres nécessaires aux maires et eschevins des villes et lieux de lestendue de votre gouvernement de faire allumer des feux et tirer le canon ou il y en a et de donner toutes les marques possible de la joye que mes peuples doivent ressentir de cette nouvelle, a quoy massurant que vous satisferez ponctuellement, Je prie Dieu quil vou ayt monsieur le marquis de Cœuvres en sa saincte garde, et fait à Versailles le six[e] jour du mois daoust mil six cens quatre vingt deux Signé Louis et plus bas Letellier.

Collationné a loriginal par moy conseiller du roy, secretaire du gouvernement de lisle de France Signé Lienard Desbruyères. —

Messieurs,

Le Roy m'ayant envoyé ses ordres pour les rejouissances publiques que Sa Majesté veut estre faictes en tous les lieux de mon gouvernement de Lisle de France pour la naissance dun fils, dont Madame la Dauphine est heureusement accouchée, je vous envoye une expedition afin que vous ayéz a y satisfaire incessamment en vostre ville ; vous men informerez aussytost que la chose aura este executtée. Je suis Messieurs, votre tres affectionné serviteur, Le Marquis de Cœury Themières. Ce 8[e] aoust 1682.

Et le lendemain mercredy douziesme jour desdits mois et an en execution de lacte dassemblee du jour d'hier la compagnie des conseillers et antiens pairs et notables habitans de ladite ville sest assemblee audit hostel de ville ou estoient lesdits eschevins, duquel lieu sont sortis messieurs les magistrats et officiers de justice tenant la main droite, lesdits eschevins pairs et conseillers de ville tenant la main gauche et sont arrivez en cette ordre dans la place ou le feu de joye a este fait et alumé devant ledit hostel de ville avec plus de solempnite quil a este possible et ainsy quil est accoutumé en pareille occazion, et les feux ont este allumés par tous les carfours et places ordinaires tant de ladite ville, fauxbourgs que bourg de laumosne, les chandelles allumées mises aux fenestres a chaque maison des habitans mesme le canon tiré, avec feux dartifice, tambours, violons, hautbois, etc. accompagné de laclamation du peuple et cris publics de vive le roy, et tous les peuples tesmoignés leurs réjouissances de lheureuse naissance de monsieur le duc de Bourgogne fils de Monseigneur le Dauphin.

Ont signé : Demonthiers, Langlois, Cuvernon, Letellier, Aubery, Seigneur, Brisset, Gruel, Levasseur, de Monthiers, Roger, Thevenet.

CXLVII

(15 ..... 1683)

Il est arrêté qu'une assemblée sera faite à la Confrérie aux Clercs entre les prévôts et membres de la confrérie et les échevins de la ville, à l'effet de rechercher les moyens financiers destinés à relever le collège de la ville.

Ce jourdhuy lundy quinziesme jour de ..... mil six cens quatre vingt trois trois heures de relevé, en l'assemblee tenue en lhostel de ville .... devant nous Pierre Demonthiers chevalier, seigneur du Fay, Mardalin et autres lieux lieutenant general civil et criminel au siege du baillage de Pontoise convoquée par les eschevins de ladite ville pour delibérer des moyens quil convient de scavoir a quoy le revenu annuel de la confrairie aux clercs de cette ville peut monter pour diceluy revenu en pouvoir prendre la meilleure et plus grande partie pour selon quil sera advisé pour estre détachée de ladite confrairie ne joint avec le bien et rèvenu qui reste au college dudit Pontoise et autres biens que lon poura trouver pour retablir ledit college et iceluy mettre entre les mains des reverends peres Jesuites de cette ville, ainsy qu'il a esté plusieurs fois verballement propose et delibéré, a laquelle assemblee estoient presents Jean Cossart, escuier, Seigneur de la Tour, advocat du roy audit Pontoise, François Letellier, escuier, conseiller du roy, prevost maire dudict lieu, me David Aubery, conseiller du roy, lieutenant particulier assesseur au siege de ladicte prevosté mairie, me Nicolas Villot conseiller du roy, esleu antien de la ville et eslection de Pontoise, Christophe Le Vasseur, me Antoine Gruel, Pierre Thevenet antiens conseillers et pairs de ville, me Jean Baptiste Le Maistre, advocat, me Simon Gaucher, et me Mellon Dauvray, procureur audit Pontoise. Laffaire mise en dellibération a este arreste qu'assemblee sera faite en ladite confrairie aux clercs par les prevosts et confraires dicelle avec lesdits eschevins pour deliberer sur les circonstances par eux cy dessus faites concernant le restablissement dudit college et pourveoir aux fins cy dessus, a leffet de quoy lesdits prevosts de ladite confrairie requis et si besoin est sommé à la dilligence desdits eschevins.

Ont signé : Demonthiers, Langlois, Letellier, Aubery, Villot, Le Maistre, Levasseur, Gruel, Thevenet, Dauvray, Mention, Demonthiers, Sainct Denys, Dufour, Cossart.

CXLXVIII

(4 avril 1683)

Les échevins sont autorisés à traiter avec les Pères Jésuites pour l'administration et la direction du Collège de la Ville

Aujourd'huy dimanche quatriesme avril mil six cens quatre vingt trois issue des vespres en lassemblée generalle au son de la cloche ordinaire tenüe devant nous me Pierre Demonthiers chevalier seigneur du Fay, Mardalin et autres lieux conseiller du roi lieutenant general civil et criminel du baillage de la ville et chastellenye de Pontoise convoquée par messieurs de Monthiers chevalier conseiller du roy président audit baillage, Langlois notaire garde de nottes et Cuvernon bourgeois eschevins et gouverneurs de ladite ville ou sont venus et estoient presens.

(Une page et demie en blanc pour inscrire les noms des présents).

Lesdits sieurs eschevins ont remontré que depuis..... années et plus il y a eu un colege en lad. ville exercé par un principal et quatre regents avec un portier, dont la ville et les lieux circonvoisins recevoient un grand secours pour linstruction de la jeunesse, et que depuis dix ans les biens et revenus dudit college ayant esté perdus il a esté sans exercice faute de biens suffisans ny restant plus qu'environ quatre cens livres de revenu, que la jeunesse de ladite ville et lieux circonvoisins demeurée oisifve, les habitans nayant pas les moyens de faire estudier leurs enfans et payer des penssions soit en la ville de Paris ou ailleurs tant la pauvreté est grande et craignant qu'a l'advenir ladite jeunesse estant sans lexercice dudit colege, elle ne sadonne à beaucoup de vices comme des a present lon en pouvoit remarquer, et que pour esviter a ces malheurs ils ont cherché tous les moyens de pouvoir retablir ledit college, et comme ladite ville est grandement pauvre et pour tascher a la pouvoir remetre dans lestat fleurissant ou elle estoit autrefois tant pour les bons esprit qui sont sortis dudit colege que pour retablir lad. ville, et augmenter tous les estats dicelle et des lieux circonvoisins qui les composent, ils ont jette leurs yeux sur les reverends peres jesuittes establis en ladite ville depuis plus de soixante et quinze ans et ausquels ils ont fait plusieurs propositions sy bien que les dits reverends peres jésuittes vouloient bien se charger de lexercice dudit college moyennant quil leur fut donné un fond de quatre mil livres de revenu par an outre celuy de mil livres dont ils jouissent de la fondation de feu Monseigneur le Cardinal de Joyeuse pour leur maison de la résidence de cette ville dune part et quil leur fut encore donné (*une*) somme de vingt deux mil livres ou environ tant (*pour*) bastir

les classes, augmenter leur maison pour (*un logement*) de quinze a seize jésuittes quil leur est nécessaire (*tant*) pour ledit college que pour avoir des meubles..... lits et autres necessitez mesme de leur donner..... bonne partie du rampart de laditte ville qui est..... du jardin de leur maison sur la rivière pour pouvoir..... en leur dite maison, et que pour parvenir à ces fins... ..... sieurs eschevins auroient en consequence et en execution de lacte dassemblée de laditte ville du quinze mars dernier fait faire une assemblée par Messieurs les prevosts de la chapelle et confrairie aux clercs de cette ville au bureau dicelle du samedy vingt desdits mois et an par laquelle il est arreté quil sera pris et distrait des biens et revenus de ladite confrairie jusqu'a la somme de deux mil livres de revenu par an et ce a la premiere requisition desdits sieurs eschevins aux charges et conditions portez par ledit acte duquel lecture a esté presentement faite en la presente assemblée, de plus quil reste audit college ladite somme de quatre cens livres ou environ par an.

Quil y a encore la maison dudit college qui consiste en quatre classes chambres et bastiments dessus une chappelle et un grand jardin derrière, avec une grande court au milieu desdites classes et chappelle et outre une maison jardin et lieux joignant et dependantes dudit college appellee la maison de Leservian que lon pourra vendre ou bailler en rente à messieurs les administrateurs des pauvres enfermez de cette ville joignant ledit college ou autres personnes.

Quil y a les quatre mil livres en deniers comptant provenus de la fondation de feu Monsieur Coqueret pour deux bourciers et dont lad. fondation na peu estre executée tant pour la modicité de ladite somme qui ne peut produire que deux cens livres de rente que pour les charges et conditions portez au testament dudit sieur Coqueret dont les deniers sont a present es mains des reverendes dames carmelittes de cette ville lesquels on peut prendre pour estre mis a rente pour le proffit diceluy futur colege avec la permission de lordinaire,

Quil est encore deub audit college quinze cens livres ou environ par Simon Lefebure et sa femme et Jean Lefebure leur frère pour restes darerages de fermages y compris les interestz des terres quils tiennent a ferme et dont ledit college estoit en possession qui produiront encore soixante quinze livres de rente ledit Lefebure voulant bien en faire une constitution ;

Quil est encore deub audit college par messieurs les Chanoines et Chapitre Saint Mellon de cette ditte ville quatre a cinq cens livres darerages de soixante livres de rente quils doivent par chacun an audit college, et qui fait partie du fond qui luy reste, laquelle somme mise a constitution produira encore vingt cinq livres de rente, tous lesquelz revenus cy dessus revenans ensemble compris la rente des maisons dudit college dont lon pourra tirer trois cens livres de rente ou plus a la somme de trois mil livres sy bien quil ne reste plus qua faire un fond de mil livres de rente par chacun an pour parfaire lesdits quatre mil livres, que les habitans de ladite ville sont priez et requis de faire chacun en leur regard et particulier du mieux quil leur sera possible pour y parvenir eu egard au grand advantage que lon espere du restablissement dudit college tant pour

les enfans dicelle ville, que du grand nombre descolliers et pensionnaires qui pourront arriver en ladite ville et se mettre en penssion chez lesdits habitans et laugmentation du negosse qui sy fera, et ledit fond de quatre mil livres ..... de rente estant fait le revenu sera abandonne (*aux*) reverends peres Jesuittes pendant cinq annees au moins selon quil sera necessaire pour *(pourveoir)* bastimens amenagements et accomodation ..... leurs autres meubles et ustansilles necessaires, ... cependant et en attendant lesdits reverends peres jesuittes tiendront deux classes soit en leur maison ou en celle dudit college pour linstruction de ladite jeunesse et tenues de recevoir et dinstruire tous les escolliers qui se presenteront soit de laditte ville ou des lieux circonvoisins sans quils puissent en refuser pour telle quantité qui poura se presenter et sans aussy quils puissent prendre ny exiger aulcune chose desdits escolliers souls tel pretexte que ce soit, et apres lesdictes classes et leurs autres bastimens faits et leurs ameublissement necessaires fournis, tenus et obligez de tenir et exercer ledit college et faire occuper touttes les classes necessaires pour linstruction de ladite jeunesse, mesme faire la retorique et philosophie ainsy quil a esté proposé avec eux, mesme ne pouront lesdits reverends peres jesuittes prendre aucuns pensionnaires en leur ditte maison, Que pour parvenir a lexecution de tout ce que dessus circonstances et dependances, et des autres choses qui pouront se rencontrer estre necessaire de faire, Requierent lesdits sieurs eschevins estre a cet effet auctorisez, mesme pour passer contrat avec lesdits reverends peres Jesuittes assistez des anciens conseillers et pairs de ville, et desdits sieurs prevosts et gouverneurs de ladite confrairie aux clercs conformement a leurdit acte dassemblée, sous telles clauses charges et conditions quils trouveront et jugeront le plus a propos pour ladvantage de ladite ville. Sur quoy, laffaire mise en deliberation lassemblee et compagnie dune commune voyx a donné pouvoir et puissance mesme auctorizé et auctorize lesdits sieurs eschevins daccomplir et executer se bon et louable dessein et de faire et exécuter tout ce qui a este et est par eux cy dessus proposé sans aucune exception et de passer ledit contrat avec lesdits reverends peres jesuittes et de leur donner et abandonner les fonds cy dessus designez et ceux que lon poura faire pour ladite somme de mil livres aux charges et conditions susdits ou de telles autres charges, clauses et conditions quilz jugeront a propos, mesme ladite assemblée a ratiffié confirmé et a pour agréable ledit acte dassemblee fait au bureau de ladite confrairie aux clercs dudit jour vingt mars dernier aussy aux clauses charges et conditions y portez, duquel coppie sera transcrit a laffin du present acte dassemblee.

Suivent les signatures, dont beaucoup ont été enlevées par la disparition d'une partie de la page, de :

Demonthiers, Langlois, Cuvernon, Barbier, Letellier, Aubery, Villot, Lemaistre, Seigneur, Soret, Favé, Brisset, Levasseur, Thevenet, Cossart, More, Chevallier, Lair, Leroy, Bertuille, Gueriteau, Bourlon, Peyr, C. Villot, Demachy, Eloy Levasseur, Tashnes, Saint Denis, Lambert, J. Mention, Moreau,

Favier, Vaillant, Brisset, Frère, Bontemps, D. Auly, Favier, Claude Durant, Simon Boudault, Gueriteau, Pierre Taillefer, Ernest Delamotte, Nicolas Paules, Philippe Loquin, Jean Dusauf, Besnard, Clement, Dancogné, Laurent Double, Voutin, Michel Videcocq, N. Parent, Parent, Claude Pattino, Dufour, Choppin, Igouy, Cossart, Dagneaux, Quesnel, Brusnel, Roger, A. Devillerval, Marmion, Dallemagne, d'Escuignez, J. Chanteloup, C. Charlet, Besnier, Jarlet, Nicol Montigny, Dauvray, Jean de Blainville, Bouillard, Pierre Maistre, L. Cossart, L. Laisar, J. Chambois, P. Besnard, Anthoine Havard, Havard, Charles Gerad, Anthoine Plé, A. Geudé, Mornu, Pierre Quatrelivres, Legat, Duchesne, Fredin, H. Escouvette, Mary, Nicolas Tiffaine, Bertrand huissier, Jean Fournier, Jaudron, Charles, Suerat, Boucher, Nicolas Boutroy, J. Curinet, Charton, Pierre Le Clerc, Poitou, Mosnet, Demonthiers.

Ensuit ledit acte dassemblée

Aujourdhuy samedy vingtiesme mars mil six cens quatre vingt trois trois heures de relevee en lassemblée generalle tenue au bureau de la confrairie aux clercs de cettedite ville convoquee en la maniere accoustumée à la dilligence de Me Jacques Demonthiers prestre chanoine prebandié de la sainte chapelle royale et collegiale de Saint Mellon de Pontoise et du sieur Jean Soret controlleur de la maison de la reine tous deux prevosts en charge de laditte confrairie qui ont dit avoir adverty les sieurs Boulongue prestre et me Estienne Gruel, advocat en parlement aussy prevost en charge avec eux de ladite confrairie et Nicolas More receveur dicelle et aussi fait convoquer en la présente assemblée messieurs les anciens prevosts et confraires pour satisfaire à la délibération qui este faite en lassemblee genérale tenue en lhotel de ladite ville de Pontoise du jour de lundy dernier, a eux signiffiée a la requête de messieurs les eschevins de ladite ville le jour de mercredy dernier par Dufour et Mention sergens affin de parvenir à la présente assemblee à laquelle estoient presens :

(Suit un tiers de page en blanc pour inscrire les noms des présents).

tous confraires et anciens prevosts dicelle confrairie ou estoient aussy presens me Claude Langlois notaire royal et le sieur Jacques Cuvernon marchand bourgeois eschevins en charge de ladite ville, lesdits sieurs Demonthiers et Soret prevost en charge ont remontré que par lacte de deliberation de ladite assemblée de ville a eux signiffié, il a esté résolu que pour parvenir au rétablissement du college de cette ville il estoit necessaire de tirer un fond suffisant des biens de la confrairie sans lequel il est impossible de le faire exercer par les reverends pères jesuittes qui ont trouvé bon de s'en charger ni les prières et propositions qui leur en ont este faits par lesdits sieurs eschevins au nom de ladite ville non seulement pour leducation de la jeunesse qui est demeurée sans instruction depuis près de dix années que ledit collège a cesse destre exercé faute de biens suffisans nayant plus a présent quenviron quatre cens livres de rente, mais encore pour lutilité de tous les habitans de ladite ville et des lieux circonvoisins et laugmentation de tous les estats que les composent et que lesdicts reverends peres jesuittes

ont declaré ne pouvoir se charger de lexercice dudit collège sans avoir un fond et revenu de quatre mil livres de rente outre celluy de mil livres dont ils jouissent de la fondation de feu Monseigneur le cardinal de Joyeuse pour leur maison de la residence de cette ville, lequel fond de quatre mil livres se peut trouver sans tirer la meilleure partie des biens de ladite confrairie pour estre habandonnee et quittee ausdits peres jesuittes.

Laffaire mise en deliberation il a este arreste quil sera pris des biens de ladite confrairie jusqua la somme de deux mil livres de revenu annuel dont le fond sera distrait de lhostel dicelle confrairie a la premiere requisition desdits sieurs eschevins a condition desquelles les charges et fondations de ladite confrairie a proportion ou den obtenir la dispence et descharge de nostre saint pere le pape avec liberte et permission de faire ledit habandonnement, a leffet de quoy sont et demeurent lesdictz sieurs de Monthiers et Soret prevosts en charge austorisez pour obtenir conjointement avec lesdits sieurs eschevins les dispences necessaires pour lexecution du present acte de delibération qui na pu estre transcrit sur le livre des deliberations ordinaires de ladite confrairie attendu que les clefs des armoires ou sont leurs titres et livres de ladite confrairie sont es mains de lun ou lautre des sieurs Boulongue et Gruel prevosts qui ont reffuse de se trouver en ladite presente assemblee, a esté aussy arreste que sy lesdites dispences ne sobtiennent point, le present acte demeurera nul comme sil navoit pas esté fait et que sy au contraire elles estoient accordees, les traictez quil conviendra faire avec lesdits peres jesuittes seront fait par lesdits sieurs prevostz presens conjointement avec lesd. sieurs eschevins et non autremant. Fait et arreste au bureau de ladite confrairie les jour et an que dessus. Signé Demonthiers, Demonthiers, Demonthiers, Cossart, Letellier, Aubery, Cossart, Soret, Brisset, Soret, Gruel, Thevenet, Seigneur, Langlois et Cuvernon.

CXLIX

(13 avril 1683)

Les échevins sont autorisés à défendre devant le Parlement de Paris à un procès qui est intenté à la Ville par l'exécuteur testamentaire de Jean Coqueret, prêtre, docteur en Sorbonne, au sujet des deux bourses par lui instituées au Collège des Grassins.

Aujourdhuy mardi treize avril xvi^c^ quatre vingt trois du mattin en lassemblee generalle convoquee devant nous Pierre Demonthiers chevalier, seigneur du Fay, Mardalin et autres lieux conseiller du roy lieutenant general civil et criminel du bailliage... Pontoise convoquee par messieurs les eschevins dicelle ou estoient presens

(Intervalle laissé en blanc pour inscrire les noms des présents).

Lesdits sieurs eschevins ont remontré que depuis trois sepmaines ilz ont (*un procès*) au parlement de Paris à la requete du sr Baillot executeur du testament de..... Jehan Cocqueret prestre docteur de Sorbonne principal des Grassins et ..... soit condamné aux interestz des quatre mil livres qui sont deposés es mains des dames carmelittes de cette ville donnez par ledit sr Cocqueret pour deux bourciers..... aux frais de ladite ville, et sommé lesd. eschevins de nommer et envoyer deux boursiers capable d'une bonne rétorique conformement au testament dudit Cocqueret et insinuant que M. le principal de Grassins est prest de faire le rachapt dune rente de quatre cens livres qui est lunique debte de son college, pour raison de quoy ledit sr Baillot demande que ladite somme de quatre mil livres soit donnée audit principal des Crassins et constitution de rente pour faire ledit rachapt et que depuis lassignation envoyee à M. Tardy procureur au parlement ilz ont receu ce mot de luy pour fournir des deffences contre lesdites demandes dudit Baillot a leffet desdites deffences lesdits sieurs eschevins (*demandant*) detre auctorisés.

Surquoy laffaire mise en deliberation lassemblée a auctorizé et auctorize lesdits sieurs eschevins de fournir lesdites deffenses et escriptures que besoin sera en sorte davoir absolution des demandes et propositions dudit Baillot, ladite somme de quatre mil livres ayant este destinée par plusieurs assemblées de ladite ville pour estre employee au retablissement du college de ladite ville a quoy lon travaille journellement et faire au surplus par lesdits sieurs eschevins touttes choses autres necessaires.

Ont signé : Letellier, Aubery, Seigneur, Soret, Brisset, Gruel, Thevenet, C. Levasseur.

CL

(9 juillet 1683)

Les échevins sont autorisés à constituer en rente au profit de la collégiale de Saint Mellon la somme de 4,000 livres provenant du legs de Jean Coqueret aux charges et conditions déterminées au contrat.

Aujourd'huy vendredy neufviesme juillet mil six cens quatre vingt trois environ les onze heures du mattin en lassemblee tenue en la chambre de lhostel de ville devant nous Pierre de Monthiers chevalier seigneur du Fay, Mardalin et autres lieux conseiller du roy lieutenant general de la ville et chastellenye dudit Pontoise convoquée par messieurs les eschevius et gouverneurs de ladite ville soussignez ou estoient presens :

(*Un intervalle en blanc pour inscrire les noms des présents*).

Lesdits sieurs eschevins ont remontre quils auroient chercher tous les moyens possible pour donner a constitution de rente les quatre mil livres qui sont en depost ès mains des reverendes dames carmelittes de cette ville a cause du rachapt et remboursement quil auroit este fait de cette somme par messieurs les marguilliers de leglise Saint Maclou dudit Pontoise a qui icelle somme auroit este baillée a constitution de rente provenue de la fondation et legs testamentair de feu m^e^ Jean Coqueret vivant prestre docteur de Sorbonne et principal du coleige des Grassins pour lentretient de deux bourciers enfans de ladite ville, et pour cet effet auroit fait faire plusieurs assemblees et publications au prosnes des paroisses de ..... et dautant que lon nauroit pu trouver personne solvable ny surete suffisante, mais aujourdhuy messieurs les chanoines et chapitre de la sainte chapelle royalle et collégialle Saint Mellon dudit Pontoise sestant presentez pour prendre ladite somme a constitution de rente pour subvenir aux affaires de leur chapitre suivant lacte dassemblee quil ont fait a se subjet et quil est necessaire de bailler ladite somme pour la faire proffiter au proffit desdits bourciers, cest pourquoy lesdits sieurs eschevins demandent destre auctoriser pour bailler ladite somme a constitution de rente auxdits sieurs chanoines et chapitre et den passer contrat, Pour quoy laffaire mise en deliberation lassemblee a auctorise et auctorize lesdits sieurs eschevins de bailler a constitution de rente la somme de quatre mil livres auxdits sieurs chanoines et chapitre de Saint Mellon dudit Pontoise aux charges et conditions que lesdits sieurs eschevins jugeront a propos pour ..... et lemploy de ladite somme.

(Suit l'approbation de quelques ratures faites sur le texte.)

Ont signé : Demonthiers, Langlois, Cuvernon, de Vermoles, Favée, Letellier, Seigneur, Villot, Soret, Brisset, Levasseur, Gruel, Thevenet, de Monthiers.

CLI

(30 juillet 1683)

Les échevins sont autorisés à donner à rente, aux dames Carmélites de Pontoise, la somme de 4,000 livres provenant du legs de Jean Coqueret aux lieu et place de la collégiale de S^t^ Mellon avec laquelle les échevins qui avaient été autorisés à traiter précédemment n'ont pu s'entendre sur l'emploi des fonds.

AUJOURDHUY vendredy trentiesme juillet mil six cens quatre vingt trois onze heures du mattin en lassemblee tenue devant nous m^e^ Pierre Demonthiers chevallier seigneur du Fay, Mardalin et autres lieux conseiller du roy lieutenant general de la ville et chastellenye de Pontoise en la chambre de lhostel de ladite ville convocquee par messieurs les eschevins et gouverneurs dicelle ville soussignez sonnez ou estoient presens

(Un intervalle laissé en blanc pour inscrire les noms des présents.)

Lesdits sieurs eschevins ont remontré quils auroient (1) ..... cherches tous les moyens possibles pour donner a constitution de rente a personne solvable les quatre mil livres et qui sont depuis cinq ans ou environ en dépost es mains des reverendes dames carmelites de cette ville provenus du rachapt fait dicelle somme par messieurs les marguilliers de leglise St Maclou dudit Pontoise, ausquels elle auroit este baillé audit titre de rente provenant du legs fait par deffunt mᵉ Jean Coqueret vivant prestre docteur de la maison et societé de Sorbonne pour la fondation et entretien de deux bourciers enfans de ladite ville, ils auroient trouves messieurs les chanoines et chapitre de St Mellon dudit Pontoise qui leur auroient demandé audit titre de rente et en faire employ pour la surete dicelle et pour cet effet lesdits sieurs eschevins auroient este auctorises de leur donner ladite somme par acte dassemblee tenue devant nous le neuviesme juillet dernier, mais que depuis, lesdits sieurs chanoines n'estans pas demeurez daccord avec les parties pour pouvoir faire lemploy dicelle somme avec lesquels ils avoient auparavant convenu et par ainsy ne pouvoient prendre ladite somme, lesdits sieurs eschevins ont remontré que lesdites reverendes carmelittes desireroient prendre elles mesmes ycelle somme de quatre mil livres a constitution de rente et den passer contrat incessamment. Cest pourquoy lesdits sieurs eschevins ont requis lassemblee de les vouloir auctorizer pour leur bailler ladite somme audit titre de rente pour le courant dicelle etre baillee et paye de quartier en quartier aux deux bourciers qui se trouveront capable dune bonne retorique et qui seront nommez par des personnes et aux clauses et conditions portez au testament dudit deffunt sieur Cocqueret et mesme de les auctoriser pour donner auxdites dames une indempnité des frais que M. Baillot executeur du testament dudit deffunt a faits contre elle et pouroit faire en consequence de la saisie quil a faite en leurs mains et pour signiffier le contrat de constitution qui sera fait audit sieur Baillot..... autres poursuittes quils trouveront necessaires pour ..... saisie fait es mains desdites dames et des..... faire des revenus de ladite ville, Surquoy (*l'affaire*) mise en deliberation lassemblee a auctorizé et (*auctorize*) lesdits sieurs eschevins de bailler ladite somme a (*constitution*) de rente ausdites dames Carmelites de Pontoise et d'em (*ployer ladite somme*) aux clauses et conditions que lesdits sieurs eschevins le trouveront (*bon*) et de leur donner lindempnite pour lacquit desdits frais..... poursuivre la descharge desdites saisies partout ou il app (*artiendra*) et faire au surplus touttes les autres choses en execution des presentes

Ont signé : Demonthiers, Langlois, Cuvernon, Letellier, Aubery, Seigneur, Le Maistre, Brisset, Levasseur, Gruel, Truchy, Thevenet, Demonthiers, Fournier, Cossart.

(1) *Ici un renvoi en marge approuvé qui a été enlevé par le frottement de la page. On lit ces quelques mots :* ... plusieurs..... des..... de ladite ville..... Assemblée.... vingt deux..... *(suivent les signatures.)*

(13 janvier 1680)

Extraict des registres du Conseil destat (1)

Veu par le roy en son conseil

Larrest diceluy du 25 septembre 1677 intervenu sur la requeste des eschevins de la ville de Pontoise tendant a ce que la dame duchesse Daiguillon, estant aux droits de la deffuncte dame duchesse Daiguillon sa tante legataire de feu sieur Cardinal de Richelieu engagiste du domaine de Pontoise fut condamnee de leur payer la somme de sept mil trois cens dix livres pour trente quatre années de la redevance de cent soixante douze livres parisis revenans a deux cens quinze livres par an aux reserves sur le domaine de Pontoise pour employer aux reparations et entretenements des ponts, ponts levis, pavé et chaussee de ladite ville escheues au jour dudit arrest, ce qui est depuis escheu et continuer a ladvenir par lequel Sa Majesté auroit ordonné que laditte dame duchesse Daiguillon representeroit pardevant le sieur le Blanc conseiller de Sa Majesté en ses conseils, me des requestes ordinaires de son hostel, intendant de justice police et finance en la generalite de Rouen dans quinzaine le contrat dengagement dudit domaine de Pontoise, quittances et autres pièces faites en conséquence dont les eschevins et procureur scindic prendroient communication pour y respondre et dire ce que bon leur sembleroit trois jours apres quil leur seroit par ledit sieur Le Blanc dressé proces verbal et sur iceluy donné advis a Sa Majesté pour estre pourvu ce que de raison; Le proces verbal fait par ledit sieur Le Blanc le 30 decembre 1679 contenant la representation des contrats dengagement dudit domaine et autres pièces des partyes leurs dires et declarations, recognoissance de ladite dame Daiguillon quil estoit veritable que ledit domaine estoit chargé de ladite redevance mais quil avoit este delaissé et abandonné par ses fermiers ausdits eschevins des cens rentes et autres droits qui se montoient à plus grande somme pourquoy elle auroit formé demande incidente de lexcédant et par exploit du 22 aoust 1679, sommé Francois Debays son fermier dudit domaine pour estre condamné a lacquitter et indempniser ensemble la demande incidente dudit fermier afin de diminution pour non jouissance dont ledit sieur Le Blanc auroit donne acte aux partyes, ladvis dudit sieur Le Blanc estant ensuite de sondit proces verbal. Ouy le rapport du sieur Colbert conseiller au conseil royal et controlleur general des finances, tout considéré, Le Roy en son conseil faisant droit sur ledit proces verbal suivant ladvis dudit sieur Le Blanc a ordonné et ordonne que lad. dame duchesse Daiguillon payera ausdits eschevins de Pontoise la somme de sept mil trois cens dix livres pour trente quatre annees de ladite

(1) L'original de cet acte est déposé aux archives municipales, série DD, nº 44. — Nous avons pu, d'après l'original, reconstituer les parties disparues au registre.

redevance de deux cens quinze livres escheues au jour de la demande portée par ledit arrest du vingt cinq septembre mil six cens soixante dix sept, quatre cens trente livres pour deux années escheues au vingt cinq septembre mil six cens soixante dix neuf et continuer a ladvenir pour estre lesdits deniers employez aux reparations des ponts, ponts levis, pavé et chaussee de ladite ville de Pontoise, a Sa Majesté renvoyé et renvoye les proces et différents dentre ladite dame duchesse Daiguillon et ledit usager son fermier par devant les juges ordinaires des lieux pour y respondre entr'eux ainsy que de raison. Fait au conseil d'Estat du roy tenu à S^{t} Germain en laye le treiziesme jour de janvier mil six cens quatre vingt. Collationné Signé Berryer avec paraphe et a coste est escrit :

Louis Le Blanc chevallier, conseiller du roy en ses conseils, m^{e} des requestes ordinaires de son hostel intendant de justice, police et finance en la generalite de Rouen, Veu larrest du Conseil du treize janvier mil six cens quatre vingt et commission sur iceluy, Nous Intendant susdit ordonnons que ledit arrest sera signiffié et execute selon sa forme et teneur. Fait à Rouen ce quatre febvrier mil six cens quatre vingt. Signé Le Blanc et plus bas par mondit seigneur Perrotté avec paraphe.

Louis par la grâce de Dieu roy de France et de Navarre au premier des huissiers de nos conseils autre notre huissier ou sergent sur ce requis nous te mandons et commandons que larrest dont extrait est cy attaché sous le contre sel de nostre chancellerie cejourdhuy donné en nostre Conseil Destat, commandons au premier nostre huissier ou sergent sur ce requis de signiffier ledit arrest a tous quil appartiendra, a ce quilz n'en pretendent causes dignorance et faire pour son entiere execution et payement des sommes y mentionnées tous commandements sommations et autres actes et exploicts requis et necessaires sans autre permission, car tel est nostre plaisir. Donné à S^{t} Germain en laye le treiziesme jour de janvier lan de grace mil six cens quatre vingt et de nostre règne le trente septiesme. Signé Par le Roy en son conseil Berryer avec paraphe, et plus bas pour le roy et scelle en queue de lacte de cire jaulne et contresellé.

Collationné aux originaux par nous conseiller secretaire du roy maison couronne de France et de ses finances

Signé : N. Seigneur

Suivent douze pages blanches.

CLIII

On lit sur la page suivante :

Déclaration des rentes et autres droits apartenans à la ville de Ponthoise avecq inventaire des nouveaux tiltres dicelle, les antiens estant au coffre de la ville pour y avoir recours sy besoin est.

Chaque feuillet qui suit porte à son recto les indications ci-après :

Premierement — Six deniers tournois de cens et quatre solz tournois de rente paiables par chacun an le jour Monsieur Saint Jean Baptiste et a prendre sur une maison et..... size es faux bourgs de la porte dennery tenant dun costé ..... Pelleve dautre costé Pierre Lorget, dun bout au pave, dautre bout par darrière le marché a porcs, suyvant le tiltre nouvel dicelle rente passe par devant me André Prevost notaire et tabellion roial à Ponthoise le XIIIIe may MVIc dix.

Au bas on lit : Maistre Thomas Duverger scindic.

En marge on lit : Jacques Dubray *et plus bas* Nicolas Dubray possedde sa maison comme heritier de Jacques Dubray son père 1688.

Item douze deniers tournois de cens et quatre livres de rente a prendre chacun an le jour St Jehan Baptiste sur une maison size au faubourg de la porte dennery tenant (*d'un côté*) Nicolas Bourdon dautre costé Nicolas Dubray, dun bout le marché a porcs et dautre bout le pavé du Roy, suyvant le tiltre dicelle passe par Hugues Pellevé propriétaire de ladite (*maison*) pardevant ledit Prevost le XIIIe jour de may mil six cens ..... La presente rente et la subsequente deue par Nicolas Dubray nest qu'une seulle rente.

En marge on lit : Pellevé.

Item douze deniers tournois de cens et quatre livres de rente par chacun an le jour Saint Jehan Baptiste (*sur*) une maison et lieu comme il se comporte sis au faux bourgs de la porte dEnnery tenant dun costé Hugues Pellevé dautre costé Pierre Bachelier dun bout le pave du roy et dautre bout le marché a porcs suyvant le tiltre nouvel passe par Nicolas Dubray propriétaire de ladite maison pardevant ledit Prevost le XIIIe jour de may mil six cens dix.

En marge on lit : Gabriel-Quesnel au lieu dudit Dubray.

Item deux deniers parisis de cens et six solz parisis de rente par chacun an le jour St Jehan Baptiste sur un jardin clos de murs sis esditz faux bourgs sur la contrescarpe du fossé tenant dun costé les heritiers Jehan Maret, dautre costé a.... dun bout pardevant le champ de.... dautre bout sur ledit fossé, apartenant

à Jehan Cuveret masson suyvant le bail a rente qui luy a este fait dicelly pardevant ledit Prevost notaire le xxi^e^ may mil six cens sept.

En marge on lit : Eustache Fournier.

Sur la même page est écrit :

Item autres deux deniers parisis de cens et six solz parisis de rente par chacun an a pareil jour S^t^ Jehan Baptiste sis sur une petite place qui soulloit estre jardin qui fut a Pierre Prevost joingnant adjacent et tenant a celluy son.... coste vers la porte venant a la ville appartenant audit Cuveret (?) ..... masson par la renonciation des representans ledit.. ... ou lun deux et suyvant le bail audit tiltre de rente a luy fait et passe pardevant ledit Prevost notaire le sinquiesme janvier mil vi^c^ quatorze.

Quil est obligé livrer a ses despens

non lieu.

Item trois solz parisis de cens et rente a prendre les jour Saint Jehan sur ung jardin clos de murs siz esditz faux bourgs tenant dun coste les fossés dautre coste le chemin dun bout le jardin cy dessus dudit Cuveret et dautre bout Gabriel Duchene, suyvant le tiltre nouvel passe par Pierre Boby proprietaire dicelluy pardevant Prevost notaire royal le xxix^e^ jour d'apvril mil six cens unze.

En marge on lit :

Les héritiers Jean Blanchard.

Item trois deniers tornois de cens et treze livres de rente deubz par chacun an le jour de Noel par Jehan Demachy comme proprietaire dune maison et lieu *(tenant)* le boullevart de la porte dennery qui feust à feu..... tenant dun coste et dun bout les fosses dautre coste et dun bout la rue suyvant lad. indication a luy faite par monsieur le lieutenant le xiiii^e^ may mil six cens..... Signé Demachy.

En marge est écrit d'une écriture moderne : Eustache Fournier.

Item huit livres tournois de rente deubz par chacun an le xxx^e^ jour de may par Francois Triguet comme propriétaire dune maison size au dedans dudit boulevart tenant dun coste Vincent Mazieres dautre coste le fosse dun bout pardevant..... dautre bout les murs dudit boullevart suyvant lad. indication a luy fait pardevant monsieur le lieutenant le xxx..... mil six cens trois. Signé Demachy.

En marge on lit d'une écriture moderne. Ledit Fournier moitié et Jean Bocard l'autre, *et plus bas*, m^e^ Charles Gerard prestre doit 4 ^tt^ pour moitié de la susdite rente par an.

Item deux deniers tournois de cens et neuf livres tournois de rente deubs par chacun an le jour Saint Remy par Vincent Maziers couverturier et tant.....

lieu de Hierosme Andrieu et a prendre sur une maison size au dedans dudit boullevart tenant dun coste et dautre.... murs dud. boullevart dautre coste François Triguet et dautre coste la rue suyvant le tiltre nouvel par luy passe par devant Prevost notaire royal audit lieu le XIX^e^ jour de may MVI^C^LIII.

En marge ōn lit d'une écriture moderne : Ledit Fournier.

Item deux deniers parisis de cens et dix solz parisis de rente par chacun an le jour saint Jehan Baptiste deubz par Ambroise Cloppin et a prendre sur une cave de la maison luy apartenant tenant dun coste les heritiers Jehan *(Maistre?)* dautre Pierre Dancongnee dun bout pardevant la rue de la Pierre au poisson et dautre bout m^e^ Jehan Deslyons, suivant le tiltre nouvel par luy passe de lad. rente pardevant ..... notaire le XXXI^e^ jour de juing mil six cens huit.

En marge est écrit d'une écriture moderne : Nicolas Jeufosse, après la veuve.

Item douze deniers parisis de cens et huit livres neuf deniers tournois de rente deubz par chacun an le jour s^t^ Jehan Baptiste par Mellon Lefebure, Gerard Darthois sa femme, Nicole Darthois, heritiers Jehan Darthois et a prendre sur un.... contenant salette chambres boutiques et lieux siz rue de la Pierre au Poisson tenant dun costé le cimetiere Saint Maclou dautre coste Mellon Tevenet dun bout pardevant la rue dautre et derriere la rue du puis de vache suyvant le titre nouvel par eux passe pardevant ledit Prevost le XXVII^e^ apvril..... et de la mesme rente precedent aux Jehan Darthois ce..... tiltre nouvel pardevant Jehan Dupré le XXX^e^ juillet MVI^C^.....

Cette rente est acquitée et rachepté par compensation avec ce qui estoit deubt a monsieur Lefebure suivant la sentence rendue au baillage qui est visé et rendue a linstant.

En marge est écrit : Jean Lefebure.

Item deux deniers parisis de cens, vingt sols tournois *(de rente)* et encore deux solz six deniers parisis de rente deubz chacun an le jour de Noel par Anthoine Prieur et Jehan Hurechers et Francois Naudin et a prendre sur une (*maison*) et lieu size audit Ponthoise proche le couvent des (*Cordelliers*) tenant dun coste aux heritiers m^e^ Hugues Termaget dautre coste à la ruelle quy conduit sur les remparts de la ville, dun bout le vicariat dautre bout a ladite rue suyvant le tiltre nouvel passe pardevant Prevost notaire et tabellion royal audit jour neufviesme juing MVI^C^ unze. *En marge* : Antoine Mazière.

Item quinze deniers tournois de cens et neuf livres de rente deubz par chacun an le jour monsieur Saint Jehan Baptiste par Claude Fredin et la veufve Hugues Dauvray et a prendre sur deux maisons sizes audit Ponthoise rue du Pothuis, lune tenant dun coste lad. veufve Dauvray dautre coste la porte du Pothuis, dun bout pardevant la rue, dautre bout les murs de la ville, une autre

maison audit lieu tenant dun coste ledit Fredin dautre coste (1) dun bout pardevant la rue dautre bout les (*murs*) de ladite ville suyvant le tiltre nouvel par eux passe..... pardevant ledit Prevost le XIIIe jour de may MVIc L... de ladite rente led. Fredin a passe sentence pardevant mr le lieutenant de Ponthoise le XXIXe janvier MVc IIIIXX XIX signé Ba... suyvant le bail a rente cy devant fait et des le XVe juing MVc... pardevant mr le lieutenant dudit Ponthoise a Baptiste Gerbaut et Guillaume Barré, signé Malfuzon.

En marge on lit : 6 ℔ par Jean Charlet l'ainé et 9 ℔ par me Gabriel Denis notaire.

Item deux deniers parisis de cens et soixante livres de rente deubz par chacun an le jour Monsieur Saint Jehan Baptiste par Marguerite Ronette veufve de Clery Mazières a prendre sur une maison et lieu assize sur le pont dudit (*Pontoise*) tenant dun coste la veufve Jehan Le Roux dautre costé (*la*) tour du pont dun bout la rivière, dautre bout le pont, suyvant le titre nouvel passe pardevant ledit Prevost le XXIe (*jour de....*) mil six cens dix. La rente cy dessus et celle cy après ne doit qu'une mesme rente.

En marge on lit : la veufve Quercy.

Item deux deniers parisis de cens et soixante livres de rente deubz par chacun an le jour Saint Jehan Baptiste par Nicole Vacher veufve de Jehan Le Roux et à prendre sur une maison sise sur le pont tenant dun costé la veufve Mazières dautre coste Jacques Quesnel dun bout pardevant..... dautre bout la rivière, suyvant le tiltre nouvel passe pardevant ledit Prevost le XXIe mai mil VIc dix.

On lit en marge : veufve Leroux.

Item quatre deniers parisis de cens et douze livres tournois de rente deubz par (*chacun an le*) jour monsieur saint Jehan Baptiste par Jehanne Vacher veufve de feu Jehan Le Roux et a prendre *(sur une maison et lieu)* sizes sur le pont de Ponthoise tenant celle..... Jehan Boulet dautre coste ladite veufve Le Roux..... dautre bout au pavé, celle de ladite veufve tenant..... Foubert dautre coste les heritiers Thomas Dubellay dun bout..... dautre bout la rivière, suivant leurs tiltres nouvels passés devant ledit Prevost les Vc et XXIe may MVIc dix en mesme bail a rente faits desdits lieux a Alart Foubert..... par Derin notaire le XVe apvril MXVc LXXII.

En marge on lit : Antoine Seigneur et a present Martin Seigneur,

Item six livres tournois de rente deubz par chacun an le jour st Jehan Baptiste par François Moneret au lieu..... et a prendre sur une maison et lieu connu... le... sur le pont de Ponthoise tenant dun coste..... coste la veufve Jehan Le Roux dautre bout..... suyvant le titre nouvel par luy passe pardevant

(1) Le nom est laissé en blanc.

..... notaire le XIIIe may MVIc dix et de ladite rente..... a passe tiltre pardevant Jehan Dupré notaire le VIIe juin MVIc IIIIxx XI.

En marge on lit : Jacques Bertin a present sa veufve et la veuve Goddier.

Item quatre deniers parisis de cens et..... rente deubz par chacun an le jour monsieur..... .. par Jehan Fouber et a prendre sur une (*maison*)..... siz sur le pont dudit Ponthoise proche la riviere tenant dun coste un corps de garde de ladite porte..... Jehan Boulet dun bout au pave dautre bout..... suyvant les titres nouvels par luy passes lun (*par devant*) Levasseur le XXIe febvrier MVIc IIIIxx VI lautre pardevant Dupré le XVIIe aoust MVIc IIIIxx XI et lautre pardevant ..... le cinqme may mil six cens dix.

En marge on lit : Made Desgroux, Eustache Valin, mercier.

Item quatre deniers parisis de cens..... rente deubs par chacun an le jour monsieur St Jehan Baptiste par Jehan Boulet menuisier et a prendre (*sur une maison et*) lieu size sur lesperon du pont tenant dun coste..... dautre ledit Foubert dun bout au pavé du roy dautre bout..... riviere suyvant le bail a rente quy luy en a este fait (*par*) Simon Dupré notaire le XXIe apvril MVIc LXXII nouvelz passez lun pardevant Jehan Dupre le XVIIe lautre pardevant Prevost le XXIe may MVIc dix.

En marge est écrit : Made Desgroux cest à present Martin Seigneur.

Item quatre deniers tournois de cens..... de rente deubz par chacun an le jour..... par Sebastien Boulet musnier et à prendre..... ..... et lieu size sur le pont de Ponthoise tenant..... moulin de Jouaneval dautre coste une petite..... entre ladite maison et le pont levis dun bout..... bout la rivière, suyvant le bail a rente quy a este fait par devant Couturier et Dupré notaires..... de julliet MVcIIIIxx dixiesme. Signé Couturier.

En marge on lit : Jean Andrieux.

Sur la même page on lit les trois indications suivantes :

Item dix sols parisis de cens et redevances seigneurialles portant lots et (*vente*)... chacun an le jour st Remy accause du bail a cens fait à Charles.... place couverte de thuilles en appentis contenant douze pieds et demy..... sur sept de largeur, seize entre la porte de la ville du pont et la place.... et lissue estant a la tour proche ladite planchette, ensemble les quatre degres.... tous en la rue, lequel bail a cens passe devant Pierre Dagneaux notaire.... le 12 decembre MVIc cinquante, signe Dagneaux.

En 1674 on a obtenu lettres de la chancellerie pour estre releve du susdit.... qu'a intentée la dame de l'hostel Dieu contre la ville pour raison.....

Item vingt livres de rente fonciaire baillés..... sont une la première porte

du pont du coste d'..... de cens deubs par an le jour saint.....
bail a rente fait par lesdits..... Lescombart nottaire à Pontoise.....
.... des rentes cy dessus me Jean..... Saint Maclou de Pontoise...
..... Andrieux leur pere ont passé..... detempteurs des lieux tenant..... a Pontoise le huitiesme juillet.....

Item six deniers parisis de cens et..... rente deubs par chacun an le jour monsieur Saint Jehan Baptiste par Robert Sacespee au lieu de la..... et a prendre sur ung jardin contenant..... assy audit Pontoise au marché a bœufs près le..... au marché a bœufs dun coste Guillaume.... Mathieu Cheron dautre bout led. Robert Sacespee..... nouvel par luy passe par devant Prevost le..... MVIc unze (1).

Item trois deniers tournois de cens et quatre..... rente deubs par chacun an le jour Saint Jehan Baptiste par Marguerite Bonvelot veufve de feu Jehan Dela..... sur une maison size audit Pontoise au M..... dun coste Pierre Debragnes dautre coste les..... bout au ru et dautre bout au pave, suyvant tiltre nouvel passe lun par ledit Desfy pardevant..... le xxe septembre MVc IIIIxx unze lautre par la..... pardevant Prevost le XIIIIe may mil VIc LIII.

Item quatre deniers parisis de cens, et..... rente deubs par chacun an le jour Saint..... Cheron et Ambroise Cloppinet a prendre sur..... contenant quatre travées assize pres la porte du..... dun coste et dun bout aux remparts dautre (*bout au marché*) a bœufs et Robert Sacepée dautre bout la rue titre nouvel par eux passe pardevant Prevost..... sixiesme may mil VIe unze. A promis trois livres x sols.

On lit ensuite d'une écriture plus moderne : Les dames prieure et religieuses de st Nicolas et hostel dieu de cette ville (*doivent*) la susdite rente au lieu des heritiers desd. Chéron et Cloppin suivant acte d'eschange passé devant Pierre Dagneaux notaire audit lieu le 28 7bre.....

Sentence contre lesdites religieuses en baillage du 9 xbre 1672. Signé.....

En marge de la même main on lit : Made de lhostel dieu. Nta que par la prise à cens et rente il y a 6 lt 20 s de rente payable aux 4 termes le contract est passé devant Jacques Derin notaire à Pontoise le 27 fevrier 1576, Signé Derin.

Item deux solz six deniers tournois de cens et..... deniers tournois de rente deubz par chacun an le jour de Saint Jehan Baptiste par (2). au lieu de feu Jehan Ledet et a prendre..... jeu de paume (3)

(1) *En haut de la page où se trouve cette indication, on lit :* M. Fauré y met du bois sur ladite place.

(1) Le nom est laissé en blanc.

(3) La phrase est inachevée.

Item douze deniers parisis de cens et vingt..... deubz par chacun an le jour st Jehan Baptiste par Demonthiers escuier sieur de boisroger lieutenant au..... prendre sur une place de quatre toizes et demie toizes entre deux murailles a present enclos..... au lieu dudit sieur asize proche la belle (*croix*). Tiltre nouvel par luy passe.(1)

En marge on lit : Pierre Demonthiers escuyer.

Item huit deniers parisis de cens et..... de rente deubz par chacun an le jour de..... de la Mothe au lieu de Jaques Paradis..... et a prendre sur une salle basse et..... pont levis et le tapecul de la porte..... le ru de Viosne suyvant le titre nouvel.... Prevost notaire le.(2)

En marge on lit : La veuvfe Lemesle a present Henry de la Mothe.

Item huit deniers parisis de cens et sept..... deubz par chacun an le jour saint Remy..... au lieu de feu Jaques Le Clerc et a prendre *(sur une)* salle basse et ouvrouer assis entre le pont..... tapecul de la porte Notre Dame du costé..... le bail a rente a luy fait par devant..... quatriesme octobre mil six cent sept.

Guillaume Vaillant vannier sous(*tient*)... de se lieux quil y a fait bas(*tir*) doibt aucune livre de rente par an suivant le contrat passé (*devant*) Fredin, notaire a Pontoise le septiesme (1)

Item douze deniers parisis de cens et..... de rente deubz par chacun an le jour la..... par Robert Duport au lieu de Jehan de. ..... une maison assize es faux bourgs Notre Dame..... la rue de la barre dautre coste la rue de..... pardevant le pave du roy et dautre bout..... suyvant le bail a rente fait audit Deffye..... le lieutenant de Pontoise le tiers may MXVc quarante. ..... Dauvergne et le titre nouvel passe par devant ledit Prevost notaire le VIIe juing MVIc unze.

En marge on lit : Les heritiers du sieur Boucher a present Thouroude bourelier.

Item..... quarante solz de rente non racheptables..... vingt quatriesme mars par Francois Moessart..... ville a prendre sur une masure ou cy devant il y avoit..... molüe et saline contenant environ six pieds..... seize dans la harengerie de ladite ville a la descente et degrez d'icelle, de costé audit preneur d'un bout ladite harengerie que tient Catherine Bourdon femme ..... et dautre bout au mur qui separe ladite harengerie et cellier dudit Moessart, entre lad. maison Ch..... prevost de la confrairie aux clercs de ladite ville dont..... par contract passe devant Hugues Dauvray notaire audit (*Pontoise le*)..... mars mil six cens soixante et dix signé Dauvray. —

En marge est écrit : François Moessart.

(1) La phrase est inachevée.

..... prieure et religieuses de st Nicolas..... doivent le jour de st Remy..... quatre..... et trois livres dix solz de rente seigneurialles a cause..... par lesdites religieuses seize audit Pontoise proche la porte..... a une place vague et au jardin des pères Jesuittes..... au jardin desdits P. P. Jesuittes et dautre bout au pavé du roy..... faict entre elles et les heritiers de feu Mathieu Cheron..... passe par devant Pierre Dagneaux, notaire audit (*Pontoise*) le..... MVIc trente cinq.

En marge on lit : est cy devant folio 285.

Au dos du feuillet suivant on lit :

Inventorié le 4 avril 1787.

Signé de Monthiers.

Suit encore une dizaine de feuillets qui sont à l'état de chiffon et sur lesquels paraissent avoir été écrits des fragments d'inventaires de titres et de papiers dont l'écriture est complètement effacée.

TABLE DES MATIÈRES

Années — Pages

Introduction I

Catalogue des syndics des habitants de 1600 à 1660 VII

§ Ier

Assemblées des habitants, générales ou particulières

1608. — Juillet. — Autorisation aux échevins de composer avec le seigneur de Gouzangrez 1

1609. — 14 Octobre. — Arrangement avec Robert Cossart, ancien receveur de la ville 3

1610. — 30 Juillet. — *(a)* Transaction avec Nicolas le Mercier, architecte du roi, au sujet de la cote de ses tailles 3

(b) Décision relative aux cotes irrécouvrables par suite d'exemptions. 4

(c) Accord avec les héritiers d'Augustin Cotin au sujet de la contribution de 45,000 écus . . . . .

1611. — 14 Février. — *(a)* Procès avec le fermier d'un impôt extraordinaire sur la vente du vin à Pontoise. 5

(b) Réclamation de la dame d'Osny au sujet de grains pris dans son grenier à Pontoise pendant le siège de 1589. 6

1611. — 14 Mars. — La ville de Pontoise réclame sa séparation d'avec celle de Gisors pour l'établissement du rôle des tailles . 7

— Autorisation donnée à Marguerite Marie et autres de vivre en communauté et de tenir une école pour les petites filles 8

1613. — 24 Avril. — Autorisation de transiger avec Madame d'Osny. — Confirmation de l'élection des assesseurs du syndic chargé de suivre le procès contre la ville de Gisors au sujet de la taille, et adjonction d'un nouvel assesseur 9

» — 2 Octobre.— Autorisation d'accepter une proposition de la Trésorerie de Rouen au sujet de la taille et des difficultés avec Gisors pour le même objet. 10

1614. — 17 Avril. — Lettres du roi qui prévient les habitants de Pontoise qu'il y a des troupes dans la campagne qui n'ont aucune commission de lui : il les invite à faire bonne garde. 11

» — 14 Juillet. — Autorisation donnée aux échevins d'aller à Paris consulter leur procureur pour arrêter des poursuites exercées contre eux au sujet de la contribution de guerre de 45,000 écus 13

» — 16 Aout. — Difficultés avec la ville de Senlis au sujet de l'élection d'un député du Tiers-Etat aux États Généraux. — Autorisation de suivre ou d'intervenir en toutes instances à cet égard 14

» — 30 Aout. — Injonction aux échevins et syndic de remettre au procureur de la ville en la Chambre des Comptes à Paris les pièces justificatives du compte de la contribution de guerre de 45,000 écus . . . 15

» — 14 Novembre. — Autorisation d'intervenir dans une instance engagée contre un particulier à raison de la perception d'un droit contesté sur le vin 16

1615. — 23 Janvier. — Autorisation donnée aux échevins d'aller prendre conseil à Paris au sujet de l'exemption des tailles accordée à des particuliers et de transiger avec M. de Vauver sur un procès pendant entre lui et la ville de Pontoise devant le Parlement . . 16

» — 27 Mars. — *(a)* Autorisation d'employer les fonds libres au paiement des épices et frais afférents au procès soutenu pour la contribution de guerre 18

(b) Institution d'un bureau des pauvres municipal . . . 19

(c) Abandon au cardinal de Joyeuse de la rue du Bicherelle. 20

Sans date. — Fragment d'une délibération relative au compte de la veuve Nicolas Fournier. — Nomination de délégués pour obtenir du chancelier et de M. de Villeroi aide et assistance à l'effet de présenter un placet au roi tendant à l'abandon de 15,000 écus sur une somme plus forte 21

1615. — 18 Septembre. — Les échevins demandent deux cents piques et corselets pour veiller à la sûreté de la ville 22

1620. — 27 Janvier. — *(a)* Transaction avec l'argentier de la ville 27

(b) Autorisation donnée aux échevins d'acheter des

maisons convenables pour loger le prêtre et le médecin des pestiférés 28
(c) Ordre d'ouvrir l'hôpital aux pestiférés 28
(a) Proposition d'intervention dans un procès pendant au Conseil du roi concernant les collecteurs de Gouzangrez et l'élu de Pontoise 28
(e) Autorisation de faire toutes démarches utiles pour établir les jésuites dans le Collège de Pontoise. 28
1620. — 24 JUILLET. — *(a)* Autorisation de congédier et remercier le principal et les régents du Collège. 29
(b) Autorisation d'échanger un bois appartenant au Collège. 29
1622. — 28 JANVIER. — *(a)* Diminution du fermage des terres du Collège. . . 29
(b) Bail d'entretien des fontaines publiques. 30
» — 15 AVRIL. — Transaction sur procès entre la ville et Guillaume Bredouille, capitaine du charroi, à raison de la saisie de ses biens par les collecteurs de tailles. 31
1622. — 21 OCTOBRE. — *(a)* Les échevins sont autorisés à s'opposer à la construction d'un pont de bois sur l'Oise par le seigneur de Neuville. 31
(b) Ils sont autorisés également à transiger sur le paiement des épices dues par l'argentier de la ville à la Chambre des Comptes 32
1623. — 2 MARS. — *(a)* Les échevins sont autorisés à s'opposer à l'exécution de l'ordonnance du cardinal de Larochefoucault faisant défense à la prieure et aux religieuses de l'Hôtel-Dieu de recevoir des pestiférés . . . 32
(b) Ils sont autorisés également à emprunter 2,700 livres pour acheter une maison destinée à l'agrandissement du Collège 33
1625. — 20 JUIN. — *(a)* Refus de ratifier l'acquisition d'une maison que les prévôts du Collège ont faite sans le consentement des échevins 83
(b) Aliénation de deux maisons et d'un pré appartenant à la ville. L'une des maisons avait été acquise pour loger le prêtre et le chirurgien des pestiférés. 34
(c) Les échevins sont autorisés à défendre à une nouvelle instance introduite par le seigneur de Neuville au sujet de la construction du pont de Neuville. 34
(d) Les échevins sont autorisés à suivre aux Requêtes du Palais l'instance qu'y ont engagée les chanoines de S[t] Mellon au sujet de la taxe de peste . . 35
» — 5 DÉCEMBRE. — *(a)* Les échevins sont autorisés à transiger avec M. d'Halincourt au sujet de la rente perçue par la ville sur le domaine de Pontoise pour l'entretien de ses chaussées. 35
(b) Il est décidé que les anciens conseillers de ville se

réuniront dorénavant le premier vendredi de chaque mois 36
1626. — 6 Février. — *(a)* Refus d'accepter une transaction proposée par la prieure de l'Hôtel-Dieu, sur le litige avec la ville, consistant en l'établissement près du cimetière de l'Hôtel-Dieu d'un bâtiment pour loger les malades de la contagion. — La prieure devra exécuter purement et simplement l'arrêt du Parlement 37
(b) Vente de l'Ile de la ville dont le prix est destiné au logement des pestiférés 37
(c) André Esgret est maintenu au rôle des tailles, mais en est exonéré pour l'année, à raison du don par lui fait à la ville pour le logement des pestiférés 37
(d) Il est décidé que la ville soutiendra devant la Cour des Aides un procès intenté contre les collecteurs qui ont été élus en pleine assemblée de ville. 37
(e) Les échevins sont autorisés à s'adresser au Conseil privé du roi pour obtenir un arrêt qui interdise au gouvernement de Normandie de faire payer à Pontoise et à la chatellenie qui dépendent de l'Ile-de-France et non de la Normandie, les impôts et redevances annuels qui sont payés au gouverneur de cette province 37
(f) Autorisation de solliciter du Conseil du roi le renouvellement de la perception des octrois sur les vins et marchandises qui passent sous les ponts et entrent dans la ville 38
» — 3 Avril.— *(a)* Institution d'un bureau des pauvres. — Élection de deux prévôts, d'un receveur et d'un distributeur. 38
(b) Autorisation de transiger avec Nicolas Soret, aucien argentier de la ville, pour un reliquat de compte. 39
1627. — 26 Février. — Adjudication des terres et maisons données à la ville par André Esgret, avocat, religieux capucin, et dépôt du prix entre les mains de Gabriel Chevallier, argentier de la ville. 39
» — 16 Juin. — Intervention du clergé dans la constitution du Bureau des pauvres : Élection de deux prévôts ecclésiastiques et taxe imposée aux Églises et Fabriques, à la Confrérie aux clercs et au Collège pour l'entretien du Bureau 40
1628. — 2 Novembbe.— Célébration de la prise de La Rochelle. Il est prescrit de chanter un *Te Deum* à S[t] Maclou, de faire une grande procession et d'allumer un feu de joie au devant de l'Hôtel de Ville 41
1629. — 12 Janvier. — *(a)* Mandement du roi d'envoyer à Nantes 50 paires

d'habits et 50 paires de souliers pour l'armée de La Rochelle 43
(b) Préparatifs pour la réception à Pontoise du cardinal de Richelieu 44
(c) Transaction avec Le Tellier, ancien argentier de la ville, pour le paiement d'un reliquat de compte. 44
1630. — 6 SEPTEMBRE.— *(a)* La ville demande terme et délai pour payer un reliquat de compte à l'argentier 45
(b) Une expertise est ordonnée concernant le déplacement du lit du canal de la ville. 45
(*c*) Une indemnité de 1,000 livres est accordée par le roi aux Carmélites pour le susdit déplacement . 45
(*d*) Une enquête est ordonnée sur la négligence qu'on remarque dans l'enseignement donné au Collège. 46
» — 8 OCTOBRE.— Proposition de transaction avec l'archevêque de Rouen au sujet du Grand Vicariat de Pontoise . . . 46
» — 25 OCTOBRE. — Délibération sur le même sujet. L'archevêque de Rouen accepte la transaction, sauf sur un point où il soulève une question de forme 47
1631. — 3 DÉCEMBRE.— (*a*) Le procureur syndic soulève un incident au sujet de la présence à l'assemblée de Mathieu L'Escombart, Elu. — Ajournement de la discussion. 48
(*b*) Les échevins se plaignent d'avoir été calomniés par l'argentier dans un exploit qu'il leur a signifié. Il est convenu qu'on supprimera l'original et les copies de l'exploit. 49
(*c*) Il est enjoint aux échevins de communiquer au procureur du roi les affaires qui doivent être mises en délibération avant la convocation des assemblées. 50
1633. — 12 MAI. — La peste fait sa réapparition. L'assemblée de ville se préoccupe de mettre un prêtre à la disposition des malades chargé de les assister et de leur administrer les Saints Sacrements. 53
» — 17 MAI. — La peste augmente : elle vient de se déclarer dans trois maisons. Il est à craindre que la ville ne soit totalement infectée, faute d'avoir un local où l'on puisse transporter les malades. Les dames de l'Hôtel-Dieu s'obstinant, malgré les arrêtés du Parlement, à refuser l'entrée du lieu destiné à la réception et au pansement des malades, l'assemblée décide que le lieutenant, assisté des gens du roi, des échevins et du syndic, enjoindront à la prieure et aux religieuses d'avoir à obéir aux décisions de la justice 54
» — 16 SEPTEMBRE, 4 et 14 NOVEMBRE. — Nomination et installation de François Leroux comme principal du Collège. 55
» — 3 OCTOBRE.— L'assemblée est d'avis que les échevins et syndic sont

égaux entr'eux et que la qualification de premier échevin prise par l'un d'eux ne peut être admise sans préjudice à l'autorité de ses autres collègues. 57

1634. — 14 JUILLET. — (*a*) Difficultés avec les élus de Gisors qui émettent la prétention de procéder à l'assiette de la taille à Pontoise. — Les échevins reçoivent mandat de résister à cette prétention 59

(*b*) Saisie des deniers de l'octroi opérée à la requête de Jehan Petit, ancien argentier. — Les échevins sont autorisés à en poursuivre la mainlevée. . 60

» — 23 JUILLET. — Suite des difficultés avec les élus de Gisors au sujet de l'assiette et de la perception des impôts. — V. arrêt de la Cour des aides du 13 juin 1634, p. 62 60

» — 24 NOVEMBRE. — (*a*) Jean Petit, ancien argentier, ayant assigné la ville en paiement du reliquat de son compte, les échevins sont autorisés à s'arranger avec lui 64

(*b*) Les Ursulines obtiennent la concession d'une fontaine dans leur couvent. 65

(*c*) Étienne Cornu, messager de la ville, obtient une diminution d'impôt, à raison des services qu'il rend à la ville ; ses voyages sont réglementés . 65

(*d*) Les médecins n'obtiennent pas la diminution d'impôts qu'ils avaient demandée, mais obtiennent de ne pas être nommés répartiteurs de l'impôt 66

(*e*) Les échevins et syndic sont autorisés à s'opposer par toutes voies de droit, aux frais de la ville, à leur nomination de répartiteurs pour le cas où ils seraient élus en cette qualité.

(*f*) Il est fait don aux Jésuites de la place vague de la porte du Bucherel, à la charge d'indemniser les réclamants 66

(*g*) Les échevins sont autorisés à offrir à l'élu de Gisors de payer l'employé qui tiendrait en son nom à Pontoise le bureau de recettes. . . . 67

1635. — 30 JUILLET. — (*a*) Difficultés entre les officiers du grenier à sel, les collecteurs des tailles et les échevins au sujet de la taille dont les officiers du grenier se prétendent exempts 70

(*b*) Plainte contre l'élu de Pontoise qu'on accuse de partialité et de malversations. Les échevins et syndic sont autorisés à interjeter appel des jugements rendus par l'élu, même de prendre celui-ci à partie 70

1636. — 14 MARS. — (*a*) Aucun habitant ne s'étant présenté pour élire les collecteurs des tailles, il est décidé que les

habitants seront convoqués de nouveau : si personne ne se présente, les échevins nommeront d'office les répartiteurs et collecteurs. . . . 73
(*b*) En ce qui touche les prétendus exempts, les échevins s'informeront près des villes voisines de leur manière de procéder à leur égard. 73
1636. — 9 Mai. — (*a*) Tentative d'assassinat sur deux échevins, rue de la Coutellerie : un procès sera intenté contre l'auteur de la tentative 74
(*b*) Les échevins sont autorisés à emprunter 6,000 livres au denier 20 pour racheter les rentes au denier 12 que doit la ville 74
» — 19 Mai. — Les officiers du grenier à sel et ceux de la justice ordinaire qui se prétendent exempts des tailles, sont provisionnellement inscrits aux rôles ; cependant deux délégués sont désignés pour se rendre à Senlis, Compiègne, Noyon, Chauny, Mantes et autres villes circonvoisines, à l'effet de s'informer de l'usage suivi en pareille matière 75
» — 19 Septembre. — Antoine de Ver, vicaire de Saint-Maclou, est nommé prêtre des malades, des pestiférés et de ceux en danger de mort, moyennant 100 livres par an. 76
» — 6 Novembre. — La ville reçoit l'ordre du roi de pourvoir à la subsistance d'un régiment qui vient tenir garnison à Pontoise. Les asseieurs et les collecteurs remettront à cet effet aux échevins la somme de 1,000 livres et telles autres sommes jugées nécessaires 77
» — 1er Décembre. — Les échevins sont autorisés à recevoir des collecteurs des tailles une somme de trois mille livres tournois pour satisfaire à une réquisition du marquis de Brézé, tenant garnison à Pontoise, et de prendre toutes sommes utiles pour répartir cet impôt entre les habitants de la ville 79
1637. — 26 Janvier. — (*a*) Les échevins reçoivent l'ordre de payer au roi, à titre d'emprunt, la somme de 35,000 livres tournois qui seront remboursables de deux mois en deux mois, à partir de fin février 1637, et de répartir cette somme à titre d'impôt sur tous les habitants sans exception. Il est décidé que le syndic de la ville, accompagné de l'argentier, se transportera dans les villes voisines à l'effet de se renseigner sur la conduite qu'elles tiennent en pareille occurence . 80
(*b*) Il est impossible de continuer à payer les subventions du régiment de M. de Brézé ; les collec-

teurs des tailles n'ont plus de fonds et il y a peu d'espoir d'obtenir des paroisses voisines le paiement de leur participation. — L'assemblée décide qu'il y a lieu d'exercer des poursuites contre les collecteurs et les paroisses. . . . 81

(*c*) On décide que sommation sera faite aux pairs et conseillers de venir aux assemblées quand ils y seront convoqués, et ce, sous peine d'amende et de dommages-intérêts. 82

1638. — 5 Février. — Gabriel de Saint Denis et Robert Cossart sont élus échevins pour trois ans 82

» — 19 Février. — Les échevins sont autorisés à émettre un emprunt pour payer les dettes de la ville et faire face aux autres dépenses urgentes nécessitées par des procès en cours ; ils devront poursuivre le paiement du droit de courte pinte et mettre un droit d'octroi sur le bois qui entre et se consomme en ville, ainsi que sur les cotrets et fagots, sauf à obtenir l'autorisation du roi, si besoin est. Ils devront, en outre, poursuivre devant le Conseil privé du roi la décharge du quatrième quartier d'un emprunt précédent. 82

» — 9 Mars. — Le Conseil de ville ordonne de vérifier le compte des fournitures faites au régiment de M. le marquis de Brézé, et poursuivre devant le Conseil privé du roi la décharge du dernier quartier de l'emprunt, de prendre conseil à Paris pour un procès pendant entre la ville et les frères Mathurins devant la Cour des Aides, et d'emprunter une somme de 300 livres tournois au Collège et pareille somme à la Confrérie aux Clercs 83

» — 17 Juin. — Les échevins sont autorisés à se rendre à Rouen, près des Trésoriers de France, pour l'exécution d'un arrêt du Conseil du roi qui a déchargé la ville du paiement du dernier quartier de l'emprunt. — Ils devront en outre prendre conseil sur certaines difficultés relatives à la perception de la taille. — Ils sont autorisés à procéder à la vente par adjudication d'une maison qui a été donnée au Bureau des pauvres 85

» — 23 Octobre. — Le Conseil décide d'ajourner la répartition d'un impôt de 7,386 livres 2 sols 6 deniers t. sur les habitants de la ville que leur commandent d'établir les élus de Gisors pour la subsistance des gens de guerre pendant l'hiver, et autorise les échevins à poursuivre devant le Conseil privé du roi la décharge de cet impôt ainsi que la remise

du paiement des deux derniers quartiers des tailles, vu la pauvreté de la ville et les ravages de la peste. — Un emprunt est voté pour faire face aux dépenses de ces instances 86
1639. — 4 Janvier. — Aucun habitant de la ville autre que les officiers de justice ne s'étant présenté à l'assemblée, le Conseil s'ajourne au vendredi suivant et décide que la convocation sera publiée aux messes paroissiales de la ville avec exhortation aux habitants de se présenter à la réunion pour délibérer sur les affaires de la ville 87
» — 5 Décembre. — Décision sur le paiement des gages de l'horloger de Saint-Maclou 95
1640. — 27 Février. — Reddition de compte des échevins. — Projet d'impôt pour rembourser le reliquat 90
» — 12 Mai. — Droits établis sur certaines marchandises en exécution d'une précédente délibération 93
» — 2 Juin. — Une grève de bouchers à Pontoise. — Les bouchers sont condamnés à l'amende pour n'avoir pas mis de viande en vente sur leurs étaux 88
1644. — 16 Janvier. — Les échevins sont autorisés à requérir des lettres patentes du roi pour obtenir par voie d'impôt le paiement de leurs comptes qui ont été apurés 97
» — 19 Avril. — Répartition d'une taxe sur les habitants. — Les deux collecteurs choisis sont exemptés pour l'avenir de faire aucune collecte ou répartition 99
» — 16 Juin. — Les échevins sont autorisés à intervenir en appel dans une affaire intéressant deux marchands de Pontoise qui ont été condamnés par le prévôt des marchands et les échevins ds la ville de Paris, et à soutenir que la ville de Paris ne peut avoir aucune juridiction sur les marchands de bois de Pontoise. 98
» — Octobre. — Les échevins sont autorisés à emprunter jusqu'à concurrence de 1000 livres pour pourvoir aux nécessités de la ville pendant la durée de leur fonction . 100
1642. — 21 Mars. — Élection de Sébastien Gruel aux fonctions de syndic. . 103
» — 23 Octobre. — Les échevins sont autorisés à emprunter et à lever sur les habitants un impôt destiné à faire face aux nécessités pressantes de la ville et à défendre aux poursuites dont ils sont l'objet 103
» — 2 Novembre. — Préambule d'un procès-verbal de délibération. . . 105
1643. — 2 Janvier. — L'assemblée de ville refuse de reconnaître la validité d'un emprunt de 1,000 livres qu'aurait contracté, sans autorisation, Nicolas Charton, échevin . . . 105
» — 7 Mai. — Les échevins et syndic obtiennent une diminution d'impôt en raison de leurs procès 109
» — 22 Mai. — (*a*) L'assemblée surseoit à délibérer sur des poursuites

exercées contre les échevins à raison du paiemeut de droits d'amortissement concernant le Collège. 109
(*b*) Elle surseoit également à délibérer sur l'intervention des héritiers de Bonaventure Soret dans un procès d'entre les échevins et un sieur Fredin . . . 109
1643. — 27 Mai. — (*a*) L'assemblée s'occupe de l'examen du compte des subsistances des gens de guerre en 1636 et 1637 . . 110
(*b*) Les échevins et syndic poursuivis aux requêtes de l'Hôtel pour des dégradations qui auraient été commises à des propriétés saisies par leurs prédécesseurs au nom du Collège, demandent à l'assemblée de leur procurer des pièces utiles pour défendre au procès. 110
(*c*) Les échevins sont autorisés à emprunter pour payer les droits d'amortissement consentis au Collège. 111
(*d*) Ils sont autorisés à échanger une pièce de terre appartenant au Collège, comme dépendante de la chapelle d'Yvry-le-Temple, contre une autre pièce de terre appartenant à la Commanderie dudit lieu 111
(*e*) L'assemblée décide de réclamer en justice de Madame d'Aiguillon, héritière du Cardinal de Richelieu, le paiement des arrérages dus à la ville par le Domaine de Pontoise. 111
» — 5 Décembre. — (*a*) Les échevins sont autorisés à traiter avec le commandant de la Compagnie de la Reine qui tient garnison en la ville de Pontoise et d'obtenir de lui un allègement des frais d'entretien de la Compagnie, et, si faire se peut, d'obtenir son départ de la ville 112
(*b*) Les échevins doivent demander au receveur de la ville de surseoir aux poursuites qu'il exerce contre la duchesse d'Aiguillon à raison des sommes par elle dues pour l'entretien de la voirie. 112
(*c*) Difficultés avec le messager de la ville 113
1644. — 29 Janvier. — (*a*) Les échevins sont autorisés à percevoir la somme de 8,000 livres à titre d'avance sur les habitants les plus aisés pour la subsistance de la garnison. 113
(*b*) L'assemblée décide que les échevins continueront d'exercer leurs fonctions jusqu'après le départ de la garnison, à raison des difficultés qui existent du fait de cette garnison 114
» — 3 Mars. — (*a*) Une enquête criminelle est ordonnée contre ceux qui ont voulu s'opposer à la base d'une taxe pour l'entretien de la garnison 114
(*b*) Arbitrage après procès entre la ville de Pontoise et la veuve Cossart au sujet de ses contributions. 115

(*c*) Nomination de deux huissiers de l'Hôtel-de-Ville . . 116

1644. — 22 Avril. — (*a*) L'assemblée ratifie un projet de convention arrêté avec le capitaine de la garnison au sujet du logement de celle-ci 116

(*b*) Les échevins arrivés au terme de leur mandat en demandent décharge. L'assemblée décide qu'elle statuera mardi prochain et procèdera à la nomination de nouveaux échevins 117

(*c*) L'assemblée décide qu'en exécution du vœu fait à la Vierge Marie, l'image de celle-ci sera placée au-dessus de la porte Notre-Dame et qu'il sera prélevé pour les travaux 150 livres sur les revenus du Collège 118

» — 26 Avril. — Le conseil ratifie de précédentes délibérations : il décide qu'il ne sera remis aucun nouvel argent à la garnison sans un état des dépenses et autorise les échevins à intervenir devant le parlement de Paris dans une instance pendante entre Mathurin Lescombart, élu, et le lieutenant, au sujet de la liquidation du remboursement des dépenses faites par les gens de guerre chez divers particuliers. 118

» — 10 Juin. — (*a*) Les échevins et syndic sont autorisés à suivre toutes instances contre ceux qui refusent de payer l'impôt 119

(*b*) Réglement d'un compte entre la ville et les veuve et héritiers de Jean Langlois, ancien syndic . . 120

(*c*) Transaction avec M. de Belleville au sujet des rentes dues au Collège et au sujet de détérioration à une maison dépendant de la succession de M. de Sailly 121

(*d*) Difficulté avec la Chambre des Comptes de Rouen, au sujet d'une exemption d'une partie des tailles . 121

(*e*) Les échevins sont autorisés à payer des arrérages de rentes dus à des créanciers de la ville . . .

(*f*) L'assemblée refuse d'autoriser les échevins à présenter par trimestre un état des affaires de la ville et de leurs dépenses. — Il leur suffira de présenter un mémoire sur les affaires quand il y aura lieu 122

(*g*) Nomination de nouveaux membres au Bureau des pauvres 122

» — 27 Aout - 12 Septembre. — M. Retart est choisi comme principal du Collège 123

» — 10 Novembre. — (*a*) Projet de création d'un atelier de charité . . . 124

(*b*) Election des collecteurs des tailles et remèdes à apporter aux abus qu'ils commettent. . . . 124

(*c*) Les syndic et échevins sont autorisés à intervenir

dans un procès pendant au Parlement entre le mesureur des grains et ses fermiers 125
(*d*) Mesures prises contre le receveur municipal qui refuse d'avancer à la ville les fonds nécessaires pour pourvoir aux affaires de celle-ci. . . . 125
(*e*) Fixation de l'heure et des jours de départ du messager de la ville pour Paris. 125
(*f*) Paiement d'un reliquat de compte d'un argentier. 126
(*g*) Plaintes contre l'Elu qui est accusé de commettre des abus de procédure 126
(*h*) Autorisation de percevoir le droit de havage aux lieu et place de l'exécuteur de Haute Justice . 126
(*i*) Autorisation de clore et arrêter les comptes d'anciens échevins. 127
(*j*) Décharge est accordée à Madame la duchesse d'Aiguillon de ce qu'elle doit à la ville pour l'entretien des chaussées. 127
(*k*) Autorisation de solliciter la levée de nouvelles taxes sur les habitants pour les dépenses de la garnison. 128
1644. — 20 Novembre. — Autorisation est donnée aux échevins d'employer tous les moyens, même le paiement de sommes d'argent, pour éviter de recevoir une garnison nouvelle. 128
1645. — 24 Mars. — Élection de Me François Lecouturier, comme syndic . . 129
» — 26 Aout. — Répartition d'une taxe de 8,000 livres entre les habitants. 130
» — 2 Octobre. — Nomination des collecteurs pour la levée des taxes ordonnées par arrêt du conseil de Normandie. 131
1647. — 8 Mars. — Transaction avec l'argentier de la ville 136
» — 14 Mai. — Jean de Saint Denis et Guy Riou sont élus échevins, en remplacement de Demachy et Seigneur dont les pouvoirs sont expirés 130
1648. — Mai. — Élection de Nicolas Guesdon, procureur du roi, comme syndic, en remplacement de Me Lecouturier. . . . 130
Sans date. — (*Mis sur le registre après l'arrêt du Conseil d'État du 4 août 1646, lequel est placé lui-même à la suite des mentions ci-dessus, de 1647 et 1648*). Nouvelle levée de 3,000 livres pour l'entretien de la garnison. . 135
1648. — 13 Juillet. — (*a*) Difficultés au sujet de la levée des avances imposées aux contribuables pour la subsistance des prisonniers de guerre. 144
(*b*) Arrivée de la reine à Pontoise 144
» — 17 Juillet. — Les échevins sont autorisés à faire les démarches nécessaires pour confier aux jésuites la direction de l'enseignement du Collège. 135
» — 5, 7 et 9 Septembre. — Établissement d'un rôle d'habitants chargés d'avancer les frais nécessaires pour nourrir les prisonniers de guerre logés à Pontoise . . . 138

Sans date. — *Placé sur le registre à la suite de la délibération précédente.* — Les échevins en charge et l'argentier sont taxés à une taille annuelle de 50 livres pendant la durée de leur charge. 143

1649. — 15 JANVIER. — Election d'un argentier. On propose de modifier l'organisation de la municipalité 144

» — 11 OCTOBRE. — Les échevins sont autorisés à former opposition à un arrêt du parlement rendu par défaut contre eux à la requête du recteur et de l'Université de Paris. 145

» — 30 DÉCEMBRE. — (*a*) Les échevins sont autorisés à faire les démarches nécessaires pour obtenir une diminution des tailles pour l'année 1650.

(*b*) Nicolas Turpin, argentier, est autorisé à avancer 300 livres pour la levée d'un arrêt du Conseil d'Etat qui prescrit de faire rembourser par l'élection de Gisors une somme de 7.954 livres que la ville a payée pour l'entretien des prisonniers espagnols. 146

1650. — 13 MAI. — Nicolas More offre de faire don à la ville de 450 livres qui sont nécessaires à celle-ci pour la subsistance des gens de guerre, à la condition d'être déchargé désormais de la charge de collecteur des tailles. L'offre est acceptée. 147

» — 24 JUIN. — Expulsion d'un régent du Collège et congé donné à deux autres. 148

» — 1er JUILLET. — (*a*) Election de deux échevins et d'un argentier . . . 149

(*b*) Nomination de deux délégués pour arrêter les comptes des échevins sortants 149

» — 4 JUILLET. — Présentation de M. Mansuet comme principal du Collège 150

» — 18 JUILLET. — Nomination de M. Mansuet comme principal du Collège. 151

» — 26 JUILLET. — Emprunt de 10,000 livres pour subvenir aux frais du régiment de Navarre en garnison à Pontoise . 151

» — 4 NOVEMBRE. — Intervention de la ville dans un conflit de juridiction entre les élus de Gisors et ceux de Pontoise. . 153

» — 2 DÉCEMBRE. — (*a*) Intervention de la ville dans une instance pendante devant la Cour des Aides entre le fermier des droits sur les vins et plusieurs habitants de Pontoise, ayant vignes et maisons dans le ressort de l'Election de Paris 154

(*b*) Envoi d'un exprès à Rouen pour l'acquit d'une dette envers la duchesse d'Aiguillon 155

(*c*) Une réduction de taille est accordée à Jean de la Varenne, économe au collège de Pontoise depuis plus de 26 ans 155

(*d*) Réduction de taille en faveur de deux agents de la ville 156

1651. — 9 Février. — Levée d'une contribution sur les habitants de Pontoise pour subvenir aux frais de nourriture de prisonniers qui sont logés au château et pour les besoins de la ville 156
» — 10 Juillet. — Le messager de la ville obtient une diminution sur le taux de sa taille 159
» — 14 Juillet. — Pierre Dagneaux, notaire, est élu syndic des habitants aux lieu et place de Nicolas Guesdon sortant de charge 159
» — 3 Aout. — (*a*) Démarches faites par la ville près du chancelier pour obtenir décharge d'une partie des tailles . . . 160
(*b*) Les échevins informent l'assemblée que les élus de Gisors ont présenté requête au Conseil d'Etat afin d'être autorisés à exercer leur juridiction à Pontoise, nonobstant toute possession des élus de Pontoise et arrêt à ce contraires 161
(*c*) Ils font savoir que dans la même instance ils ont demandé qu'il soit établi à Pontoise un bureau spécial des tailles ; ils proposent à l'assemblée de faire des démarches près de M. le Chancelier pour obtenir ce bureau. L'assemblée approuve et vote une imposition de 1,000 livres sur les habitants. 161
1652. — 9 Janvier. — Des mesures sont prises pour assurer la sécurité de la ville 162
» — 23 Avril. — L'assemblée ordonne la suppression d'un libelle diffamatoire contre les échevins et fait défense à quiconque de le produire, sous peine de poursuite 163
» — 17 Mai. — Les dépenses de la nourriture et du logement des gens de guerre sont réparties sur tous les habitants . . 164
» — 31 Mai. — L'assemblée n'étant pas en nombre suffisant s'ajourne au lendemain pour délibérer sur le point de savoir si elle maintiendra la perception d'un impôt sur les grains et farines 166
» — 5 Juin. — L'assemblée décide de demander : 1° à la Cour des aides de faire défense à l'Elu de Gisors d'exécuter les contraintes qu'il a décernées contre les habitants de Pontoise pour obtenir paiement de la taxe de garnison des gens d'armes, cette taxe ne devant être perçue que dans les villes qui sont exonérées du logement effectif des troupes ;
2° au Conseil du roi, d'autoriser la ville à percevoir un droit sur les grains et farines ;
3° à M. Le Tellier d'obtenir une subvention sur les tailles destinée à réparer les fortifications de la ville 167
» — 24 Juin. — Mesures prises pour la sécurité de la ville 170

1652. — 2 Juillet. — L'assemblée décide, pour obéir aux ordres du roi, de réunir à Pontoise le plus grand nombre de bateaux possible et tous les bois et accessoires nécessaires pour la construction d'un pont de bateaux sur la Seine 171

1653. — 14 Avril. — Les échevins et syndics sont autorisés à transiger avec le propriétaire d'une maison au sujet des dégâts commis par les habitants et les soldats du régiment de Navarre qui ont installé un corps de garde dans cette maison 173

» — 14 Avril. — Difficultés au sujet de l'établissement de l'assiette des tailles et du privilège des échevins sortant de charge de ne pas être collecteurs de la taille. . 174

» — 13 Mai. — L'assemblée décide d'offrir une certaine somme immédiatement pour obtenir soit une diminution de taille, soit une taille abonnée 176

» — 27-29 Décembre. — Constitution et réglement d'un bureau des pauvres enfermés. 183

1654. — 19 Janvier. — Transaction sur poursuites exercées contre divers particuliers 182

» — 21 Juin. — Les échevins sont autorisés à se pourvoir devant toute juridiction compétente contre les abus et vexations de l'Elu de Gisors et demander l'établissement à Pontoise d'un présidial d'Election ressortissant de la généralité de Paris . . 188.

» — 13 Juillet. — Les échevins rendent compte du résultat de leur intervention dans l'instance pendante au Conseil du roi entre l'Election de Pontoise et celle de Gisors ; ils sont autorisés à prendre conseil à Paris près de personnes compétentes afin d'aviser à ce qu'il conviendrait de faire . . . 189

» — 11 Septembre. — Les échevins sont autorisés : 1° à se pourvoir devant le Conseil du roi pour obtenir une diminution de la taille ;

2° à intervenir sur des poursuites intentées devant la Chambre des Comptes contre d'anciens receveurs ;

3° à prier le grand vicaire de maintenir l'usage de faire chanter le *Te Deum* à Saint-Maclou et non à Saint-Mellon, à l'occasion de la levée du siège d'Arras ;

4° à donner satisfaction à un sieur Raflé qui réclame le paiement du bois par lui fourni pour l'établissement d'un pont de bateaux sur la Seine destiné au passage des troupes du roi ;

5° à examiner et régler les comptes d'anciens échevins ;

6° enfin à régler la gestion des quêtes faites pour les pestiférés 191

1655. — 16 Avril. — 1° Nomination d'une commission chargée d'examiner les comptes de précédents collecteurs des tailles ;

2° Convocation du chirurgien des malades atteints de la peste au sujet de son traitement ;

3° Autorisation donnée aux échevins de faire réintégrer dans les bureaux de la ville les papiers et titres lui appartenant ;

4° Autorisation donnée aux échevins de prendre toutes mesures utiles à l'effet de faire dépendre l'Election de Pontoise de la Généralité de Paris ;

5° Convocation des messagers de la ville pour les entendre sur les difficultés qui les divisent . . 193

» — 10 Mai. — Les échevins sont autorisés à intervenir dans une instance engagée devant le Conseil du roi à l'occasion de l'exécution d'un édit érigeant une Élection principale en la ville de Pontoise, dépendant de la Généralité de Paris 195

» — 31 Mai. — L'assemblée, considérant la pénurie des ressources de la ville, en face des procès divers qu'elle est obligée de soutenir, sollicite l'établissement d'un octroi. 196

» — 14 Juin. — Apprenant que l'Election en chef établie à Pontoise, est supprimée, l'assemblée décide de consulter sur ce sujet à Paris l'avocat de la ville et de demander au besoin la création à Pontoise d'une Election en chef de la Généralité de Normandie 198

» — 18 Juin. — (*a*) Les échevins donnent connaissance d'une consultation de Mes de Belleville et Delafosse, avocats au Conseil d'état, sur les difficultés relatives à la création à Pontoise d'une Election principale et d'un bureau de recettes des tailles. L'assemblée est d'avis qu'il y a lieu de présenter requête pour être abonné avec une ligue de contribuables et avoir uu bureau de recettes des tailles à Pontoise. Elle ajourne toutefois au lendemain la décision définitive que devra prendre une assemblée plus nombreuse. 200

(*b*) Les collecteurs des tailles ayant imposé les syndic, échevins et argentier au delà de la somme de 50 livres par an fixée à forfait pendant la durée de leur charge, l'assemblée décide que le réglement sera maintenu et autorise les syndic, échevins et argentier à se faire rembourser des sommes qu'ils ont payées en trop 200

(*c*) Des poursuites sont ordonnées contre plusieurs officiers qui se prétendent exempts de la taille. . . . 201

1655. — 19 et 20 Juin. — (*a*) Le 19 juin, l'assemblée se trouvant trop peu nombreuse, s'ajourne au lendemain entre trois et quatre heures de l'après-midi à l'issue des vêpres. MM. les curés sont priés d'exhorter les habitants à assister à la réunion 204

(*b*) Le lendemain, l'assemblée confirme la décision prise le 18 juin. 204

» — 5 Aout. — (*a*) La ville ayant obtenu du Conseil du roi de voir ses contributions fixées par les agents royaux à l'encontre des receveurs de Gisors, la munipalité est autorisée à poursuivre l'exécution des arrêts et d'avoir à Pontoise un bureau spécial des recettes 205

(*b*) L'assemblée réglemente le service et les salaires des messagers de la ville, ainsi que leur livrée qui doit être aux couleurs de la ville 205

(*c*) Elle approuve un contrat passé entre la municipalité et Jacques Gauldron le jeune, charpentier, relativement aux réparations et à l'entretien des ponts-levis, barrières et gardes-fous de la ville . 205

» — 10 Septembre. — (*a*) L'assemblée autorise les échevins et syndic à exercer des poursuites contre le bedeau de Saint-Mellon qui s'est permis de marcher en avant des échevins et du syndic de la ville et de causer ainsi du désordre et du scandale, lors de la procession du vœu. 210

(*b*) Elle autorise également la municipalité à faire toute diligence pour terminer un procès pendant devant la Cour des Aides de Paris entre Jean Soret et l'ancien Elu au sujet de certaines impositions 210

(*c*) En même temps, elle autorise les poursuites contre d'anciens collecteurs des tailles qui ont négligé de répartir les taxes en temps utile et de faire les recettes 211

1657. — 17 Aout. — Thomas Duvivier est déchargé de ses fonctions de syndic. Guillaume Dubois est nommé en son remplacement 215

1659. — 16 Aout. — Guillaume Lecousturier et Jacques Foubert sont déchargés de leurs fonctions d'échevins ; David Aubery et Nicolas Dupré sont choisis pour leur succéder . 215

1660. — 17 Aout. — Guillaume Dubois est déchargé des fonctions de syndic ; Jean Cossart est nommé pour lui succéder . . 216

» — 21 Décembre. — Antoine Favé est nommé argentier en remplacement de Nicolas Jeufosse 217

1665. — 3 Aout. — Lettre du roi enjoignant à l'assemblée de choisir deux échevins qu'il désigne nommément 219
La duchesse d'Aiguillon s'oppose à l'exécution de la lettre royale prétendant qu'en sa qualité de gouvernante et d'engagiste du domaine de Pontoise, elle a le droit de nommer le premier échevin. Elle consent toutefois à nommer premier échevin celui qu'a désigné le roi 219
Note à l'appui de l'opposition 220
» — 11 Aout. — Procès-verbal est dressé de la remise de l'ordre du roi et des difficultés d'exécution 221
» — 11 Aout. — Autre procès-verbal. — Il est sursis à statuer jusqu'à ce qu'une décision soit intervenue sur l'opposition de la duchesse d'Aiguillon 222
» — 27 Aout. — Exécution de la lettre du roi à la suite d'un arrêt du Conseil d'Etat du 21 août 1665. — L'un des échevins nommés demande d'être déchargé de ses fonctions vu son état de santé : il déclare en référer au roi 226
1666. — 14 Mars. — Les échevins sont autorisés à transiger un procès avec Gauldron, charpentier, au sujet des réparations des ponts-levis de la ville. 227
1672. — 4 Juillet. — Les échevins sont autorisés à s'opposer à toutes mesures que voudrait prendre l'archevêque de Rouen portant atteinte aux droits et privilèges de la ville, eu égard au grand vicariat, à l'officialité et à l'archidiaconé de la ville, à l'occasion du synode que l'archevêque doit tenir prochainement à Pontoise 231
» — 18 Septembre. — Les échevins sont autorisés à faire exécuter les réparations nécessaires à la canalisation de l'eau de Busagny et à résoudre le contrat d'entretien qui avait été consenti avec la personne qui en avait l'entretien 232
1673. — 19 Février. — Les échevins sont autorisés à toucher la somme de 2.730 livres en principal et intérêts qui doit être employée à la fondation de bourses au Collège des Grassins, à Paris, en faveur d'élèves nés à Pontoise. — Cette somme provient d'un legs fait à la ville par Jehan Cocqueret, docteur en Sorbonne, ancien principal dudit collège. . 234
» — 25 Juin. — (*a*) Autorisation donnée aux échevins d'obtenir des lettres patentes du roi pour établir des taxes sur les vins et autres boissons qui se consomment à Pontoise et au faubourg l'Aumône. 235
(*b*) Il est pourvu à la garde des portes de la ville par la nomination d'officiers préposés à cette garde. . 237

1673. — 6 Juillet. — L'assemblée vote des actions de grâce pour la prise de Maëstrisch 287
» — 22 Aout. — Denis Langlois est nommé huissier de la ville, en remplacement de Hierosme Barbier décédé 288
1674. — 7 Septembre. — François Deslyons, Christophe Levasseur et Gabriel Brisset, sont nommés échevins en remplacement de Letellier, Fournier et Soret sortant de charge. 293
1677. — 12 Mai. — Réjouissances publiques ordonnées pour fêter la prise de Saint-Omer. 296
» — 5 Juin. — Des réjouissances publiques sont ordonnées pour fêter les succès remportés par la flotte française sur celle de la Hollande. 301
» — 5 Septembre. — François Letellier, Antoine Gruel et Pierre Thévenet sont nommés échevins aux lieu et place de François Deslyons, Christophe Levasseur et Gabriel Brisset sortant de charge 318
1679. — 3 Mai. — L'Assemblée arrête le cérémonial qui doit être suivi pour les proclamation et célébration du traité de paix de Nimègue 318
» — 6 Mai. — Procès-verbal de la publication et de la fête de la paix de Nimègue. 322
» — 29 Novembre. — Publication de la paix entre les rois de France, du Danemark et de Norvège, et l'Electeur de Brandebourg 324
» — 1er Décembre. — Procès-verbal de la publication et de la fête de la paix avec le roi de Danemark et de Norvège et l'Electeur de Brandebourg 326
1680. — 16 Aout. — Claude Langlois et Jacques Cuvernon sont nommés échevins en remplacement de François Letellier et Antoine Gruel 327
» — 9 Septembre. — Les échevins sont autorisés à se défendre en justice contre la prétention d'un sieur Porlier de conserver une clé du regard des fontaines et à exiger de lui la restitution de la clé qu'il possède. Ils sont également autorisés à s'opposer à l'exécution d'un arrêt du 17 juillet précédent interprétant au profit de l'Hôtel-Dieu d'une façon abusive les lettres patentes de 1653 329
1681. — 2 Janvier. — Les échevins sont autorisés à poursuivre le recouvrement d'une rente constituée par la ville de Rouen au profit des habitants de Pontoise sur les droits perçus sur le vin entrant à Rouen 333
1682. — 21 Juillet. — Les échevins sont autorisés à suivre sur l'opposition par eux formée à l'exécution d'un arrêt de la Cour des aides et à l'enregistrement des lettres patentes d'enregistrement et de vérification dudit arrêt, et à avancer les sommes nécessaires à cet effet, comme aussi d'exercer toutes pour-

suites utiles tant devant la Cour des aides et le Conseil du roi que partout ailleurs. 350

1682. — 11 et 12 Aout. — Réjouissances publiques ordonnées pour fêter la naissance du duc de Bourgogne. — Lettre du marquis de Cœuvres 351

1683. — 22 Février. — L'assemblée décide que le legs de 4.000 livres fait à la ville par Coqueret, docteur de Sorbonne, principal du collège des Grassins, pour la fondation de deux bourses audit collège, ne sera pas divisé, et que si la Fabrique de Notre-Dame en réclame une partie, il lui sera constitué une rente foncière rachetable avec garantie hypothécaire sur tous ses biens . . . . . 335.

» — 15 ..... — Il est arrêté qu'une assemblée sera faite à la Confrérie aux Clercs entre les prévôts et membres de la confrérie et les échevins de la ville, pour rechercher les moyens financiers de relever le collège de la ville 353

» — 20 Mars-4 Avril. — Les échevins sont autorisés à traiter avec les pères Jésuites pour la direction et l'administration du collège 354

» — 13 Avril. — Les échevins sont autorisés à défendre devant le parlement de Paris à un procès qui est intenté à la ville par l'exécuteur testamentaire de Jean Coqueret, prêtre, docteur de Sorbonne, au sujet des deux bourses qu'il a instituées en faveur de jeunes gens de Pontoise au Collège des Grassins . . 358

» — 9 Juillet. — Ils sont autorisés à constituer en rente au profit de la collégiale de Saint-Mellon la somme de 4.000 livres provenant du legs de Jean Coqueret aux charges et conditions déterminées au contrat . 359

» — 30 Juillet. — Ils sont autorisés à donner à rente aux dames carmélites de Pontoise la somme de 4 000 livres provenant du legs Coqueret, aux lieu et place de la Collégiale de Saint-Mellon avec laquelle les échevins n'ont pu s'entendre pour ce placement . . . 360

§ 2.

Divers arrêts.

1624. — 26 Mars. — Arrêt du Conseil d'Etat faisant défense au seigneur de Neuville, à son entrepreneur et à tous autres de construire à Neuville un pont sur l'Oise. . . 275

» — 6 Mai. — Arrêt du Parlement de Paris rendu sur un procès entre la ville de Pontoise, la commune de Cormeilles-en-Vexin et l'Hôtel-Dieu, en appel comme d'abus d'une ordonnance du Grand Aumônier

de France qui avait interdit à l'hôpital de Pontoise de recevoir les malades atteints de maladie contagieuse. — Le Parlement, par arrêt provisionnel, tous droits et moyens des parties réservés quant au fond, enjoint à l'hôpital de Pontoise de recevoir lesdits malades 276

1624. — 1er Juin. — Arrêt du Parlement prononçant par provision main levée de saisies pratiquées à la requête des échevins de Pontoise sur les meubles, bestiaux et autres objets saisis sur les fermiers de l'Hôtel-Dieu de Pontoise, à charge par les religieuses de payer 1.000 livres aux échevins. Cette somme sera employée en achat de meubles et en frais de nourriture pour les malades atteints de la contagion 278

1630-1631. — 15 Novembre et 31 Mars. — Homologation par le Parlement d'une transaction sur procès intervenu entre la ville de Pontoise et l'archevêque de Rouen au sujet du Grand Vicariat. 51

1634. — 13 Juin. — Arrêt de la Cour des aides, faisant défense aux élus de Gisors de prendre connaissance du fait des tailles et aides de l'élection de Pontoise. . . 62

1640. — 10 Mai. — Arrêt du Conseil du Roi qui autorise la Ville à fournir pendant 6 ans la somme de 3.000 livres par an sur les denrées et marchandises qui se consomment en vllle 92

» — 24 Juin. — Arrêt du Conseil d'Etat qui décharge la ville de Pontoise de la somme de 4.000 livres tournois pour l'entretien des gens de guerre qui doivent séjourner dans la province de Normandie 94

1641. — 3 Aout. — Arrêt du Conseil d'Etat déchargeant la Ville du paiement de 2.085 livres pour l'entretien des gens de guerre qui séjournent en Normandie. 95

1646. — 4 Aout. — Arrêt du Conseil d'Etat qui ordonne d'assigner les collecteurs de la somme de 8.000 livres afférentes aux années 1644 et 1645 devant l'intendant de la justice et des finances de la Généralité de Rouen pour rendre compte des recettes et des dépenses de cette perception et d'en verser le reliquat entre les mains de l'argentier de la Ville. . . 133

1651. — 26 Avril. — Arrêt du Conseil d'Etat qui enjoint au receveur des tailles de l'élection de Gisors de tenir compte aux habitants de Pontoise sur les taille et subsistance de l'année d'une sommc de 10.252 livres quinze sols qu'ils ont avancé au régiment de Navarre suivant les ordonnances de Sa Majesté . . . 158

1652. — 15 Juin. — Arrêt du Conseil d'Etat qui ordonne qu'outre les sommes

qui sont ou seront incorporées cette année sur l'élection de Gisors, il sera imposé la somme de 4.000 livres destinées aux réparations des fortifications de la ville de Pontoise, et cette somme sera remise au receveur qui sera nommé par les habitants de Pontoise, à charge d'en rendre compte. 169

1652. — 17 Aout. — Arrêt du Conseil d'Etat, *tenu à Pontoise*, ordonnant que moyennant le payement par les collecteurs des tailles de Pontoise de l'année 1650, de la somme de 9.000 livres tournois, ils seront déchargés de la somme de 18.000 livres sur ce qu'ils doivent afférent à cette année de 1650 ; ils paieront cette somme au porteur des quittances de l'Epargne. — En outre, Sa Majesté décharge les habitants de Pontoise du cinquième des tailles et subsistance de la présente année. 172

1653. — 18 Juin. — Arrêt du Conseil d'Etat. Prenant en considération les pertes et misères subies par la Ville à la suite des passages et séjours des troupes, et des dépenses occasionnées par les travaux de défense, le Roi décharge les habitants de Pontoise : 1° de la somme de 15.321 livres 9 sols qu'ils restent devoir sur le principal des tailles de l'année 1652, 2° de celle de 15.000 livres sur le principal de leur taille de 1653 s'élevant à 33.565 livres sept sols, à la charge toutefois par les habitants de payer les autres impositions 177

1665. — 18 Aout. — Arrêt du Conseil d'Etat qui ordonne aux receveurs des tailles de l'élection de Gisors d'établir un bureau de recettes en la ville de Pontoise 208

» » Autre arrêt du Conseil d'Etat qui décide que désormais la ville de Pontoise sera taxée pour ses impositions par les commissaires du Roi à un taux modéré, à l'encontre du trésorier de Rouen et du receveur de Gisors 209

» 18 Septembre. — Arrêt du Conseil d'Etat. Lescombart, élu, et Deslyons, procureur du Roi en l'Election de Pontoise, sont maintenus en leurs charges, à l'encontre de l'opposition et des prétentions des Elus de Gisors. 212

1662. — 7 Juillet. — Arrêt du Conseil d'État portant que les échevins et argentier de la Ville ne doivent être taxés, durant leur charge, qu'à la somme de 50 livres par an fixée à forfait. 217

1665. — 21 Aout. — Arrêt du Conseil d'Etat donnant acte à Mme la duchesse d'Aiguillon de ses réserves et ordonne l'exécution de la lettre du Roi du 3 août 1665, qui en-

joint à l'assemblée d'élire deux échevins qu'il désigne nommément. 223

1668. — 3 Septembre. — Arrêt du Conseil d'Etat : Autorise les échevins de Pontoise à lever sur les habitants par les collecteurs des tailles, pour l'année 1668, la somme de 1.200 livres tournois, pour le rétablissement et les réparations des fontaines publiques, et celle de 300 livres par an pour les gages du fontainier. 283

1672. — 25 Avril. — Arrêt du Conseil d'Etat : Ordonne que, conformément à l'arrêt du 3 septembre 1668, Daudet, collecteur chargé du rôle des 1.200 livres d'une part, et de 300 livres d'autre part, continuera la levée de ces deux sommes et que les collecteurs des années 1669, 1670, 1671 et 1672, feront chacun la levée des 300 livres en vertu de rôles particuliers et distincts. 285

1674. — 21 Juillet. — Arrêt du Conseil d'Etat : Confirme de précédentes décisions concernant l'imposition à forfait de 50 livres, au profit des échevins pendant la durée de leurs charges — et fragments d'arrêt avant faire droit sur le même objet. 289-291

1675. — 16 Février. — Mention à l'arrêt du Conseil d'Etat qui maintient l'Election particulière de Pontoise. 293

» » Arrêt maintenant Villat, élu particulier de Pontoise, en son office d'élu de Pontoise, et Deslyons en son office de procureur du Roi en la dite Election. — Mémoire portant la date de 1674 précédent l'arrêt. 302-305

» 24 Juillet. — Arrêt du Parlement de Paris en faveur des gradués nommés sur le vicariat de Pontoise à l'encontre des gradués nommés sur l'archevêché de Rouen. . 294

1678. — 28 Juin. — Arrêt de la Chambre des Comptes de Paris ordonnant des poursuites contre les agents des deniers d'octroi pour les contraindre à rendre leurs comptes des années 1660, 1664, 1665, 1671 et suivantes jusqu'en 1675. 327

1680. — 13 Janvier. — Arrêt du Conseil d'Etat condamnant la duchesse d'Aiguillon à payer aux échevins de Pontoise la somme de 7.310 livres pour 34 ans d'une redevance annuelle de 215 livres, échue au jour de la demande et portée en arrêt du 25 septembre 1677, celle de 432 livres pour deux années échues au 25 septembre 1679 et continuer ainsi à l'avenir, les dites sommes devant être employées à la réparation des ponts, ponts-levis, ponts et chaussées de la ville de Pontoise . . 362

1680. — 26 Octobre. — Arrêt du Conseil d'Etat qui surseoit à statuer sur l'exé-

cution de l'arrêt du 17 juillet dernier et ordonne que les prieure et religieuses de l'Hôtel-Dieu seront assignées devant le Conseil pour s'expliquer sur les fins de la requête présentée par les échevins de Pontoise. 330

1681. — 22 Mars. — Arrêt du Conseil d'Etat rendu au profit de la Ville contre les religieuses de l'Hôtel-Dieu, ordonne que l'arrêt du Parlement de Paris du 13 mars 1598, rendu sur l'enregistrement des lettres patentes du mois de mars 1596 ensemble, certains articles du réglement du lieutenant de Pontoise du 12 août 1654, seront exécutés selon leurs forme et teneur, sans que les religieuses puissent lever aucun droit sur les denrées et marchandises de quelque nature et qualité qu'elles puissent être, passant dessus les ponts de Pontoise. . . . 336

§ 3

Actes divers.

1615. — 19 Septembre. — Arrivée de 200 piques et de 24 corselets remis par l'arsenal de Paris à la ville de Pontoise (v. délib. du 18 septembre 1015) 23

» 21, 22, 26 et 28 Septembre. — Remise des piques et des corselets à divers particuliers 23-26

1624. — 1er Juin. — Procès-verbal de compulsoire dressé à la requête des échevins de Pontoise, en vertu d'un arrêt du Parlement de Paris, des statuts et constitutions de l'Hôtel-Dieu de Pontoise 280

1638. » Une note sur la peste 88

» 8 Septembre. — Vœu de la ville de Pontoise à la Vierge, pour être délivré de la peste 100

1646. — 12 Novembre. — Requête de Bonaventure Cornu, afin d'être nommé messager de la Ville. — Nomination et réception 132

1648. — 23 Décembre. — Lettres patentes du roi enjoignant à la ville de Pontoise de payer les frais de la garnison, les sommes payées de ce chef devant s'imputer sur le montant des tailles de l'année suivante . . 157

Sans date. — « Projet ou dessein du renfermement des pauvres en la ville de Pontoise » 180

1666. — 14 Mars. — Transaction sur procès entre la ville de Pontoise et le charpentier Gaudron au sujet de la réparation des ponts-levis. 229

Sans date. — Inventaire des Titres et Enseignements concernant les biens et revenus appartenant au Collège séminaire de la ville de Pontoise auquel a été

annexé les biens et revenus temporels de la Maladrerie St Lazare de Pontoise. 237
1675. — 8 Aout. — M. le baron de Vierzet nommé gouverneur du château et de la ville de Pontoise. — Il vient y faire sa demeure le 21 août « où il est salué en corps ». 294
» — 22 Aout-4 Septembre 1675. — Note sur le procès d'entre la ville et l'hôtel-Dieu de Pontoise qualifiée de « La grande affaire de la ville contre l'Hôtel-Dieu » . . . 295
1676. — 13 Juillet. — Les échevins remettent deux canons et trois fauconneaux se trouvant dans le château à Made Baye, fermière du domaine. 296
1677. — 20-27 Mai. — Conventions passées entre la ville et les révérends pères Cordeliers au sujet des parties de remparts et murs de la ville touchant le couvent des Cordeliers 297
» — 20 Mai. — Procès-verbal des réparations et réfections à faire exécuter aux remparts de la ville par les Cordeliers . . 300
1679. — 26 Avril. — Lettre du roi au marquis de Cœuvres l'informant de la signature de la paix de Nimègue 320
» — 29 Avril. — Lettre du marquis de Cœuvres aux habitants de Pontoise. 321
» — 19 Novembre. — Lettre du marquis de Cœuvres aux échevins de Pontoise leur annonçant le traité de paix qui est fait entre les rois de France, de Danemark et de Norvège et l'Électeur de Brandebourg . . 325
» — " Déclarations des rentes et autres droits appartenant à la ville de Pontoise. 364

Typographie Lucien Paris — Pontoise (S.-et-O.)